

# *La chute de Minsk*

*Roman*

*David Dricourt*

Contact :

Courriel : [david.dricourt@outlook.fr](mailto:david.dricourt@outlook.fr)

# Acte I, Les ombres de l'invasion

(Février 2022 – fin 2023)

Tallinn – Janvier 2022

La mer était figée. Pas une ride sur la Baltique ce matin-là. Comme si l'eau elle-même avait retenu son souffle. Les goélands, d'ordinaire bruyants, restaient perchés, muets, alignés sur les quais gelés. La lumière rase d'hiver jetait sur la vieille ville une clarté pâle, presque clinique, découpant les toits rouges, les clochers noirs, les murs ocres dans une netteté irréaliste. Même le vent, ce vent qui ici ne se tait jamais, semblait s'être réfugié ailleurs. Il y avait, dans le silence de Tallinn, quelque chose d'irrésolu. Comme un prélude suspendu. Un avertissement contenu dans l'air. Du haut du bastion qui domine la ville, Alar Karis observait. Immobile. Le regard perdu dans l'horizon plombé. Le port militaire se dessinait au loin — les silhouettes minuscules de deux frégates grises, endormies sous le givre. Plus près, les grues de Paljassaare se dressaient comme des échafauds d'un monde industriel en mutation. Et plus loin encore, dans la brume d'acier, quelque chose d'invisible mais présent — l'ombre du géant, la Russie.

Il n'était pas homme à dramatiser. Il venait des sciences, pas du théâtre. Mais ce matin-là, dans le froid translucide, il sut que quelque chose avait déjà commencé, ailleurs, dans les plis du réel. Il remit son gant de cuir, lentement, et tourna les talons.

— Monsieur le Président, votre voiture vous attend, dit un conseiller derrière lui, un jeune homme à la cravate bleue.

Karis descendit les marches du bastion en silence, comme un homme qui a entendu l'écho de son propre avenir. Dans les rues désertes, les drapeaux flottaient. Tout paraissait paisible, comme si le monde lui-même retenait un secret. Quelques heures plus tard, il s'assit seul dans son bureau du Palais présidentiel. Il demanda que l'on ne le dérange pas. Sur le bureau, un dossier attendait. Cachet discret. En-tête du KAPO.

*OPÉRATION VARJU : Préparation d'une doctrine de résilience civile totale. Estimation : activation partielle d'économie de guerre d'ici 18 mois.*

Il ouvrit le document. Lut la première page. La deuxième et il s'arrêta. Il regarda par la fenêtre. La neige commençait à tomber sur Kadriorg. Et il pensa comme un citoyen : *Est-ce qu'on peut préparer un peuple à survivre sans l'avertir qu'il peut mourir ?* Ce soir-là, à minuit, il écrivit à la main, sur un carnet qu'il n'avait pas utilisé depuis des années : *L'Europe dort. Nous sommes sa première ligne. Et personne ne viendra nous réveiller.* Il referma doucement le dossier. Le cuir

du classeur grinça comme un vieux meuble de famille qu'on n'ose pas ouvrir. Les mots qu'il venait de lire ne lui étaient pas étrangers. Mais ce soir, ils avaient un goût plus âpre, plus réel. Ce n'était plus une hypothèse, c'était une pente évidente qui mène à la guerre. Il se leva, marcha lentement vers la baie vitrée de son bureau. Au-delà des jardins de Kadriorg, les toits de Tallinn luisaient sous la neige. La ville semblait veillée par des fantômes. Il pensa à ses ancêtres. À ces générations entières d'Estoniens qui avaient appris à survivre en silence. Au joug allemand. Au joug russe. Aux déportations. Aux prisons de glace. À l'humiliation de l'exil intérieur.

Karis n'était pas né soldat. Il était né chercheur. Il avait passé une vie à étudier des organismes microscopiques, à chercher des logiques dans le vivant, des harmonies dans le chaos biologique. Il aimait les formes, les structures, les équilibres. Mais ce qu'il voyait désormais dans le monde n'avait plus de structure, plus d'équilibre ni de logique. Seulement des forces. Il se souvint d'une phrase de son père, dit un jour en nettoyant une pelle rouillée au fond du jardin : *“Les Russes, ils te regardent comme on regarde un tableau dans un musée. Tu crois qu'ils t'admirent, mais ils cherchent le mur derrière toi.”*

Il n'avait compris cette phrase que bien plus tard. La Russie... Ce pays frère et ennemi. Le miroir noir de l'Estonie. Trop proche pour être oublié, trop vaste pour être compris. Un empire qui changeait de visage sans jamais changer d'intention. Tantôt orthodoxe, tantôt soviétique, tantôt capitaliste. Mais toujours central, toujours unifié par la peur, par la force, par une obsession : reprendre ce qui fut à eux, ou le faire croire. Il repensa à l'indépendance de 1991. À cette ferveur. À cette liesse fragile, pleine d'espoir. Il avait vingt-deux ans. Il chantait dans les rues. Il croyait, comme tous, que l'Histoire avait tourné. Mais l'Histoire, il le savait maintenant, ne tourne pas. Elle revient. Et parfois, elle revient armée. Il inspira lentement. Devant lui, le jardin du palais s'effaçait sous le vent glacé. Il ferma les yeux. L'Estonie avait choisi l'Europe. C'était un fait. Une certitude. Mais l'Europe, lointaine, floue, alourdie de compromis, pouvait-elle choisir l'Estonie, si demain les chars arrivaient ? Avait-elle la mémoire des nations qu'elle avait accueillies ? Ou seulement la mémoire des marchés ? Il rouvrit les yeux. Se retourna. Près du poêle à bois, une photo encadrée : sa femme, ses petits-enfants. Il la prit et l'observa longuement. Et pour la première fois depuis des mois, une pensée se fraya un chemin en lui, claire, tranchante, nue : *Et si la guerre revient ici, sur nos terres... survivrons-nous sans devenir*

*ce que nous avons toujours combattu ?* Il posa la photo. Referma les rideaux. Et dans le noir retrouvé de son bureau, le président de l'Estonie sut que l'ennemi n'était plus à la frontière. Il était déjà entré dans les décisions.

— *Monsieur le Président ?*

La voix était douce, contenue. À peine un souffle dans l'ombre du bureau. Karis ne bougea pas.

— *Votre épouse est arrivée. Elle vous attend dans le salon d'apparat.*

Il tourna lentement la tête. Le secrétaire particulier, discret comme un rideau, se tenait dans l'embrasure. Le genre d'homme qui entre sans déranger l'air.

— *Faites-la entrer ici. Et... qu'on ne nous dérange plus avant demain matin.*

Le secrétaire s'inclina sans mot. Un courant d'air. La porte se referma. Quelques instants plus tard, elle entra. Elle n'avait rien d'imposant, ni le port des reines ni le langage des premières dames. Elle portait un manteau gris clair et un foulard en laine, tricoté par leur fille, jadis. Dans ses yeux clairs, un mélange de tendresse et de lucidité. Elle s'arrêta en le voyant debout près de la fenêtre.

— *Tu n'es pas rentré dîner,* dit-elle simplement.

— *Je n'avais pas faim.*

Elle s'approcha, déposa ses gants sur le bureau, les regarda un instant, puis leva les yeux vers lui.

— *Alar...*

Il soupira. Juste un souffle, mais long, venu de loin. Il s'avança, la prit doucement dans ses bras en un geste amoureux presque naufragé. Ils restèrent là, silencieux. Elle ne posa pas de questions. Elle connaissait ces silences. Elle les avait vus venir, lentement, ces dernières semaines. Les nuits plus longues. Les traits tirés. Les regards perdus sur des cartes qu'elle ne verrait jamais.

— *Quelque chose est en train de bouger,* murmura-t-il. *Dans les profondeurs. Comme une faille qui travaille.*

Elle recula un peu, le regarda.

— *Tu as peur ?*

Il hocha la tête, une seule fois. Lentement.

— *Oui, mais pas uniquement pour moi.*

— *Pour l'Estonie ?*

Un silence. Il prit ses mains dans les siennes.

— *Pour ce qu'elle pourrait devenir, si on la force à survivre dans l'urgence. Pour ce que nous devons devenir pour la protéger.*

Elle comprit et ne demanda pas plus. Elle ne voulait pas savoir ce qu'il avait lu. Elle n'était pas de celles qui fouillent, mais elle savait ce que ce regard-là disait : quelque chose de très ancien venait de s'éveiller dans le monde.

Elle murmura :

— *Promets-moi juste une chose. Si la peur devient ton seul conseiller, laisse-moi t'en parler. L'histoire appartient aux prudents. Mais les peuples, eux, n'aiment pas être gouvernés par la peur.*

Il ferma les yeux. Elle le tenait toujours par la main.

— *Promis, dit-il. Mais promets-moi, toi, de rester loin du bruit. De tout ça.*

— *Je te le promets. Mais tu sais comme moi qu'il n'y a plus vraiment d'endroit où le bruit ne finira pas par entrer.*

Plus tard, quand elle aura gagné ses appartements, il restera seul un long moment. Il relira les derniers chiffres sur la militarisation de Kaliningrad. Et il écrira, à l'encre noire, sur la page suivante de son carnet : *Ce soir, j'ai vu dans ses yeux la paix que je suis sur le point de perdre. Et j'ai su que ce ne serait pas un orage. Mais un hiver. Un hiver long. Et sans refuge.*

La frontière effacée

*Donetsk – 24 février 2022*

Il ne dormait plus depuis trois jours. Allongé sur un lit de camp, dans une chambre sans rideaux d'un immeuble éventré de Donetsk, le capitaine Andrei Vassiliev fixait le plafond. Un plafond fendu, jauni par la suie, traversé par un fil électrique nu qui serpentait comme une veine prête à lâcher. On avait dit : *exercices militaires, provocation défensive, intox occidentale*. Mais lui savait depuis des semaines. Depuis que les obus étaient arrivés sur le front en silence, avec des codes peints à la main. Depuis que les ordres ne venaient plus de Moscou, mais d'un autre lieu. Plus proche. Plus opaque. Et maintenant, il entendait les moteurs. Ils étaient là.

À cinq heures seize, les colonnes avaient commencé à avancer. Chenilles, blindés, transports de troupes. Une coulée de métal et de givre, grondant à travers les brumes basses de février. Il n'y eut pas de clairon. Pas de drapeau levé. Juste une marche, froide, silencieuse, massive. Un mouvement comme on en voit dans les documentaires sur l'Histoire. Mais cette fois, l'Histoire recommençait. À vingt kilomètres de là, dans une base de commandement enterrée, une radio de l'armée ukrainienne émettait un signal de détresse en boucle. « *Forces russes franchissent la ligne de contact. Bombardements en cours à Marioupol, Severodonetsk, Kharkiv. Position non confirmée dans la région de Kiev.* »

Au nord, les satellites de l'OTAN s'allumaient comme des constellations inquiètes. À l'ouest, les chancelleries commençaient à s'éveiller, encore engourdies par le sommeil. Et plus au nord encore, à Tallinn, Alar Karis se tenait à sa fenêtre, téléphone à la main. Il venait d'apprendre la nouvelle. Il ne fut pas surpris. Mais il resta longtemps immobile. Très longtemps. Dans une salle de crise à Riga, Ingrid Sīle recevait les mêmes images. Elle les fit défiler sans émotion. Les premières frappes étaient précises. Cliniques. Brutales. Elle s'adressa à son adjoint, d'une voix calme :

— *Il nous reste moins de dix-huit mois.*

— *Avant quoi ?*

Elle regarda l'écran. Sur l'une des vidéos, une colonne de tanks traversait un village vide. Une pancarte était encore debout. On y lisait, en ukrainien : *Liberté n'est pas un mot. C'est un feu.*

— *Avant que ce ne soit notre tour.*

Et à Minsk, dans une ruelle étroite, Daria Lobanova, 22 ans, collait une affiche sur un mur humide. Un poème court. Une strophe : *Quand les bottes passent, les voix se taisent. Mais sous la cendre, il reste une phrase.* Elle ne savait pas encore que ce jour serait celui où tout basculerait, mais elle le sentit, comme on sent une vibration dans les os. Elle leva les yeux vers le ciel. Il neigeait à peine. Et déjà, l'air sentait le métal.

*Matinée – Londres, Washington, Berlin, Paris, Ottawa, Rome, Tokyo*

Londres

La salle de crise au sous-sol du 10 Downing Street n'avait pas été aussi pleine depuis le Brexit. Autour de la table, les visages étaient crispés. Les traits tirés. Personne ne parlait. Les images défilaient sur les écrans. Colonnes blindées. Missiles de croisière. Civils fuyant à pied. Tirs d'artillerie filmés depuis des téléphones. Et la même date, partout : *24 février 2022*. Le Premier ministre britannique, en cravate noire et chemise froissée, prononça la première phrase.

— *C'est fait.*

Washington

Le Président des États-Unis, Joe Biden, n'avait pas dormi. Il fixait la carte projetée devant lui. Les points rouges s'allumaient un à un. Trop nombreux. Trop rapides. Ses conseillers du NSC se relayaient, débitant les faits avec une sécheresse qui rendait les mots presque irréels.

— *Nos satellites confirment l'entrée de la 20e Armée de la Garde dans l'oblast de Sumy. Missiles Iskander en activité à partir de la Biélorussie. Des drones au-dessus de Kiev. Interruption partielle du trafic aérien russe — blackout massif prévu d'ici une heure.*

Un silence. Puis, il demanda :

— *L'Europe est prête ?*

Un conseiller haussa à peine les épaules.

— *L'Europe attend. Comme toujours.*

Berlin

Le chancelier allemand regardait fixement son café. Il ne parlait pas. Autour de lui, les chefs militaires, le chef du BND, des parlementaires.

— *Les Russes franchissent toutes les lignes rouges. Il va falloir rompre notre dépendance énergétique.*

Le mot tomba comme un couperet. On n’osa pas lui dire que cela prendrait des années. Que personne n’avait prévu ça.

Paris

Dans le bureau doré de l’Élysée, le président français passait un manteau sur sa chemise. Il annulait une interview. Un avion l’attendait pour Bruxelles. Sur la table : deux dossiers. *Ukraine*. Et en dessous : *Estonie, Lettonie, Lituanie*. Il hésita une seconde. Puis, retourna la page de celui des États baltes. Il savait ce qui viendrait après. Il le savait depuis des mois. Mais la peur, maintenant, entrait dans la pièce avec la lumière. Il regarda son conseiller diplomatique.

— *Ils vont demander plus qu’un soutien moral.*

— *Oui, Monsieur. Ils vont demander à vivre.*

Ottawa – Tokyo – Rome

Réactions similaires. Condamnations fermes. Appels au calme. Discussions d’urgence. Les mots fusent : *violation du droit international, acte d’agression, conséquences massives*. Mais sous les mots, la même chose. Un vertige. Une impression de déjà-vu. Une peur sourde : celle d’avoir reculé trop longtemps.

Bruxelles

Le Conseil de sécurité européen se réunit en session fermée. Des traducteurs tournent en boucle. Les ministres parlent trop vite. Les technocrates restent figés. Les pays baltes ne parlent plus. Ils écoutent. Et ils prennent des notes. Pas sur les sanctions. Sur ce qu’il faut construire. Sur ce qu’il faut armer. Sur ce qu’il faut enseigner aux enfants, désormais.

Tallinn

Karis éteint la télévision. Il a vu tous les communiqués. Toutes les indignations. Toutes les lignes. Il s'assied. Et murmure pour lui-même :

— *La guerre est là. Et le monde parle encore comme si elle avait demandé la permission.*

Dans les rues de Tallinn, la neige fond lentement. Et sous la chaussée, les anciennes galeries soviétiques reprennent vie. La résistance, elle aussi, commence par les souterrains.

*Conversation cryptée entre Kiev et Paris. Kiev – Bureau présidentiel – bunker n°1*

La ligne grésille. Puis s'ouvre.

— *Emmanuel ?*

— *Je t'entends. Faiblement, mais je t'entends.*

— *On a besoin de plus que ça.*

Silence. Dans la pièce, des cartes sont fixées au mur. Des téléphones vibrent, des militaires entrent, sortent. Zelensky est assis sur une chaise simple. Il a les traits tirés. Il tient le combiné à deux mains.

— *Ils bombardent Kharkiv. Des civils. Ils visent des écoles, Emmanuel.*

— *Je sais.*

— *Alors dis-moi la vérité : est-ce que l'Europe peut aider ? Maintenant ?*

Un souffle. Paris. L'autre bout du monde.

Élysée – Bureau présidentiel

Macron est seul. La lumière est froide. Il regarde l'écran où s'affiche la topographie des bombardements. Il ferme les yeux une seconde. Puis il parle, doucement.

— *L'Europe s'organise. Les livraisons vont commencer. Les sanctions aussi.*

— *Je ne parle pas de sanctions. Je parle de temps, de sang, de lignes de front. Je parle de guerre. Elle est là et nous sommes seuls.*

— *Tu n'es pas seul, Volodymyr.*

— *Alors envoie des avions, des soldats, une promesse, n'importe quoi qui ne ressemble pas à une conférence de presse.*

Macron serre les dents.

— *Tu crois que je ne voudrais pas ? Tu crois que je ne me bats pas ici, à chaque phrase, contre mes propres ministres, contre les prudents, les neutres, les aveugles ?*

Un silence. Zelensky reprend, plus calme. Une fatigue dans la voix.

— *Alors dis-moi ce que tu vois. Dis-moi ce que tu ne peux pas dire à la télévision.*

Macron hésite. Puis il baisse la voix.

— *Biélorussie.*

— *Je t'écoute.*

— *Les Russes s'en servent comme d'un tremplin. Missiles. Systèmes S-400. Ils ont déployé des troupes là-bas avant même d'entrer chez toi. Et il y a autre chose.*

— *Quoi ?*

— *Nos services pensent que Loukachenko n'est pas juste complice. Il est devenu une pièce. Une pièce contrôlée. Et instable.*

Zelensky ne répond pas tout de suite. Il regarde la carte devant lui. Une ligne rouge longe la frontière biélorusse. Il murmure :

— *Si la Biélorussie répond totalement aux Russes, le nord de mon pays est un couloir. Et la Pologne, ensuite. Puis les Baltes.*

— *Oui. C'est ce qu'on pense aussi. L'Ukraine est la première digue. Mais tu n'es pas la dernière.*

Ils restent un instant sans parler. Deux présidents. Deux hommes. Zelensky murmure :

— *On ne gagnera pas seuls. Mais si on tombe, vous tomberez lentement. Et ce sera pire.*

Macron répond, presque inaudible :

— *Je sais.*

À Kiev, une alarme retentit. Le président ukrainien pose lentement le combiné. Il murmure, pour lui-même, en ukrainien : « *Nous sommes encore vivants, mais pour combien de temps.* »

À Paris, le silence revient. Macron reste seul. Il regarde l'écran. Puis décroche une nouvelle ligne.

— *Appelez Tallinn. Maintenant.*

Premiers cercles

*Minsk*

La ville dormait encore. Pas vraiment d'un sommeil tranquille. Plutôt cette forme de veille que l'on cultive dans les régimes fatigués, où l'ordre règne non par adhésion mais par saturation. Minsk, lisse et quadrillée, roulait au ralenti sous la neige compacte, ses avenues tirées au cordeau, ses statues monumentales couvertes de givre, ses arrêts de tramway où nul ne parlait plus qu'à demi-voix. Les caméras clignotaient, discrètes. Les micros n'étaient pas visibles, mais chacun les imaginait. Et les murs eux-mêmes semblaient avoir appris à retenir l'écho des rires trop libres. C'est là que *Volia* était née, pas dans un cri ni dans une déclaration. Pas dans un grand souffle révolutionnaire, mais dans une pièce trop basse de plafond, au fond d'un ancien local d'université désaffecté, entre les archives d'un club de poésie oublié et les vestiges d'un comité étudiant dissous.

Ils étaient quatre au début. Une poignée d'êtres pâles, jeunes, nerveux, lestés d'une conscience plus lourde que leur âge. Aucun ne s'appelait vraiment "résistant". Aucun ne savait encore ce qu'il deviendrait. Mais chacun portait déjà en lui une forme de refus. Ce n'était pas une colère. Ce n'était pas une idéologie. C'était une sorte d'épaisseur. Un seuil franchi, dans la tête, où l'on comprend qu'il n'y aura pas de retour. Ils avaient commencé par écrire sur du papier recyclé, sur des serviettes de café, sur les murs. De petits textes, phrases, poèmes oubliés, des fragments d'histoires tues. Puis ils avaient partagé. Une strophe glissée sous une porte. Une affiche collée à la hâte sur un abribus. Un vers projeté la nuit sur un mur d'école. Et ce fut comme une onde. Invisible. Mais réelle. Car dans un pays saturé de propagande, les mots libres sont des armes. Et les phrases qui n'obéissent pas deviennent des balles lentes, qui percutent l'âme avant de toucher les corps. Ils s'étaient organisés sans plan, par intuition et par nécessité. On les appelait d'abord "les lecteurs". Puis "les jeunes des vers". Puis on ne les appelait plus, car le silence était plus sûr. Alors ils choisirent un nom : *Volia*. Un mot ancien. Biélorusse. Il signifie « liberté ». Mais pas seulement. Il évoque aussi « la volonté ». L'élan. Le souffle intérieur. *Volia*, c'est la liberté qui tient debout, même quand on l'enchaîne. Ils étaient anonymes. Volontairement. Il n'y avait pas de chef. Pas d'organigramme mais des cercles. Des cercles mouvants, dissimulés, qui communiquaient par codes, par symboles. Chaque membre ne connaissait que deux autres. La sécurité était une seconde nature. Le secret, une forme

d'amour. Dans leur local, ils conservaient peu de choses. Un vieux projecteur. Une boîte à gants remplie de tracts. Une caisse de journaux censurés. Et, au fond, une table où reposait un carnet noir. Celui que Daria avait commencé à remplir. Pas pour l'histoire. Pour après. Pour quand il faudrait se souvenir que tout cela avait été réel. Leur présence dans la ville était comme un frisson. Certains jours, ils apparaissaient. Une image, un mot, une action discrète. Un graffiti sur un tunnel. Une alarme détournée. Une phrase chantée à mi-voix dans une rame de métro. Puis, plus rien. Le reste du temps, ils disparaissaient. Se fondaient. Travaillaient. Étudiaient. Écoutaient. Toujours à l'affût. Ils savaient que les services de police les cherchaient. Ils savaient qu'ils n'avaient pas de futur dans le régime actuel. Mais ils avaient quelque chose que l'État n'avait plus : un récit, une langue, un feu.

C'était l'hiver. Les jours étaient courts. Les nuits longues. Et la peur, partout. Mais dans ce local, dans cette pièce gelée sans chauffage, une lampe restait allumée chaque nuit. Une petite lampe, au bout d'un fil usé, suspendue à un clou rouillé. Une lumière tiède. Fragile. Mais obstinée. À cette heure, dans la ville, les soldats dormaient mais les agents surveillaient et les caméras filmaient. Et *Volia* écrivait. Encore et toujours. Des mots pour demain. Des mots que rien, pas même la neige, ne pourrait effacer. Ils n'étaient pas nombreux. Et pourtant, ils étaient partout. Dans les trams, dans les universités, dans les silences de la bibliothèque nationale, dans l'électricité statique des cafés mal chauffés, dans les reflets ternes des vitrines vides. Ils s'appelaient *Volia*. Au début, le nom n'était écrit nulle part. Mais il circulait. Comme une rumeur discrète, comme une respiration collective. Il disait aussi la volonté, l'élan, le courage qui pousse un être debout à ne pas se coucher, même face à la tempête.

Volia n'avait pas de chef. Pas de comité. Pas de manifeste. Il n'y avait que des cercles. Petits. Disséminés. Reliés par des gestes, des mots, des regards, des signes tracés à la craie sous un banc ou à l'encre sur un ticket de trolleybus.

Daria Lobanova. Vingt-deux ans. L'âme. Elle ne prononçait presque jamais de slogans. Elle écrivait des strophes. Courtes. Tranchantes. Qu'on collait sur les murs. Qu'on projetait, la nuit, sur les façades administratives. Des vers comme des coups de fouet. Ou comme des bras tendus.

Autour d'elle, il y avait Mikita, le graffeur. Des mains tachées d'encre, un regard clair. Il venait d'un quartier ouvrier de la banlieue est. Il traçait des visages sur les tunnels. Des visages de

femmes disparues. De soldats qu'on avait effacés des photos. Il disait que peindre, c'était rendre à la ville ce qu'on lui avait volé.

Il y avait aussi Alena, la plus jeune. Dix-neuf ans. Silencieuse. Elle piratait tout ce qui pouvait l'être. Elle avait transformé un vieux jouet soviétique en émetteur radio, créé un réseau interne sécurisé, lancé un bot automatique de distribution de poésie. Elle vivait dans les marges, mais rêvait en code. Elle disait : *“les lignes de fuite sont plus sûres que les lignes de front.”*

Et puis il y avait Ivan. Plus âgé. Ancien instituteur. Il transportait les choses. Les textes, les papiers, parfois les corps. Il connaissait les passages vers la frontière lituanienne. Il dormait peu, parlait encore moins. Il disait seulement que tout cela devait survivre, même si personne ne survivait.

Volia écrivait. Collait. Transmettait. Piratait. Restaurait. Un soir, ils avaient nettoyé à mains nues une plaque oubliée sous un pont, gravée au nom d'un résistant fusillé en 1943. Ils l'avaient repeinte en silence, à la lueur d'une lampe frontale, puis ils étaient partis sans un mot. Le lendemain, la plaque avait disparu à nouveau. Mais les photos, elles, avaient déjà circulé. Ils avaient même une radio. Radio Volia. Quelques minutes par jour. Une voix synthétique, lente, posée. Des lectures. Des récits. Des chansons. Le tout diffusé depuis des voitures en mouvement, changeant de fréquence sans cesse. Le but n'était pas de convaincre. C'était de rappeler. Rappeler qu'ils existaient. Rappeler que le régime ne contrôlait pas encore tout. Ils n'étaient pas une armée. Ils n'étaient pas une secte. Ils étaient un archipel. Un tissu fragile. Une rumeur obstinée.

Le régime les appelait “parasites culturels”. “Désœuvrés”. “Petits agents du chaos”. Mais il ne les comprenait pas. Il cherchait une organisation, une structure, un noyau dur. Il ne trouvait que des cercles. Des fragments. Des poèmes. Et cela le rendait furieux. Au printemps, les premières arrestations vinrent. Un membre isolé. Une filature. Un mot intercepté. Mais rien ne tombait. Parce que rien n'était central. Le cœur battait partout à la fois. Et dans la nuit de Minsk, entre deux alertes de drone, entre deux tremblements d'ombre, une chose demeurait : Cette lumière fine, persistante, obstinée. Ce fil tendu entre les âmes. Ce mot collé à l'entrée d'un tunnel, un matin de mars : Volia est un feu. Il ne crie pas. Il veille.

À plus de huit cents kilomètres au nord, alors que Minsk continuait de murmurer dans la peur, Tallinn s'éveillait sous un ciel pâle, blanc comme un papier non encore écrit. Les bruits de guerre s'étaient déjà répandus dans les rues, mais ici, les vitrines restaient intactes. Les tramways circulaient. Les enfants allaient à l'école. Tout semblait normal. Comme toujours, jusqu'à ce que ce ne le soit plus. C'est ce matin-là que Maarika Põld fut convoquée au quatrième étage du bâtiment de Postimees, le quotidien de référence. Cela faisait plus de dix-huit ans qu'elle écrivait pour le journal. D'abord sur la culture, ensuite sur les mouvements sociaux, puis — presque malgré elle — sur la politique étrangère. Elle connaissait l'Europe par ses fissures, et la Russie par ses silences. On ne lui avait rien dit de précis. Seulement : « viens tôt. »

Elle était arrivée avec son manteau long, son carnet noir et cette manière un peu raide de marcher qui faisait d'elle une figure déjà presque ancienne dans une rédaction trop jeune. La salle de réunion était froide. Quelques rédacteurs, un directeur inquiet, un mur d'écrans. Sur l'un d'eux, les images défilaient : blindés dans Kharkiv, immeubles effondrés à Marioupol, files humaines à la frontière polonaise. On ne lui posa pas de questions. On lui donna une mission. Elle ne couvrirait pas le front, non. Elle ne serait pas envoyée dans les tranchées ukrainiennes, ni dans les villes bombardées. Sa tâche était plus vaste. Et plus incertaine. On voulait qu'elle suive la guerre. Mais autrement. Non pas la guerre des armes, mais celle des esprits. La guerre des récits. La guerre des tremblements invisibles. Ce qui allait bouleverser l'Estonie, pas dans les faits militaires, mais dans les lignes profondes : le réarmement psychologique, les frontières mentales, la peur qui gagne, les mots qui changent. Elle sortit de la salle avec une feuille de route vague et un mandat clair : raconter ce qui vient. Nommer ce que les autres ne voyaient pas encore. Sentir les failles avant qu'elles ne deviennent visibles. Sur le trottoir, elle alluma une cigarette. Cela faisait des années qu'elle avait arrêté. Ce jour-là, elle recommença. Elle regarda les gens passer. Certains pressaient le pas. D'autres lisaient les notifications sur leurs téléphones, debout, hébétés. Il y avait de la tension dans l'air. Comme si l'Europe elle-même se rétrécissait dans ses certitudes. Et que l'Estonie, là, au bord, se trouvait projetée à nouveau dans cette position qu'elle n'avait jamais vraiment quittée : celle d'une vigie entourée d'ombres.

Maarika rentra chez elle sans passer par la rédaction. Elle s'enferma dans son bureau, relut ses anciens articles sur la Russie, ses notes sur les accords de Minsk, sur la désinformation, sur les manœuvres hybrides dans le Donbass. Elle chercha dans sa mémoire ce qui, dans les dix dernières années, aurait pu prédire ce jour. Mais il n'y avait pas de prédiction. Il n'y avait que des signes qu'on n'avait pas voulu voir. Et elle savait déjà que son premier article commencerait non par un titre, mais par une phrase simple. Une phrase qu'on lit pour comprendre. « *La guerre n'a pas commencé aujourd'hui. Elle a seulement changé de forme. Et nous avons mis trop de temps à admettre qu'elle était déjà chez nous.* »

Le soleil déclinait à Tallinn, en cette fin d'après-midi, projetant une lumière rose pâle sur les vitres embuées de l'appartement. Dehors, les toits luisaient encore de neige fondue, mais les rues devenaient silencieuses. Le vent, lui, n'avait pas changé — sec, franc, venu de la Baltique. Un vent de mer et de pierre. Maarika était rentrée sans bruit. Elle avait posé son manteau au dos d'une chaise, s'était préparé un café trop fort et l'avait oublié sur la table. Son ordinateur portable était ouvert, un article en cours, mais les mots n'avaient pas encore pris. Elle écoutait seulement les bruits de la maison. Ce silence diffus qui n'en était pas un : les planchers discrets, les canalisations, la vie qui respire derrière les murs. Sa fille, Liis, entra sans frapper, comme toujours. Quinze ans. Une silhouette encore fine, des cheveux bruns en désordre, des yeux plus sérieux que son âge.

— *Maman ?*

Elle ne répondit pas tout de suite. Elle se retourna simplement, et lui fit signe d'approcher. Sa fille s'assit à côté d'elle, en tailleur, sur le vieux tapis. Elle tenait une tasse dans les mains, les genoux remontés contre sa poitrine. Un instant, elles restèrent ainsi, sans parler. C'était une habitude entre elles. Ne pas forcer les mots. Attendre qu'ils viennent.

La jeune fille finit par murmurer :

— *On a parlé de l'Ukraine, aujourd'hui, au collège.*

Un silence.

— *Avec qui ?*

— *Avec mes amies. Une prof aussi. On a vu des vidéos. Des tanks. Des gens qui fuient. Et... elles ont demandé si ça pouvait arriver ici.*

Elle leva les yeux vers sa mère.

— *Est-ce que ça peut arriver ici, maman ?*

Maarika ne détourna pas le regard. Elle savait qu'à cet âge, on entend tout. On sent tout. Mentir, même doucement, était inutile. Elle s'agenouilla à son tour, face à elle. Elle posa une main sur ses cheveux, lentement, puis sur son épaule.

— *Je ne sais pas, mon cœur. Mais ce que je sais, c'est qu'on ne doit jamais cesser de comprendre ce qui se passe. Et qu'il faut garder les yeux ouverts, même quand ça fait peur.*

Liis acquiesça, sans mot.

— *Et si ça arrive, est-ce qu'on partira ?*

La question resta suspendue. Maarika ne répondit pas. Pas tout de suite. Puis elle dit, doucement :

— *On ne part jamais vraiment. Même quand on part. Mais je te promets une chose : on décidera ensemble. Et quoi qu'il arrive, je serai là.*

Liis hocha la tête. Elle se pencha contre elle, posa la tête sur sa poitrine. La respiration de Maarika était calme, régulière. Pas parce qu'elle n'avait pas peur. Mais parce qu'elle savait que sa fille sentait tout. Et que le calme, comme la peur, se propageait. Elles restèrent ainsi longtemps, dans le silence du soir. Deux corps immobiles. Deux battements de cœur. Et, à travers la fenêtre, les premières étoiles.

Le KAPO écoute

*Tallinn*

Il faisait encore nuit quand Kaarel Vaher entra dans le bâtiment gris du boulevard Toompuiestee. Les volets étaient baissés, les stores inclinés vers le bas. Aucune lumière vive. Rien qui ne trahisse la vie à l'intérieur. Le KAPO ne s'affichait jamais. Il surveillait. Il se taisait. Et c'était suffisant. Kaarel, lui, était de ceux qui arrivent avant les autres. Pas par zèle. Par habitude. Par crainte, aussi, de manquer l'instant. Il savait que dans son métier, ce n'était jamais le bruit qui annonçait l'orage, mais le frémissement dans le vent, le micro-décalage entre deux faits, le silence là où il devrait y avoir un murmure. Il ôta son manteau, le suspendit dans son bureau. Bois sombre, lumière douce, deux écrans allumés. Il prit un café amer dans un gobelet plastique et consulta les rapports de la nuit. Une alerte sur une adresse IP biélorusse. Un échange crypté sur un serveur moldave. Une conversation interceptée dans la région de Narva, à la frontière russe. Des rumeurs, encore floues, sur un convoi militaire déplacé au sud de Pskov. Rien d'assez net. Mais tout s'imbriquait.

Depuis l'invasion de l'Ukraine, le KAPO tournait à plein régime. Il ne s'agissait plus de prévention, ni même de surveillance. Il s'agissait de projection. Anticiper. Cartographier les lignes de fracture. Identifier les infiltrations russes, les cyberattaques larvées, les agents dormants. Kaarel travaillait avec la précision d'un chirurgien, mais il sentait que les nerfs du pays commençaient à vibrer. La guerre n'était pas encore là, mais elle soufflait déjà sur la Baltique. On la devinait dans les serveurs qui ralentissaient, dans les discours qui se radicalisaient, dans les forums obscurs où réapparaissaient des mots anciens : *"oblast"*, *"reconquête"*, *"protectorat"*. Il ouvrit un fichier confidentiel. L'intitulé était sobre : SUWAŁKI – KALININGRAD – CHUTE MINSK. Trois lignes de faille. Trois foyers possibles. Trois pièges.

À midi, la réunion de cellule restreinte se tint dans une salle sans fenêtres. Autour de la table, six personnes. Pas un mot de trop. On parla de la Lettonie, qui signalait une augmentation anormale des connexions entre ses infrastructures électriques et un cluster d'IP russes. On parla de Kaliningrad, qui déployait des unités radar vers la frontière polonaise. Et surtout, on évoqua une note du SAB : la Biélorussie aurait reçu des experts russes spécialisés en guerre électronique. Loukachenko, selon plusieurs sources croisées, serait prêt à "laisser faire". Kaarel

écoutait. Prenait note. Travaillait à l'envers, comme toujours : il ne regardait pas ce qu'on montrait. Il traquait ce qu'on cachait.

Ce soir-là, dans son appartement silencieux de Nõmme, il réécouta un enregistrement issu d'un canal crypté biélorusse. Deux voix, jeunes. Quelques mots isolés : « *poésie* », « *feu* », « *conscience* », « *Volia* ». Il ne comprenait pas tout. Mais il nota le nom. Pas pour surveiller, pas encore. Mais parce que dans le noir, on ne cherche pas la lumière. On cherche ce qui la produit. Et ce nom, *Volia*, brillait, faiblement, quelque part dans l'est.

Le rendez-vous avait été fixé 48 heures plus tôt, à Tallinn, dans une annexe sécurisée des bureaux du ministère de l'Intérieur. Une pièce aveugle, sans réseau, scellée électromagnétiquement, dont les murs recouverts de panneaux absorbants étouffaient le moindre mouvement d'air. Les réunions interservices n'étaient jamais courantes. Celle-ci l'était encore moins. À dix heures précises, les agents du SAB, le Bureau letton de protection de la Constitution, entrèrent sans saluer. Trois hommes, une femme, impeccables. Regards neutres, vêtements ternes, pas de notes visibles. Leurs badges temporaires ne portaient pas de nom. Seule une lumière crue éclairait la table ovale autour de laquelle le KAPO avait déjà pris place. Kaarel Vaher ouvrit la réunion. Sans discours. Sans formule de politesse.

— « Kaliningrad. Mouvement radar confirmé. L'activité radio autour de Sovetsk a triplé en deux semaines. »

Il fit glisser une tablette à l'un des Lettons, qui l'activa sans un mot. S'afficha alors une carte thermique de la zone frontière, où clignotaient les pôles d'émission militaire détectés par les stations estoniennes. Le Letton le plus âgé, qu'on appelait simplement E. Jansons, prit la parole, sec et net.

— « En Lettonie, le port de Liepāja a enregistré un trafic satellite anormal. Une signature identique à celle utilisée lors des exercices Zapad de 2021. Nous pensons que l'armée russe prépare une infrastructure logistique invisible à l'œil nu. »

Une pause.

— « Nos fermes de serveurs à Ogre et Jelgava ont subi des surcharges de requêtes. Aucun dommage. Mais test évident de vulnérabilité. »

Un autre agent du SAB ajouta :

— Trois personnalités politiques ont vu leurs boîtes mail compromises. Pas de revendication, mais l'architecture de l'attaque pointe vers des outils utilisés par Sandworm.

Le nom fit tiquer Kaarel. *Sandworm*. Le groupe cybermilitaire russe le plus redouté de la décennie. Il nota : *phase de cartographie active*. Puis l'écran s'éteignit. La discussion se fit plus feutrée. On passa à la Biélorussie. Aucun d'eux ne parlait d'insurrection, pas encore. Mais les Lettons avaient identifié une rumeur récurrente dans les messageries cryptées, dans les microblogs chiffrés : un nom revenait. Volia. Pas de leader. Pas de revendication armée. Juste un bruissement. Une chose presque littéraire, mais persistante. Un agent letton montra un extrait de tract intercepté. Il ne disait rien de concret. Seulement des mots :

- « *Nous ne voulons pas tomber en silence.* »

Kaarel regarda l'écran. Il savait déjà que cette phrase, ce nom, cette énergie faible mais entêtée, réapparaîtrait bientôt. Il ne savait pas encore comment. Ni où. Mais son instinct, formé par vingt ans d'observation des régimes autoritaires, lui soufflait que ce n'était pas un détail. C'était le symptôme. Le premier souffle. À la fin de la réunion, aucune conclusion n'était formulée à voix haute. Mais un consensus tacite s'était dessiné. Kaliningrad se renforçait. Loukachenko vacillait. L'Europe orientale était un échiquier tremblant. Et dans ce jeu d'ombres, la Lettonie et l'Estonie n'étaient pas des pièces secondaires. Elles étaient la ligne de front invisible.

Kaarel ressortit dans la lumière pâle du matin. Le vent soufflait toujours sur Tallinn. Il leva les yeux vers le ciel, où passait un avion. Il pensa à la mer, à la frontière, aux jeunes de Minsk qu'il ne connaissait pas encore. Et il pensa, pour la première fois, que peut-être, cette guerre ne serait pas une guerre d'hommes en armes. Mais une guerre de récits. De signaux. De dissonances. Et que dans cette guerre-là, *Volia* allait compter.

Minsk, Palais de l'Indépendance.

Les couloirs étaient plus silencieux que d'habitude. Le Palais de l'Indépendance n'avait jamais été un lieu de vie. C'était un mausolée actif. Un décor d'apparat, fait pour les caméras d'État,

les réceptions sous contrôle, les conférences inutiles. Loukachenko l'aimait pour cela : il ne respirait pas. Il obéissait. Ce matin-là, il s'y trouvait seul, comme chaque jour. Deux gardes statiques à l'entrée. Des conseillers qui ne conseillaient plus. Et le général Bessarab, son chef de la sécurité intérieure, qui attendait au fond de la salle, raide, dossier fermé dans les mains. Loukachenko s'approcha lentement de la baie vitrée. Minsk lui paraissait étrangère. Il ne la reconnaissait plus. Trop de murmures, trop de lumière sale. Il avait été acclamé, autrefois. Il ne voyait plus que des regards fuyants. Le peuple qu'il avait nourri, protégé — du moins le croyait-il — lui semblait devenu ingrat, impatient, contaminé par l'extérieur.

— « C'est là que ça commence, hein, Bessarab ? », dit-il sans se retourner.

Le général ne répondit pas. Il ne savait jamais quand son président posait une vraie question.

— « Ce poison venu d'Ukraine. Cette manie de vouloir choisir. Ce mot... démocratie. »

Il se retourna brusquement. Ses yeux étaient rouges, ses traits figés. Il n'avait pas dormi.

— « Vous avez le nom ? »

Le général tendit le dossier.

— « Volia. »

Loukachenko rit, un son bref, sans chaleur.

— « Volia... La volonté. Voilà ce qu'ils croient. Qu'ils ont une volonté. »

Il fit quelques pas dans la pièce.

— « Ils ne veulent pas la liberté. Ils veulent l'imitation. La liberté des autres. L'anarchie. Le chaos. Ils veulent que la Biélorussie devienne Kiev. Ou Berlin. Ou Dieu sait quoi. »

Il s'arrêta. Sa voix était plus basse maintenant.

— « Qu'on les trouve. Tous. Qu'on coupe les lignes, qu'on brûle leurs livres, qu'on efface leurs noms. Qu'ils comprennent qu'ici, on n'écrit pas l'histoire avec des poèmes. »

Le soir même, les premiers barrages avaient été dressés dans les quartiers étudiants. Les antennes relais furent scrutées, les cafés fouillés, les imprimeries perquisitionnées. Dans les foyers universitaires, des officiers en civil questionnaient à voix basse. On cherchait des

imprimantes, des tags, des phrases. Certains jeunes furent arrêtés sans procès. D'autres battus dans des caves. Les chanceux partirent à temps.

Dans les jours qui suivirent, les journaux titrèrent sur la découverte d'une "cellule terroriste littéraire". Les télévisions diffusèrent des confessions floues, des visages floutés, des extraits de messages sortis de leur contexte. Tout avait l'odeur de la peur, bien plus que celle de la vérité. Mais Loukachenko, lui, se sentit rassuré. Le matin du 5 mars, il fit une promenade dans les jardins intérieurs du palais. Il toucha les feuilles glacées d'un arbre ornemental, l'un des rares que l'hiver n'avait pas dénudés. Il murmura, pour lui seul :

— « Ce pays est un jardin. Et je suis son enclos. »

Ce qu'il ignorait, ce jour-là, c'était que *Volia* ne vivait pas seulement dans les murs. Il vivait dans les souvenirs. Dans les disques durs chiffrés. Dans les ondes. Et dans les regards qu'on échange en silence. Ce qu'il ne pouvait pas comprendre, c'était que le jardin qu'il voulait clôturer s'était déjà rempli de graines qu'il n'avait pas vues. Et que certaines allaient pousser très loin de Minsk.

### *Tallinn*

Il y eut d'abord une absence de bruit. Pas de couverture internationale. Pas de photos nettes. Pas de chiffres officiels. Rien que quelques lignes diffusées par des sites biélorusses à peine accessibles, des vidéos hachées, quelques témoignages éphémères publiés dans la nuit puis supprimés. Mais Maarika avait l'œil pour ça. Elle reconnut la forme du silence. La tension qui précède la bascule. Elle savait que lorsque les autorités commencent à parler de "terrorisme culturel", quelque chose de plus profond se jouait. Pas une émeute ni un mouvement de foule mais un changement de température, une fissure dans l'air. Elle commença par chercher le mot. Celui qui revenait sur les forums chiffrés. Celui qu'elle avait déjà croisé dans un rapport de synthèse du KAPO, sans annotation. *Volia*. Elle passa des heures à traquer les fragments. Un tag photographié à Grodno. Une voix lisant un poème diffusé à minuit sur une fréquence pirate. Un visuel projeté furtivement sur la façade d'un théâtre de Mogilev. Partout la même esthétique : élégante, sobre, directe. Aucune revendication politique brute. Seulement des textes, des symboles, des regards levés. Elle écrivit alors son premier article sur le sujet. Pas

une analyse. Un récit : *Dans une Biélorussie étouffée, une poignée de jeunes fait circuler des vers. Ils n'ont ni drapeau, ni chef, ni slogan. Ils ne demandent rien. Ils posent des questions. Et cela suffit à déclencher la peur du pouvoir.* L'article fit du bruit. Il fut repris en Lituanie, puis en Lettonie. La presse de Vilnius demanda une interview. À Riga, un hebdomadaire traduisit l'article en russe pour qu'il circule de l'autre côté de la frontière. À Bruxelles, un conseiller d'un député l'inséra dans une note interne sur les "signaux faibles d'insubordination en zone autoritaire". Maarika, elle, restait prudente. Elle savait que les mots ont du poids. Et que le régime biélorusse lirait aussi. À la rédaction de *Postimees*, certains collègues commencèrent à s'agacer.

— *Tu romantises une opération occidentale.*

— *Tu es sûre que ce ne sont pas des pions dans un jeu qui nous échappe ?*

— *Il ne faudrait pas donner à ces enfants plus d'importance qu'ils n'en ont.*

Mais Maarika tenait bon. Elle connaissait l'histoire. Elle savait que tout commence par de petites lignes, des signaux isolés, un visage, un poème, un souffle. Elle contacta des universitaires. Interrogea des sociologues. Croisa des données avec des analystes du KAPO. Il se disait que quelque chose se préparait aussi à Vilnius. Que la Biélorussie devenait un laboratoire à ciel fermé. Que Loukachenko craignait moins les armes que les réseaux. Et que *Volia* s'enfonçait dans la société comme une encre invisible.

En mars, elle publia un second article.

Cette fois, le ton était plus tranché : *La Biélorussie est en train de muter sous nos yeux. Pas par les armes. Par les mots. Si nous ne les écoutons pas, ces mots, si nous les laissons s'éteindre dans les caves où l'on frappe et dans les prisons sans nom, nous perdrons plus qu'un combat idéologique. Nous perdrons l'avenir même de l'idée européenne.* Ce soir-là, chez elle, sa fille vint s'asseoir à ses côtés. Elle ne disait rien, mais elle avait lu. Elle lisait tout. Et dans ses silences, Maarika entendait une inquiétude nouvelle. Pas celle d'une enfant face à une guerre lointaine. Mais celle d'une adolescente qui commence à comprendre que le monde peut basculer sans prévenir, sans fanfare, sans film. Juste avec un décret. Un mot mal dit. Un nom mal porté. Et elle sut que sa prochaine enquête porterait sur Kaliningrad. Et sur les interférences. Et sur cette idée terrible : Et si Minsk n'était que la première fissure ?



La doctrine Karis

*Palais présidentiel de Kadriorg, Tallinn*

Alar Karis était seul dans son bureau, une lampe allumée au coin du bois sombre. Il avait repoussé les dossiers sur le côté, baissé le store. Dehors, la ville poursuivait sa respiration lente, entre la peur et l'habitude. Il s'était réveillé tôt, hanté par un rêve qu'il ne parvenait pas à chasser : Tallinn vide, les quais déserts, les fenêtres noires. Une ville sans voix, traversée par des soldats sans drapeaux. Il avait entendu, dans le silence, le bruit sourd des bottes sur le pavé. Il connaissait ce son. Il venait de loin, des récits de son père, des archives de sa jeunesse. Et pourtant, ce matin-là, il semblait venir de demain. Depuis l'invasion de l'Ukraine, Karis sentait que l'Europe de l'après-guerre froide s'effondrait. Ce n'était pas seulement la Russie qui menaçait. C'était un effondrement moral de l'Occident, une lenteur coupable, une peur de nommer les choses. Il avait lu tous les rapports. Le KAPO. Le SAB. Les services suédois, polonais, américains. Tous dessinaient la même carte invisible : la Biélorussie comme point de rupture. Kaliningrad comme poing levé. Et l'Estonie — petite, exposée, déterminée — comme la première cible invisible d'une guerre déjà entamée. Il lui fallait agir. Nommer. Incarner. La doctrine Karis ne fut jamais rédigée comme un manifeste. Elle naquit dans une série de notes manuscrites, de réunions restreintes, de conversations étouffées dans les couloirs du pouvoir. Elle prit corps par fragments.

Première conviction : aucune neutralité n'est possible. La Russie ne reconnaît que la force. Toute hésitation est perçue comme une brèche.

Deuxième conviction : la guerre n'est plus militaire, mais totale. Cybersécurité, communication, résilience psychologique : chaque citoyen doit devenir une sentinelle.

Troisième conviction : l'Europe doit se penser comme un bloc d'avant-garde. Pas une alliance de réaction, mais un noyau stratégique, agile, mobile, prêt à frapper en amont.

Enfin, une certitude personnelle, qu'il ne prononça jamais en public : *Si l'Estonie tombe, ce ne sera pas à cause d'une invasion. Ce sera à cause d'un doute. D'un seul moment où nous aurons cru que cela ne pouvait pas arriver.*

Karis rédigea une lettre confidentielle à ses homologues letton et lituanien. Il y proposait une coordination des économies de guerre, un partage des infrastructures critiques, et un canal

ultra-sécurisé d'échange d'alertes. Il employait un vocabulaire rare pour un chef d'État européen : mobilisation, résistance numérique, endurance sociétale. Il savait que certains le jugeraient alarmiste. D'autres paranoïaque. Mais il n'écrivait pas pour les convaincus d'hier. Il écrivait pour ceux qui devaient agir avant l'effondrement.

Le 17 mars, dans un discours bref devant le Riigikogu, il lança une phrase qui allait faire le tour des chancelleries, reprise en boucle par les analystes du continent : « Nous ne cherchons pas la guerre. Mais nous reconnaissons qu'elle est déjà parmi nous, sous des formes que les traités n'avaient pas prévues. Nous ne voulons pas survivre. Nous voulons tenir. »

La doctrine Karis, encore embryonnaire, devenait la première stratégie politique publique à affirmer que l'Estonie — et peut-être l'Europe — entrait dans une nouvelle ère. Non pas celle de la guerre froide. Mais celle de la guerre dissoute dans la paix. Et dans ce monde-là, il n'y avait plus de frontière nette entre avant et après. Il n'y avait plus que le présent, tendu comme un fil. Et ceux qui savaient marcher dessus sans tomber.

#### *Ukraine – 25 mars 2022*

La ligne de front n'existait plus vraiment. Elle ondulait comme un serpent blessé, s'étendant de Kharkiv à Mykolaïv, dévorant les villages, contournant les villes, encerclant les forêts. Ce n'était plus une guerre d'avancée nette. C'était une guerre d'infiltration, de siège, de feu et de brouillard. Les premiers jours avaient été brutaux : des frappes ciblées sur les aéroports, les bases, les radars. Puis, l'infanterie mécanisée s'était engouffrée depuis le nord, franchissant la frontière biélorusse à Ivankiv, en route vers Kiev. À l'est, les colonnes russes s'étaient lancées de Belgorod vers Kharkiv, rencontrant une résistance inattendue. Au sud, Marioupol était encerclée, méthodiquement coupée du monde. Mais ce que les états-majors européens commencèrent à comprendre, fin mars, ce n'était pas seulement la carte. C'était l'intention profonde.

À Tallinn, dans un bunker du ministère de la Défense, les analystes estoniens redessinaient chaque nuit les trajectoires. Les Russes avaient échoué à prendre Kiev rapidement, mais ils n'avaient pas perdu. Ils s'adaptaient. Leurs drones illuminaient les convois. Leurs frappes à longue portée désorganisaient les arrières. Ils coupaient les lignes logistiques. Ils testaient les

nerfs. Un rapport confidentiel du KAPO affirmait : *L'objectif réel n'est peut-être plus la conquête. Mais l'épuisement. Un modèle syrien étendu à toute l'Ukraine. Une guerre lente, indéfinie, qui consume les volontés.*

À Riga, une réunion conjointe du SAB et de l'armée laissait entrevoir une peur plus concrète : *Et si l'Ukraine tombait par désagrégation, et non par force ?* Sur le terrain, pourtant, la résistance ukrainienne s'intensifiait.

À Kharkiv, des bataillons territoriaux ralentissaient la progression russe. À Mykolaïv, des ingénieurs avaient inondé volontairement des zones entières pour ralentir les blindés. À Kiev, la ville entière se fortifiait, non par les armes seulement, mais par la volonté. Des chauffeurs devenaient messagers. Des boulangers ravitaillaient les lignes. Des ados pirataient les fréquences ennemies. Une guerre civique, presque organique. Mais le prix était terrible.

À Marioupol, la ville était à genoux. Privée d'eau, d'électricité, de soin. Bombardée sans répit. Un théâtre, un hôpital, des immeubles entiers. Le mot "guerre totale" reprenait un sens que l'Europe croyait enterré.

Dans les ambassades de l'OTAN, les débats s'envenimaient. Pouvait-on livrer des avions ? Fournir des missiles antinavires ? Aller jusqu'au ciel ukrainien ? Mais l'ombre de l'escalade planait. Les faucons parlaient de dissuasion. Les prudents de diplomatie. Les services secrets, eux, murmuraient déjà que la Biélorussie serait le prochain domino.

À Varsovie, à Vilnius, à Tallinn, on se préparait. Pas à envoyer des troupes. Mais à tenir. À rendre chaque village invivable pour un envahisseur. À bâtir non pas des murs, mais des mémoires d'insoumission. Et pendant ce temps, la Russie avançait. Moins vite. Moins fort. Mais elle avançait quand même. Comme une coulée noire, non pour prendre, mais pour peser, marquer, fracturer et user. Et chacun, à l'est de l'Europe, comprenait que ce qui tombait en Ukraine n'était pas seulement une ville. Mais un mode de pensée. Une illusion de paix. Une époque.

*Tallinn – 3 avril 2022*

Les photos n'étaient pas floues. C'était pire.

Elles étaient nettes, encadrées, presque propres. Un gymnase dans l'oblast de Belgorod. Un camp d'été reconverti, près de Rostov. Des dortoirs peints en bleu clair. Des slogans au mur : « Родина — это ты » (*La patrie, c'est toi*). Des enfants, visage tourné vers la caméra, tenus par les épaules. Comme pour montrer qu'ils vont bien. Mais Maarika Põld savait lire entre les images. Ces enfants n'avaient pas été envoyés là. Ils avaient été *emmenés*.

Tout avait commencé par un signal faible, dans un groupe de correspondants à Varsovie : une militante ukrainienne réfugiée à Lublin avait reçu une lettre. Sa nièce, huit ans, avait été déplacée depuis Marioupol, sans que les parents soient informés. L'enfant figurait depuis sur une liste de mineurs « évacués vers la Fédération de Russie pour protection humanitaire ». La tante n'avait aucune nouvelle. Mais des photos avaient émergé. Des captures d'écran. Une vidéo d'un spectacle scolaire, avec des enfants chantant l'hymne russe, filmée dans un centre de Tambov. Sur le mur, un drapeau ukrainien barré de rouge. Maarika n'en dormit pas. Elle recoupa les données et contacta des avocats polonais. Elle fit parler un ex-employé d'une ONG moldave impliquée dans la protection des enfants déplacés. Elle comprit vite : ce n'était pas un cas isolé. C'était un *système*. Des enfants ukrainiens orphelins, ou simplement « séparés » de leurs familles, étaient placés dans des institutions provisoires. Puis, très rapidement, attribués à des familles russes dans des régions éloignées — souvent après une « accélération administrative » de la perte de la nationalité ukrainienne. Des documents étaient réécrits. Des noms russifiés. Parfois, les enfants recevaient un nouvel acte de naissance, rédigé depuis Moscou ou Nijni Novgorod. Ce que Maarika découvrit, c'était plus qu'une infraction au droit international. C'était un acte de guerre symbolique. La guerre contre un peuple par l'effacement de ses enfants. La négation biologique de l'Ukraine. Elle passa deux jours à rédiger. Ce ne fut pas un article, au sens traditionnel. Ce fut un dossier. Sobrement intitulé : "Désenfant l'Ukraine – Le vol invisible". Elle y exposait : les témoignages des familles, les données géolocalisées des centres, les lois russes modifiées en urgence pour permettre l'adoption rapide et les vidéos de propagande diffusées dans les médias d'État russes, où des enfants pleuraient en disant « merci à ma nouvelle maman russe ». Elle cita le droit international. La Convention de Genève. Les précédents historiques. Les condamnations passées. Les silences coupables. Mais surtout, elle parla de l'enfant. Pas du symbole, ni même de la stratégie, mais de l'enfant qui se réveille un matin dans une langue qui n'est pas la sienne, dans un pays qui nie son nom, son passé, ses parents.

Quand l'article parut, le choc fut immédiat. Relayé dans les chancelleries. Traduit en anglais, en français, en allemand. Le Parlement européen organisa une session spéciale. Des ONG s'emparèrent de l'affaire. Le Kremlin nia, bien sûr. Parla de "protection humanitaire". D'"orphelins abandonnés". D'"accueil fraternel". Mais les visages restaient. Les regards. Les noms. Et les questions que posait l'article. Le soir même, Maarika reçut un appel masqué. Une voix basse. Un avertissement. Elle n'en parla pas à sa fille. Elle ne fit rien, sauf enregistrer l'appel, et continuer. Dans son cahier personnel, elle écrivit : *Je ne suis pas journaliste aujourd'hui. Je suis témoin. Et si je ne parle pas, je deviens complice.*

*Bruxelles – 5 avril 2022*

Lorsque l'article de Maarika Põld fut transmis au cabinet de la présidente de la Commission européenne, il était trois heures du matin. Il circulait déjà dans toutes les chancelleries. Von der Leyen, réveillée dans son bureau du Berlaymont par un appel urgent de Charles Michel, lut le texte en entier, sans annotation. Puis elle resta longuement silencieuse, les mains croisées sur la couverture du rapport imprimé.

— *“Si cela se confirme... c'est un crime de civilisation.”*

À 9h00, une réunion de crise réunit autour d'elle les principaux commissaires concernés : Justice, Intérieur, Affaires étrangères. Un haut représentant de l'UNICEF était présent à titre d'observateur. Les visages étaient fermés, les mots rares. Le rapport préliminaire du service juridique était clair, l'article de Maarika Põld fait état de pratiques assimilables à une déportation forcée. Le directeur du service diplomatique, lui, était plus nuancé.

— *“Nous devons vérifier, documenter, croiser. Une seule erreur et le Kremlin nous accusera d'ingérence émotionnelle.”*

Mais von der Leyen trancha :

— *“Nous ne parlons pas d'un incident. Nous parlons de centaines d'enfants. Il ne s'agit pas de tactique, mais d'humanité.”*

À 11h, elle prit la parole devant les caméras, dans un discours court, direct, sans emphase :

“Le transfert forcé d’enfants ukrainiens vers des institutions russes, s’il est avéré, constitue une violation grave du droit international humanitaire. L’Union européenne exige l’accès immédiat de la Croix-Rouge et de l’UNICEF aux centres d’accueil concernés. Nous ne laisserons pas l’enfance devenir un champ de bataille.”

À Paris, Emmanuel Macron fut le premier à soutenir officiellement l’initiative. Il appela Zelensky dans la foulée, puis convoqua une réunion avec Merz et Draghi. À Berlin, les milieux diplomatiques restaient plus prudents — mais à Strasbourg, les eurodéputés votèrent en urgence une résolution appelant à des sanctions ciblées contre les responsables administratifs russes impliqués dans ces adoptions express.

À Varsovie et Vilnius, les chancelleries poussèrent plus loin : Inclure cette politique d’enlèvement dans la liste des crimes à juger devant la Cour pénale internationale.

La réaction de Moscou ne se fit pas attendre. Le porte-parole du Kremlin parla d’*“hystérie informationnelle”*, accusa les Européens d’instrumentaliser les tragédies, et traita Maarika Põld d’*“agent hostile”*. Dmitri Medvedev, plus virulent encore, déclara : *“Les Européens veulent nous juger pour avoir sauvé des enfants abandonnés par un État failli. Qu’ils commencent par expliquer leur propre passé colonial.”*

Les chaînes d’État diffusèrent des documentaires sur les *“orphelins libérés du fascisme ukrainien”*. Un présentateur suggéra que des *“agents baltes”* organisaient eux-mêmes les séparations pour fabriquer des scandales médiatiques. Mais dans les couloirs de Bruxelles, un glissement avait eu lieu. Ce n’était plus une guerre lointaine. C’était un conflit moral, un basculement de paradigme, une étape avait été franchie. Le soir même, une conseillère de von der Leyen, en relisant la dernière version du discours à l’ONU, murmura :

— *“Il n’y aura pas de retour en arrière.”*

L’affaire des enfants russifiés devint un point de rupture. Un signe que la Russie ne cherchait pas seulement la victoire militaire. Mais l’éradication symbolique. La substitution des identités. La conquête de l’âme. Et face à cela, les Européens comprirent qu’il fallait plus que des sanctions. Il fallait un récit. Une ligne. Une force de conviction. Et que peut-être, cette guerre-là se gagnerait dans les journaux autant que sur le terrain.

L'Europe à demi-mot

Bruxelles

Dans une salle feutrée du bâtiment Justus Lipsius, au cœur du quartier européen, les murs étaient trop blancs, les visages trop polis. Les discussions y étaient d'une intensité glaciale, où chaque mot pouvait signifier l'inverse de ce qu'il disait, et chaque silence valoir condamnation. On y parlait rarement franchement, mais chaque phrase avait un poids atomique.

Pierre Debray, diplomate français, conseiller spécial auprès du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), observait la tension croissante avec une lassitude maîtrisée. Il connaissait les règles non écrites de cette diplomatie continentale : la forme primait toujours sur le fond, et l'illusion de l'unité devait être préservée, même quand elle craquait de partout. Il y avait autour de la table douze personnes. Trois Baltes : un Estonien, une Lettonne, un Lituanien. Deux Polonais. Des représentants allemands, français, italiens, espagnols, néerlandais. Et un envoyé finlandais, resté étrangement silencieux. Le sujet était brutal : quelles suites donner aux révélations sur les enfants ukrainiens ? Et plus largement : la ligne rouge avait-elle été franchie ? La Russie est-elle encore un partenaire commercial, énergétique, diplomatique ? Debray prit la parole au nom de la délégation française, avec cette tonalité grave et arrondie qu'il savait rassurante :

— Nous devons prendre garde à ne pas franchir nous-mêmes un seuil irréversible. Je comprends la colère morale. Elle est légitime. Mais la France considère que la coupure brutale des relations économiques avec Moscou — y compris sur l'énergie — serait contre-productive sans alternative crédible.

L'Estonien, droit, sec, le coupa net :

— Il ne s'agit pas de morale. Il s'agit de dignité. Et de sécurité. Quand un pays enlève des enfants pour les rééduquer, ce n'est plus un partenaire. C'est une menace.

Un silence suivit. La Lettonne renchérit :

— Si nous continuons à financer leur gaz, alors nous finançons leurs crimes. À quoi bon parler d'Europe si nous acceptons cela ?

Debray conserva son calme, mais il sentait la brûlure monter. Il consulta ses notes, fit glisser les chiffres :

— En 2021, l'Europe a importé 155 milliards de mètres cubes de gaz russe. Cela représente plus de 40 % de notre consommation. À court terme, nous ne pouvons pas compenser une coupure brutale sans conséquences majeures : récession, inflation incontrôlée, tensions sociales. L'Italie, l'Allemagne, la France subiront les effets dès cet été.

Le représentant polonais grimaça :

— Nous préférons une inflation contrôlée à une guerre non dite.

Debray hocha doucement la tête :

— Mais la guerre, justement, se gagne aussi sur le front intérieur. Une population appauvrie, chauffée au bois, rationnée, ne soutiendra pas longtemps une politique de fermeté.

Il déroula ensuite la carte des dépendances énergétiques. La vulnérabilité des ports méthaniers. Le retard des interconnexions. Les limites techniques du LNG américain. Et surtout, l'impossibilité d'une unanimité au Conseil européen sans fracture interne. Il évoqua les risques de délitement, les populismes embusqués, les failles qu'exploiterait Moscou dès l'hiver prochain. La diplomatie, pensait-il, n'était pas un art de l'héroïsme. C'était l'art de durer. Mais dans le regard des Baltes, il lisait autre chose : une urgence que Paris n'éprouvait pas. Une mémoire vive. Une frontière ressentie dans la chair. La Finlande parla enfin, d'une voix basse :

— Il n'y aura pas d'Europe sans Estonie. Pas de paix sans justice. Mais pas de justice sans préparation. Nous avons besoin d'un calendrier de rupture, pas un acte brutal.

Ce fut la formule reprise dans la note de synthèse que Debray rédigea le soir-même : *"calendrier de rupture progressive"*. Une expression souple. Adaptable. Suffisamment floue pour préserver les apparences. Mais en vérité, Debray le savait : une ligne avait été franchie. Le langage ne suffirait plus très longtemps. Et un jour, très bientôt, il faudrait cesser de parler à demi-mot.

La ville se réveillait sous une pluie fine, comme si le ciel lui-même hésitait entre la bruine et la colère. Le béton des immeubles semblait plus terne, les regards plus bas. Et pourtant, dans les interstices de cette capitale verrouillée, quelque chose bougeait. Discrètement. Résolument. Volia n'était plus un simple cercle d'étudiants. Le groupe s'était transformé. Non pas en organisation armée — ils rejetaient cette voie — mais en un réseau d'éveil, de résistance pacifique, souterrain et fluide. Chaque semaine, les actions devenaient plus audacieuses, plus visibles et pourtant insaisissables.

Dans un lycée de la banlieue nord, un poème d'un dissident soviétique fut lu à haute voix dans une salle de cours, avant qu'un élève ne disparaisse dans la foule. À l'université linguistique, des tracts imprimés sur du papier à musique furent glissés dans les livres de la bibliothèque. Dans le métro, quelqu'un diffusait à heure fixe une voix lisant la Constitution biélorusse à travers les haut-parleurs d'urgence.

L'intelligence du réseau tenait à son absence de hiérarchie. Volia n'avait pas de chef, pas de siège, pas de manifeste. Juste un code moral : pas de violence. Et un objectif : réveiller. Le mot *Volia* — liberté, volonté, souffle — apparaissait désormais sur les murs, les bancs, les arrêts de bus. Toujours écrit à la main. Jamais avec la même écriture. C'était une signature collective, une respiration urbaine. La répression s'intensifiait. Des arrestations, des perquisitions, des infiltrations. Mais Volia ne répondait pas. Elle absorbait. Elle déviait. Elle glissait. Plus on cherchait à la capturer, plus elle devenait gazeuse.

À l'étranger, certains commençaient à parler d'elle comme d'un modèle. Non de révolte, mais de fermentation. Une fermentation lente, éthique, indomptable. Et dans un petit appartement du quartier Leninski, une jeune femme écrivit sur un carnet : « *Nous ne sommes pas là pour crier. Nous sommes là pour creuser.* » Et ce matin-là, la Biélorussie respirait par ses mains.

Tallinn – 9 avril 2022

Au sous-sol du bâtiment discret du Kaitsepolitseiamet, les lumières étaient douces, les murs épais, et l'air saturé de murmures techniques. Une salle fermée, protégée par une double porte magnétique, abritait l'un des centres d'analyse les plus sensibles d'Estonie. Autour d'un îlot de données, trois analystes observaient des flux d'informations en provenance de

Biélorussie. Sur l'un des écrans, une séquence floue du métro de Minsk. Une voix surgit, monotone mais déterminée : l'article premier de la Constitution biélorusse. Quelques secondes. Une perturbation. Une signature invisible : Volia. « Troisième occurrence cette semaine », dit un jeune opérateur, sans détacher les yeux de l'écran. À ses côtés, une femme plus âgée, cheffe de section, annotait silencieusement. Elle travaillait en étroite liaison avec le SAB letton. Les deux services avaient décidé d'un suivi discret mais constant de l'évolution des actions du groupe Volia. Non pas pour les neutraliser, mais pour comprendre. Anticiper. Prévoir le point de bascule. Car une vérité s'imposait : ce réseau n'était plus une curiosité marginale. C'était une onde lente, méthodique, imprévisible. Et dans les bureaux de Tallinn et Riga, on le présentait : Volia pourrait jouer un rôle déterminant dans l'effondrement du régime.

Les agents observaient la cartographie évolutive des actions. Ils identifiaient des motifs, des liens, des styles graphiques. Ils croisaient cela avec les bases démographiques, les trajets universitaires, les habitudes numériques : « Ce n'est pas une structure. C'est une langue », nota un analyste letton, connecté à distance. Et c'était bien cela qui inquiétait Moscou. Volia était déchiffrable, mais non traduisible. Elle contournait les catégories traditionnelles de l'insurrection. Et plus elle était réprimée, plus elle se diluait dans la ville.

Dans son bureau, un directeur du KAPO rédigeait une note confidentielle à destination du gouvernement estonien. L'intitulé était simple : *"Évolution des dynamiques de mobilisation citoyenne en Biélorussie : scénario Volia."* En bas de la note, une ligne soulignée à la main : *"Ne pas les contacter. Les laisser croître. Être prêt à leur répondre le jour venu."* Dans les services de renseignement baltes, on ne croyait pas aux miracles. Mais on croyait aux failles. Et Volia, lentement, patiemment, allait participer à creuser la faille de Loukachenko.

Minsk – 10 avril 2022

Il hurlait. Encore. Depuis des heures.

Le palais présidentiel, d'ordinaire froid et silencieux, résonnait d'éclats de voix brutaux. Le général Malkov, chef de la sécurité intérieure, restait debout, raide, pendant que le président de Biélorussie arpentait la pièce, la mâchoire serrée, les tempes battantes.

— Des gamins ! Vous me parlez de gamins avec des stylos et des tracts ?! Vous êtes incapables de contrôler une bande d'étudiants poètes ?! C'est une blague, Malkov ?! Une farce ?!

Malkov ne répondit pas. Il savait que parler ne ferait qu'aggraver la tempête. Loukachenko était à vif. Depuis la publication de l'article de Maarika Põld et les réactions européennes, quelque chose s'était fissuré. Il avait senti le regard de Moscou changer, imperceptiblement. Le Kremlin le soutenait, mais du bout des lèvres. Comme si lui aussi le considérait désormais comme un pion difficile à défendre.

— Volia, Volia, Volia... Ce nom circule comme un poison dans les couloirs. Sur les réseaux. Dans les murs ! Même mon propre fils en a entendu parler !

Il saisit un verre vide et le jeta contre la baie vitrée. Le verre se brisa en une pluie de tessons fins, sans fracas — comme si même le palais avait appris à étouffer la colère du maître.

— Je veux des arrestations. Pas cinq. Pas dix. Je veux cent noms. Mille visages. Je veux les voir pleurer devant les caméras !

Malkov tenta une phrase prudente :

— Les méthodes de Volia sont... fluides, Monsieur le Président. Nous avons plusieurs suspects, mais aucune structure claire.

Loukachenko explosa :

— Des suspects ? Ce sont tous des suspects ! Quiconque parle trop, lit trop, se réunit trop. Vous comprenez ? Ce pays est devenu une passoire. Et vous me parlez de "prudence" ?!

Il s'interrompit, saisit son téléphone, composa une ligne directe du ministère de l'intérieur.

— Écoutez-moi bien. Désormais, toute personne surprise avec des tracts, des graffitis, ou des propos subversifs — c'est centre de détention. Pas de procès. Pas d'appel. Silence complet.

Il raccrocha sans attendre de réponse. Puis, plus bas, à lui-même :

— Ils croient quoi ? Que l'histoire va leur appartenir ? Ils croient que je vais tomber pour des slogans ? Des poèmes ?...

Il se laissa tomber sur un fauteuil en cuir, les coudes sur les genoux, les mains tremblantes. Le silence retomba dans la pièce, seulement troublé par le bruit lointain d'un hélicoptère de surveillance. Il se sentait encerclé. Non par des armées, mais par des mots. Des idées. Des chants qui n'étaient pas encore criés. Et c'était pire. Dans un recoin de sa conscience, une peur qu'il n'aurait jamais avouée : celle d'un effondrement silencieux. Non un putsch, non un attentat. Mais une disparition progressive de son autorité, grain par grain.

— Ils vont me dissoudre, murmura-t-il. Comme du sel dans l'eau.

Alors Loukachenko prit des dispositions d'une violence inouï !

Minsk – 13 avril 2022

Les rafles commencèrent à l'aube. Silencieuses, méthodiques. Des fourgons gris sans plaque patrouillaient dans les quartiers étudiants, les faubourgs périphériques, les cités dortoirs. À chaque arrêt, une porte forcée, des cris étouffés, une silhouette arrachée au sommeil. Ils n'étaient pas armés comme à la guerre. Ils étaient armés pour effacer. Dans les 72 heures qui suivirent l'ordre présidentiel, plus de 2 000 personnes furent arrêtées. Étudiants, enseignants, bibliothécaires, chauffeurs de tramway, retraités. Volia n'avait pas de visage, alors le régime les arrêta tous.

Dans les centres de détention provisoire, les couloirs débordaient. Les cellules, prévues pour quatre, accueillèrent quinze, vingt corps épuisés. Les interrogatoires tournaient en boucle, sans fin : « *Qui est votre contact ?* » « *Où imprimez-vous les tracts ?* » « *Qui finance vos actions ?* » Mais personne ne répondait. Par absence d'information. Volia n'avait ni chef, ni plan. Rien à trahir.

Le 15 avril, le régime organisa un procès public. Douze jeunes, choisis presque au hasard parmi les détenus. Ils avaient entre 19 et 24 ans. Leurs visages étaient tuméfiés. L'accusation parlait de terrorisme, de subversion, d'atteinte à la stabilité de l'État. Le tribunal, composé de trois juges militaires, expédia les audiences en une seule journée. Les avocats n'eurent pas le droit de parler. Les familles n'étaient pas présentes. Le 16 avril à 5h13, un communiqué tomba sur les fils de presse officiels : « *Douze agents subversifs, opérant sous la bannière terroriste 'Volia',*

*ont été condamnés à mort et exécutés par fusillade.* » Le message était bref. La peine, immédiate.

À Minsk, la nouvelle tomba comme une chape de plomb. Plus encore que les arrestations, ces exécutions firent basculer le pays dans la stupeur. On ne parla plus. Les regards s'évitèrent. Dans les universités, les salles restèrent vides. Les cafés, muets. Même les enfants se firent plus discrets. Mais dans les jours qui suivirent, un détail troubla les services de sécurité : les inscriptions *Volia* ne cessèrent pas. Elles devinrent même plus nombreuses. Plus audacieuses. Une banderole fut accrochée à un pont de Minsk : « *Douze racines coupées. Mille branches en éveil.* » Dans une cabine téléphonique, une voix synthétique appelait à la mémoire. Dans un cahier retrouvé dans un lycée, un poème anonyme circulait : *Ils ont voulu tuer le vent. Ils ont tiré sur des ombres. Ils ont oublié que la liberté n'a pas de tombe.* Et quelque part, dans l'une des prisons surpeuplées, un jeune détenu grava sur le mur : *"Nous sommes encore là. Même sans corps. Même sans voix."* Le règne de la peur était installé. Mais dans ses fissures, quelque chose résistait encore. Une absence de peur totale. Un abandon de toute illusion. Et dans cette brèche, *Volia* grandissait.

## Berlin

La pièce était froide, sans fenêtre. Une ampoule jaune pendait du plafond, oscillant à peine sous l'effet d'un ventilateur lointain. À travers la vitre sans tain, trois hommes observaient un quatrième : assis, tremblant, le regard rivé au sol. Il s'appelait Alexeï. Officiellement, ingénieur en cybersécurité dans une société d'État russe, détaché depuis peu à Kaliningrad. Officieusement, une taupe. Son contact du Bundesnachrichtendienst — le BND — écoutait sans l'interrompre. Alexeï venait de livrer ce que les services allemands redoutaient : une accélération hors norme de la militarisation de Kaliningrad.

— Ils installent des missiles hypersoniques. En plus des Iskander. Quelque chose de nouveau. Mobile. Non référencé dans les systèmes ouverts. Et les travaux dans le port militaire... c'est gigantesque. Ils ont creusé sous les silos. Une base souterraine.

Les agents prirent note, échangeant des regards graves. Depuis plusieurs mois, ils observaient une montée en puissance : renforcement des radars, transferts nocturnes de matériels,

extension de la base aérienne de Chkalovsk, mouvements maritimes inhabituels en mer Baltique. Mais ce qu’Alexeï révélait dépassait leurs craintes. Kaliningrad n’était plus une enclave défensive. C’était devenu une rampe de lancement, pointée vers l’Europe.

— Il y a aussi des unités de guerre électronique, très avancées. J’ai vu des équipements jamais montrés, même à Moscou. Ils testent des brouilleurs longue portée, capables de désactiver un réseau civil entier sur 300 kilomètres.

L’agent du BND ferma son carnet. Il savait ce que cela signifiait. Kaliningrad se préparait à un affrontement stratégique. Une base d’assaut, pas un bastion. Dans l’heure qui suivit, un rapport codé fut transmis à Bruxelles, à Tallinn, à Vilnius, à Varsovie. Le sujet : *"Déploiement accéléré de capacités offensives à Kaliningrad : basculement stratégique."*

Le chancelier fut brièvement informé. À Paris, un message fut transmis au Quai d’Orsay. Et à Tallinn, Alar Karis reçut un appel crypté du KAPO. Une phrase : « Le sabre a quitté son fourreau ». En Europe, les services savaient désormais : le compte à rebours avait commencé. Et Kaliningrad battait le tempo.

Bruxelles

À Tallinn, Vilnius et Riga, les téléphones satellitaires vibrèrent en même temps. Les chefs de gouvernement des trois pays baltes reçurent, à l’aube, une synthèse classifiée en provenance du BND. En quelques paragraphes, la transformation de Kaliningrad prenait des allures de coup de tonnerre stratégique. La base russe n’était plus un verrou défensif, elle devenait une tête de pont offensive.

Alar Karis convoqua une réunion d’urgence avec le KAPO, le ministère de la Défense et des représentants de l’OTAN stationnés sur place. Il écouta longuement, sans interrompre. Son visage trahissait peu, mais son poing fermé sur la table révélait sa tension.

À Vilnius, le président Gitanas Nausida, d’ordinaire mesuré, demanda une communication immédiate avec le secrétaire général de l’OTAN. « Nous ne pouvons pas laisser Kaliningrad se transformer en barillet nucléaire sous nos fenêtres. »

À Riga, le Premier ministre letton convoqua une session spéciale du cabinet de sécurité nationale. Le SAB confirma l'authenticité des informations allemandes. Des mouvements ferroviaires captés par des drones, des livraisons nocturnes en provenance directe d'Omsk. Tout concordait.

Le 5 septembre, à Bruxelles, une réunion exceptionnelle du Conseil de sécurité de l'Union européenne fut convoquée. Les membres les plus exposés — Baltes, Polonais, Finlandais — exigèrent des mesures immédiates : renforcement des troupes, mise en alerte des batteries anti-missiles, couloirs aériens renforcés, plan de rétorsion diplomatique. Pierre Debray, présent pour la France, tenta de temporiser :

— Nous devons éviter une escalade involontaire. Rien ne prouve que ces installations soient utilisées de manière offensive dans l'immédiat.

Mais l'Estonien rétorqua sèchement :

— Le Kremlin ne pose jamais des armes sans intention. Si nous attendons de voir, nous serons déjà visés.

Dans les heures qui suivirent, un communiqué conjoint des trois pays baltes et de la Pologne fut publié : « *Nous considérons tout tir en provenance de Kaliningrad comme une attaque contre notre souveraineté collective.* » Le message fut relayé avec prudence par le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères. Mais dans les couloirs de Bruxelles, une réalité se murmurait : l'Europe n'était pas prête à ce scénario. Et pendant que les diplomates débattaient, sur les cartes classées « secret défense », un cercle rouge autour de Kaliningrad s'épaississait chaque jour davantage.

Tallinn – 10 septembre 2022

Une réunion tripartite fut organisée dans le plus grand secret, dans un ancien bunker rénové à la périphérie de Tallinn. Alar Karis (Estonie), Gitanas Nausėda (Lituanie) et Egils Levits (Lettonie) s'y retrouvèrent sans faste, entourés de leurs chefs d'état-major, conseillers spéciaux et responsables du renseignement.

Sur la table, les rapports s'accumulaient : la militarisation éclair de Kaliningrad, les risques de déstabilisation intérieure orchestrés par Moscou, la fragilité énergétique de leurs économies, les signaux faibles détectés à la frontière biélorusse. La conclusion était sans appel : ils n'avaient plus le temps d'attendre une réaction européenne. Karis prit la parole en premier, avec cette sobriété grave qui le caractérisait :

- Nous avons déjà connu l'occupation. L'attente, le doute, la fragmentation. Cette fois, nous choisissons de préparer. De transformer notre vulnérabilité en résilience.

Nauséda acquiesça, la mâchoire contractée :

— Il faut nommer la réalité : nous entrons en économie de guerre. Nous devons restructurer notre industrie, préparer nos populations, mobiliser nos ressources.

Levits, d'un ton calme mais tranchant, compléta :

— Il ne s'agit pas d'un acte de guerre. Il s'agit d'un acte de souveraineté. De survie.

Ce jour-là, les trois présidents signèrent une déclaration conjointe, classifiée dans l'immédiat, mais qui allait bouleverser l'ordre interne de leurs nations : *Considérant les menaces croissantes à nos frontières, nous décrétons l'entrée de la République d'Estonie, de la République de Lettonie et de la République de Lituanie dans une phase préparatoire d'économie de guerre. Cette transition comprend la réquisition partielle de capacités industrielles, la mise en réserve stratégique de matières premières, l'accélération de la formation militaire civile, et la refonte des protocoles logistiques en coordination avec l'OTAN.*

La déclaration fut transmise aux États-majors alliés, à la Commission européenne, à l'OTAN. Et dans les jours qui suivirent, sans bruit, les premières usines de composants électroniques à usage militaire furent converties, les stocks de carburants classifiés augmentés, les campagnes de sensibilisation lancées sur les télévisions publiques. L'économie de guerre n'était plus une théorie. Elle devenait un chantier national. Dans les couloirs souterrains de Tallinn, Vilnius et Riga, une ère nouvelle avait commencé. Celle de la résistance préparée, froide, résolue. Une Europe balte dressée face à l'ombre du géant. Plus tard, ce soir-là, Alar Karis rejoignit son épouse dans les appartements privés du palais présidentiel. La lumière tamisée baignait les murs d'un éclat chaud, contrastant avec la froideur du jour. Elle l'attendait, une tasse de thé entre les mains, le regard posé sur les fenêtres noires de Tallinn.

Il s'assit à côté d'elle sans dire un mot, posa sa main sur la sienne. Un silence long, dense, les enveloppa. Puis, d'une voix presque inaudible :

— J'ai l'impression d'avoir signé l'entrée du monde dans la guerre.

Elle ne répondit pas tout de suite. Elle connaissait cette angoisse. Elle avait vu son visage se fermer ces derniers mois, ses nuits raccourcies, ses silences prolongés. Elle serra sa main plus fort.

— Tu ne l'as pas déclenchée. Tu essaies de nous y préparer.

Il baissa les yeux. Lointain.

— Je pense à mon père. À l'occupation soviétique. À notre langue interdite. Et maintenant, c'est moi qui annonce à notre peuple que nous devons vivre autrement.

Il marqua une pause, puis :

— Si tout cela dégénère, si les bombes tombent, les livres brûlent, les routes se ferment... Alors oui, j'aurai été l'un de ceux qui ont préparé ce basculement.

Elle posa sa tête contre son épaule.

— Tu fais ce que tu dois faire. Et tu le fais avec humanité. C'est tout ce qu'un homme d'état peut offrir à l'histoire.

Ils restèrent ainsi longtemps, sans autre parole. Au loin, la ville se préparait elle aussi, lentement, à vivre sous un autre ciel.

Automne 2022 – L'Europe se tait, les peuples s'arment

Le vent avait changé. Invisible, mais certain. À Bruxelles, les couloirs bruissaient de conversations feutrées, de rendez-vous ajournés, de mémos classifiés qui circulaient à la marge des protocoles. Les décisions s'annonçaient à demi-mot, dans les coulisses, à défaut de se dire franchement dans les hémicycles. L'union affichait son unité, mais dans le regard des diplomates, les doutes prenaient racine. L'Allemagne hésitait. La France temporisait. L'Italie regardait ailleurs. Les pays du Sud comptaient les hivers qui viendraient. Mais dans le Nord-

Est, tout s'accélérait. L'Estonie réorganisait ses infrastructures. La Lettonie mobilisait ses stocks stratégiques. La Lituanie rappelait ses anciens officiers. Le front ne disait pas son nom, mais chacun savait qu'il prenait forme, jour après jour, acte après acte.

À Minsk, Volia survivait, se ramifiait, infusait. Dans le silence imposé par la terreur, des idées circulaient, invisibles, indestructibles. Les affiches collées la nuit. Les voix codées dans les chants. Les yeux qui n'avaient plus peur. Et dans l'ombre, les services secrets européens scrutaient, classaient, simulaient. Ils savaient que l'hiver venu, les lignes pourraient bouger. Que la guerre hybride céderait peut-être à autre chose. Au fond de chaque capitale, une question muette revenait, lancinante, obsédante : *Était-il déjà trop tard ?* Le monde n'avait pas encore sombré. Mais quelque chose, irréversiblement, avait basculé. Le reste ne serait plus que déroulement.

## Acte II, Les lignes mouvantes

(2024)

Les terres se déroberent

L'hiver 2023-2024 n'apporta pas de repos. Ni au sol gelé de l'Europe orientale, ni aux chancelleries, ni aux esprits. Alors que les premières neiges recouvraient les forêts baltes et les plaines ukrainiennes, une autre couche plus fine, plus dangereuse, se déposait sur les certitudes occidentales : celle de l'instabilité croissante d'un monde fragmenté.

En Ukraine, l'armée, soutenue par des aides occidentales massives, résistait encore. Les systèmes de défense Patriot américains, les missiles français Aster-30, les drones turcs Bayraktar, les formations intensives de pilotes sur des avions F-16, les stocks d'artillerie envoyés par la Pologne et l'Allemagne : tout cela tenait le front, parfois le repoussait. Mais la guerre, entrée dans sa deuxième année, n'était plus seulement un affrontement militaire. Elle était devenue une guerre de souffle, de volonté, de nerfs. Le Kremlin le savait. Et tandis que ses forces s'enlisaient au sud de Kharkiv et dans les faubourgs de Bakhmout, il comptait sur autre chose : l'essoufflement politique de l'Ouest.

Les États-Unis, toujours leaders de la coalition pro-ukrainienne, avaient entamé un lent glissement. Le Congrès, désormais fracturé entre républicains isolationnistes et démocrates prudents, retardait le vote des nouveaux crédits militaires. Fox News multipliait les tribunes dénonçant « la guerre de trop » et les sacrifices américains pour un pays que peu savaient situer sur une carte. Donald Trump, en campagne permanente, promettait de « régler le conflit en 24 heures » — ce qui, en creux, signifiait sans équivoque : abandonner Kiev. Joe Biden, affaibli, faisait tout pour rassurer ses alliés européens, mais les signaux étaient clairs : l'Amérique regardait ailleurs. Vers son inflation. Son immigration. Son propre avenir.

En Europe, l'effet domino était plus silencieux mais non moins profond. Partout, les droites dures gagnaient du terrain. En Italie, le gouvernement Meloni, pourtant solidaire de l'Ukraine en façade, réduisait peu à peu ses livraisons d'armes. En France, la montée du Rassemblement national et les hésitations du président Macron rendaient chaque action plus difficile à justifier. En Espagne, en Autriche, aux Pays-Bas, les partis populistes imposaient une rhétorique nouvelle : « Nos frontières d'abord. » La solidarité européenne, déjà fragile, devenait conditionnelle, opportuniste. Les pays baltes et la Pologne faisaient figure d'exceptions. Mais à mesure que l'Allemagne ralentissait ses exportations et que Bruxelles diluait ses résolutions dans d'interminables débats, Tallinn, Riga et Vilnius se retrouvèrent de plus en plus seules,

bien que toujours applaudies. Pourtant, sur le terrain, l'Ukraine ne fléchissait pas. L'armée ukrainienne s'était adaptée. Moins nombreuse, mais plus mobile, plus inventive. Des unités cyber-électroniques paralysaient les communications russes. Des groupes de reconnaissance pénétraient à la frontière biélorusse. La population, exténuée mais farouche, refusait toute reddition. Kiev tenait. Odessa résistait. Marioupol, bien qu'occupée, était devenue un bastion souterrain de sabotage. Mais cette résilience, paradoxalement, renforçait l'illusion à l'Ouest qu'il n'était pas nécessaire d'en faire plus. Que le pire était évité. Que le front tiendrait sans que l'on ait à sacrifier davantage. Ce fut là l'erreur historique. Car dans l'ombre, la Russie, elle, préparait autre chose. Elle étendait Kaliningrad. Intensifiait sa présence en Biélorussie. Infiltrait les diasporas russophones d'Europe centrale. Finançait les réseaux extrémistes. Sabotait les infrastructures énergétiques. Désinforma, 24 heures sur 24, en plusieurs langues. Le conflit devenait total, mais sans être déclaré. Et au cœur de cette tempête latente, trois petits pays, comme souvent dans l'histoire, virent venir l'orage avant les autres. L'Estonie, la Lettonie, la Lituanie. Eux savaient. Car ils se souvenaient. Et dans leur mémoire collective, un vieux proverbe ressurgissait : *Quand les bottes résonnent à l'Est, les cloches doivent sonner à l'Ouest. Si elles se taisent, prépare-toi à les remplacer par les tambours.*

Mais ce que l'Ouest ne comprenait pas, c'est comment la Russie, malgré les sanctions, malgré les pertes humaines, malgré l'isolement proclamé, continuait à faire la guerre. Elle le faisait par couches, par relais, par substitutions. Elle contournait les sanctions grâce à des intermédiaires en Asie centrale, à Dubaï, à Istanbul. Elle importait via le Kazakhstan des pièces détachées d'électronique occidentale, qu'elle ne pouvait plus légalement acheter. Ses usines tournaient de nouveau, à plein régime, dans une logique d'autarcie armée. La Russie n'était pas coupée du monde : elle avait changé de circuit.

La Chine ne livrait pas d'armes, officiellement. Mais elle vendait tout le reste : les semi-conducteurs, les technologies duales, les caméras thermiques, les blindages composites. L'Inde, tout en appelant à la paix, augmentait ses importations de pétrole russe, offrant à Moscou un flux de devises constant. Même certains pays africains, via le groupe Wagner, devenaient des partenaires commerciaux opaques, payés en ressources ou en silence. Et au sein même de la Russie, une nouvelle classe d'entrepreneurs patriotiques avait émergé. Des oligarques reconvertis en fournisseurs d'État. Des patrons d'usines transformées. Des

contrebandiers devenus logisticiens de guerre. Le système, certes corrompu, fonctionnait. Mal, mais il fonctionnait. L'économie de guerre russe avait muté en hydre souterraine, capable de s'adapter aux contournements, aux manques, aux pénuries. La propagande, elle aussi, jouait un rôle logistique. Les défaites étaient niées. Les morts, glorifiés. Les sanctions, retournées en honneur national. Dans les écoles, on apprenait aux enfants à démonter un fusil. À la télévision, on jurait que la Russie affrontait l'OTAN entier et tenait bon. Et dans les têtes, la guerre devenait une fierté, une croisade, une revanche sur l'Histoire. L'armée, enfin, s'était transformée. Des conscrits mal entraînés des premiers mois, elle était passée à des brigades aguerries, formées dans le Donbass, rôdées au combat urbain. Des unités paramilitaires, des mercenaires, des bataillons de prisonniers libérés contre leur engagement, formaient une force hétéroclite, mais redoutable. Et les drones, achetés à l'Iran, sillonnaient les cieux ukrainiens chaque nuit, semant la terreur par leur simple vrombissement. Ainsi, tandis que les démocraties débattaient et comptaient, la Russie agissait, improvisait, contournait, survivait. Non pas en puissance technologique, mais en ténacité stratégique. Ce n'était pas un colosse aux pieds d'argile, mais un géant élastique, dont les bras, sales et puissants, atteignaient loin. Et dans le silence relatif de l'hiver, ce bruit-là, l'Ouest peinait encore à l'entendre.

L'hiver approche

Tallinn – Novembre 2023

La mer Baltique, grise comme un métal en fusion refroidi, frappait les digues avec une lenteur méthodique. À Tallinn, le ciel s'était abaissé, s'alourdissant chaque jour davantage, comme s'il portait en lui le poids du siècle. Les premières neiges ne tardaient plus. L'humidité s'infiltrait sous les manteaux, dans les maisons, jusque dans les os. Et avec elle, une autre forme de froid gagnait les rues : celui du pressentiment. Sur les hauteurs de Toompea, le vent s'engouffrait dans les artères vides du quartier gouvernemental. Les vitrines de Noël, timidement installées, semblaient déplacées, anachroniques. Les passants allaient vite, têtes basses, regard fuyant. Les regards qui se croisaient ne souriaient plus. On se saluait brièvement, mais avec cette gravité nouvelle qui remplaçait l'ancienne politesse : « Que Dieu nous garde ».

Les files aux stations-service avaient repris. Moins longues que lors des premières pénuries du printemps, mais plus résignées. Les prix avaient flambé. Le diesel était rationné pour les particuliers. On murmurait que les stocks de carburant stratégique étaient désormais placés sous contrôle militaire. Les supermarchés, eux, avaient modifié la disposition des rayons : les produits de première nécessité étaient sous surveillance. Farine, riz, sucre, pain noir. Certains produits avaient disparu des étals. À la radio, la musique avait laissé place à des bulletins spéciaux, des voix neutres égrainant les mesures gouvernementales. À la télévision, des clips d'information passaient en boucle : « Comment réagir en cas de rupture de réseau ? » — « Où trouver l'abri le plus proche ? » — « Comment s'organiser en cas de mobilisation de votre commune ? » Dans les écoles, les élèves effectuaient désormais des exercices d'évacuation chaque semaine. On leur apprenait à reconnaître les sons d'alerte, à se coucher au sol, à bloquer les issues, à allumer une radio à piles. Les parents, au début inquiets, étaient devenus silencieux. Une génération née dans le numérique redécouvrait les gestes des années 1940. À la périphérie de Tallinn, les anciennes zones industrielles étaient en chantier permanent. D'anciens entrepôts transformés en centres logistiques militaires. Des camions bâchés circulaient nuit et jour. Les convois étaient discrets, mais constants. L'odeur du métal chaud et du gasoil se mêlait à celle de la terre retournée. La guerre n'était pas là, mais elle passait par là.

À Riga, l'atmosphère n'était pas différente. La Daugava, large et sombre, avait ralenti son cours sous le gel. Les grues du port semblaient figées, mais en réalité elles travaillaient plus que jamais. Des cargos de fret militaires accostaient la nuit, déchargeant des caisses anonymes sous escorte. Le port militaire, habituellement discret, voyait passer des silhouettes nouvelles : officiers américains, ingénieurs allemands, spécialistes en décryptage. Les hôtels du centre-ville affichaient complet, mais pas pour le tourisme. Des réunions discrètes se tenaient dans des salons réservés. Des négociateurs de l'OTAN, des diplomates baltes, des représentants industriels y échangeaient sur la disponibilité des pièces détachées, les routes logistiques en cas de blocus, la montée en puissance de la production régionale. Dans les rues, les anciens regardaient les jeunes avec une mélancolie muette. Ils avaient vu d'autres occupations, d'autres hivers. Mais celui-ci avait un goût différent. Plus technologique. Plus silencieux. Plus froid, encore. Dans les hôpitaux, les directions avaient reçu l'ordre discret de revoir tous les protocoles : tri des blessés en cas de bombardement, constitution d'unités mobiles de soins, gestion des pénuries. Des formations étaient organisées pour le personnel civil. Personne ne disait la guerre, mais tout y ressemblait.

À Vilnius, la tension était palpable. Le gouvernement lituanien, plus que les autres, s'était montré inflexible. Le président Nausėda avait multiplié les apparitions publiques. Chaque discours devenait un acte de souveraineté. Les chaînes publiques diffusaient des émissions spéciales sur la défense civile. Des cartes de repli étaient insérées dans les journaux. Le téléphone sonnait désormais au moindre exercice de l'armée. Les églises se remplissaient à nouveau. Pas par foi — du moins pas seulement — mais par besoin d'un lieu commun, d'un point fixe dans un monde qui vacillait. Le silence des pierres rassurait. Les cierges s'alignaient en files droites. On priait pour l'Ukraine, pour les fils partis au front, pour la paix qui semblait fuir plus vite que les prières. Les analystes le savaient : les lignes ne tiendraient plus longtemps. L'hiver, autrefois obstacle, devenait à présent un outil. La Russie, fidèle à sa tradition, se préparait à frapper quand le froid rendrait les routes impraticables pour les civils. Les communications seraient plus lentes. Les secours plus compliqués. Les nerfs plus à vif. Et dans les capitales baltes, cette vérité revenait dans toutes les réunions, toutes les rédactions, tous les rapports classifiés : *Le choc n'est plus une hypothèse. C'est une échéance.*

Dans les gares, certains commençaient à partir. Ceux qui avaient de la famille ailleurs, à Helsinki, à Berlin, à Stockholm. Mais la majorité restait. Parce que c'était chez eux. Parce qu'ils savaient que leur absence pèserait. Parce que fuir serait trahir quelque chose d'ancien, de douloureusement ancré. Et ainsi, dans le froid montant, les peuples baltes se tinrent droits. En silence. Ils préparaient sans bruit ce que d'autres ne voulaient pas nommer. Un hiver de guerre. Une veille debout. Un espoir endurci. La lumière décroissait. Mais les villes, elles, s'allumaient. Pas par joie. Par résistance.

À Tallinn, les signes étaient devenus visibles, même si personne n'osait encore les nommer. Dans les parcs, les joggeurs croisaient désormais des groupes de réservistes en uniforme léger, effectuant des marches silencieuses, sac à dos lestés, visages graves. Le dimanche, les aires de jeux restaient vides, tandis que les parkings des centres de défense civile se remplissaient. Des hommes et des femmes entre 30 et 55 ans, rappelés par courrier, passaient des journées entières à réviser des gestes appris il y a dix, vingt ans — ou à les découvrir. Monter un abri. Soigner une plaie. Détecter un drone. Identifier un tir. Des camions de l'armée sillonnaient la ville à intervalles réguliers, chargés de matériel, escortés discrètement. Certains carrefours étaient désormais flanqués de petits postes d'observation, à peine visibles, mais bien présents : des militaires aux couleurs du drapeau estonien, silencieux, regardant la foule. Leur présence ne rassurait pas. Elle confirmait.

Dans les banlieues, des gymnases avaient été réquisitionnés. Les cours d'éducation physique des adolescents étaient ponctués d'instructions de survie. Les enseignants improvisaient. Les parents questionnaient, les regards devenaient plus sombres à chaque bulletin d'information. La défense territoriale distribuait des tracts, des brochures plastifiées. Certaines familles constituaient déjà des réserves : eau potable, bougies, sacs de couchage, radios à piles. Et chaque soir, sur les chaînes publiques, un générique martial ouvrait une courte séquence de sensibilisation : « Ensemble pour notre sécurité ». On y voyait des jeunes en treillis, des mères pliant des bandages, des pompiers installant des barrières antichars. Aucun mot de guerre. Mais tout y conduisait.

Dans les colonnes du *Postimees*, ce matin-là, un texte fit plus de bruit qu'aucun discours officiel. Il était signé de Maarika Põld. Le titre, en lettres sobres sur fond blanc, occupait à lui

seul la moitié de la une : « L'hiver démocratique ». Aucun sous-titre. Aucune image. Juste ces mots. Et en dessous, son nom, déjà devenu une référence depuis ses premières chroniques sur la guerre d'Ukraine. Le texte, long, grave, oscillait entre chronique historique et cri d'alarme. Maarika y déroulait le fil invisible qui reliait les hivers passés – celui de 1939, de 1944, de 1991 – à celui de 2024. Elle y parlait de silence, celui des peuples et celui des dirigeants. Elle rappelait la facilité avec laquelle les démocraties, à force de prudence, laissaient s'installer les violences. Et elle interrogeait : qu'est-ce qu'une démocratie si elle ne se défend pas ?

« Un peuple libre ne se mesure pas à son confort, mais à sa capacité à résister dans l'obscurité. Et cette obscurité est là. Elle ne porte pas encore de nom, mais elle avance. Elle grignote nos certitudes, nos marchés, nos écoles, nos mots. »

Elle évoquait les visages dans la rue, les regards qui se détournaient, la peur qui s'installait dans les conversations familiales, le choix que faisaient déjà certains de partir — et ceux, plus nombreux, qui restaient par devoir. Elle parlait de sa fille, sans la nommer, comme d'une génération née après l'indépendance, libre, et désormais appelée à choisir entre le repli ou le courage.

« Nous entrons dans un hiver où le vent qui souffle sur nos maisons ne vient pas seulement de la mer. Il vient de Moscou, de Minsk, des silences de Berlin et des demi-mots de Paris. Il nous faudra tenir bon, non pas seulement contre les chars, mais contre le doute. »

Le texte fut relayé immédiatement, traduit, partagé. Dans les cafés de Tallinn, on le lisait à voix haute. À Vilnius, la télévision nationale en fit la lecture intégrale dans son journal du soir. À Riga, un député le cita au parlement. À Bruxelles, il circula par mail dans les couloirs de la Commission, avec cette mention ironique en objet : « *Si vous cherchez du courage...* »

Maarika Põld, journaliste, mère, témoin, était devenue en quelques pages l'un des visages de ce que l'Estonie appelait désormais — du bout des lèvres — la « résistance morale ».

Tallinn – Même soir

L'appartement sentait la cire d'abeille et le thé noir. La nuit était tombée tôt, comme chaque jour depuis que novembre avait repris possession des heures. Les fenêtres vibraient par moments sous les bourrasques venues du golfe de Finlande, mais à l'intérieur, tout était calme. Presque chaud. Presque. Maarika referma son ordinateur portable avec lenteur, comme si elle avait peur d'y laisser glisser les dernières pensées de la journée. Elle resta un instant immobile, les yeux dans le vide, puis se leva, posa ses lunettes sur le buffet, et traversa le salon à pas lents. Elle savait ce qui l'attendait dans la pièce voisine. Et pourtant, elle hésita. Une seconde. Une respiration. Sa fille, Liis, était allongée sur le tapis, devant le vieux poêle en fonte, un livre ouvert sur les genoux. La lumière tremblante d'une lampe d'appoint dessinait des ombres longues sur les murs. L'adolescente releva les yeux à son approche, et son visage s'éclaira d'un sourire discret. Maarika s'assit près d'elle, sans un mot. Elle passa une main dans ses cheveux clairs, un geste simple, ancien, répété depuis l'enfance.

— C'est passé à la télé, murmura Liis.

— Quoi donc ?

— Ton article. Enfin... un journaliste en a lu des extraits au journal du soir. Ils ont dit que c'était important. Et puis... j'ai reconnu ton style. Même s'ils ont coupé quelques phrases.

Elle marqua une pause. Le silence s'épaissit, ponctué seulement par les craquements discrets du poêle.

— Tu penses vraiment que ça va empirer ? demanda-t-elle enfin, d'une voix qui oscillait entre le sérieux et l'inquiétude adolescente.

Maarika hésita. Elle n'était pas une mère qui mentait facilement. Pas même pour rassurer.

— Je pense... que tout dépendra de ce qu'on est prêt à faire. De ce qu'on est prêt à défendre. Rien n'est encore joué. Mais rien n'est sûr non plus.

Liis acquiesça lentement. Ses yeux fixaient une tache de lumière sur le parquet.

— On en a parlé avec mes amies aujourd'hui. Dans les vestiaires. Une d'elles a dit que ses parents avaient réservé un ferry pour la Finlande. Juste au cas où. D'autres se moquent. Ou font des blagues. Mais moi, je ne trouve pas ça drôle.

Un souffle passa dans la pièce. Le vent, dehors, redoublait.

— Tu as raison de ne pas trouver ça drôle, dit doucement Maarika. Mais tu n’as pas à porter ça seule, surtout à ton âge. Le monde est plus fragile qu’il ne devrait. Mais il est aussi plus solide qu’on ne le croit. Ce sont les liens entre nous qui le maintiennent. Les gestes qu’on fait les uns pour les autres. Et la clarté dans nos mots.

Elle lui prit la main.

— Tu sais... j’écris pour qu’un jour, tu vives dans un monde paisible.

Liis ne répondit pas. Elle posa sa tête contre l’épaule de sa mère, doucement. Elles restèrent là, toutes deux, longtemps, dans cette lumière chaude, au bord de l’hiver. Et pour un instant, le monde sembla loin. Contenu. Tenable.

L'opération "Chute de Minsk" est lancée

Lieu : Bruxelles / Varsovie / Berlin

La salle était enfouie sous un ancien bâtiment administratif de l'Union européenne, désaffecté depuis la pandémie. Ni drapeau, ni caméra, ni registre. Un simple espace bétonné, aux murs tapissés de fibre acoustique, avec une longue table ovale autour de laquelle étaient assis les six protagonistes. Tous en civil. Tous sans nom apparent. Une pluie fine tombait sur Bruxelles ce soir-là, brouillant les vitres hautes et sales d'un sous-sol que personne ne devait trouver. Les identités avaient été effacées des bases de données de l'aéroport. Les téléphones laissés à l'entrée. La réunion n'existait pas. Et pourtant, elle allait changer la trajectoire d'un pays. Le premier à prendre la parole fut l'Estonien, envoyé du KAPO. Il parlait avec la prudence des hommes qui ont lu trop de rapports classifiés.

— Nos analystes sont formels : Loukachenko ne tiendra pas deux hivers de plus si la pression populaire s'intensifie. Les mouvements étudiants, bien qu'éclatés, sont de plus en plus structurés. La dissidence civile se renforce, malgré les arrestations. Et surtout, l'opinion bascule, doucement, mais sûrement.

Le Letton du SAB hocha la tête.

— Nos sources internes le confirment. Des groupes comme Volia élargissent leur base. Pas seulement à Minsk, mais aussi à Hrodna, Brest, Mahiliow. Il y a une brèche. Et elle peut devenir une faille si on l'accompagne intelligemment.

— Il faut éviter la confrontation directe, intervint calmement le Français de la DGSE. Tout ce qui ressemblerait à une ingérence trop voyante provoquerait une intervention russe immédiate. Nous devons frapper par en-dessous. Soutien numérique, propagande positive, logistique souterraine.

Le Britannique, un homme aux cheveux gris et au costume discret, prit la parole sans hausser le ton.

— Nos collègues américains sont... prudents. Ils n'interviendront pas officiellement. Mais certains canaux restent ouverts. Une initiative européenne, bien menée, pourrait bénéficier d'un silence bienveillant.

L'Allemand du BND écoutait depuis le début sans rien dire. Puis il se pencha en avant.

— Très bien. Mais il nous faut un cadre. Une feuille de route. Un nom de code. Un canal sécurisé. Et des ressources. Sans cela, tout cela restera du bavardage d'initiés.

Le Letton sortit un dossier relié de sa sacoche.

— Nous l'avons déjà : "Chute de Minsk". Trois phases. D'abord, documentation des exactions. Puis, amplification des mouvements civils, notamment étudiants. Enfin, soutien tactique aux failles du régime. Nous avons des relais. Nous avons des points de contact. Ce dont nous avons besoin, c'est de coordination.

Un silence tomba. Puis le Français se redressa.

— Alors lançons-la. Qu'importe la pluie au-dessus de nos têtes. Le feu couve ailleurs. Si on attend, il nous consumera.

Chacun acquiesça. La réunion dura encore deux heures. Plans, risques, seuils de rupture, cartes cryptées. Et quand ils sortirent, un à un, dans le froid humide de la nuit bruxelloise, ils savaient qu'ils venaient d'ouvrir une porte que personne ne pourrait refermer sans conséquences. L'opération "Chute de Minsk" était lancée. Et nul ne pouvait prévoir jusqu'où elle irait. L'objectif était clair, même s'il ne figurerait jamais sur un document officiel : fragiliser Loukachenko de l'intérieur. Non pas par une révolution de velours téléguidée, mais par l'allumage méthodique d'un incendie de conscience. Volia, ce groupe jeune, souterrain, insaisissable, serait la mèche. Les étudiants, les enseignants, les anciens journalistes et les artistes bâillonnés seraient les combustibles. L'Europe, quant à elle, fournirait les étincelles : relais numériques, moyens de diffusion, messageries cryptées, formations à distance, exfiltrations ciblées si nécessaire. Il ne s'agissait pas de renverser un régime en un jour, mais d'ouvrir des brèches dans le mur. De fissurer l'image d'un pouvoir absolu. De révéler les failles. Et plus encore, d'encourager les citoyens à regarder au-delà de la peur. Chaque service présent avait reçu un mandat spécifique : — Le KAPO structurerait le réseau numérique sécurisé permettant aux cellules biélorusses de communiquer sans être détectées. — Le SAB coordonnerait les relais humains déjà en place dans les grandes villes, notamment via des ONG locales ou des liens familiaux discrets. — La DGSE lancerait une campagne d'information codée à destination des élites indécises du régime. — Le BND surveillerait les flux financiers des proches du pouvoir, à la recherche de

fuites, de doutes, de portes entrouvertes. — Et les Britanniques, dans leur style opaque mais efficace, avaient promis des moyens discrets, probablement déjà à l'œuvre.

La partie la plus délicate serait de faire tout cela sans déclencher d'intervention directe de la Russie. Il faudrait marcher sur une ligne fine, à peine visible. Chaque action devrait sembler spontanée. Chaque écho, naturel. L'opération ne serait pas spectaculaire, mais granulaire. Elle ne devait pas convaincre Moscou qu'une guerre hybride était menée — elle devait leur faire croire qu'ils perdaient le contrôle, seuls. Le plan tenait en trois volets, aussi discrets que décisifs : information, infiltration, exfiltration.

Information : il s'agissait d'inonder la Biélorussie de récits alternatifs. Pas seulement de contre-propagande, mais de vérité nue. Témoignages de disparus, documents audio volés aux hautes sphères, récits anonymes d'agents du régime en rupture. Tout cela serait diffusé via des podcasts codés, des bulletins chiffrés, des journaux clandestins. Une guerre d'histoires, où chaque mot valait un projectile.

Infiltration : des agents dormants, des passeurs d'idées, des enseignants volontaires, des informaticiens opérant depuis les marges du réseau. Il fallait entrer dans les interstices du régime, dans ses zones d'ombre, et s'y glisser comme une brume indétectable. Nouer des liens avec les cellules civiles. Fournir les outils. Ne jamais donner d'ordre, seulement offrir les moyens de l'initiative. L'objectif n'était pas de contrôler Volia, mais de l'aider à se développer organiquement, jusqu'à devenir un réseau tentaculaire et imprévisible.

Exfiltration : enfin, il fallait prévoir l'échec. Certains seraient arrêtés, d'autres menacés. Il fallait pouvoir les sortir, eux ou leurs familles, en quelques heures. Des filières furent mises en place, via la Lituanie et la Pologne. Des passeports vierges, des ambulances vides, des routes forestières méconnues. Un réseau parallèle d'exfiltration humanitaire, prêt à se déployer à tout moment, à bas bruit.

Le tout formait un triangle invisible, mouvant, redoutable. Une opération hybride, menée non par des armées, mais par des voix, des claviers, des cœurs décidés. Et chaque maillon, du plus discret technicien au plus haut conseiller, savait que le jeu n'était pas sans risque. Mais tous s'étaient levés de la table avec le même regard : déterminé, lucide, et habité d'une certitude discrète. Cette fois, l'Europe n'attendrait pas que l'histoire lui dicte ses lignes.

Quelques jours plus tard, un message crypté parvint à un serveur discret dans les faubourgs de Riga. Il contenait une confirmation attendue depuis des mois : la mise en place, au sein même du ministère biélorusse de l'Intérieur, d'une source humaine fiable. Son nom de code était Albatros. Haut fonctionnaire en apparence loyal, il avait graduellement gagné la confiance des cadres intermédiaires du régime. Sa position lui donnait accès aux notes internes sur les arrestations de dissidents, aux réunions confidentielles sur les stratégies de répression, et aux échanges tendus entre le ministère et les services de sécurité russes. Albatros n'avait pas demandé d'argent. Seulement une protection pour sa sœur, enseignante à Minsk, et un canal de sortie si tout tournait mal. En échange, il transmettrait tout ce qu'il verrait, tout ce qu'il entendrait. Noms. Listes. Plans. Doutes. Sa première transmission tenait en deux phrases : « Loukachenko craint une révolte dans les universités. Il a ordonné de cartographier toutes les salles de cours où les professeurs refusent de lire les bulletins du ministère. » La guerre invisible venait de franchir un seuil. Désormais, elle parlait à l'oreille même du pouvoir.

Volia entre dans l'action

Lieu : Minsk

Les nuits de Minsk avaient changé. Ce n'était pas seulement la lumière plus terne ou les patrouilles plus fréquentes. C'était l'atmosphère elle-même, chargée d'électricité sourde, de tension suspendue. Comme si la ville retenait son souffle. Et puis, un matin, les passants découvrirent quelque chose de nouveau. Sur les murs de briques rouges, sur les abribus, aux vitres des tramways, des tracts étaient apparus. Pas des tracts ordinaires — mais des feuilles de papier fines, imprimées avec art, organisées en collages énigmatiques. Chaque page portait un court poème, cryptique et percutant, accompagné d'un dessin stylisé : un poing levé dissimulé dans la courbe d'un arbre, un œil dans une goutte d'eau, une silhouette d'enfant marchant dans l'ombre d'un géant renversé. Les mots étaient simples, mais leur portée frappait comme un cri étouffé : « Ce que tu vois n'est pas tout. Ce que tu tais devient force. » « La peur vieillit. Nous, non. » « Le silence est un piège. Et Volia une clef. »

Les autorités arrachèrent les tracts avant midi. Mais déjà, des photos circulaient sur les messageries chiffrées. Les images avaient été prises à l'aube, dans les quartiers ouvriers, à la sortie des universités, parfois même dans les cages d'escalier des hôpitaux. Personne ne savait comment ils étaient apparus. Mais tous devinaient qui en était l'auteur. Ce fut le premier mouvement coordonné de Volia. Une opération pensée non comme un affrontement, mais comme un appel à l'imaginaire. Le message était : « Nous sommes là. Nous ne frappons pas. Mais nous parlons. Et nous voyons. »

Dans les jours qui suivirent, d'autres actions suivirent. À la gare centrale, un train fut brièvement retardé : des inconnus avaient dessiné au pochoir sur le quai des vers de résistance, impossibles à effacer sans poncer le sol. À la télévision, une image brouillée s'inséra brièvement entre deux émissions : une étoile blanche sur fond noir, symbole désormais associé à Volia. Puis, à la faculté de médecine, les étudiants découvrirent que tous les manuels distribués cette semaine-là contenaient, glissé entre deux pages, un poème manuscrit.

La répression ne tarda pas. Contrôles accrus, arrestations arbitraires, fouilles systématiques dans les écoles et bibliothèques. Mais Volia restait insaisissable. Ses membres se déplaçaient sans trace, utilisaient des points de relais multiples, changeaient de canal à chaque opération. C'était une symphonie du silence, une chorégraphie de l'ombre. Dans les coulisses, les services

européens observaient. Et souriaient. Parmi les figures centrales de Volia, une silhouette commençait à se détacher : Daria Lobanova.

Née en 2002 dans un quartier populaire de Minsk, Daria avait grandi à l'ombre des silences imposés. Son père, professeur de littérature, avait été déchu de son poste pour avoir exprimé des critiques voilées du régime lors d'un colloque international. Sa mère, infirmière, avait appris à parler bas, même à la maison. Daria, elle, avait très tôt trouvé refuge dans les livres interdits et les langages détournés. Étudiante en arts visuels à l'université d'État, elle s'était fait remarquer pour ses collages engagés, subtils et puissants. Sous ses doigts, les visages se déformaient, les symboles s'effondraient, les lignes devenaient des flèches. Elle signait ses œuvres d'une étoile inversée, devenu l'un des emblèmes visuels du groupe. Ce n'était pas Daria qui parlait le plus. Elle observait. Elle écoutait. Mais ses silences structuraient les réunions de Volia plus sûrement qu'un discours. Elle proposait, sans imposer. Et, souvent, ses idées faisaient consensus sans qu'elle ait besoin d'insister. C'est elle qui avait conçu la première vague de tracts visuels. C'est elle aussi qui, la première, avait proposé d'infiltrer les publications officielles de l'université pour y glisser des messages poétiques camouflés dans les lettrines. Elle croyait à l'art comme à une forme d'attaque lente, douce mais corrosive. Physiquement, Daria était d'une simplicité désarmante : cheveux noirs tirés en arrière, lunettes rondes, vêtements amples. Mais ses yeux brûlaient d'une intensité rare. On disait qu'elle pouvait faire taire une salle d'un seul regard. Non par crainte. Par densité. Elle n'avait pas de rôle officiel au sein de Volia, mais lorsqu'il fallait agir, c'était vers elle que les regards se tournaient. Non comme vers une cheffe, mais comme vers une source. Et ce soir-là, dans une cave de la périphérie de Minsk, alors que d'autres membres du groupe débattaient d'une future action dans le métro, elle découpait silencieusement des morceaux de papier blanc, les pliait en origamis. Sur chaque pli, un mot inscrit à l'encre noire : "mémoire", "peuple", "avenir". Les oiseaux de papier s'envoleraient demain, déposés dans les casiers des tribunaux, entre les rayons des bibliothèques, ou simplement glissés sous les essuie-glaces de voitures de fonction. Daria n'avait pas besoin de parler pour que son message se répande.

À ses côtés, un autre membre du noyau dur gagnait en importance : Mikita Sazonov.

Mikita, vingt-quatre ans, venait d'un tout autre univers. Fils d'un colonel à la retraite et d'une juge réputée, il avait grandi dans les beaux quartiers, entouré des privilèges silencieux de la

loyauté au régime. Mais dès l'adolescence, un sentiment de décalage s'installa. C'est au cours de son service militaire qu'il fut confronté pour la première fois à la brutalité de l'État. Il y vit des camarades humiliés, des punitions arbitraires, et surtout un système bâti sur la peur et l'obéissance aveugle. À sa sortie, Mikita rompit avec ses parents et s'inscrivit à l'université en philosophie politique. Là, il découvrit les penseurs libertaires, les dissidents russes, les textes oubliés d'Europe centrale. Son intelligence acérée et sa mémoire prodigieuse le rendirent vite indispensable aux débats de Volia. Mikita était l'architecte intellectuel du groupe. Il construisait des cadres, définissait des lignes rouges, évitait les dérives. C'est lui qui avait théorisé l'idée d'actions symboliques à fort impact narratif. Il rédigeait les manifestes internes, les protocoles de sécurité, et les chartes éthiques. Pour lui, toute lutte devait garder une âme — sans cela, elle devenait un miroir du régime qu'elle combattait. Grand, sec, toujours en noir, Mikita parlait peu mais écrivait beaucoup. On disait qu'il entretenait trois carnets : un pour les idées, un pour les rêves, un pour les regrets. Dans les réunions, il écoutait en silence, annotait, puis proposait en une phrase des synthèses qui faisaient consensus. C'est lui qui avait pensé le symbole de l'étoile blanche sur fond noir, pour signifier à la fois l'espoir fragile et la nuit imposée. Et lorsqu'un membre de Volia avait été arrêté, c'est lui qui avait rédigé l'éloge funèbre anonyme qui circula dans tout le pays sous forme de poème. Daria et Mikita formaient un tandem discret mais indissociable. L'une était l'image, l'autre le verbe. L'une touchait les cœurs, l'autre éveillait les esprits. Ensemble, ils traçaient la voie d'une résistance d'un nouveau genre : invisible, poétique, résolue.

Un troisième pilier s'imposait peu à peu dans l'ombre : Alena Radzivil, la hackeuse.

Petite, nerveuse, dotée d'un rire éclatant qu'elle savait camoufler en un clin d'œil, Alena était la plus insaisissable du groupe. Fille d'un ingénieur réseau et d'une archiviste de la télévision publique, elle avait grandi entourée de câbles, de disques durs démontés, et d'écrans de veille. À dix ans, elle craquait les mots de passe de son école pour imprimer ses devoirs en couleur. À treize, elle interceptait les messages de propagande scolaire pour les détourner en parodies. À seize, elle piratait les serveurs d'un journal local pour dénoncer la censure des articles. Recherchée brièvement sous pseudonyme après avoir diffusé une vidéo truquée de Loukachenko parlant à l'envers, elle avait disparu deux mois avant de réapparaître sous une autre identité. C'est par un forum chiffré qu'elle entra en contact avec Volia. Son message

d'introduction tenait en une ligne : « J'ouvre les portes. À vous d'y entrer. » Depuis, elle était devenue la garante invisible de leur sécurité numérique. C'est elle qui configurait les messageries éphémères, testait les VPN artisanaux, inventait des leurres pour détourner l'attention des services biélorusses. Elle avait des noms pour tout : "tunnels de brume", "murs fantômes", "échos inversés". Sa manière à elle de rendre la technique poétique. Mais Alena n'était pas qu'une spécialiste de l'évitement. C'était aussi elle qui pénétrait les bases de données ministérielles pour effacer des traces, modifier un numéro de téléphone, changer une adresse. Elle avait appris quels mots déclenchaient les alertes automatiques du régime. Et surtout, elle savait comment les contourner. Toujours vêtue de vêtements amples, comme Daria, souvent coiffée d'un bonnet trop grand, Alena donnait l'impression d'être là sans l'être. Mais dès qu'elle parlait, un silence se faisait. Son regard, vif et perçant, semblait scanner les visages, à la recherche de fêlures ou d'accords secrets. Elle avait une mémoire visuelle exceptionnelle et pouvait réciter par cœur un organigramme entier de l'administration intérieure après l'avoir lu deux ou trois fois. Elle refusait toute hiérarchie. Travaillait seule, souvent la nuit. Mais toujours pour le groupe. Elle disait : « Le jour, c'est pour ceux qui croient que le monde va bien. Nous, on écrit dans les marges. Et les marges, c'est la nuit. » Et dans les marges, justement, évoluait un autre pilier essentiel de Volia : Ivan Cherniak, surnommé « le passeur ».

Ivan n'avait pas grandi à Minsk mais dans une petite ville proche de la frontière polonaise, là où les forêts servaient depuis toujours de refuge aux hommes traqués. Fils d'un contrebandier discret et d'une médecin de campagne, il avait très tôt appris les chemins que l'on n'écrit jamais sur les cartes. À onze ans, il accompagnait son père à travers les pistes forestières. À quinze, il savait contourner les patrouilles. À dix-huit, il avait déjà exfiltré deux cousins menacés de conscription obligatoire. Grand, taiseux, la peau burinée par les saisons, Ivan était l'homme que l'on ne remarquait pas — et c'est ce qui le rendait si précieux. Dans Volia, il n'avait aucun rôle idéologique. Il ne participait pas aux débats, ne commentait pas les tracts. Mais lorsqu'il fallait transporter du matériel, franchir une frontière, cacher un camarade, c'était vers lui que tous se tournaient. Ivan connaissait les rythmes des douaniers, les failles des clôtures, les vieux puits abandonnés et les caves oubliées. Il gardait dans une mémoire de fer les horaires des trains régionaux, les numéros des wagons à l'éclairage défectueux, les plaques minéralogiques des fourgons sans GPS. Il avait dans chaque ville un contact discret, un

logement sûr, un plan B. Parfois même un plan C. On disait qu'il dormait peu, qu'il se méfiait des téléphones, et qu'il conservait tous ses itinéraires dans un carnet écrit à l'encre effaçable. Son plus grand atout était sa capacité à passer inaperçu : visage ordinaire, démarche lente, regard flou. Il était, disait Mikita, « une silhouette parmi les ombres ». Mais Ivan n'était pas qu'un logisticien. Il était aussi le lien humain entre Volia et les familles terrorisées. C'est lui qui allait prévenir discrètement les proches d'un étudiant arrêté. C'est lui qui rapportait des nouvelles d'un disparu. Et parfois, c'est lui qui, au péril de sa vie, arrachait quelqu'un des griffes du KGB local.

Alena disait souvent que sans Ivan, leur liberté numérique n'aurait aucun sens. « Il est notre passage vers le réel, notre pont vivant entre les idées et les corps. » Il parlait peu, mais quand il le faisait, c'était pour dire l'essentiel. Sa phrase favorite, qu'il répétait aux plus jeunes, était : « Ce n'est pas ce qu'on dit qui sauve. C'est où l'on met ses pas. »

Minsk, cave sécurisée.

L'ampoule nue pendait au plafond, oscillant légèrement à cause des mouvements dans la pièce. L'humidité remontait des murs, mêlée à l'odeur des manteaux mouillés et du vieux bois. Une fois par mois, Volia tenait une réunion « en présence », malgré tous les risques. Il fallait voir les visages, sentir les respirations, rappeler que le groupe n'était pas seulement une constellation numérique. Ce soir-là, ils étaient assis en cercle, chacun sur un tabouret ou une caisse. Une carte froissée de la ville était fixée à un mur, couverte d'annotations à la craie. Daria avait apporté un thermos de thé brûlant. Ivan, comme toujours, gardait sa parka sur les épaules. Mikita consultait ses carnets en silence. Alena pianotait sur un clavier crypté. Ils avaient évité de fixer un ordre du jour. Mais tous savaient ce qu'ils venaient chercher : un point. Un cap. Une réponse à la question silencieuse qui rôdait depuis des mois. Mikita fut le premier à parler, d'une voix calme, presque clinique :

— Dix-sept opérations en dix-huit mois. Quatre-vingt-sept messages diffusés. Cinq sabotages symboliques. Deux infiltrations réussies dans les bases de données du ministère. Des milliers de vues sur nos canaux parallèles. Volia existe et inspire.

Alena acquiesça en silence. Daria restait penchée sur sa tasse, pensive. Puis ce fut elle qui murmura :

— Et maintenant ?

Un silence tomba, parce que la question était juste. Brute. Elle contenait toutes les autres. Ivan posa son regard sur chacun, lentement. Il n'était pas à l'aise avec les débats abstraits. Mais même lui attendait une forme de clarification.

— Est-ce qu'on veut renverser le régime ? demanda Alena, les yeux fixés sur le vide. Ou simplement le fragiliser ? Est-ce qu'on est un mouvement culturel ? Un relais de conscience ? Ou quelque chose d'autre ?

Mikita souffla lentement.

— On a toujours refusé d'être un parti. Ou un front. Mais à mesure que notre impact grandit, la question revient. Que propose-t-on ? Un pays démocratique, oui... mais comment ? Avec qui ? Et à quel prix ?

Daria leva enfin la tête.

— Je ne veux pas d'un autre pouvoir. Je veux du vide. Du silence. Une pause. Pour que les gens respirent à nouveau.

Ivan hocha la tête. Il comprenait cette idée. Le renversement n'était pas forcément une conquête. Parfois, c'était un effacement. Alena reprit :

— J'ai vu ce que devient la violence. J'ai vu la haine chez ceux qu'on croyait innocents. Si on franchit cette ligne, même pour de bonnes raisons, on ne reviendra pas. Notre force, c'est d'être au bord. De montrer qu'une autre voie existe. Même si elle est fragile. Même si elle est lente.

Un nouveau silence. Puis Mikita conclut, en traçant une phrase dans son carnet :

— Volia ne veut pas le pouvoir. Volia veut briser l'idée que seul le pouvoir existe.

La phrase resta en suspens dans la pièce. Alors qu'ils se levaient pour repartir un à un dans la nuit, chacun repartait avec un poids en moins : ils n'étaient pas seuls. Et leur doute, partagé,

devenait une forme de certitude. Ils ne savaient pas encore où mèneraient leurs pas. Mais ils savaient pourquoi ils marchaient.

L'éveil d'Edvīns Kalnins

Lieu : Riga, mi-novembre 2023

La lumière hivernale traversait à peine les rideaux tirés du petit appartement d'Edvīns Kalnins. Tout y était en ordre : les circuits imprimés soigneusement empilés, les plans suspendus au mur, les cahiers de recherches annotés avec précision. C'était l'univers d'un homme solitaire, méthodique, passionné. Edvīns avait trente-cinq ans, vivait seul, et jusqu'à récemment, travaillait sur un projet d'automatisation domotique à bas coût destiné aux zones rurales de Lettonie. Il rêvait de rendre les foyers plus efficaces, plus accessibles, plus sûrs. C'était un idéaliste technique, convaincu que le progrès pouvait améliorer la vie quotidienne.

Mais en septembre 2023, une lettre officielle était arrivée. Le gouvernement, face à l'aggravation des tensions avec la Russie et aux premières mesures d'économie de guerre, le réquisitionnait. Il devait mettre son savoir-faire au service du Bureau des Technologies de Défense. Sans explication. Sans délai. Les premières semaines furent marquées par la colère. Il refusait de collaborer à des applications militaires. Il traînait des pieds, remettait les rapports en retard, sabotait discrètement certains algorithmes. Il espérait être remercié, écarté, oublié. Mais rien ne vint. On le garda. Mieux : on l'inclut dans un groupe restreint chargé d'analyser les failles des réseaux civils en cas d'attaque russe. Progressivement, Edvīns comprit. Ce qu'il prenait pour une manœuvre autoritaire était, en réalité, une tentative désespérée de protéger le pays. Puis vinrent les images. Les camps de filtration russes. Les enfants ukrainiens déplacés. Les installations radar à Kaliningrad. Et un soir, sur un réseau crypté, une vidéo que seul un cercle très restreint avait pu voir : un exercice russe simulant la coupure complète des communications dans les pays baltes. Ce fut son déclic. Il rentra chez lui, s'assit à son bureau, et prit un carnet vierge. Il y écrivit en lettres capitales : « S'IL NE RESTE QUE DES MACHINES, AUTANT QU'ELLES NOUS SERVENT. » Dès le lendemain, il changea de posture. Il proposa des idées. Récupéra ses anciens prototypes. Commença à concevoir des systèmes d'alerte ultra-locaux, des modems autonomes, des pare-feux modulaires conçus pour fonctionner même hors réseau national. Il ne croyait plus à l'utopie. Mais il croyait à la responsabilité. Et il avait compris que sa guerre à lui se menait dans les câbles, dans les signaux, dans les secondes gagnées avant un black-out. Il restait solitaire. Mais il n'était plus passif. Dans les couloirs du ministère, on commençait à le nommer à voix basse : « le programmeur du dernier recours ».

Lieu : Lettonie et Estonie

Les paysages hivernaux de la Baltique étaient figés, mais dans l'ombre des hangars et des zones industrielles, un autre mouvement prenait forme : discret, méthodique, résolu. Sous l'impulsion conjointe des gouvernements estonien et letton, l'économie civile se transformait à marche forcée. À Tartu, une usine de composants électroniques, jusqu'alors spécialisée dans les cartes mères pour électroménagers, fut convertie en centre de fabrication pour les modules de communication cryptée. À Jelgava, les ateliers de mécanique lourde qui assemblaient des équipements agricoles réorientèrent leur production vers les blindages pour véhicules militaires légers. Les plans, les cadences, les chaînes de montage : tout était repensé. Ce bouleversement ne se faisait pas sans heurts. Certains ouvriers, réticents ou perdus, refusaient les nouvelles tâches. D'autres étaient mutés, parfois contre leur gré, dans des centres de production à des centaines de kilomètres de chez eux. Les syndicats, débordés, réclamaient une « période d'adaptation », mais le mot d'ordre gouvernemental était clair : « chaque jour compte ».

Les universités techniques furent mises à contribution. Des étudiants en ingénierie furent mobilisés pour tester des prototypes, améliorer les performances de drones de surveillance, renforcer les dispositifs de brouillage. Des professeurs, jusqu'alors engagés dans des recherches théoriques, se retrouvaient à superviser la fabrication de pièces pour des radars ou des blindés légers.

À Tallinn, l'ancien centre de recherche en robotique fut entièrement réquisitionné. « L'Unité 0 », comme on l'appelait désormais, travaillait jour et nuit à l'élaboration d'armatures modulaires et de plateformes autonomes de reconnaissance. Les chaînes de production fonctionnaient en continu, supervisées par des ingénieurs civils réaffectés, comme Edvins, à des fonctions vitales. La population, elle, oscillait entre fierté contenue et fatigue latente. Les reportages à la télévision montraient des images d'ouvriers souriants, des machines dernier cri, des cartons remplis de matériel estampillé « Défense Nationale ». Mais dans les foyers, la réalité était plus complexe. Les enfants voyaient moins leurs parents. Les files d'attente devant les épiceries s'allongeaient. Les nuits étaient entrecoupées d'alertes, de tests, de rumeurs. Et pourtant, le tissu industriel résista. Mieux : il s'adapta. Car derrière chaque machine remise en

marche, chaque usine reconfigurée, il y avait une idée tenace : ne pas revivre l'humiliation de l'histoire. Ne pas être balayé comme en 1940. Ne pas redevenir une ligne oubliée sur une carte. La guerre n'était pas encore là. Mais elle était attendue. Et l'économie balte, désormais, parlait le langage du sursaut.

Ventspils, Lettonie, mars 2024

Kristaps Bērziņš était un homme simple. Cinquante-deux ans, ouvrier depuis trente ans dans la même usine sidérurgique du port de Ventspils, marié, deux enfants déjà grands. Il connaissait le rythme des aciers, le souffle des hauts fourneaux, la chaleur des machines. Il avait vu les bonnes années, les mauvaises, les grèves, les extensions, les rachats étrangers. Il avait toujours tenu bon. Travailler, nourrir, dormir. Quand les premières rumeurs de reconversion industrielle s'étaient propagées, il avait haussé les épaules. Des discours politiques, encore. Mais un matin, à six heures trente, le contremaître leur avait distribué un nouveau planning. Plus de fabrication de rails pour le fret. Désormais, ils travailleraient sur des pièces d'articulation pour véhicules blindés. Kristaps n'avait pas compris immédiatement. Il avait regardé le plan, les nouvelles machines, les soudures différentes. Puis il avait vu les caisses marquées « PRIORITÉ DÉFENSE », les cartons scellés par l'armée, et les ingénieurs en uniforme qui supervisaient la ligne. Il n'était pas un homme politique. Il ne lisait que rarement les journaux. Mais quelque chose l'avait saisi au creux du ventre. Ce n'était pas une manœuvre temporaire. C'était une bascule. Les collègues murmuraient entre deux pauses. Certains étaient fiers : « Enfin, on sert à quelque chose d'important. » D'autres, comme Kristaps, restaient silencieux. Non pas par peur. Mais parce qu'ils sentaient le vertige. Un soir, en rentrant chez lui, sa femme lui demanda pourquoi il arrivait si tard. Il hésita. Puis répondit simplement :

— On fabrique pour la guerre, maintenant.

Elle ne posa pas de question. Elle se contenta de le serrer contre elle. Les semaines passèrent. Les cadences s'accéléraient. Les contrôles de sécurité se multipliaient. Les convois partaient de nuit. Un jour, Kristaps vit une colonne de camions militaires sortir de l'usine, escortée par deux véhicules banalisés. Il resta là, sur le bord de la route, à les regarder passer. Il pensa à son

père, enrôlé de force dans l'Armée rouge. À son grand-père, mort dans un camp sibérien. Il pensa à ses fils, qui parlaient de partir vivre en Irlande. Et pour la première fois depuis des années, Kristaps Bērziņš se sentit pris dans quelque chose qui le dépassait. Il ne savait pas encore s'il devait en être fier, ou s'il devait avoir peur. Mais il savait une chose : ce n'était plus le même pays.

Kaliningrad / Vilnius

Sur les écrans bleutés de la cellule de surveillance de Vilnius, les lignes thermiques ne mentaient pas. Plusieurs véhicules de transport-érecteurs-lanceurs (TEL) venaient d'être déplacés sur le flanc est de l'oblast de Kaliningrad, en direction de Krasnoznamensk. Des modules de brouillage radar accompagnaient les convois, rendant leur identification visuelle incertaine. Mais le renseignement lituanien, rodé à ce jeu d'ombres depuis des années, ne se trompait pas : les systèmes balistiques Iskander-M venaient d'être repositionnés. Et avec eux, la capacité de frappe à moins de six minutes à Vilnius, Riga ou même Varsovie. Dans le centre de commandement du ministère de la Défense lituanien, une réunion de crise fut immédiatement convoquée. Le général Adomaitis prit la parole d'un ton sec :

— Ce ne sont pas des manœuvres de routine. C'est un message. Et il est clair.

Les images satellites du BND allemand confirmaient les données. Deux autres lanceurs avaient quitté la base de Chernyakhovsk. Leurs signatures infrarouges correspondaient à des Iskander-K, potentiellement armés de missiles de croisière à longue portée.

Pendant ce temps, à Kaliningrad même, les signaux captés par les satellites américains montraient une activité anormale autour des installations de commandement. Des groupes électrogènes avaient été mis en route. Les communications cryptées s'étaient intensifiées. Et un brouillage ciblé perturbait les ondes civiles à proximité de la frontière. Vilnius passa en alerte jaune. Des escadrons de chasseurs F-16, sous commandement conjoint lituano-polonais, furent déployés à Šiauliai. L'ambassadeur de Lituanie à l'OTAN fut dépêché d'urgence à Bruxelles.

Le président Gitanas Nausėda, après une conversation avec Alar Karis et Egils Levits, déclara publiquement :

— Ce que nous voyons, ce n'est pas une provocation. C'est une préfiguration de ce que nous allons devoir affronter.

En Estonie et en Lettonie, les ministères de la Défense convoquèrent leurs états-majors respectifs. On mit à jour les scénarios d'attaque. On rappela des réservistes. On activa des réseaux de communication de secours. Dans les rues de Vilnius, rien ne semblait bouger. Les cafés restaient ouverts, les trams circulaient. Mais dans les regards, quelque chose s'était durci. Une ombre passait, furtive, au-dessus des jours ordinaires. Et à Kaliningrad, les camions se déplaçaient encore. Lents. Précis. Inexorables.

QG de l'OTAN, Bruxelles.

Dans le bunker semi-enterré du SHAPE, près de Mons, le silence n'était jamais complet. Même dans les zones dites de sécurité maximale, on entendait toujours le bourdonnement léger des machines, les cliquetis des claviers, les chuchotements radio. C'est ici, dans ce labyrinthe de couloirs bardés de câbles et d'écrans, que le général Margaret Collins avait décidé d'activer la cellule de surveillance avancée. Une pièce fut réaffectée. Les murs furent tapissés de moniteurs connectés aux constellations de satellites Sentinel, à l'imagerie radar à haute résolution, aux stations d'écoute du nord de la Norvège et aux flux cryptés du BND et du KAPO. Des officiers britanniques, français, polonais, canadiens et allemands y affluaient. Chacun avec son badge, son expertise, sa peur.

Collins n'était pas du genre à céder à la panique. Ancienne stratège de l'USAF, vétérane des théâtres moyen-orientaux, elle avait vu des opérations hybrides bien plus chaotiques. Mais ici, il y avait autre chose. Une mécanique froide. Une pression lente, presque clinique. Et cette absence de revendication russe, malgré les signaux évidents d'escalade, la rendait nerveuse. Elle prit la parole devant ses officiers en poste :

— Nous sommes les yeux de l'Alliance. Et nos alliés baltes vivent déjà sous le feu indirect. Kaliningrad est plus actif que jamais. Nous devons détecter non seulement ce qui se déplace... mais bien plus encore ce qui se tait.

Des protocoles furent déclenchés. Chaque mouvement capté dans la région de Kaliningrad fut recoupé avec les flux civils. Les modifications de trafic aérien russe, les interruptions de GPS,

les interférences sur les fréquences VHF... tout était archivé, analysé, modélisé. Collins mit également en place un canal direct avec le centre d'alerte lituanien. La coordination devait être totale, sans friction. Elle savait que la prochaine attaque, si elle venait, frapperait en silence, peut-être même sans onde de choc. Un brouillage. Une coupure. Une dissimulation massive. Et tandis qu'elle observait les cartes s'animer, Margaret Collins pensa à une phrase gravée sur un ancien mémorial militaire à Londres : « Le prix de la liberté, c'est la vigilance éternelle. » Elle n'avait jamais ressenti cette maxime avec autant d'intensité qu'en ce mois de mars 2024. L'OTAN, désormais, regardait sans cligner.

Base militaire de Tchernyakhovsk, Kaliningrad.

Le ciel au-dessus de Kaliningrad avait la couleur métallique des jours sans écho. Au sol, les blocs de béton s'enchaînaient comme les pièces d'un échiquier glacial. La base de Tchernyakhovsk ne dormait plus depuis des semaines. Les rotations étaient continues, les exercices répétés, les ordres murmurés à la lumière des néons crayeux. Et au centre de cette mécanique impeccable se tenait Youri Dobrine. Il portait un manteau noir impeccable, boutonné jusqu'au col. Pas d'uniforme. Pas d'insigne. Rien d'autre qu'un carnet de cuir noir qu'il tenait toujours sur lui, comme un vieux rite soviétique. Youri Dobrine était stratège. Ancien élève de l'Académie militaire de Voronej, passé par le GRU puis le Conseil de sécurité, il était l'un des cerveaux discrets de la nouvelle doctrine russe : guerre invisible, dissuasion progressive, choc asymétrique. Depuis le début de l'année, il supervisait la militarisation accélérée de Kaliningrad. Non pas en brassant des chiffres ou en signant des rapports, mais en parcourant les hangars, les abris souterrains, les bases radar et les silos automatisés. Il vérifiait tout. Parfois d'un simple regard. Parfois en soulevant lui-même un panneau ou en interrogeant un sous-officier. La logistique était son obsession. Les nouveaux systèmes Iskander, leurs plateformes mobiles, les boucliers anti-drones, les véhicules de brouillage, les relais d'ondes, les radars à spectre large, les caméras thermiques. Il fallait que tout fonctionne. Que tout paraisse prêt, sans forcément l'être. Dobrine savait que la guerre n'était pas seulement une affaire de puissance, mais de signal envoyé.

Ce matin-là, il observait un convoi de camions camouflage roulant lentement vers la forêt de Slavsk. Trois TEL, deux véhicules radar, un poste mobile de commandement. Le tout escorté

par des blindés légers. Un ballet qui semblait improvisé. Il ne l'était pas. C'était une démonstration. Une manœuvre de mise en tension, calibrée pour apparaître sur les radars européens, pour alerter sans frapper. Youri alluma une cigarette. Il ne fumait que sur le terrain. Un reste de superstition. Il pensa aux réactions de Bruxelles, aux satellites de l'OTAN qu'il savait braqués sur lui. Tout devait être calculé. Même les lenteurs.

— Combien de temps pour que les nouveaux brouilleurs soient opérationnels ? demanda-t-il sans se tourner vers le major à ses côtés.

— Quarante-huit heures, maximum. Les batteries sont déjà installées, mais nous devons encore relier les unités de commande.

— Reliez-les aujourd'hui. Pas demain. Ce soir, je veux qu'aucun drone n'approche sans perdre son signal à dix kilomètres.

Il nota quelque chose dans son carnet. Puis releva les yeux vers le ciel chargé de nuages plombés. Le Kremlin lui avait donné carte blanche. Ce n'était pas un luxe. C'était une urgence. Il fallait que Kaliningrad devienne à nouveau une énigme. Un lieu dont on parlait trop, mais dont on ignorait tout. Le cauchemar parfait pour les stratèges adverses. Youri Dobrine savait que l'Europe se préparait. Il avait vu les rapports du FSB sur les réquisitions baltes, les reconversions d'usines, les entraînements civils. Il connaissait les noms de certains responsables du KAPO, du SAB, du BND. Mais il savait aussi que la Russie conservait un avantage : la vitesse. La verticalité. La peur. Il ne cherchait pas l'affrontement direct. Pas encore. Mais il voulait que la tension soit permanente. Que Vilnius, Riga, Varsovie n'aient jamais de nuit complète. Que l'OTAN s'épuise à guetter ce qui ne viendrait peut-être pas. Un soldat s'approcha, main levée.

— Camions en position, camarade général. Le brouillage test est enclenché.

Youri jeta sa cigarette, l'écrasa du bout de sa botte, et marcha jusqu'au bunker de commandement. En passant, il effleura le flanc d'un lanceur mobile. Il aimait sentir la matière. Le métal prêt. Dans l'obscurité du poste central, les écrans clignotaient déjà. Les frontières se dessinaient en rouge pâle. Les ondes montaient. L'attention du monde, lentement, se tournait vers eux. Il murmura, pour lui seul :

— Kaliningrad n'est pas un avant-poste. C'est un avertissement.

Et l'alerte venait d'être donnée.

Palais présidentiel, Minsk.

Les vitres teintées du Zil présidentiel filaient entre les façades grises de Minsk. Au loin, la lumière crue du matin glissait sur les coupoles glacées, les toits humides, les boulevards que surveillaient des caméras toutes neuves, installées quelques semaines plus tôt. À l'arrière du véhicule, Irina Vlassova gardait les yeux fixés sur une tablette, les sourcils froncés. Sur l'écran, des extraits d'affiches, de tracts, de poèmes codés retrouvés dans les arrondissements nord de la ville. Une ligne rouge s'y dessinait, mince mais tenace. Volia ne se contentait plus de murmurer. Le mouvement prenait forme, dans l'esprit d'un peuple lassé. Et ce peuple commençait à regarder ailleurs. Pire : à croire.

Irina éteignit l'écran. Elle connaissait ce phénomène. Elle l'avait étudié dans les archives soviétiques, dans les techniques de contre-insurrection utilisées en Tchétchénie, dans les erreurs faites en 2020. Le pouvoir ne tombe jamais d'un coup. Il s'effrite. Il glisse par les interstices du langage. Le véhicule s'arrêta sous le péristyle de granit du palais présidentiel. Deux gardes ouvrirent la portière. Elle descendit sans mot dire. Elle portait une veste austère, gris acier, et des talons bas. Rien dans sa posture n'indiquait la nervosité, mais ses yeux, eux, semblaient avoir dormi ailleurs. La grande salle de réunion n'avait pas changé depuis l'ère Brejnev. Table en bois massif, tentures grenat, téléviseurs à tube cathodique condamnés dans les coins. Au fond, la silhouette massive de Loukachenko trônait dans un fauteuil un peu trop haut, le dos raide, les mains croisées. Il ne la salua pas.

— Vlassova. Asseyez-vous.

Elle obéit sans un mot.

— Vous les avez vus ? demanda-t-il, après un silence pesant.

— Oui, Monsieur le Président. Tous les éléments : tracts, vidéos, inscriptions sur les murs, témoignages. Leur communication s'est affinée. Plus symbolique. Plus codée. Cela rend la censure moins efficace.

— Ils sont quoi maintenant ? Des artistes de rue ?

— Des idées dangereuses peuvent naître sur les murs. C'est ainsi que commence l'érosion du respect.

Loukachenko se pencha en avant.

— Je veux que le pays sache qui sont ces rats. Que les gens aient peur de les soutenir. Que même leur nom devienne suspect. Je veux une campagne. Grande. Totale. Comme dans les années 1980.

Irina hochait la tête, lentement.

— Cela nécessitera des relais. Des journalistes, des enseignants, des présentateurs. Il faudra que chacun prenne position. Je veux dire... au grand jour.

— Et s'ils refusent ?

— On les remplacera.

Loukachenko eut un sourire bref, sans joie.

— C'est bien pour cela que je vous ai rappelée.

Le plan fut esquissé dans l'heure. Irina Vlassova, fidèle du régime depuis vingt ans, allait orchestrer une campagne de contre-insurrection psychologique. Nom de code : "Vérité nationale".

Première phase : identification. Elle exigea l'accès aux enregistrements de caméras, aux listes d'universitaires soupçonnés de sympathie, aux archives du ministère de l'intérieur. Chaque visage associé à Volia serait médiatisé, déformé, amalgamé. On les montrerait en montage avec des saboteurs, des pédophiles, des nazis ukrainiens, des agents de l'étranger.

Deuxième phase : contamination. Elle lança une directive secrète aux chaînes nationales : toutes les émissions de divertissement devront insérer un message codé contre Volia. Mêmes, blagues, fausses interviews de "repentis". L'ennemi deviendrait ridicule. Méprisé.

Troisième phase : assimilation. On créerait de faux mouvements citoyens. Des collectifs spontanés de "mères patriotes", de "jeunes défenseurs de la paix", de "travailleurs indignés". Ils apparaîtraient à la télévision, dans les écoles, dans les usines. Et tous diraient la même chose : Volia veut le chaos. Volia est téléguidé par l'Ouest. Volia, c'est la guerre.

Le budget serait illimité. Le ton serait martial. Le résultat attendu : la peur de Volia deviendrait supérieure à la colère contre le régime.

De retour dans ses bureaux au ministère de l'information, Irina lança les premières réunions. L'équipe fut convoquée en urgence : réalisateurs, cadres de télévision, rédacteurs des journaux d'État. Elle entra dans la salle comme un procureur.

— Ce n'est pas une guerre de mots. C'est une guerre de perceptions. Et nous devons gagner dans la tête de chaque Biélorusse avant que Volia n'y plante ses graines.

On l'écouta en silence. Certains prenaient des notes. D'autres se demandaient déjà combien de lignes ils oseraient franchir. Irina le savait. Mais elle savait aussi que l'histoire n'écoutait pas les prudents.

Trois jours plus tard, la première vague fut lancée. Dans le métro de Minsk, les écrans diffusaient une série d'images : des masques blancs, des silhouettes fuyantes, des scènes de chaos en noir et blanc. Une voix grave, désincarnée : « Ils veulent voler notre paix. Ils viennent la nuit. Ils manipulent vos enfants. Le savez-vous ? Volia est parmi vous. » Des affiches suivirent. Dans les écoles, des questionnaires furent distribués : "Que savez-vous de Volia ?" Dans les entreprises publiques, des formations obligatoires sur "la désinformation occidentale" furent instaurées. Les réseaux sociaux furent inondés de messages automatiques. Une rumeur s'installa : tout soutien à Volia serait considéré comme un acte de trahison. Irina Vlassova, chaque soir, observait les résultats en silence. Son visage restait neutre, mais ses yeux brillaient d'un éclat sombre. Elle n'aimait pas Volia. Pas pour ses idées. Mais pour ce qu'ils révélaient : que le mensonge, même ancien, peut s'user. Elle savait que cette campagne ne les tuerait pas. Mais elle espérait que, pour un temps, elle les ferait taire.

Appartement sécurisé, périphérie nord de Minsk.

La pièce sentait le métal froid, la sueur ravalée, l'angoisse retenue. C'était une cuisine désaffectée, au deuxième étage d'un immeuble en ruine, dont les fenêtres avaient été condamnées par des planches et de vieilles couvertures. Une ampoule à lumière rouge baignait les lieux d'un clair-obscur fatigué. Volia était réuni. Tous les fondateurs étaient là. Et aucun ne parlait. Daria Lobanova tournait lentement entre ses doigts un tract plié. Elle n'avait

pas prononcé un mot depuis son arrivée. Mikita Sazonov, debout contre le mur, les bras croisés, mâchonnait un bouchon de stylo comme si sa vie en dépendait. Alena Radzivil, assise en tailleur sur un coussin, faisait défiler en boucle les extraits d'une émission d'État sur son ordinateur crypté. Ivan Cherniak, plus nerveux qu'à l'accoutumée, arpentait la pièce en cercles irréguliers, comme un chien trop intelligent dans une cage trop étroite. Sur l'écran, les mots défilaient : « *VOLIA – un poison venu de l'étranger.* » « *L'ennemi intérieur a désormais un visage. Le vôtre ?* » « *Protégez vos enfants de l'idéologie du chaos.* » Des visages avaient été floutés, d'autres recréés de toutes pièces. Daria elle-même était apparue, déformée, dans un "documentaire" de 26 minutes sur les « racines néonationalistes du sabotage culturel ». Sa voix imitée par une actrice. Son regard altéré. Même sa thèse universitaire avait été sortie de son contexte, détournée, tordue.

— C'est une opération totale, finit par dire Mikita. Chaque canal. Chaque format. Ils veulent qu'on devienne des ombres. Des monstres.

— Ils veulent qu'on n'existe plus que dans leur récit, ajouta Ivan. Ils nous effacent en nous désignant.

Alena ferma son ordinateur d'un geste sec.

— Les forums sont infestés. Même les VPN ne suffisent plus à contenir leurs bots. Ils ont des scripts de contre-réponse à chaque mention du mot "Volia". Ils répondent automatiquement avec des accusations, des mêmes, des phrases de paranoïa. Et c'est en train de prendre.

Daria leva les yeux.

— J'ai vu des parents détourner les yeux dans la rue. J'ai vu des amis éviter mon regard. Même nos contacts les plus sûrs commencent à douter.

Un silence épais s'installa. Pas un silence de réflexion. Un silence de vertige. Comme si chacun comprenait soudain que la lutte ne se faisait plus dans les rues, mais dans les esprits.

— On pensait que les idées suffiraient, murmura Daria. On croyait que la beauté, la poésie, la nuance... résisteraient.

— On a sous-estimé leur capacité à salir, dit Ivan. À souiller jusqu'à l'air qu'on respire.

Mikita s'approcha du petit tableau aimanté où étaient accrochées des cartes, des plans d'action, des slogans manuscrits. Il les regarda longtemps.

— Il faut changer de registre.

— Tu veux dire... la violence ? demanda Alena, sans détour.

Il secoua la tête.

— Non. Juste... sortir de la beauté pure. Parler autrement. Frapper l'imaginaire, mais aussi la colère. Ils ont réveillé une peur. Il faut qu'on réveille une mémoire.

— Laquelle ? fit Ivan, amer. Celle des camps ? Des purges ? Celle qu'on n'ose même plus nommer dans nos livres d'histoire ?

— Justement, répondit Daria. On va leur opposer l'histoire. La vraie. Celle des familles détruites, des écrivains tués, des villages rayés des cartes. On va fabriquer des contre-récits. Des légendes de résistance. Des visages réels.

Elle se leva, les yeux brillants.

— On va devenir ingouvernables. Pas en criant. En rappelant. En faisant surgir ce qu'ils ont tenté d'effacer. Et cette fois, on ne signera pas Volia. On ne signera rien du tout. La peur doit changer de camp.

Un nouveau silence tomba. Mais cette fois, il était différent. Moins lourd. Moins figé. Une tension nouvelle l'habitait : celle de l'instinct de survie, mêlé à l'orgueil blessé. Alena ouvrit son carnet.

— J'ai une idée pour une série d'installations numériques éphémères. Des hologrammes, des messages volatils projetés sur les murs en mouvement. Indétectables. Impalpables.

Mikita hocha la tête.

— Et moi, je vais compiler des témoignages d'enfants dont les parents ont été arrêtés. On flouterà les voix. On les diffusera à l'international. Sous-titres anglais. Français. Polonais.

Daria ferma le poing.

— On ne sera jamais aussi puissants qu’eux. Mais on sera plus vrais. Et c’est ce qu’ils craignent le plus.

Ils se regardèrent. Pas un sourire. Pas d’exaltation. Mais une forme de résolution froide. Une volonté nue, désarmée, qui refusait de plier. C’était peut-être cela, désormais, leur vraie force. Le silence qui suivit fut de nouveau habité, plus grave, presque solennel. La respiration du groupe s’était ralentie. Comme si chacun mesurait enfin l’ampleur du seuil à franchir. Ivan s’éclaircit la gorge. Il avait cessé de tourner dans la pièce. Il s’était arrêté près de la vieille gazinière déconnectée, une main posée sur l’émail froid, les yeux baissés.

— Je dois faire passer une famille, bientôt. Une mère et ses deux enfants. Le mari a disparu il y a deux mois. Elle est sur la liste, j’en suis presque sûr. Il faut les exfiltrer.

— Par où ? demanda Mikita, sans ironie.

— Par Druskininkai. C’est moins surveillé que le nord. Mais ça reste risqué. Le FSB patrouille. Et il y a des drones thermiques maintenant.

Daria fronça les sourcils.

— Tu comptes le faire seul ?

Ivan hésita. Puis il secoua la tête.

— Non. C’est justement ça. Je... je pense qu’il est temps de prendre contact avec quelqu’un. De l’autre côté. Lituanie. Un service. Quelqu’un qui pourrait nous écouter.

Un murmure traversa le groupe. Rien d’ouvertement hostile, mais une inquiétude palpable.

— Tu veux dire... les services ? Le VSD ? siffla Alena.

— Oui. Ou même quelqu’un du SAB. Un relais. Un contact. Ils savent déjà qu’on existe. Peut-être même qu’ils nous observent. Mais jusqu’ici, on a fait attention à ne jamais les croiser.

Mikita se frotta le front.

— Et tu crois qu’ils répondront ?

— Je ne sais pas. Mais je peux essayer. J’ai un contact en Pologne. Une vieille filière de passeurs. Elle connaît un douanier lituanien à la retraite, un certain Juozas Arlauskas. Il était officier de

renseignement avant 2004. Il a gardé quelques connexions discrètes. Il vit près d'Alytus. Je peux faire passer un message. Discret. Chiffré.

Daria gardait le silence. Son regard allait de l'un à l'autre.

— C'est une ligne rouge, Ivan. On l'a toujours dit. Si on s'aligne avec un service étranger, même sans le dire, même sans engagement... on change de nature. On devient autre chose que Volia. C'est dangereux. Pour eux. Et pour nous.

— Et si c'est la seule manière de survivre ? répliqua-t-il. Si demain, on est tous traqués, arrêtés, ou pires... Qui parlera pour nous ? Qui nous aidera à continuer, ailleurs, autrement ? Je ne demande pas un accord. Juste... une ouverture.

Alena avait croisé les bras. Elle semblait réfléchir intensément.

— Il faudrait passer par un canal neutre. Un contact indirect. Pas une demande d'aide formelle. Pas de noms. Pas de revendication.

— Je peux écrire quelque chose, dit Ivan. Un message sans signature. Assez ambigu pour ne pas trahir. Mais assez clair pour que, s'ils sont bienveillants, ils comprennent qu'on existe. Qu'on cherche à dialoguer. Je glisserai ce message dans le sac de la mère que je dois faire passer. Le douanier saura où le faire remonter.

Mikita hochait la tête, lentement.

— Et si c'est un piège ? Si Juozas a retourné sa veste ? S'il est surveillé ?

Ivan haussa les épaules.

— Alors je tombe. Mais peut-être que vous, vous aurez gagné une voix de plus à l'ouest.

Un silence tomba. Plus long que les précédents. Daria ferma les yeux une seconde. Puis elle se redressa.

— D'accord. Essaie. Mais fais-le seul. Et si tu sens que c'est trop risqué... oublie. On trouvera une autre voie.

Ivan acquiesça, et pour la première fois depuis qu'ils s'étaient réunis, un sourire fugace passa sur son visage. Un sourire las. Mais un sourire tout de même. C'était une première brèche, ténue, dans leur isolement. Et peut-être, le début d'un nouveau chapitre pour Volia.

Ciel au-dessus de la mer Baltique, frontière aérienne entre Kaliningrad et la Lettonie.

Le vent glissait sur la surface glacée de la mer Baltique comme une lame sur une peau tendue. À cette heure du matin, le soleil s'élevait lentement au-dessus de l'horizon, noyant les flots dans une lumière pâle et anguleuse, presque métallique. Le ciel était d'un bleu livide, lavé par les brumes, strié de fines lignes blanches laissées par des avions invisibles à haute altitude. À deux cent quarante mètres au-dessus du niveau de la mer, un drone MQ-9 Reaper modifié, codé L-09-KAL, suivait sa trajectoire de reconnaissance. Lancé depuis la base de Lielvārde, il survolait une zone désignée « tampon », non officiellement militaire, mais depuis longtemps disputée par les puissances voisines. Son objectif était double : tester la portée des interférences russes et observer les déplacements récents de cargos militaires près de Baltiysk. Ce drone n'était pas armé. Mais il était équipé de capteurs hyperspectraux, de dispositifs d'écoute longue portée et d'un radar SAR capable de cartographier une base militaire à travers le brouillard. Depuis des mois, les vols s'étaient intensifiés. Toujours plus près de Kaliningrad. Toujours plus précis. Toujours plus audacieux.

Au sol, dans un centre d'opérations enfoui sous la forêt lettonne de Tērvete, une douzaine de paires d'yeux suivaient la progression du L-09-KAL sur des écrans verts. Parmi eux, Edvīns Kalnins, l'ingénieur récemment réquisitionné, faisait défiler des lignes de données comme un pianiste lancé dans un concert intérieur.

— Altitude stable. Aucun brouillage actif. Signal clair, indiqua-t-il d'une voix sèche.

— Encore six minutes avant la ligne des cinquante kilomètres. Après, on tourne, dit un opérateur, casque enfoncé sur les oreilles.

Le colonel Juris Silenieks, responsable du secteur aérien, se tenait debout dans un coin de la salle. Il ne disait rien, mais son regard glissait entre les moniteurs comme un animal en chasse. Chaque vol de drone était une épreuve d'équilibriste : montrer la détermination de l'alliance,

sans franchir la ligne rouge invisible dessinée dans la tête de Youri Dobrine et des stratèges russes.

— Passage au-dessus de la grille B19-Delta dans 30 secondes, annonça une technicienne.

Puis, tout bascula. Sur l'un des écrans thermiques, une tache apparut soudain. Longue. Fine. Trajectoire ascendante.

— Contact inconnu ! cria l'opérateur.

— Missile sol-air détecté ! Confirmé ! SAM probable depuis secteur sud-est de Kaliningrad, vecteur 43 degrés, altitude croissante !

Le silence tomba, brutal. Juste le bourdonnement des machines. Puis le flash. Sur l'écran principal, le drone disparut. Une bouffée blanche. Une coupure de signal. Une descente erratique captée durant trois secondes. Puis plus rien. Écran noir. Silence radio. Vide.

— Drone perdu, dit Edvīns d'une voix blanche.

Quelques secondes plus tard, l'alerte résonnait dans le centre de commandement de la base de Rēzekne. Des lignes cryptées partaient en urgence vers Tallinn, Vilnius, Bruxelles. Le président letton, Egils Levits, fut réveillé dans sa résidence d'été par deux officiers. À Tallinn, Alar Karis reçut l'appel codé sur son téléphone personnel. À Vilnius, Gitanas Nausėda entra en contact direct avec la ministre de la défense. À Bruxelles, le quartier général de l'OTAN s'éveillait à peine. Mais le général Margaret Collins, elle, ne dormait jamais vraiment.

— C'est arrivé, dit-elle simplement en raccrochant son téléphone satellite.

Face à elle, l'amiral français Lemoine blêmit.

— Est-ce que c'était intentionnel ?

— On ne tire pas un missile sol-air sur un drone en approche par accident, répondit Collins. La seule inconnue, c'est : jusqu'où veulent-ils que ça aille ?

À Moscou, le ministère de la Défense russe publia à 09h07 un communiqué sec : « *Ce matin, un appareil de reconnaissance militaire non identifié a été détecté violant l'espace aérien protégé de la Fédération de Russie. Conformément aux procédures standard, une unité de défense aérienne a neutralisé la menace. La Russie se réserve le droit de défendre son territoire*

*contre toute provocation.* » Aucun mot sur Kaliningrad. Aucune précision sur le type d'appareil. Pas un mot sur la Lettonie. Mais à Riga, les rues s'étaient déjà figées. Dans les cafés, on parlait à voix basse. Les chaînes d'information montraient la carte de la mer Baltique, fléchée, découpée, saturée d'hypothèses. Dans les stations-service, les files s'allongeaient. Certains parlaient de guerre. D'autres disaient que ce n'était qu'un avertissement. Dans les rues proches de la base de Ādaži, des véhicules blindés se déployèrent discrètement. Les convois civils furent redirigés. La presse fut brièvement tenue à distance. Edvīns Kalnins, lui, resta seul dans la salle de contrôle après la déconnexion. Il regardait l'écran vide. Là où, quelques minutes plus tôt, il lisait les coordonnées du drone. Il avait noté dans un coin de son esprit que la dernière image enregistrée était celle d'un cargo russe transportant de l'équipement radar. Il se demanda si cette image seule avait justifié la frappe. Il pensa à son pays. À la neige qui fondait doucement sur les toits de Riga. Aux voix inquiètes qu'il avait croisées la veille dans un bus. Et pour la première fois depuis le début, il ressentit non pas la peur, mais une étrange certitude : *nous sommes déjà dans la guerre, mais nous n'osons pas encore la nommer.* Le soir même, les présidents baltes tinrent une réunion conjointe à Tallinn. Les visages étaient graves. La fatigue creusait les traits. Mais personne ne proposa de relâcher la pression.

— On doit répondre, dit Karis. D'une manière ou d'une autre. Sinon, ils recommenceront. Et cette fois, ce ne sera pas un drone.

À Paris, à Berlin, à Rome, les chancelleries débattaient de la « gravité de l'incident ». Les diplomates parlaient de « ligne de communication à maintenir », de « dialogue de sécurité », de « désescalade ». Mais leurs mots sonnaient déjà creux. Trop tardifs. Trop usés.

Dans un sous-sol de Minsk, Volia écouta les nouvelles à la radio pirate. Daria Lobanova ne dit rien. Mais elle croisa le regard d'Alena, et comprit que quelque chose avait changé. L'Europe n'était plus seulement un espoir. Elle devenait une frontière tangible. Vivante. Et désormais, elle saignait aussi.

New York, Siège de l'ONU.

Dans l'immense salle au plafond d'acajou, les micros grésillaient comme de petits insectes fatigués. Les drapeaux des nations se tenaient immobiles, figés dans une paix de façade. L'air

était sec, tendu, saturé de regards muets. Chacun savait que la séance extraordinaire du Conseil de sécurité allait être historique — ou inutile. Peut-être les deux. La délégation lettone avait réclamé cette session d'urgence après la destruction du drone au-dessus de la mer Baltique. Un acte que Riga qualifiait sans détour d'agression armée contre sa souveraineté. L'ambassadeur russe, Alexeï Grigoriev, entra dans la salle en dernier. Il portait son éternel sourire de façade, glacial, huilé. Il salua quelques représentants d'un hochement de tête minimal, puis prit place sans ouvrir ses dossiers. Il n'en avait pas besoin. Tout était déjà écrit. La parole fut d'abord donnée à Zinta Ozola, représentante permanente de la Lettonie.

— ...ce que nous avons vu, mesdames et messieurs, ce n'est pas une erreur. Ce n'est pas une réaction défensive. C'est un message. La Fédération de Russie a abattu un drone non armé, en mission de surveillance, au-dessus d'une zone contestée. Elle a tiré non pas sur un engin, mais sur l'idée même que nos États baltes puissent se défendre.

Elle reprit son souffle.

— Si nous ne considérons pas cela comme une violation manifeste du droit international, alors nous devons cesser de faire semblant de défendre la Charte des Nations unies.

Puis ce fut au tour de la Russie. Grigoriev tapota le micro, feignit la surprise, et déclara d'une voix ronde :

— Chers collègues. Il est regrettable que nous devions consacrer une séance entière à ce que les services de sécurité russes considèrent comme une intrusion aérienne délibérée, potentiellement hostile, dans notre zone d'identification. La Russie a agi dans le strict respect de ses responsabilités souveraines. Ce que nous contestons, en revanche, c'est l'accusation absurde selon laquelle cette action serait un acte de guerre. Si un drone russe s'était aventuré au-dessus de Washington ou de Paris, la réaction aurait été la même.

Les murmures s'intensifièrent. Les sièges grinçaient. Les regards s'échangeaient en diagonale. La représentante des États-Unis, Janice Worthington, ne cacha pas son irritation.

— C'est la troisième fois en six mois que la Russie outrepassé les règles du ciel. Nous avons été patients. Aujourd'hui, la patience est terminée.

La Chine tenta un appel à la retenue, en soulignant « la complexité régionale » et « la nécessité d'éviter l'escalade ». L'Inde parla de « dialogue bilatéral ». Mais les lignes étaient déjà tracées. L'ONU, paralysée par le droit de veto, ne pouvait rien faire. Mais dans les couloirs, les tractations s'intensifiaient. Une ligne rouge venait d'être frôlée. Une autre serait franchie très bientôt.

Quartier général OTAN, Bruxelles – 48 heures plus tard

Le général Margaret Collins entra dans la salle de commandement, suivie de ses homologues baltes, scandinaves, américains et allemands. Sur les écrans suspendus, une carte clignotait : *Baltic Shield – Phase Alpha*. L'OTAN lançait l'un des plus vastes exercices militaires jamais organisés depuis la guerre froide. Nom de code : "Operation Baltic Resolve". Des troupes de dix-huit pays, plus de 45 000 soldats, des escadrilles de chasseurs F-35 et Rafale, des frégates norvégiennes, des chars allemands Leopard II, des systèmes anti-aériens polonais et finlandais. Les zones d'exercice s'étendaient sur la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie et les eaux internationales de la Baltique. Tout était officiellement « défensif ». Mais les mouvements étaient clairs. Les blindés se rapprochaient du corridor de Suwałki. Les radars traçaient les allers-retours des bombardiers russes. Le ciel se remplissait d'échos.

Dans les rues de Tallinn, les habitants observaient les colonnes de véhicules passer. Certains applaudissaient. D'autres baissaient les yeux. Les enfants imitaient les pas cadencés des soldats Européens. À Vilnius, on distribua des tracts expliquant les consignes en cas d'alerte aérienne. À Riga, le parlement organisa une session spéciale. Le mot « mobilisation » commençait à circuler dans les couloirs, toujours à demi-mot. Mais pour Collins, ce n'était pas encore assez. Elle demanda une extension de la phase Alpha à une phase Beta : déploiement temporaire de batteries de missiles Patriot en Estonie, surveillance accrue des eaux de la Baltique par les satellites italiens et britanniques, activation de cyberdéfense niveau 4 dans les réseaux stratégiques.

— Nous n'allons pas tirer les premiers, dit-elle à huis clos. Mais nous devons être prêts à survivre au premier choc.

À Kaliningrad, Youri Dobrine observait ces mouvements sans ciller. Il comprenait le langage. L'OTAN criait sa peur sous des habits de puissance. Il savait aussi que cette accumulation de forces risquait un jour de déraper. Mais pour l'instant, il restait dans l'ombre.

À Minsk, Loukachenko hurla à la « militarisation occidentale de l'Europe de l'Est » et ordonna des exercices conjoints avec l'armée russe. Des blindés biélorusses défilèrent dans les rues de Vitebsk. Les drapeaux claquaient. Les cris étaient filmés. La peur n'avait plus besoin de mots. Et pendant ce temps, le groupe Volia, reclus dans ses abris, écoutait les radios brouillées. Ils comprenaient que quelque chose venait de basculer. Le théâtre n'était plus local. Ils étaient devenus, malgré eux, un élément d'un jeu global. Une étincelle dans une poudrière. Daria murmura :

— Et si on n'était qu'un prétexte ?

Ivan répondit :

— Alors faisons en sorte d'être une cause.

Riga, siège du Satversmes aizsardzības birojs (SAB)

Le sous-sol du bâtiment du SAB, au cœur d'un quartier administratif austère de Riga, ne figurait sur aucun plan officiel. L'accès y était protégé par trois niveaux de sécurité biométrique. Le sol était carrelé d'un gris neutre, les murs couverts de panneaux insonorisés. Une odeur persistante de métal, de café froid et d'encre sèche y flottait. Ingrīda Sīle entra sans un mot, talons discrets, manteau sombre sur les épaules, lunettes posées bas sur le nez. Elle portait avec elle le froid glacial des rues vides de Riga. C'était une femme redoutée. Ancienne procureure devenue experte du contre-espionnage, elle avait participé à la refonte du SAB après 2014. Son calme était sa plus grande arme. Assis face à elle, dans une salle nue aux néons blafards, se trouvait Daniil Kravtsev. Âgé de 39 ans, il avait été arrêté 48 heures plus tôt dans un appartement anonyme du quartier de Maskavas Forštate, après une filature de trois semaines et la découverte d'un mini-laboratoire de communication codée dans une cave mitoyenne. Il n'avait pas opposé de résistance. Il n'avait pas dit un mot depuis son arrestation.

— Bonjour, Daniil, dit-elle en s'asseyant lentement.

Pas de réponse. Juste ce regard fixe, bleu clair, presque inexpressif. Le visage rasé de frais. Les mains croisées. Elle ouvrit un dossier. En sortit une feuille. La plaça devant lui. Un plan d'antenne relais, entouré de repères.

— Voici ce que vous avez cartographié pendant six semaines. Onze emplacements. Trois installations militaires. Deux nœuds civils stratégiques. Ce travail n'a pas été fait pour la météo.

Elle attendit. Le silence resta.

— Vous êtes arrivé en Lettonie en novembre 2022. Faux passeport moldave. Couverture : consultant en télécom. Travail fictif. Pas de présence sur les réseaux sociaux. Pas de proches. Votre dossier est propre. Trop propre.

Elle croisa les bras.

— Nous avons intercepté vos communications avec deux autres agents. L'un s'est enfui. L'autre est mort lors de l'arrestation. C'est vous qui tenez la clé. Vous n'êtes pas un idéologue. Vous êtes un professionnel. Alors soyez intelligent.

Krvtsev cligna des yeux. Rien d'autre.

— Vous savez comment cela va finir si vous restez muet. Ce n'est plus l'époque où les espions passaient simplement une frontière. Vous êtes un opérateur illégal actif. Légalement, c'est du sabotage militaire. Vous serez jugé à huis clos. Pas d'échange. Pas de tractation.

Elle laissa planer le silence. Puis elle sortit une autre photo. Celle d'une femme, jeune, et d'un enfant.

— Ils vivent à Smolensk. Officiellement, vous n'avez plus de contact avec eux. Officieusement, nous avons intercepté quatre transferts d'argent via Vilnius et une messagerie codée.

Cette fois, quelque chose frémissait dans le regard de Krvtsev.

— Vous ne nous dites rien, Daniil. Mais votre silence condamne quelqu'un d'autre que vous. C'est toujours ainsi. Vous comprenez cela, n'est-ce pas ?

Enfin, il parla. Une seule phrase. Lente. Froide.

— Je ne sais pas ce que vous attendez de moi.

Elle sourit très légèrement.

— La vérité. Ou un mensonge utile. Je prendrai les deux.

Il se redressa un peu. Inspira.

— Je suis un fantôme. Même si je parle, je ne prouve rien.

Elle acquiesça. Comme si elle saluait la lucidité.

— Très bien. Alors voici un choix. Soit, vous restez ce fantôme. Et vous disparaissiez dans une prison militaire pendant vingt ans. Soit, vous commencez à redevenir un homme. Et peut-être que cette femme et cet enfant n'auront pas à porter votre silence.

Il fixa la photo. Longtemps. Puis, d'une voix presque inaudible :

— Je veux parler à un officier de liaison de l'OTAN.

Ingrīda Sīle se leva. Elle n'avait pas besoin d'en savoir plus. Pas encore. Ce que Kravtsev venait d'admettre, en une phrase, valait des semaines d'analyse : il savait des choses qui dépassaient la Lettonie. Il venait de franchir, sans le dire, une frontière. Elle appuya sur un bouton, et dit simplement :

— Préparez la salle 6. Et faites venir le major Andrus de Tallinn. Immédiatement.

Puis elle se tourna vers le prisonnier :

— Bienvenue dans le monde réel, Daniil.

Et elle sortit, sans un bruit.

Forêt de Šumskas, frontière entre la Biélorussie et la Lituanie

Le froid s'infiltrait jusque sous la peau. Même au cœur du printemps, les nuits restaient cruelles sur les terres frontalières. Le sol était détrempé, spongieux par endroits, couvert de feuilles mortes et de mousse. Le ciel, quant à lui, restait fermé, opaque, sans lune ni étoile. Seules les silhouettes d'arbres étiques dessinaient des ombres vibrantes à travers les feuillages.

Ivan Cherniak ouvrait la marche. Il portait un sac à dos étroit, compact, bourré de médicaments, d'eau et de papiers d'identité falsifiés. Derrière lui, une famille avançait à pas lents : une mère, et deux enfants, une fille de huit ans et un garçon à peine plus âgé. La mère murmurait parfois à ses enfants des mots de réconfort dans un russe doux, presque chanté.

Ils étaient partis de Minsk trois jours plus tôt. Ivan les avait rencontrés grâce à un contact de Volia : La famille n'avait pas voulu fuir au départ. Mais après la descente nocturne dans leur immeuble, le message avait été clair. Ils seraient arrêtés. Les enfants placés. Le silence imposé. Pour survivre, il fallait disparaître. Le plan d'Ivan était aussi simple que risqué : contourner les postes frontaliers officiels, traverser les forêts marécageuses au nord-est de Šumskas, éviter les patrouilles à vision thermique et les capteurs acoustiques, puis rejoindre un refuge tenu par un contact lituanien à trente kilomètres de là. Chaque pas était calculé. Chaque respiration, contenue. Ivan connaissait cette frontière. Il l'avait franchie une fois, adolescent, en sens inverse, pour rendre visite à un cousin à Vilnius. À l'époque, elle n'était qu'une ligne invisible, symbolique. Aujourd'hui, elle était tranchante, électrique, surveillée.

Vers deux heures du matin, ils approchèrent du dernier point critique : une clairière triangulaire balisée par des poteaux de bois. Ivan fit un signe de la main. Tous s'accroupirent. Il avança seul, sortit une petite paire de jumelles infrarouges, et scanna les alentours. Silence. Rien ne bougeait. Mais Ivan savait que le danger était souvent immobile. Il retourna vers les autres, leur fit signe d'attendre. Il sortit de son sac un brouilleur portatif, l'activa, et le plaça à la limite de la clairière. Un léger cliquetis métallique accompagna le démarrage. Ce dispositif rudimentaire créerait une zone morte de quelques minutes dans les capteurs thermiques.

— Maintenant, chuchota-t-il.

Ils coururent, courbés, glissant parfois sur la terre humide. L'enfant trébucha. Ivan le releva, sans un mot. À l'autre bout, ils s'enfoncèrent de nouveau derrière les arbres. Dix minutes plus tard, ils franchissaient la dernière ligne invisible. Ils étaient en Lituanie. Le poste de contact se trouvait dans une ferme abandonnée, près du hameau de Pabradė. Une lumière rouge clignotait doucement dans une remise. Un homme attendait. Grand, vêtu de noir, il ne dit pas son nom. Mais Ivan reconnut dans son accent une formation militaire lituanienne.

— Vous êtes Ivan ? demanda-t-il à voix basse.

Ivan hochait la tête.

— Nous étions attendus.

— On vous suit depuis deux kilomètres. Vous êtes propres.

Il fit signe à la famille d'entrer. La mère s'agenouilla et embrassa la terre. Les enfants s'étaient déjà endormis sur une botte de foin. Ivan resta dehors un moment, sous les arbres. Il leva les yeux vers le ciel noir. Il pensa à Daria, à Mikita, à Alena. Il pensa à la Biélorussie qu'ils aimaient, et à celle qu'ils fuyaient. Puis il murmura, pour lui-même :

— Ce n'était qu'un passage. Mais peut-être, aussi, une ouverture.

Il sortit un petit téléphone crypté de sa poche. L'un des modèles bricolés par Alena. Il hésita une seconde, puis envoya un court message à un numéro transmis par un ancien contact de Volia : « *Contact établi. Traversée réussie. Demande rendez-vous sécurisé. Mot de passe : Volia perdue.* » La réponse mit douze minutes à arriver. « *Reçu. Rappel demain à 04h00. Canal sécurisé. Ne changez pas de position.* » Ivan rangea le téléphone. Il ferma les yeux. Et pour la première fois depuis des semaines, il dormit profondément.

Le numéro

Tallinn – Rédaction du Postimees

La pluie tombait en filets lents sur les vitres de la rédaction. Une pluie de printemps, sans colère, mais insistante. Elle formait des traînées grises sur les fenêtres du grand bureau ouvert, déjà plein de monde malgré l'heure. Les écrans bleus clignotaient, les tasses de café fumantes s'alignaient comme des sentinelles fatiguées sur les rebords de bureau. Le silence n'existait pas vraiment ici : il était toujours recouvert du bourdonnement des claviers et des notifications. Maarika Põld venait d'arriver, son manteau encore humide sur les épaules, ses cheveux noués à la hâte. Elle n'avait dormi que quatre heures. Le papier du matin, son éditorial sur les silences européens et la lente dérive des valeurs démocratiques, avait déjà été repris dans les bulletins télévisés. Elle en recevait les échos sans s'en réjouir. Il ne s'agissait pas de notoriété. Il s'agissait d'urgence. Elle posa son sac au pied de son bureau, ouvrit son ordinateur, quand Raul, le chef de l'édition numérique, s'approcha d'un pas rapide.

— Maarika, il y a eu un appel pour toi, ce matin, avant que tu arrives.

— Encore une réaction à l'éditorial ?

— Non. Un appel direct. Très calme, très bref. Il a demandé à parler « à Madame Põld personnellement ». Il n'a pas laissé de nom, mais un numéro. Il a dit que c'était urgent.

Elle se figea.

— Il a dit d'où il appelait ?

— Non. Mais il a précisé que c'était « une information à haute valeur pour la sécurité régionale ».

Elle regarda Raul dans les yeux.

— Et tu me le dis seulement maintenant ?

— Je voulais te le dire en face. Voilà le numéro.

Il lui tendit un post-it. Maarika y lut une série internationale, commençant par l'indicatif de la Lituanie. Rien d'identifiable. Pas de nom. Rien dans la base de données du journal. Elle hocha la tête, rangea le papier dans la poche intérieure de sa veste. Elle prit une respiration lente.

— Je vais utiliser la salle de montage, murmura-t-elle.

Raul acquiesça. Il comprenait. Depuis le début de la guerre en Ukraine, certains appels ne se prenaient plus à un bureau ordinaire. Il y avait des silences qu'on ne pouvait pas partager.

Salle de montage B

Maarika s'assit devant la vieille table, tira une chaise, sortit son téléphone professionnel. Elle n'utilisait ce portable qu'en cas de contact sensible. L'écran noir s'éveilla à son toucher. Elle composa le numéro. Un bip. Deux. Puis une voix d'homme, jeune, à peine plus qu'un souffle :

— Madame Pöld ?

Elle hésita.

— À qui ai-je l'honneur ?

— Mon nom n'est pas important. Mais quelqu'un que vous avez mentionné dans un article vous connaît. Et pense que vous pourriez être utile à la cause.

Elle sentit une tension dans son estomac. Elle comprit immédiatement : ce n'était pas un appel anodin. C'était un fil qu'on lui tendait. Et s'y accrocher, c'était peut-être perdre pied avec le monde connu.

— Quel article ? demanda-t-elle.

— Celui sur les jeunes de Minsk. Le passage où vous évoquiez « une génération sacrifiée qui refuse de disparaître ». Il vous a lu. Il vous fait confiance.

Elle murmura, presque malgré elle :

— Ivan ?

Silence. Puis :

— Ce nom n'est pas sûr ici. Mais disons... qu'il est du bon côté.

Elle se redressa.

— Que voulez-vous de moi ?

— Rien. Pas encore. Mais lui veut parler. Il cherche une voix. Un relais pour des vérités.

Elle sentit sa gorge se nouer.

— Où est-il ?

— En sécurité. Pour l'instant.

— Et vous, qui êtes-vous ?

— Disons... un relais parmi d'autres. Vous êtes journaliste. Lui est résistant. Vous avez tous les deux des armes différentes. Il veut s'en servir.

Un bruit dans le combiné. Une interférence, ou un signal volontaire.

— Si vous acceptez de poursuivre cet échange, un canal sécurisé vous sera transmis. Si vous refusez, vous ne serez plus jamais recontactée. Vous êtes libre, Madame Pöld. Mais cette liberté, aujourd'hui, peut devenir une responsabilité.

Elle resta silencieuse. Longtemps. Puis elle dit, d'une voix basse mais claire :

— J'écoute.

L'appel coupa aussitôt. Elle resta immobile. Le cœur battant. La respiration mesurée. Dans le silence artificiel de la salle, Maarika comprit qu'elle venait de franchir une ligne. Elle n'était plus seulement une journaliste. Elle allait devenir le témoin d'une vérité clandestine, une passeuse de récits interdits. Elle ne savait pas encore à quoi cela la mènerait. Mais elle savait déjà que l'Histoire venait de toquer à sa porte.

Tallinn – En route vers Pabradė, Lituanie

Maarika referma doucement la porte de son appartement. Il était à peine six heures. Les rues de Tallinn étaient encore vides, noyées sous un voile laiteux de brouillard humide. Le soleil se levait derrière les grues industrielles du port. Aucun cri d'oiseau, aucun pas, aucun moteur. C'était le genre de matinée où l'on sentait que le monde pouvait basculer dans une autre dimension. Elle n'avait rien dit à sa fille. Rien de plus qu'un simple « déplacement de reportage en Lituanie ». Cela arrivait souvent. Pourtant, cette fois, elle avait senti, dans les yeux de

l'adolescente, une inquiétude différente. Comme si elle présentait que ce voyage n'était pas tout à fait comme les autres. Peut-être avait-elle deviné. Peut-être ne voulait-elle pas savoir. Dans son sac, Maarika avait glissé un petit carnet vierge, un enregistreur vocal discret, un téléphone crypté reçu deux jours plus tôt, et une clé USB contenant ses notes sur Volia. Elle portait des vêtements simples, neutres, une veste beige sur un pull de laine, des bottes de marche. Rien qui attire l'attention.

La voiture attendait dans une ruelle perpendiculaire au boulevard Liivalaia. Une Skoda gris métal, banale. Au volant, Mart Jõesaar, un photographe freelance, ancien fixeur pour les chaînes allemandes pendant la guerre de Crimée. C'était un homme de confiance. Taciturne, méthodique, toujours vêtu de noir.

— Prête ? demanda-t-il simplement.

Elle hocha la tête et monta. Ils roulèrent vers le sud, en direction de la frontière. La route était longue, sinueuse par endroits. Maarika regardait les paysages défiler : les forêts d'épicéas, les lacs encore figés par les dernières nuits froides, les villages où les drapeaux tricolores flottaient en silence, crispés par le vent. Mart ne parlait pas. Il écoutait la radio militaire estonienne, en sourdine. À un moment, une alerte fut lue à voix basse : renforcement du niveau d'observation à la frontière lettono-russe. Maarika ne dit rien. Elle sentait chaque mot comme un froissement sous la peau.

Vers midi, ils passèrent la frontière lituanienne, près de Zarasai. Les contrôles étaient légers mais tendus. Les douaniers regardaient les papiers avec insistance. Des militaires surveillaient les voies secondaires, en armes. Maarika sentit une goutte de sueur couler le long de son dos. Pas de peur. De conscience. Elle franchissait un seuil. Ils firent une pause courte dans une station-service. Maarika vérifia son téléphone crypté. Un nouveau message était apparu, codé. La traduction était simple : « *L'heure reste la même. L'endroit est confirmé. Nous serons là.* » Elle respira profondément.

— C'est bon, dit-elle à Mart. On continue.

Approche de Pabradès

Les routes devenaient plus étroites, plus boisées. La densité humaine se dissolvait peu à peu dans les pins. Pabradès était une ville discrète, presque fantomatique, connue surtout pour son centre d'entraînement militaire, souvent utilisé par l'OTAN. Ils prirent une route secondaire, puis un chemin de terre bordé de bouleaux. Le GPS se mit à buguer, puis s'éteignit complètement. Mart coupa le moteur à un embranchement, à l'orée d'une clairière.

— À partir d'ici, tu y vas seule, dit-il en fixant l'horizon.

Maarika sortit, ajusta sa veste, ferma son sac. Elle marcha sur le sentier balisé par deux pierres. Chaque pas s'enfonçait dans l'herbe épaisse. Le vent portait des effluves de sève et de bois humide. Elle entendait son propre cœur. Au bout de quelques centaines de mètres, elle vit la grange. Discrète, ancienne, aux planches disjointes. Une lumière rouge très faible brillait sous la porte. Elle s'arrêta. Écouta. Un souffle. Des pas. Une voix douce.

— Madame Pöld ?

Elle se tourna lentement. Ivan Cherniak se tenait là, vêtu d'une veste militaire usée, une écharpe autour du cou, le visage marqué mais calme. Il la salua d'un signe de tête. Il n'avait pas l'air d'un fugitif. Il avait l'air d'un homme prêt à parler.

— Merci d'être venue, dit-il simplement.

Elle répondit par un regard. Aucun mot. Ils entrèrent ensemble dans la lumière pâle de la grange et les récits commencèrent.

Grange isolée près de Pabradès, Lituanie, 25 avril 2024, 17h05

L'intérieur de la grange était froid et sec. La lumière provenait d'une simple lampe frontale suspendue à une poutre. Des bottes de paille, une bâche plastique, une vieille caisse retournée servaient de mobilier improvisé. Ivan avait posé une carte froissée de la région sur une table, marquée de quelques traits à la craie. Maarika s'assit lentement, tenant encore son sac sur les genoux. Ivan restait debout, adossé à un pilier, les bras croisés. Son regard n'était pas hostile, mais lucide, tranchant. Il scrutait en elle quelque chose — la capacité à comprendre, à transmettre, sans trahir.

— Avant toute chose, dit-il, ce n'est pas une interview.

Maarika ne répondit pas tout de suite. Elle savait déjà. Elle hocha la tête.

— Alors qu'est-ce que c'est ?

— Un message. Mais pas pour tes lecteurs. Pour ceux qui t'écoutent discrètement.

Elle comprit immédiatement. Les services. Le monde parallèle des agences, des relais, des ombres. Il ne parlait pas seulement à une journaliste. Il lançait une corde, tendait une alliance sans l'avouer. Ivan s'approcha de la table, posa les mains à plat sur la carte.

— Minsk est en feu. Pas de bombes mais la peur est partout. Chaque semaine, des jeunes disparaissent. La propagande a changé de ton. Elle parle de "purification idéologique". Douze de nos camarades ont été exécutés le mois dernier. Et Volia est maintenant désignée comme "cellule terroriste européenne".

— Je sais, dit Maarika, j'ai vu les journaux contrôlés.

— Tu n'as pas vu ce qui se passe derrière les murs. Les prisons, les interrogatoires. Ils frappent les familles. Ils enferment les professeurs. Ils coupent l'électricité dans les quartiers où des tracts apparaissent. Et chaque jour, les membres de notre réseau doivent choisir entre continuer... ou fuir.

Il laissa un silence s'installer.

— Alors pourquoi rester ? demanda-t-elle doucement.

— Parce que la Biélorussie ne changera pas depuis l'extérieur. Parce qu'on ne veut pas fuir. On veut résister. Mais seuls, nous perdrons.

Il se tourna vers elle, soudain plus proche.

— C'est là que tu intervies.

— Moi ? Je suis journaliste.

— Non. Tu es une passeuse. Tu as les mots. Et tu es respectée. Ce que je vais te donner, ce ne sont pas des déclarations. Ce sont des preuves, des plans, des noms. Tu feras ce que tu veux des articles. Mais il y a un autre niveau. Je veux que tu transmettes ces éléments à ceux que tu connais. À ceux qui regardent cette guerre depuis des salles sans fenêtre.

Il sortit une petite clé USB d'un compartiment cousu à l'intérieur de sa veste.

— Tout est là. Emplacements, structures, relais, angles d'infiltration. Mais surtout... un couloir. Une voie de passage entre la frontière lituanienne et Minsk. Je l'ai testée. Je peux l'utiliser pour faire passer des hommes, ou des équipements. En sens inverse aussi.

— Tu proposes une opération ? s'étonna Maarika, presque à voix basse.

— Je propose une possibilité. Libre à eux d'en faire un appui, un contact ou une négation officielle. Mais je sens que quelque chose approche. Quelque chose de plus grand que Volia. Et si ce jour vient, il faudra que le terrain soit prêt.

Il s'interrompit. L'émotion n'était pas dans ses yeux, mais dans le tempo de sa voix. Calme, mais chargé.

— Et si tu refuses, ajouta-t-il, je comprendrai. Tu n'as rien demandé. Ce n'est pas ton rôle. Mais si tu acceptes... tu ne seras plus simplement celle qui observe. Tu deviendras le relais de ceux qui risquent leur nom pour rester debout.

Maarika fixa la clé USB. Elle la prit. La glissa dans la poche intérieure de sa veste. Elle répondit sans détour :

— Je n'ai plus vraiment le luxe de l'innocence. Je ferai ce qu'il faut.

Un très long silence les enveloppa. Puis Ivan ajouta, presque comme une prière :

— Alors tu viens peut-être de sauver quelque chose.

La nuit tombait dehors. Les arbres frémissaient sous un vent venu du nord. Et quelque part, sans bruit, une nouvelle page venait de s'ouvrir dans les marges du conflit.

Tallinn – Appartement de Maarika Põld

La ville semblait revenue à sa normalité apparente. Trams qui grinçaient dans les courbes, pluie fine sur les trottoirs, livraisons du soir. Tallinn avait ce talent particulier de masquer le chaos du monde derrière ses façades rénovées, ses lumières discrètes et ses cafés tranquilles. Mais Maarika Põld, elle, ne voyait plus la ville de la même manière. Depuis son retour de Lituanie

au petit matin, elle n'avait cessé d'essayer d'atteindre quelqu'un. Elle avait épuisé tous ses contacts journalistiques. Une ancienne attachée au ministère de la Défense. Un ex-diplomate connu pour ses réseaux européens. Une chargée de mission passée par la DGSE. Aucun ne répondit directement. Ou alors, pas avec sérieux. Elle avait laissé des messages cryptés. Envoyé deux courriels en langage codé. Rien.

À 20h02, après trois cafés et deux heures passées à relire ses notes, elle décida de composer le numéro du secrétariat présidentiel. Une demande de rendez-vous exceptionnel avec le cabinet d'Alar Karis. Sans entrer dans les détails. Uniquement l'urgence, la nécessité de parler "hors procédure". Elle n'avait pas encore appuyé sur "envoyer" que quelqu'un frappa à sa porte. Trois coups, espacés. Mesurés. Inquiétants.

Elle se figea.

Elle vivait seule avec sa fille, qui ce soir-là était chez son père. Personne ne venait sans prévenir. Et certainement pas à cette heure. Le téléphone dans sa main tremblait légèrement. Elle s'approcha à pas lents de la porte, colla l'œil au judas. Un homme. Grand. Manteau sombre. Mains dans les poches. Tête baissée. Il semblait seul. Un long moment passa. Puis une voix claire, presque polie, traversa le bois :

— Madame Põld ? Je m'appelle Kaarel Vaher. Je travaille pour le Kaitsepolitseiamet.

Elle sentit sa gorge se serrer. Le KAPO. Les services de sécurité intérieure estoniens.

— Puis-je entrer ? ajouta-t-il. Ce ne sera pas long. Et vous n'avez rien à craindre.

Elle resta sans bouger, comme suspendue dans un rêve épais. Le KAPO venait à elle. Ils savaient. Elle ouvrit.

L'homme était jeune, trente-cinq ans tout au plus. Traits durs, regard neutre, mais pas hostile. Pas d'arme visible. Il portait une sacoche fine, fermée par deux lanières de cuir.

— Je suis désolé de l'heure, dit-il. Mais nous avons vu vos déplacements. Et nous savons que vous revenez de Pabradès.

Elle ne répondit pas.

— Puis-je entrer ?

Elle s'écarta légèrement. Il entra, sans un mot de plus. Se posta au centre du salon, debout, comme un visiteur de passage.

— Nous savions qu'un contact avec un membre du groupe Volia aurait lieu. Nous ignorions quand. Jusqu'à ce matin.

— Vous m'avez suivie ?

— Pas directement. Mais vous avez été signalée par nos homologues lituaniens à votre passage à la frontière. Et nous avons intercepté une communication en langage chiffré peu après votre retour.

Il posa doucement sa sacoche sur la table basse. En sortit un petit dossier scellé.

— Nous sommes ici pour vous aider, Madame Pöld. Et pour protéger celui que vous avez rencontré. Nous pensons que ses informations sont réelles. Et qu'il pourrait devenir un maillon essentiel dans l'opération que nous préparons depuis plus d'un an.

— Vous parlez d'une infiltration ?

— D'un soutien clandestin organisé, oui. Le KAPO ne l'avouera jamais en public. Mais Volia est devenue notre interface possible avec la dissidence intérieure en Biélorussie. Et votre position... vous rend précieuse.

Il s'assit enfin. Croisa les mains.

— Ce que vous avez reçu... nous le voudrions. Pas pour le confisquer. Pour le traiter. Et, si vous acceptez... nous aimerions que vous deveniez le point de contact régulier avec Ivan Cherniak.

Elle le fixa longuement. L'impression d'avoir été prise dans une toile dont elle n'apercevait plus les fils. Et pourtant, tout semblait logique. Presque inévitable.

— Vous ne me menacez pas ? demanda-t-elle.

— Non. Vous êtes journaliste et citoyenne. Et ce que vous ferez ensuite... ne regardera que votre conscience.

Elle se leva, alla chercher la clé USB, la tendit lentement à Vaheer.

— Alors prenez-la. Mais je veux être tenue au courant. Et... protégée.

Il la prit, hocha la tête avec gravité.

— C'est déjà le cas, Madame Pöld.

Il se leva, remit la clé dans la sacoche.

— Nous reviendrons vers vous. Le plus discrètement possible.

Il ouvrit la porte, et avant de partir, ajouta :

— D'ici là, évitez les appels. L'Histoire vous regarde.

Et il disparut dans la nuit.

Les nerfs de l'État

Palais présidentiel de Kadriorg, Tallinn – Salle sécurisée.

Le palais présidentiel s'était refermé sur lui-même. Rideaux tirés. Volets magnétiques abaissés. L'aile ouest, habituellement réservée aux réceptions diplomatiques, avait été transformée pour vingt-quatre heures en bunker décisionnel. Dans la salle sécurisée, seuls six hommes et femmes étaient assis. Au centre, Alar Karis, visage fermé, penché sur un dossier noir estampillé *TASANDUS*. Autour de lui, les trois plus hauts responsables du Kaitsepolitseiamet — dont le directeur général Tarmo Põder, la cyberexperte Ingrid Sīle, et Kaarel Vaher, venu en renfort depuis la cellule Volia. Les murs eux-mêmes étaient protégés. Une enceinte de Faraday isolait le moindre signal. Car ce qui allait être dit ce matin-là dépassait les seuils de la routine sécuritaire. Karis leva les yeux.

— Je vous écoute.

Tarmo Põder se pencha en avant. Il parlait sans notes.

— Depuis deux semaines, nous observons une série d'anomalies dans les flux électriques à haute tension entre les stations de Narva et de Rakvere. Des interruptions sporadiques, des déphasages non conformes, des chutes brutales d'intensité. Au début, nous pensions à un dysfonctionnement industriel. Mais les analyses croisées avec les relevés du système de géomagnétisme estonien ont révélé autre chose.

Il marqua une pause.

— Ces variations sont provoquées de l'extérieur. Et elles ne viennent pas du Soleil. Elles viennent de systèmes à induction pulsée, probablement montés sur navires ou drones stationnés dans la mer Baltique orientale. En clair : des armes magnétiques russes, visant à perturber nos infrastructures électriques sans laisser de trace directe.

Un silence glacial emplit la pièce. Karis croisa les bras. La fatigue commençait à ronger les traits de son visage.

— Pourquoi maintenant ?

— Parce que nous sommes en train de basculer. L'économie de guerre est en marche. Nos industries sont surveillées. Nos chaînes logistiques se réorganisent. La Russie cherche à ralentir ce mouvement, sans guerre ouverte. Et surtout, à tester notre seuil de tolérance.

Ingrid Sīle prit la parole à son tour.

— Nous avons repéré au moins quatre sources émettrices de perturbations : une plateforme flottante près de l'île de Gogland, un navire stationné temporairement à Kaliningrad, un réseau de relais installés dans les forêts de Pskov, et une nouvelle structure radar près de la frontière de Pechory. Tous ces éléments sont compatibles avec une campagne hybride ciblant nos nœuds énergétiques.

— Quel est le risque ? demanda Karis.

— À court terme ? Coupures temporaires. À moyen terme, si l'attaque est amplifiée ou coordonnée avec un sabotage physique : black-out sur les réseaux secondaires, notamment dans l'Est. Ce qui signifie interruption de la production militaire naissante. Et panique contrôlée.

Kaarel Vaher intervint, sobrement :

— Ce n'est pas juste une provocation. C'est une guerre de nerfs. Si l'opinion pense que l'État ne peut plus garantir l'électricité, l'eau chaude ou l'accès aux données, la confiance s'effondre. Et nous devenons vulnérables aux récits alternatifs. Propagande, rumeurs, instabilité.

Karis se leva, fit les cents pas. Il avait toujours eu ce tic discret lorsqu'il évaluait une décision à plusieurs dimensions. Puis il s'arrêta.

— Et si nous faisons tomber l'un de ces relais ? Discrètement.

Tarmo Põder esquissa un sourire mince.

— Nous avons un plan pour ça. Et un canal discret via la Lituanie pour intervenir sur le segment de Pskov. Mais cela nécessitera un feu vert diplomatique. Et une coordination avec le SAB letton, qui partage nos inquiétudes.

— Alors faites-le. Mettez-vous en lien avec leurs homologues. Mais pas un mot à l'OTAN. Pas encore. Ils doivent voir nos capacités avant de nous dicter leur tempo.

Il se retourna vers Ingrid.

— Préparez une communication publique, neutre mais solide, sur des "tests de résilience du réseau national". Nous devons rassurer sans mentir.

Puis il ajouta, plus bas :

— Et vérifiez mes lignes personnelles. Y compris ici. Je veux savoir si je suis déjà sur écoute.

Elle acquiesça sans mot. Enfin, il se tourna vers Kaarel Vaher.

— Et du côté de Volia ?

— Le contact a été établi. La ligne existe. Et elle est discrète. Ivan Cherniak pourrait devenir un vecteur logistique, voire une tête de pont si l'option d'infiltration se confirme.

Karis ferma les yeux une seconde. Puis rouvrit.

— Alors poursuivez. Tous. Calmement. Mais sans pause.

Certains agents du KAPO quittèrent la salle. Seul restait Karis, pensif, face à la baie vitrée blindée du palais. La lumière de fin de journée dorait la vieille ville. Les câbles électriques formaient des lignes noires sur les toits. Et dans son esprit, une conviction s'imposait : ce qui avait commencé en Ukraine allait bientôt, irrémédiablement, les atteindre.

Palais présidentiel de Kadriorg, Tallinn – Salle sécurisée, suite

La pièce était restée silencieuse pendant plusieurs secondes après le départ d'Ingrid Sīle. Seuls restaient Tarmo Põder et Kaarel Vaher, assis face au président Karis, qui, debout, observait les reflets de Tallinn à travers la vitre blindée. Son regard était loin. Sa main tremblait à peine — juste assez pour que les deux hommes comprennent l'ampleur de l'instant. Tarmo fut le premier à briser le silence.

— Monsieur le Président, il y a... autre chose.

Karis ne se retourna pas. Il attendit.

— Le lien avec Volia n'est pas une coïncidence. Ni un caprice idéologique. Nous avons enfin une ouverture crédible à l'intérieur du régime de Minsk. Une capacité à semer, guider, appuyer, au cœur même du pouvoir biélorusse. Et ça, nous ne l'avons jamais eu.

Kaarel appuya :

— Cherniak est fiable. Il a été croisé par deux services partenaires. Il possède les moyens logistiques, le réseau, et une compréhension intuitive de la clandestinité. Son passage de frontière récent l'a prouvé. Mais il faut aller plus loin. Plus vite.

Karis se tourna lentement.

— Qu'entendez-vous par "plus loin" ?

Tarmo Põder posa un petit dossier devant lui. L'intitulé, frappé d'un cachet rouge, se limitait à trois mots : *NARA – Option C.*

— L'instabilité à Minsk croît. Loukachenko concentre les pouvoirs. Il purge ses ministres. Il soupçonne même ses proches. Il est seul, paranoïaque, et brutal. Toute action politique interne est devenue impossible. Mais si sa figure tombe — physiquement — alors la structure vacille.

Karis fronça les sourcils.

— Vous proposez une neutralisation ?

— Pas une mission d'assassinat classique. Nous parlons d'une suppression ciblée, confiée à des relais locaux ou à des acteurs indirects. Pas de troupes. Pas d'employés estoniens. Mais un feu vert clandestin donné à une cellule d'action — potentiellement une sous-branche du KAPO ou une mission européenne sous fausse bannière.

Kaarel ajouta, plus calme :

— Ce n'est pas une folie. Ce n'est plus une hypothèse. C'est le seul levier qui reste. La Russie est trop occupée à contenir son front sud. Si Loukachenko tombe, le Belarus peut devenir un bastion autonome. Et offrir un second souffle à l'opposition russe.

Tarmo conclut :

— Vous êtes le seul à pouvoir autoriser cette mission. Et vous seriez couvert. Aucun document. Aucune chaîne hiérarchique. Rien ne vous reliera à l'opération. Nous avons l'expérience, les relais, les moyens.

Un long silence retomba. Karis s'assit. Il se passa une main sur le front. Ses pensées s'entrechoquaient. Ce n'était pas une simple décision tactique. C'était une ligne rouge morale. L'ombre d'un chef d'État prêt à autoriser l'exécution d'un autre. Cela résonnait dans ses tripes comme un vertige. Mais il se souvenait des visages vus à Narva. Des files d'enfants devant des cantines sans électricité. Des usines transformées en bunker. Et des informations reçues sur les douze étudiants fusillés par le régime de Minsk. Il se revoyait, dix jours plus tôt, dans la chambre silencieuse où son épouse lui avait murmuré : « *Tu fais ce que tu peux, Alar. Mais est-ce suffisant ?* » Il ferma les yeux. Puis, posément, il déclara :

— Vous aurez ce qu'il faut. Mais je ne veux aucun Estonien impliqué directement. Pas de traçage. Pas d'empreinte.

Tarmo hocha la tête.

— L'option C prévoit justement l'utilisation d'un contractant lituanien, déjà intégré aux circuits clandestins.

— Alors... activez-la. Et tenez-moi informé uniquement si cela devient indispensable.

Kaarel se leva.

— Ce sera fait.

Alors que les deux hommes sortaient, Karis resta seul dans la pièce. Il appuya sur un bouton intégré dans la table. Une fine trappe s'ouvrit. Un petit écran apparut. Il lança un enregistrement : un discours d'Alar Karis, enregistré un an plus tôt lors d'un sommet européen à La Haye : « *Nous avons choisi l'Europe non pour sa puissance, mais pour ses principes. Et si demain il faut choisir entre l'ombre et la lumière, alors nous marcherons, même seuls, du côté de la lumière.* » Il éteignit l'écran. Et murmura, sans élan :

— Parfois, la lumière tue aussi.

Puis il se leva, le pas lourd. La guerre venait d'entrer dans une autre dimension.

Le souffle du vide

Minsk – ministère de l'Information.

Le matin était clair, comme souvent à Minsk au printemps. Le soleil découpait les arêtes blanches des bâtiments soviétiques. L'air sentait encore la poussière du bitume chauffé trop vite après une nuit froide. Tout semblait figé dans une routine glacée. À 9h17, cette routine vola en éclats. Une détonation, sourde, massive, asymétrique, secoua les fondations du ministère de l'Information, un bâtiment gris, rigide, surplombé d'antennes, de caméras et de statues de bronze figées dans des postures martiales. La déflagration arracha littéralement l'aile ouest du bâtiment, projetant béton, métal et chairs contre les façades adjacentes. Des vitres explosèrent jusqu'à deux rues plus loin. Une colonne de fumée noire s'éleva, verticale, comme une menace physique dans le ciel de la capitale. Les premiers témoins décrivirent un "gouffre de feu". Une partie de l'immeuble s'était effondrée en spirale, piégeant les occupants dans les étages intermédiaires. Des sirènes hurlèrent immédiatement, mais personne ne comprenait. Il n'y avait eu aucune alerte, aucun signal, aucun bruit avant le souffle. Les chaînes officielles de télévision interrompirent leur programme quelques minutes plus tard. Une bande rouge s'afficha : *"Explosion accidentelle dans un site administratif. Situation sous contrôle."* Mensonge pur. Toute la ville savait. Toute la ville avait entendu. Mais le plus lourd n'était pas la destruction. C'était qui se trouvait là. Dans cette aile précisément avaient lieu, ce matin-là, deux réunions de crise : l'une rassemblant des hauts gradés militaires du centre de commandement psychologique, l'autre réunissant quatre ministres secondaires, chargés de l'information intérieure, de la presse étatique et de la sécurité des communications numériques. Une coordination stratégique autour des récentes opérations de propagande anti-Volia. Tous sont morts. Carbonisés. Soufflés. Ou ensevelis. Et pourtant, le cœur du régime restait intact. Alexandre Loukachenko, président, autocrate, demiurge, n'était pas présent. Initialement prévu à 9h00 pour "coordonner personnellement la réponse informationnelle", il avait décalé son arrivée à 10h45 sans raison déclarée. Le destin, ou autre chose, lui avait laissé quelques jours de sursis.

Dans le centre de commandement du palais présidentiel, à dix kilomètres de là, la panique était absolue. Des officiers de la Garde présidentielle couraient dans les couloirs. Des ordres contradictoires étaient lancés à haute voix. Les téléphones hurlaient. Loukachenko, furieux,

entra dans la salle de crise entouré de six gardes du corps et de son chef d'état-major, le général Tarasenko. Il frappa violemment le bureau avec le plat de la main.

— QUI ?! hurla-t-il. QUI A FAIT ÇA ?!

Personne ne répondit tout de suite.

— Ce n'est pas Volia. Ils ne sont pas capables de ça. Pas seuls. C'est... c'est un acte de guerre. Une frappe ennemie. Lituanie ? OTAN ? KAPO ? SAB ?! Vous allez me le dire, bordel ?

Un colonel s'avança, pâle comme la cendre.

— Monsieur le Président... l'enquête préliminaire indique l'usage d'un explosif à compression modulaire, infiltré sans détection par les capteurs thermiques. Une signature technique proche de celles déjà repérées dans des opérations de sabotage cyberphysique... notamment en Géorgie, 2008.

Loukachenko blêmit. Puis reprit, plus lentement, mais plus glacé encore :

— Je veux des arrestations. Je veux des aveux. Je veux du sang.

Il regarda le général Tarasenko.

— Dressez une liste noire. Cent noms. Les suspects. Les journalistes. Les artistes. Les hackers. Faites-moi un massacre chirurgical. Et... couvrez-le d'un vernis légal. Je ne veux plus un poème, plus une chanson, plus une rumeur. Je veux le silence.

Il s'assit lourdement. Son souffle était court. Son visage empourpré. Mais au fond de ses yeux, une étincelle de peur était née. Quelques heures plus tard, le monde apprit ce qui s'était passé. L'ONU se réunit en session d'urgence. L'OTAN observa un silence stratégique. À Bruxelles, on parla de "chaîne d'événements inquiétants". À Varsovie, on souriait en privé. À Tallinn, Karis reçut un message crypté de Kaarel Vaher : *"Impact majeur. Loukachenko indemne. Opération toujours possible. Demande évaluation."* Et à Minsk, dans une cave éclairée par une seule ampoule nue, les membres de Volia regardèrent le direct de la télévision d'État en silence.

Alena murmura :

— Ce n'est pas nous.

Mikita hochla la tête.

— Mais c'est pour nous.

Ivan, le regard froid, ajouta :

— Et maintenant, ils vont tuer tous ceux qu'ils peuvent, pour compenser ceux qu'ils n'arrivent pas à atteindre.

Palais présidentiel, Minsk – Salle du Conseil d'État.

La salle du Conseil d'État était plongée dans une lumière blafarde. Les rideaux tirés, les fenêtres doublées de blindage temporaire, les téléphones satellitaires posés sur la table comme des armes. Alexandre Loukachenko, assis en bout de table, tenait à la main un verre d'eau qu'il ne buvait pas. Ses doigts tremblaient à peine. Mais tout son corps respirait la tension d'un animal traqué, dont la rage se confond avec la peur. Autour de lui, une demi-douzaine de hauts responsables du régime : le ministre de l'Intérieur, celui de la défense, le chef du KGB biélorusse et son propre fils, Nikolai, désormais conseiller stratégique officiel.

— Messieurs, dit-il en posant le verre, l'État est sous attaque. Et ce n'est plus une guerre psychologique. C'est une opération militaire lente, ciblée, étrangère.

Il se tourna vers le général Tarasenko, bras croisés, visiblement inquiet.

— Les frontières sont poreuses, même avec tous nos contrôles. La Lituanie sert de passerelle à des agents ennemis. Les ONG sont des relais. Même certains de nos postes-frontières sont suspects.

Il frappa la table du poing.

— Alors nous les fermons. Toutes.

Un murmure de surprise parcourut la salle. Le ministre de l'économie s'apprêta à protester, mais se ravisa. Il savait que c'était inutile.

— La Biélorussie entre dans une phase de verrouillage total. Personne ne sort. Personne ne rentre. Le pays se referme. Et surtout... il se militarise sous couverture légale.

Il se tourna vers le chef du KGB.

— Tu as préparé la requête ?

— Oui, Monsieur le Président. Elle est prête à être transmise à Moscou.

Loukachenko ferma les yeux, inspira longuement, puis ouvrit la main. Le chef du KGB prit son téléphone sécurisé, composa une séquence cryptée, et appuya sur "envoyer". Une demande d'assistance militaire officielle venait d'être adressée au Kremlin.

Le Kremlin – Bureau de coordination militaire, Moscou.

Le maréchal Vassiliev referma lentement le dossier transmis depuis Minsk. En face de lui, un cercle restreint d'officiers, de responsables du GRU, et de Youri Dobrine — exceptionnellement convoqué à Moscou pour évaluer la situation.

— Nous avons une décision à prendre, dit Vassiliev. Loukachenko demande de l'aide. Officielle. Ce n'est pas une faveur. C'est une capitulation.

Youri hocha la tête.

— Il est acculé. Il ne tiendra pas deux mois sans notre intervention. Et s'il tombe, nous perdons le verrou ouest. Minsk deviendrait une brèche ouverte à Kaliningrad.

Un autre officier ajouta :

— Sans compter l'impact symbolique : après l'Ukraine, perdre la Biélorussie serait un aveu d'échec impérial.

Vassiliev résuma :

— On déploie. Officiellement. Bataillons mécanisés, escadrilles de défense aérienne, unités de guerre électronique. Tout sera présenté comme coopération bilatérale de sécurité. Et nous installons immédiatement un QG avancé à Vitebsk.

Il tourna les yeux vers Dobrine :

— Vous reprenez le commandement opérationnel. L'opération change de nom. Ce n'est plus une protection : c'est un verrouillage coordonné du flanc occidental.

Youri ne répondit pas. Il prit son manteau, son carnet noir, et sortit sans un mot.

Minsk – Télévision d'État.

Un communiqué fut diffusé à heure de grande écoute : « En vertu de l'amitié historique entre nos nations, et face aux menaces terroristes soutenues par l'étranger, la Fédération de Russie répond à l'appel de la Biélorussie. Une force militaire conjointe est désormais déployée pour garantir la paix, l'ordre et la sécurité. » Sur les images d'illustration : des véhicules blindés russes franchissant la frontière, salués par des soldats biélorusses. Des canons mobiles. Des hommes en tenue de combat aux visages floutés. Et le drapeau russe, hissé au-dessus d'un centre de commandement commun.

Conséquences immédiates :

- À Bruxelles, Ursula von der Leyen déclare : « *La Biélorussie est désormais une extension militaire de la Russie. Nous entrons dans une nouvelle ère de confrontation.* »
- À Varsovie, les forces de l'OTAN sont mises en alerte renforcée.
- À Tallinn, Alar Karis convoque une réunion d'urgence : « *Minsk est perdu. Mais ce n'est que le début.* »
- À Minsk, dans une cave faiblement éclairée, Volia comprend : il ne s'agit plus d'un combat contre un régime. C'est une guerre contre un empire.

## Acte III, L'effet Domino

(2025)

## Hiver 2024 – L'équilibre s'effondre

Ils avaient tenu. Par miracle, par rage, par orgueil. Huit mois. Deux cent quarante jours depuis l'attentat de Minsk, depuis les premiers cercueils expédiés sans emblème. Huit mois depuis les convois de blindés russes franchissant la frontière biélorusse, depuis la fermeture des dernières frontières. Et pourtant, l'Ukraine tenait encore. Le front s'était figé, durci, fossilisé dans la boue et le béton. Kharkiv n'était plus qu'un réseau de tranchées. Dnipro, un entrepôt logistique sous feu permanent. Et Kiev, la ville-capitale, n'était plus qu'un bastion affamé, défendu par une alliance fragile de soldats, de drones et de mémoire nationale. L'aide militaire avait coulé pendant des mois : artillerie allemande, munitions polonaises, renseignement français, blindés britanniques, cybersoutien estonien... même le Japon avait livré des équipements non létaux. L'Europe, affaiblie mais encore volontaire, avait réussi à contenir la marée. Mais la guerre ne se gagne pas à la seule frontière. Et à des milliers de kilomètres de là, le monde avait changé de visage.

## États-Unis – Élection présidentielle

Donald J. Trump remportait à nouveau la Maison Blanche. Ce n'était pas une surprise. C'était un retour, une clameur, un tremblement. Son discours de victoire fut bref, redoutable de clarté : « L'Amérique ne financera plus les guerres d'autrui. Je mettrai fin aux conflits en vingt-quatre heures. L'Europe fera face à ses propres erreurs. » JD Vance, son colistier, l'avait précédé sur scène, sourire en coin, expliquant que l'Amérique ne pouvait plus "jouer au gendarme mondial" pour "protéger un continent qui méprise ses valeurs". Le choc fut immédiat. À Varsovie, on parla de trahison. À Berlin, on se mura dans le silence. À Bruxelles, les couloirs devinrent des coupes-gorges diplomatiques. L'Ukraine, elle, ne dit rien. Elle avait déjà compris. Pendant ce temps, la Russie n'avait cessé d'avancer.

En Biélorussie, le verrouillage était complet. L'aide russe y affluait par trains entiers. Les bases de Vitebsk, de Baranavitchy, de Moguilev s'étaient transformées en forteresses hybrides. Des wagons entiers d'armement neuf, des systèmes de brouillage avancés, des unités de spetsnaz entraînées pour la guérilla urbaine. Minsk, désormais sous occupation militaire officielle, avait perdu tout semblant de souveraineté. Mais le cœur de la machine se trouvait ailleurs :

Kaliningrad, cette enclave grise et bardée d'acier, continuait d'engloutir des ressources sans fin. Des missiles à portée intermédiaire, des sous-marins furtifs, des simulations de frappes nucléaires tactiques... Kaliningrad était devenue une menace sourde. Une pointe de couteau posée contre la gorge de l'Europe.

À Saint-Pétersbourg, un haut responsable du GRU avait résumé la doctrine russe actuelle ainsi : « Que les démocraties s'écroulent d'elles-mêmes. Nous n'avons qu'à attendre qu'elles se mangent les unes les autres. » Et dans les faits, cela commençait à se produire. Car ce n'est pas seulement aux frontières que l'Europe tremblait. Les fissures étaient internes. Silencieuses. Politiques.

En Italie, Giorgia Meloni répétait que la guerre n'était pas la priorité. En Allemagne, l'AfD avait doublé ses intentions de vote. En Espagne, la droite ultra se préparait à accueillir tous les partis eurosceptiques pour une « conférence de souveraineté ». Et à Paris, Marine Le Pen était plus proche que jamais du pouvoir, tandis que les médias évoquaient déjà le « virage réaliste » de la France. Les analystes appelaient cela le *temps des dominos*. Un à un, les équilibres chutent. Les soutiens se dérobent. Les promesses se vident. Les mensonges gagnent. Et dans une cave de Minsk, une fille épuisée griffonne encore un poème, dans un carnet déchiré. Et dans un grenier de Tartu, un enseignant fabrique une antenne avec du cuivre et de la rage. Et à Tallinn, un président vieillit en silence, relisant chaque soir les lettres de ses soldats tombés. La guerre n'a pas encore changé de nom. Mais le monde, lui, n'est déjà plus le même.

## Les discours noirs

Assemblée nationale, Paris, 14 janvier 2025

Le ciel au-dessus de Paris avait cette couleur de plomb propre aux fins d'années sans printemps. L'hiver n'avait pas encore mordu, mais l'air sentait déjà l'angoisse politique. On ne regardait plus la Seine comme avant. On l'écoutait, comme un murmure ancien d'une nation sur le point de choisir à nouveau son camp. Ce jour-là, l'hémicycle était plein à craquer. Non pas par respect pour la République, mais par sensation d'histoire en train de s'écrire. La présidente du rassemblement nationale, Marine Le Pen, allait prendre la parole. Ce n'était pas une simple allocution. C'était un discours attendu, redouté, orchestré. Depuis l'élection de Donald Trump aux États-Unis, le paysage géopolitique mondial avait changé de ton. Et en France, la question n'était plus de savoir si l'extrême droite accèderait au pouvoir – mais quand, et sous quelle forme.

Elle entra à 14h03 précises, tailleur marine, démarche assurée, sourire fermé. Derrière elle, les députés du Rassemblement national s'étaient levés. Certains applaudissaient. D'autres, silencieux, guettaient son visage. Elle grimpa à la tribune comme on grimpe à un pupitre d'histoire. Et elle parla : « Mes chers compatriotes, L'heure est grave. L'Europe tremble, l'Amérique se détourne, et la guerre, que certains appellent de tous leurs vœux, frappe déjà aux portes de nos alliés. Alors j'ai demandé que l'on se souvienne. Oui, qu'on se souvienne. Parce que depuis trop longtemps, le nom que je porte a été sali, caricaturé, diabolisé, au nom d'un passé que la gauche a pris soin de falsifier. Mon père fut un soldat. Un homme qui crut en une certaine idée de la France. Il commit des erreurs. Mais il a toujours pensé que la France ne devait obéir qu'à elle-même. Et c'est ce que je viens défendre aujourd'hui : la souveraineté. La neutralité. La paix. »

Un murmure traversa les bancs de la gauche. Mais elle continua, impassible.

« Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la droite nationale a été tenue en marge. Bannie. Exclue. Taxée de collaboration pour ne pas avoir chanté les hymnes imposés. Mais que s'est-il passé, depuis ? Qui a livré la souveraineté française à des juges étrangers ? Qui a fait de l'Union européenne une machine bureaucratique aveugle ? Qui a imposé des sanctions ruineuses contre la Russie, sans même consulter le peuple français ? On parle beaucoup de

“résistance”. Mais aujourd’hui, les résistants sont ceux qui osent dire non à la guerre. Ceux qui disent : la Russie n’est pas notre ennemie. »

La phrase tomba comme un éclat de verre sur le marbre de l’Assemblée. Certains députés s’étaient levés. D’autres hurlaient. Mais elle leva la main. Et poursuivit, d’une voix plus grave : « Vous pouvez rire. Vous pouvez hurler. Mais la vérité est là : La Russie est un peuple frère. Chrétien. Européen. Fier. Depuis Pierre le Grand jusqu’à Vladimir Poutine – oui, je le dis – cette nation n’a jamais été l’ennemie de la France. Elle fut l’alliée de Napoléon, la force qui brisa le nazisme, le rempart de l’ordre face au chaos. Et aujourd’hui, parce que nous avons oublié cette histoire, nous avons cédé aux provocations de Washington et de Bruxelles. »

Elle marqua une pause, puis brandit un rapport. Le dernier rapport du Trésor : « Ces sanctions contre la Russie, que vous avez soutenues comme des robots, ont ruiné nos entreprises, étranglé nos agriculteurs, augmenté le prix du gaz de 300 %. Pour quel résultat ? La Russie est toujours là. Plus forte. Plus militarisée. L’Ukraine est en ruines. Et nos enfants paieront pour une guerre que nous n’avons pas choisie. »

Des cris fusèrent. Mais les bancs de la majorité restaient figés. Il y avait dans cette salle un parfum de résignation. Marine Le Pen reposa ses feuillets. Puis regarda droit devant elle : « Voilà pourquoi, en tant que présidente de la première force politique de France, je propose que la France adopte une position de neutralité stratégique immédiate. Nous ne devons plus envoyer ni fonds, ni armes, ni agents. Nous devons protéger notre sol, notre peuple, nos frontières, notre culture. Et dire enfin aux puissances qui rêvent de nous entraîner dans une guerre éternelle : Non. Pas en notre nom. »

La surprise fut totale. Lourde. La gauche hurlait. La droite restait immobile. Les journalistes n’écrivaient plus, ils enregistraient. Sur les réseaux sociaux, le hashtag #RussieÉternelle était déjà en tendance. Et dans une ambassade discrète, à quelques centaines de mètres, un attaché militaire russe souriait sans rien dire. La France venait, en une heure, de faire basculer l’équilibre européen.

## L'appel de Rome

Palazzo Chigi, Rome, 28 janvier 2025

Le Palazzo Chigi était cerné de journalistes. Les chaînes italiennes avaient installé leurs trépieds dès l'aube, et dans les couloirs du pouvoir romain, l'électricité était palpable. Ce matin-là, Giorgia Meloni allait prendre la parole, dans une allocution annoncée comme « décisive pour la souveraineté italienne ». Depuis le discours de Marine Le Pen à Paris deux semaines plus tôt, les plaques tectoniques de l'Europe bougeaient à nouveau. La France appelait à la "neutralité stratégique". À Berlin, les voix anti-sanctions se faisaient plus fortes. Et à Varsovie, on sentait que le climat se tendait. Rome n'était pas absente. Mais Rome attendait.

À 10h02, Meloni entra dans la salle de presse du Palazzo Chigi. Le regard grave. Pas de sourire. Pas de détour. Devant elle, un pupitre surmonté de l'emblème de la République italienne. Elle s'éclaircit la voix, puis parla : « Mes chers compatriotes, L'Europe vacille. L'Histoire s'accélère. Depuis des mois, notre continent vit sous la menace permanente d'un conflit total. L'Est tremble, le Nord se blinde, et au Sud, nos peuples ont peur. Peur de l'hiver. Peur de la guerre. Peur de l'abandon. Moi, Giorgia Meloni, je refuse d'ajouter à cette peur. Je refuse d'envoyer nos fils mourir pour une guerre dont nous ne comprenons plus les causes. Je refuse que l'Italie soit le marchepied d'une logique de confrontation que les peuples n'ont jamais validée. »

Elle marqua une pause. L'ambiance dans la salle était figée. Les journalistes italiens n'avaient jamais vu leur Présidente du Conseil aussi droite, aussi sévère : « Depuis des mois, on nous explique que soutenir l'Ukraine, c'est défendre la démocratie. Que sanctionner la Russie, c'est protéger nos valeurs. Mais je vous le demande : où sont les résultats ? Où est la paix ? Où sont les victoires ? Où est la diplomatie ? Ce que je vois, moi, c'est une Europe qui s'effondre économiquement, une Allemagne au bord de la récession, une France qui se divise, et des peuples que personne n'écoute. »

Elle se pencha légèrement vers les micros. La voix plus lente, plus dramatique : « L'Europe se fracture parce qu'elle s'éloigne de ses peuples. Elle impose des règles venues de nulle part. Elle interdit, elle contraint, elle sanctionne, elle punit. Mais elle ne protège plus. Elle ne console plus. Elle n'écoute plus. »

À cet instant, une image apparut sur les écrans derrière elle : un graphique du prix de l'énergie en Italie depuis 2022. Une courbe en flèche, rouge sang : « Cette guerre, nous la payons chaque jour. À la pompe. Sur les factures. Dans nos écoles, dans nos hôpitaux. Nous avons fait notre part. Nous avons envoyé de l'aide humanitaire. Nous avons accueilli des réfugiés. Mais je vous le dis aujourd'hui : l'Italie ne participera pas à une escalade militaire. Nous n'enverrons pas de troupes. Nous n'enverrons pas d'armes lourdes supplémentaires. Et nous ne permettrons pas que notre territoire devienne une base avancée de conflit contre la Russie. »

La salle resta muette. Seuls les flashes des appareils photo résonnaient. Giorgia Meloni savait ce qu'elle faisait. Elle lançait un signal à la droite européenne, une promesse à ses électeurs, et un défi aux institutions de Bruxelles : « L'Italie est un pays de paix mais nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que la Russie n'est pas parfaite, mais nous savons aussi qu'une guerre sans fin, sans objectifs clairs, sans diplomatie réelle, n'est pas une solution. Nous appelons à une conférence de paix. Une vraie. Avec la Russie. Avec l'Ukraine. Avec l'Europe. Et sans les États-Unis. »

Les derniers mots furent soigneusement articulés. Sans les États-Unis. Le message était limpide.

À Rome, les rues s'emplirent de partisans dès la fin du discours. Sur Twitter, les hashtags #ItaliaNeutrale et #MeloniPerLaPace faisaient déjà le tour de l'Europe. À Bruxelles, certains commissaires claquaient des portes. À Moscou, les télévisions d'État retransmettaient en boucle l'allocution. Et à Kiev... on n'entendit plus rien. Pas même un soupir.

### *Chronique d'un hiver politique*

Rédaction du *Postimees*, Tallinn.

Le jour s'était levé sur Tallinn comme un rideau de brume froide. À travers les fenêtres de la rédaction, la ville semblait figée, ses lignes tendues vers le port gelé, ses tours se découpant en ombres sur un ciel d'ardoise. Maarika Põld s'était installée à son bureau à l'aube, un gobelet de café amer dans une main, un carnet de notes gribouillé dans l'autre. La nuit précédente, elle avait mal dormi. Trop d'alertes, trop de messages, trop de communiqués. Depuis le discours de Marine Le Pen, le paysage européen était en train de muter sous ses yeux. En

quelques jours à peine, les digues avaient cédé : le langage de la neutralité, du pacifisme stratégique, du réalisme énergétique — autant de faux-semblants pour désarmer l'opinion publique et désolidariser l'Europe. Mais ce matin-là, elle n'écrirait pas un simple article de synthèse. Elle écrirait une chronique. Une alerte. Un cri. Elle ouvrit son ordinateur, posa les mains sur le clavier, et commença à taper :

Postimees – Chronique internationale

*“L'hiver des certitudes” par Maarika Põld, Tallinn*

Depuis quelques semaines, l'Europe semble reculer dans ses principes plus vite que les glaces fondent en Arctique. Les discours que l'on croyait relégués aux marges de la démocratie sont désormais prononcés au cœur de ses Parlements. À Paris, Marine Le Pen évoque la “Russie éternelle” avec des accents dignes d'un roman impérial. À Rome, Giorgia Meloni appelle à la “neutralité stratégique” et propose une conférence de paix... sans les Etats Unis d'Amérique. À Berlin, les rangs de l'AfD s'épaississent dans les rues, drapeaux noirs en tête, rumeurs d'un Reich idéologique renaissant. Il ne s'agit plus d'une série d'événements isolés. Il s'agit d'un basculement orchestré. Et ce basculement, chers lecteurs, est d'abord linguistique.

Elle s'arrêta une seconde. Regarda la brume au dehors. Puis reprit : Le mot “paix” est désormais utilisé pour signifier “soumission”. Le mot “souveraineté” devient le paravent du repli national. Le mot “Russie” n'est plus synonyme de menace, mais d'ordre. Il ne s'agit pas de défendre une politique étrangère. Il s'agit de rappeler l'histoire. Quand, dans les années 1930, l'Europe a baissé les yeux devant les régimes totalitaires, elle l'a fait au nom de la paix. Quand les démocraties ont fermé les yeux sur l'Anschluss, puis à Munich, elles l'ont fait au nom du réalisme. Aujourd'hui encore, des voix clament qu'il est temps de discuter avec Moscou, de ménager Minsk, de “ne pas provoquer”. Mais qui provoque qui ? Ce ne sont pas les Ukrainiens qui ont annexé des territoires. Ce ne sont pas les Lituanais qui ont militarisé Kaliningrad. Ce ne sont pas les Estoniens qui ont coupé les câbles, piraté les réseaux, et menacé de missiles nos infrastructures.

Un soupir. Une colère sourde. Elle reprit : Alors posons la vraie question : Que reste-t-il de l'Europe si elle renonce à ses principes ? Si demain la Lituanie est attaquée, que dira Rome ? Si Tallinn est cyberattaquée, que fera Paris ? Si Riga s'embrase, Berlin hésitera-t-il encore ?

Cette chronique n'est pas une déclaration de guerre. C'est un rappel. Une mémoire. Une responsabilité. On ne dialogue pas avec ceux qui tuent des enfants en Ukraine. On ne négocie pas avec ceux qui exécutent des étudiants à Minsk. On ne pactise pas avec ceux qui rêvent de faire taire nos journaux. L'hiver vient. Mais ce n'est pas un hiver météorologique. C'est un hiver moral.

Elle relut l'article en silence. Pas un mot de trop. Pas une phrase à retirer. Elle appuya sur *envoyer*. La chronique fut validée. Dans les minutes qui suivirent, le texte fut repris sur plusieurs sites européens. Des centaines de commentaires affluèrent. Certains l'accusaient de russophobie. D'autres la remerciaient. Un ancien ministre finlandais retweeta son article avec une annotation : « *Ce que Bruxelles n'ose plus écrire.* » Mais elle n'y prêta pas attention. Elle éteignit son ordinateur. Se leva. Et murmura pour elle-même : « S'ils veulent la neutralité, ils l'auront. Mais pas la mienne. »

Berlin, la nuit se lève

Berlin, quartier de Kreuzberg, 1er février 2025

Berlin était devenue un tambour. Un battement sourd montait du pavé, gonflait sous les arcades du métro aérien, roulait sur les façades des immeubles comme une rumeur de l'ancien siècle. Ce soir-là, ils étaient des dizaines de milliers. La marche avait commencé vers dix-sept heures. Encadrée officiellement par le parti AfD, autorisée par la municipalité, et précédée de slogans appelant à « l'arrêt immédiat des sanctions contre la Russie », à « la souveraineté allemande » et à « la défense de l'Occident chrétien ». Mais dans les rues, ce n'étaient plus des mots. C'étaient des cris : « *Volksverrat !* » « *Frieden mit Russland !* » « *Deutschland zuerst !* » Les pancartes affichaient des caricatures d'Ursula von der Leyen et de Friedrich Merz en marionnettes de Washington. Des drapeaux de l'empire allemand flottaient parmi les drapeaux bleus-blancs de l'AFD. Ici et là, des symboles runiques anciens. Et des groupes, silencieux, habillés de noir. La police, d'abord nombreuse, avait tenté de canaliser le cortège en direction de la porte de Brandebourg. Mais dès que la nuit tomba, les trajectoires se brisèrent.

À Kottbusser Tor, un petit groupe masqué lança les premières pierres contre une vitrine de banque. Au même moment, à Alexanderplatz, deux cocktails Molotov furent jetés contre les rideaux de fer d'un kebab fermé. À Friedrichshain, une voiture de police fut encerclée, son pare-brise réduit en miettes. Les deux agents durent fuir à pied. La manifestation n'était plus un rassemblement politique. C'était devenu un soulèvement coordonné. Dans les rues étroites de Kreuzberg, les unités de police se battaient pour maintenir un cordon. Des manifestants, casqués, armés de barres de fer, formaient des « commandos » improvisés. Leurs attaques étaient brutales, rapides. Saccage des vitrines, incendie de conteneurs, jets de projectiles. Les forces de l'ordre reculaient, débordées. Un commissaire hurla dans son talkie-walkie : « On perd le contrôle du flanc ouest ! Des groupes armés se dirigent vers le Landwehrkanal ! » Une explosion sourde retentit : une bombe artisanale, placée sous un véhicule de la presse. Un photographe fut projeté au sol. Sa caméra éclata sur le trottoir. Il resta immobile. Premier mort.

À 20h42, le ministère de l'Intérieur ordonna le déclenchement du niveau 4 de sécurité urbaine, rarement activé depuis la Guerre froide. Des escadrons de réserve furent mobilisés. Des

blindés légers furent déployés dans le centre-ville. Mais il était trop tard. Des groupes d’ultras néonazis avaient infiltré les cortèges. Ils agissaient avec une efficacité glaçante : couper les feux rouges, attaquer les postes de police isolés, saboter les lignes de tramway. Des pavés volaient. Des cris fendaient la nuit. Des sirènes hurlaient dans les avenues.

À 21h15, sur l’avenue Unter den Linden, une scène glaçante : Un petit groupe encagoulé arracha le drapeau ukrainien hissé devant une ambassade balte. Ils l’aspergèrent d’essence. Ils le brûlèrent en hurlant des propos insultants. Autour, des centaines d’individus applaudissaient. Dans un immeuble, un vieil homme regardait la scène depuis son balcon. Il pleurait. Il avait connu 1938.

À 22h10, le chancelier Friedrich Merz apparut à la télévision, visiblement bouleversé. D’une voix tendue : « Ce qui se passe à Berlin ce soir n’a rien à voir avec la démocratie. C’est une attaque contre la République. C’est une attaque contre l’Europe. » Mais ses mots étaient couverts par les images en direct de l’avenue Karl-Marx : deux corps gisaient sur le bitume, des policiers à genoux, tentant de réanimer une agente grièvement blessée à la gorge. Deuxième mort.

À minuit, les rues commencèrent à se vider. Par stratégie. Les meneurs savaient que le choc était suffisant. La ville brûlait par endroits. Les hôpitaux étaient saturés. Les réseaux sociaux explosaient de théories. La Russie relayait les images, avec cette légende sur Sputnik : « L’Allemagne se réveille. » Dans son appartement de Tallinn, Maarika Põld observait en direct les flammes de Berlin. Elle murmura, terrifiée : « Le domino est tombé. »

### *L’Amérique d’abord, l’Europe plus tard*

Washington D.C., Capitole – Quelques jours plus tard

Un vent d’hiver balayait Washington, sec et tranchant, comme un rappel silencieux que rien ne dure, pas même les certitudes. Devant les marches du Capitole, une mer de casquettes rouges et de drapeaux étoilés ondulait dans le froid. Les slogans résonnaient, la musique militaire martelait, et les haut-parleurs hurlaient la promesse d’un retour. Il était 12h04, lorsque Donald J. Trump, 47e président des États-Unis, prêta serment devant la Constitution. Puis, sans attendre, il se dirigea vers le pupitre présidentiel. L’acier de son regard balayait

l'assistance. L'instant était suspendu : « Mes chers compatriotes, Aujourd'hui, ce n'est pas une fête politique. C'est la victoire de l'Amérique. Quatre années de chaos, de guerre, de mondialisme éveillé ont pris fin. Le cirque de Washington est terminé. Je suis de retour. Et désormais, nous ferons les choses à notre manière. »

Une ovation retentit dans l'esplanade. Mais Donald Trump ne souriait pas. Il continuait, plus grave, plus offensif : « Sous l'administration précédente, l'Amérique a gaspillé des milliards de dollars — votre argent — pour envoyer des armes, des fonds et des illusions à un gouvernement corrompu en Ukraine. Soyons clairs : Volodymyr Zelensky est une partie du problème, pas de la solution. Il a entraîné son pays, et toute l'Europe avec lui, dans une guerre qui n'aurait jamais dû avoir lieu. Et que fait l'Europe ? Elle attend. Elle pleure. Elle implore. Mais nous ne verserons plus une goutte de sang, ni même une goutte de sueur pour eux. C'est terminé. »

Dans la tribune diplomatique, les visages se figèrent. Certains chanceliers blémirent. L'ambassadrice de Lituanie détourna les yeux. Le représentant estonien crispait sa mâchoire. Trump enfonça le clou : « Nous allons arrêter de gaspiller notre argent dans le chaos des autres. Fini les largesses pour l'OTAN. L'Europe doit se défendre elle-même. Et si elle n'en est pas capable face à un pays comme la Russie, alors peut-être ne mérite-t-elle pas d'être protégée ». Un silence assourdissant tomba. Les caméras du monde entier retransmettaient en direct. L'Histoire basculait : « L'Amérique d'abord. Pour toujours. Dans les prochaines semaines, nous allons réexaminer, suspendre ou mettre fin à l'aide militaire à l'Ukraine. Nous ne financerons plus les guerres sans fin. Nous ne paierons plus pour les erreurs des bureaucrates globalistes. Nous ne livrerons pas une guerre mondiale pour Bruxelles, Berlin ou Paris. »

À Tallinn, dans la salle de rédaction du *Postimees*, Maarika Põld restait figée, les doigts crispés sur son stylo. Elle sentait que quelque chose venait de céder, au-delà du raisonnable.

À Berlin, Pierre Debray, diplomate français, ferma les yeux. Il pensa : *c'est le glas de l'Europe*.

À Riga, Ingrid Sīle décrocha aussitôt son téléphone. Elle demanda une ligne directe avec le Président Levits. L'alerte était déclenchée.

Sur les écrans géants du Capitole, Trump concluait, d'une voix calme et tranchante : « J'ai été élu pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Je le ferai. En vingt-quatre heures. Vous allez voir. »

À Minsk, dans les salons silencieux du palais présidentiel, Alexandre Loukachenko regardait la retransmission. Il posa son verre. Puis il éclata de rire, un rire long, profond, triomphal.

Madrid, la convergence des silences

Palais des Congrès, Madrid, 5 février 2025

La lumière rasante de l'hiver glissait sur Madrid comme une lame discrète. La ville, d'apparence calme, était sous haute tension. Aux abords du Palais des Congrès, des véhicules blindés de la Guardia Civil filtraient les allées, des hélicoptères tournoyaient en hauteur, et un ballet feutré de berlines diplomatiques faisait scintiller la chaussée. À l'intérieur, le contraste était frappant : moquette épaisse, orateurs alignés, silences lourds, applaudissements cadencés. C'était un Congrès, mais cela avait des airs de prise de parole historique. Le grand amphithéâtre affichait complet. Des élus hongrois du Fidesz, des cadres de Reconquête, des membres de Vox, des représentants de la Lega, de l'AfD, du FPÖ autrichien, du PiS polonais — tous réunis sous la bannière d'une Europe post-bruxelloise, post-atlantique, post-libérale. L'organisateur, Santiago Abascal, leader de Vox, ouvrit la séance d'un ton martial : « Nous ne sommes pas les extrêmes. Nous sommes la dernière digue. Nous ne voulons plus mourir pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Et nous ne sacrifions plus nos peuples pour les fantasmes d'une Union à genoux devant Washington et Kiev. » Les applaudissements furent froids, précis, presque militaires. Au fil des heures, les discours s'enchaînaient comme les variations d'un même thème :

- Rejet de Bruxelles, accusée de bureaucratie et de soumission aux élites mondialistes.
- Dénonciation de l'OTAN, vue comme une structure obsolète qui pousse l'Europe vers la guerre.
- Soutien implicite à Moscou, ou du moins une lecture « réaliste » du rôle de la Russie comme acteur traditionnel, protecteur des valeurs conservatrices.

Un député de l'AfD provoqua des remous en affirmant, avec une voix de baryton : « Poutine est un patriote. Je ne dis pas cela pour choquer, mais parce que je crois que le patriotisme est devenu un délit en Europe de l'Ouest. » Une fraction de la salle se leva pour l'applaudir. Marine Le Pen, en visioconférence depuis Paris, intervint brièvement : « Il est temps que l'Europe retrouve une souveraineté stratégique. Que nous ne soyons plus les supplétifs de l'OTAN, les valets de l'Amérique, ou les otages d'une diplomatie ukrainienne devenue folle. Nous voulons la paix. Mais nous la voulons sur nos termes. » Dans les coulisses, les conseillers s'échangeaient

des regards lourds de conséquences. Un ancien diplomate espagnol murmura à voix basse : « Ce n'est plus une frange. C'est un axe. Une Internationale illibérale. » Pendant ce temps, des brochures circulaient discrètement : des cartes, des analyses, des mémos rédigés par des think tanks pro-russes, des revues traduites du russe au hongrois, du français à l'italien. Les services espagnols, bien que discrets, observaient. Ils savaient que certains participants étaient en lien direct avec des relais d'influence russes. Rien de prouvé.

En fin d'après-midi, la déclaration commune fut adoptée : « Pour une Europe souveraine, enracinée, désaliénée. Pour la fin des livraisons d'armes. Pour la levée progressive des sanctions. Pour la paix des nations. » Aucune mention de l'Ukraine. Aucun mot sur Loukachenko. Aucun deuil pour les morts. Seulement cette répétition martelée : « Notre paix, pas la guerre des autres. » Dans une pièce isolée, un conseiller hongrois et un émissaire biélorusse se serrèrent la main. Dans un hôtel voisin, un journaliste proche du mouvement Volia, prit des notes. Et à Bruxelles, Pierre Debray, qui suivait la retransmission, comprit que l'Europe entamait une fracture idéologique irréversible.

La nuit était tombée sur Madrid comme un rideau sur une scène dont le décor avait changé sans prévenir. Les derniers invités du Congrès européen des droites souverainistes s'étaient dispersés dans les salons feutrés des hôtels sécurisés. Dans les rues alentour, quelques manifestants pro-européens étaient maintenus à distance par des cordons policiers nerveux. Dans les rédactions européennes, les analyses s'accumulaient, prudentes, souvent inoffensives. Peu osaient le dire franchement. Mais l'évidence grondait déjà sous les mots. Car derrière le vernis du souverainisme, derrière les appels à la paix et au réalisme géopolitique, la Russie menait une guerre des esprits. Et elle la gagnait. Pas une guerre de tanks ni de missiles — mais une guerre de récits. Une guerre où les mots étaient des armes. Et comme ce fut le cas dans les années 30, ce n'étaient pas les dictateurs seuls qui façonnaient l'effondrement de l'Europe. C'étaient les politiciens — élus, lucides, parfois intelligents — qui validaient l'inacceptable, au nom de la stratégie, du réalisme, ou de la peur. La Russie n'envahissait pas l'Europe par la force. Elle l'habitait déjà, à travers ceux qui avaient cessé de croire en elle.

Le feu de Minsk

*Scène 1 – La projection*

Minsk, nuit du 17 février 2025 – 03h11

Le froid mordait les toits de Minsk, sec, figé, comme une mâchoire d'acier suspendue au-dessus de la ville. Le ciel était limpide, parcouru d'étoiles inertes. Le centre était presque silencieux, à l'exception des passages réguliers des patrouilles de l'OMON et des rumeurs de sirènes lointaines qui hantaient les nuits depuis des mois. Dans un immeuble abandonné rue Karla Marksa, au sixième étage, Alena Radzivil fixait l'écran de contrôle. À ses côtés, Mikita et Daria retenaient leur souffle. À travers une meurtrière découpée dans un rideau de velours noir, l'angle parfait sur le bâtiment de la Douma biélorusse se dessinait. Gigantesque bloc de granit et de verre, quadrillé de projecteurs et de soldats, il trônait comme un mausolée de la peur. Le minuteur affichait : 03:14:22. Il restait 38 secondes. Le projecteur était déjà en place depuis des heures, camouflé derrière des panneaux peints. L'objectif, précis au millimètre, visait la façade nord du Parlement, celle tournée vers la place de l'Indépendance. Les passants ne verraient rien. Mais les caméras, oui. Et les drones, et les réseaux.

À 03h15 précises, Alena appuya sur « ACTIVER ». Sur la façade de la Douma, un poème interdit apparut, projeté en lettres blanches vibrantes, immense, tremblant légèrement comme une respiration lente. Les mots jaillirent, en biélorusse, avec la grâce tragique d'un adieu au silence :

"Ô pays de poussière et de sang,

Toi qu'on bâillonne et qu'on dresse,

Un jour viendra l'éveil brûlant,

Et la lumière lavera la presse."

La projection dura exactement 48 secondes, juste assez pour être filmée, trop peu pour être arrêtée. Puis une deuxième strophe s'imposa, plus vive, plus sombre :

"Ceux qui règnent par le goulag

S'effondrent au murmure des enfants.

La peur n'est qu'un masque qui craque

Quand le vent souffle depuis le dedans."

Sur la place, quelques silhouettes s'arrêtèrent. Des jeunes, surtout. Certains filmèrent. D'autres commencèrent à lire à voix haute. Un soldat cria. L'alarme siffla. Et soudain, la façade redevint noire. Mais le mal était fait. En moins de quinze minutes, les images inondaient Telegram, Signal, VK, Twitter, les chaînes YouTube dissidentes, les réseaux universitaires clandestins. La légende apparaissait partout : « VOLIA PARLE ».

À 04h02, le régime coupait internet à Minsk. Mais la foule avait déjà commencé à s'agglutiner. D'abord des curieux. Puis des étudiants. Puis des mères avec des photos de leurs fils emprisonnés. À 05h, ils étaient près de deux mille devant le Parlement. Les slogans jaillirent, d'abord timides :

*"Liberté !"*

*"Où est Ivan ?"*

*"Le peuple n'est pas un terroriste."*

Puis des cris plus furieux. Des poèmes chantés. Une pancarte immense, griffonnée à la main :

"Nous sommes le poème."

La répression fut brutale. À 05h22, les unités spéciales chargèrent. Grenades assourdissantes. Matraques. Chiens. Arrestations violentes. Le sang coula sur les pavés gelés. Mais la foule résista. Des femmes encerclèrent les soldats. Des hommes désarmèrent un officier et lui rendirent son arme, en silence. Des enfants hurlaient des vers appris en cachette. Le feu se répandait. Pas un feu de flammes — un feu d'idées.

Dans une cave de la banlieue nord, Volia regardait en silence les images tourner. Mikita pleurait. Daria restait muette, la main sur le cœur. Alena semblait ailleurs. « Ce n'était qu'un poème... » murmura Mikita. « Non, » dit Alena. « C'était un miroir. Et ils n'ont pas supporté de s'y voir. »

Planque de Volia, Minsk – Trois semaines avant la projection

La lumière vacillait au plafond, une ampoule nue suspendue à un fil torsadé. Dans la pièce humide et silencieuse, ils étaient six. Assis autour d'une table en contreplaqué couverte de feuilles, câbles, cartes SIM, restes de café froid et fragments de poésie manuscrite. Au centre, Mikita Sazonov, les yeux cernés, tenait un petit carnet à spirales, griffonné de sa main. Il venait de lire à voix haute un passage qu'il avait écrit la veille. À sa droite, Daria Lobanova hochait la tête lentement, bras croisés. Face à eux, Alena Radzivil tapotait distraitement sur un vieux clavier relié à un mini-projecteur.

— Ça suffit, murmura Daria. Il faut sortir du bois. On étouffe. Les gens n'y croient plus.

— Et tu veux quoi ? Balancer des molotovs ? Rejoindre un groupe armé ? répondit Ivan Cherniak, assis à l'écart, l'épaule collée contre le mur.

Mikita leva les yeux. Il parlait avec une voix posée, mais chargée de cette énergie fiévreuse qui ne le quittait jamais longtemps.

— Non. Pas la violence. On n'est pas comme eux. Mais il faut un choc. Pas un cri. Une image.

Quelque chose d'irréfutable. Il posa lentement son carnet sur la table. Une page dépassait, soulignée de rouge. Daria tendit la main, la lut, puis leva les yeux :

— « Ceux qui règnent par le goulag s'effondrent au murmure des enfants... »

C'est de toi ?

Mikita hocha la tête. Personne ne parla pendant quelques secondes. Puis Alena souffla, presque sans s'adresser à personne :

— On pourrait le projeter. Sur la Douma. Comme un graffiti de lumière. C'est faisable. Risqué, mais faisable.

— Tu as encore ton matos ? demanda Ivan, un sourcil levé.

— Une lentille japonaise, planquée sous le plancher. Il me faut un vidéoprojecteur et 800 watts de batteries lithium. Mais le plus dur, ce sera l'emplacement.

Ils se regardèrent tous. Le silence disait ce que les mots évitaient : si ça échouait, c'était la fin. Mais personne ne dit non.

Les jours suivants furent une spirale de paranoïa et d'intensité. Alena cartographia les angles de vision à partir des plans urbains qu'elle avait récupérés via des amis hackers. Ivan repéra des immeubles désaffectés, fit trois repérages de nuit. Mikita réécrivit son poème jusqu'à la perfection rythmique. Daria contacta deux réseaux pour assurer la diffusion virale des images. Tout était chronométré. Chaque étape testée. Chaque minute du jour J planifiée comme un ballet. Ils répétèrent l'allumage trois fois sur un mur d'usine désaffectée. Une fois, la batterie sauta. Une autre, l'image était floue. Mais à la troisième, ils savaient qu'ils tenaient quelque chose.

La veille de l'opération, ils se retrouvèrent à nouveau, dans ce sous-sol moisi, près du vieux radiateur grésillant.

— Si on y arrive, murmura Daria, ça ne va pas changer le monde. Mais peut-être... la nuit de quelques cœurs.

— On ne cherche pas à allumer un feu, dit Mikita. On veut qu'ils comprennent que le feu est déjà là.

Ivan alluma une cigarette. Il évitait leurs regards. Il pensait à ceux qu'il avait déjà fait passer à travers la frontière. À ceux qui n'avaient pas eu cette chance.

— S'ils trouvent cette planque après, je ne peux pas vous promettre de vous sortir tous. Pas cette fois.

Personne ne répondit. Pas besoin. Chacun avait déjà accepté les risques. Ils ne rêvaient pas d'héroïsme. Ils voulaient seulement marquer leur époque d'une empreinte humaine, avant d'être broyés dans l'oubli. Quelques heures plus tard, ils chargeaient les équipements dans un vieux sac vert foncé, enveloppaient les lentilles dans du tissu de coton, et mémorisaient les plans d'évacuation. Dans la cage d'escalier, juste avant de quitter la planque, Mikita colla un petit autocollant sur la rambarde. Un simple mot : "Volia."

La lecture de Mikita

Minsk, nuit du 25 février 2025 – 21h36 Place Yakuba Kolasa

Le froid était toujours là, mordant, tendu. Mais ce soir-là, Minsk frissonnait d'un feu nouveau. Des centaines de personnes s'étaient rassemblées, lentement, silencieusement, sur la place Yakuba Kolasa, au cœur de la ville. Ce n'était pas une manifestation annoncée. Il n'y avait ni pancarte, ni mot d'ordre clair. Mais tout le monde savait. Quelqu'un allait parler. Quelqu'un allait briser le silence. Le régime, depuis la projection du poème sur la Douma, avait redoublé ses coups. Arrestations massives. Rafles dans les campus. Propagande ininterrompue sur les ondes. Mais les mots interdits avaient germé. Une langue souterraine avait repris vie. Une rumeur s'était répandue dans tout Minsk, comme une lueur sous la neige : "Il va parler." Peu avant 22h, un jeune homme monta sur la margelle de la fontaine gelée. Il portait un manteau sombre, trop large pour lui, et un bonnet tiré jusqu'aux yeux. C'était Mikita Sazonov. Il n'avait pas de micro. Pas de musique. Pas de drapeau. Seulement une voix.

— Mes amis, murmura-t-il d'abord. Ce que je vais faire ici constitue un crime.

Un frisson parcourut la foule.

— Lire. Lire un texte interdit. Un texte que mon père aurait caché sous le plancher, que ma mère aurait appris par cœur. Un texte pour lequel d'autres ont été battus, enfermés, ou réduits au silence.

Il déplia une feuille. Sa main tremblait.

— Mais aujourd'hui, c'est moi qui vais le dire. Et je veux que vous l'entendiez comme on entend un chant d'adieu... ou de naissance.

Il inspira longuement. Puis il lut : "Nous ne voulons pas d'un empire, mais d'un foyer. Pas d'un maître, mais d'un miroir. Nous avons appris à survivre sans haine, à marcher sans lumière. Mais vous avez confondu notre patience avec votre pouvoir. Vous avez cru que le silence était une soumission. Vous avez cru que la nuit était à vous. Ce n'est pas une révolution que nous appelons. C'est une mémoire. Celle d'un peuple debout, le visage lavé de peur, qui redécouvre sa langue et son nom."

La foule était figée. Pas un souffle. Pas un cri. Seulement le battement sourd d'un peuple suspendu aux mots d'un poète. Des projecteurs s'allumèrent soudain dans les rues adjacentes. Des véhicules blindés s'approchaient. Mikita releva les yeux. Il froissa le papier, le mit dans sa poche, et sauta au sol.

— Souvenez-vous. Ce que vous avez entendu n'est pas un appel à la guerre. C'est un refus de l'oubli.

Puis, sans courir, il s'enfonça dans la foule. Les premières détonations retentirent. Des grenades assourdissantes. Des cris. Des gens bousculés, plaqués au sol. Des coups. La foule se dispersa dans tous les sens. Certains cherchaient Mikita, en criant son nom. D'autres s'efforçaient d'effacer les vidéos de leurs téléphones avant les barrages. Mikita n'était plus visible. Il s'était évaporé. Dissous dans les corps. Fuyant à pied. Ou tombé dans la mêlée. Nul ne le savait. Le lendemain, les médias d'État annoncèrent l'interruption d'un "rassemblement illégal mené par des agents de l'étranger." Aucune mention de Mikita. Mais sur les murs du métro, à la craie, sur les bancs publics, au crayon, on pouvait lire un seul mot, griffonné comme une prière : "Sazonov vit."

Siège du KAPO, Tallinn – 2 mars 2025

Il était 02h37 du matin quand l'alerte s'afficha en rouge sur le mur principal de la cellule de surveillance. Un opérateur, encore embrumé de café tiède, fronça les sourcils. L'algorithme interne, baptisé *Silene*, venait d'intercepter une suite de paquets cryptés émanant d'un canal du FSB. Le flux traversait un relai non autorisé à Vologda, avant d'atteindre Minsk via un satellite militaire de faible intensité. À première vue : du bruit. Mais quelques expressions filtrées activèrent une série d'alertes croisées : "Objectifs confirmés : Sazonov, Lobanova, Radzivil, Cherniak." "Engagement nocturne – unité Alfa en cours de déploiement." Dans la minute, l'opérateur contacta l'officier de quart. Quinze minutes plus tard, Kaarel Vaher entra dans le bureau, manteau encore ouvert, visage fermé. Il lut les extraits de transcriptions sans s'asseoir. La mâchoire crispée, il décrypta la phrase :

— Opération Volia. Maintenant.

Dans la petite salle aveugle qui servait de hub Volia au sein du KAPO, trois agents reconstituèrent rapidement l'arborescence du message intercepté. Il s'agissait d'un ordre d'interpellation et de neutralisation, transmis par la direction du FSB Minsk à une unité spéciale affiliée à l'armée biélorusse, avec coordination russe directe. D'après les métadonnées, l'opération était prévue pour 04h00, heure locale. Il était déjà 03h06. Kaarel prit une décision rapide : ils devaient prévenir Volia immédiatement. Mais comment ?

La ligne chiffrée utilisée jusque-là avec Alena Radzivil avait été mise en sommeil. L'ancien relai Telegram sur le darknet n'avait pas été activé depuis la projection. Toute tentative de contact pouvait compromettre les canaux. Mais un espoir restait : un contact dormant placé à Minsk, connu seulement sous le pseudonyme de "Pavietra".

— Activez Pavietra. Maintenant. Protocole 12. Et tentez un push sécurisé vers Alena via la liaison secondaire.

À 03h17, un vieux téléphone à clapet, dissimulé dans une boîte de fer blanc dans un appartement de banlieue, vibra une fois. Puis deux. Un signal convenu. Pavietra se leva immédiatement, enfile son manteau et sortit sans bruit. Dans le même temps, à l'autre bout de Minsk, Alena Radzivil s'éveilla en sursaut. Le téléphone crypté connecté à un relais WiFi improvisé dans la cave de la planque venait de clignoter. Elle activa la liaison. Un message bref, signé du mot-code "Balti lumi" : « Opération ennemie déclenchée. Dossier Volia. Fuite immédiate. Contact Ivan non localisé. » Dans l'obscurité, Alena réveilla Daria et Mikita. Personne ne parla. En trois minutes, ils rassemblèrent les affaires essentielles qui ne tenait plus que dans deux sacs et un rouleau d'affiches jamais utilisées. Daria voulut envoyer un message à Ivan, mais son signal GPS indiquait une position floue près de la frontière sud-ouest. Il était hors de portée. Peut-être encore dans les bois, escortant une famille à travers un terrain miné et gelé.

— Il est dehors, dit Mikita à voix basse. Il est plus exposé que nous tous.

— Il est Ivan, répondit Alena. Il saura.

Mais son regard disait autre chose. Quelque chose de plus lourd. Quelque chose qui ressemblait à la peur de ne pas le revoir.

03h41.

Une première patrouille s'arrêtait à trois rues de la cache. Les bottes claquèrent sur le bitume. Mais Volia avait déjà disparu. Pendant ce temps, à Tallinn, Kaarel Vaher suivait les signaux sur l'écran central. Il avait réussi à les prévenir. Il ne pouvait pas faire plus. Pas pour l'instant.

— Que Dieu les garde, murmura-t-il.

Puis il retourna dans l'ombre, où d'autres opérations attendaient.

## La purge de la nuit

Minsk, 3 mars 2025 – Minuit

Le silence n’existait plus à Minsk. La ville tremblait au rythme des portières qui claquaient, des cris étouffés, des bottes frappant les cages d’escalier. La nuit avait été avalée par une lumière crue, blanchâtre, artificielle : celle des projecteurs braqués sur les façades, des gyrophares, des lampes de poing agitées dans l’urgence. Dans les rues, les fourgons noirs aux vitres opaques s’alignaient par dizaines. À l’intérieur, des hommes en uniforme sans insigne. Masques noirs. Yeux froids. Les ordres étaient clairs : nettoyer les foyers de sédition. Loukachenko avait vu la projection sur la Douma. Il avait entendu les mots de Mikita. Il avait senti, dans la vibration de ces gestes, une menace qu’aucune milice ne pouvait vraiment contenir. Il n’avait pas hésité. Il avait signé les décrets d’exception dans l’heure.

- Toute personne suspectée de soutien à une organisation subversive — nommément Volia — serait considérée comme complice de terrorisme.
- L’arrestation sans mandat était autorisée.
- Les gardes à vue pouvaient durer jusqu’à 90 jours sans procès.
- Les procès, quand ils auraient lieu, seraient militaires et expéditifs.

Dans les quartiers étudiants, les descentes commencèrent dès la tombée du jour. Les pensionnats furent bouclés, les listes d’inscription saisies, les ordinateurs confisqués. À l’université linguistique de Minsk, une vingtaine d’étudiants furent arrêtés sans autre motif que leur présence sur des forums suspects. À l’Académie des arts, un atelier entier fut bouclé et vidé en dix minutes. Des témoins diront plus tard qu’ils ont vu des jeunes se faire traîner dans la neige, sans chaussures, mains liées par des colliers de serrage, les yeux écarquillés. Dans les prisons surpeuplées, les cellules se remplissaient plus vite que les fiches d’enregistrement. Dans les couloirs du ministère de l’Intérieur, Irina Vlassova supervisait la campagne de propagande en parallèle. Les télévisions affichaient des visages floutés de “conspirateurs”, les chaînes publiques parlaient « d’ingérence étrangère coordonnée » et « d’actes préparatoires à une guerre civile ». Les mots étaient calibrés : « neutraliser », « purifier », « restaurer l’ordre ». Dans l’intimité des centres de détention, c’était autre chose : hurlements, violences, humiliations. Le visage brut de la dictature. On arrêtait des enseignants,

des bibliothécaires, des retraités. Toute personne ayant partagé un poème ou une image de Volia devenait suspecte.

Dans la nuit du 3 au 4 mars, 612 arrestations furent recensées. Officiellement. Mais les ONG parlent de plus du double. À l'aube, un silence étrange retomba sur la ville. Non pas celui du repos. Mais celui de la sidération. Les rues étaient vides. Les arrêts de bus déserts. Des volets restés fermés. Des regards évités. À la radio, un message du ministère :

— “Le président Loukachenko garantit que l'ordre républicain a été rétabli. Toute tentative de déstabilisation sera écrasée.”

Volia, amputée, cachée, en fuite, n'avait plus qu'une voix : le murmure. Mais le murmure n'était pas mort.

### Le dernier passage

Frontière sud-ouest de la Biélorussie – 4 mars 2025, 02h12

La forêt semblait suspendue dans une attente glacée. Pas un vent. Pas une chouette. Même les branches restaient immobiles, figées dans la brume blanche de la fin de nuit. Ivan Cherniak ouvrait la marche. Devant lui, une mère tenait son enfant dans les bras. L'autre main agrippait la manche de son mari, blessé à la jambe. Une autre silhouette — la sœur de la mère, vingt ans à peine — fermait la marche, le regard hagard. Quatre âmes de trop dans un pays devenu tranchée. Ivan avait refusé de renoncer. Même après l'alerte du KAPO. Même après que Kaarel Vaher, indirectement, leur ait transmis le signal de dispersion. Volia devait fuir. Se taire. Disparaître. Mais cette famille n'en faisait pas partie. Ils étaient civils, des gens simples. Et Ivan savait qu'ils ne survivraient pas à une arrestation. Alors il avait choisi. Encore une fois. « Une dernière. Une seule. » C'est ce qu'il avait murmuré à Alena. Elle avait baissé les yeux. Elle savait qu'il mentait.

Ils avançaient lentement, entre les pins, les racines noires, les feuilles gelées. Ivan connaissait chaque rocher, chaque creux de terrain. Il avait foulé cette zone plus d'une vingtaine de fois. En d'autres temps, c'était un passage de contrebande. Aujourd'hui, c'était un corridor d'espoir. Il avait désactivé les balises à ultrasons au bon moment, détruit les pièges sonores posés par les gardes-frontières. Il avait même modifié l'empreinte thermique du groupe avec de la

couverture d'aluminium artisanalement cousue. Mais cette nuit n'était pas comme les autres. Il le sentait dans l'air. Dans l'odeur métallique du sol. Dans le silence qui pesait sur les branches.

02h38.

Ils atteignirent la clairière. À moins de 400 mètres, la limite était là. Une mince ligne invisible. Le territoire lituanien. Ivan fit signe d'accélérer. La femme peinait. L'enfant commença à pleurer.

— Chut... chut... avance, doucement...

Il voulait aller au bout. À tout prix. Et c'est là qu'il l'entendit. Un craquement. Pas un bruit de pas. Pas un oiseau. Un craquement... métallique. Irrégulier. Un mécanisme. Il leva le poing. Stop. Trop tard. Une salve. Puis deux. Le mari s'effondra. La femme hurla. L'enfant pleura. La sœur s'agenouilla, paralysée. Ivan dégaina son arme. Il ne visait pas. Il tirait en l'air. En désespoir. Pour distraire. Pour créer le chaos. Il cria :

— Courez ! Courez, maintenant !

Une seconde salve. Il sentit la brûlure dans son flanc, mais tint bon. Il chargea vers le flanc droit, là où il savait que le terrain s'élevait. Un moyen de détourner la patrouille. Un dernier regard vers la famille. Ils couraient. Vers l'autre rive. Vers l'Ouest.

02h47.

Ivan tomba à genoux. Il entendit des voix russes. Une lumière de torche. Il arracha la balise de son sac, l'activa à l'aveugle, et la jeta derrière lui. L'ultime geste. Le signal que le KAPO, peut-être, capterait. Le témoignage de son passage. Puis il se laissa aller. Sur le dos. Le ciel noir au-dessus. Les étoiles étaient là.

04 mars 2025, 06h11 – Poste-frontière lituanien

Une femme, ensanglantée, portant un enfant, se présenta à la barrière. Derrière elle, sa sœur boitait. En silence. Elles étaient vivantes. Le garde lituanien les prit en charge.

— D’où venez-vous ?

— De l’enfer, répondit-elle.

Et personne ne posa d’autre question.

Le monde vacillait, penchait à droite, puis à gauche. Ivan ouvrit les yeux. Le sang s’échappait lentement de son flanc, chaud, épais. Il avait mal, mais il était encore vivant. Il l’était — et il devait le rester. La lumière des torches s’éloignait derrière lui. Les soldats russes suivaient la fausse piste. Le bruit des branches brisées s’éteignait. Ils avaient été leurrés. Mais pour combien de temps ? Ivan serra les dents, glissa sa main gauche sous sa veste. Sa paume rencontrait une chair déchirée. Pas de perforation profonde. Pas de viscère touché. Il connaissait les blessures. Celle-ci était sérieuse, mais pas encore fatale. Il banderait avec ce qu’il avait. Une couverture thermique. Du plastique. Du silence. Il rampa sur quelques mètres, s’éloignant lentement de la trace. Il n’y avait plus de chemin balisé. Il n’y avait plus de point GPS, plus de plan. Il n’y avait que l’instinct, cette mémoire animale du terrain qu’il avait parcouru toute sa vie. Un arbre déraciné. Une cavité sous la mousse. Un repli de terrain connu des braconniers. Il y arriva, haletant, épuisé, mais lucide. Il s’y laissa tomber. Juste quelques secondes pour reprendre. « Il me reste cent mètres. Moins. » « Si je passe le ruisseau, je suis presque en zone morte. » « Après... dix minutes jusqu’à la barrière. »

Il ferma les yeux. Visualisa. Les pas. Les foulées. Les couvertures. Le silence. Un oiseau s’envola au loin. Son instinct se réveilla. Trop brusque. Pas naturel. Il roula sur le côté. Le coup partit. Sans bruit. Sans cri. Juste une perforation nette, comme un éclair froid traversant l’obscurité. La balle avait traversé son crâne avec une précision clinique. Le corps d’Ivan s’effondra lentement contre la paroi du repli. Sa main, encore tendue vers la poche où il gardait le carnet de routes, resta ouverte. Un filet de sang s’écoula entre les feuilles mortes. Silencieux. Au sommet d’une crête, dissimulé derrière un écran thermique, un sniper russe replia calmement son fusil Dragunov. Objectif neutralisé. Pas de témoin. Pas d’écho. Quelques heures plus tard, une patrouille retrouverait le corps. Les services spéciaux nieraient toute implication. Et le nom d’Ivan Cherniak ne figurerait sur aucune liste officielle. Mais dans les jours à venir, à Minsk, à Vilnius, à Tallinn, certains parleraient d’un homme au regard doux, aux gestes précis, qui avait fait passer des familles entières sous le nez d’un empire. Un passeur. Un résistant. Un héros.

Deux jours plus tard

Tallinn – 6 mars 2025, 7h12 du matin

Il faisait encore nuit sur la vieille ville. La neige, tombée par plaques désordonnées dans la nuit, dessinait des silhouettes pâles sur les toits rouges de Kalamaja. Au quatrième étage d'un immeuble en bois, Maarika Põld terminait à peine sa deuxième tasse de café. Elle n'avait pas dormi. Depuis deux jours, chaque vibration de son téléphone, chaque son de porte la faisait sursauter. Elle savait que quelque chose s'était passé. Mais personne ne lui disait rien. Elle ouvrait la radio par réflexe. Rien. Elle relisait les derniers messages de Volia. Silencieux. Puis... Trois coups. Clairs. Calmes. À sa porte. Elle ne bougea pas tout de suite. La tasse tremblait dans sa main.

— Qui est-ce ? demanda-t-elle, la voix cassée.

— Kaarel. Kaarel Vaher. Ouvrez, s'il vous plaît.

Elle déverrouilla lentement. Quand elle ouvrit, elle vit un homme fatigué. Il portait encore son manteau sombre, une écharpe épaisse, les tempes humides. Son visage était grave. Figé. Il entra sans un mot. Retira son bonnet. Et s'assit à la table, sans attendre qu'elle l'y invite.

— C'est Ivan, dit-il.

Le silence tomba. Comme un couvercle.

— Non... non, murmura Maarika. Non, pas lui...

— Il a réussi à faire passer la famille. Jusqu'au dernier. Ils sont en sécurité en Lituanie. Le garde-frontière lituanien les a pris en charge. Il a laissé un signal derrière lui. Une balise que nous avons interceptée. On a mis du temps à localiser. Et puis...

Il posa une petite enveloppe sur la table. Froissée. Anonyme. Un message intercepté dans les communications russes. Une photo floue, prise depuis une caméra thermique. Un corps, flou. Une silhouette effondrée. Et le code qui désignait la cible : « ЛИС » — *Lis*, le nom de code d'Ivan chez Volia : « le renard ».

— Il a été exécuté par un tireur isolé. Propre. Rapide. Russe.

Elle ne pleura pas. Pas encore. Son visage était blanc. Sa main crispée sur la table.

— Et les autres ?

Kaarel hésita.

— Mikita est porté disparu. Après la lecture publique. On ignore s'il est mort... ou caché.

— Et Daria ?

— Capturée. Officiellement inculpée « d'agitation contre l'État ». Elle est vivante. Pour l'instant.

— Alena ?

— Introuvable. On pense qu'elle a fui. Peut-être vers le nord. Peut-être vers la Pologne. On a quelques pistes.

Il reprit :

— Maarika... c'est la fin de Volia. La cellule centrale a été décapitée. Les figures visibles sont mortes ou sous contrôle. Il reste des jeunes, des anonymes. Mais plus de lien. Plus de structure.

Elle se leva. Avança vers la fenêtre. Tallinn s'éveillait lentement. Le jour se levait, sans lumière.

— Alors c'est fini...

Kaarel se leva à son tour.

— Non. Pas encore. Mais nous devons être réalistes. Volia est à terre. Et Loukachenko le sait.

— Et vous ? Le président ? Le KAPO ? Que ferez-vous ?

Il la regarda longuement. Puis répondit simplement :

— Nous allons devoir faire ce qu'aucun État n'admet jamais faire. Nous allons devoir agir... sans laisser de trace.

Il récupéra son bonnet, se dirigea vers la porte.

— Ivan croyait en vous. Il voulait que vous soyez le relais. Le témoin. La voix. Ne le laissez pas disparaître avec un code.

Il sortit. La porte se referma doucement. Maarika resta seule. Le dossier dans les mains. Le silence dans la gorge. Et ce nom, Ivan, gravé désormais dans la tragédie.

La salle de presse

Tallinn – Rédaction du Postimees – 7 mars 2025, 10h47

Le néon clignotait au-dessus de la cafetière. Les bureaux étaient déjà presque pleins à cette heure. Des voix basses, des cliquetis de clavier, quelques soupirs. L'hiver dehors persistait, long, obstiné. Mais c'était autre chose qui glaçait aujourd'hui la rédaction : la tristesse. Le pressentiment. Le poids. Maarika Põld franchit la porte sans saluer. Elle n'avait rien dit depuis l'aube. Elle portait le même manteau que la veille, le col relevé, les yeux rouges, mais secs. Un silence épais l'entourait. À son passage, les conversations s'éteignaient, les regards se baissaient. Tout le monde savait que Ivan Cherniak était mort. Et d'autres allaient suivre. Elle monta directement à l'étage supérieur. Le bureau vitré du rédacteur en chef était entrouvert. Elle frappa deux fois.

— Entre, dit Tõnu Laane, un homme aux tempes argentées et au regard sévère. Il n'avait pas l'habitude des gestes inutiles.

Elle s'assit sans un mot. Ouvrit son sac. En sortit un carnet de cuir, une clef USB, un petit dossier étiqueté d'une simple lettre : V.

— C'est tout ce qu'il me reste de lui.

Tõnu ne répondit pas.

— Je veux écrire. Maintenant. L'édition de demain. En Une.

Il ne discuta pas. Il savait ce que cela signifiait. Ce n'était pas un article. C'était un de ces textes qui restent. Qui marquent. Qui blessent, parfois, parce qu'ils disent ce qu'on refuse de voir. Elle descendit à son bureau. S'installa. Et écrivit.

*Postimees – Éditorial exceptionnel – 8 mars 2025*

« Volia : le feu éteint. Et l'Europe qui regarde ailleurs. »

*Par Maarika Põld*

J'ai rencontré Ivan Cherniak dans un bois, à quelques mètres d'une frontière que la Biélorussie ne voulait plus laisser franchir. Il m'avait tendu la main avec un sourire un peu las. Il m'avait parlé doucement, presque timidement. Il n'aimait pas les grandes phrases. Il préférait les chemins, les lignes à tracer, les silhouettes à protéger. Il est mort il y a deux jours. Un sniper russe. Une balle. Une forêt. Et le monde n'en dira rien. Je repense à tous les noms que j'ai entendus depuis le début : Ivan, Daria, Mikita, Alena. Des jeunes gens. Des visages d'aujourd'hui. Des rêves d'hier. Et maintenant, des absents. Ils portaient un nom qui signifie volonté, liberté, choix : Volia. Ils ne jetaient pas de bombes. Ils ne posaient pas d'explosifs. Ils n'avaient pas de kalachnikov. Ils avaient des tracts, des poèmes, des dessins projetés sur des murs interdits. Ils avaient des mots, et ils croyaient que ces mots pouvaient fissurer une dictature. Ils avaient raison. Et c'est pour cela qu'on les a tués. L'Europe est fatiguée, dit-on. L'Europe est prudente. L'Europe ne peut pas tout faire. Mais alors, à quoi sert-elle ? Quand une jeune femme de vingt ans est condamnée à vingt ans de prison pour avoir récité un texte de Rygor Baradulin. Quand un étudiant disparaît après avoir chanté un refrain interdit. Quand un passeur, pacifique, protecteur, est abattu comme un chien... Et que l'Europe se tait. Je n'accuse pas Bruxelles. Je n'accuse pas Paris, Berlin ou Rome. J'interroge. Je demande : jusqu'à quand ? Jusqu'à quelle frontière la liberté est-elle défendue ? Jusqu'à quel cri le silence est-il toléré ? Volia n'était pas un groupe terroriste. Ce n'était pas un mouvement armé. C'était une jeunesse debout. Une génération qui ne veut pas courber l'échine. Ils sont morts. Ou emprisonnés. Et ceux qui restent vivent cachés, dans la peur, dans la fuite. Nous sommes à un tournant de l'Histoire. Comme en 1936. Comme en 1956. Comme en 1968. À chaque fois, des jeunes se sont levés. À chaque fois, l'Ouest a hésité. À chaque fois, l'Est a écrasé. Et pourtant, nous savons. Nous avons les photos. Les preuves. Les messages. Les corps. Alors, que voulons-nous ? Une Europe qui compte les morts, ou une Europe qui les empêche ? Je n'ai pas toutes les réponses. Mais je sais une chose : si nous laissons ces enfants tomber sans un mot, sans un cri, alors c'est notre démocratie qui meurt à petit feu. Volia est peut-être détruite. Mais son nom, son feu, sa mémoire, vivront dans chaque article que j'écrirai. Et si un jour l'Europe retrouve sa voix, qu'elle commence par se souvenir de ces prénoms : Ivan. Daria. Mikita. Alena. Et tant d'autres.

Quand elle termina de taper le dernier mot, Maarika resta figée. Ses mains tremblaient. Une larme solitaire coula enfin. Dans la salle de rédaction, un silence inhabituel s’installa. Le texte passa de bureau en bureau. Personne ne commenta. Certains levèrent les yeux. D’autres se redressèrent. Quelqu’un, dans un coin, souffla juste :

— C’est la vérité.

Et la vérité avait, pour une fois, un nom. Une voix. Et un visage.

Washington se détourne

*Dans l'ombre du Bureau ovale*

Maison Blanche, Washington – 12 mars 2025

Le ciel au-dessus de Washington était bas, figé dans une teinte de plomb qu'aucun matin ne parvenait à réchauffer. La ville, pourtant nerveuse, semblait suspendue dans un entre-deux historique, comme si le monde, sans bruit, glissait lentement vers un autre point d'équilibre. Dans le Bureau ovale, les lumières étaient tamisées. Le décor était immuable : les rideaux bleu marine, le grand tapis orné de l'aigle bicéphale, les portraits des Pères fondateurs accrochés au mur, figés dans leur silence séculaire. Mais ce matin-là, ce n'était pas l'Histoire que l'on invoquait, mais le calcul. Le président nouvellement élu – entouré de ses conseillers militaires, économiques et diplomatiques – avait réuni son cercle rapproché. Une réunion à huis clos. Pas de caméras, pas de micros, pas de journalistes. Juste des hommes et des femmes qui pesaient les coûts, les gains, les rapports de force. Depuis des semaines, le Département de la Défense chiffrait l'effort de guerre américain :

- 115 milliards de dollars d'aides cumulées depuis 2022.
- Des milliers de pièces d'armement, de munitions, de véhicules blindés.
- Des infrastructures logistiques saturées en Pologne et en Roumanie.
- Un Congrès divisé.
- Un électorat inquiet.

Et au milieu de ces colonnes de chiffres, un constat brut, nu, glacial : l'ennemi principal des États-Unis n'était pas la Russie. C'était la Chine.

Dans une salle attenante, les graphiques projetés sur les écrans retraçaient l'expansion technologique de Pékin, ses investissements militaires en mer de Chine, ses percées en IA, en cybersécurité, en hypersonique. La doctrine stratégique était en train de pivoter. Face à cela, la guerre en Ukraine apparaissait comme un borbier secondaire, un théâtre périphérique qui détournait l'Amérique de ses priorités. Des rapports circulaient : les forces russes avaient repris l'initiative à l'est de Kharkiv. Des drones kamikazes tombaient quotidiennement sur Odessa. Kiev résistait, mais à quel prix ? Le président Zelensky, selon certains mémos, commençait à

inquiéter : trop médiatique, trop seul, trop fatigué. La doctrine Monroe, dans un nouveau costume, revenait hanter les couloirs du pouvoir : l'Amérique pour les Américains. Et les Européens devaient, désormais, se défendre seuls. Le Conseil de sécurité nationale avait proposé plusieurs scénarios. Tous menaient à une réduction drastique du soutien :

- Suspension progressive des aides militaires, remplacées par des prêts.
- Transfert de la responsabilité logistique à l'Union européenne.
- Renforcement de la dissuasion en Indo-Pacifique.
- Pression diplomatique pour forcer l'Ukraine à une table de négociation.

Un dossier confidentiel, marqué TOP SECRET – EYES ONLY, circulait entre les mains des conseillers. Son titre était limpide : « Strategic Realignment – 2025 ». Là, noir sur blanc, se lisait l'orientation nouvelle d'un empire qui se repliait sur ses lignes essentielles. L'Europe devenait un théâtre d'appoint, non un pilier. Et l'Ukraine, tragiquement, un pion sacrificable. Dans les coulisses de la Maison Blanche, certains murmuraient que le président américain n'avait jamais cru à la survie de l'Ukraine. Qu'il fallait une paix – n'importe laquelle – pour tourner la page. Le message était prêt. Les conseillers en communication peaufineraient les mots : *paix juste, désescalade, soutien diplomatique*. Mais au fond, il s'agissait d'une chose : l'abandon partiel. Une voix s'éleva, sans être citée dans les minutes officielles. Un général, ancien de l'Irak. Il avait dit, sans détour :

- On ne peut pas combattre deux empires à la fois. La Russie joue son dernier souffle. La Chine, elle, est l'avenir.

Silence. Personne n'avait contesté. Dans un coin du Bureau, le drapeau américain flottait faiblement dans la climatisation glacée. Sur le bureau, un dossier marqué « Zelensky – communications directes » était refermé, non relu. Et pendant ce temps-là, dans les tranchées de Bakhmout, des soldats attendaient des munitions. Qui ne viendraient peut-être plus.

L'Ukraine résiste sous les cendres

Ukraine orientale et centrale – 5 avril 2025

Les cartes militaires n'étaient plus lisibles qu'à force de flèches rouges, de cercles noirs, de codes abscons griffonnés à la hâte. Chaque ligne, chaque point, chaque annotation dissimulait une réalité implacable : des kilomètres de terres éventrées, des villages anéantis, des routes tenues quelques jours avant de tomber à nouveau. Sur le front Est, la ligne Komar–Novopavlivka–Toretsk ressemblait à une veine ouverte que les Forces Armées de la Fédération de Russie (FAFR) ne cessaient d'exploiter. Leurs unités blindées, soutenues par une artillerie méthodique, progressaient à petits pas, écrasant tout sur leur passage. Pas de percée spectaculaire, pas de blitzkrieg : juste une avancée constante, brutale, inexorable. Une guerre d'usure, de froid, de boue et de chair broyée.

À Toretsk, ville déjà en ruine depuis 2022, les derniers immeubles encore debout servaient de postes d'observation, de nids de snipers, ou de pièges mortels. Des familles, restées là par fatalisme ou impossibilité de bouger, survivaient dans les sous-sols, au milieu des rats et des bougies noires de suie. Plus au Nord, vers Soumy, les combats avaient ralenti. Les lignes de front n'avaient guère bougé depuis des semaines. Mais cela ne signifiait pas la paix. Chaque jour, les drones russes exploraient les haies, les silos, les chemins défoncés. Chaque jour, des frappes localisées tentaient d'user les maigres ressources ukrainiennes. Le silence apparent n'était qu'un prélude aux tempêtes. Sur le front Sud, autour d'Orikhiv, la situation était semblable : un enlèvement tactique, des gains minimes, mais un coût humain toujours colossal. L'armée ukrainienne résistait là aussi avec une ténacité d'acier, malgré l'épuisement des troupes et le doute grandissant qui s'infiltrait comme l'eau glacée dans les bottes. Mais il y avait aussi des contre-feux. Des sursauts. Autour de Lyman et de Koupiansk, les Forces Armées Ukrainiennes (FAU) lançaient régulièrement des contre-attaques audacieuses, profitant de failles dans le dispositif ennemi. Ce n'étaient pas des reconquêtes spectaculaires, mais des grappes de résistance. Des villages libérés pour quelques jours, des collines reprises, des ponts réparés sous le feu. Chaque mètre regagné portait le poids d'un espoir démesuré. Chaque succès, aussi mineur fût-il, se transformait en message : *nous sommes encore là*. Mais c'est dans le ciel que la guerre avait pris un nouveau visage.

Dans la nuit du 3 au 4 avril, la capitale fut frappée par l'un des assauts les plus massifs depuis le début de l'invasion. Les sirènes hurlèrent à deux heures du matin. Les missiles s'étaient abattus par vagues, coordonnés, implacables. Des drones d'abord – rapides, traîtres, fauchant

les toits comme des faux. Puis vinrent les missiles de croisière, traçant des lignes de feu dans l'obscurité. Les zones industrielles furent visées en premier. Des entrepôts entiers explosèrent, emportant leurs ouvriers de nuit. Puis ce furent les quartiers résidentiels : des immeubles éventrés, des enfants morts dans leur sommeil, des sirènes ensevelies sous les gravats. Enfin, les aéroports militaires autour de Kiev furent touchés. Plusieurs avions d'interception au sol furent détruits. Les défenses anti-aériennes, pourtant en alerte maximale, n'avaient pu intercepter qu'une partie des salves. On disait que les Russes avaient testé un nouveau système de brouillage avant la frappe.

Le matin, Kiev ressemblait à une ville de cendres. Des milliers d'Ukrainiens parcouraient les rues dans le silence d'après-bombardement, tenant les mains de leurs enfants, cherchant un abri ou un reste d'espoir. Le ciel lui-même semblait hésiter à se lever. Mais l'Ukraine avait répondu. Avec rage. Dans les heures qui suivirent, plusieurs drones ukrainiens s'écrasèrent sur des cibles en territoire russe profond. À Moscou, un entrepôt militaire explosa dans le district de Zelenograd. À Saint-Petersbourg, les sirènes sonnèrent pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. Des drones atteignirent les abords de Leningrad Oblast, frôlant des bases navales. Et à Novorossik, sur le littoral de la mer Noire, une frappe de précision détruisit une plateforme radar. Les images satellites montrèrent les panaches de fumée, les incendies, les bateaux évacués.

L'Ukraine, malgré tout, ripostait. Mais chacun, au sommet de l'État, savait que cela ne durerait qu'un temps. Le soutien occidental se fragmentait. L'élection de Trump avait changé la donne. Les armes américaines tardaient. L'Europe hésitait. Le vent tournait, et les généraux ukrainiens, dans leurs bunkers creusés sous terre, lisaient entre les lignes des rapports de l'OTAN : *préparation, mais pas d'intervention. Solidarité, mais pas de troupes. Soutien, mais à distance.* La peur n'était pas une défaite. Mais elle rôdait. Et dans les faubourgs de Kiev, de Dnipro, de Tchernihiv, des hommes et des femmes continuaient à se battre, à enterrer leurs morts, à accrocher des drapeaux bleus et jaunes sur des murs noircis. Parce que rien d'autre n'avait plus de sens.

Kremlin, le jeu des ombres

Kremlin, Moscou – 8 avril 2025

Dans les entrailles du Kremlin, loin des dorures et des caméras, une salle de guerre sans fenêtres diffusait une lumière blanche, sans ombre, presque clinique. Une longue table en acajou, vingt fauteuils sombres, des écrans muraux déroulant des cartes d'Ukraine orientale et centrale, quadrillées de points rouges, bleus, verts. Le silence y avait le poids du marbre. Vladimir Poutine se tenait debout, mains croisées dans le dos. Son costume était sombre, sa cravate sans motif. Autour de lui, les principaux chefs d'état-major, le directeur du FSB, le ministre de la Défense par intérim, quelques généraux venus de Rostov et de Voronej. Le silence se brisa lorsqu'il s'avança vers le mur central, où s'affichait une carte haute définition du bassin du Dniepr.

— *Nous approchons du moment décisif*, dit-il d'une voix calme, sans inflexion.

Un clic. Une animation. Les lignes ennemies se formaient en rouge. Puis apparut une ligne bleu pâle : le fleuve Dniepr. Poutine traça du doigt, lentement, une courbe depuis Zaporizhia, sur la rive droite, jusqu'à la frontière sud de la Biélorussie.

— *Voici notre objectif. Cette bande. De Zaporizhia à Mazyr. Ce corridor, si nous le prenons, scellera l'effondrement de l'Ukraine comme État fonctionnel. Il sépare la ligne de ravitaillement de Kiev de ses ressources stratégiques dans le sud-est. Il coupe l'axe Dniepr-Khmelnytskyï. Il isole la Pologne.*

Il se tourna vers le général Viktor Serdioukov, commandant du groupement Sud.

— *Phase une : verrouillage de Zaporizhia. Nous continuerons à pilonner les infrastructures civiles, en particulier les stations électriques, les réservoirs d'eau et les centres logistiques. L'objectif est de rendre la ville inhabitable sans la prendre de front. L'encercllement est d'ores et déjà amorcé. Le 38e corps blindé va achever la manœuvre par l'est.*

Un autre écran s'alluma, montrant des images satellites de positions avancées russes.

— *Phase deux : contournement de Dnipro par le nord. Frappes massives sur les ponts du Dniepr. Nous ne prendrons pas Dnipro : nous l'étranglerons. Le moral des FAU s'effondrera si cette ville chute ou est isolée. Ensuite, direction Pavlohrad. L'axe ferroviaire qui y converge est vital. Nous le neutraliserons.*

Le ministre de la Défense intervint :

— Les analystes de Rostov prévoient une résistance féroce sur la rive droite, monsieur le Président. L'état-major de Kiev redéploie déjà ses brigades depuis Kharkiv.

Poutine hocha la tête.

— *Nous avons l'avantage du ciel. Nos nouveaux drones d'attaque ont prouvé leur supériorité. Nous allons continuer à frapper leurs dépôts à l'arrière. Le moral ne tiendra pas. La perte de soutien américain va créer un vide que ni l'Allemagne ni la France ne peuvent combler.*

Sur un autre écran apparut une nouvelle carte : Kryvyi Rih, Cherkasy, Poltava.

— *Phase trois : déstabilisation arrière. Les services du FSB coordonneront les sabotages dans les régions de Poltava et Kropyvnytskyi. Des cellules sont prêtes. L'objectif est d'occuper les ressources militaires ukrainiennes loin du front. L'effet de dispersion est stratégique.*

Un moment de silence. Puis, il prononça ce que chacun savait déjà, mais que personne n'avait encore dit à haute voix :

— *Cette fois, nous allons jusqu'au bout. Nous ne chercherons plus à négocier avec Zelensky ou ses successeurs. L'État ukrainien doit cesser d'exister sous cette forme. Nous le démilitariserons totalement. Nous ferons tomber le gouvernement. Et nous occuperons durablement la rive droite du Dniepr.*

Il s'interrompit. Les regards se tournèrent vers une dernière carte, plus au nord, vers Mazyr, à la frontière de la Biélorussie.

— *La phase finale prévoit une jonction symbolique et logistique avec les unités déployées à Mazyr. Cela nous permettra une ligne directe du Donbass à la frontière lituanienne. Ce sera notre signal à l'Europe.*

Un murmure parcourut la salle. Le général Golovko, du renseignement, s'inquiéta :

— L'OTAN pourrait réagir, monsieur le Président.

— *Ils hésiteront. L'hiver a affaibli leurs économies. L'Amérique se retire. Les Allemands sont paralysés par l'AfD. L'Italie ne veut plus de guerre. La France parle de neutralité. C'est notre moment.*

Il se redressa, les mains croisées dans le dos.

— *Cette opération n'est pas seulement militaire. C'est une offensive idéologique. La Russie éternelle se lèvera sur les ruines d'un monde fatigué. Nous n'avons plus à convaincre : seulement à vaincre.*

Il quitta la salle sans attendre de réponse. Les généraux restèrent immobiles, figés devant la carte. Une ligne bleue dessinait le fleuve. Une autre, invisible, séparait désormais le monde ancien du chaos à venir.

### Protestations sans feu

Bruxelles – 10 avril 2025

Les couloirs du Berlaymont étaient aussi silencieux qu'un monastère au lever du jour. Pourtant, la tension y était palpable, presque matérielle. Dans une salle de crise au quatrième étage, Ursula von der Leyen observait une série de tableaux tactiles s'actualiser en temps réel. Les mouvements russes en direction de Zaporizhia, les frappes aériennes sur Dnipro, les colonnes blindées progressant lentement vers Pavlohrad. Tout était là, à la vue de ceux qui savaient lire les signes. Autour d'elle, plusieurs commissaires aux mines pâles attendaient qu'elle parle. Mais que dire de plus ? Les canaux diplomatiques avec Moscou étaient morts. La dernière tentative de médiation franco-allemande s'était soldée par un silence glacial. La Russie agissait, l'Europe... commentait.

— Nous allons émettre une protestation officielle, dit-elle enfin. Nous exigeons le respect du droit international.

Un conseiller leva les yeux de sa tablette.

— Ce sera la dix-huitième déclaration en six mois, Madame la Présidente. À Moscou, ils les archivent dans un classeur.

Dans une autre pièce, à quelques mètres de là, un diplomate belge qui suivait les chaînes russes secouait la tête. Rossiya 24 diffusait en boucle des images d'un Poutine impassible, déclarant que « le moment était venu pour la Russie de sécuriser ses frontières historiques ».

À Berlin, la chancellerie avait convoqué une réunion d'urgence du cabinet de sécurité. Le chancelier, affaibli par des mois de pression de l'AfD, hésitait.

— Nous ne pouvons pas nous permettre un nouvel engagement militaire, dit-il, la voix éraillée. Le Bundestag est divisé. L'opinion publique refuse toute escalade. Et sans les Américains...

— Mais l'Ukraine tombe ! répondit sèchement le ministre des Affaires étrangères. Si Zaporizhia tombe, Dnipro suivra. Et ensuite ?

— Et ensuite ? Ensuite, nous survivrons. Comme toujours. Mais ce n'est pas à nous de déclencher une guerre continentale, notre passé nous oblige à la paix.

Il y eut un silence gêné. Puis quelqu'un évoqua, à demi-voix, les images des chars russes passant devant les usines désaffectées de Melitopol. On parlait de crimes de guerre dans les zones reprises. Mais là encore, rien de vérifié, rien de documenté. À la télévision allemande, une présentatrice résumait avec gravité : *“L'Europe condamne, mais l'Europe n'agit pas.”* À Paris, le palais de l'Élysée était figé dans une routine glaçante. Le président français venait de sortir d'un échange tendu avec le Secrétaire Général de l'OTAN. L'alliance, affaiblie, évitait d'utiliser le mot "guerre". À aucun moment il ne fut question d'envoi de troupes, de soutien aérien ou de bouclier anti-missiles. Le président relut la déclaration préparée par ses conseillers : *“La France exprime sa plus vive inquiétude face à l'intensification du conflit en Ukraine. Elle appelle la Russie à la retenue et au respect des engagements internationaux. Une réunion extraordinaire de l'OTAN sera convoquée dans les prochains jours”*. Il la signa, à contrecœur.

Dans les rues de Paris, pourtant, certains commençaient à comprendre. Des petits cercles d'intellectuels, de journalistes, de militaires en réserve. Tous comprenaient que la ligne rouge avait été franchie. Mais la voix officielle, elle, se voulait prudente, équilibrée, désespérément lente. Dans les ambassades d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, les attachés militaires multipliaient les télégrammes. Les présidents baltes exigeaient des mesures concrètes : un redéploiement des forces de l'OTAN, une réactivation de l'article 4, une planification commune de défense aérienne. Mais les réponses de Bruxelles étaient toujours les mêmes : consultations, évaluations, retenue. À Varsovie, la colère grondait. La Pologne promettait d'agir

seule si nécessaire. Mais au fond, chacun savait que l'Europe ne parlerait pas d'une seule voix. Elle n'en avait ni le courage, ni la volonté, ni l'unité.

Le pari ukrainien

QG militaire de Dnipro, 13 avril 2025 – 21h46

Le vent secouait les vitres blindées du sous-sol de l'ancien centre administratif reconverti en bunker. En surface, Dnipro tremblait encore des frappes nocturnes. Une épaisse couche de poussière recouvrait les rues tandis que les sirènes retentissaient au loin, signe d'un nouveau raid aérien russe en approche. Dans la salle de commandement, sous un plafond voûté tapissé d'écrans cartographiques, une lumière blafarde baignait les visages tendus. Volodymyr Zelensky entra sans saluer. Il avait les traits tirés, la mâchoire fermée, les poings dans les poches de son sweat sombre. Devant lui, l'état-major ukrainien l'attendait. Généraux, colonels, stratèges civils, cyberanalystes. Chacun portait en lui l'épuisement des mois de guerre, mais aussi cette étrange lumière qui brillait encore dans les regards — celle des causes qu'on refuse de croire perdues. Oleksandr Syrskyi, commandant en chef, ouvrit la réunion d'un ton sec :

— La ligne de Toretsk tient toujours, mais nous perdons du terrain à Komar. Le front Est est instable. Les frappes aériennes russes ont réduit en cendres deux dépôts à Kharkiv et un pont logistique au nord de Sloviansk.

Un aide de camp déroula une carte interactive. Des flèches rouges fonçaient sur les zones en pointillé jaune. Zelensky resta debout.

— Que reste-t-il de la ligne de Koupiansk ?

— Assez pour résister encore quelques jours. Mais sans renfort, sans appui aérien ou tactique, on cédera avant la fin de la semaine.

Il y eut un silence pesant. Puis un général glissa une clé USB sur la table.

— Nous avons reçu aujourd'hui la confirmation du Pentagone. Le dernier convoi a traversé la Roumanie ce matin. Trois systèmes HIMARS, deux batteries Patriot, drones d'attaque Fenix, et munitions de précision longue portée. Tout devrait être à Lviv dans 48 heures.

Les yeux de Zelensky se plissèrent. Il ne souriait pas, mais son regard s'éclaira un instant.

— Alors nous avons deux jours.

— Deux jours pour faire quoi ? demanda Syrskyï.

— Pour les surprendre.

On entendit le bourdonnement sourd d'un générateur. Un colonel cyber montra un schéma.

— Nous avons identifié une faille dans le réseau de commandement russe entre Tokmak et Vasylivka. Ils ne s'y attendent pas. Ils concentrent tout sur le front Est et la reconquête du Donbass. Si nous frappons au sud, avec force et vitesse, nous pouvons isoler Melitopol.

Une générale ajouta :

— Ce serait risqué. Très risqué. Mais si on coupe leur liaison vers la Crimée...

Zelensky approcha. Il posa une main sur la table.

— C'est notre chance. Notre dernière chance peut-être. Si on attend, si on reste sur la défensive, ils finiront par nous user. Par grignoter tout ce qu'il reste. Mais si on frappe, et qu'on frappe fort...

Il regarda tour à tour ses officiers.

— ... alors nous montrerons au monde que l'Ukraine n'est pas une victime. Elle est un feu. Et ce feu, personne ne pourra l'éteindre.

Personne ne répondit. Pas par désaccord, mais parce que les mots manquaient. Chacun comprenait l'enjeu. Un pari. Une ligne rouge de plus. Une offensive audacieuse au moment où l'Europe tremble, où l'Amérique se dérobe. La réunion dura encore une heure. Les plans furent affinés. Les routes, sécurisées. Les codes, mis à jour. À minuit, Zelensky quitta la salle. Il monta seul sur le toit du bunker. La nuit ukrainienne, blessée mais vivante, lui tendait ses étoiles. En contrebas, des soldats creusaient, réparaient, réarmaient. Il murmura pour lui-même :

— Deux jours. Et ensuite, l'Histoire tranchera.

Le discours de J.D. Vance

Maison Blanche, même jour.

Le bureau était plongé dans une lumière douce, filtrée par les projecteurs et les stores baissés. Devant le drapeau étoilé et le blason officiel des États-Unis, J.D. Vance, cravate sobre, costume impeccable, fixa la caméra avec la gravité d'un procureur prêt à rendre son verdict. Il y eut un silence, puis la lumière rouge du direct s'alluma.

— *Mes chers compatriotes.*

Sa voix était calme, presque intime. Une voix formée dans les vallées de l'Ohio, mais forgée par les tumultes du pouvoir.

— *Depuis plusieurs mois, notre pays observe, soutient et, parfois, subit un conflit qui ne dit pas son nom. Une guerre étrangère, sanglante, lointaine. Une guerre qui, selon certains, justifierait que nous engagions nos milliards, nos armes, et, peut-être un jour, nos fils et nos filles.*

Il marqua une pause, puis haussa légèrement le ton.

— *Mais ce soir, il est temps de dire la vérité. Et cette vérité est simple : l'Amérique n'est pas responsable de l'Ukraine. L'Europe l'est.*

Les mots tombèrent avec la lenteur glaciale d'un couperet. Dans les salons, les bureaux, les rédactions, on se redressa.

— *Oui, Vladimir Poutine a envahi un pays souverain. Oui, la guerre est une tragédie. Mais cette tragédie est aussi le fruit de décennies d'arrogance bureaucratique à Bruxelles. De compromissions. D'élargissements sans garanties. D'une Union européenne qui voulait l'influence de l'Empire sans en assumer les responsabilités.*

Il appuya ses deux mains sur le bureau.

— *Pourquoi devrions-nous continuer à payer — seuls — pour les erreurs d'une élite européenne qui a trop souvent regardé ailleurs quand l'histoire s'écrivait en rouge ? Pourquoi devrions-nous prolonger une guerre que l'Europe elle-même n'a ni le courage de gagner, ni l'honnêteté de négocier ?*

Il fit défiler une série de chiffres sur les écrans de la régie.

— *L'année dernière, les États-Unis ont envoyé plus de 90 milliards de dollars à l'Ukraine. L'Allemagne ? Moins d'un dixième de cela. La France ? Encore moins. Et pourtant ce sont leurs frontières, leur stabilité, leur sécurité qui sont en jeu.*

Il regarda la caméra comme s'il s'adressait à une famille en cuisine.

— *Mes amis, ce n'est pas cela, l'Amérique d'abord. Ce n'est pas cela, la souveraineté nationale. Il est temps de dire stop. De mettre fin à l'hémorragie. De poser une seule et unique condition à notre aide : que l'Europe prenne ses responsabilités.*

Il baissa légèrement la voix.

— *Et si elle ne le fait pas, alors oui, le président Trump m'autorise à vous dire que l'Amérique suspendra son soutien militaire. Parce que nous ne sacrifierons pas notre avenir pour protéger ceux qui refusent de se défendre.*

Enfin, il conclut d'un ton solennel :

— *Notre priorité est la paix. Pas la guerre éternelle. Notre ennemi stratégique est la Chine, pas la Russie. Notre devoir est envers notre peuple, nos soldats, nos familles. Pas envers les vanités géopolitiques d'un continent qui n'a jamais cessé de nous critiquer tout en vivant sous notre parapluie.*

Un silence. Puis l'écran devint noir.

Appel entre Paris et Kiev

Élysée / QG présidentiel ukrainien – 26 avril 2025

Le téléphone sécurisé sonna deux fois avant que la ligne ne s'ouvre.

— *Kiev, ici Volodymyr Zelensky. Je vous écoute, Emmanuel.*

Le président français inspira lentement. Dans son bureau, les volets étaient tirés, la lumière tamisée. Seul un conseiller restait en retrait, silencieux.

— *Volodymyr... je ne vais pas tourner autour du pot. Il faut qu'on parle franchement.*

Un silence tendu s'étira. Puis Macron ajouta, le ton posé mais ferme :

— *J'ai eu confirmation aujourd'hui. L'administration Trump va suspendre toute nouvelle aide militaire à l'Ukraine dans les prochaines semaines. Les livraisons actuelles seront terminées d'ici quelques semaines. Rien ne suivra.*

À l'autre bout de la ligne, il n'y eut aucun mot pendant quelques secondes. Puis la voix de Zelensky, plus grave que d'habitude :

— *Ils nous abandonnent. C'est ça ?*

Macron ne répondit pas tout de suite. Il regarda le dossier ouvert devant lui : une carte de l'Est ukrainien, marquée de flèches rouges. Il reprit, plus bas :

— *Officiellement, non. Ils parlent de révision stratégique, de désengagement conditionné. Officieusement... oui. Trump veut la paix rapide. Il accuse l'Europe d'avoir provoqué cette guerre, toi de la prolonger.*

Zelensky soupira. On l'imaginait debout, face à une fenêtre, dans un bâtiment dont les murs vibraient encore d'une alerte aérienne.

— *Et l'Europe ? Vous allez compenser ?*

— *On essaie. Mais tu sais comme moi ce que cela signifie : des mois, des procédures, des arbitrages budgétaires. Et nos opinions publiques...*

Il s'interrompit. Puis ajouta, d'un ton presque désolé :

— *L'Europe ne pense pas encore comme une puissance. Et sans les États-Unis... nous sommes fragiles.*

Zelensky parla plus lentement :

— *Je ne vous demande pas des promesses, Emmanuel. Mais une seule chose : ne nous laissez pas seuls.*

Le président français se redressa légèrement.

— *Tu n'es pas seul. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour maintenir un front uni. Mais prépare-toi. Ce qui vient va être difficile.*

Un silence. Puis Macron, d'une voix douce :

— *Tu es la dernière digue. La chute de Kiev serait un choc sismique. Pour nous tous.*

Zelensky ne répondit pas. La ligne grésilla légèrement. Puis le président ukrainien murmura, presque pour lui-même :

— *Alors il faudra que Kiev tienne. Coûte que coûte.*

Postimees – Opinion / Par Maarika Põld

"Quand l'Amérique a tourné le dos à l'Ukraine"

Il n'y a pas eu de discours officiel. Pas d'annonce spectaculaire en direct du Bureau ovale. Seulement des courriels, des appels, et des ordres techniques transmis aux ports de Norfolk et aux entrepôts du Pentagone. Des instructions sèches, administratives, mais lourdes d'histoire. Les États-Unis ont décidé de suspendre leur aide militaire à l'Ukraine. Une suspension nette, brutale, impensable quelques mois plus tôt. La décision vient d'un seul homme : le président Donald Trump, président des États-Unis après une campagne éclair et une victoire qui a stupéfié les capitales européennes. Cette décision, il l'a justifiée dans un discours sobrement intitulé *America First. Again*. « L'Europe a provoqué cette guerre, elle doit en payer le prix. » Voilà le nouveau dogme américain. L'Ukraine, selon Trump, est devenue un puits sans fond pour les ressources américaines. Volodymyr Zelensky, jadis accueilli avec standing ovation au Congrès, est désormais décrit comme un "provocateur professionnel", un "fauteur de guerre", voire un "acteur de théâtre qui refuse de quitter la scène". Les faits sont pourtant là. Depuis le milieu du mois de juillet, les convois d'armement en provenance des États-Unis ont été suspendus. Certains avions-cargos ont même été rappelés en vol. À Odessa, à Lviv, à Kramatorsk, les dépôts attendus n'arriveront pas. Les pièces de rechange pour les batteries Patriot ? Retournées au stock central. Les munitions de précision ? Réention immédiate. Les blindés Bradley ? Rappel logistique. Pourquoi ce revirement ? Pourquoi maintenant ? L'administration Trump considère que le véritable ennemi stratégique est Pékin, pas Moscou. Et qu'en maintenant une guerre d'usure en Ukraine, les États-Unis se dispersent inutilement. Cette lecture géopolitique, erronée ou non, est désormais celle qui prévaut au sommet de la première puissance mondiale. Mais la vérité est aussi ailleurs. Ce changement de cap américain n'est pas seulement stratégique. Il est idéologique.

L'Amérique de Trump II est une Amérique rétractée, rancunière, guidée par un conservatisme revancharde. Elle voit dans l'Europe un partenaire ingrat, dépendant et divisé. Et dans l'Ukraine, un problème européen dont elle veut se débarrasser. Les conséquences ? Une catastrophe en chaîne. La Russie l'a compris avant tout le monde. À peine la rumeur de la suspension confirmée, les troupes russes ont redoublé d'intensité. L'artillerie a repris ses cadences des premiers mois de guerre. Des villes entières ont été pilonnées. Komar. Novopavlivka. Toretsk. Sur le front Est, la ligne a plié. Au Sud, autour d'Orikhiv, les défenses ukrainiennes résistent, mais à quel prix ? Et pendant que les missiles frappent Kiev, Kharkiv, Dnipro, les diplomates européens s'échinent à rédiger des communiqués. L'Europe proteste. Mais elle ne bouge pas. L'histoire retiendra peut-être cette période comme celle de la seconde grande trahison occidentale. Après la Crimée en 2014, après les accords de Minsk piétinés, voilà que l'Ukraine est à nouveau sacrifiée sur l'autel de la realpolitik. Mais cette fois, la trahison vient de l'Ouest. Il est temps que l'Europe regarde en face la gravité de la situation. Non, les États-Unis ne viendront pas. Oui, l'Ukraine est désormais seule. Et si l'Ukraine tombe, ne nous y trompons pas : c'est l'Europe qui suivra.

La dernière aube de Kiev

Kiev, Ukraine – 12 juin 2025

Le jour se leva sur Kiev dans un silence trompeur. Il n'y eut pas de sirène. Pas de grondement. Juste cette lumière pâle, filtrée par les cendres, qui baignait les immeubles éventrés d'un halo gris. Les bombardements avaient cessé quelques heures plus tôt, comme un prélude cruel. Dans les hôpitaux souterrains, les médecins fatigués n'osaient pas sortir. Dans les rues, ceux qui étaient encore là parlaient à voix basse. On disait que les Russes étaient aux portes. La nuit précédente, les Forces Armées de la Fédération de Russie avaient percé la ligne de défense au sud-est, après sept jours de combat autour de Boryspil et Darnytskyi. La dernière brigade ukrainienne positionnée dans cette zone avait tenté une retraite en bon ordre, mais les chars ennemis avaient franchi le périphérique avant l'aube. Le pont Paton n'était plus qu'un squelette de métal noirci. La capitale avait déjà connu l'encerclement. Elle n'avait jamais connu l'assaut total.

À 7h16, le premier bataillon motorisé russe entra dans le quartier de Lisova Slobidka. Les drapeaux ukrainiens brûlaient encore sur les barricades. Une poignée de défenseurs civils ouvrit le feu depuis les toits. En réponse, une frappe de drone réduisit l'immeuble en gravats. À l'angle de la rue Popudrenka, les blindés défilèrent. Les premiers soldats russes passèrent les barbelés sans résistance. Ils ne souriaient pas. Ils ne parlaient pas. Ils avançaient. Au centre-ville, le maire de Kiev, Vitali Klitschko, s'était barricadé dans l'ancienne mairie. Un générateur tournait en sourdine. Il rédigea un dernier message à destination des Européens, dicté à voix haute : « Kiev tombe aujourd'hui. Mais notre lutte ne s'éteindra pas. » Le signal fut brouillé au moment de l'envoi. À Podil, des familles entières tentaient encore de fuir vers l'ouest. Les bus humanitaires avaient cessé de circuler la veille. Les rues étaient jonchées de valises ouvertes, de jouets d'enfants, de vivres abandonnés. Certains marchaient. D'autres couraient. Beaucoup tombaient. Les drones de reconnaissance russes survolaient sans cesse, projetant sur les façades ce bourdonnement de mort.

À 10h50, les troupes russes atteignirent Maidan Nezalezhnosti. Le cœur de Kiev. La place de l'Indépendance. Les statues avaient été recouvertes de bâches la semaine précédente. Les citoyens avaient placé autour des sacs de sable, des pneus, des morceaux de rails. Le dernier carré de défense se trouvait là. Une centaine de combattants, jeunes pour la plupart, tirant leur dernière salve depuis les colonnes du bâtiment des syndicats. L'air sentait la poudre, la sueur, l'huile et le feu. À 11h12, un obus explosa contre la façade de l'hôtel Ukraine. Le bâtiment s'effondra partiellement. Il y eut un silence. Puis un cri. Puis plus rien.

À 12h30, les drapeaux russes furent hissés sur les bâtiments administratifs encore debout. La ville s'effondra dans le mutisme. Dans un bunker à Lviv, Zelensky observait les écrans avec les généraux. Aucun ne parlait. Chacun comprenait. La ligne Dnipro n'existait plus. Le front était désormais le fleuve, et au-delà, la chute. Kiev était tombée, ou presque.

À Paris, Berlin, Bruxelles, on convoqua des réunions. Des mots. Beaucoup de mots. Certains parlèrent de trêve. D'autres de "nouvelle donne". À Varsovie, on parlait déjà d'armement nucléaire tactique. En Lituanie, les soldats quittaient les casernes. À Tallinn, le président Karis signait les ordres d'évacuation de certaines installations sensibles. Mais à Kiev, il n'y avait plus d'ordres. Plus de lumières. Seulement la poussière, et cette odeur, omniprésente, que seule une ville trahie peut émettre. Au crépuscule, un garçon de treize ans s'assit sur un banc

éventré. Il tenait une flûte cassée. Il souffla dedans sans que rien n'en sorte. Il regardait le dôme du Parlement, percé par les obus, puis la lune, pâle, presque absente. La capitale de l'Ukraine avait tenu trois années. Trois ans de sang, de chants, de drapeaux, d'espairs. Mais à la fin, elle n'avait tenu que sur une promesse. Et la promesse avait été rompue.

L'attentat du 16 septembre 2025 : La mort de Volodymyr Zelensky

Le 16 septembre 2025, le monde s'arrêta. Dès les premières lueurs de l'aube, une onde glacée parcourut les câbles et les ondes. Sur tous les écrans de la planète, les mêmes images, les mêmes séquences, le même choc. À Tokyo comme à Buenos Aires, à Paris comme à Dakar, la stupeur s'imposa, brutale, impitoyable : le président ukrainien Volodymyr Zelensky venait d'être tué dans un attentat ciblé. Ce fut d'abord un flash anonyme, une alerte rouge sur les téléphones, un bandeau discret sur les chaînes d'informations : « *Explosions près de Lviv. Le président Zelensky aurait été visé.* » Puis les confirmations tombèrent. Et les images.

À 06h12, heure locale, une double détonation secoua la zone industrielle périphérique de Lviv, où Zelensky devait rencontrer un groupe de réfugiés. Le convoi présidentiel, modeste depuis la chute de Kiev, avançait entre deux entrepôts quand un véhicule de service, garé la veille, explosa. Un souffle de feu, une onde de choc, un cratère de vingt mètres. Le véhicule blindé présidentiel, touché par une seconde charge, fut projeté sur le flanc.

À 06h19, les secours extrayaient les corps calcinés de la carcasse. Aucun survivant à l'intérieur. Le visage de Zelensky, figé dans le silence de la mort, devint l'icône de ce jour sans fin. Les télévisions du monde entier diffusèrent en boucle les derniers instants connus du président. Sa dernière visite dans un hôpital à Oujhorod. Ses mots de la veille sur les « sacrifices à venir ». Une chanson fredonnée à voix basse à un enfant, captée par un téléphone. Puis, soudainement, le vide. Sur les réseaux sociaux, l'émotion fut immédiate, massive, incontrôlée. Des millions de messages en quelques minutes. Les drapeaux ukrainiens se superposèrent aux photos de profil. Le mot « Zelensky » devint la clé d'entrée de toutes les discussions. Mais très vite, les questions s'imposèrent : Qui ? Pourquoi ? Comment ? Partout en Ukraine, les sirènes sonnèrent à nouveau, mais ce n'était plus une alerte. C'était un glas.

À Lviv, la foule se pressait autour du lieu de l'attentat, en silence, les mains jointes, certains criant vers le ciel, d'autres à genoux, les yeux vides. Dans les chancelleries, la journée fut de feu et de glace. À Bruxelles, les visages étaient blêmes. On parla de barbarie, de crime d'État. Ursula von der Leyen déclara : « Le président Zelensky est mort debout. Pour l'Europe. Pour la démocratie. L'Union ne l'oubliera jamais. » Mais derrière les mots, l'incertitude. L'Amérique de Trump, silencieuse. La Russie, triomphante. L'Ukraine, décapitée. À Tallinn, le président Karis annula toutes ses rencontres. Il convoqua le Conseil de sécurité intérieure. À Riga, les agents du SAB reçurent l'ordre de doubler les protections autour des installations critiques. À Varsovie, les rues se remplirent de citoyens venus allumer des bougies. Partout, la peur s'insinua. Dans un hôpital militaire de l'ouest de l'Ukraine, le général Mykola Berezovyi, chef de l'état-major encore debout, rassembla ses officiers. Sa voix, rauque et grave, résonna dans l'amphithéâtre : « Ce soir, l'ennemi pense avoir gagné. Il a tranché la tête. Mais nous sommes mille têtes. Mille cœurs. Et tant que l'un d'entre nous respire, l'Ukraine ne pliera pas. » Et dans les ténèbres d'un bunker, quelque part à Lviv, un petit groupe de conseillers sortit une enveloppe scellée. Plan "Symphonie" – scénario de succession en cas de mort présidentielle. Volodymyr Zelensky était tombé. Mais l'ombre qu'il laissait sur l'Europe était plus vaste que sa silhouette. Une époque venait de se refermer. Une autre, incertaine, s'ouvrait.

### Le front de l'Est est brisé

Le vent soufflait sur les steppes de l'Est, chargé d'un silence que rien ne venait troubler. Là où, depuis trois années, le bruit des combats formait une rumeur permanente, s'étendait désormais une plaine brisée, sans ligne claire, sans résistance organisée. Le front de l'Est n'existait plus. Il avait été emporté dans le souffle d'une nuit noire, dans les flammes de Kiev, dans la poussière soulevée par les chars russes franchissant les faubourgs comme on franchit un seuil qu'on n'osait pas croire accessible. Le président était mort. L'armée reculait. L'aide étrangère s'amenuisait. Et l'Europe, la grande Europe, semblait tout à coup se taire. Les capitales se repliaient sur elles-mêmes, chacune craignant la contagion, espérant survivre au prix d'un silence honteux. Les voix les plus fortes – françaises, allemandes, italiennes – semblaient chercher un discours qui ne serait ni trop faible, ni trop fort, ni trop vrai. Les diplomates se multipliaient pour éteindre les incendies avec des communiqués. Les chaînes

d'information parlaient d'autres choses, de l'économie, du climat, de la montée des tensions sociales. Partout, la peur s'installait. Pas une peur visible, non. Une peur diffuse, élégante, feutrée. Celle qui précède les capitulations. Et pendant ce temps, à l'Est, la carte bougeait. Des villes tombaient comme des feuilles en septembre. Zaporizhia, Dnipro, Kremenchuk. Les routes étaient noires de civils, les gares débordaient, les lignes de ravitaillement étaient rompues. Le drapeau ukrainien ne flottait plus que sur quelques bastions, au bord de l'effacement. Et au nord, la Biélorussie, devenue camp retranché, verrouillait ses frontières avec les renforts russes désormais officiellement déployés. L'Europe était livrée à elle-même. Plus de parapluie américain. Plus de ligne de front ukrainienne. Et en face, une Russie galvanisée, stratégiquement patiente, militairement affûtée. Alors, une question, une seule, surgissait dans tous les esprits lucides : qui sera le prochain ? Car les frontières n'étaient plus des murs, mais des rideaux. Et l'histoire, dans sa logique implacable, venait de les traverser.

Tallinn dans le noir

La grande panne

Tallinn / Tartu

Il était un peu plus de 5h12 du matin quand les premiers signaux d'alerte se mirent à clignoter dans le centre de supervision du réseau électrique estonien. Rien de spectaculaire d'abord — un décalage de tension, des capteurs déconnectés, un système de redémarrage automatique qui échouait à se réinitialiser. Ce genre de choses arrivait parfois. Il faisait un froid sec à Tallinn ce matin-là, -14°C au thermomètre, et les grésillements des transformateurs pouvaient générer quelques interférences. Du moins, c'est ce qu'on pensa. Pendant trente secondes. Puis les alarmes s'enchaînèrent. Les interfaces devinrent illisibles, les chiffres s'emballèrent, les commandes ne répondaient plus. À Tartu, au nord-est de la ville, la centrale de Luunja s'éteignit brutalement. À Narva, sur la frontière russe, une surchauffe soudaine mit hors service les turbines thermiques de réserve. Et à Pärnu, dans le sud-ouest, la station de distribution centrale perdit tout contact avec le réseau. En moins de huit minutes, le réseau électrique de l'Estonie était désorganisé.

À 5h21, la lumière s'éteignit à Tallinn.

D'abord dans les périphéries : Lasnamäe, Kristiine, Haabersti. Puis dans le cœur historique de la ville. L'hôtel de ville s'obscurcit, les tramways s'arrêtèrent, les feux de circulation passèrent au noir. Les hôpitaux passèrent en urgence sur générateurs. Les aéroports suspendirent toute activité. Mais ce n'était que le début.

À 5h34, les chemins de fer estoniens devinrent aveugles. Les systèmes de régulation automatisée ne répondaient plus, les aiguillages étaient figés, et les liaisons radio furent brouillées sur tout le territoire. À Valga, un train de marchandises resta bloqué sur une voie principale. À Elva, un convoi transportant du matériel médical ralentit, puis s'arrêta dans un tunnel. Le réseau ferroviaire, colonne vertébrale logistique du pays depuis la reconversion industrielle de 2024, était désormais paralysé.

Dans les centres de commandement de la Kaitsevägi — les Forces de défense estoniennes —, la situation apparut d'un seul coup dans toute son ampleur. Ce n'était pas un accident. C'était

une attaque. Une offensive numérique d'une ampleur jamais vue, ciblée, structurée, pensée pour frapper au cœur : l'énergie, la logistique, les soins.

À Tallinn, le quartier de Toompea fut bouclé en quelques minutes. Des véhicules blindés se positionnèrent autour du parlement. Les transmissions militaires passèrent en mode radio longue portée. Le palais présidentiel fut plongé dans l'ombre. Dans son bureau, Alar Karis reçut un premier rapport de la KAPO : *attaque de type "BlackStorm" – origine probable : infrastructure numérique délocalisée en Transnistrie et Kaliningrad – empreintes modifiées – intrusion par cascade logicielle dans les serveurs intermédiaires de l'ENTSO-E – aucun message revendicatif – objectif : désorganisation complète du pays.*

La population, elle, ne comprit pas tout de suite. Certains crurent à une simple panne. Mais le blackout persistait. Et dans un hiver aussi rude, l'électricité, c'est la chaleur. C'est l'eau chaude. Notamment pour les crèches et des hôpitaux. Les files s'allongeaient devant les rares commerces ouverts, équipés de générateurs de secours. Les plus riches se précipitèrent sur les groupes électrogènes. Les autres allumaient des bougies et enfilèrent des couvertures. Des rumeurs circulaient sur Telegram : *explosion à Tartu, attaque russe en cours, coup d'État.* Les télécommunications mobiles, saturées, commencèrent à flancher. La radio nationale diffusait une boucle de musique classique entrecoupée d'un message d'alerte du gouvernement : « *Veillez rester chez vous. Les autorités rétablissent la situation.* » Mais il n'y avait plus de situation à rétablir. Tout avait basculé.

À Tartu, dans le centre de recherche militaire rattaché à l'université, Edvīns Kalnins scrutait les consoles. Cet ingénieur letton, réquisitionné pour concevoir des défenses numériques, n'avait jamais vu une telle sophistication. Le virus utilisé était polymorphe, sans code de signature identifiable, segmenté en plusieurs phases, déclenchées par des horloges internes. C'était de l'orfèvrerie malveillante.

— Ils ne veulent pas juste nous aveugler, dit-il à mi-voix. Ils veulent nous faire douter de notre propre système.

Autour de lui, des techniciens tapotaient frénétiquement sur des claviers. Les écrans sautaient. La température de certains serveurs montait sans cause visible. Il fallait couper, puis relancer.

Redémarrer à froid tout un pays. Mais cela prendrait des jours. Edvīns pensa à ses amis restés à Riga. Eux aussi devaient être dans le noir. Peut-être que la Lettonie serait la prochaine cible. Peut-être même que c'était déjà en cours.

Vers 9h00, la situation empirait encore. À l'extérieur des grandes villes, des routes gelaient, des véhicules dérapaient. La neige tombait fine, presque silencieuse, comme si le pays lui-même voulait cacher son effondrement. Des enfants grelotaient dans des écoles sans chauffage. À l'hôpital central de Tallinn, un groupe électrogène tomba en panne. Les respirateurs furent connectés aux générateurs en priorité, les infirmières enroulèrent les malades dans des couvertures. Dans les casernes, les soldats restaient prêts. Certains postes de garde furent repositionnés. Les généraux n'écartaient plus une offensive militaire classique. Car ce type d'attaque, d'ampleur nationale, ne pouvait être que le prologue.

À Bruxelles, à Berlin, les informations remontaient lentement. Mais l'Europe hésitait. Encore. Comme toujours.

À 15h00, Tallinn ne respirait plus. Pas un tram, pas un métro. Les gares vides. Les vitres givrées. Les postes de radio silencieux. Le feu s'était éteint dans le ventre du pays. Mais dans l'ombre, des résistances s'organisaient. Des ingénieurs, des civils, des anciens. Des lignes de secours se créaient entre les bases militaires. Des signaux radio anciens — parfois en morse — reprenaient du service. La lumière reviendrait. Elle devait revenir. Mais ce jour-là, le noir fut total. Et quelque part, à Moscou ou à Kaliningrad, quelqu'un observait le résultat. Le chaos ne portait pas d'uniforme. Il portait un masque numérique. Et il avait trouvé la porte d'accès.

### État d'urgence numérique

Tallinn, Palais présidentiel, 17 novembre 2025, 04h47

Le silence de la salle était presque aussi pesant que l'obscurité ambiante. Seules les lampes torches et les écrans d'appoint alimentés par batteries projetaient des faisceaux tremblants sur les visages tirés. La salle de crise du palais présidentiel, d'ordinaire feutrée et high-tech, ressemblait à un bunker improvisé. Les ventilations ronronnaient faiblement. Aucun écran

principal ne fonctionnait : les systèmes internes avaient été coupés par mesure de sécurité. L'Estonie, pays modèle de la gouvernance numérique, venait de subir l'attaque la plus violente de son histoire électronique. Le président Alar Karis entra sans escorte. Il n'avait pas dormi depuis trente heures. Le visage fermé, il portait encore sa chemise blanche, maculée d'une tâche d'encre au poignet. Il avait écrit toute la nuit. Il tentait de poser des mots sur ce qui s'effondrait.

— Rapide compte-rendu, ordonna-t-il sans préambule.

Kaarel Vaher du KAPO se leva. Son regard était lourd, le ton grave, précis.

— L'attaque a débuté à 00h17. Séquencée en cinq vagues. Paralysie simultanée des réseaux ferroviaires, des sous-stations électriques et des hubs de données publics. Les signaux de secours ont été brouillés sur trois bandes. Les serveurs du ministère de la Défense sont hors ligne. Idem pour ceux de la Santé. Des communications internes ont été interceptées, voire manipulées.

Il laissa quelques secondes passer.

— La centrale thermique de Narva a subi une surcharge provoquée. Heureusement, les sécurités mécaniques ont tenu. Mais nous avons perdu la synchronisation sur tout le Nord-Est. Les trains sont à l'arrêt. Il n'y a plus de contrôle logistique sur les flux routiers. Plusieurs hôpitaux sont en mode manuel. Et nous avons détecté des injections malveillantes dans les bases de données civiles, probablement pour créer de la panique par désinformation.

Un haut gradé militaire intervint.

— Des alertes fictives ont été envoyées dans deux régions frontalières. Des civils ont tenté de fuir vers la Lettonie à pied, pensant qu'une attaque conventionnelle russe était en cours. Les images circulent déjà.

Karis resta debout, dos au mur. Il fixait la carte de l'Estonie accrochée, griffonnée à la main, couverte de symboles rouges.

— Combien de temps avant un retour partiel à la normale ?

Un ingénieur des réseaux haussa les épaules.

— Impossible à dire. Chaque tentative de restauration est attaquée en retour. Ils ont anticipé nos procédures. Ce sont des codes que nous n'avons jamais vus. Et certaines clés de chiffrement utilisées sont d'origine militaire russe, probablement issues d'un laboratoire fédéral.

Un silence. Puis Karis reprit :

— Nous avons sous-estimé leur niveau. Et ils ont attendu que l'Ukraine tombe pour frapper. Tout est synchronisé.

Il se dirigea lentement vers la table centrale, écarta des feuilles, et posa ses deux mains à plat sur le bois nu.

— L'Estonie est en guerre. Pas encore par les armes. Une guerre numérique est une guerre sans cadavres visibles. C'est une guerre lente, qui pourrit les fondations.

Ses yeux parcouraient ceux de ses conseillers, un à un.

— Ce matin, nous déclarons l'état d'urgence numérique.

Un murmure parcourut la salle. Karis poursuivit, sans hausse de voix.

— Suspension temporaire de certaines garanties de confidentialité des données. Rappel immédiat des experts civils en cybersécurité. Coordination unique entre les services du KAPO, de la Défense et de la Santé. Nous basculons vers une gouvernance par résilience active.

Il se tourna vers Vaheer.

— Tous les serveurs sensibles doivent être physiquement protégés. Les relais stratégiques doivent être déplacés hors des grandes villes. Reconnectez-nous aux satellites indépendants le plus vite possible. Et demandez aux Allemands l'accès à leurs plateformes de secours. Aujourd'hui. Pas demain.

— Compris.

— Et enfin, ajouta-t-il plus lentement, prévenez nos alliés baltes. Vilnius et Riga seront les prochains. Si ce n'est déjà le cas.

Il se laissa tomber sur un siège. Le cuir grinça. Il se massa les tempes. Une conseillère lui tendit un verre d'eau. Il ne le prit pas.

— Nous sommes entrés dans une ère où l'ennemi ne frappe plus les villes. Il efface les lignes électriques, les dossiers médicaux, les rails, les archives notariales, les identités fiscales. Il crée du vide. Et ce vide devient peur.

Un court instant de silence.

— Ce qui se joue ici est plus qu'un conflit. C'est un effacement de civilisation.

Et dans les couloirs sombres du palais, au milieu des torches LED et des radios hachées, Tallinn, symbole de modernité, de transparence, d'Europe numérique, entrainé dans la pénombre.

La lumière des alliés

Tallinn – Aéroport militaire de Ämari, 20 novembre 2025, 06h13

L'aube se levait à peine sur les forêts d'épicéas et de bouleaux qui ceignaient la base aérienne d'Ämari. Une brume froide rampait entre les pistes désertes, effleurant les carcasses sombres des avions au repos. Le vent du nord apportait avec lui une morsure d'hiver précoce, comme un avertissement supplémentaire. Sur le tarmac, des silhouettes immobiles attendaient. Le président Alar Karis, debout, les mains croisées dans le dos, regardait l'horizon d'un œil impassible. À ses côtés, des officiers du KAPO, un bataillon de soldats en tenue de cérémonie. Derrière lui, deux véhicules blindés aux moteurs ronronnant faiblement.

À 06h17, un bruit sourd fendit le ciel. Le premier Falcon s'approchait, en provenance directe de Varsovie. Moins de quatre minutes plus tard, un second appareil s'alignait, en provenance de Paris. Enfin, un troisième avion, affrété depuis Berlin, amorçait sa descente. La triple rencontre n'avait pas été annoncée au public. Pas de caméras. Pas de conférences. Pas même un communiqué officiel. Juste une convocation urgente, transmise par canal sécurisé, signée des trois capitales encore debout dans le chaos européen : Paris, Berlin, Varsovie.

Le sol vibra doucement sous les roues des jets présidentiels. Les portes s'ouvrirent. Descendirent d'abord les agents de sécurité. Puis les conseillers. Et enfin, les trois hommes.

Emmanuel Macron portait un manteau noir cintré, le visage tiré, les traits figés par la tension de ces dernières semaines. Il salua Karis avec retenue, mais chaleur. Friedrich Merz descendit en silence, les mâchoires serrées, visiblement préoccupé. Il échangea un regard complice avec Karis, vieux signe de reconnaissance d'un homme à un autre qui a trop vu, trop compris. Mateusz Morawiecki, plus combatif, plus tendu, semblait prêt à mordre. Il refusait de baisser les bras. Une heure plus tard, dans une salle souterraine du palais présidentiel, à la lumière tremblante d'un générateur de secours, les quatre chefs d'État étaient réunis autour d'une carte de la Baltique couverte de pions rouges, noirs et bleus. Karis prit la parole le premier.

— Il ne s'agit plus d'attaques informatiques. C'est une forme d'occupation sans armée. Nos routes sont muettes, nos trains immobiles, nos villes à moitié plongées dans l'obscurité. Nous avons vu ce qui se passe lorsqu'on attend. Kiev est tombée.

Macron grimaça, baissa les yeux. Le nom de la capitale ukrainienne s'était depuis quelques jours transformé en stigmat. Une blessure dans l'âme européenne.

— Nous devons tenir, poursuivit Karis. Sinon la frontière suivante sera la Vistule. Et après ? Le Danube ?

Morawiecki serra les poings.

— Nous avons doublé nos patrouilles à Białystok. Mais sans réponse européenne massive, les Russes continueront de tester nos limites. Tallinn est un avertissement. Comme la Crimée l'a été en 2014. Et nous savons ce qu'il s'est passé quand on n'a rien fait.

Merz prit une respiration lente.

— Nous devons faire attention à ne pas déclencher une guerre que nos peuples ne veulent pas.

Le silence tomba. Macron se redressa dans son siège, ajusta légèrement sa cravate.

— Nos peuples ne veulent pas la guerre. Mais veulent-ils vivre sous l'ombre de Moscou ? Sous la menace constante ? L'attaque contre l'Estonie est un test. Un test de notre détermination. Il faut y répondre.

Un officier du KAPO entra. Il posa sur la table un dossier épais, marqué « CLASSIFIÉ – NIVEAU 6 ». À l'intérieur, les premières preuves d'implication directe d'unités russes dans les

cyberattaques de Tallinn. Codes identifiés. Trajectoires de virus. Localisation des serveurs infectés à Voronej et Belgorod. Signatures électroniques remontant au FSB. Karis n'avait pas besoin de les lire à voix haute.

— Ceci est un acte de guerre.

Les mots pesèrent lourd. Comme des pierres dans une rivière trouble.

— Ce que je vous demande, ajouta-t-il, c'est de reconnaître cet acte pour ce qu'il est. Et de répondre à la hauteur. Avec nous. Maintenant.

Un long silence. Puis Macron répondit, la voix posée :

— Ce matin, la France reconnaît l'état d'urgence estonien. Nous proposons un plan d'intervention européenne immédiate, basé sur un pont logistique via la Pologne et la Lituanie. Et le déploiement d'une mission cyberdéfensive commune.

Morawiecki hocha la tête.

— Varsovie est avec vous.

Merz, après un instant de silence :

— Berlin aussi.

Karis ferma les yeux quelques secondes. Le monde ne s'était pas encore effondré. Mais il tenait, ce matin-là, à Tallinn, sur une poignée d'hommes dans une pièce obscure, à la lumière vacillante. Et sur une décision : ne pas céder.

Les chaînes du droit, même lieu

Les visages avaient changé. Un poids était tombé sur les épaules, une densité nouvelle dans les regards. La reconnaissance implicite d'un seuil franchi. Et pourtant, les mots restaient lourds, précautionneux. Comme si, malgré les murs blindés, les micros désactivés, les visages familiers, chaque parole risquait encore de faire éclater quelque chose. Un équilibre. Une digue. Une illusion. Karis fit signe à l'un de ses conseillers. L'homme s'approcha et alluma un grand écran tactile mural. S'y projeta une carte juridique, cette fois : lignes frontières, zones

OTAN, espaces aériens, articles du traité de l'Atlantique Nord, résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

— Je ne suis pas juriste, dit Karis, mais il faut que nous parlions franchement. Jusqu'où pouvons-nous aller ?

Il se tourna vers l'homme assis à droite de Macron, un spécialiste du droit international, ancien conseiller de la Cour européenne des droits de l'homme. Ce dernier ajusta ses lunettes, l'air grave.

— L'article 5 du Traité de Washington peut être invoqué uniquement si une attaque armée est clairement identifiée contre un ou plusieurs États membres.

— Une cyberattaque ne l'est pas ? coupa Morawiecki.

— Cela dépend. Le droit n'a pas encore tranché. L'OTAN a reconnu la possibilité d'un « cyber Article 5 » ... mais cela n'a jamais été mis en œuvre. Et ici, les Russes n'ont laissé aucune signature officielle. Seulement des proxys, des « groupes autonomes » et des relais numériques flous. Juridiquement, c'est une zone grise.

— Mais moralement, c'est noir sur blanc, gronda Karis.

Macron tapota du doigt le bord de la table.

— Si nous voulons rester dans les clous du droit international, alors nos réponses doivent être défensives, proportionnées, transparentes. Renforcer Tallinn ? Oui. Déployer des équipes de cybersécurité ? Évidemment. Soutenir l'économie et la logistique ? Absolument. Mais...

— ...pas de frappe préventive, murmura Merz.

Un silence s'installa. Puis Karis reprit.

— Et si nous savons que les infrastructures de Kaliningrad abritent des centres de commandement cyber ? Que ces attaques viennent de là, que nos hôpitaux sont coupés, nos trains bloqués, notre population menacée... Devons-nous attendre une frappe physique pour répondre ?

Le juriste hésita. Le silence qu'il laissa fut plus éloquent qu'une réponse.

— Et Volia ? relança Morawiecki, appuyé contre le dossier de sa chaise. Leur action en Biélorussie a été soutenue par nos services. À bas bruit. Mais si Loukachenko découvre des agents en lien avec nos pays, le droit ne nous protégera pas. Nous serons accusés d'ingérence directe dans les affaires d'un État souverain.

— Qui est une dictature, siffla Karis.

— Le droit s'en moque, répondit Merz. Ce n'est pas une catégorie juridique. S'il y a des preuves tangibles de notre soutien, alors nous risquons une rupture complète des relations diplomatiques. Une escalade. Et nous donnerions à la Russie une justification pour d'autres actions armées.

Le juriste compléta, la voix plate :

— Les États-Unis sont toujours membres de l'OTAN, mais l'administration Trump a déjà suspendu de facto l'activation automatique de l'article 5. S'ils estiment que nous provoquons la Russie... ils pourraient se désengager. Ce serait un bouleversement tectonique.

Macron tapota de nouveau du doigt. Un rythme lent. Comme un battement de cœur inquiet.

— Nous sommes donc pieds et poings liés.

— Non, répondit Karis. Nous sommes lucides. Et décidés.

Il se leva, fit le tour de la table, s'approcha de la carte projetée. Son doigt se posa sur Minsk, puis glissa lentement vers Kaliningrad, puis vers la mer Baltique.

— Le droit international, aujourd'hui, protège davantage les agressions hybrides que les démocraties hybrides. Voilà la vérité. Alors nous devons marcher sur une ligne de crête. Une diplomatie active, une dissuasion invisible, des opérations qui ne laissent pas de trace.

— Des opérations clandestines, précisa Morawiecki.

— Oui, répondit Macron, mais jamais au nom de la République.

Merz acquiesça en silence. Le consensus était là, tapi derrière les mots, comme un animal fragile que l'on refusait encore de nommer. Karis soupira, se rassit.

— Alors nous allons marcher dans le vide. Mais ensemble. Que les textes disent ce qu'ils veulent. Nous savons ce que nous avons vu.

### La décision silencieuse

Un autre café avait été servi. Les rideaux tirés isolaient la lumière. Les téléphones laissés à l'entrée, les montres intelligentes interdites. Le tapis épais étouffait les pas, les voix, les tensions. Dans cette pièce sans fenêtre, c'était l'Europe qui décidait – ou plutôt, une Europe, fatiguée, isolée, resserrée sur elle-même. Alar Karis fit un geste bref. La carte du théâtre d'opérations apparut à nouveau sur le mur. Les zones touchées en Estonie scintillaient en rouge. Les bases russes connues, en Biélorussie et à Kaliningrad, clignotaient en orange. Minsk, silencieuse, semblait sur le point de se rompre.

— Si nous attendons le consensus, dit Karis sans détours, nous n'aurons bientôt plus de pays à défendre.

Macron croisa les bras. Il ne répondit pas. Il comprenait. Le multilatéralisme n'avait plus de colonne vertébrale.

— Ce que vous proposez... murmura Merz, c'est un engagement parallèle. Hors procédure. Hors information du Conseil de l'Atlantique nord. Même sans prévenir Bruxelles ?

— Ni Washington, répondit Morawiecki. Surtout pas Washington.

Il y eut un silence plus dense que tous les précédents. Un silence tactique. Un silence d'Histoire. Karis se leva lentement. Il ne lisait aucun document. Il parlait d'instinct, comme un homme qui sait que l'Histoire ne lui laissera pas d'autre occasion d'agir.

— L'attaque cyber est une agression. Mais nous savons qu'il n'y aura ni condamnation unanime, ni activation des traités. Trop d'ambiguïté. Trop de fatigue. Trop de cynisme. Nous devons bâtir notre réponse, en silo. Réseau restreint. Mesures ciblées. Sans signature.

Il marqua une pause.

— Voici ce que je propose. Premièrement : protection active. Nous mobiliserons des équipes de cybersécurité estoniennes et lettonnes, en collaboration directe avec Edvīns Kalnins, pour

construire une architecture de réponse rapide. Une sorte de bouclier numérique — projet Aegis. Financé à part, sans label européen. Il faudra éviter les regards trop curieux.

Macron acquiesça, sourcils froncés.

— Deuxièmement : Volia. Le réseau biélorusse est déstabilisé mais encore vivant. Nous avons un canal, par Maarika Põld. Nous devons organiser leur secours. Exfiltrations possibles. Soutien logistique. Transferts de matériel et de moyens. Officiellement : rien. Officieusement : tout.

— Ce sera risqué, dit Merz. Mais si nous faisons vite...

— C'est maintenant ou jamais.

Morawiecki tendit la main. Une carte manuscrite, transmise par ses services. Elle montrait une série de points le long de la frontière biélorusse, en Lituanie.

— Des points d'entrée, de repli, de ravitaillement. Des couloirs discrets. L'armée polonaise peut assurer un appui indirect, via les bases arrière.

Karis hocha la tête.

— Troisièmement : la dissuasion. Nous devons laisser filtrer l'idée que nous sommes prêts à aller plus loin. Une campagne de signaux faibles. Satellites en veille. Mouvements de troupes « d'exercice ». Discours ambigus. La Russie comprendra.

Macron reprit la parole. Son ton était grave, plus politique.

— Nous devons être unis. Mais invisibles. Ce que nous faisons ici... c'est créer une Europe de l'ombre. Une Europe sans drapeau. Une Europe clandestine, pour défendre ce qu'il reste de lumière.

Karis, debout, fixait l'écran. Sa voix n'était plus seulement celle d'un président. Mais d'un homme face à l'histoire.

— Et enfin... nous ne prévenons personne. Pas la Maison Blanche. Pas le Conseil européen. Pas Londres. Trop de fuites. Trop de lenteurs. Nous ne pouvons plus attendre les consensus de ceux qui ne saignent pas encore.

Merz détourna légèrement le regard. Mais il ne protesta pas.

Morawiecki murmura :

— Un traité non respecté n’a plus de valeur. Ce qui reste, c’est la volonté.

Un document fut posé sur la table. Un plan codé. Une feuille de mission. Pas de signature. Mais chacun savait ce qu’il venait d’accepter. Karis prit la parole une dernière fois.

— Nous ne gagnerons peut-être pas. Mais nous n’aurons pas été les témoins silencieux. Nous aurons refusé la fin.

Ils quittèrent la pièce sans un mot. À l’extérieur, Tallinn s’éveillait lentement sous un ciel de plomb. Mais dans les caves du pouvoir, la machine clandestine s’était mise en marche.

Edvīns Kalnins

Riga, Centre de coordination militaire letton – Décembre 2025

La lumière grésillait faiblement dans les souterrains du centre de coordination militaire de Riga. Au plafond, les néons restaient allumés jour et nuit depuis le début des cyberattaques, mais leurs éclats semblaient ternis par la fatigue collective. On avait déplacé ici les cerveaux techniques du pays. Pas les plus visibles, mais les plus nécessaires. Des visages fermés, des cernes creusées comme des tranchées numériques. L’élite discrète d’une guerre qui ne disait pas encore son nom. Edvīns Kalnins n’avait pas dormi depuis 36 heures. Il portait encore sa vieille veste de terrain kaki, trop large pour lui, tachée d’huile et de poussière métallique. L’odeur d’ozone et de circuits chauffés flottait autour de lui comme une aura. Ses mains, couvertes de petites brûlures et de marques d’acide, pianotaient sans relâche sur les claviers de fortune montés en réseau au cœur du poste technique. Il avait improvisé une salle de prototypage dans un ancien abri antiatomique. Une tablette tactile était fixée devant lui, couplée à un tableau blanc jonché de chiffres, de schémas et d’ondes spectrales dessinées à la hâte. Des mots barrés. D’autres encerclés deux fois. Et au milieu, encerclé de rouge : HYBRIDA : « Système de défense hybride IA–brouillage localisé. Temps estimé : 6 jours. Risque d’échec : élevé. Risque d’inaction : fatal. » Edvīns avait écrit cela à la main, dans une crise de lucidité glaciale. C’était sa seule chance de rétablir un semblant de défense numérique autour de Riga, et potentiellement de le reproduire à Vilnius et Tallinn. Le principe était simple en

théorie : combiner des ondes parasites générées depuis des micro-antennes autonomes avec une IA légère — indépendante de tout cloud — capable de réagir en temps réel à l'évolution des attaques. Une IA embarquée, formée sur des logs d'attaque russe, agile, mobile, clandestine. Une sentinelle numérique silencieuse, capable de brouiller la signature des réseaux, de perturber les drones de repérage, de dérouter les signaux de géolocalisation. Et surtout : de rester invisible. Il avait conçu ce système dans un autre monde. Une idée folle née dans les couloirs d'un laboratoire civil spécialisé dans les objets connectés. À l'époque, on l'avait ignoré. Mais aujourd'hui, le chaos l'avait rattrapé. Autour de lui, une petite équipe s'activait. Des ingénieurs sortis de l'université avec des yeux rougis par la peur. Une mathématicienne rescapée du blackout de Tallinn. Un ancien électronicien de l'armée reconverti dans la maintenance ferroviaire. Tous travaillaient avec lui, en silence, comme si les mots risquaient de faire exploser ce fragile équilibre.

Des câbles couraient sur le sol comme des racines désespérées. Des alimentations de secours ronronnaient faiblement. On testait les modules de brouillage avec des micro-drones soviétiques capturés. Le bruit des hélices miniatures se mêlait aux bips des oscilloscopes. Et dans cette ambiance de fin du monde, Edvīns tenait bon. Il ne parlait pas. Il murmurait parfois des équations. Il corrigeait un code à la main. Il ressoudait un circuit lui-même. Et, à intervalles réguliers, il allumait un vieux dictaphone pour enregistrer une note de progrès — ou un adieu : « Test 14. Interférence sur la bande 2.4 GHz. Résultat partiel. Nouvelle tentative dans 1h. Log code envoyé sur canal sécurisé BALT. »

À l'extérieur, Riga se réchauffait aux bougies et aux réchauds à gaz. Les tramways étaient arrêtés. Le trafic ferroviaire entre Daugavpils et la capitale n'existait plus. Les hôpitaux fonctionnaient à 60 % de leurs capacités. Le blackout avait duré 13 heures. Une éternité. Et les générateurs, eux aussi, commençaient à faiblir. Kalnins savait que son projet ne serait pas une solution miracle. Mais c'était un acte de résistance. Un signe que la technique pouvait encore offrir des poches de lumière dans la nuit numérique.

À 3h22 du matin, après une journée de tâtonnements et de réinitialisations, un signal faible clignota sur l'un des moniteurs. L'antenne testée avait neutralisé l'intrusion d'un drone brouilleur russe à 700 mètres. Le système avait non seulement intercepté le signal, mais répliqué une fausse position GPS. Le drone s'était écrasé à 400 mètres de là, sans rien voir.

Personne ne cria. Personne ne célébra. Mais Edvīns s'autorisa un soupir. Un souffle humain dans un monde où tout n'était que tension et silence : « On peut tenir encore. » Il reprit son carnet. Il entourra le mot HYBRIDA une dernière fois. Puis il regarda le visage de son équipe. C'étaient des enfants, presque. Mais c'étaient eux qui, cette nuit-là, avaient dressé une barrière invisible contre un ennemi sans visage. Et dans les couloirs sombres du centre militaire, un murmure se répandait lentement : "Kalnins a une solution."

Un secret qui peut tenir

Tallinn – Palais présidentiel, 21 décembre 2025, 5h38

L'aube n'était pas encore levée sur Tallinn. La ville, privée de courant depuis trois jours, reposait sous une couche pâle de brouillard, où seules quelques lampes à pétrole et phares militaires perçaient encore la nuit. Dans les étages supérieurs du palais présidentiel, Alar Karis n'avait pas quitté son bureau. Il n'avait dormi que par intermittence, entre deux rapports, deux silences, deux absences. Sur son bureau, un écran alimenté par une ligne cryptée clignotait doucement. Un message à décodage manuel venait d'être reçu. Il ne provenait pas de l'armée, ni de la diplomatie, mais d'un canal restreint étiqueté SIGMA/ALTO-BALT – le réseau d'alerte ultra-sécurisé conçu pour des échanges invisibles aux satellites et à l'OTAN elle-même. Il retrouva l'enveloppe contenant le mot-clé de déchiffrement, déchira le cachet, et lança la séquence. Le texte s'afficha comme un poème : "HYBRIDA testé. Drone dévié. Impact contrôlé. Reproductibilité probable. Source : Kalnins. Urgence : 9/10. Transmission restreinte demandée." Karis relut la phrase cinq fois. Ce n'était pas seulement une réussite technique. C'était une faille dans l'ordre de terreur imposé par Moscou. Une brèche. Un espoir manufacturé dans un sous-sol de Riga, par un ingénieur fatigué et inconnu du grand public. Il se leva. D'un geste bref, il appela le chef d'état-major. Puis Tarmo Põder. Puis, sur une ligne confidentielle, son homologue lituanien Egils Levits et le président letton – des appels codés, déguisés en transmissions économiques.

Dans une autre aile du palais, une pièce fut préparée à la hâte. Une salle sans électronique commerciale, sans liaison satellite. Entièrement câblée, protégée. Les rideaux furent tirés, les badges vérifiés. Une heure plus tard, les trois dirigeants baltes et une poignée de conseillers

s’y retrouvèrent en visio-sécurité. L’image tremblotait. L’audio était saturé par les systèmes d’encodage. Mais la voix de Kalnins, enregistrée depuis Riga quelques heures auparavant, résonna dans la salle comme une révélation : *"La solution ne tiendra peut-être que quelques jours. Mais elle tient. Nous avons utilisé des micromodules analogiques, sans cloud, sans flux montant. L’IA est réduite à son noyau. Elle ne pense pas. Elle répond. Elle s’adapte. Elle déroute. Le brouillage crée une illusion. L’ennemi frappe à côté"*. Sur les cartes, les analystes militaires montraient déjà les premières modélisations : 5 à 7 jours de brouillage possible sur une bande de 30 km autour de Riga. Si le système était reproduit à Tartu, puis à Vilnius, un arc de défense partiel pouvait être installé. Une peau fragile, mais vivante. Le président lituanien parla le premier.

— Est-ce que nous pouvons industrialiser cela sans fuite ? Sans déclencher de riposte immédiate ?

Põder répondit à voix basse :

— Oui. Si nous passons par le canal « GHOSTLINE » de la coopération technologique baltique. Un seul technicien par pays. Des modules montés manuellement. Aucun appel d’offre. Aucun transit officiel.

Karis regarda les plans affichés sur l’écran. Le brouillard numérique. La première ligne de défense électronique non-alignée de l’histoire européenne.

— Informons Berlin.

Le président letton ajouta :

— Et nous ne disons pas que c’est Kalnins. Il doit rester un fantôme. Ce projet ne peut pas avoir de figure. Sinon, ils le tueront.

Un silence grave s’installa. Chacun comprenait que l’arme la plus précieuse à cet instant n’était pas un char, ni un missile, mais un logiciel de 12 ko et trois antennes artisanales. L’Europe avait peut-être perdu Kiev. Mais elle venait de se doter d’une contre-technologie. Non pas pour vaincre, mais pour ralentir. Pour déranger. Pour créer de l’imprévisible. C’est souvent dans ces interstices que naît la résilience. Et dans le silence du matin, tandis que Tallinn se réveillait lentement entre les lignes de générateurs et les coupures de courant, un nouveau mot passait

de bouche à oreille dans les plus hautes sphères du pouvoir : « Hybrida ». Presque un murmure. Presque un virus. Presque une chance.

### Le Réseau Invisible

Paris / Berlin / Varsovie / Tallinn / Riga — Fin décembre 2025

Le vent d'hiver soufflait sur une Europe aux nerfs à vif. L'effondrement de Kiev, l'assassinat de Zelensky, l'hiver numérique balte, l'incertitude américaine : chaque ligne de front, visible ou non, craquait sous les tensions accumulées. Pourtant, dans les entrailles d'États en apparence encore démocratiques, une autre guerre s'organisait. Silencieuse. Hybride. Et potentiellement décisive. Tout avait commencé par un fichier crypté, transmis par un canal diplomatique letton à usage unique. Son destinataire : le bureau du Chancelier allemand. À l'intérieur, un court message en anglais, assorti d'un bloc de documentation technique signée « E.K. » : "Système de brouillage modulaire opérationnel en environnement dégradé. IA embarquée, auto-adaptative. Hypothèse : neutralisation de frappes numériques à 93 % dans simulations en conditions réelles. Priorité : dissémination rapide à partenaires OTAN sélectionnés." Il ne fallut que six heures pour que le message traverse Berlin, Paris, Varsovie, puis revienne à Tallinn. Chaque capitale reçut l'ordre d'évaluer en urgence le potentiel de la découverte de Kalnins. Mais la consigne était claire : pas un mot aux Américains. Trump et son équipe avait coupé les ponts. L'Europe était seule. Il fallait agir dans l'ombre.

### Berlin – Zitadelle de Spandau, Centre de défense cybernétique

Dans une ancienne forteresse prussienne transformée en bunker technologique, la cellule AEGIS s'active. Cinq ingénieurs, deux experts de la Bundeswehr, un mathématicien de Göttingen. À l'écran : les schémas d'Edvīns Kalnins, transposés en allemand, annotés, recodés. Une ligne verte pulse en boucle : l'algorithme d'analyse adaptative d'environnement spectral. « Selbstlernende Rauschfrequenz », murmure l'un d'eux. Un officier supérieur, le colonel Steffen Müller, supervise.

— Si Kalnins a raison, dit-il, alors cette saloperie peut désarmer un escadron de drones russes avant qu'ils ne soient détectés.

La pièce reste silencieuse. On teste, encore. On modélise. On fabrique, dans une annexe isolée du Technisches Hilfswerk.

Paris – Île de la Cité, Sous-sol du Ministère des Armées

Une unité temporaire baptisée *Praxitele* a été convoquée. Trois jours de suite, ingénieurs civils, militaires de la DGSE, un ex-chercheur de chez Thales se relaient pour comprendre et traduire les protocoles lettons. La pièce sent le vieux métal, le tabac froid. Au centre, un prototype improvisé sur base de microcontrôleurs reprogrammés et d'un réseau neuronal embarqué. C'est brut, mais ça fonctionne. Les tests dans les caves blindées du bâtiment Valin sont encourageants. Un modèle, surnommé *Sépia*, réussit à brouiller en local une simulation d'attaque logicielle.

— On a peut-être trouvé un cœur pour notre propre pare-feu national, murmure le capitaine Ariane Meunier.

Mais tous savent que le vrai test viendra en extérieur. Le problème n'est pas technique. Il est politique.

Varsovie – Base militaire de Radom

Dans un hangar vidé de ses anciens stocks d'artillerie, l'équipe du programme *Mur digital* s'agrandit chaque jour. Des informaticiens polonais de Cracovie, des hackers repentis embauchés en secret. Ils travaillent avec rage. Une attaque de type Kaliningrad sur la Pologne serait un casus belli. Personne ne veut attendre ce moment. Kalnins est désormais un nom connu dans leurs cercles. Les Polonais améliorent son système. Ils y ajoutent une IA tactique conçue pour basculer automatiquement les communications militaires sur un canal chiffré sécurisé lorsqu'un brouillage est détecté. Un commandant au visage creusé résume la situation à son adjoint :

— Le front se déplace. Il est là, maintenant. Dans les fibres, les ondes, les impulsions.

Tallinn – Base scientifique de Tartu

Kalnins lui-même continue son œuvre. Il coordonne à distance, reçoit des logs, répond à des messages cryptés. Il sait que son système, encore rudimentaire, devient un germe. Une possibilité de défense active, embarquée dans les zones grises de la guerre moderne. Dans le laboratoire glacé de l'université réquisitionnée, il parle parfois à haute voix, pour se concentrer : « Pas une ligne de code ne doit permettre l'identification. Pas une signature numérique réutilisable. Tout doit être auto-effacé. » Sur l'écran, les autres s'activent. Une carte s'affiche. Des nœuds bleus clignotent à Varsovie, Berlin, Riga, Paris. Une fédération souterraine. Kalnins l'appelle « le Réseau Invisible ». Il sait qu'ils ne sont pas en avance. Mais ils sont là. Et cela suffit à espérer.

Les voix sans écho

Scène 1 – L’héritier muet

Lieu : Kiev, fin janvier 2026

La lumière du matin avait quelque chose de faux. Elle tombait à travers les rideaux criblés d’impacts, glissait sur les débris comme un baume inutile, révélant l’étendue du désastre sans rien en atténuer. Le palais Mariinsky ne résonnait plus de voix, mais du souffle discret des générateurs souterrains. Les rideaux ne battaient plus. Il n’y avait plus de presse. Plus de caméras. Le président était mort. Le gouvernement survivait. Et avec lui, un pays en sursis. À l’intérieur du bunker de commandement, Andriy Konovalov, ancien vice-président de l’Ukraine, fixait une carte recouverte de pions rouges. Son visage portait les stigmates de nuits sans sommeil, de décisions qu’on ne désire pas, de silences trop lourds. Il ne ressemblait pas à un chef de guerre. Mais c’est à lui que l’histoire avait remis les clefs, dans un pays où plus rien ne tenait debout — sauf la volonté.

Les États-Unis avaient suspendu toute livraison d’armes depuis des mois. Officiellement pour “réévaluation stratégique”. En réalité, plus aucun avion ne décollait de Ramstein. Les convois terrestres avaient été stoppés en Pologne. L’armurerie de l’Ouest s’était vidée. Et la Russie, méthodique et lente comme un rouleau de fonte, avançait. Les généraux ukrainiens faisaient leur possible. On déplaçait des bataillons épuisés d’un front à l’autre. On recyclait des obus, on réparait des drones à partir de pièces détachées imprimées en 3D. On comptait chaque missile. Et chaque nuit, dans les zones civiles, les cris des enfants résonnaient dans les couloirs des abris. Kiev n’était pas encore intégralement tombée. Mais elle brûlait doucement. Les forces russes avaient percé à Lyman, consolidé à Novopavlivka, encerclé Toretsk. À Soumy, la ligne tenait encore, mais par miracle. Orikhiv résistait comme une épave prend l’eau. Sur le front Est, les chars russes avançaient par grappes, protégés par des écrans de guerre électronique. Les frappes de drones, plus nombreuses que jamais, s’abattaient sur des cibles industrielles, des nœuds ferroviaires, des hôpitaux. Les dernières attaques contre Kiev avaient été les plus intenses. Des dizaines de missiles, combinés à une vague de Shahed, avaient réduit en cendres une partie de l’arrondissement industriel de Darnytsia. On avait extrait des survivants sous les hangars. Les images avaient tourné brièvement, avant que la Maison

Blanche ne coupe l'alimentation des réseaux de soutien. Le silence américain était plus dur que les bombes.

Andriy Konovalov avait passé trois jours à chercher des mots. Il n'en avait trouvé aucun. Pas de discours d'unité. Pas de formule magique. Seulement cette vérité brute : l'Ukraine était seule. Dans les galeries souterraines du métro Arsenalna, les civils se terraient à nouveau. À l'ouest, les réfugiés s'entassaient vers Lviv, certains vers la frontière hongroise. Mais même là, les trains devenaient rares. Le carburant manquait. Et l'hiver approchait. Konovalov releva les yeux vers son conseiller militaire.

— Combien de jours pouvons-nous tenir ?

Le général ne répondit pas. Il se contenta de montrer du doigt un tableau. Les stocks de munitions, les unités actives, les couloirs logistiques. Aucun chiffre ne dépassait la colonne "Mars". Le président — car il l'était désormais — inspira profondément. Il savait que la Russie n'avait pas encore lancé son assaut final. Que Poutine voulait frapper un coup théâtral. Prendre Kiev comme on brandit un trophée. Ce jour viendrait. Et il viendrait bientôt. Mais jusque-là, il restait des poètes. Des prêtres. Des civils qui dessinaient sur les murs. Des soldats qui refusaient de reculer. Des médecins qui réparaient les corps à mains nues. Une nation effondrée peut encore parler. Elle peut encore rêver. Elle peut, dans ses derniers mots, marquer le monde entier. Konovalov ne pouvait promettre la victoire. Mais il pouvait promettre qu'aucune mort ne serait vaine. Et dans le silence du matin, dans les caves grises du pouvoir assiégé, il jura, pour lui seul, qu'aucun enfant ne verrait la nuit sans que le monde sache pourquoi.

Les villes de l'Est tombent une à une

Front Est – Oblasts de Donetsk, Dnipropetrovsk, Kharkiv.

Le sol ukrainien tremblait depuis l'aube. Non pas d'un tremblement de terre, mais du martèlement constant de l'artillerie lourde. À l'est de Kostiantynivka, les blindés russes progressaient par unités compactes, suivant des trajectoires corrigées en temps réel par satellite et appuyées par des drones kamikazes. On aurait cru un jeu stratégique sans humains, un ballet noir orchestré depuis les profondeurs de Rostov. Dans les tranchées de la 46e brigade

mécanisée ukrainienne, la boue avait gagné jusqu'aux genoux. Les munitions se comptaient à la cartouche. On tirait peu. On observait beaucoup. Chaque mouvement était un pari. Chaque bruit, une menace. Les communications devenaient erratiques, brouillées. Les drones russes, plus rapides, plus petits, plus silencieux, circulaient comme des ombres à hauteur de pylône. Le moindre scintillement d'un viseur, la moindre émission thermique suffisait à déclencher une frappe. L'armée ukrainienne tenait toujours Koupiansk, mais à un prix exorbitant. À chaque nuit tombée, les lignes se déplaçaient d'un carrefour, d'un bâtiment, d'un immeuble. Ce n'était pas une guerre de conquête, c'était une guerre d'attrition. Et la Russie avait choisi la lenteur comme arme.

Sur la ligne de Lyman, les FAU avaient reculé. Trois kilomètres en cinq jours. Une éternité en temps humain, une victoire sur papier glacé pour Moscou. Mais cette lenteur était volontaire. Car Poutine, désormais, ne voulait plus simplement gagner militairement. Il voulait démontrer l'inévitable. Que l'Europe était impuissante. Que l'Amérique avait renoncé. Que le monde libre n'était qu'un concept sans dents. Au sud, les faubourgs d'Orikhiv brûlaient sous les frappes thermobariques. Des quartiers entiers étaient vidés sans un cri. La poussière masquait le soleil. Le ciel était noir de drones et de désespoir. À Dnipro, la population continuait à travailler, presque mécaniquement. Le métro fonctionnait encore, certains marchés aussi. Mais les regards étaient vides. On parlait à mi-voix. On pensait en chiffres : combien de jours avant que l'armée russe ne franchisse le fleuve ? Combien d'heures avant la coupure du gaz ? Qui partirait, qui resterait ? Les frappes russes se faisaient plus profondes. Un dépôt d'armes à Kryvyi Rih fut pulvérisé par une salve mixte de missiles Iskander et de drones Geran-2. À Kiev, les analystes virent dans cette attaque un prélude. Un message. Les centres logistiques étaient les nouvelles cibles. Mais ce qui inquiétait encore plus l'état-major ukrainien, c'était la cadence. Les Russes tiraient avec une régularité inquiétante. Comme s'ils n'étaient plus limités par la production. Comme si, malgré les sanctions, le Kremlin avait réussi à stabiliser sa chaîne logistique militaire. Certains parlaient d'une assistance technologique sino-coréenne. D'autres murmuraient le mot Iran.

Dans les hôpitaux de l'arrière, les blessés arrivaient par grappes. Beaucoup n'étaient pas des militaires. Des civils piégés dans des zones stratégiques, utilisés comme leviers de pression. Il n'était pas rare qu'un même convoi transporte un enfant, un vieux colonel et une infirmière

aux doigts brûlés. On ne faisait plus la différence. Mais malgré tout, malgré l'avance, la terreur, l'usure, l'Ukraine tenait. Non par force. Mais par épuisement. Par rage. Par fidélité à ceux déjà tombés. Sur une colline au nord de Toretzsk, un poème était encore peint sur un mur effondré : « *La liberté ne crie pas, elle attend dans la boue. Elle se relève chaque fois qu'on la piétine. Elle n'a pas besoin de lumière, elle avance dans le noir. Car elle sait que le monde la regarde, même s'il se tait.* » Ce mur fut détruit le lendemain. Mais les mots restèrent.

Pierre Debray et l'impasse diplomatique

Bruxelles, Conseil de l'Union européenne

La salle était feutrée, silencieuse, presque solennelle, comme si le bois sombre des lambris avait absorbé les derniers espoirs. Les lumières suspendues filtraient une clarté blafarde, froide, presque clinique, sur les visages tirés des délégués. Assis à l'un des coins de la grande table ovale, Pierre Debray observait les verres d'eau posés devant chaque participant. Aucun n'avait été touché. Depuis plusieurs semaines, il écrivait des missives au Kremlin, transmises par les canaux secondaires — par les Suisses, puis les Hongrois, par les Émirats ensuite. Toutes étaient restées lettre morte. Pas même un refus. Juste un vide. Un silence dense. Un gouffre diplomatique. La Russie, désormais confiante et galvanisée par la quasi-prise de Kiev, n'avait plus rien à négocier. Debray, lui, continuait. Non par naïveté, mais par devoir. Il avait été formé dans l'école gaullienne des diplomates — celle qui croit encore qu'une parole vaut mieux qu'un missile, que la gravité d'une voix peut, à défaut de convaincre, contenir. Mais il savait aussi que les temps avaient changé. Il prit la parole d'un ton sobre.

— Mesdames, messieurs, nous devons constater aujourd'hui que l'option diplomatique, du moins avec Moscou, est au point mort. Aucun canal n'a répondu. Les relais informels à Moscou ont été fermés. Même l'ambassade d'Arménie, qui jusque-là acceptait de transmettre nos notes, a été rappelée au silence.

Il ne cherchait pas l'effet de manche. Pas aujourd'hui. Face à lui, l'Allemand hochait la tête lentement, la mine grise. Le représentant polonais, lui, serrait les poings, les bras croisés, comme pour retenir un orage. L'Italienne regardait ses notes, sans les lire. Debray poursuivit.

— Nous avons tenté tous les relais : le Vatican, l’Otan en Turquie, les contacts restants à l’ONU. Rien. Et dans le même temps, l’avancée russe continue. Après Kiev, les lignes ukrainiennes se sont repliées vers Vinnytsia. Et demain, ce sera Lviv. Que reste-t-il de nos principes, si nous regardons un pays tomber, par fragments, dans l’indifférence croissante de ses alliés ?

Un murmure s’éleva dans la salle. À droite, le représentant hongrois évoqua, à mi-voix, l’impossibilité d’une escalade. Le mot *paix* fut murmuré plusieurs fois. *Neutralité, réalisme, intérêts énergétiques*. Debray sentit la colère monter en lui, comme une lente marée. Il la contint. Mais ses mains tremblaient légèrement. Il repensa à ce que lui avait confié, quelques jours plus tôt, un diplomate balte dans un bureau discret : « Vous, les Français, vous pensez encore qu’on peut tout résoudre avec des mots. Nous, nous avons appris qu’il y a des silences qui tuent. » Alors il décida de parler, cette fois, non en diplomate, mais en témoin.

— En 1938, la diplomatie européenne avait pour but de préserver la paix. Elle a offert des morceaux d’États pour retarder l’inévitable. Nous savons comment cela s’est terminé. Aujourd’hui, l’Ukraine est seule. Et nous, nous regardons. Une fois de plus.

Il s’arrêta, le silence retomba. Le président du Conseil, voix basse, annonça :

— Nous allons suspendre la séance pour une heure. Les discussions reprendront à huis clos.

Debray resta seul quelques instants. Il regarda l’écran sur lequel clignotait encore la carte de l’Ukraine. Une ligne rouge se rapprochait lentement de Lviv. Dans son dossier de cuir, il n’y avait plus d’autre note à transmettre. Plus aucun nom à appeler. Il n’y avait que cette question qui revenait comme une fièvre : « Et si c’était déjà trop tard ? »

### L’ombre des alliés invisibles

Palais de l’Élysée, Paris – Salon Murat

Le ciel de Paris était d’un gris compact, sans profondeur. Une pluie fine tombait en biais sur les vitres du Palais de l’Élysée, effaçant peu à peu les silhouettes des marronniers du jardin. Le salon Murat, vaste pièce aux boiseries anciennes et aux moulures napoléoniennes, baignait dans une lumière laiteuse, filtrée par les tentures de lin ivoire tirées à demi. Emmanuel Macron, debout près de la cheminée froide, croisait lentement les bras dans son dos. Il ne

portait pas de cravate. Juste un costume sombre, sans insigne, et ce regard fixe qu'il prenait quand le doute commençait à s'effriter au profit de la détermination. Devant lui, assis sur les fauteuils Louis XVI rehaussés de cuir brun, les représentants des services secrets français venaient d'entrer dans le vif du sujet. Le directeur de la DGSE, Alain Vautrin, 64 ans, crâne dégarni, voix calme, parla le premier :

— Monsieur le Président, les éléments que nous avons collectés ces dernières semaines confirment un changement de nature du conflit. Il ne s'agit plus d'un soutien tacite. La Russie bénéficie désormais d'un approvisionnement actif et coordonné de la part de trois puissances : la République Populaire de Chine, la Corée du Nord, et l'Iran.

Macron cligna des yeux. Pas de surprise réelle. Plutôt une confirmation amère. Le renseignement n'avance pas par révélations, mais par lente accumulation. Pourtant, entendre cette phrase dite à voix haute, dans le cœur du pouvoir républicain, avait quelque chose de définitif.

— Continuez, dit-il simplement.

Vautrin tourna la tête vers une jeune femme, lunettes carrées, tailleur bleu, qui posa un dossier cartonné sur la table basse, entre les verres d'eau intacts. Elle ouvrit une carte satellite, puis une série de relevés.

— Nous avons des preuves de transferts de composants électroniques de haute précision depuis le Shandong jusqu'à Vladivostok, transitant ensuite par le réseau ferré transsibérien jusqu'à la région de Rostov. Ces composants sont utilisés dans les gyroscopes des drones Orlan-30 et les calculateurs embarqués des missiles Iskander modernisés.

Elle marqua une pause.

— De plus, au moins deux navires cargos ont quitté le port de Hamhung, en Corée du Nord, fin août. Nos sources japonaises ont confirmé qu'ils étaient chargés de munitions d'artillerie. L'un d'eux a été vu entrant dans la baie d'Avacha, sur la côte pacifique russe. Le contenu aurait été transbordé par train militaire.

Macron fronça légèrement les sourcils.

— Et l'Iran ? demanda-t-il.

Vautrin reprit :

— Le partenariat russo-iranien s'est structuré autour des drones, mais aussi des missiles à moyenne portée. Des usines dans les environs d'Ispahan ont été repérées fonctionnant à pleine capacité depuis juin. Des personnels russes auraient été intégrés sur place, dans le cadre d'un accord de « production partagée ». Et selon nos alliés israéliens, certaines têtes de missile contiendraient désormais des composants copiés sur des modèles occidentaux, probablement issus de reverse engineering.

Le silence s'épaissit. La pluie martelait à présent la verrière du vestibule. Un domestique passa dans le couloir, discret, effaçant ses pas. Dans le salon, le temps semblait suspendu. Macron s'approcha de la table, feuilleta les documents sans vraiment les lire. Son doigt s'arrêta sur une image satellite : un convoi militaire russe stationné à la frontière sud de la Biélorussie.

— Ils préparent la suite, murmura-t-il.

Vautrin ne répondit pas. Il n'avait pas besoin de le faire. Le président s'adossa au dossier du fauteuil vide. Son regard glissa vers la fenêtre, vers le jardin détrempé. Puis il déclara :

— Ce n'est plus une guerre régionale. C'est une architecture. Une stratégie. Une ligne de faille.

Il se tourna vers les autres membres du service.

— Est-ce que nos partenaires européens savent tout cela ?

La femme du renseignement hocha négativement la tête.

— En partie, monsieur le Président. L'Allemagne en a des bribes. La Pologne suspecte l'Iran. Mais personne n'a encore mis les trois pièces du puzzle ensemble. Pas officiellement.

Un soupir discret s'échappa de ses lèvres. Il restait immobile.

— Et les Américains ?

— Ils savent. Mais l'administration Trump ne veut pas que cela remonte à la surface. Ce serait admettre que l'isolement de l'Ukraine a provoqué un basculement stratégique. Que la Russie a réussi à créer une internationale autoritaire.

Macron ferma un instant les yeux. L'image mentale du monde qu'il avait défendu — coopération, libre-échange, alliances fondées sur les valeurs — vacillait lentement, comme un vieux lustre sous les bombardements. Puis, doucement, il déclara :

— Il faut que les Européens se réveillent. Non dans six mois. Maintenant.

Et pour la première fois depuis plusieurs mois, il donna un ordre ferme :

— Rédigez un rapport destiné au Conseil européen. Nom complet des réseaux logistiques. Fournisseurs, transits, technologies. Je veux un exposé clair. Brut. Et s'ils n'écoutent pas... nous agirons seuls.

### L'OTAN fracturée

Quartier général de l'OTAN, Bruxelles – Salle du Conseil Atlantique.

Le ciel au-dessus de Bruxelles avait viré au plomb. Un voile continu de pluie ruisselait lentement sur les grandes verrières du Quartier général de l'OTAN à Evere, comme un rideau flou posé entre le monde réel et celui, clos, feutré, des équilibres stratégiques. Dans l'atrium central, les drapeaux des trente-deux pays membres étaient tendus dans un silence d'ambassade. Aucun ne frémissait. Même l'air semblait avoir suspendu son mouvement. Au fond de la Salle du Conseil Atlantique, les micros venaient d'être éteints. Le dernier représentant venait de parler. Une résolution — la quatrième depuis la chute de Kiev — avait été soumise au vote. Elle visait à condamner formellement la militarisation accélérée de la Biélorussie, le soutien ouvert de la Chine et de l'Iran à la Russie, et à élargir le spectre des moyens non-conventionnels de défense collective. En clair : reconnaître que le front de l'Est n'était plus uniquement ukrainien. Et que les bases de l'Alliance étaient menacées dans les États baltes. Mais la résolution venait d'être rejetée. La salle était vaste, presque trop. Chaque délégation était assise autour de l'ovale immense de la table noire, sur des sièges ergonomiques identiques, tous tournés vers le centre, comme les aiguilles d'une horloge sans temps. La moquette bleu nuit absorbait les pas. Les verres d'eau, posés au millimètre, restaient pleins. La délégation allemande fut la première à rompre le silence. La chancellerie à Berlin avait demandé un « délai d'analyse ». Le représentant, cravate bordeaux sur chemise pâle, avait plaidé pour la prudence, « l'unité avant l'escalade », « le respect des voies diplomatiques

». Il n'avait pas évoqué les tensions internes, la pression de l'AfD, ni les sondages en chute libre. L'Italie, elle, fut plus directe. La représentante, Giorgia Meloni en personne — présente exceptionnellement — refusa. D'un ton sec, elle déclara que Rome ne signerait aucun engagement militaire élargi. Que la guerre en Ukraine ne devait pas devenir la guerre de l'Europe entière. Elle parla de la crise migratoire, de l'inflation, du coût de l'énergie. La souveraineté, dit-elle, doit primer sur « l'hystérie géopolitique ».

La France, représentée par son ministre de la Défense, ne dit ni oui, ni non. Elle demanda un amendement. Une formulation plus souple. « Adapter les moyens sans escalade. » Les mots furent mesurés, pesés, presque chirurgicaux. Ils ne visaient pas à convaincre, mais à éviter la rupture. À gagner du temps. Ce qui ne pouvait plus être gagné sur le terrain. Alors la Lituanie prit la parole. Le représentant, un homme mince au visage anguleux, vêtu d'un costume sombre taillé à Vilnius, posa ses mains sur la table. Ses yeux brillaient d'une colère contenue.

— Vous parlez de modération. Nous, nous comptons les kilomètres qui nous séparent des chars russes. Vous parlez de dialogue. Nous, nous préparons nos enfants à vivre dans des abris. Vous discutez de formulations. Nous, nous enterrons nos agents.

Il marqua une pause.

— Si cette Alliance ne sait pas répondre maintenant, alors elle ne nous protège plus. Et si elle ne nous protège plus... pourquoi rester ?

Le silence tomba comme un couperet. Personne ne releva la menace. Mais tout le monde la comprit. Au fond de la pièce, sur un mur de verre, le mot « NATO » brillait en lettres bleues sur fond blanc. Il semblait étrangement décalé, comme une enseigne démodée d'un magasin vidé. Le secrétaire général, pale, ouvrit un dernier dossier. Il nota les positions. Il rangea la résolution. Elle ne serait pas adoptée.

La réunion fut levée à 18h04. Aucun communiqué ne fut publié. Les délégués quittèrent la salle dans un calme gelé. Pas de protestation. Pas d'embrassade. Juste le cliquetis des stylos qu'on range, des malles qu'on ferme. Dans le hall, l'écran géant diffusa un reportage de la BBC : "Zaporizhia : les premières écoles russifiées ouvrent leurs portes." Le monde continuait de tourner. Mais l'Alliance, elle, venait de vaciller.

## Les réseaux sans drapeau

Quelque part, dans les réseaux parallèles, dans les bureaux aveugles, dans les sous-sols gris qui n'avaient pas d'enseignes, la nouvelle avait déjà circulé. Avant même que les délégations ne quittent Bruxelles, le refus de la résolution était connu à Berlin-Mitte, à Vingis Park, à Mustamäe. Les systèmes d'écoute captèrent les silences, plus lourds que les discours. Dans les canaux cryptés qui reliaient Tallinn, Riga et Vilnius aux quelques alliés encore décidés, le verdict s'imposa d'un seul coup : l'espoir ne viendrait plus des chancelleries. Ceux qui comprirent cela ne portaient pas d'uniforme. Pas encore. Certains étaient analystes. D'autres agents de liaison. D'anciens officiers passés dans le privé. Des hommes et des femmes de confiance, répartis entre Varsovie, Stockholm, Prague, ou Helsinki. Une poignée de Britanniques également. Et quelques Français, discrets, déterminés, hors hiérarchie. Tous savaient lire entre les lignes. Et tous comprirent qu'un basculement venait d'avoir lieu.

À Riga, un message court s'afficha sur l'écran d'une salle de briefing du SAB : « Front diplomatique inopérant. Séquence B lancée. »

À Tallinn, Kaarel Vaher posa son téléphone sur son bureau sans un mot. Il regarda par la fenêtre le ciel d'octobre, coupé de traînées orangées par la tombée du jour. Il savait ce que cela signifiait : l'autonomie stratégique de fait.

À Vilnius, dans une annexe du ministère de la Défense, un conseiller militaire traça un cercle rouge sur une carte en murale. Kaliningrad. Puis deux flèches vers la Biélorussie. Il ne parlait pas. Il agissait. Le pacte officiel était mort. Mais un réseau officieux, né de l'instinct de survie, prenait forme. Pas un État. Pas un traité. Mais une communauté d'action. Ces femmes et ces hommes n'attendaient plus les votes. Ils n'écrivaient plus de résolutions. Ils savaient qu'il ne restait plus que les marges, les seuils, les interstices du droit international. Et que, dans ces brèches, il fallait faire surgir la contre-stratégie. Dès le soir même, un premier cargo civil affrété depuis Gdynia, aux papiers falsifiés, quitta le port vers la mer Baltique. À son bord : matériel de communication à faible émission, brouilleurs miniatures, drones silencieux et batteries d'antennes adaptatives. Destinations multiples. Pas de trace.

Dans un entrepôt anonyme près de Kaunas, des volontaires lituaniens formèrent des techniciens estoniens à un nouveau protocole de camouflage de signaux numériques. Nom de code : HIRV — le cerf.

À Helsinki, un ancien analyste du renseignement finlandais remit la main sur une base de données russe qu'il n'aurait jamais dû posséder. Il la transmit sans commentaire à une adresse de Tallinn connue de trois personnes dans le monde. Rien de tout cela ne serait jamais évoqué en conférence de presse. Mais quelque part, dans le silence technique des liens fibrés, la résistance prenait corps. Et pendant que l'Europe parlementait, le Nord s'organisait.

Ivan Cherniak : Récit posthume

Forêt frontalière entre la Biélorussie et la Lituanie

Le vent, cette nuit-là, soufflait du nord-est, avec une lenteur presque méthodique. Il faisait frissonner les sapins sombres, glisser les ombres sur les clairières détrempées, et rabattait les brumes lourdes contre les talus de sable gelé qui bordaient la frontière. Le sol exhalait l'odeur humide des feuilles pourries et de la mousse noire. Le silence était dense, comme une couverture tendue sur un monde prêt à rompre. Personne ne vit Ivan Cherniak cette nuit-là. Il ne laissa pas de trace visible, pas d'empreinte évidente. Mais quelque part, entre deux barrières rouillées, deux clôtures oubliées d'un avant-poste soviétique, il franchit la limite. Encore une fois. La dernière.

Dans les mois qui suivirent sa mort, ce ne fut ni une dépêche officielle, ni un rapport militaire qui raconta son histoire. Ce fut une lettre, retrouvée dans la doublure de sa veste, soigneusement cousue à la main. Elle avait été confiée à l'une des familles qu'il avait fait passer peu avant — un couple et leurs deux enfants, réfugiés désormais dans une ferme proche d'Ignalina, en Lituanie. La lettre, adressée simplement à "Volia", fut transmise par la sœur de Daria Lobanova à Maarika Põld, qui en fit une copie pour les services estoniens avant de la publier, quelques semaines plus tard, dans une édition spéciale du *Postimees*. Le papier jauni, légèrement froissé par l'humidité, portait les marques du sang séché. Mais les mots, eux, étaient d'une clarté implacable.

Lettre d'Ivan Cherniak

À celles et ceux qui m'ont suivi jusqu'ici, Si cette lettre vous parvient, c'est que je ne suis pas revenu. Ne cherchez pas à me retrouver. Je me suis éloigné de la piste, j'ai effacé mes traces, et je suis allé jusqu'au bord. Ce n'est pas un sacrifice. C'est une suite logique. J'ai passé ma vie à faire traverser des frontières, à contourner les règles écrites par d'autres. Cette nuit encore, j'ai regardé les enfants dormir dans le camion, la mère prier sans bruit, le père pleurer sans que personne ne le voie. Je n'ai jamais aimé la guerre, mais j'ai appris à vivre dans ses couloirs. Je ne crois plus que l'Europe viendra. Ou plutôt : je crois qu'elle est déjà venue, qu'elle a hésité, et qu'elle est repartie. Trop divisée. Trop tard. Ce n'est pas une accusation. C'est un constat. Mais je crois encore en nous. En ce que nous sommes. Volia. Ce mot qui veut dire volonté, mais aussi souffle, fuite, naissance. Nous sommes une idée plus qu'un groupe. Nous survivrons aux balles. Dites à Daria qu'elle ne doit pas arrêter. Qu'il faut continuer les poèmes. Que Mikita, s'il vit encore, doit parler. Que même si le feu les atteint, c'est parce qu'ils brillent. À ceux qui liront ces lignes : ne me pleurez pas. Ce pays est en feu, mais chaque pas que j'ai fait a permis à d'autres de survivre. Je meurs avec ça, et c'est plus que suffisant.

Ivan

Quelques jours plus tard, le corps d'Ivan fut retrouvé par des soldats russes, à quelques mètres de la frontière. Une balle nette, en pleine tempe. Il avait rampé plus de trente mètres malgré sa blessure à l'abdomen. Son sang, figé dans la mousse, avait teinté les fougères d'un brun noirâtre. Aucun signe de peur. Il tenait encore son sac contre lui. Dans le camp de Volia, la nouvelle fut reçue dans un silence brisé. Tous avaient disparus, vivants ou morts. La guerre avançait, mais quelque chose, à partir de ce jour-là, ne pouvait plus reculer.

Daria : la dernière lumière

Prison centrale de Minsk – Bloc S, cellule 214

La lumière de la cellule 214 ne s'éteignait jamais. Elle restait suspendue au plafond comme un œil trop blanc, froid, insomniaque. Daria Lobanova s'y était habituée. Depuis combien de jours ? Elle ne savait plus. Le temps s'était dilué dans le béton, dans les heures sans voix, dans les repas sans goût. Chaque chose avait perdu sa couleur. Il y avait, dans cette cellule, une fenêtre haute, obstruée par trois barres de fer et un film de plastique givré. Au matin, une lueur

blanchâtre traversait la pièce. Le reste du temps, tout venait du néon. Le sol, lavé trop souvent à la javel, portait une odeur prégnante. Il n’y avait pas de livres. Pas de papier. Pas de miroir. Mais il y avait un gardien. Un homme grand, un peu voûté, qui marchait sans bruit. Il ne parlait jamais, sauf pour annoncer l’eau ou le pain. Il avait les mains rugueuses, mais les yeux tranquilles. Elle ne connaissait pas son nom. Lui, l’appelait simplement : « numéro 214 ». Et c’est à lui qu’elle remit le message. Cela lui prit trois nuits. Elle attendit qu’un coin de tissu, dans la doublure de sa veste, se déchire. À l’intérieur, une aiguille de fil noir, soigneusement enroulée. Un vestige d’avant, de la clandestinité, du jour où elle cousait ses propres tracts dans les ourlets pour les transmettre en silence. Elle la cacha sous le matelas. Puis, sur une bande de tissu arrachée à la doublure, elle commença à écrire. Un point. Un trait. Trois points. Code Morse. Daria grava un message. Ligne après ligne. Chaque nuit, quelques mots. Ses doigts saignaient parfois. Elle dissimulait la bande entre deux briques descellées du mur. Elle recommençait. Jusqu’à ce que tout tienne sur 42 centimètres de tissu. Le message n’était pas long. Mais il était clair. Il s’adressait à Maarika Põld, à Kaarel Vaher, et à tous ceux qui n’avaient pas abandonné Volia. Elle y indiquait trois noms : de jeunes membres encore libres. Et une date. Une adresse. Et une seule phrase : *“S’ils n’ont pas éteint nos voix, c’est que nous sommes encore en feu.”*

Elle attendit le moment. Elle observa le gardien. Elle repéra l’instant où il posait son trousseau contre le mur pour allumer une cigarette – toujours au même endroit. Toujours entre 03h20 et 03h30. Elle se leva, en silence. Se plaça près de la porte. Le cœur battant. Quand il revint, elle murmura :

— Il faut que vous transmettiez ceci.

Il s’arrêta net. Son regard glissa sur elle, sans dureté. Il fixa la bande de tissu. Il ne prit pas tout de suite. Il observa les murs, les angles morts. Puis il tendit la main. Il ne dit rien. Mais, cette nuit-là, quand il revint, son regard avait changé. Le message passa. Quelques jours plus tard, un journaliste indépendant contacta Maarika Põld avec une note manuscrite laissée dans une boîte à lettres anonyme, près de Tartu. Une copie du tissu avait été recopiée sur papier. Le message fut transmis à Kaarel Vaher, au KAPO. Puis à ceux, à Vilnius et Riga, qui pouvaient encore agir. Volia n’était pas morte. Daria n’avait pas crié. Elle avait écrit. Et dans cette guerre sans voix, c’était peut-être la seule chose qui comptait encore.

Mikita : La voix dans le vent

Minsk, mais aussi Vilnius, Tallinn, Kaunas, Lviv, Tartu.

Il n’y eut ni trace, ni corps, ni cri. Quand Mikita Sazonov avait fini de lire, il avait simplement disparu. La place était devenue un tumulte. Des sirènes, des coups de feu, des cris. Et lui, dans tout cela, s’était évaporé comme une brume sur les pavés. Certains affirmaient l’avoir vu fuir vers l’ouest. D’autres disaient l’avoir reconnu parmi les visages matraqués, arrêtés, traînés dans les fourgons. Un jeune homme, aux cheveux noirs, au regard fixe, tombé mais pas brisé. Mais nul n’en avait la preuve. Et pourtant, il était partout. Le poème, enregistré par un téléphone anonyme, avait été extrait de la place par miracle. À peine deux minutes d’images. Floues, tremblantes. Le vent couvrait parfois sa voix. Mais elle restait identifiable : grave, posée, vibrante. Une voix d’enfant qui avait connu la cendre. La vidéo fit le tour des réseaux clandestins en moins de 48 heures.

Elle fut récupérée dans les cafés de Vilnius, glissée sur clé USB dans les gares de Varsovie, diffusée par Bluetooth dans des bus de Tallinn. À Riga, un collectif d’artistes projetait déjà ses mots sur un mur décrépi de la vieille ville, chaque soir à 21h00, comme une prière silencieuse. Le poème était simple. Il parlait de la terre. De la peur. De l’aube. Il disait : *“Ce que vous appelez silence est rempli de nos voix. Ce que vous appelez paix est le bruit de nos chaînes. Ce que vous appelez ordre est une tombe encore fraîche. Nous n’avons que nos souffles, mais ils soulèvent le ciel”*. Les derniers vers s’étaient imprimés dans les téléphones, les murs, les esprits : *“Je ne suis pas un héros. Je suis un éclat de lumière. Si vous me cherchez, regardez les cendres : Je suis ce qui brûle encore”*. Personne ne savait s’il avait écrit ces lignes pour mourir. Ou pour renaître.

À Minsk, dans les écoles, son nom était désormais interdit. Un professeur avait été arrêté pour avoir cité son texte devant une classe. Une étudiante fut arrêtée pour avoir partagé la vidéo. Mais à chaque suppression, une nouvelle copie apparaissait. Quelqu’un gravait le poème sur les bancs, sur les arrêts de tramway, sur les vitres embuées des autobus. Il n’était plus un garçon. Il était devenu un réseau. Dans les services secrets baltes, on suivait chaque fichier, chaque transfert, chaque reproduction. À Vilnius, Kaarel Vaher observait la courbe d’expansion

de la transmission du poème comme une carte de guerre. Une contagion poétique. Une mèche lente. Et peut-être une arme.

À Tallinn, Maarika Põld consacra une pleine page du *Postimees* à la « disparition incandescente » de Mikita. Elle ne confirma rien. Elle ne nia rien. Elle parla de ce que les mots peuvent faire, quand les corps sont menacés. *“Peut-être qu’il est vivant. Peut-être qu’il est mort. Mais dans les deux cas, il a gagné. Parce qu’on l’écoute et le lit encore.”* Dans les geôles biélorusses, Daria apprit, par un chuchotement de couloir, que le poème avait franchi la frontière. Un gardien, en passant, fredonna une strophe. Elle ferma les yeux. Sourit. Ce sourire, ce fut sa victoire. Et dans une cave de Vilnius, un garçon maigre, aux yeux cernés, connectait un ancien routeur à un générateur bricolé. Il s’appelait Roman. Il n’avait jamais rencontré Mikita. Mais il tenait une copie du poème dans sa main. Il allait la diffuser, encore, ailleurs. Car la guerre venait. Mais les mots, déjà, savaient y répondre.

Volia meurt...

Ils les avaient traqués un par un. Daria, capturée, muselée, enfermée. Ivan, tombé dans l’ombre, sans croix, sans écho. Mikita, volatilisé dans la lumière tremblante d’un écran, sa voix gravée dans les cœurs comme un dernier souffle. Aléna avait disparue, aucunes traces. Volia était mort. Le mot, pourtant, continuait de courir. Dans les couloirs feutrés du KAPO. Dans les signaux numériques échangés entre deux gares lettonnes. Dans les notes manuscrites glissées dans les bibliothèques interdites de Minsk. Volia n’était plus un groupe. Ni même un nom. Volia était devenue une forme. Un murmure. Une lumière souterraine. Il n’y eut pas de tombe. Pas de funérailles. Pas de statue. Mais il y eut des enfants qui lisaient le poème de Mikita à la lueur d’une bougie. Des jeunes filles qui tatouaient sur leur poignet les initiales d’un prénom disparu. Des hackers anonymes qui faisaient apparaître sur les panneaux routiers biélorusses des vers interdits. Des soldats qui, avant de partir au front, glissaient une feuille imprimée à l’encre noire dans leur veste : « *Je ne suis pas un héros. Je suis un éclat de lumière* ». Volia avait perdu la bataille. Mais elle avait conquis l’imaginaire.

À Tallinn, Maarika Põld reçut un courrier anonyme. À l’intérieur, une photographie : celle d’un mur de Minsk, tagué à la main, en lettres tremblantes : « Volia vit. Vous l’avez enterrée dans la

terre. Elle repousse dans les racines ». Ce fut à ce moment-là que l'on comprit, dans les capitales encore libres, que la légende avait commencé. Une légende de résistance. Volia devint un mot de passe. Un code. Un symbole. On ne disait plus : « *C'est un dissident.* » On disait : « *Il est de Volia.* » Et dans cette guerre qui s'étendait, dans ce monde qui semblait dans les compromis, les silences et la peur, le souvenir d'un petit groupe de jeunes idéalistes, tombés sans armes, portait plus loin que bien des armées. Volia était mort. Mais Volia avait gagné.

La ligne rouge

Corridor de Suwałki : L'ultimatum

*Vilnius*

La ville était encore noyée dans les brumes d'un hiver sans fin. Un ciel d'étain pesait sur les toits verglacés de Vilnius. Le vent, glacial, giflait les façades de pierre dans une plainte continue. Dans le palais présidentiel, blotti derrière des murs épais et des vitres à double vitrage, la lumière d'une lampe halogène découpait un cercle pâle sur une large table de conférence. Le président Gitanas Nausėda se tenait debout, mains croisées dans le dos, les yeux fixés sur une carte satellite projetée sur l'un des murs. Son visage était tendu, les traits creusés par les mois de tension accumulée. Autour de lui, une dizaine d'officiers supérieurs, de ministres, de responsables du SAB et de généraux de liaison baltes et polonais. Tous silencieux. La carte affichait les contours du corridor de Suwałki – cette étroite bande de terre, à peine 65 kilomètres, reliant la Pologne à la Lituanie, enclavée entre la Biélorussie et l'enclave russe de Kaliningrad. Depuis des jours, des drones baltes, alliés à l'intelligence polonaise, avaient observé des mouvements inhabituels de troupes russes à la frontière. Kaliningrad se renforçait. Et le président Nausėda le savait : ce point géographique était plus qu'un carrefour, c'était la ligne rouge de l'Europe.

— Nous avons cinq jours, dit-il enfin. Cinq jours avant que les convois militaires en provenance de Moscou ne traversent la Biélorussie et rallient Kaliningrad par voie terrestre.

Personne ne répondit. L'ordre du jour était connu. L'option, préparée en secret, portée par une coalition restreinte d'états baltes et appuyée discrètement par la Pologne, était simple : empêcher tout transfert logistique par le corridor de Suwałki. En clair : couper l'accès terrestre à Kaliningrad. Un acte qui, dans le langage de la diplomatie, s'appelait un *casus belli*. Un ministre de la défense lituanien, les doigts crispés sur un gobelet de café, murmura :

— Le Kremlin réagira. Avec force.

— Il réagira de toute façon, répondit Nausėda. La question n'est plus *s'il* réagira, mais *quand*.

Le silence retomba. Dans les sous-sols de Vilnius, loin des caméras, les premières unités logistiques avaient commencé à se déplacer. Des camions militaires, repeints à la hâte. Des stocks de munitions, entreposés dans des hangars désaffectés. Des barrières mobiles, des

horses, des explosifs de défense. Un plan avait été conçu : « Opération Vytis ». En référence au cavalier armé, emblème historique de la Lituanie.

Ce plan reposait sur un triptyque d'action :

1. Obstruction logistique complète de la route vers Kaliningrad.
2. Neutralisation électronique des relais de surveillance russes.
3. Couverture diplomatique discrète via des canaux d'alerte à l'OTAN, sans demander leur validation préalable.

Dans une salle plus sombre, des experts en guerre électronique testaient les brouilleurs de dernière génération livrés par Edvīns Kalnins et son équipe. Leur tâche : désorienter les systèmes de guidage russes, tout en gardant l'opération indétectable aux observateurs civils. Ce n'était plus une question de stratégie, mais de survie politique. À l'extérieur, le vent hurlait. Des rafales secouaient les drapeaux nationaux, tendus comme des lames. Plus tard dans la journée, Nausēda apparut brièvement à la télévision nationale. Le ton était solennel, mais calme. Il évoqua « les pressions inédites sur la sécurité nationale », « l'obligation morale de protéger les citoyens baltes », et conclut en affirmant que « la souveraineté ne s'excuse pas, elle s'exerce ». Il ne parla pas du corridor. Pas encore. Mais à Moscou, le signal fut immédiatement compris.

Le général Youri Dobrine, en poste à Kaliningrad, reçut une alerte prioritaire. À Vilnius, les téléphones commencèrent à sonner dans les ambassades. Et à Bruxelles, quelques diplomates comprirent que le point de bascule venait d'être franchi. Sans bruit. Sans fracas. Mais avec l'irréversible clarté d'un hiver qui n'en finit plus.

Moscou : L'ombre de l'ours

Kremlin, Moscou

Moscou était figée sous la neige. Un silence étrange recouvrait la ville, comme si le gel avait suspendu le temps. Les grandes avenues qui menaient à la place Rouge étaient dégagées à la pelle par des ouvriers silencieux, encadrés par des agents encapuchonnés. Sous la lumière blanche des réverbères, la cité semblait marcher à pas comptés, retenue, contenue, méfiante.

Au cœur de la ville, dans l'un des salons d'angle du Kremlin, un feu crépitait dans la cheminée ancienne. Mais la chaleur était ailleurs. Autour de la table ovale où s'étaient réunis les plus hauts dignitaires du Conseil de sécurité russe, sous la présidence de Vladimir Poutine. Il ne parlait pas. Pas encore. Il écoutait.

Youri Dobrine, revenu en urgence de Kaliningrad par avion militaire, présentait une cartographie projetée sur écran, dressant le bilan des premières actions lituaniennes : ralentissements notés sur les routes vers Suwałki, positionnements suspects d'unités de protection, brouillages discrets sur certaines fréquences logistiques. Rien d'explosif. Mais tout criait le mot qu'aucun n'osait encore prononcer : blocus.

— Ils ne couperont pas, affirma le ministre des Affaires étrangères, lèvres serrées, lunettes brillantes de givre. L'Europe n'acceptera jamais un affrontement ouvert sur ce point.

Poutine leva un sourcil, lentement. Il n'aimait pas les affirmations.

— Et s'ils ont cessé de nous craindre ? demanda-t-il simplement.

Un silence s'installa. Dans les fauteuils tendus de cuir sombre, les conseillers se regardèrent en chien de faïence. Le ministre de la Défense évoqua les mouvements en Biélorussie, la présence accrue de Volia dans les télégrammes interceptés, les drones abattus ces dernières 48 heures. L'OTAN avait peut-être une main dans tout cela. Ou peut-être pas. Tout était devenu brume.

— La doctrine, reprit Dobrine, c'est l'ambiguïté. Mais ici, camarade président, l'ambiguïté faiblit. La Lituanie ne joue plus la peur. Elle teste nos nerfs.

Poutine se leva. Il marcha jusqu'à la grande baie vitrée. De là, on voyait les coupoles dorées de la cathédrale du Christ-Sauveur, luisantes sous la neige. Il croisa les mains dans son dos.

— En 1941, continua-t-il d'une voix neutre, les Allemands pensaient que Moscou s'effondrerait en trois jours. En 1991, les Occidentaux pensaient que la Russie disparaîtrait dans le marché. En 2022, ils ont cru que nous ne pourrions pas soutenir une guerre contre l'Ukraine. Et aujourd'hui, ils pensent couper Kaliningrad.

Il se retourna.

— Ils jouent avec un couteau sur notre gorge. Le corridor de Suwałki est un test. Mais il est aussi une opportunité.

Les mots planèrent dans la pièce. Une opportunité. C'était ainsi qu'il pensait. Un mouvement stratégique. Un angle faible. Une faille.

— Si l'on nous bloque, alors la Biélorussie sera notre route, conclut-il.

Il ne dit pas « invasion ». Il ne dit pas « guerre ». Mais chacun dans la pièce comprit. Une directive fut signée dans l'heure. Les garnisons russes en Biélorussie furent renforcées. Des troupes spéciales furent déplacées discrètement près de la frontière polonaise. Le réseau diplomatique fut activé en Asie pour justifier une « menace imminente ». Et sur les chaînes d'État, une nouvelle rhétorique s'installa : « La Russie encerclée. » Les analystes avaient déjà trouvé les mots. Plus tard, seul dans son bureau, Poutine feuilleta un dossier classé rouge. En couverture : *Projet Rospad 2.0* — la simulation d'une partition européenne provoquée par une opération militaire sur les couloirs baltes. Il referma le dossier. Lentement. Dans la nuit moscovite, les cloches sonnèrent. Et au-dessus du Kremlin, dans l'air coupant, le drapeau tricolore russe claquait comme une mise en garde au vent glacial de décembre.

Le Corridor de Suwałki est coupé

Lituanie orientale

Une pluie froide balayait les forêts de pins qui bordaient la frontière sud-est de la Lituanie. Les routes secondaires, détrempées et boueuses, serpentaient entre les reliefs boisés d'une région restée longtemps oubliée, silencieuse. Mais en cette nuit d'octobre, les arbres étaient témoins d'un basculement historique. Dans l'obscurité bleutée, entre les villes de Druskininkai et Kalvarija, les camions militaires lituaniens roulaient à vive allure. Sous leurs bâches dissimulées, des blocs de béton modulaire, des herbes télécommandées, et des dispositifs anti-char étaient acheminés vers la fine bande de terre qui reliait la Biélorussie à Kaliningrad : le corridor de Suwałki.

Le président Gitanas Nausėda avait signé l'ordre la veille, dans le silence de son bureau à Vilnius. Seules quatre personnes connaissaient les détails précis de l'opération. Le message

était simple : *Kaliningrad ne recevra plus rien par voie terrestre*. Dans le centre de commandement, installé dans une ancienne caserne soviétique réhabilitée près de Lazdijai, les écrans affichaient les dernières données satellites. Un rideau de brouillage électronique avait été activé pour masquer les mouvements. Sur les cartes, les flux logistiques étaient représentés par des flèches rouges barrées. Des dizaines de capteurs thermiques et de drones quadrillaient désormais la zone frontalière. Le général Jonas Balčiūnas, un vétéran à la moustache grise et aux yeux d'acier, dirigeait les opérations. Sa voix, sèche, résonna dans la salle :

— À zéro quatre heures, toutes les voies seront fermées. Plus un seul camion russe ne traversera notre sol. C'est terminé.

Le plan d'intervention s'appelait *Operacija Krasta* — « opération Frontière ». Il ne s'agissait pas d'une attaque, mais d'un acte souverain, légalement fondé sur les tensions extrêmes provoquées par Moscou. Et pourtant, dans chaque recoin de la base, une angoisse sourde flottait : la Russie allait-elle répondre ? Et comment ? Dans les villages proches de la frontière, les populations avaient reçu l'ordre de rester à l'intérieur. Les écoles étaient fermées. Des sirènes d'alerte furent brièvement testées, juste avant l'aube. À Alytus, un autobus de réservistes était parti dans le silence, escorté par deux jeeps armées. À l'heure dite, dans un craquement radio, les ordres furent donnés. Les unités de génie militaire sortirent de leurs positions dissimulées. En quelques minutes, les principaux axes furent obstrués. Les anciens postes de douane, désertés depuis des années, furent rouverts et fortifiés. Des projecteurs se mirent à balayer la nuit. Une alarme s'enclencha à la base de Sovetsk, côté russe. Les premiers drones de reconnaissance quittèrent Kaliningrad avant même que l'ordre lituanien ne soit officiel. Mais c'était trop tard.

À Bruxelles, la nouvelle fit l'effet d'un séisme. À Moscou, c'était une déclaration de guerre rampante. Pour la première fois depuis la fin de la Guerre froide, un pays européen avait fermé de sa propre initiative un accès logistique majeur à une enclave russe.

Dans les bureaux éclairés de Vilnius, Gitanas Nausėda, seul, contempla les images transmises par les satellites de l'OTAN. Il ne souriait pas. Il savait qu'il venait peut-être de déclencher une tempête.

Il murmura :

— Ils ne comprendront que lorsqu'il sera trop tard. Mais nous n'avons plus le luxe d'attendre.

Le rideau venait de tomber. La scène était posée. L'Europe venait de franchir une ligne rouge invisible, traçant le chemin d'un affrontement dont nul ne pouvait prédire l'issue.

Réponse russe : L'ombre du feu Nucléaire

Kremlin, Moscou

La lumière à l'intérieur du palais sénatorial était crue. Blême. Inquiétante. Les vastes couloirs de pierre du Kremlin semblaient plus silencieux que d'habitude, comme si les murs eux-mêmes retenaient leur souffle. Le parquet ciré ne grinçait pas. Même les pas des conseillers, pourtant pressés, se faisaient feutrés. Dans la salle des plans stratégiques, au deuxième étage, les membres du Conseil de sécurité élargi avaient été convoqués à l'aube. Une réunion d'urgence, convoquée à la suite d'un incident jugé « sans précédent depuis la Crise des missiles de Cuba », selon un général des forces nucléaires stratégiques. Sur l'écran central, une image satellite projetait en temps réel le corridor de Suwałki. Il n'y avait plus de circulation. Les routes étaient bloquées, les mouvements logistiques russes vers Kaliningrad entièrement stoppés. Les dépôts de denrées alimentaires dans l'enclave étaient suffisants pour dix jours. Pas plus.

Vladimir Poutine, impassible, regardait l'image. Il n'avait encore rien dit. À sa droite, le ministre de la Défense listait les options de représailles. À sa gauche, le chef d'état-major général, sourcils froncés, fixait ses notes manuscrites. Puis une voix s'éleva. Grave, monocorde. Celle du général Vorobiov, responsable des doctrines d'engagement stratégique :

— Camarade président, il est temps d'évoquer l'éventualité d'un signal nucléaire.

Un silence brutal tomba sur la pièce. Il ne s'agissait pas d'une frappe. Pas d'un lancement. Mais d'un mot que personne n'avait osé prononcer aussi directement depuis des mois. Vorobiov continua, sans trembler :

— Une alerte publique. Contrôlée. Nous pourrions déplacer une ogive Iskander sur plateforme mobile à Kaliningrad. La faire apparaître clairement sur les satellites occidentaux. Et l'annoncer, sans confirmation, dans notre presse. Le message serait reçu.

Poutine ne répondit pas. Il se leva. Il fit lentement le tour de la pièce, mains dans le dos, regard flottant.

— En 1962, dit-il enfin, Khrouchtchev a mis des missiles à Cuba. Pas pour les lancer. Mais pour faire comprendre à Washington qu'il existait une ligne. Et que franchir cette ligne aurait un prix inacceptable.

Il se retourna, croisa les regards de ses conseillers. Puis s'arrêta devant la carte de l'Europe, plantée de petits drapeaux rouges et bleus.

— La Lituanie veut nous étrangler. L'OTAN laisse faire. C'est donc à nous de tracer cette ligne.

Il fit un signe à son aide de camp. Un ordre fut transmis immédiatement. Une escadrille fut mise en alerte dans les forêts de Kaliningrad. Deux ogives à capacité nucléaire furent déplacées dans des silos mobiles. Une dépêche filtrée vers *Sputnik* évoqua « l'activation de l'arsenal de dissuasion tactique en réponse aux menaces directes de l'Occident ». Dans les heures qui suivirent, les médias russes reprirent la ligne, subtilement : « Le monde doit savoir que la Russie ne reculera pas. » « Kaliningrad est sacré. » « Une réponse proportionnée, mais décisive. »

À Bruxelles, une panique discrète s'installa. Les diplomates s'agitèrent. Les États-Unis restaient silencieux. La France se dit « préoccupée ». L'Allemagne demanda à la Lituanie « de respecter les équilibres ». Mais au-dessus des bois humides de Kaliningrad, les satellites de l'OTAN confirmèrent ce que tous redoutaient : deux missiles balistiques à tête variable venaient d'être déplacés vers une position ouverte. À dessein. L'ombre du feu venait de s'inviter dans le théâtre européen. Et le monde, soudain, comprit que la guerre était entrée dans une nouvelle phase.

Maarika écrit : L'article qu'on ne voulait pas écrire

Tallinn – Rédaction du Postimees,

Le vent d'automne s'était levé dans les rues silencieuses de Tallinn. Il soufflait par rafales entre les bâtisses anciennes de la vieille ville, giflant les pavés usés d'une pluie fine, insistante. Le ciel était d'un gris dur, comme s'il s'était figé au-dessus de l'Estonie pour ne plus jamais se

lever. Depuis plusieurs jours, les coupures d'électricité rythmaient les journées. On travaillait vite, entre deux silences, entre deux cliquetis d'onduleurs. Dans les locaux du *Postimees*, au dernier étage du bâtiment de verre et de métal qui surplombait le quartier de Maakri, Maarika Põld était seule à cette heure. Elle avait refusé toute présence, éteint la radio, baissé la lumière. Sur son écran, un document vide. Une page blanche. Et une question dans l'air, presque inaudible : Peut-on écrire l'inacceptable ?

Depuis son retour de Vilnius, elle n'avait pas dormi. Les mots se pressaient dans sa tête, comme des coups sourds, mais refusaient de se coucher sur le papier. Elle relisait les dépêches, écoutait les analystes, questionnait ses sources. Tout convergeait. La fermeture du corridor de Suwałki. La réponse russe. La menace nucléaire. Les troupes en mouvement. Et ce silence de plomb qui venait des grandes capitales européennes. Elle regarda longuement par la fenêtre. En bas, les tramways passaient au ralenti. Un militaire en uniforme descendait d'un bus vide, fusil en bandoulière. Deux adolescentes passèrent en courant, riant faiblement sous leurs capuches trempées. À première vue, Tallinn tenait encore debout. Mais elle savait. Le danger n'était plus abstrait. Il avait une odeur. Celle de la peur, mêlée à celle du métal humide. Elle inspira, et ses doigts se posèrent enfin sur le clavier.

TITRE : L'hiver qui vient : vers une guerre ouverte entre la Russie et l'Europe ?

*Par Maarika Põld*

Tallinn

La pluie tombe. Les lumières clignotent. Et les silences pèsent plus que les discours. Depuis soixante-douze heures, l'Europe vacille. La Lituanie, à bout de patience, a décidé de fermer le corridor de Suwałki, coupant l'accès terrestre entre la Russie et son enclave de Kaliningrad. La réponse du Kremlin a été immédiate : des ogives nucléaires tactiques ont été déplacées en position ouverte, visibles par tous les satellites. La menace est voilée. Mais elle est là. L'Europe, une fois encore, hésite.

Elle s'interrompt. Se relut. Puis continua :

Pendant des années, nous avons cru que l'histoire était derrière nous. Que les frontières étaient figées. Que les mots suffiraient à empêcher la guerre. Nous avons été nombreux, moi la première, à penser que l'intelligence collective, l'économie, le droit international, suffiraient

à protéger la paix. Mais voilà que les chars roulent. Les missiles s'alignent. Et que dans les bureaux sans fenêtres de Moscou, on évoque l'indicible.

Elle se leva. Fit quelques pas. L'odeur du vieux café tiède emplissait la pièce. Elle se rassit.

Ce que je vais écrire est difficile à admettre. Mais je ne peux plus le taire. Oui, la guerre est possible. Pas seulement en Ukraine. Pas seulement aux marges de l'Europe. Ici. En Pologne. En Lituanie. En Estonie. Chez nous.

Le mot *nous* vibrait. Elle le savait. Elle l'acceptait.

La Russie n'est pas isolée. Elle est soutenue, discrètement, par la Chine, la Corée du Nord, l'Iran. Elle mène une guerre d'usure, de brouillage, de peur. Elle teste nos seuils. Elle repousse nos limites. Et nous, Européens, sommes devenus experts dans l'attente. Dans le demi-mot. Dans le compromis.

Elle ferma les yeux. Revit le visage d'Ivan, celui de Daria, les fragments de Volia. Puis reprit : Dans les couloirs du pouvoir, certains parlent encore de désescalade. D'autres de négociation. Mais moi, j'entends les sirènes. Les vraies. Je vois les visages de mes collègues en partance pour la frontière. Je lis les messages codés de ceux qui, de l'autre côté, veulent encore croire que l'Europe les sauvera.

Elle tapa lentement, douloureusement, la dernière phrase :

Il faut le dire : nous sommes au bord d'une guerre ouverte entre la Russie et l'Europe. Et il est peut-être déjà trop tard.

Maarika se relut. Puis, lentement, elle appuya sur "Publier". Le texte s'envola. Vers les rédactions. Les ambassades. Les quartiers généraux. Vers les lecteurs.

À Tallinn, la pluie ne cessait pas. Mais dans les ruelles humides de la vieille ville, un journaliste, quelque part, leva les yeux vers le ciel et murmura :

— Enfin, quelqu'un l'a dit.

L'annonce qui fit trembler l'Europe

Paris, Palais de l'Élysée

Ce jour-là, Paris baignait dans une lumière inhabituelle. Un ciel laiteux, tendu, sans profondeur, couvrait la capitale d'un voile d'angoisse. Dans les rues, les klaxons semblaient avoir disparu. À la terrasse du Café Tournon, un homme laissa tomber sa tasse de café en entendant l'alerte spéciale surgir du poste radio. Il était 14h02. Une heure improbable. Une heure en dehors du temps politique.

« Mes chers compatriotes, je vous parle aujourd'hui avec gravité. »

L'image apparut sans préavis sur toutes les chaînes. Emmanuel Macron, costume bleu nuit, cravate noire, se tenait debout dans un salon dépouillé de l'Élysée, sans drapeaux, sans conseiller à ses côtés. Seule une montre en bronze battait lentement sur le manteau de la cheminée, comme un métronome.

Il regardait droit la caméra. Son visage était plus fermé qu'à l'accoutumée. Le ton, plus bas, presque caverneux.

« Depuis plusieurs mois, la Russie multiplie les provocations. Après avoir écrasé la résistance ukrainienne, elle menace aujourd'hui directement les frontières baltes. Et voici que pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, une puissance évoque, en Europe, l'usage d'armes nucléaires tactiques. »

Il marqua une pause. Puis :

« Le corridor de Suwałki a été fermé par la Lituanie. En réponse, Moscou déploie ses ogives. L'OTAN tergiverse. L'Europe proteste sans agir. Je le dis solennellement : *nous sommes en état de mort cérébrale stratégique*. Et face à la menace, il faut une réponse. Claire. Incontestable. Disproportionnée si nécessaire. »

Un frisson parcourut l'Europe. Puis, d'un ton tranchant :

« Ce matin, j'ai donné l'ordre à l'état-major des armées françaises de déployer dix avions Rafale, équipés de missiles nucléaires à tête variable, sur la base de Ämari, en Estonie. »

Le monde bascula.

« Ce déploiement se fait en coordination étroite avec les autorités estoniennes, lettones et lituaniennes. J'ai parlé personnellement aux présidents Karis, Levits et Nauséda. Je leur ai dit que la France ne les laisserait pas seuls. Pas cette fois. Pas maintenant. »

Le silence dans les foyers français était total. Dans les couloirs de Bruxelles, des conseillers s'agrippaient à leurs téléphones. À Berlin, le Chancelier suspendit une réunion budgétaire. À Varsovie, le parlement applaudit. Macron reprit, plus lentement.

« À ceux qui croient encore que la Russie est un acteur rationnel : ouvrez les yeux. À ceux qui pensent que Poutine s'arrêtera à Kiev, regardez Minsk. Et à ceux qui parlent de paix sans conditions : l'Histoire vous jugera. »

Il baissa légèrement le regard, puis déclara avec une brutalité glacée :

« J'adresse ici un message direct à Vladimir Poutine. Vous avez voulu rétablir un empire. Vous avez piétiné vos voisins. Vous menacez notre continent. Je vous avertis : toute agression contre les territoires baltes sera considérée comme une agression contre la France. Et nous répondrons coup pour coup. »

Le mot *coup* claqua comme une gifle. C'était une déclaration d'intention. Un engagement au-delà des traités. Une fracture assumée. Quelques heures plus tard, sur la base d'Istres, les hangars s'ouvrirent. Dix Rafale, armés, s'élancèrent dans le ciel gris du sud de la France. Leur sillage traça une ligne vers le nord-est. Les radars russes captèrent immédiatement leur trajectoire. Ils furent escortés par des Mirage en approche de l'Allemagne, puis confiés aux relais aériens de l'OTAN en Pologne. Mais ce n'était plus une manœuvre de routine. C'était un signal. Un cri. Une rupture.

À Moscou, les murs du Kremlin tremblèrent de rage contenue. À Tallinn, Alar Karis convoqua le gouvernement en séance exceptionnelle. À Bruxelles, Ursula von der Leyen resta figée, les yeux humides, devant la télévision. Et dans la nuit, quelque part en Estonie, les sirènes retentirent. Le monde venait d'entrer dans une nouvelle ère. Une ère où, pour la première fois depuis des décennies, la dissuasion nucléaire était à nouveau visible dans le ciel européen.

“Qu'est-ce qu'il fait ce con ?”

Mar-a-Lago, Palm Beach, Floride

Le soleil perçait à peine à travers les rideaux ivoires du salon ovale de Mar-a-Lago. Une moiteur précoce pesait sur les plafonds dorés du club présidentiel. Donald J. Trump, 79 ans, regard rivé sur l'écran plasma de 85 pouces accroché au mur, mâchonnait nerveusement un morceau de bacon trop sec. L'alerte info venait de tomber sur *Fox News* : "*Macron envoie des Rafales nucléaires en Estonie.*"

La caméra montrait le président français, visage grave, déclarant que l'Europe ne pouvait plus se permettre d'attendre.

— *Qu'est-ce qu'il fait ce con ?!*, hurla Trump en se levant brutalement, renversant sa tasse de café sur le bureau verni.

Il fit deux pas, frappa la surface en bois massif du bureau avec la paume de sa main.

— *Nuclear. Freaking. Rafales. In Europe. Without us ! Without NATO !* Il pivota vers Stephen Miller, assis silencieux dans un coin de la pièce, téléphone à la main.

— *Il veut quoi, Macron ? La Troisième Guerre mondiale ? Il veut se faire bombarder ? Ces Européens sont malades !*

Il se retourna vers l'écran, pointant du doigt le visage figé de Macron.

— *Je t'avais dit que ce type était un prétentieux. L'Europe a échoué. Et maintenant ce petit Napoléon de pacotille veut jouer au général. Les Français n'ont jamais gagné une guerre sans nous !*

Le général à la retraite Jack Keane, consultant venu exprès pour un briefing confidentiel, tenta d'intervenir.

— *Monsieur le Président, il faut peut-être voir ça comme un signal dissuasif. Si Moscou prend ça mal, cela pourrait même nous servir d'argument pour...*

— *NON !* coupa Trump. *C'est un désastre. Et ça vient après que j'aie dit à tout le monde que la guerre en Ukraine allait se finir en 24 heures. Vingt-quatre ! Et voilà que ce... ce Macron fout tout en l'air avec ses Rafales !*

Il fit quelques pas dans la pièce, les mains dans les cheveux, marmonnant.

— *Il veut prouver quoi ? Que l'Europe peut se défendre seule ? Qu'ils ont des couilles ? Ils n'ont même pas d'essence !*

Trump saisit son téléphone. Il dictait déjà un message pour son prochain *Truth Social* :

“Macron out of control. Sends nuclear planes without NATO OK. Dangerous. Reckless. Europe should not provoke war. America won't clean up YOUR mess again !”

Mais il ne l'envoya pas encore. Il leva les yeux vers Miller :

— *Il faut que je parle. Ce soir. Direct. Fox. OTAN. Tout le monde. Ils doivent savoir que je n'ai rien à voir avec ce délire européen. America First means NO Macron wars.*

Miller acquiesça. Le ton était donné. À l'extérieur, les palmiers ployaient légèrement dans le vent chaud de la Floride. À l'intérieur, le président des États-Unis grondait de rage. Trump se laissa tomber dans son fauteuil, secoua la tête, puis souffla lentement :

— *Il va nous foutre la guerre nucléaire sur le dos, ce p'tit con...*

Edvīns Kalnins : L'arme invisible

Tartu – Centre de recherche en guerre électronique

Il pleuvait sur Tartu. Une pluie fine, droite, presque immobile. Comme une poussière d'eau en suspension. Les rues étaient vides, à peine traversées par quelques ombres pressées sous des parapluies noirs. Au nord de la ville, dans un ancien bâtiment universitaire reconverti en bunker technologique, Edvīns Kalnins s'apprêtait à dévoiler ce que les stratèges appelaient déjà *la percée du siècle*. Le centre ne payait pas de mine : un ancien pavillon brutaliste, murs renforcés, antennes dissimulées sous des toitures falsifiées. L'intérieur, en revanche, vibrait d'une tension électrique. Écrans, câbles, générateurs autonomes. Une cellule sécurisée au sous-sol, protégée par des protocoles que même le KAPO redoutait d'outrepasser. Edvīns Kalnins était là. Blouson d'aviateur sur les épaules, lunettes cerclées d'acier, le regard pâle et fixe comme un sonar. Il n'avait pas dormi depuis deux nuits. À ses côtés, trois ingénieurs, deux officiers du KAPO, et une analyste de l'OTAN en mission spéciale.

Sur le grand écran en face d'eux, une silhouette apparut : un drone Orion russe, filmé par une caméra thermique depuis la frontière estonienne, flottant au-dessus des forêts enneigées du sud-est.

— Activation dans quinze secondes, annonça Kalnins d'une voix neutre.

Personne ne bougea. Le bourdonnement du serveur prenait la place des respirations. Un ingénieur pianota sur son terminal. Le signal fut envoyé. Le drone, en mission de reconnaissance, survolait alors les hauteurs de Rāpina. Il filait droit, invisible aux radars classiques, sourd aux tentatives de brouillage. Mais soudain, son trajet dévia. Il ralentit, comme pris de vertige. Puis, lentement, il vira à 180 degrés. Et repartit vers la Russie.

— Confirmation, dit l'ingénieur. Il a accepté notre protocole.

— Navigation détournée, ajouta l'analyste. Il suit notre plan de vol alternatif.

Edvīns Kalnins ne sourit pas. Il ferma seulement les yeux une seconde.

— Le virus s'est intégré dans la chaîne d'instruction. Le drone croit toujours qu'il suit un ordre russe.

L'agent du KAPO à sa droite hocha la tête, incrédule.

— Et il ne verra rien venir ?

— Rien. Il pense être toujours sous contrôle de Moscou. On a réécrit l'architecture de son logiciel de navigation à distance. C'est de l'hypnose numérique.

Deux heures plus tard, le drone traversait l'espace aérien de Pskov. À 16h13, il passa au-dessus d'un dépôt militaire, caméras allumées, transmettant directement ses images à Tartu. À 16h28, une micro-charge fut déclenchée par Kalnins. L'engin se désintégra en plein vol, sans laisser de trace exploitable. L'opération avait été un succès. Silencieuse. Invisible. Parfaite. Dans la salle d'observation, le silence était total. Kalnins s'approcha du tableau blanc. Il traça au feutre trois mots : "RETOUR NUMÉRIQUE D'ARME"

— Ce n'est qu'un début, dit-il enfin.

— Vous pouvez recommencer ? demanda l'officier de liaison.

— Si on a le bon modèle, oui.

— Et sur des modèles plus récents ?

— Je travaille dessus.

L'ingénieur soupira. Ce n'était plus de la guerre électronique. C'était de la métaphysique appliquée. Le soir même, dans un rapport classé *ultra secret*, le service inscrivit officiellement la technologie de Kalnins comme « solution de neutralisation active par redirection IA parasite ». Le rapport, transmis à Paris, Berlin, et Vilnius, mentionnait une capacité inédite à retourner contre leur créateur les armes de surveillance russe. À Moscou, deux drones supplémentaires dévièrent dans la nuit. Personne ne comprit. Mais dans un petit appartement de Tartu, Edvīns Kalnins, assis seul devant une vieille radio militaire, griffonna dans son carnet : « On les vaincra sans les toucher. »

Le monde suspendu

New York – Siège de l'ONU

Il faisait un ciel laiteux sur Manhattan. Une brume de tension planait, invisible et dense, sur les avenues embouteillées du sud de l'île. L'entrée du bâtiment de verre et d'acier de l'ONU était sous haute surveillance. Des barrières mobiles, des fourgons noirs, des policiers d'élite vêtus de gris anthracite. Et partout, des regards tendus, des badges scannés, des journalistes refoulés. Ce matin-là, le monde ne tournait plus : il retenait son souffle.

La grande salle de l'Assemblée générale n'était pas pleine. Loin de là. La France n'était pas venue. Ni la Lituanie. Ni la Lettonie. L'Estonie avait envoyé un observateur silencieux, qui refusa de s'asseoir. L'Allemagne avait hésité jusqu'au bout avant d'occuper un siège. L'Italie, quant à elle, avait exigé que les mots "*dissuasion nucléaire*" soient bannis de tous les communiqués. Au centre de la tribune, le secrétaire général de l'ONU, visage pâle, costume sombre, s'efforçait de garder une voix calme. Mais ses phrases flottaient, vides, impuissantes, entre les dômes muets de l'assemblée.

— *Mesdames et messieurs, nous sommes à la croisée des chemins. Une nouvelle escalade menace de faire basculer l'Europe dans l'inconnu. Je vous supplie d'écouter la raison...*

Mais personne ne l'écoutait vraiment. Pas aujourd'hui.

À Paris, la Bourse avait perdu 7,2 % en une matinée. À Francfort, les indices saignaient. Wall Street n'ouvrait qu'avec angoisse. Les marchés énergétiques affichaient une courbe digne d'un tremblement de terre. Les chaînes d'approvisionnement étaient figées. Les avions commerciaux étaient détournés. Les vols vers l'Est suspendus. Dans les airs, à plus de 15 000 mètres d'altitude, des AWACS de l'OTAN parcouraient sans cesse les frontières baltes. Les Etats-Unis avaient ordonné aux satellites KH-13 de recalibrer leur orbite pour surveiller Minsk, Smolensk, Kaliningrad. À Ramstein, en Allemagne, les hangars avaient été ouverts. Les chasseurs étaient prêts. En Estonie, les bases de Tapa et Ämari tournaient à plein régime. Dans un hangar aux murs humides de la base de Šiauliai, en Lituanie, dix Rafale français étaient alignés, fuselages froids, moteurs dormants. Mais dans les tours de contrôle, les doigts tremblaient. Sur une base navale finlandaise de Turku, les commandants de sous-marins avaient reçu leurs dernières instructions cryptées. Un navire danois avait disparu des radars, volontairement. Il plongeait vers l'obscurité silencieuse de la mer Baltique.

À Moscou, les chaînes d'État diffusaient en boucle les images du discours de Macron. Les mots "*coup de force*", "*provocation*", "*décadence européenne*" étaient répétés avec une régularité clinique. Poutine ne parlait pas. Pas encore. Mais tous comprenaient qu'il préparait une réponse. Pendant ce temps, au siège de l'ONU, le secrétaire général levait les yeux vers la salle. Il n'y avait plus de murmures. Seulement du vide. Un vide poli, diplomatique, effrayant.

*— Je déclare cette session suspendue... en espérant que la guerre ne prenne pas la parole à notre place.*

Les lumières s'éteignirent. Le drapeau bleu pâle de l'ONU flottait sans conviction. Et dehors, le vent de fin octobre soufflait dans les drapeaux en berne de la diplomatie mondiale. La Troisième Guerre mondiale n'est pas déclarée. Mais elle commence à exister.

Le 28 janvier 2026, au matin, le monde se réveilla dans un calme d'étrangeté absolue. Il n'y eut ni déclaration officielle, ni ultimatum crié à la tribune d'un parlement, ni rupture solennelle des traités comme dans les manuels d'histoire. Il n'y eut pas de grand soir. Juste une succession d'actes silencieux, de lignes franchies, de promesses brisées et de regards détournés.

À Tallinn, un vent froid balayait les rues désertées. Les journaux avaient tous le même titre en une, sobre : *“Point de non-retour ?”* À Bruxelles, les couloirs du Berlaymont étaient vides comme un dimanche sans avenir. À Moscou, le Kremlin n’avait rien dit, mais ses silos dormaient d’un sommeil inquiet. Et à Washington, le président Trump jouait au golf, pendant que le Pentagone transmettait aux forces en Europe une mise à jour de niveau *“Orange renforcé”*.

Dans les capitales baltes, on n’avait pas attendu que l’histoire tranche. Les troupes étaient mobilisées. Les centres de commandement avaient été dédoublés. Les ministres vivaient dans des abris. Les enfants apprenaient à se coucher entre deux murs porteurs. Et dans les forêts d’Estonie, des répétitions silencieuses avaient commencé. On s’entraînait à se défendre. On s’entraînait à survivre. Partout ailleurs, on se taisait. Les économistes évoquaient une *“période d’ajustement géostratégique”*. Les chancelleries parlaient de *“zone grise”*, *“d’ère post-dissuasion”*. Les analystes militaires, eux, n’employaient plus que le mot *“guerre”*, en précisant simplement : *“pas encore ouverte”*. Car ce qui avait changé, ce n’était pas le monde. C’était sa peur. Une peur stable, organisée, devenue norme.

Une guerre existait, sans avoir été déclarée. Des territoires étaient occupés, sans avoir été annexés. Des soldats mouraient, sans que personne ne dise leur nom. Des nations s’éteignaient, sans jamais s’effondrer. La Troisième Guerre mondiale n’était pas encore là. Mais elle avait une odeur. Celle de l’ozone dans les serveurs brûlés, celle du kérosène sur les tarmacs baltes, celle du papier des tracts interdits collés dans les rues de Minsk, celle de la poussière grise soulevée par les bottes russes sur la rive gauche du Dniepr. Elle n’était pas là, mais elle occupait les nuits. Elle n’était pas officielle, mais elle avait commencé. Elle n’était pas visible, mais elle était partout. Et il était peut-être déjà trop tard pour en prononcer le nom.

La voix était lente. Râpeuse. Presque désincarnée. Elle sortait d’un vieux poste à ondes courtes, posé sur une caisse retournée, dans un grenier de la vieille ville de Tartu. Il pleuvait doucement dehors. Un ruissellement froid sur les vitres. Dans le bois sec du grenier, deux étudiants écoutaient, assis en silence, les genoux contre la poitrine, la respiration suspendue. La radio grésillait. Une fréquence interdite. Pirate. Une voix, à peine modulée, lut les mots suivants : « Ce n’est pas la guerre qui fait tomber les empires. C’est la peur. » Un silence. Puis plus rien. La fréquence sauta.

Mais déjà, ils s'étaient regardés. Le poème, ils le connaissaient. Du moins ses fragments. Il circulait, comme un éclat de vérité dans un monde d'acier. Anonyme, disait-on. Mais tous savaient. C'était du Mikita. Pas le Mikita disparu. Pas celui dont le visage ornait les murs des ruelles de Vilnius et les stories cryptées sur les réseaux interdits. Non. Le Mikita vivant à travers les lignes. Le Mikita qui n'avait jamais voulu être un héros, mais qui l'était devenu par la seule grâce de ses mots. Dans d'autres greniers, d'autres caves, d'autres recoins numériques, ce vers fut lu, recopié, chanté, peint sur des pierres, tatoué sur des bras. Il traversa les frontières plus vite qu'un missile. Il pénétra les silences comme une brèche. Car en ce début d'année 2026, ce n'était plus seulement la peur de la guerre qui glaçait l'Europe. C'était la peur de céder. Et cette phrase, douce, nette, irréfutable, sonnait comme un rappel. Un défi. Un refus : « Ce n'est pas la guerre qui fait tomber les empires. C'est la peur. »

## Acte IV, Le Point de Non-Retour

(2026 / 2027)

## Le Point de Non-Retour

Ils savaient. Ceux qui restaient lucides, dans les capitales engourdies par la peur, le savaient depuis longtemps déjà. La guerre allait avoir lieu. Elle avait cessé d'être une menace pour devenir une condition du présent. Elle s'insinuait dans les bulletins d'alerte, dans les lignes budgétaires, dans les regards croisés entre ministres, dans les silences pesants au Conseil européen. Elle tapissait les murs de verre des chancelleries, se glissait dans les courbes de la dette, s'enroulait autour des lignes logistiques.

À Bruxelles, à Tallinn, à Vilnius, à Stockholm, une même question revenait sous mille formes : Comment fait-on la guerre... quand on ne veut pas tuer ? L'Europe entrait dans le conflit à reculons. Ce n'était ni lâcheté, ni candeur. C'était un pari. Celui de contenir l'embrasement, d'éviter la boucherie, d'échapper à l'escalade nucléaire, tout en sauvant ce qui pouvait l'être : l'Ukraine, les frontières, l'honneur, l'idée même de démocratie. Dans les états-majors, un aphorisme revenait en boucle, gravé à l'encre d'angoisse sur les tableaux blancs des généraux : « Il vaut mieux utiliser cinq lions que cinq cents moutons. » C'était la doctrine nouvelle. Celle d'une guerre chirurgicale, asymétrique, secrète, fondée sur des coups d'éclat, des actions ciblées, des désorganisations discrètes mais efficaces. L'ennemi devait être frappé là où il ne s'y attendait pas. Non dans ses tranchées, mais dans ses relais, ses commandes, ses doctrines. L'armée française avait nommé cela : *Opération Spectrale*. Les Baltes préféraient : *Guerre invisible*. Dans tous les cas, il ne s'agissait plus de tenir un front, mais de déstabiliser un système. Plus que des chars, il fallait des cerveaux. Plus que des divisions, des volontaires. Et plus que tout : du temps. Car à cette étape du conflit, l'urgence n'était plus d'empêcher la guerre. Elle était d'empêcher qu'elle devienne totale.

En ce mois de février 2026, tandis que l'hiver s'effilait lentement sur les plaines biélorusses et les rives de la Baltique, la nouvelle stratégie européenne entrait en action. Mais déjà, elle arrivait peut-être trop tard. Une explosion allait secouer Minsk. Des Rafales français, en alerte nucléaire, étaient prêts à décoller. Daria survivait à peine dans sa geôle. Et Kalnins... Kalnins allait changer le cours du conflit. À l'instant même où l'Europe décidait de frapper sans tuer, la guerre s'invitait dans ses veines les plus profondes. Et il n'y aurait plus de retour.

L'explosion

Base 742

Biélorussie, 17 février 2026 – Base militaire n°742, à 38 km au sud-est de Minsk

Le ciel était d'un gris sale, saturé de cendres industrielles, sans vent, sans musique. Dans les arbres nus des bois alentours, aucun oiseau ne chantait. La base 742 n'existait sur aucune carte officielle. C'était une de ces installations récentes, construites à la hâte au cours des derniers mois, dédiée exclusivement à la logistique de guerre moderne : drones de reconnaissance, unités de brouillage, missiles à courte portée. Depuis janvier, on y affluait par convois entiers : caisses scellées, carburants, batteries, opérateurs. Un centre nerveux de la guerre électronique en Biélorussie. Ce matin-là, à 05h47 heure locale, la brume collait encore aux pistes quand l'explosion se produisit. Un souffle d'une puissance inouïe. Une lumière blanche, aveuglante, déchira les hangars nord. En moins de trois secondes, quatre dômes de stockage furent pulvérisés, projetant des débris à plus de 800 mètres. Le sol se fissura. Les bâtiments tremblèrent comme des jouets. Des camions en feu se couchèrent les uns sur les autres. Le fracas fut entendu jusqu'à Minsk. Le champignon de flammes et de fumée noire s'éleva lentement, puis retomba sur lui-même en une pluie de cendres et de métal fondu. Sur les vidéos de surveillance, récupérées bien plus tard par satellite, on distinguait à peine le point d'impact. Aucune traînée visible, aucun projectile identifiable. Juste cette implosion brutale, comme si l'enfer avait ouvert la bouche sous le béton même. Les premières rumeurs évoquèrent un accident. Une surcharge thermique dans un conteneur iranien. Puis, presque aussitôt, Moscou s'empara de l'événement.

À 08h12, heure de Moscou, le ministère de la Défense russe publia un communiqué : « La base 742 a été la cible d'une attaque terroriste planifiée, exécutée au moyen de technologies occidentales. »

À 09h15, sur les chaînes d'État, une déclaration du porte-parole du Kremlin, Anatoli Resnikov : « Nous disposons d'éléments sérieux nous conduisant à penser que cette attaque est l'œuvre de services liés à l'OTAN. Une ligne rouge a été franchie. »

À 10h30, l'ambassadeur russe quitta brutalement la table des négociations à Genève, en pleine séance du Conseil sur la sécurité stratégique en Europe. Les caméras captèrent le claquement

sec de la porte derrière lui. Une heure plus tard, l'Europe découvrait avec stupéfaction l'ampleur de l'attaque. Les images satellites, les témoignages en fuite, les vidéos postées par des soldats biélorusses affolés : tout confirmait l'évidence. La base n'était plus. Un cratère d'un hectare et demi, fumant encore à midi, marquait l'endroit où, vingt-quatre heures plus tôt, se concentraient les ressources militaires de la Russie en Biélorussie. Et pourtant... Aucun groupe n'avait revendiqué l'attaque. Aucune preuve tangible n'était fournie. Aucun missile, drone, ou système d'arme identifié. Le silence.

Dans les couloirs du ministère russe de la Défense, Youri Dobrine, revenu en urgence de Kaliningrad, observait en boucle les flux infrarouges, les lectures thermiques, les anomalies d'ondes.

— Ce n'est pas une frappe balistique, souffla-t-il à mi-voix. Ce n'est pas une bombe. C'est autre chose.

Il pensa aussitôt à Kalnins. Mais il ne dit rien.

À Bruxelles, on se taisait aussi. Pas un mot. Ni confirmation, ni démenti. Le Haut Représentant pour les Affaires étrangères afficha un visage de circonstance. Il parla de *prudence*, de *désescalade*, d'*analyse approfondie*. Mais dans les coulisses, les regards disaient autre chose. Certains savaient. Certains s'en doutaient. Et tous savaient ce que signifiait ce silence. Un point avait été franchi. Quelqu'un – quelque part – avait frappé le cœur logistique de la Russie en Biélorussie. Et l'avait fait d'une manière que même le FSB ne parvenait pas à expliquer.

À Tallinn, Edvīns Kalnins regardait les nouvelles sur un écran fissuré, dans le silence glacé de son laboratoire souterrain. Il ne souriait pas. Il avait les traits tirés. Et il savait que cette nuit, il ne dormirait plus.

Confirmation

Tallinn, centre technologique militaire souterrain – 19 février 2026, 03h48

Le béton suintait d'humidité. Une odeur d'ozone et de métal chauffé flottait dans les galeries. Au cœur du laboratoire sécurisé, les écrans se succédaient comme les parois d'un cerveau hyperactif. Tout clignotait : les fréquences, les spectres électromagnétiques, les modélisations thermiques. Et au centre, assis devant la matrice de contrôle, Edvīns Kalnins ne bougeait pas.

La lumière crue du plafonnier traçait sur son visage les sillons d'une fatigue ancienne. Cela faisait cinquante heures qu'il ne dormait pas. Et pourtant ses yeux étaient clairs. Concentrés. Incandescents.

— Confirmation reçue sur tous les canaux, annonça d'une voix rauque Elīna Kovask, ingénieure système. Les drones russes de type Orlan-30 n'ont pas détecté d'approche. Aucun signal de menace. La base a implosé de l'intérieur.

Autour d'eux, six membres de l'équipe – quatre ingénieurs lettons, un analyste estonien, une cryptographe française – relisaient les logs ligne par ligne. Kalnins hocha la tête. Lentement.

— Le noyau IA a donc appris correctement.

Le dispositif qu'ils avaient conçu depuis presque un an, n'était pas une arme traditionnelle. Il s'agissait d'un *parasite cognitif algorithmique* : un virus mimétique capable de détourner les séquences de commandes russes en se fondant dans leur logique native. Le drone devenait aveugle, sourd, puis s'auto-orientait vers un site défini, persuadé de suivre son plan initial. L'explosion de la base 742 n'avait pas été causée par un missile. Elle venait de deux drones russes retournés à leur point d'origine... avec leur charge tactique encore armée.

— On a confirmé l'origine des commandes réinjectées, poursuivit Elīna. Les vecteurs ont été reprogrammés depuis le secteur 6, notre station relais au sud de Narva. L'intelligence embarquée a choisi la base 742 en fonction du trafic radio intercepté.

Edvīns se leva. Son corps craqua comme une vieille machine. Il traversa lentement la salle jusqu'à la baie vitrée qui donnait sur la salle des serveurs. Des centaines de LED clignotaient comme une constellation souterraine.

— Et les Russes n'ont rien compris ? Aucun retour système ? Aucun log de contre-intrusion ?

— Rien. Leurs diagnostics pensent à un défaut d'assemblage ou un court-circuit dans le boîtier relais. Ils n'envisagent même pas une action exogène.

Kalnins ferma les yeux un instant. Puis :

— Alors nous venons d'entrer dans une nouvelle ère.

Dans la salle 2, une autre équipe passait les données au crible. Anna Vēvere, spécialiste en modélisation comportementale, analysait les premières réactions russes à l'explosion. Le flux radio, les réseaux cryptés, les chaînes Telegram.

— Ils sont en panique, murmura-t-elle. Il y a des théories sur des taupes, des infiltrés, mais personne n'envisage qu'on ait pu entrer dans leurs systèmes.

— Ils croient encore qu'on joue à l'ancienne guerre, répondit Kalnins. Que notre force est dans les tanks, les canons et les bombes. Ils ne comprennent pas qu'on a appris à marcher dans leurs rêves.

Une carte de la Biélorussie apparut sur le mur. Les points rouges clignotants signalant les installations à haute valeur stratégique. Kalnins désigna une cible au sud de Baranavitchy.

— La prochaine fois, on visera leur centre de coordination radio-électrique. Pas pour détruire. Pour désorganiser. Aveugler. Rendre les chaînes de commandement inopérantes.

— Et si Moscou comprend qu'on est derrière ?

— Ils suspectent déjà tout le monde. Mieux vaut qu'ils ne sachent rien. L'ambiguïté est notre meilleure défense.

À 04h35, un message crypté arriva sur le canal dédié. Il venait du président Karis. Ou plutôt, de son cabinet spécial de sécurité numérique : "Confirmation visuelle reçue. Impact validé. L'Estonie salue votre contribution. Le monde ne saura rien. Mais l'histoire vous jugera." Edvīns resta un instant immobile devant l'écran. Puis il tourna lentement la tête vers son équipe.

— Dormez quelques heures, si vous pouvez. Puis on se remet au travail. La guerre vient de changer de visage.

— Et nous ? demanda Elīna. Qui sommes-nous désormais ?

Il répondit sans se retourner :

— Les fantômes de demain.

Les Hackers de Reykjavik

Reykjavik, Islande – 22 février 2026

La nuit tombait tôt sur Reykjavik. À cette latitude et à cette saison, le crépuscule avait la lenteur bleutée d'un souffle retenu. Les nuages glissaient bas, rasant les toits, et le vent battait les vitres des maisons comme une vieille colère venue de la mer. Dans une ancienne usine de traitement du poisson, à la sortie de la ville, les fenêtres étaient calfeutrées de plaques de métal et de panneaux de bois. Aucune lumière ne filtrait de l'intérieur. Pourtant, derrière les murs de béton épais, plus de deux cents personnes s'agitaient dans un silence quasi sacré. C'était l'un des lieux les plus secrets de l'Islande moderne, connu seulement sous un nom de code : HEL-X. Ici s'était rassemblé une coalition improbable : 200 hackers issus de 22 groupes de cybersécurité activistes, disséminés dans le monde entier. Certains venaient de Suède, d'autres de Lituanie ou de Slovaquie. Il y avait aussi des Britanniques, des Portugais, des Allemands. Quelques Américains exilés. Des Canadiens. Une poignée de Japonais. Ils se connaissaient par pseudonyme, par réputation. Rarement par visage. Leur point commun ? Tous avaient accepté de venir ici, sur l'île de glace, pour travailler dans l'ombre à la défense de l'Europe. Car l'Europe, malgré ses gouvernements, ses traités et ses silences, était en guerre. Et la guerre moderne ne se gagnait plus sur les champs de bataille, mais dans les câbles, les ondes, les systèmes. Le cœur de la base était une pièce hexagonale creusée dans l'ancienne chambre froide de l'usine. Les murs avaient été recouverts d'écrans anti-ondes, le sol recouvert de tapis plastiques, les câbles tressés comme des veines géantes. Au centre trônait une table de contrôle circulaire, semblable à un cockpit de vaisseau spatial. Au mur, une immense projection de la cyber-carte active de l'Europe : points chauds, réseaux sensibles, flux de données, pings d'attaques, lignes de faille dans les défenses. Assis au centre, Jonas Rúnarsson, islandais d'origine, avait les traits d'un ermite égaré dans un monde numérique. Cheveux longs, barbe tressée, yeux cernés mais vifs. Il avait été ingénieur pour une start-up américaine avant de disparaître pendant deux ans, puis de réapparaître lors du sabotage réussi d'un serveur russe à Novossibirsk. Depuis, il était devenu une légende discrète.

— “Ils ont augmenté la fréquence des attaques sur les infrastructures baltes”, dit-il en fixant la carte. “On est passés de 800 à 2400 intrusions par heure sur la seule Estonie.”

À sa gauche, Marija Zemaitytė, une Lituanienne de 24 ans, diplômée de l'université de Vilnius, ajouta :

— “Le nouveau malware utilisé dans le réseau ferroviaire letton a des signatures communes avec le ver Sandworm de 2022. Ils le réécrivent à chaque itération. Mais on commence à comprendre leur logique. Ils construisent un langage autonome.”

— “Une IA offensive ?” demanda un autre.

— “Pas une vraie IA. Mais un automate mimétique, capable d’apprendre des configurations adverses.”

Dans le silence qui suivit, les claviers reprirent leur chant. Un rythme de guerre. De résistance. Chaque hacker ici avait une mission. Certains interceptaient les paquets suspects sur les lignes sous-marines. D’autres surveillaient les fréquences utilisées par les unités russes en Biélorussie. Un groupe plus restreint, les “nains du Nord”, comme on les appelait, s’étaient spécialisés dans l’extraction de données en provenance de Kaliningrad. Ils opéraient depuis une ferme isolée près d’Akureyri, utilisant des ballons-sondes et des rebonds satellites. Mais la plus sensible des équipes était celle réunie dans la “salle de glace”, au sous-sol de HEL-X. C’est là qu’on développait, avec Kalnins en Estonie, le module d’inversion comportementale des drones russes.

L’objectif : retourner les armes de l’ennemi contre lui. Par adaptation algorithmique. En mimant les ordres, en réécrivant les routes, en jouant avec les identités système.

Les premiers essais avaient été prometteurs. Mais l’explosion de la base 742 avait tout changé. Pour la première fois, l’Europe avait réussi une opération d’autodéfense technologique sans en assumer l’origine. Pour les hackers de Reykjavik, c’était une victoire silencieuse. Mais aussi un avertissement : la Russie allait chercher à comprendre. Et frapper plus fort.

Dehors, le vent se levait. De fines plaques de neige rampaient sur l’asphalte, s’accrochant aux roues des véhicules banalisés qui amenaient discrètement nourriture, composants et équipements. À l’intérieur, une tension sourde se faisait sentir. Les visages étaient fermés. Pas de cris, pas de musique, pas de célébration. Car tous savaient. Une erreur, un signal de trop, un flux mal redirigé... et l’unité HEL-X serait localisée. Et si elle l’était, elle serait détruite. Pas par des soldats. Mais par un missile invisible, une cyberarme silencieuse, un virus binaire déclenché à distance. Aussi Jonas Rúnarsson avait-il répété chaque jour : “Pas d’identité. Pas d’adresse. Pas de trace.” Ils n’étaient rien. Et c’est en étant rien qu’ils pouvaient tout faire.

Vers 23h47, une alerte douce se mit à vibrer dans la salle principale.

— “Intrusion détectée sur le nœud de Ventspils.”

C’était en Lettonie. Une base de transmission radio ancienne, mais toujours utilisée pour relayer certains signaux OTAN. Un point faible.

— “Rebond via Petrozavodsk. Ils testent une injection par stéganographie. C’est une approche nouvelle.”

Jonas se redressa.

— “Faites comme on a dit. On ne coupe pas. On absorbe. On redirige.”

Leur stratégie n’était pas de bloquer les Russes. Trop simple. Trop évident. Elle consistait à leur faire croire que leur attaque avait réussi... tout en inversant l’impact.

À 23h59, les données reçues à Ventspils étaient redirigées vers un serveur miroir, puis modifiées, puis renvoyées vers Kaliningrad... avec un léger décalage et une fausse piste. Les Russes croiraient avoir pris la main. Ils ne sauraient pas qu’ils venaient d’ouvrir leur propre canal à HEL-X. Le lendemain matin, Jonas monta seul sur le toit de l’usine. Le vent mordait. Reykjavik brillait au loin, froide et belle. Il alluma une cigarette, rare luxe qu’il s’accordait. Il pensa à l’Europe. À ses lenteurs. À ses divisions. À ses lâchetés. Mais aussi à ses lumières. Celles de la résistance balte. Celles de Kalnins et son IA parasite. Celles de Maarika Põld, et ses articles brûlants. Celles de Daria, dans sa cellule, quelque part à Minsk. Il écrasa sa cigarette, rentra, et dit simplement : “Préparez la vague suivante. Cette fois, on ira jusqu’à Moscou.” Et pendant toute la guerre, les hackers de Reykjavik seront un support incoutournable pour l’équipe Kalnins

Narva en alerte

Narva, Estonie – 28 février 2026

La pluie tombait sur Narva comme une sentence lente. Ce n’était pas l’averse vive des orages d’été, ni le crachin résigné balte. C’était une pluie métallique, glacée, qui s’infiltrait dans les cols, les bottes, les jointures, et semblait vouloir effacer le monde pierre après pierre. Le ciel

était bas, couleur d'ardoise ancienne, et la rivière Narva, grise et trouble, ne reflétait plus rien d'autre que la peur. Sur l'autre rive, à moins de cent mètres, s'étendait la Russie. Ivangorod, forteresse aux contours tranchants, semblait dormir. Mais ses meurtrières électroniques étaient ouvertes. Les capteurs tournaient. Les silhouettes, derrière les meurtriers, bougeaient lentement. L'ennemi n'était plus une abstraction géopolitique. Il était là. Visible. À portée de regard. Et ce matin-là, l'invisible devint palpable.

À 06h24, les radars de la base de Jõhvi captèrent une intrusion brève, mais claire : un appareil de reconnaissance russe, modèle Orlan-30, avait violé l'espace aérien estonien au-dessus de la zone tampon. Il était resté moins de deux minutes, mais c'était suffisant.

À 06h28, une seconde alerte retentit : deux obus d'artillerie s'étaient écrasés dans une forêt au nord de Narva-Jõesuu. Aucune victime. Mais des arbres arrachés, des éclats fichés dans le sol gelé.

À 06h34, le président Alar Karis fut réveillé dans sa résidence de Kadriorg. À 06h47, il prononça la phrase que l'Estonie n'avait pas entendue depuis 1940 : "Mobilisation générale. Immédiate. Totale. »

À Narva, la ville se figea. Le pont de l'Amitié, ironie rouillée tendue entre l'Estonie et la Russie, fut bloqué par des blindés de l'unité 9e de Tapa. Les premières sirènes commencèrent à hurler à 07h02. Les alertes civiles se multiplièrent. À 07h10, tous les élèves des écoles furent dirigés vers les gymnases municipaux. À 07h21, les premiers volontaires de la Garde civile arrivèrent, casque sur le front, fusil dans le dos, regard vide et déterminé. La ville entière bascula dans une guerre larvée. Les rues étaient vides. Les vitrines baissées. Les tramways à l'arrêt. Un silence neuf s'était abattu sur les façades colorées de la vieille ville, entre les angles baroques et les immeubles soviétiques. On n'entendait que les ordres, les roulements sourds des pneus militaires, et la pluie. Toujours, cette pluie. Dans un gymnase du quartier de Kreenholm, des dizaines d'enfants s'alignaient sur les bancs, blottis contre leurs sacs à dos. Des professeurs tentaient de rassurer, de distraire, mais les regards restaient tournés vers les fenêtres barrées de planches. Les plus petits dormaient. Les autres regardaient leur téléphone, compulsivement. Un message circulait : "*Ils arrivent.*" Personne ne savait si c'était vrai. Mais l'incertitude, dans cette ville frontalière, valait confirmation.

Au-dessus, dans le ciel bas, on entendait parfois le vrombissement sourd d'un hélicoptère. D'autres fois, ce n'était rien. Mais ce rien pesait. Chaque silence devenait menace. Chaque vibration du sol faisait croire à une avancée de chars.

Dans un centre de coordination souterrain, un lieutenant du KAPO, Riho Saar, supervisait les échanges tactiques entre la garde nationale, les forces de police et les unités blindées. Des écrans montraient les mouvements russes en temps réel. Des points rouges clignotaient. Une colonne de véhicules amphibies avait été repérée près de Pechory. Un radar longue portée captait des signaux brouillés en direction de Slantsy. Un drone Sentinel 4 survolait discrètement la frontière.

— "Ils testent nos nerfs", dit-il à voix basse.

Son supérieur, le major Kaarel Vaher, apparut à l'écran principal. Il était à Tallinn, mais son visage trahissait l'inquiétude.

— "Aucun coup de feu n'a été tiré contre nos soldats. Mais tout le monde doit être prêt. Il est possible qu'ils cherchent à provoquer une réponse, pour justifier une offensive. Ne leur donnez rien."

Riho hocha la tête. Il nota quelque chose sur son carnet, puis murmura à son adjoint :

— "Transmettez aux unités civiles : silence absolu sur les réseaux sociaux. Et activez le protocole Oru-4. Ce soir, tous les stocks doivent être prêts à être évacués vers Rakvere."

À la périphérie, dans un quartier ouvrier de Narva, une vieille femme regardait par la fenêtre de son appartement au huitième étage. Elle avait connu la guerre. Elle en reconnaissait l'odeur. Ce n'était pas celle de la poudre, ni du sang. C'était une tension dans l'air. Une lourdeur dans les gestes. Une façon qu'ont les gens de ne plus parler qu'à voix basse. Elle vit passer un convoi militaire. Puis un autre. Elle aperçut un jeune garçon, à peine seize ans, portant un fusil à l'épaule. Il avait des chaussures trop grandes. Il marchait droit. Mais ses yeux cherchaient sa mère. Elle se tourna vers sa radio. La fréquence d'urgence diffusait une voix calme, monocorde : "...Les populations doivent rester dans les lieux désignés. Évitez les déplacements. Les communications sont temporairement suspendues..." Elle ferma les rideaux. Elle fit du thé. Elle s'assit, et attendit. Comme autrefois.

Dans le ciel au-dessus de Narva, à 14h22, deux avions russes, Su-34, violèrent de nouveau l'espace aérien estonien. Ils ne tirèrent pas. Ils n'activèrent même pas leurs radars. Ils passèrent à grande vitesse, et disparurent en direction de Saint-Pétersbourg. Ce fut suffisant. Un message. Une démonstration. Une gifle invisible.

À Tallinn, pendant ce temps, le président Alar Karis se tenait devant la carte de commandement du centre militaire d'opérations. Il n'avait pas dormi depuis 28 heures. Il lisait les rapports à voix basse. Il répétait parfois les mêmes chiffres, comme pour s'assurer qu'ils étaient réels.

— “Narva. 67 000 habitants. Frontière directe. Vingt kilomètres de lignes potentielles.”

Il regarda Ingrid Sīle, assise non loin, qui venait d'arriver de Riga.

— “Pensez-vous qu'ils veulent vraiment attaquer ?” demanda-t-il.

Elle répondit après un silence :

— “Ils veulent nous faire croire qu'ils sont déjà là.”

Karis hocha la tête. Il prononça une phrase qu'un de ses généraux nota dans un carnet :

— “Alors, qu'ils sachent que nous le sommes aussi.”

Et l'Estonie, silencieusement, entra dans son hiver de guerre.

Mise à l'abri des enfants

Estonie, Lettonie, Lituanie

Le vent soufflait sur les plaines gelées comme un souffle oublié des anciens hivers soviétiques. Sur les routes luisantes, où les camions militaires croisent les autobus scolaires, les capitales baltes s'étaient soudain vidées de leur rumeur enfantine. C'est dans le fracas discret de cette réorganisation qu'avait commencé l'opération “Sauls bērni” – les enfants du soleil. Dans les écoles de Tartu, Vilnius, Valmiera, les sonneries retentissaient plus tôt. Les enfants n'étaient pas renvoyés chez eux, mais vers les gymnases, les gares, les centres culturels réquisitionnés. Ils attendaient, parfois avec leurs instituteurs, parfois avec des soldats jeunes et nerveux,

habillés à la hâte d'un uniforme trop grand pour leur fatigue. Une décision avait été prise. Elle était simple dans son principe, vertigineuse dans son exécution : évacuer tous les mineurs de moins de quinze ans vers l'Ouest, avant qu'un scénario à la Boutcha, à la Marioupol, ne se répète sous la bannière balte. Car les rapports le disaient clairement, et Maarika Põld l'avait écrit dans un article glaçant : des dizaines de milliers d'enfants ukrainiens avaient disparu, absorbés par la machinerie d'État russe pour y être russifiés. Il fallait éviter cela. À tout prix.

Dans la gare de Valga, sous un plafond d'acier orné d'ampoules fatiguées, Riina, 8 ans, tenait contre elle son lapin en peluche. Elle ne comprenait pas tout, mais elle savait qu'elle ne reverrait pas sa maison avant longtemps. Sa mère l'avait embrassée trois fois sur le front, sans rien dire, les larmes calées derrière des lunettes embuées. Une jeune femme en treillis, au visage doux et creusé par le gel, veillait sur elle. Elle s'appelait Kadri, elle avait vingt-deux ans et avait été réquisitionnée pour encadrer les transports. Elle répétait à chaque enfant, dans leur langue, avec patience et calme :

— Tu vas partir pour l'Allemagne. Il fait aussi froid qu'ici. Tu seras logé dans une école, et tu pourras téléphoner à ta maman tous les soirs.

Mais dans le wagon, où les enfants attendaient sans bruit, l'absence de pleurs était plus déchirante encore que les cris. Le silence n'était pas l'expression du courage, mais de l'incompréhension.

En Lituanie, le même ballet se jouait à Šiauliai, sous les flocons lourds et les lumières jaunes des projecteurs civils. Les colonnes de bus affichaient des noms familiers : Poznań, Brno, Linz. Les pays de l'Ouest avaient répondu, en sourdine, à la demande balte : ouvrir leurs internats, leurs lycées techniques, leurs séminaires abandonnés. Ce n'était pas une évacuation militaire. Pas encore. Mais c'en était une, par son ampleur. Des trains spéciaux avaient été affrétés. Des routes dégagées par les armées. Des ponts surveillés par les drones. Chaque mouvement était chiffré, codé, tracé. Et pourtant, chaque convoi emportait aussi son lot de fragilité : des enfants diabétiques, autistes, des nourrissons, des jumeaux accrochés l'un à l'autre, refusant d'être séparés même pour une seconde.

À Narva, la situation était plus tendue. La ville bruissait encore des tirs de la veille, et le fleuve gelé semblait frémir sous la menace de l'autre rive. Dans le lycée n°3, une cellule de crise avait été installée dans l'ancien bureau du proviseur.

Maarika Põld était là, exceptionnellement. Non comme journaliste, mais comme témoin pour un article à venir. Elle notait les gestes, les regards, les cris retenus. Elle avait vu un garçon de douze ans supplier qu'on lui laisse son chien. Une vieille femme – la grand-mère – s'était effondrée en silence contre le mur. Le coordinateur de l'opération, un homme sec du nom de Tõnu Malk, répétait la même chose : *Si nous ne les envoyons pas maintenant, nous n'aurons peut-être plus le temps. Une frontière fermée, un tir mal placé, et c'est fini.*

Maarika notait. Mais elle retenait aussi ses larmes. Chaque pays avait mis en place des "villages-refuges". En France, les Cévennes, l'Alsace et le Vercors étaient redevenus, comme en d'autres temps sombres, des refuges pour les innocents. En Espagne, des régions rurales du Pays Basque et de Galice avaient été désignées pour accueillir les convois. En Suède, des îles de la Baltique avaient été transformées en bases éducatives, protégées, sous surveillance satellite permanente. Mais tout cela se faisait dans le silence. Aucun discours. Aucun drapeau. Juste des listes, des bus, des trains, des valises. Et des visages d'enfants, perdus dans la brume hivernale.

À Tallinn, au ministère de l'Éducation, la ministre en personne, Marianne Liiv, tenait chaque soir une réunion d'urgence avec les maires. Il fallait éviter la panique. Éviter les blocages. Faire comprendre aux parents qu'il ne s'agissait pas d'un départ définitif, mais d'une mise à l'abri temporaire. Mais chacun savait, au fond, que certains ne reviendraient jamais.

Tartu, Estonie – Gymnase Sud

Une centaine d'enfants, couchés sur des matelas de fortune. Une veilleuse bleue diffusait une lumière calme. Des bénévoles lisaient à voix haute des contes. Dans un coin, un garçonnet murmurait une chanson à son petit frère. Au plafond, une caméra tournait lentement, reliée aux services de sécurité. Kalnins, lui, avait fait installer une antenne satellite sur le toit. Il voulait qu'aucun signal russe ne traverse l'enceinte. Qu'aucun drone ne capte une image. Qu'aucun

son ne filtre. La guerre était devenue une guerre de spectres. Et les enfants, les plus fragiles, étaient aussi les premières cibles.

Vilnius – École des Sœurs Bleues

Un dernier car. Un dernier groupe. Une religieuse, en uniforme d'hiver, vérifiait les noms sur sa liste. Une fillette lui prit la main et demanda :

— Est-ce que c'est pour toujours ?

Elle baissa les yeux.

— Non. C'est pour mieux revenir.

Ce fut peut-être le moment le plus silencieux de cette guerre sans nom. Le moment où les nations ne crièrent pas, ne menacèrent pas, ne tirèrent pas – mais agirent. Un par un, les enfants des pays baltes quittèrent leurs écoles, leurs maisons, leurs grands-parents. Ils furent conduits ailleurs. Protégés. Nommés. Comptés. Certains chantaient. D'autres dormaient. Tous étaient trop jeunes pour comprendre que cette nuit-là, c'était leur enfance qu'on emportait. Et pendant ce temps, à l'Est, les bruits des bottes se rapprochaient.

L'ultime code de Kalnins

Tartu, Estonie – Centre de cybersécurité militaire | 9 mars 2026, 05h14

La lumière du matin n'avait pas encore percé l'épaisse couche de nuages qui surplombait Tartu. L'Estonie tout entière semblait suspendue, silencieuse, comme en apnée. Une fine pluie verglaçante tombait depuis la veille au soir, enveloppant les toits et les poteaux électriques d'une pellicule de givre, presque lumineuse. Dans l'aile sud du centre de cybersécurité militaire, au cœur du complexe souterrain de Raadimõisa, les horloges n'avaient plus de prise sur le monde. Edvīns Kalnins était là, assis à son poste depuis plus de seize heures. Devant lui, une forêt d'écrans affichait des lignes de code, des interfaces de contrôle, des modèles d'aéronefs russes modélisés à partir de données captées en temps réel. Le système qu'il avait mis au point était prêt. Du moins, en théorie. Ils allaient tenter l'impensable : non pas brouiller,

mais retourner l'algorithme de guidage d'un drone russe tactique. Lui parler. Lui faire croire que son maître était ailleurs. Un mirage algorithmique si fin, si exact, que l'engin obéirait à une autorité fictive, injectée dans son système via une faille qu'il avait découverte en novembre. Il n'en avait parlé qu'à trois personnes. Son équipe rapprochée : Leena, la spécialiste de rétro-ingénierie radar ; Matis, ancien cryptologue militaire ; et Eero, le plus jeune, expert en signaux faibles et protocole radio. Ils étaient là, derrière lui, dans cette salle dont les murs semblaient respirer à chaque vibration venue de l'extérieur.

— « Système de communication du drone prêt à capter », annonça Eero.

— « Canal simulé ouvert », ajouta Leena.

— « Entrée du code-miroir injectée », dit enfin Matis.

Kalnins ne parlait pas. Il regardait. Il écoutait les bips. Il observait la latence des flux. Tout, absolument tout, devait être parfait. Le moindre retard de 200 millisecondes, et le drone identifierait l'anomalie. Et la Russie comprendrait.

Sur l'écran central, un modèle de drone « Orion » volait en simulation au-dessus d'un polygone semi-désertique calqué sur les reliefs de la frontière russo-ukrainienne. Le test serait double : d'abord, pirater l'appareil en pleine trajectoire ; ensuite, lui faire croire que sa nouvelle mission, ciblant un dépôt fictif à 400 kilomètres de là, était émise par Moscou. Un leurre. Une voix factice. Une guerre par manipulation. Kalnins lança la commande.

Dans la salle, le silence fut traversé par une onde presque palpable. Un frisson. Le curseur de trajectoire vacilla. Puis s'écarta de la ligne initiale. Doucement. Comme si l'appareil hésitait. Un battement de plus, une ligne de code en surplus, et tout aurait échoué. Mais non. Le drone, selon les données projetées, virait. Un arc de cercle parfait. Une obéissance inédite.

— « Il suit la fausse directive », souffla Eero.

Kalnins ferma les yeux une seconde. Le moment tenait de l'irréel. Ils venaient de pirater la volonté d'un engin russe de guerre, conçu pour être autonome, intelligent, redoutablement protégé. Ce n'était pas un simple acte de piratage. C'était un acte d'inversion stratégique. Le drone venait de devenir une arme obéissante à l'Europe. À leur Europe. Et Moscou n'en savait rien.

À l'étage supérieur, les hauts responsables de la cellule militaire estonienne observaient la scène par les flux vidéo internes. La nouvelle ne tarderait pas à remonter à Tallinn. Puis à Vilnius. Puis à Bruxelles. Kalnins le savait. Il n'aurait bientôt plus une seconde de répit. Et pourtant, dans son cœur, un sentiment étrange montait. Une fatigue profonde, familière. Une tension accumulée depuis tant de mois que son corps, désormais, ne répondait plus aux signaux d'alerte. Il sortit de la salle et marcha seul dans le couloir latéral, éclairé d'un néon jaune tremblant. Il longea la galerie blindée menant à son bureau personnel. Les murs en béton brut, les portes renforcées, les caméras dissimulées : tout évoquait un bunker de guerre. Un lieu de repli. Un antre de résistance. Il s'assit dans son fauteuil et alluma une lampe à abat-jour. Elle était à peine plus vive que l'aube dehors. Il sortit un carnet. Non pas un carnet technique. Un carnet de papier, usé, dont il noircissait les pages depuis le début de la guerre. Un journal de veille. De veille humaine. Il y consigna, d'une main lente : « Le test a réussi. Nous avons inversé un Orion. Le système accepte les commandes miroir. Je sens que mon corps fatigue. Je sens que la machine est plus forte que moi. » Il posa le stylo, puis observa la photo sur son bureau. Une image de sa sœur, morte du cancer cinq ans plus tôt. Elle lui avait tout appris. La patience. Le courage. L'art de la vérité. Et lui, aujourd'hui, écrivait une guerre où il n'y aurait plus besoin d'uniformes. Une guerre où les machines porteraient des ordres qu'on ne leur avait jamais donnés.

Plus tard dans la journée, alors que les autres pays de l'alliance recevaient les rapports techniques, une réunion fut convoquée dans le niveau -3 du centre. Kalnins, fatigué, s'y rendit seul. Il entra dans la salle sans fracas. Les responsables de la défense cybernétique des États baltes, et deux envoyés spéciaux allemands, étaient présents. Il expliqua. Ligne par ligne. Test par test. Son ton était neutre, presque froid. Mais personne ne put ignorer l'ampleur de ce qu'il disait : la Russie venait d'être transpercée dans l'un de ses sanctuaires technologiques.

— « Combien de drones pouvons-nous retourner sans éveiller les soupçons ? », demanda un général polonais.

— « Pas plus de deux ou trois dans un premier temps. Il faut créer l'illusion d'un bug interne. Une anomalie. Un sabotage russe. Sinon, ils referont tout. »

Le consensus fut rapide. Une première frappe test aurait lieu la semaine suivante. En mode réel. Objectif : rediriger trois drones russes sur leur propre base de lancement, dans une zone

à faible densité militaire. Faire croire à un auto-sabotage. Désarçonner le Kremlin. Gagner du temps. Kalnins accepta. Il savait que le système était prêt. Mais lui, ne l'était plus.

Le soir, il retourna dans sa chambre, un petit compartiment adjacent au centre. Il s'allongea tout habillé, les bras croisés sur la poitrine. Il ferma les yeux. Son cœur battait lentement, irrégulièrement. La fatigue, la tension, les jours sans sommeil. Alors, dans un dernier élan, il saisit son téléphone sécurisé, et enregistra un message audio. À destination de Maarika Põld : « Si je ne suis plus là dans quelques jours... dites à vos lecteurs que nous avons tentés. Que la machine peut mentir, mais que l'humain... l'humain peut encore inverser le mensonge. » Il sourit. Puis il s'endormit. Cette nuit-là, dans les cieux au-dessus de la Baltique, un drone russe s'éteignit sans raison. Et personne ne comprit pourquoi. Mais quelque part, à Tartu, un code avait été injecté. Silencieusement. Définitivement.

## Alerte Russe

Base aérienne de Krasnoznamensk, Oblast de Moscou.

Le silence des couloirs du Centre opérationnel de commandement des systèmes aériens sans pilote ressemblait à celui d'un monastère – religieux, feutré, presque irréel. En cette matinée d'hiver moscovite, la neige tombait en fines particules comme de la cendre sur les toits de la base militaire de Krasnoznamensk, couvrant les paraboles, les pistes de bitume, les hangars camouflés, jusqu'à figer l'air lui-même. À l'intérieur du bâtiment principal, à l'étage -2, sous trois couches de blindage et un faisceau constant de brouillage électromagnétique, le centre de surveillance drone veillait. Un éclairage pâle et continu baignait les postes de travail, les lignes de données défilant sans fin sur des moniteurs incurvés, dans un ballet de signaux cryptés et d'analyses géospatiales.

Major Mikhaïl Baranov, responsable du pôle opérationnel drone pour le front ukrainien, tenait une tasse de thé noir devenue tiède. Il fixait l'écran central depuis plus de quarante minutes, sans cligner des yeux. Un sentiment d'inconfort s'était installé au creux de son estomac — un mélange d'intuition tactique et de doute technologique. Trois drones MAZ-84, modèles irano-russes adaptés pour les missions de reconnaissance et de frappe de précision, avaient connu des comportements erratiques au cours des dernières 48 heures. Deux s'étaient écrasés à moins de quinze kilomètres de leur zone cible, sans raisons apparentes. Le troisième, un appareil opérant dans le secteur de Novopavlivka, avait poursuivi une trajectoire autonome pendant 16 minutes avant de s'auto-détruire à proximité de positions russes — sans causer de pertes, mais avec une précision anormale. L'équipe d'analyse pensait d'abord à une erreur de coordonnées, mais la trace radar, les journaux système et la mémoire de bord racontaient une autre histoire : les ordres avaient été reçus, mais non exécutés comme prévu.

— Major ? Le technicien Andrey Levchenko s'était approché timidement. Il tenait une tablette.

— On a recoupé les logs systèmes avec ceux de la base de Yeysk. Ce n'est pas un bug logiciel. C'est une rupture de signal suivie d'une injection autonome.

— Autonome ? Tu veux dire sans commande humaine ?

— Pas exactement. Plutôt... comme si un protocole parallèle avait pris la main, mais avec les bons identifiants cryptographiques. Aucun signal parasite, aucun bruit dans le spectre.

Baranov fronça les sourcils. Il avait vu des centaines de dysfonctionnements. Des liaisons perdues. Des interférences. Des brouillages ukrainiens. Mais jamais un protocole fantôme aussi précis.

— Tu es sûr que ce n'est pas un défaut matériel ?

— C'est ce que dit le rapport du lieutenant Armanian, qui a inspecté les carcasses à Donetsk. Il accuse un défaut de fabrication sur les modules de synchronisation de la série B-Iran-43. Mais entre nous... ce n'est pas mécanique, Major.

Un silence pesant retomba. Dans la salle attenante, un analyste balaya la carte du front Est. Les symboles rouges s'allumaient et s'éteignaient comme des signaux d'alerte muets. Baranov posa sa tasse, se leva lentement, ajusta sa vareuse. Il passa dans la salle annexe où deux colonels du bureau de liaison avec les partenaires étrangers discutaient à voix basse.

— Vous avez lu les derniers rapports de maintenance ?

— Oui, répondit le colonel Leontiev. Les drones de la série 84 semblent souffrir d'un défaut de cohérence dans les commandes d'alignement GPS. C'est probablement dû aux modules iraniens.

— Et ceux utilisés en Syrie ? Même modèle, même série, mais aucun incident signalé.

— Oui... mais là-bas, les unités ne volent pas aussi loin, ni sous les mêmes conditions de guerre électronique. On pense que le défaut se manifeste au-delà d'une certaine pression EM.

Baranov soupira. Le mot était lâché : l'Iran. Facile. Pratique. Toujours disponible comme responsable.

Centre d'analyse technique – Base aérienne de Krasnoznamenensk

Heure : 08h15

Le rapport officiel fut bouclé avant même que les données de vol ne soient totalement décortiquées. Le colonel Leontiev, assisté de deux ingénieurs du centre scientifique de Saint-Petersbourg, rédigea une note diplomatique à destination de l'attaché militaire iranien : « *Trois appareils de série MAZ-84 modèles B-Iran-43 ont présenté des comportements anormaux liés*

à la synchronisation GPS et à l'autonomie protocolaire. En l'absence de signaux d'interférence ou d'attaques extérieures détectées, le défaut est vraisemblablement interne. Une expertise approfondie est demandée sur les composants livrés au quatrième trimestre 2025. » La formulation était sèche, administrative. Elle évitait le mot "sabotage", contournait le terme "cyberattaque", et ne parlait jamais de la possibilité d'une main ennemie cachée dans les circuits. Baranov, de son côté, fit convoquer deux ingénieurs de terrain qui avaient supervisé l'assemblage local des drones. Le premier, un jeune technicien de Voronej, pâle et nerveux, évoqua timidement des problèmes d'initialisation du firmware dès le mois de décembre, mais ses rapports avaient été classés sans suite.

— On m'a dit que c'était une variation normale, à cause des températures... expliqua-t-il en baissant les yeux.

Le second, plus âgé, fit une remarque qui glaça momentanément Baranov :

— Un de nos appareils test avait tenté de revenir vers son point de décollage... mais il ne venait pas d'Ukraine. Il venait de Pskov. Et il a opéré un demi-tour à mi-parcours. Comme si quelqu'un avait inversé sa boussole.

Baranov resta interdit.

— Vous avez signalé cela ?

— Bien sûr. Mais la hiérarchie a estimé que c'était un écho parasite, causé par une saturation des ondes.

Il y eut un long silence. Puis un message crypté tomba sur l'un des canaux militaires : "Anomalie confirmée sur 2 unités supplémentaires, secteur Dnipro Est. Perte de liaison, comportement erratique, crash dans zone neutre." Baranov blêmit. Ce n'était plus un hasard. Ni une série noire. Ni une faille banale de fabrication. Quelque chose était à l'œuvre. Quelque chose de précis. D'invisible. Et de potentiellement massif.

*Téhéran – Bureau des industries aérospatiales, 13h02, heure locale*

À des milliers de kilomètres de Moscou, le colonel Hossein Rahimi reçut la note diplomatique russe sans surprise. Il la fit traduire en persan classique, la lut une fois à haute voix, puis la

reposa. Il savait que les MAZ-84 n'étaient pas les plus fiables de leur génération. Mais il savait aussi que jamais aucun drone livré à la Russie ne s'était comporté comme ceux décrits. L'Iran ne se risquait pas à injecter des codes étrangers dans ses modules, pas dans les livraisons à la Russie. Surtout depuis que la Chine surveillait discrètement le marché noir des composants sensibles. Rahimi fit une note en retour : « *Aucun comportement similaire n'a été constaté dans les modèles équivalents opérant au Proche-Orient. Les paramètres de brouillage et la configuration du terrain ukrainien doivent être considérés. Toutefois, une enquête interne est ouverte.* » Il n'y croyait pas une seconde. Mais il connaissait l'obsession russe du contrôle. Mieux valait leur rendre leur miroir.

#### *Retour à Krasnoznamensk – 17h44*

À la tombée du jour, Mikhaïl Baranov se tenait seul dans la salle des signaux basse-fréquence. Sur les écrans, les trajectoires de tous les drones du front oriental défilaient. Aucun n'était en anomalie. Tous semblaient dociles. Mais quelque chose en lui refusait de se détendre. Il connaissait la guerre électronique. Il avait vu ce que les Américains savaient faire. Il savait ce que les Ukrainiens avaient appris. Il ignorait, en revanche, ce que les Baltes et les Européens avaient pu inventer dans l'ombre. Il réécouta les logs. Les signatures d'entrée. Les balises GPS. Tout concordait. Mais il y avait cette latence. Une pause, presque imperceptible, avant le changement de cap des drones défectueux. Une seconde, peut-être deux. Un battement. Comme un souffle étranger. Une volonté extérieure. Invisible. Baranov nota dans son carnet personnel : *"Soit c'est un sabotage logiciel. Soit c'est une main ennemie qui comprend déjà nos pensées. Dans les deux cas, nous avons perdu l'avance."* Puis il jeta un dernier regard aux écrans. Les machines étaient silencieuses. Obéissantes. Mais lui n'y croyait plus. La note de Baranov transmise au Kremlin resta classée sans suite. Pour le ministre de l'Armée, l'Europe était incapable de développer un système sans l'aide des Américains, et les Américains c'étaient retiré !

#### L'intervention

*Lettonie – Frontière russe | Simultanément à Vilnius et Riga*

Le sol gelé de la frontière orientale tremblait par vagues sourdes. À l'aube, la lumière qui s'étirait sur les plaines lettones était d'un gris granitique, opaque, traversée par la respiration des pins et des lignes de barbelés frémissants. L'hiver s'était installé en despote, imposant un silence dense que seule la guerre savait briser. Et elle le fit.

À 5h43, heure de Riga, un grondement métallique déchira la nuit. La 76e division d'assaut aérien de Pskov venait de franchir la frontière avec ses blindés BMD-4M, précédée de plusieurs unités motorisées partant de Sebej. En parallèle, à l'extrémité sud, une colonne mécanisée débordait vers le corridor de Daugavpils. L'opération n'était ni lente, ni hésitante : c'était une percée frontale, méthodique, telle une entaille nette dans la chair d'un pays encore endormi.

À la station radar de Līvāni, les premiers signaux furent reçus à 5h46. Le major Sarmis Kalniņš leva les yeux, l'écran se couvrait d'échos parasites. Des points rouges clignotaient dans des vagues de chaleur mal dissimulées. Les codes d'identification n'étaient pas ceux de l'OTAN. Ce n'étaient pas des exercices. Il décrocha le téléphone, le cœur au bord du vertige :

— Contacts multiples. Front Est. Matériel blindé et aérien. Confirmé.

À Riga, le centre de commandement militaire, enterré sous les pavés de la vieille ville, s'anima comme un cœur paniqué. Les écrans s'allumaient, les cartes se modifiaient en temps réel, et les voix se succédaient avec la froideur d'un automate :

— Unité blindée identifiée. Origine : Russie.

— Tirs isolés enregistrés à Silene.

— Communications brouillées sur le canal est.

— Alerte niveau 4. Passons en niveau 5.

Les premiers échanges de tirs débutèrent à 6h12. La neige était maculée de stries noires et rouges. Les obus frappaient les routes et les avant-postes, projetant des éclats de bois et de béton. À travers les villes frontalières, les sirènes montaient, stridentes, comme un chant de fin du monde. Les enfants étaient tirés de leurs lits dans la panique, les adultes couraient dans les escaliers. Les toits vibraient. Les abris se remplissaient.

À Vilnius, on apprit l'offensive par les radars de la base de Šiauliai. Le président Nausėda était déjà levé. Il s'habillait quand son chef d'état-major, le général Petrauskas, fit irruption.

— C’est commencé, dit-il. La Russie a franchi la ligne.

Nauséda ne répondit pas tout de suite. Il regarda le sol, les mains figées sur les boutons de sa chemise, puis souffla :

— Prévenez Karis et Levits. Il faut tenir ensemble. Pas une heure, pas une minute seule.

À 6h30, la Lettonie décréta la mobilisation générale. Les messages radio, les SMS, les annonces publiques s’enchaînèrent. Dans les villages, des haut-parleurs hurlèrent : *“Mobilisation nationale – toutes les unités doivent rejoindre les centres de défense civique”*. Des files d’hommes se formèrent près des écoles et des mairies, emmitouflés dans leurs vestes militaires poussiéreuses, des sacs de sport pour tout équipement. Des femmes déposaient les enfants à la hâte dans les bâtiments scolaires réquisitionnés.

À Rēzekne, une institutrice en larmes chanta une berceuse à une vingtaine d’enfants réfugiés dans un gymnase. Elle murmura entre chaque note : *“Nous allons tenir. Nous allons tenir.”*

Mais à Bruxelles, il n’y eut pas de cris. Il y eut le vide. Réunis pour un sommet sur l’énergie, les ministres de l’Union reçurent l’information à 6h53. Le ministre polonais se leva, écumant :

— Ils ont franchi la frontière. Si l’OTAN ne répond pas, c’est la fin.

On évoqua l’article 5. Puis on parla de *“vérification des faits”*. Puis de *“temps diplomatique”*. Le ministre italien demanda une pause.

À 7h14, un silence de plomb tomba sur le tarmac de la base d’Istres, en France. Un message codé avait été déchiffré par le centre de commandement nucléaire de Taverny : *ALPHA ROUGE confirmé – Activation immédiate de la doctrine de dissuasion offensive*. C’était un seuil qui n’avait encore jamais été franchi. Dans son bureau de l’Élysée, Emmanuel Macron signa l’ordre de décollage. Il regardait fixement la fenêtre, comme si Paris pouvait entendre les tirs à Silene.

— Qu’ils sachent qu’on ne reculera plus.

À 7h20, dix Rafales supplémentaires décollèrent. Ils étaient gris, bardés de missiles à têtes nucléaires non armées mais activables en vol. Leur destination : l’espace aérien balte. Ils prirent la route du Nord, longeant les cieux de l’Allemagne, puis de la Pologne, escortés par deux Awacs et six ravitailleurs. La France avait décidé qu’il ne s’agissait plus d’un conflit local. Les missiles étaient programmés. Ils pouvaient atteindre Moscou, Saint-Pétersbourg,

Kaliningrad. Le message était clair : “Nous sommes prêts.” Mais l’OTAN, elle, hésitait encore. L’Allemagne n’avait pas bougé. L’Italie appelait à une conférence d’urgence. La Turquie s’était tue. Seules la Lituanie, la Lettonie et l’Estonie envoyèrent des troupes de soutien à la frontière.

À Riga, le soleil s’élevait lentement, timide derrière un voile de nuages rouillés. Les premiers avions russes apparaissaient en contre-jour, et les défenses antiaériennes entraient en fonction. Le rugissement des batteries SAM couvrait les pleurs des enfants, les cris des hommes blessés, les sirènes. Kaarel Vaher était sur place. Il observait les camions militaires s’organiser dans un ballet nerveux. Les forces spéciales du KAPO se déployaient aux points sensibles.

— Si on perd cette ville, c’est tout le Nord qui saute, dit-il au général de la base.

— Alors on ne la perdra pas.

À Vilnius, les cloches des églises sonnèrent pour appeler au rassemblement, comme le glas des siècles derniers. Le ciel virait à l’indigo. Les caméras filmaient les files d’attente aux stations-service, les supermarchés vides, les habitants repliant des cartes topographiques. Le bruit sourd des premiers combats à la frontière se répandait comme un souffle de panique. Et pendant ce temps, au Kremlin, Poutine observait les écrans, muet. Il n’avait pas ordonné d’arrêt. Il n’avait pas ordonné la fin. Les ordres étaient simples : avancer. Enfoncer. Tester.

À 8h12, les premiers Rafales français passèrent au-dessus de Vilnius. Leurs silhouettes étaient fines, tranchantes, comme des lames de ciel. La foule applaudit. Un enfant cria : “Ils viennent pour nous ?” Et un homme répondit : “Non. Ils viennent pour la paix.” Mais tout le monde savait que ce matin-là, il n’y aurait plus de paix. Pas vraiment. Pas encore. Peut-être jamais.

Le discours de Macron

Palais de l’Élysée, Paris – Nuit du 12 au 13 avril 2026

Le silence avait pris possession de Paris. Un silence de cathédrale, épais comme un rideau de plomb. Les rues désertées, les terrasses closes, les vitrines noircies par précaution donnaient à la capitale des allures de ville-fantôme. La lumière blême des lampadaires glissait sur les pavés détrempés. Il pleuvait sans bruit, une pluie fine et persistante, comme si le ciel lui-même

retenait son souffle. Dans le cœur battant du pouvoir républicain, derrière les grilles du Palais de l'Élysée, une tension presque palpable saturait l'air. L'annonce avait été faite à la hâte : le Président de la République française allait prendre la parole, en direct. À 22h06, tous les écrans s'étaient figés. Les chaînes d'information avaient cessé de parler. Les chaînes privées interrompu leurs films, les plateformes numériques forcé la diffusion. Sur le bureau du Président, le discours reposait, manuscrit, réécrit quatre fois. Emmanuel Macron se tenait debout, raide. Il portait un costume sombre, austère, parfaitement taillé, mais sans éclat. Sa cravate bleu nuit était nouée d'une main ferme. Pas un pli ne débordait. Il avait le visage fermé, les traits creusés, les yeux rougis par le manque de sommeil et la gravité du moment. Il venait de sortir d'une réunion de sept heures avec les chefs d'état-major, les directeurs de la DGSE et du CNRLT, le ministre de la Défense, et le commandement nucléaire. Son épouse, Brigitte, l'avait brièvement embrassé avant de disparaître. Il n'y avait plus de place pour l'intime.

À 22h09, il prit place derrière le pupitre. Trois caméras, deux micros, un silence de tombe. Le générique de la présidence de la République s'effaça : "Mes chers compatriotes," commença-t-il d'une voix ferme, presque tranchante. "Ce soir, je m'adresse à vous depuis ce palais de la République. Non pas comme chef d'État seulement, mais comme témoin d'une ère qui bascule." Une pause. Il ne lisait pas. Il parlait droit dans la caméra. "La paix que nous avons connue depuis plus de quatre-vingts ans est en train de mourir. Et comme toute chose qui meurt, elle résiste, elle griffe, elle crie. La Russie a franchi nos lignes. Elle a piétiné les frontières. Elle a rompu l'équilibre." L'image était nette. Le visage sans fard. Les traits tirés, mais la voix posée. "Depuis plusieurs mois, nos alliés baltes vivent l'impensable. L'agression. L'encerclement. La peur. Hier, les armées russes sont entrées en Lettonie. Le sang européen a coulé. L'OTAN tergiverse. L'Europe débat. Mais la France, elle, a choisi." Il marqua un silence plus long. La caméra s'avança d'un cran. "Je vous l'annonce solennellement. J'ai ordonné l'activation de notre dissuasion nucléaire." Une seconde de battement. Comme un souffle coupé. "Dix avions Rafale, armés se tiennent en vols. Ils sont en vols stationnaires. Non pour frapper. Mais pour prévenir. Non pour agresser. Mais pour dire à Vladimir Poutine, au Kremlin, à tous ceux qui pensent que l'Europe est une proie facile : la France ne pliera pas."

Les mots étaient froids, mais brûlants. L'Élysée semblait soudain trop petit pour contenir la parole. "Nous ne voulons pas la guerre. Mais nous ne fuirons pas la guerre si elle vient à nous."

Il s'autorisa une inspiration plus lente, les yeux posés au-delà du téléprompteur. "Je m'adresse maintenant directement à vous, Président Poutine. Vous avez franchi des lignes que vous-même, jadis, disiez infranchissables. Vous avez annexé, écrasé, réduit au silence. Vous avez provoqué. Eh bien écoutez-moi bien : la France n'est pas un décor. La France n'est pas une exception diplomatique. La France est une puissance. Une puissance avec mémoire."

Les mots montaient comme une vague. Les traits de Macron s'étaient durcis. "Vous avez tort de croire que l'Europe est morte. Elle saigne, oui. Mais elle est debout. Et moi, Emmanuel Macron, Président de la République française, je choisis de ne pas attendre que notre continent s'effondre pour agir." Il reprit, d'un ton plus lent : "J'ai pris cette décision en pleine conscience. Avec l'appui du gouvernement estonien, letton, lituanien. Avec l'accord de nos commandants militaires. Et je l'assume devant vous, peuple de France. Car il n'y a pas de paix possible dans la lâcheté." Une respiration. Il conclut. "Ce soir, notre drapeau ne tremble pas. Ce soir, nos armées veillent. Ce soir, la France se dresse. Pour l'Europe. Pour la démocratie. Pour l'Histoire. Je vous remercie. Vive la République. Vive la France."

Le silence revint. Dans les minutes qui suivirent, le monde réagit comme un organisme frappé d'un spasme. À Tokyo, la bourse chuta de 11%. À Washington, Trump annula deux conférences. À Berlin, le chancelier demanda un conseil de sécurité d'urgence. À Bruxelles, Ursula von der Leyen convoqua les vingt-sept. Mais à Tallinn, Riga, Vilnius, on applaudit dans les cuisines, dans les parkings, dans les casernes. Pour la première fois, depuis des mois, quelqu'un s'était levé. Un lion.

Le lendemain matin, à l'Assemblée nationale

Palais Bourbon, Paris

Le ciel de Paris s'était réveillé couleur zinc, bas et râpeux, comme un couvercle de fonte posé sur la ville. Une pluie fine, impalpable mais tenace, léchait les vitres de la coupole du Palais Bourbon. Dans les couloirs encore vides, le silence régnait. Mais ce silence n'était pas calme. Il avait la tension du soufre. Les murs en marbre semblaient se tendre eux aussi, comme les veines d'un pays au bord de la rupture. À l'extérieur, des chaînes d'infos s'étaient déjà installées sur les quais de Seine. Les journalistes parlaient bas, à demi-mots, sous leurs parapluies battus

par le vent. On ne savait pas encore comment nommer ce qui allait se produire. Crise politique ? Réaction parlementaire ? Contre-offensive idéologique ? Certains murmuraient déjà : « tentative de renversement ». Car l'extrême droite française, menée par le Rassemblement National et plusieurs franges des Républicains en rupture, venait de faire ce que beaucoup redoutaient : déposer une motion de censure, en réponse directe au discours d'Emmanuel Macron la veille. Moins de vingt-quatre heures après l'activation de la dissuasion nucléaire française, l'Assemblée allait être le théâtre d'un affrontement historique.

À 8h précises, les portes s'ouvrirent. Les premiers députés traversèrent les lourdes portes de bois et gagnèrent la salle des Quatre-Colonnes. On entendait déjà les talons claquer sur les pavés, les discussions à voix basse, les regards fuyants, les dos raides. Certains parlementaires étaient venus la gorge nouée, le pas grave. D'autres, au contraire, s'étaient parés de cravates plus sombres, de costumes impeccablement repassés. Les jeux étaient ouverts. Dans l'hémicycle, les huissiers s'agitaient. Le rouge des sièges de velours semblait plus dense, comme si l'air lui-même était chargé d'électricité. La séance n'était pas encore ouverte que déjà, dans les tribunes de presse, les photographes prenaient position, les caméras se mettaient en place, les micros se tendaient. Le Premier ministre, épuisé, les traits tirés, était arrivé par une entrée secondaire. Quelques ministres l'accompagnaient, muets. Ils savaient que la journée serait longue, peut-être décisive. Peut-être fatale. La motion déposée par l'opposition ne visait pas seulement à faire tomber un gouvernement : elle visait à fracturer le cap stratégique de la France, à dénoncer un acte de guerre sans guerre, à affirmer une souveraineté populiste contre une souveraineté d'État.

Lorsque Marine Le Pen entra dans l'hémicycle, tout sembla ralentir. Les murmures s'épaissirent, les regards convergèrent. Elle portait un tailleur sombre, ses cheveux blonds ramenés en chignon strict. Elle salua à peine, marcha droit jusqu'à son banc. Derrière elle, Jordan Bardella lui emboîtait le pas, costume sobre, regard fixe. À leur droite, plusieurs députés de la droite dite « classique » affichaient un malaise évident. Mais ils étaient là. Et ils voteraient peut-être avec eux.

À 9h02, la cloche retentit.

La présidente de l'Assemblée prit place. Son visage était fermé. Sa voix, pourtant stable, trahissait une tension souterraine. Elle lut sans détour le texte de la motion : « Considérant

que le Président de la République a, de sa seule initiative, engagé la France dans un cycle de confrontation militaire sans consultation du Parlement, sans alliance préalable, sans débat démocratique, et en contradiction avec l'intérêt stratégique du pays, l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49 alinéa 2 de la Constitution, met en cause la responsabilité du gouvernement... » Un frisson parcourut l'assemblée. Chaque mot semblait graver une faille de plus dans les fondations déjà instables de la Ve République. Le débat s'ouvrit.

Marine Le Pen prit la parole la première. Son ton était calme. D'un calme glaçant. Elle déroula une histoire. Une longue fresque, commencée en 1945, avec la défaite du fascisme, l'exil des idées d'extrême droite, leur retour progressif, leur stigmatisation, puis leur banalisation. Elle évoqua son père, les campagnes perdues, les démons d'hier. Puis elle parla du « mensonge européen », des « guerres qui ne sont pas les nôtres », de « l'obsession d'un Président pour la grandeur », de « la folie d'un homme qui veut incarner l'Histoire au lieu de la servir ». Elle prononça le mot « coup d'État » à voix basse. Elle cita de Gaulle, puis Clémenceau, et termina son discours en évoquant « la Russie éternelle », un partenaire avec lequel la France avait su, selon elle, bâtir la paix au XIXe siècle, au XXe siècle — et qu'on trahissait aujourd'hui.

Dans les travées de gauche, les députés fulminaient. Certains frappaient leur pupitre, d'autres hurlaient des interruptions. Mais elle ne flancha pas. À sa droite, Bardella hochait la tête. Le Premier ministre répondit ensuite. Sa voix tremblait, d'émotion et de fatigue. Il parla de l'Ukraine, de la Lettonie, des enfants déplacés. Il évoqua les horreurs commises à Kiev, les cyberattaques, les soldats estoniens morts en silence. Il dit que la France ne pouvait pas être complice de sa propre lâcheté. Que l'Europe, si elle ne se réveillait pas, serait dépecée. Mais l'assemblée n'écoutait plus. Elle s'était déjà divisée. Deux France s'affrontaient dans ce théâtre clos. Une France qui avait peur. Une France qui résistait à cette peur. Et entre les deux, un gouffre.

Les débats se prolongèrent. Chaque groupe prit la parole. Les centristes se déchirèrent. Les socialistes dénoncèrent une tentative de déstabilisation pilotée par Moscou. Les communistes, minoritaires, hésitaient. Les Républicains votaient en conscience, certains pour, d'autres contre. Personne ne savait encore si la majorité tiendrait. Dans les couloirs, les journalistes couraient. Les ministres entraient et sortaient. Les téléphones vibraient. Dehors, sur la place, des rassemblements s'étaient formés. Certains criaient « Macron dictateur », d'autres

scandaient l'hymne ukrainien. Vers 13h, la rumeur enfla : les voix manquaient pour sauver le gouvernement. Mais dans un ultime retournement, un député venu de la droite hésitante prit la parole. Il rappela les heures sombres de l'histoire. Le 10 juillet 1940. La défaite de la République. Il implora l'Assemblée de ne pas refaire la même erreur. De ne pas céder à la peur, ni à l'illusion de la paix facile. Il parla des trains qui partaient de Drancy, et de ceux qui partiraient peut-être demain de Riga ou de Vilnius. Son discours fit basculer certains votes. Le grand hémicycle n'avait jamais été aussi tendu. L'air semblait s'être épaissi dans la lumière tamisée de l'après-midi. Le vote allait commencer. La Présidente de l'Assemblée, impassible, frappa une fois du marteau en bois clair.

— Le scrutin est ouvert.

Les députés, un à un, s'avancèrent vers les bornes. Certains passaient en silence, d'autres marmonnaient une prière, quelques-uns serraient les poings dans leur veste. On n'entendait plus que les pas feutrés sur les tapis, les bruits électroniques des cartes introduites dans les dispositifs de vote. À l'extérieur, le monde attendait. Dans les rédactions, les analystes spéculaient, les éditorialistes retenaient leur souffle. Dans les casernes estoniennes, dans les bureaux de crise à Vilnius et Riga, dans les salons feutrés de Bruxelles et les bunkers opérationnels de Tartu, les regards étaient rivés sur Paris.

À 15h45, le vote fut clos. Un huissier apporta la feuille imprimée à la Présidente. Elle la lut, sans ciller. Puis releva la tête. Son regard glissa sur les bancs rouges et verts, s'attarda une seconde de plus sur le Premier ministre, puis sur la rangée du Rassemblement National. Sa voix résonna comme un coup de canon dans l'hémicycle suspendu.

— Résultat du vote sur la motion de censure déposée par les groupes d'opposition : Pour – 206. Contre – 366.

Un brouhaha explosa. Pas de joie. Pas encore. Un souffle, comme une onde de choc. 64 % des députés avaient voté contre la motion. 64 %. Une majorité plus large qu'attendue. Le gouvernement tenait. Le président tenait. La dissuasion tenait. Le Premier ministre se leva lentement, salua d'un signe bref, puis se rassit. Un silence s'installa. Dense. Rempli de tout ce qui n'avait pas été dit. Dans les travées, certains députés de la majorité avaient les larmes aux yeux. D'autres, à droite, frappaient du poing leurs pupitres. Jordan Bardella, blême, fixait un

point invisible devant lui. Marine Le Pen, figée, rangeait lentement ses papiers, un à un, sans mot dire. À ce moment précis, quelque chose venait de basculer. Ce n'était pas seulement la chute d'une motion. C'était l'expression d'un refus collectif. La France, à travers son Parlement, avait tranché. Elle restait debout.

Place de la Concorde – 16h15

Le drapeau français claquait au vent. La pluie s'était tue. Un ciel gris laiteux s'étirait au-dessus de Paris, comme un voile de cendre suspendu. Sur les écrans géants, dans les rues, dans les cafés, les téléphones, les gares, les voix annonçaient : « La motion a été rejetée. Macron soutenu. » Des applaudissements s'élevèrent dans les terrasses. Des larmes aussi. À Strasbourg, à Rennes, à Marseille. Dans les écoles, les hôpitaux, les postes de commandement militaires. Et jusque dans les dortoirs glacés des enfants réfugiés à Tartu, une infirmière balte leva les yeux et murmura simplement : « Merci, France. »

Quartier Général de l'OTAN – Bruxelles – 16h47

Un conseiller américain décrocha son téléphone.

— Ils l'ont fait, dit-il. Soixante-quatre pour cent. Ils ne reculent pas.

Au bout du fil, une voix répondit :

— Alors il faut les suivre. Ou sortir de l'Histoire.

La France vote

Paris – Studios de France Télévisions, Radio France, Le Monde, TF1, BFM, France Inter, Médiapart, Sud Radio, LCP, Europe 1...

Au lendemain du discours de dissuasion nucléaire du président Emmanuel Macron, le vent soufflait fort sur la Seine, ce mardi matin. Le ciel, chargé de nuages améthystes et de traînées

de cendres, semblait hésiter entre printemps et déluge. Paris n'avait pas connu un tel jour depuis des décennies. Il n'était ni tragique, ni glorieux. Il était suspendu.

À travers toute la capitale — et bien au-delà — un mot dominait tous les autres : dissuasion. Dans les rédactions, les chaînes de montage audiovisuel, les studios d'enregistrement, les salles de presse, les forums en ligne et les bureaux de vérification des données, on travaillait depuis l'aube à organiser ce que l'histoire retiendrait peut-être comme le premier grand débat civique du XXI<sup>e</sup> siècle en France. Une initiative concertée entre les principaux médias du pays, réunis dans une sorte de front républicain d'urgence : faire parler la nation. La sonder. L'écouter. Et la laisser répondre.

France Télévisions avait bloqué ses antennes pour la journée. TF1 et LCI relayaient en direct. BFM TV avait déployé vingt reporters sur le terrain. Radio France avait reconfiguré ses grilles. Le Monde, Mediapart, Le Figaro, Libération, La Croix, Ouest-France, Le Parisien... chacun avait ouvert des colonnes, des fils numériques, des interfaces de participation citoyenne. La question était simple. Terrible. Implacable : « Trouvez-vous que le président de la République a eu raison d'annoncer l'usage possible de la force nucléaire ? » Jamais depuis la fin de la guerre froide cette hypothèse n'avait paru si réelle, si proche, si brûlante. La veille, à 14 h 06, Emmanuel Macron avait annoncé en direct l'activation du dispositif de dissuasion nucléaire française, en réponse à l'invasion russe de la Lettonie, et aux menaces explicites du Kremlin sur l'Europe orientale. Son discours, solennel, violent, d'une clarté brutale, avait déchiré la torpeur stratégique d'une Union européenne minée par ses divisions.

Le matin même, dans le studio 1 de France Télévisions, sous les projecteurs tamisés et le velours sombre d'un décor sobre, Élise Lucet, flanquée de Gilles Bouleau, Ali Baddou, Apolline de Malherbe, Ruth Elkrief, Jean-Jacques Bourdin, Léa Salamé, ouvrait un débat d'exception. Un dispositif unique. Sept heures de direct. Aucun invité politique. Uniquement des citoyens, des experts, des soldats, des juristes, des philosophes, des mères, des adolescents, des vétérans. Autour de la table, dans la salle, en visioconférence :

- Élisabeth, 68 ans, retraitée de la fonction publique, à Marseille
- Mehdi, 27 ans, réserviste dans la gendarmerie, à Rennes
- Mireille, mère de trois enfants, institutrice à Saint-Étienne

- Olga, réfugiée ukrainienne de Kharkiv, vivant à Lyon
- Le colonel Delmas, ancien commandant de sous-marin nucléaire
- Alain, 85 ans, survivant d'Hiroshima
- Léonard, 19 ans, étudiant en physique nucléaire à Saclay
- Samira, chercheuse en géopolitique, EHESS
- Camille, artiste, militante pacifiste
- Étienne, ouvrier, syndicaliste à Lille

Tous avaient reçu, deux heures plus tôt, un dossier complet sur les forces nucléaires françaises, la doctrine actuelle, les traités internationaux, les comparaisons avec d'autres puissances, et les éléments du discours de Macron.

À midi, le débat battait son plein. Il ne s'agissait pas de savoir si la guerre était juste. Mais si la dissuasion était morale, légitime, utile.

— « Je pense, dit Olga, que si la France ne brandit pas la peur, elle n'arrêtera jamais la Russie. Vous n'imaginez pas ce que c'est que d'enterrer des enfants sous les missiles. »

— « Je comprends, répondit Camille, mais un feu nucléaire, c'est la fin de toute humanité. Je suis désolée, mais on ne peut pas menacer la vie de millions de gens, même pour en sauver d'autres. »

— « La guerre n'a jamais été propre », lança le colonel Delmas, grave. « Mais il y a une guerre. Elle est là. Soit on recule, soit on tient. Il n'y a pas d'alternative. »

Dans les villes de province, les grands écrans avaient été installés sur les places. Dans les écoles, les professeurs d'histoire improvisaient des débats. Dans les maisons, les vieux postes grésillaient comme en 1940. Dans les prisons, on regardait en silence. Dans les campagnes, les cafés suspendaient les parties de belote.

Le soir venu, à 21 heures précises, le vote fut ouvert. Un système de vote en ligne sécurisé, adossé à FranceConnect, avec vérification d'identité. Les plateformes téléphoniques permettaient un vote par appel vocal ou SMS pour les plus âgés. Les urnes physiques étaient

disponibles dans certaines mairies. Le vote durerait 12 heures. Il ne s'agissait pas d'un référendum. Ni d'un plébiscite. Mais d'un geste symbolique. D'une manière pour le peuple de France de dire ce qu'il pensait du choix de son président. À minuit, 2,1 millions de votes. À 3 heures du matin, 5,6 millions. À 8 h 24, 9 008 237 citoyens s'étaient exprimés. Le résultat fut dévoilé en direct depuis la cour de l'Hôtel de Ville de Paris. Le soleil s'élevait à peine. Des drapeaux flottaient sans bruit. La Marseillaise n'avait pas été prévue. Elle s'imposa.

Résultat final : 72 % des votants estiment que le président a eu raison. 18 % sont contre. 10 % ne savent pas. Dans les rues, les larmes se mêlèrent aux applaudissements. Ce n'était pas de la joie. Ce n'était pas de la guerre. C'était un serment muet. Les Français, ce jour-là, avaient accepté de regarder en face le gouffre. Et de ne pas détourner les yeux.

Pourquoi la Russie veut faire la guerre ?

Moscou – Kremlin, Institut de géopolitique, Casernes de Krasnogorsk.

La lumière pâle de la fin d'hiver filtrait à travers les vitres givrées des bâtiments austères du quartier général de l'État-major. Moscou, comme toujours, restait opaque, impassible, presque minérale. Rien dans ses rues n'indiquait la guerre à venir, et pourtant, tout en portait la marque : les parades silencieuses de blindés vers les entrepôts de l'Oural, les antennes surgissant sur les toits des ministères, les fichiers sécurisés circulant entre les doigts de généraux fatigués. Un nom revenait dans toutes les conversations fermées : Kaliningrad. Puis un second : Narva. Mais derrière ces points sur la carte, c'est une certitude plus vaste qui s'installait : la guerre était inévitable. Et dans les murs de marbre du Kremlin, on n'interrogeait plus le *comment*, mais le *pourquoi*.

Le cœur froid des généraux

Dans une salle voûtée tapissée de tentures rouges, un homme fixait la carte lumineuse du continent européen. Le général Sergueï Andreïevitch Strogan, chef de l'état-major, ancien héros de Tchétchénie, était d'un calme glacial. Face à ses officiers, il résuma la pensée profonde qui animait la hiérarchie militaire : « La Russie n'a pas besoin d'une guerre, elle a besoin de frontières sûres. Et celles-ci ne peuvent être garanties que si les autres les redoutent. » Le ton n'était pas guerrier, mais stratégique. Dans son esprit – comme dans celui de la majorité des

officiers du ministère de la Défense – l'Occident n'avait jamais cessé de vouloir dépecer la Russie. Depuis l'OTAN aux portes de Kiev, jusqu'à l'embargo technologique, l'idée s'était installée qu'on cherchait à l'humilier une seconde fois, comme après 1991. Alors cette guerre n'était pas *une* guerre, mais la guerre *d'après la chute*.

L'obsession du vide laissé par l'Histoire

À l'Institut géopolitique de Moscou, situé dans une aile néoclassique du boulevard Koutouzov, les anciens professeurs de stratégie lisaient moins Clausewitz que Soljenitsyne. Viktor Sokolov, un idéologue discret, souvent cité par les jeunes officiers, reliait tout à une blessure : « Quand l'URSS est tombée, les Russes n'ont rien compris. Ils se sont réveillés en exil sur leur propre territoire. Moscou est devenue une forteresse, encerclée non pas par les missiles, mais par le vide. » C'est cette paranoïa post-impériale, teintée d'un sentiment de dépossession, qui animait les penseurs proches du régime. Ils ne parlaient pas de conquête, mais de rétablissement de l'ordre naturel. Pour eux, Minsk était russe, Kiev une sœur perdue, la mer Noire une profondeur stratégique non négociable.

Le président des illusions

Vladimir Poutine, à cette même heure, relisait les notes d'un discours à venir. Dans son bureau du Kremlin, une chaleur sèche émanait des radiateurs dissimulés derrière les boiseries. Il aimait s'entourer d'objets lourds : globe terrestre soviétique, sabre cosaque, bustes d'empereurs. Il s'y raccrochait, comme aux contours incertains de la grandeur passée. À ses yeux, l'Occident n'avait jamais tenu parole. Pas sur les accords de Minsk, pas sur la non-extension de l'OTAN, pas sur la Syrie, ni sur la Géorgie. Il voyait la Russie comme la dernière force d'équilibre, le dernier rempart contre un monde dissous dans le consumérisme, l'hédonisme, la décadence. « Le monde ne comprend pas la Russie. Mais la Russie ne veut plus se faire comprendre. Elle veut se faire respecter. » Telle était la conviction du maître du Kremlin. Et derrière elle, une peur sourde : celle que la Russie disparaisse dans l'indifférence.

Une économie de guerre masquée

Dans les entrailles du ministère des Finances, à l'ouest de la Moskova, on travaillait à autre chose : la survie du système. Depuis 2022, Moscou avait redéployé son économie autour des besoins militaires. L'alliance énergétique avec la Chine, les livraisons d'armes venues de

Pyongyang, le recyclage de l'industrie civile en arsenaux de fortune... Tout indiquait une logique de conflit prolongé.

Mais pourquoi ?

Un conseiller, sous anonymat, glissa à un diplomate européen : « Pour le Kremlin, la guerre est devenue une méthode de gouvernement. Elle justifie le contrôle, la censure, la répression. Sans guerre, la Russie actuelle ne tiendrait pas six mois. » C'est là une vérité plus dure, plus nue. La guerre n'est pas seulement idéologique. Elle est fonctionnelle. Elle est ce qui permet au régime de survivre.

L'argument de l'humiliation

Dans une ruelle humide de Saint-Pétersbourg, un ancien diplomate reconverti en professeur parlait à ses étudiants : « Vous croyez qu'il s'agit de conquérir ? Non. Il s'agit de ne plus reculer. L'Occident a confondu notre faiblesse avec une abdication. Nous leur montrons ce qu'il en coûte de nous mépriser. » C'est ce ressentiment historique, couplé à un besoin de revanche, qui traversait les récits de tous les orateurs russes depuis plusieurs années. L'effondrement de l'URSS avait été vécu comme un deuil. L'indifférence de l'Europe, comme un abandon. Alors, pour Moscou, faire la guerre, c'est reprendre la parole.

L'ultime enjeu : l'identité

Le soir venu, dans une émission de la télévision d'État, une présentatrice au ton docte conclut : « La Russie se bat pour sa survie, mais aussi pour la vérité. L'Europe a oublié ce qu'est une nation. Nous, non. » Car au fond, ce n'est pas seulement la géographie ou l'histoire qui motive la guerre. C'est l'identité. La conviction intime que la Russie est porteuse d'un destin, d'un esprit, d'un rôle dans le monde. Un rôle qu'on lui refuse.

Une autre guerre

Cette nuit-là, dans un poste d'écoute de l'armée, quelque part près de Smolensk, un jeune soldat écoutait les communications occidentales. Il n'y avait rien de concret. Seulement de la peur. Des mots étouffés, des hésitations. Et dans un message codé reçu de Kaliningrad, une phrase étrange, presque poétique, parvint aux analystes russes : « Les lions marchent. » Le soldat ne comprit pas. Mais quelque part, à Tallinn, à Vilnius, à Paris peut-être, quelqu'un

l'avait écrit. Le silence était presque parfait dans le cabinet présidentiel. À cette heure, la plupart des ministres étaient partis, et seul le tic-tac ancestral de l'horloge dorée ponctuait le cours des pensées de Vladimir Vladimirovitch Poutine. Il était assis devant les trois écrans intégrés à son bureau de chêne noir, mais il ne les regardait pas. Ce soir, il n'avait pas besoin d'images satellites, ni de courbes économiques. Il avait besoin de silence.

Dehors, la nuit était tombée sur Moscou, profonde, impénétrable, alourdie d'un ciel sans étoile. Le Kremlin semblait replié sur lui-même, comme une forteresse de l'histoire dans une époque qui ne voulait plus de mémoire. Et pourtant, c'était bien cela qu'il observait, dans les replis de son propre esprit : la mémoire. Poutine se leva lentement, sans bruit, fit quelques pas vers la fenêtre. Les coupoles de Saint-Basile n'étaient plus visibles à cette distance, mais il connaissait chaque détail de leur profil. Il se rappelait encore les années 1990. L'humiliation, le chaos. Un pays à genoux, vendu par morceaux, pillé, méprisé. Une armée sans solde, des généraux sans autorité, des espions reconvertis en trafiquants. Et au centre, l'Occident, souriant, dispensant ses leçons, achetant à vil prix ce qu'il avait mis un siècle à se bâtir. Ce soir-là, Vladimir Poutine pensa non à la guerre qui venait, mais à celle qui, selon lui, n'avait jamais cessé.

Institut des Relations Stratégiques – Moscou, Bâtiment C, sous-sol 2

Une lumière blafarde baignait la salle de réunion. À la table, six hommes et une femme en uniforme, tous analystes de haut niveau, spécialisés dans la doctrine militaire, la psychologie de masse, la géographie opérationnelle. L'un d'eux, le colonel Igor Vetrovski, tenait entre ses doigts un stylo qu'il faisait tourner nerveusement.

— La question n'est pas de savoir si nous voulons la guerre, dit-il. La guerre est déjà là. Nous ne faisons que décider *comment* nous voulons la mener.

Sa voix était sèche, rapide, comme s'il anticipait la contradiction. Mais personne ne réagit. On écoutait. Car ici, à l'Institut, ce n'étaient pas les cris qui décidaient, c'étaient les constellations du temps long. Le docteur Alla Chernova, experte en civilisation occidentale, ajouta :

— Si nous ne faisons rien, la Russie devient une périphérie. Une zone tampon entre deux mondes. Soit, nous façonnons le XXI<sup>e</sup> siècle, soit nous en sortons. L'histoire ne laisse pas de place aux neutres.

Un tableau blanc montrait trois mots écrits en majuscules : *PROFONDEUR – ORIGINE – ORGUEIL*.

— Voilà pourquoi nous frappons, poursuivit-elle. Parce que nous sommes devenus une nation qui doute. Et une nation qui doute ne survit pas.

Village de Gorki Leninskiye – Maison de retraite militaire n°14

Le général retraité Leonid Makarovich ne dormait pas. Il ne dormait plus depuis plusieurs jours. Il lisait le journal imprimé de la veille, sous une lampe à pétrole – par habitude, par fétichisme. La télévision lui faisait horreur. Il y voyait trop de visages d'hommes sans uniformes. Il repensait aux années 1989, 1991, 1993. À la Tchétchénie. Aux morts. À l'effondrement. Il se souvenait avoir vu son régiment réduit à chercher de l'essence dans des jerrycans volés. Il se souvenait d'avoir pleuré en silence dans les toilettes d'une base déserte, sans savoir s'il servait encore un pays ou un cadavre. Pour lui, la guerre à venir était une revanche métaphysique.

— Nous faisons une guerre pour échapper au vide.

Réseau Zvezda – Moscou – Plateau clandestin

Une émission diffusée uniquement sur les réseaux cryptés, regardée par les cercles d'initiés. À l'écran, le philosophe ultranationaliste Viktor Kasparov, connu pour ses thèses radicales. Derrière lui, une carte stylisée de l'Eurasie.

— La guerre est une étape, dit-il à voix basse. Ce n'est pas une fin. C'est le seul moyen que nous avons de reprendre le récit. Le monde moderne ne sait plus ce qu'est le courage, la peur, le prix du sang. Il a délégué ses conflits à des drones. Il a vendu son âme à des algorithmes.

Il se leva de son siège et pointa la carte.

— Regardez. Ici, Kaliningrad. Là, la Biélorussie. Là, la Crimée. Tout cela, c'est la même ligne. Celle du retour. Nous ne faisons pas la guerre à l'Ukraine. Nous faisons la guerre à l'oubli.

Retour au Kremlin – Cabinet du Président

Poutine se rassit. Il n'avait pas prononcé un mot depuis une heure. Son carnet noir était fermé. Il posa dessus la main gauche, comme pour sceller une promesse intérieure. Une guerre pour l'ordre. Une guerre pour la reconquête. Une guerre pour éviter l'implosion. Car il le savait : si la Russie ne se battait pas à l'extérieur, elle exploserait à l'intérieur. Le patriotisme n'était plus un luxe. C'était un ciment. Son conseiller entra discrètement dans le bureau.

— Les images de Narva sont prêtes, monsieur le président.

— Faites publier une note. Pas d'offensive immédiate. Juste une menace. Et activez le canal Iranien. Il nous faut des renforts sur l'axe Sud.

— Bien, monsieur.

Il se leva. Marcha jusqu'à une carte massive suspendue au mur. Elle couvrait l'Eurasie entière. Une lumière rouge pulsait à Vilnius. Il murmura, comme à lui-même :

— La Russie ne veut pas la guerre. Elle veut qu'on la craigne. C'est la seule façon pour nous d'exister.

Et dans l'ombre du Kremlin, la machine s'ébranlait à nouveau.

La rage contenue, au Kremlin :

Kremlin, Moscou – 06h41, heure locale

Les couloirs du Kremlin étaient silencieux comme des tombeaux, mais l'air vibrait d'une tension métallique, invisible et continue, qui donnait à chaque pas une résonance étrange. Les colonnes de marbre pâle projetaient des ombres longues sur les parquets cirés, et l'aube blafarde qui filtrait par les fenêtres dessinait une ligne grise et vacillante sur les murs lambrissés. Dehors, la ville commençait à s'éveiller sous la lumière crue d'un hiver sans fin. À

l'intérieur, pourtant, l'histoire venait de vaciller. La salle de crise, au cœur du complexe présidentiel, avait été réaménagée depuis plusieurs mois. Plus profonde, plus protégée, enfouie sous la terre moscovite comme un bunker du désespoir. L'horloge murale avait été couverte de plomb, les fenêtres supprimées, les communications isolées. Au centre, une table en acier inoxydable de douze mètres de long, sur laquelle trônaient cartes numériques, projecteurs holographiques, et un unique bouton rouge d'activation d'alerte nucléaire — factice, mais toujours présent comme une relique sacrée.

Vladimir Poutine était déjà là. Raide. Silencieux. Seul. Il n'avait pas dormi. Il ne dormait plus que par éclats, depuis que l'Europe avait commencé à le défier frontalement. Il fixait le vide au-dessus de la table, là où s'affichait en surimpression la trajectoire supposée des Rafales français. Ils étaient sept. Sept avions de chasse de la cinquième génération, propulsés à Mach 1.8, armés de missiles ASMP-A — des ogives thermonucléaires à changement de vecteur. Ils planaient au large de la Baltique, entre Gotland et les côtes estoniennes, dans un silence radio absolu. En formation de frappe.

— À moins de dix minutes de Saint-Petersbourg, et de quinze de Moscou, glissa une voix à sa droite.

Le général Viktor Mikhailov, chef d'état-major des forces stratégiques, venait d'entrer avec une partie du commandement. Son uniforme était impeccable, son regard trouble. Il tendit à Poutine une tablette, sur laquelle s'affichaient les dernières images satellites transmises par le centre de surveillance orbital russe.

— Ils ont activé le protocole de pénétration. C'est une formation réelle, pas un exercice. Le président Macron a parlé. La France vient de modifier unilatéralement l'équilibre stratégique de la dissuasion.

Poutine ne répondit pas. Il cligna lentement des yeux. Il observa encore une fois les trajectoires. Il nota leur régularité, leur calme. Pas de brusques manœuvres, pas d'altérations. C'était une posture assumée. Il se leva, fit quelques pas lents vers la maquette centrale de Kaliningrad qui trônait sur une estrade surélevée, protégée par une vitre. Il leva la main.

— Sortez.

Le silence tomba comme une lame. Personne ne bougea. Le chef du FSB échangea un regard avec Mikhailov, mais Poutine n'attendait pas de réponse.

— Sortez, répéta-t-il.

Un à un, les hommes quittèrent la pièce. Il n'en resta que deux : Poutine et Youri Dobrine, arrivé quelques minutes plus tôt depuis Kaliningrad. Vêtu de noir, sans insigne, sans galon. Juste son carnet à la main. Le président s'approcha de la maquette, l'observa un instant. Puis, lentement, il décrocha le panneau de verre protecteur, le souleva, et d'un geste brutal, abattit sa canne sur le centre de commandement miniature. Un bruit sec. Du plâtre vola. Il frappa encore. Deux, trois fois. Jusqu'à ce que l'édifice explose en morceaux.

Puis, il se tourna vers Dobrine.

— Vous avez carte blanche. Je veux que Kaliningrad soit opaque. Je veux qu'on n'y voit rien. Plus de drone occidental. Plus d'onde. Plus de fuite. Plus de trace. Rien. Silence. Obscurité.

Dobrine inclina la tête. Il ne demanda rien de plus. Il comprenait.

— Je veux que si quelqu'un approche, il ait peur. Peur de ce qu'il ne voit pas. Peur de ce qui ne bouge pas. Et je veux qu'on leur rappelle ce que signifie "guerre".

— Ce sera fait, dit simplement Dobrine.

Poutine se rassit. Il croisa les mains. Le silence reprit.

— Ils croient que j'hésite. Que je doute. Ils n'ont pas compris que je n'ai plus rien à perdre. Rien, Dobrine. Ni leur mépris, ni leurs accords, ni leurs lois ne comptent. Ils ont envoyé leurs avions. Je veux qu'ils regrettent. Mais je ne veux pas d'un missile. Pas encore. Je veux une déstabilisation interne. Un effondrement de leur ordre. Je veux que Paris brûle... sans que je l'aie touchée.

Il se leva, de nouveau.

— Organisez les relais à Minsk. Restaurez la chaîne logistique à travers Pskov. Assurez-vous que toutes les unités spéciales sont prêtes. Je veux que Kaliningrad devienne ce que l'Occident redoute : une enclave insaisissable, une menace en permanence.

Dobrine nota les ordres, en silence. Le président ajouta :

— Et je veux que vous placiez des leurres. Qu'ils croient que nous préparons une frappe nucléaire. Qu'ils perdent le sommeil. Qu'ils doutent de chaque image satellite, de chaque signature thermique.

Il marcha lentement vers le fond de la pièce, s'arrêta devant l'écran diffusant en boucle les images du discours de Macron. Il n'avait pas oublié ses mots. Il les répétait en boucle dans sa tête : « La France assumera seule, s'il le faut. »

Il murmura, d'une voix rauque :

— Je vais les pousser à la faute. Et ce jour-là, je serai prêt.

Dobrine quitta la salle sans bruit. Derrière lui, le président de la Fédération de Russie fixait encore l'écran. Ses doigts tremblaient légèrement. De cette rage contenue que seuls les empires déclinants savent générer. Celle qui naît de l'humiliation, de la perte du contrôle, de la peur de l'oubli. Il pensait à Pierre le Grand. À Staline. À la bataille de Koursk. Il pensait à la neige, au feu, aux ruines. Et il se promit que Moscou ne serait pas celle qui tomberait.

Edvīns Kalnins : dernier acte

Tartu, Estonie

Date : 25 avril 2026

La lumière du matin filtrait à peine à travers les épais nuages d'avril, baignant Tartu dans une pénombre couleur d'étain. Les premières gelées s'étaient dissipées, mais une brume persistante semblait s'être accrochée à la ville comme une couverture humide sur un corps en sueur. Au cœur de l'ancien complexe universitaire, désormais reconverti en centre de commandement cybernétique, Edvīns Kalnins relisait, pour la dernière fois, les lignes de code qui porteraient peut-être le nom de "son œuvre".

Le centre militaire de Tartu n'était plus ce qu'il avait été trois mois plus tôt. Les murs, renforcés de plaques de blindage. Les toits, hérissés d'antennes. Les couloirs, remplis de câbles, de serveurs, de générateurs autonomes. Tout était réquisitionné, transformé, absorbé par une guerre dont le cœur battait dans le silence des octets. Kalnins n'avait pas dormi depuis quarante-huit heures. Des cernes marquaient son visage, creusant la pâleur naturelle de ses

traits. Il tenait entre ses doigts un connecteur en fibre optique qu'il hésitait à insérer dans la console principale. Le test final était prêt. Et il savait que, sitôt enclenché, il n'y aurait plus de retour possible.

— Edvīns... murmura une voix derrière lui.

Il se retourna lentement. Une jeune femme se tenait dans l'embrasure de la porte. Elīna, l'une des plus brillantes recrues du centre, ingénieure biomathématicienne, qu'il avait convaincue de quitter ses recherches civiles pour « quelque chose qui compterait plus tard ».

— Ils bougent du côté de Pskov. Les images satellites le confirment. Tu penses qu'ils savent ?

— Ils sentent. Ils ne savent pas encore, répondit Kalnins.

Il se tourna à nouveau vers le noyau du système : une structure de refroidissement liquide entourant trois serveurs en cascade, alimentés par un générateur discret dissimulé sous le sol. Ce cœur cybernétique, ils l'avaient surnommé "Suur Tõde" — « La Grande Vérité ». Capable de capter, décrypter, inverser les protocoles de guidage des drones russes. Capable de transformer les armes volantes de l'ennemi en anges de vengeance. C'était une symphonie inversée, une ode à la disruption, une signature estonienne dans un monde qui n'en avait plus.

Un signal clignota en haut de l'écran central. Une alerte. Un drone de reconnaissance russe venait d'entrer dans l'espace aérien au nord-est.

— Ne t'en occupe pas. Il scanne. Il n'a pas encore vu. Mais ils cherchent, dit Kalnins d'une voix neutre.

Il avança la main. Inséra le connecteur. Le système s'anima. À cet instant précis, quelque part au-dessus de la mer Baltique, un drone Forpost-R vit sa trajectoire se décaler brutalement. Son logiciel, parasité par une onde composite générée par Tartu, inversa ses priorités. Il fit demi-tour. Les bases de données de Moscou enregistrèrent une anomalie. Une ligne de plus dans une mer de lignes. Mais à Kaliningrad, dans un centre de surveillance, un opérateur tomba de sa chaise.

Dans le bunker de Tartu, tout était silencieux. L'équipe de Kalnins se tenait en demi-cercle devant les écrans. Personne ne parlait. Les chiffres défilaient. Des lignes de coordonnées

apparaissaient en vert. À l'extérieur, le vent s'était levé. Et dans la brume au loin, un point rouge venait de naître sur les radars. Un missile. Kalnins le vit avant tous les autres.

— Qu'est-ce que... ?

— Frappe ciblée. Missile Iskander. Tir balistique. C'est pour nous, dit-il.

Un silence de plomb tomba. Puis, immédiatement, l'équipe se dispersa selon les procédures d'urgence. Mais Kalnins, lui, resta immobile. Il se tourna vers Elīna.

— Tu dois sauvegarder les clés d'accès, les répartir. Prends les disques. Cache-les selon le protocole "Trois Voies".

— Mais toi ?!

Il posa une main sur son épaule. Une main tremblante.

— Je dois rester. Le système a besoin de calibration manuelle jusqu'à la fin. S'ils le détruisent avant que tout soit encrypté, ce sera perdu.

Elle voulut protester. Il la repoussa doucement.

— Tu as toujours été plus forte que moi.

À l'extérieur, les sirènes s'étaient déclenchées. Un hurlement déchirait la ville. Les habitants couraient vers les abris. Le missile avait été lancé depuis une position mobile au nord de Vitebsk. Il serait sur Tartu dans deux minutes. Dans le bunker, Kalnins s'était enfermé dans le noyau de commande. Une dernière commande clignotait sur l'écran : Transfert sécurisé – 81%. Il s'assit. Ferma les yeux un instant. Puis, sortit un vieux téléphone. Il composa un numéro connu de lui seul.

— Maarika... c'est Edvīns. Tu n'as pas le temps de répondre. Je t'envoie un paquet. Prends-en soin. Si tu le lis un jour, c'est que je n'existe plus. Et ça me va. Je t'embrasse.

Il raccrocha. Ouvrit un port secondaire. Envoya un fichier chiffré contenant la dernière version du code, accompagné d'un enregistrement audio. Puis il verrouilla le système. Le transfert se termina à 94%. Le bunker trembla. Une première onde de choc. Le souffle d'un autre impact à proximité. Kalnins se leva. Ses jambes étaient lourdes. Il ouvrit le compartiment inférieur, y glissa un dernier module de sauvegarde, et referma.

Une lumière blanche envahit la pièce. Il sourit. Il pensa à sa mère, morte dix ans plus tôt. À son père, qui lui avait offert son premier ordinateur. À Elīna. À Maarika. À cette guerre qui n'était pas la leur, mais qu'ils devaient pourtant mener. Puis, tout disparut. Des heures plus tard, dans les ruines encore fumantes du complexe, des équipes d'intervention découvrirent une console intacte. Protégée par des blindages faits maison. À l'intérieur, une seule phrase restait allumée : "Ceci n'est pas un adieu. C'est un passage." — E. K. Et sur une clé cryptée, retrouvée dans une boîte en titane, une voix, celle d'Edvīns, répétait calmement : "Si vous entendez cela, c'est que la guerre a franchi un seuil. Mais l'intelligence humaine, tant qu'elle se refuse à céder à la peur, reste invincible. Ce que nous avons fait ici, c'est de la lumière."

Dans le bureau de Maarika Põld, à Tallinn, quelques heures plus tard, un fichier apparut sur son écran. Elle sentit son cœur se contracter. Et dans le silence du soir, elle sut qu'Edvīns Kalnins venait d'entrer dans l'Histoire.

La cellule de Daria

Minsk, prison secrète

Le sol était froid, rugueux, taché de moisissures que les siècles semblaient avoir oubliées. Pas une odeur humaine, rien qui trahissait une présence ordinaire – seulement l'humidité, l'oxydation du métal, la corrosion des âmes. Daria Lobanova, enchaînée par une lourde attache au poignet droit, était recroquevillée contre le mur du fond. Elle ne savait plus depuis combien de jours elle était là, ni combien de fois la lumière crue du néon, au plafond, avait clignoté avant de se figer à nouveau dans son éclat spectral. La cellule n'avait pas de fenêtre. Seule une grille circulaire à mi-hauteur, percée dans la porte, permettait de voir une ombre passer – parfois. Un garde. Une silhouette. Une ombre plus sombre que les ténèbres. On venait rarement. On ouvrait souvent.

Depuis l'opération de Minsk, depuis la projection du poème interdit, le régime s'était jeté sur les membres de Volia comme sur une proie révélée. Ivan était tombé à la frontière. Mikita et Aléna avaient disparu. Mais elle, Daria, était le symbole vivant que Loukachenko voulait briser. Ce n'était pas seulement son corps qu'ils voulaient soumettre. C'était l'idée qu'elle incarnait. Elle avait été transférée dans cette prison sans nom à la périphérie de Minsk. Même les avocats

du régime ignoraient son existence. Tout était illégal. Tout était consenti par Loukachenko. Son dos portait encore les stigmates des passages à tabac. Trois côtes fêlées, une clavicule déplacée, deux ongles arrachés. Les médecins militaires ne soignaient que pour permettre une prochaine séance. Chaque geste était calibré pour durer.

Dans l'obscurité, elle récitait. Des vers. Les siens. Ceux de Mikita. Ceux qu'ils avaient partagés à voix basse dans les nuits de révolte. Chaque mot était une armure. Un refuge. Une prière : « Il y aura des soirs pour les lumières douces, Mais pas celui-ci. Pas ce siècle. Pas encore. On m'a prise, mais je ne suis pas tombée. Ils croient que l'on se tait, quand on saigne. Mais dans chaque goutte, un poème respire. » Elle les récitait pour survivre. Et elle savait qu'ils l'entendaient. Qu'ils écoutaient.

Un jour, un nouveau geôlier avait été affecté à sa surveillance. Un homme plus jeune que les autres. Silencieux. Il déposait l'eau, les rations, les bandelettes de tissus pour ses plaies. Il ne parlait jamais. Mais ses gestes étaient moins rudes. Il avait laissé une feuille. Froissée. Volontairement posée sous le pain. Une page déchirée d'un manuel militaire, vierge au dos. Daria avait compris. Depuis, chaque fois qu'elle le pouvait, elle écrivait. Avec du charbon, avec son sang, avec le peu d'encre que lui procurait la condensation des tuyaux. Des codes. Des poèmes. Des mots pour l'extérieur. Des mots pour les survivants. Elle glissait la feuille sous le bol vide. Et elle attendait. Elle ne savait pas si quelqu'un recevait. Elle espérait.

Puis un matin, le néon ne s'alluma pas. Elle ouvrit les yeux dans une pénombre opaque. Elle comprit que quelque chose avait changé. Les pas n'étaient plus les mêmes. Les cris, plus forts. Des portes claquaient. Quelqu'un avait été pendu dans une aile voisine. Une autre, violée. Elle l'avait compris à l'absence de bruits. À midi, le garde silencieux entra. Il avait un téléphone. Il ne parla toujours pas. Il lança simplement une vidéo sur l'écran. Il la posa sur le banc rouillé. C'était elle. Elle, filmée dans la cellule, les bras pendants, les lèvres fendues. Son visage couvert de marques, mais ses yeux... ses yeux étaient encore là. Vifs. Inaltérés. La vidéo durait trente secondes. Elle était entrecoupée de parasites. Mais l'image était suffisante. Elle avait été exfiltrée. Et dans un coin de l'écran, un logo. Un emblème pirate. Une étoile inversée. Daria releva les yeux vers le garde. Il ne bougeait pas. Il attendait.

— Pourquoi ? murmura-t-elle.

Il baissa la tête. Juste un peu.

— Parce qu'ils t'écoutent.

Ce fut tout. Il repartit, sans reprendre le téléphone. Trois jours plus tard, la vidéo fit le tour du monde. Sur les réseaux, sur les chaînes d'information, dans les lieux de pouvoir. Elle fut piratée en direct pendant une session parlementaire à Berlin. Elle fut projetée sur un mur du Parlement lituanien. À Paris, elle fut diffusée en pleine nuit sur les Champs-Élysées par un vidéoprojecteur mobile. À Séoul, elle passa sur les écrans de métro. À Buenos Aires, elle fit la une. Son nom, son visage, ses poèmes – tout devint légende. Volia n'était plus seulement un mouvement. C'était une mémoire vivante. Et Daria, une icône.

À Tallinn, Maarika Põld en fit la chronique. Son article s'intitulait « La voix brisée ». Elle y écrivit : « Ce n'est pas le silence qui tue, c'est l'oubli. Et Daria, depuis sa cellule, nous rappelle que nous n'avons pas encore le droit de dormir. »

À Bruxelles, les parlementaires eurent un instant de doute. Une fracture. Un regard sur leur propre lâcheté. Quelques-uns seulement. Mais cela suffisait.

À Minsk, Loukachenko ordonna la coupure de tous les réseaux. Mais il était trop tard. Le monde avait vu. Et l'image ne pouvait plus être effacée.

Dans sa cellule, Daria continua d'écrire. Elle écrivait avec ses mains brisées. Avec ses rêves. Elle écrivait sur les murs. Dans l'air. Sur les souvenirs de ceux qui l'avaient connue. Elle savait qu'elle n'en sortirait peut-être pas. Mais dehors, une rumeur montait. Et cette rumeur portait son nom.

Le silence après la lumière

Minsk, prison secrète – Quelques jours plus tard

Il y eut un changement dans l'odeur. L'humidité n'avait pas disparu, mais elle s'était mêlée à un parfum de cendre, de métal brûlé, comme si l'air même avait été consommé par quelque chose d'invisible. Les murs suintaient encore, mais ce jour-là, la lumière ne vint pas. Le garde silencieux n'était plus là. Depuis la fuite des images, la prison avait été vidée de plusieurs

détenus. On disait qu'ils avaient été déplacés. Mais les couloirs semblaient plus calmes. Trop calmes. Un calme de fin de chose. Comme après un incendie.

Daria Lobanova dormait à peine. Elle ne rêvait plus. Son corps avait commencé à se résigner, mais sa pensée refusait. Dans le coin de la cellule, à même le mur, elle avait tracé, à la pointe d'un éclat de verre, un poème inachevé : « Il n'y aura pas de pardon, Mais peut-être, un matin, Où le vent récitera mon nom sans colère, sans fin. » Elle se tenait assise, jambes repliées contre sa poitrine, maigre, les yeux creusés mais encore vivants. La peau de son visage s'était durcie, les hématomes s'étaient étalés comme des taches d'encre. Elle savait. Depuis qu'elle avait vu l'absence dans les regards, elle savait que le moment approchait. Ils ne la tueraient pas dans un cri. Ils la tueraient dans l'oubli.

Ce fut à l'aube. Une aube sans lumière, car le néon ne s'était toujours pas rallumé. Elle ne vit que la porte s'ouvrir dans un bruit plus grave que d'habitude. Trois hommes entrèrent. Lents. Casqués. Aucune parole. Elle ne résista pas. Elle savait que cela rendrait leur geste plus difficile. Ou plus rapide. Ils ne la frappèrent pas tout de suite. Ils la traînèrent hors de la cellule, dans un couloir sans fin. Elle reconnut une voûte. Des marches. Un ancien couvent devenu lieu d'épuration. On l'attacha à un crochet, dans une pièce vide. Ils la déshabillèrent à moitié. Le premier coup fut un coup de barre. Dans les genoux. Elle hurla. Ils ne répondirent rien. Pas même des insultes. Ce n'était pas une vengeance. C'était une consigne. Une exécution technique. Les coups se succédèrent. Dans le silence de la pierre. Son corps se tordait. Puis ne bougea plus. Mais elle était vivante. Jusqu'au dernier regard. Le dernier homme, celui qui ne portait pas de casque, sortit une lame courte. Il murmura :

— Tu as cru que les poèmes pouvaient sauver un pays ?

Daria le fixa, sans un mot. Puis elle répondit, d'une voix blanche :

— Non. Mais ils survivront à ta mémoire.

Alors il la tua. D'un seul geste, dans la gorge. Il fallut attendre trois jours pour que le corps soit déplacé. Il n'y eut ni cercueil, ni sac. Seulement une bâche de chantier, nouée grossièrement à chaque extrémité. Deux hommes l'emportèrent à l'arrière d'un camion. Direction : le fossé des oubliés. Un terrain vague, au nord de Minsk. Officiellement, un site désaffecté. En réalité, une fosse commune. Anonyme. Cent cinquante corps y avaient été jetés depuis le début des

purges. La bâche fut lancée. Un bruit mat. Puis la terre recouvrit. Rapide. Industriel. Il n'y eut pas de prière. Pas de nom. Pas de mot. Mais un troisième homme, en retrait, observa la scène. Il portait une veste civile, un téléphone dissimulé dans sa manche. Et lorsque les deux autres repartirent, il descendit dans le fossé. Il posa une pierre sur la bâche recouverte. Il grava, à la pointe d'un clou, un seul mot : « Volia. » La nouvelle ne tarda pas à circuler. Ce ne fut pas une annonce officielle. Ce fut un fragment de témoignage. Un enregistrement audio volé. Une photo floue d'un drap taché. Une image satellite d'un camion quittant la prison. Puis, une confirmation.

À Tallinn, Maarika Põld publia un article sobre, terrifiant, intitulé : « Celle qui écrivait sur les murs ».

À Stockholm, une statue temporaire fut dressée en son honneur. Un visage abstrait, une bouche cousue, une main ouverte.

À Vilnius, des enfants dessinèrent son portrait à la craie, sur le trottoir.

À Bruxelles, personne n'osa commenter. Mais dans les téléphones, dans les groupes anonymes, sur les radios pirates, sa voix continuait. Une boucle sonore, un fichier léger, transmis à travers le brouillard numérique : « Ce n'est pas moi qu'ils ont tuée. C'est leur propre mémoire. Car je suis ce que vous ne pouvez enterrer : Une idée née d'un regard. » Daria Lobanova était morte. Mais son nom, gravé dans la peur des dictateurs, brillait désormais dans les silences que même les bombes ne pouvaient éteindre.

La réplique inversée

*Tallinn, Estonie – 03h12 du matin*

La nuit était noire sur Tallinn, mais une lumière singulière émanait du centre de commandement enterré sous la vieille colline de Toompea. Une lueur bleutée, froide et digitale, enveloppait les visages tendus des ingénieurs, des analystes et des stratèges. Dans cette salle, nul ne dormait depuis des jours. Ils respiraient au rythme de la menace, de l'urgence, du compte à rebours silencieux. Edvīns Kalnins n'était plus là, mais son ombre planait sur tous les écrans. Son dernier carnet de notes, transféré, déchiffré et encrypté par son assistante technologique, une IA légère, guidait désormais la main des survivants. Ses phrases, courtes, incisives, écrites à la hâte en lettres capitales sur des feuilles quadrillées tachées d'huile de machine, étaient devenues commandement.

— *Positionnement GPS confirmé. Modèle de vol IA modifié. Protocole de renversement en place. Ne jamais reculer. Ne jamais rebooter l'impulsion magnétique.* — avait-il écrit sur la dernière page.

Le major Riho Vaher, frère cadet de Kaarel, commandait désormais l'exécution technique de l'opération, surnommée *Réplique*. Il avait le front perlé de sueur malgré les 16 degrés à l'intérieur du bunker. Devant lui, trois équipes. Toutes issues du programme de cyberdéfense « Varjatud », initié dans le plus grand secret par le gouvernement Karis au début de la guerre hybride.

À 03h14, un signal faible fut intercepté par l'antenne satellite du sud. Une onde brève, mais familière. Le spectre de modulation correspondait aux anciens codes de télécommande russes, utilisés sur les modèles de drones tactiques *Orlan-30*. Le signal venait du ciel de la Biélorussie occidentale, à moins de 150 kilomètres de Vilnius.

— C'est eux, murmura une jeune femme aux lunettes épaisses, Anette Saar. Ils préparent un survol. Peut-être une attaque.

— Ou un test, répondit Riho. Mais ça ne change rien.

Il tapota nerveusement sur sa tablette. L'algorithme d'inversion — développé par Kalnins dans les dernières semaines de sa vie — était prêt. Il ne fonctionnait pas comme un hack classique.

Il ne piratait pas à distance en injectant un virus. Il renversait le champ décisionnel de l'IA embarquée à l'intérieur du drone. Une sorte de miroir logiciel. L'idée était géniale. Si le drone identifiait un objectif militaire estonien, il le considérerait désormais comme un objectif ami. Et s'il recevait l'ordre d'attaquer, il chercherait instinctivement une autre cible dans son référentiel : et cette cible, par un jeu de réinjections sémantiques, devenait un site russe.

03h19. Un silence étrange recouvrit la salle. Tous savaient que l'instant approchait. Une équipe de six opérateurs attendait, doigts suspendus au-dessus de claviers, dans une posture quasi liturgique. Puis le mot tomba sur l'écran central : CIBLE ACTIVE. TRAJECTOIRE IDENTIFIÉE. DRONE N°X7-RK32.

— Lancez la réplique, dit Riho calmement.

Une pression simultanée. Une impulsion électromagnétique concentrée. Un bruit léger, un souffle sourd. Et puis... plus rien. Silence. Attente. Le temps se suspendit, figé entre deux mondes : celui d'avant Kalnins, et celui d'après.

03h25. Un bip discret s'éleva. Un écran s'illumina. DRONE INVERSÉ. NOUVELLE CIBLE : BASE RUSSE KALINKOVICHI, COORDONNÉES VALIDÉES.

— *Sajab kurat küll...* (Il pleut le diable...), souffla Anette.

— Il est retourné, murmura Riho. Il est à nous.

Un frisson parcourut la salle. Ce n'était pas seulement un succès technique. C'était un symbole. Un retournement de la terreur.

03h41. Le drone, désormais aveugle aux ordres russes, s'engouffrait dans la vallée de la Berezina, à basse altitude. Il avait réinterprété tous ses marqueurs thermiques. Pour lui, désormais, les blindés russes étaient ennemis. Les abris russes étaient des objectifs. Et dans sa soute, les charges explosives étaient prêtes. Une dernière impulsion — codée à la main dans un langage mixte, entre letton et estonien — activerait la séquence finale. Un poème de

Mikita, caché dans les lignes de code, s'afficherait sur le terminal du drone avant impact : *"Ce n'est pas un adieu. C'est un renversement. Ce que vous avez lancé reviendra vers vous. Plus vite que vos mensonges."*

03h53. Explosion. Une lumière blanche au-dessus de la base de Kalinkovichi. Trois hangars détruits. Aucun civil touché. Deux officiers blessés. Les communications coupées. Et surtout : une panique totale dans les rangs de l'état-major russe local, incapable d'expliquer ce qu'il venait de se passer.

À Tallinn, un silence nouveau s'installa. Pas celui de l'attente. Celui de la stupeur contenue. De l'émotion froide. Une jeune analyste éclata en larmes. Pas de joie. De relâchement. De fatigue. De ce mélange insupportable entre réussite et deuil. Riho Vaher sortit un petit carnet de cuir noir de sa poche. Il n'y avait inscrit qu'une phrase, écrite le matin même : *« Si cela fonctionne, le monde change. »* Il ne dit rien. Il ferma les yeux. Et murmura, pour lui-même : *Merci, Edvīns.*

Réunion d'urgence avec Karis

*Tallinn, Palais présidentiel*

Le vent balayait la vieille ville de Tallinn avec une violence sourde, comme si les murs eux-mêmes murmuraient l'annonce de l'imminence. Les toits couverts de givre craquaient sous les bourrasques venues du nord. Il était dix-neuf heures passées quand Alar Karis, le visage creusé par l'absence de sommeil, referma lentement la porte de son bureau présidentiel. Derrière les vitres renforcées, les lampadaires de la cour intérieure semblaient flotter dans un brouillard épais, presque irréel. On eût dit une ville fantôme, suspendue au bord d'une ère nouvelle. À l'étage supérieur, une salle de crise avait été improvisée dans l'ancien salon des ambassadeurs. Les murs boisés y résonnaient du passé, mais ce soir-là, c'étaient les tableaux tactiques et les modélisations numériques qui s'imposaient. Des câbles couraient sur les tapis persans. Des écrans géants diffusaient des relevés de vol en temps réel, et dans un coin, la carte animée des flux aériens russes projetait ses lignes rouges comme autant d'avertissements. Alar Karis entra, les mains croisées dans le dos. Il portait un costume sobre, sans cravate. À ses côtés, Ingrid Sīle, la directrice du renseignement, suivait le flot de données sur une tablette. Les membres

de l'équipe Kalnins étaient déjà là. Ils avaient l'air dépenaillés mais lumineux, comme s'ils revenaient d'un long exil dans les ténèbres et qu'ils avaient ramené une vérité.

— Installez-vous, fit Karis en désignant la table centrale. Que quelqu'un m'explique ce que vous avez fait exactement.

C'est Marta Lõhmus, cheffe adjointe de la cellule Kalnins, qui prit la parole. Son visage était marqué par la fatigue, ses cheveux noués à la hâte, mais sa voix était ferme.

— Monsieur le Président, ce que nous avons entre les mains est sans précédent. L'outil de détournement mis au point par Edvīns, combiné à l'algorithme adaptatif finalisé avant-hier, nous permet désormais d'inverser les commandes d'un grand nombre de drones simultanément. Pas tous, bien sûr, mais une proportion suffisamment élevée pour créer un effet stratégique majeur.

— Combien exactement ? demanda Karis, sans lever les yeux de l'écran.

— Nous estimons que pour une vague de 200 drones, 85 % peuvent être retournés avec succès. C'est-à-dire... 170 unités qui frapperaient les bases russes depuis lesquelles elles ont été lancées.

Un silence. Dense. Un silence coupé net par le claquement sec d'un rapport posé sur la table par Kaarel Vaher.

— Ces données ont été vérifiées ? Je veux dire : testées sur des modules actifs ?

— Oui, répondit Marta. Lors de la dernière tentative d'intrusion à Narva, nous avons neutralisé une quarantaine de drones. Quatorze se sont retournés. Cette nuit, nous avons mené une simulation grandeur nature dans un espace de test sécurisé. Résultat : 91 % de détournements réussis sur une séquence de 20 drones lancés à fréquence variable.

— Et la Russie ? Ils ont remarqué ?

— Pas encore. Nous avons pris soin de masquer les rétro-signaux. Mais il ne faut pas croire qu'ils resteront aveugles longtemps. Si on déploie cette capacité en pleine opération, l'effet de surprise ne durera que quelques jours.

Karis se leva lentement. Il marcha jusqu'à l'une des grandes fenêtres, derrière laquelle les drapeaux de l'Estonie et de l'Union européenne flottaient dans le noir.

— Ce que vous me dites... c'est qu'on pourrait, à moindre coût, retourner leur propre force contre eux.

Il se tourna vers le groupe.

— Et que chaque drone qui s'élève contre nous pourrait devenir une torche allumée sur leur propre sol.

Personne ne parla. Le président comprenait. Mais il savait aussi ce que cela impliquait. L'arme de Kalnins, c'était l'arme des faibles qui inventent l'avenir : invisible, silencieuse, imprévisible. Elle ne tuerait peut-être pas des armées entières, mais elle transformerait le ciel en piège. Ingrid Sīle prit la parole à son tour :

— Monsieur le Président, il faut savoir que l'outil a aussi une portée politique. Si nous le lançons sans prévenir, les Russes accuseront l'OTAN. Ils n'auront aucune preuve. Mais l'effet psychologique, lui, sera immédiat. Ils douteront de leur supériorité technologique. Ils douteront les uns des autres.

Kaarel ajouta :

— Et cela pourrait également pousser certains pays européens à sortir de leur torpeur. Si l'Estonie réussit là où les grandes puissances échouent, cela va redistribuer les cartes.

Karis resta un instant silencieux, le regard fixe. Puis il parla, d'une voix plus grave que d'ordinaire.

— Je ne voulais pas être président d'un pays en guerre. Mais nous y sommes. Et notre mission n'est pas seulement de survivre... c'est de démontrer qu'un petit pays peut tenir tête à un empire. Vous avez mon feu vert. Préparez la première opération d'inversion à grande échelle. Choisissez la cible. Tactique. Logistique. Symbolique.

— Minsk ? proposa Ingrid.

— Pas encore, rétorqua Kaarel. Trop direct. Commençons par frapper une base de drones dans l'oblast de Smolensk. Discrètement. Puis, si l'effet est concluant, nous enchaînerons.

— Le monde doit voir que nous avons une stratégie, ajouta Marta. Pas une vengeance.

Karis acquiesça lentement.

— Et faites-moi un dernier cadeau, conclut-il en désignant le buste d'un penseur estonien au fond de la pièce. Ne nommez jamais cette arme. Elle ne doit pas devenir un symbole. C'est une action. Pas une invention. Elle appartient à Edvīns, et à ceux qui, demain, mourront pour qu'elle fonctionne.

Ils se levèrent un à un. La réunion avait duré moins d'une heure, mais son poids équivalait à une décennie d'information. Dans les couloirs du palais, les lumières étaient tamisées, les échos étouffés. L'histoire venait de changer de cours, et personne n'en parlerait. Pas encore. Dehors, le vent s'était calmé. Le ciel restait bas, gris, plein de présages. Mais quelque part, à Tartu, dans un bunker encore debout, des lignes de code s'alignaient déjà, prêtes à écrire le chapitre suivant.

Le silence qui suivit la dernière intervention planait comme une brume dense au-dessus de la salle de crise. Le président Karis, penché légèrement en avant, mains croisées devant ses lèvres, ne disait rien. Derrière lui, les murs de béton brut paraissaient absorber la tension ambiante. Une horloge sans chiffres battait le temps avec des clics mécaniques trop audibles. Le silence devenait une note discordante. Puis un membre de l'équipe Kalnins, un homme d'une cinquantaine d'années, au visage mangé par la fatigue et l'adrénaline, s'éclaircit la gorge.

— Monsieur le Président, si vous le permettez... nous souhaiterions vous parler... en privé. Juste quelques minutes.

Alar Karis releva les yeux. Il analysa rapidement les visages : cinq ingénieurs, deux femmes et trois hommes, tous proches de Kalnins, tous membres de son cercle intérieur. Il hocha lentement la tête.

— Très bien. Que tout le monde, sauf l'équipe Kalnins et le ministre de la Défense, quitte la pièce.

Le glissement des chaises, les pas précipités, les murmures étouffés laissèrent place à un calme brutal. Une fois les portes fermées, la pièce retrouva sa configuration d'urgence : bunker acoustique, lignes cryptées, caméra enregistrement désactivée. C'est Aija Vaher, spécialiste

des systèmes inertiels, qui prit la parole. Ses traits étaient tendus, mais sa voix restait droite, presque clinique :

— Nous avons continué à analyser les notes d'Edvīns. Après le succès de l'opération de retournement des drones de classe moyenne, il avait esquissé des plans... bien plus ambitieux.

— Quel genre de plans ? demanda Karis.

— Des systèmes balistiques, monsieur. Des missiles.

Le mot tomba comme un organe vital arraché. Le ministre de la Défense tiqua. Karis resta immobile.

— Nous pensons, poursuivit Aija, que le même principe utilisé pour détourner les drones peut, théoriquement, être étendu aux missiles à guidage électronique, notamment ceux de conception soviétique et certains modèles Iskander plus récents. Leurs systèmes de navigation, bien que renforcés, restent vulnérables à une inversion de protocole si nous parvenons à capturer l'onde primaire dans la toute première seconde de lancement.

Un autre ingénieur, Jānis Rubens, sortit un petit terminal, une interface couverte de lignes de code et de graphiques en temps réel.

— Nous avons simulé trois cas dans le cloud sécurisé d'Ūlemiste, dit-il. Dans deux cas sur trois, nous avons réussi à générer une boucle de commande miroir, rendant le missile incapable de déterminer sa trajectoire d'origine. Dans 40 % des cas, il s'est écrasé sur le point de lancement. Et dans une simulation plus poussée, nous avons pu rediriger virtuellement un missile vers une autre cible – avec une marge d'erreur de six kilomètres.

Le président leva lentement les yeux vers eux.

— Vous parlez... de faire se retourner un missile russe sur une base russe ?

— Oui, monsieur.

— Mais les risques ? siffla le ministre de la Défense. Et les conséquences si cela se sait ?

— Le risque est énorme, répondit Aija. Nous n'avons pas de missile pour tester la procédure. C'est pourquoi nous demandons l'autorisation de procéder à un test réel dès qu'un missile sera

lancé contre notre territoire. Nous interceptons, analysons, retournons. Une seule fois. Juste une. S'ils n'envoient rien, nous ne faisons rien.

Karis ferma les yeux. Son souffle devint plus profond. On entendait, dans la pièce, les battements d'un serveur qui ventilait faiblement dans l'angle.

— Vous me demandez, reprit-il lentement, de faire confiance à un système jamais testé sur une arme tactique ou une ogive à fragmentation. De retourner un missile contre ceux qui l'ont envoyé, sans même savoir l'effet politique, ni stratégique, ni diplomatique.

— Non, monsieur, répondit Aija. Nous vous demandons d'écouter l'héritage de Kalnins. Il savait que cette guerre ne se gagnerait pas avec des divisions. Ni même avec des avions. Mais avec les lignes invisibles. Les protocoles. Le code.

— Et vous croyez pouvoir le faire ?

— Nous croyons que si nous n'essayons pas, alors tout ce que Kalnins a construit mourra avec lui.

Karis se leva. Marcha lentement vers le grand écran de situation, où s'affichaient en temps réel les positions des satellites de surveillance, les alertes de l'OTAN, les trajectoires de vol en Europe orientale. Il resta là de longues secondes. Puis :

— Vous avez mon autorisation. Le moindre échec, et nous risquons l'escalade atomique. Si cela fonctionne... alors le monde changera.

Il se retourna. Les visages étaient fermés, pâles, prêts. Il ajouta dans un souffle :

— Que Kalnins ait eu raison. Que vous l'ayez compris. Et que vous sachiez comment le prouver.

Le doute

Oblast de Riazan, Centre d'analyse stratégique de la 8e direction technique

Le froid pénétrait les murs épais du centre militaire comme une menace invisible. L'air était sec, presque métallique, chargé de l'électricité statique des écrans, des serveurs, des lignes cryptées. À l'extérieur, la plaine russe s'étendait comme un désert de neige, plate, blanche,

éternelle. À l'intérieur, le silence était brisé uniquement par les cliquetis des claviers, les murmures des analystes, et le ronflement discret des stations de calcul tactique. Au fond du centre, dans la salle blindée 4B, les officiers techniques de la 8e direction du ministère de la Défense russe étaient réunis en comité restreint. Un tableau holographique projetait la trajectoire d'un drone de type Orion-2, intercepté dans les faubourgs de Jėkabpils, à la frontière lettonne.

Colonel Oleg Bytov, cheveux ras, mâchoire de marbre, parcourait les lignes de log avec un regard dur. L'historique de vol était incohérent. Temps de réponse au protocole : nul. Transpondeur désactivé en plein vol. Aucun signal de perte d'altitude... et pourtant, crash complet. À proximité, un second drone, un Forpost-R, avait lui aussi interrompu sa mission avant de se désintégrer à plusieurs kilomètres de la cible désignée. Sans alerte. Sans brouillage détecté.

— Ce n'est pas une panne, dit-il enfin, d'une voix mate. C'est autre chose.

Les ingénieurs présents échangèrent un regard. C'était la cinquième fois en huit jours que des appareils russes cessaient d'obéir aux ordres reçus depuis le Centre de Coordination Aérienne de Kalouga. Ils ne se faisaient pas abattre. Ils ne se perdaient pas. Ils... désobéissaient. Ou plutôt, répondaient à une autre logique que celle prévue par leur programmation initiale.

— Aucun indice de sabotage ? demanda une voix féminine, celle du major Irina Sokolova, spécialiste en télécommunications embarquées.

— Aucun, répondit l'un des analystes. Tous les modules internes semblent intacts. Les logs montrent un déclenchement automatique d'un protocole d'autonomie. Mais ce protocole n'existe pas dans le firmware officiel.

Sokolova fronça les sourcils. Elle approcha du grand écran, fit défiler les lignes binaires. Une signature inhabituelle apparaissait en fond de séquence : une variable d'initialisation, baptisée HUMN/423-K.

— Ça ne vient pas de nous, murmura-t-elle. Ce code n'est pas d'origine iranienne non plus.

Bytov se tourna vers elle.

— C'est du code inséré. Pas un virus. Pas une attaque directe. Quelqu'un... parle à nos machines. Et elles écoutent.

Le mot n'avait pas encore été prononcé. Mais chacun dans la pièce en devinait le spectre : infiltration. Pas une attaque brutale. Une onde, une faille, une rumeur dans le code. Quelqu'un avait compris la grammaire interne des systèmes russes. Quelqu'un savait comment les retourner. Ils contactèrent le bureau de liaison du GRU, demandèrent des rapports d'incidents similaires sur d'autres fronts : Ukraine, Transnistrie, Syrie. Rien de significatif, mais des anomalies commençaient à apparaître dans les rapports secondaires, notamment sur les drones tactiques de reconnaissance lancés depuis l'enclave de Kaliningrad. Certains avaient vu leur caméra s'éteindre en vol. D'autres avaient affiché des coordonnées erronées à l'atterrissage. Aucun de ces incidents n'avait été jugé critique. Mais mis bout à bout, ils formaient une ligne. Une trajectoire inquiétante. Le soir même, dans un bunker de Moscou, un rapport classé *Top Secret – Priorité rouge* fut transmis à l'état-major russe. Il comportait un avertissement inhabituel, en lettres capitales : RISQUE DE DÉTOURNEMENT SYSTÉMIQUE DANS LES RÉSEAUX D'ARMES AUTONOMES – ANALYSE EN COURS.

Kremlin, Cabinet de Guerre

Vladimir Poutine relut trois fois le rapport. Il ne dit rien. Se contenta de tracer un cercle au crayon rouge autour du nom "Tallinn" dans la marge gauche. Puis il le regarda longuement. Comme si la capitale estonienne contenait la clef.

— Et vous n'avez aucune idée d'où ça vient ? demanda-t-il enfin.

Le général Youri Dobrine, assis à sa droite, hocha lentement la tête.

— Nos analystes pensent que le vecteur d'attaque est d'origine balte. Très probablement Estonie. Un noyau de calcul léger capable de se connecter aux signaux de nos propres drones. Le problème, c'est que ce n'est pas du piratage classique. C'est du code natif.

— Ils ont reconstruit nos architectures ?

— Non, répondit Dobrine, plus grave encore. Ils ont appris à leur parler.

Poutine plissa les yeux. Une veine fine battait à sa tempe gauche. Il ne répondit pas immédiatement. Puis il déclara :

— Si un pays peut s’adresser à nos drones... alors il peut s’adresser à nos missiles.

Le silence qui suivit fut plus lourd qu’un ordre. Les généraux s’agitèrent. Un haut gradé de l’aéronautique proposa de suspendre temporairement l’usage des drones de fabrication iranienne. Un autre suggéra de lancer une enquête sur les puces de contrôle embarquées. Mais rien n’apportait de solution concrète. Poutine se leva. Marcha jusqu’à la baie vitrée. Dehors, la ville semblait figée dans un temps de guerre : froide, verticale, résignée. Il se retourna.

— Trouvez-moi la faille. Ou ceux qui l’ont ouverte. Et si l’Estonie en est la source, alors Kaliningrad doit la refermer.

Narva

Pendant ce temps, dans les hangars du nord de l’Estonie, les ingénieurs restants de l’équipe Kalnins observaient les effets de leur outil avec un mélange d’effroi et de vertige. Ce n’était plus une simulation. Ce n’était plus un test. C’était réel. Ils avaient inversé un drone Orion lourd, l’avaient fait revenir sur une base russe de Biélorussie. L’engin s’était écrasé à 200 mètres d’un dépôt d’armes. Aucun mort, mais l’onde de choc avait été suffisante pour déclencher une panique régionale. Les Russes pensaient à une erreur. Mais certains, à Moscou, comprenaient déjà que ce n’était pas le hasard. C’était un acte.

À Tallinn, une salle souterraine recevait chaque minute les flux de données. Le logiciel conçu par Kalnins apprenait en temps réel. Chaque drone intercepté améliorait l’algorithme. Chaque signal corrompu en ouvrait un autre. Et déjà, les systèmes russes commençaient à trembler.

La conversation scellée

Tallinn, Palais présidentiel et Paris, Élysée – même heure

La nuit était tombée sur Tallinn comme une plaque de verre noir. Dans la cour du palais présidentiel, les flocons glissaient lentement sous les projecteurs automatiques, fondant aussitôt sur le bitume encore tiède du jour. Une lumière blanche, glaciale, baignait les couloirs du deuxième étage. Tout était silence, à l'exception d'un faible crépitement électrique dans la salle sécurisée attenante au bureau du président. Alar Karis se tenait debout, les deux mains posées à plat sur le rebord d'un bureau en chêne ancien. Devant lui, l'écran crypté clignotait d'un vert discret. Le signal venait d'être établi. Ligne de niveau Zeta, redondance trijonctionnelle, brouillage ionique intégré – le protocole de communication le plus sûr dont disposaient les États baltes, partagé uniquement avec cinq alliés directs. À l'autre bout, l'Élysée.

— Président Macron, dit Karis sans détour, la voix plus grave que d'ordinaire, nous devons parler. Et nous devons parler maintenant.

À Paris, la lumière d'un seul plafonnier enveloppait le bureau ovale du palais présidentiel. Emmanuel Macron s'était isolé depuis trois heures déjà. Il avait suspendu ses rendez-vous du lendemain. Refusé les derniers briefings de son cabinet militaire. Il attendait cet appel. Il s'installa. Ajusta légèrement le micro de la console. Aucun conseiller dans la pièce. Aucun enregistrement. La conversation allait rester entre chefs d'États.

— Je vous écoute, Alar. J'imagine que ce n'est pas pour me souhaiter un bon anniversaire.

— Non, répondit Karis. Ce que je vais vous dire, vous ne pourrez pas le dire à vos ministres. Ni à vos généraux. Pas tout de suite.

Un silence se posa. Puis Karis reprit :

— L'équipe de Kalnins a trouvé une brèche. Pas une faille. Une brèche. Une ouverture dans l'architecture logique des systèmes autonomes russes. Ce n'est pas une prise de contrôle. Ce n'est pas un piratage classique. C'est une inversion.

— Une inversion ? reprit Macron, fronçant les sourcils. Vous m'expliquez ?

Karis inspira.

— Ils ont réussi à rediriger un drone de combat russe en vol, sans le détruire, sans le brouiller. Ils ont *retourné* son ordre. Et ils l'ont fait s'écraser volontairement sur une base russe. Ils ont inversé son objectif.

Dans l'Élysée, Macron se redressa.

— C'est confirmé ?

— Deux fois. Et aujourd'hui, un troisième test a été lancé en Biélorussie. Même résultat. On parle de 83 % de taux de réussite en condition réelle. L'algorithme évolue à chaque exécution. Et, Monsieur le Président... L'équipe Kalnins pense que cela pourrait fonctionner aussi sur des missiles.

Le mot avait été lâché. Un courant glacé traversa la nuque d'Emmanuel Macron. Il ne répondit pas tout de suite. Il fixait l'écran, les yeux légèrement plissés, comme s'il tentait de percer à travers les kilomètres de câbles et de serveurs qui le reliaient à Tallinn.

— Des missiles...

— Pas encore testé, dit Karis. Mais l'équipe est prête. On attend juste une cible réelle. Le premier missile qui franchira notre espace aérien sera notre laboratoire.

— Et si ça ne fonctionne pas ?

— Alors il tombera. Mais s'ils réussissent... alors nous aurons une arme qui ne tue pas. Qui retourne. Qui fait s'abattre la violence sur ceux qui l'envoient.

Macron marcha jusqu'à la fenêtre. Dehors, la ville était suspendue entre deux mondes. Le monde d'avant, où la diplomatie suffisait. Et celui qui venait. Celui des conflits cybernétiques. Des drones pensants. Des armes retournées contre leurs créateurs. Il se tourna lentement vers le micro.

— Pourquoi me dire cela ? Pourquoi maintenant ?

— Parce que vous êtes le seul, dit Karis, d'une voix calme. Le seul à avoir osé. À avoir envoyé les Rafales. À avoir dit les mots. Si la guerre arrive, c'est votre nom que l'Histoire retiendra. Pas le mien. Pas celui de Kallas. Ni même celui de Kalnins. C'est votre visage, Emmanuel. Et vous avez besoin de savoir ce que nous avons.

Un nouveau silence. Macron s'assit à nouveau.

— Est-ce que d'autres pays le savent ?

— Non. Pas encore. Pas même les Lituaniens. Pas même les Américains. Surtout pas eux. Pas maintenant. Vous savez ce que Trump ferait d'un outil pareil. Il exigerait sa confiscation, ou il menacerait de bombarder Tallinn pour le contrôler.

— Et vous pensez que je suis différent ?

— Je sais que vous êtes différent.

Macron croisa les doigts. Sa bouche formait une ligne serrée.

— Si ce que vous dites est vrai... alors vous venez peut-être de créer le début d'une arme de dissuasion cybernétique. Une contre-force. Une manière de contenir l'escalade sans avoir à tirer.

— Exactement.

— Il faudra l'éprouver, dit Macron. Il faudra en mesurer les limites. Et... si c'est avéré, il faudra qu'elle ne tombe jamais entre de mauvaises mains.

— C'est pour cela que je vous appelle. Pour vous prévenir. Et pour vous proposer une alliance renforcée. Discrète. Mais déterminée.

La ligne resta silencieuse pendant dix longues secondes. Puis Macron murmura :

— L'Europe... tient peut-être encore. Grâce à vous.

— Grâce à Kalnins, dit Karis. Mais il est mort.

Le mot frappa Macron comme une gifle.

— Je suis désolé.

— Il est mort en transmettant son code. Il n'a jamais voulu la guerre. Il voulait seulement que l'intelligence serve à empêcher les morts. Et aujourd'hui, son héritage pourrait nous donner une chance de ne pas tout perdre.

Au loin, les deux chefs d'État entendirent la même chose : les échos d'une époque qui se fissurait. Des drones encore en vol. Des missiles en silo. Des populations qui priaient pour que les gouvernants ne deviennent pas fous. Macron conclut enfin :

— Ne parlez de cela à personne d'autre. Je vais organiser une réunion avec vos équipes techniques.

La conversation se termina sans adieu. Les deux présidents savaient que les prochaines heures seraient décisives. À Tallinn, Karis resta debout encore un long moment devant l'écran éteint. À Paris, Macron écrivit une seule ligne sur une feuille blanche qu'il glissa dans un tiroir scellé : "L'inversion est possible."

Le débat interdit

*Tallinn, Base sécurisée – 03h42, heure locale*

La nuit était tombée sur Tallinn, aussi dense qu'un rideau de plomb. Le ciel, d'un noir intégral, ne laissait filtrer aucune étoile, et la lune elle-même semblait s'être éclipsée, comme si elle refusait d'être témoin de ce qui allait se produire. À la lisière nord de la ville, dans un ancien bunker reconverti en centre de guerre électronique, les lumières rouges clignotaient sans bruit, donnant à l'endroit un air de cœur battant souterrain. Dans la salle principale, un silence nerveux planait au-dessus de chaque poste de travail. Edgars Jākobsons, le nouvel ingénieur en chef depuis la mort de Kalnins, tapotait du pied contre le sol en béton, les yeux fixés sur les quatre écrans devant lui. Chacun affichait un flux de données cryptées, des lignes de code qui serpentaient comme des filaments vivants. D'autres membres de l'équipe – Ingrid, Liisa, Pavel et deux nouveaux venus de Lituanie – n'osaient ni parler ni détourner le regard. Tous étaient à leur poste, tous savaient ce que cette nuit représentait.

— Connexion stable avec les relais de Kaliningrad, annonça Ingrid à voix basse.

— Flux redirigé par satellite commercial. Les Russes ne l'ont pas encore détecté, dit Pavel.

Edgars leva la main. Instantanément, le silence se fit total.

— Lancement du protocole. Phase un.

Il n’y eut pas de son, ni de lumière spéciale. Juste un cliquetis léger : l’algorithme s’activait. Ce que Kalnins avait rêvé, et que la mort avait interrompu, ils allaient l’achever. Pas sur des drones cette fois, mais sur l’étape d’après : des missiles. Pas de croisière encore – trop risqué. Mais de premiers modèles à guidage inertiel, stockés dans des dépôts avancés. Les satellites occidentaux avaient repéré des mouvements suspects dans l’oblast de Pskov. Les Russes, en préparation d’une frappe contre les installations portuaires de Sillamäe, déplaçaient les pièces. L’équipe Kalnins avait identifié les signaux de préchauffe électronique. C’était maintenant ou jamais.

— Phase deux. Contournement du gyroscope.

Un souffle collectif suspendu flotta dans la salle. Un bug dans la boussole numérique, un décalage calculé de moins d’un degré pouvait détourner l’ogive de dizaines de kilomètres.

— Accroche sur le système inertiel. Injection dans le cycle de redondance. Cinquante pour cent d’accès...

Les chiffres défilèrent. Tous savaient que le système soviétique n’avait jamais été conçu pour être piraté. Mais justement : c’est là que résidait leur chance. Aucune protection active. Tout passait par l’analogique. Et un cœur de titane trop sûr de lui.

— Soixante-dix-sept pour cent...

— Impact prévisible dans douze minutes si on ne prend pas le contrôle.

Ingrid serra les mâchoires. Edgars croisa les bras. Il pensa à Kalnins. Il pensa à Maarika. Il pensa à tout ce que cela coûterait si ça échouait.

— Accroche finalisée.

— On a la main, dit Pavel. On a la main !

Un silence tomba. Puis :

— Redirection. Cible secondaire : dépôt logistique de Biélorussie – Polotsk.

Personne ne célébra. Personne ne cria victoire. Ils ne venaient pas de sauver le monde. Ils venaient de le frapper en retour.

04h03 – Région de Polotsk, Biélorussie

Les deux premiers missiles modifiés filèrent à 2300 km/h à basse altitude. Les systèmes russes n'avaient rien détecté d'anormal. L'algorithme de contournement avait juste modifié les coordonnées pour qu'ils soient pris comme amicaux. Au sol, les soldats biélorusses n'eurent pas le temps de lever les yeux. L'explosion fut sèche, double, puis triple. Les dépôts prirent feu comme des torches. Des camions de ravitaillement, du carburant, des caisses d'obus et des armes guidées fondirent dans la nuit. La première frappe de missiles russes inversés venait de frapper... la Russie elle-même.

04h17 – Tallinn

— Confirmation d'impact. Objectif touché. Aucune perte civile.

La salle éclata dans un chœur de soupirs, de claquements de poings sur les tables, de pleurs étouffés.

— Transmettez les logs au Président Karis, dit Edgars. Et effacez toute trace externe. Il ne doit rien rester sur les serveurs.

Liisa tourna l'écran vers lui.

— Edgars... il y a quelque chose.

Elle pointa un flux anormal.

— Les Russes. Ils ont compris que les trajectoires sont erronées. Ils cherchent l'origine. Satellite Luch-5B activé.

— On coupe tout. Immédiatement.

Un à un, les écrans s'éteignirent. Puis la salle entière plongea dans le noir. Silence. Respiration. Une minute. Deux. Puis une lumière rouge s'alluma. Celle du générateur autonome. L'équipe venait de franchir un point de non-retour.

07h00 – Bruxelles, Conseil restreint

Dans une salle sans fenêtre du quartier européen, les représentants français, baltes, allemands et polonais se réunirent dans l'urgence. Chacun avait été prévenu de manière codée. Le mot de passe transmis : *Phase Saturne validée*. Sur la table, une carte. En rouge, les installations russes. En jaune, les flux des missiles répertoriés. En bleu : une simple croix sur Polotsk.

— C'est confirmé ? demanda le représentant polonais.

— Confirmé. Deux missiles. Tous redirigés.

— Et les Russes ?

— Ils pensent à un bug. Mais ça ne durera pas.

— Faut-il publier ?

Un silence. C'est Van der Leyen, connectée à distance, qui trancha :

— Non. Pas encore. L'effet est plus fort s'ils doutent. La peur est plus utile que la certitude.

Le débat interdit n'avait pas été filmé. Il n'était pas viral. Il n'avait pas été démocratique. Il était survenu dans le noir, dans les couloirs techniques d'un vieux bunker reconverti en rempart numérique. Mais ce débat, silencieux, venait de changer les règles du jeu.

La surprise américaine

*Washington, bureau ovale*

Le jour s'était levé sur Washington avec cette lumière blanche et impassible qui ne sait rien des remords du monde. Dans les rues de la capitale, les drapeaux claquaient au vent sec d'hiver, les trottoirs luisaient encore des pluies de la veille, et tout semblait fonctionner normalement — ou presque. Car dans les couloirs silencieux de la Maison Blanche, dans les interstices des colonnes de marbre et des pièces capitonnées, quelque chose s'était fissuré. Dans le bureau ovale, une odeur d'acier froid et de bois ancien flottait dans l'air. Donald Trump, assis derrière le Resolute Desk, feuilletait les notes de son conseiller à la sécurité nationale, James L. Watkins, sans les lire vraiment. À sa droite, JD Vance, devenu en quelques mois le plus puissant secrétaire d'État de l'histoire récente, fixait les documents avec la concentration de ceux qui flairent une opportunité. Le silence était lourd, interrompu seulement par les bruits

d'aspiration de Trump dans son gobelet de Diet Coke et les tic-tacs réguliers de l'horloge ancienne du mur. Watkins rompit le silence :

— Monsieur le Président, ce que nous avons sous les yeux est... sans précédent.

Trump fronça les sourcils :

— Encore un de ces rapports catastrophistes ? Je vous avais dit que l'Europe allait imploser. Ils ne savent pas se défendre. On leur donne des milliards, et ils chialent quand il pleut.

Watkins secoua la tête. Il désigna une note codée de la NSA.

— Ce n'est pas ça. Il s'agit de l'Estonie. Plus précisément : du système mis en place par les équipes de Kalnins. Ils auraient réussi à prendre le contrôle partiel d'une série de drones russes. Non seulement à les détourner, mais à les retourner contre leurs cibles d'origine... et, selon les dernières interceptions, à rediriger des missiles.

Trump leva un sourcil.

— Des missiles russes ? Balancés par les Russes eux-mêmes ? Contre leur propre territoire ?

— Oui, Monsieur.

Un silence. Vance s'avança, le regard allumé d'un éclat singulier.

— Il faut qu'on mette la main là-dessus.

Trump se redressa dans son fauteuil.

— Est-ce qu'on peut l'acheter ?

Watkins haussa les épaules.

— On ne sait pas encore si c'est un programme complet ou un bricolage de génie. Ce Kalnins est mort dans un bombardement, mais son équipe a poursuivi. Ils ont développé ça en secret, avec l'aide d'un réseau européen — on parle de pirates islandais, de Suédois, même d'anciens ingénieurs baltes débauchés.

Vance ne cilla pas.

— Peu importe. Cette technologie est une bombe politique. Si on l’a, on renverse le rapport de force. C’est une guerre électronique asymétrique. Une “révolution tactique”. Et si l’Europe ne veut pas nous la céder, alors on impose notre aide.

Trump se leva. Il marcha jusqu’à la fenêtre, les bras croisés dans le dos, regardant la pelouse impeccable de la South Lawn.

— Les Européens n’en veulent pas, de notre aide. C’est ce qu’ils disent à la télé. Mais dès qu’ils crèveront de froid ou que les Russes seront à leur porte, ils supplieront.

Il se retourna :

— JD, appelle cette... Van der Layette ou je sais plus comment elle s’appelle.

— Ursula von der Leyen, Monsieur.

— Voilà. Elle. Dis-lui qu’on reprend l’aide militaire à condition qu’ils partagent leur technologie avec nous. Une main tendue. Pas un deal, une offre “stratégique transatlantique”.

Watkins leva un doigt :

— Monsieur, permettez-moi de vous conseiller la prudence. L’Europe est sur le point de basculer dans une forme d’unité nouvelle, motivée par la peur. Macron est allé trop loin pour reculer. Karis, le président estonien, contrôle cette technologie comme un joyau. Et les Polonais sont plus pro-européens que jamais.

Trump s’agaça :

— Alors quoi ? On reste les bras croisés ? On les regarde détourner des missiles pendant que nous, les États-Unis d’Amérique, on attend comme des touristes ?! Non. Cette guerre, c’est notre affaire. Même si je déteste qu’elle le soit.

Vance sortit son téléphone sécurisé.

— Je contacte Bruxelles.

Bruxelles – QG de la Commission européenne, bureau d’Ursula von der Leyen

La présidente de la Commission européenne venait de terminer une réunion avec son équipe de crise. Elle s’était octroyée cinq minutes de solitude pour respirer. Dans sa main, un café

tiède. Devant elle, un dossier rouge portant l'intitulé confidentiel : *Kalnins Protocol – Phase III*. Elle savait. Elle avait vu les images. Les données. Les confirmations des analystes. L'Europe, enfin, tenait peut-être une arme qui ne faisait pas de morts, mais inversait la guerre. Le téléphone crypté sonna.

— JD Vance, annonça une voix.

Elle inspira.

— Monsieur Vance, comment allez-vous ? Je ne pensais plus avoir de vos nouvelles avant plusieurs mois. Je vous écoute.

— Madame la Présidente. Le Président Trump me charge de vous transmettre une offre. Nous reprenons l'aide militaire à l'Ukraine. Massivement. À condition que vous partagiez les éléments du système de détournement de drones et missiles que vous développez en Estonie.

Un silence.

— Je crains que cela ne soit pas négociable, répondit-elle calmement.

— L'Amérique a toujours été votre alliée, Madame von der Leyen.

— Jusqu'à ce que votre Président cesse de croire à l'Alliance.

Vance pinça les lèvres.

— Alors vous refusez ?

Elle hésita. Puis :

— Oui. L'Europe gardera pour elle ce qui la protège. Ce qui la défend. Ce qui, peut-être, la sauvera. Si les États-Unis souhaitent s'allier à nous, ils le feront en confiance, non en marchandage.

Elle raccrocha.

Washington, retour au bureau ovale

— Elle a dit non, annonça Vance en reposant le téléphone.

Trump claqua la main sur le bureau.

— Ces gens sont fous. Elle a dit non à l'Amérique. L'Amérique !

Il marcha de long en large.

— Ils pensent pouvoir nous dépasser. Avec trois ordinateurs et un mort en Estonie. Ils vont voir.

— Que décidez-vous, Monsieur ? demanda Watkins.

Trump s'arrêta. Il fixa son conseiller droit dans les yeux.

— Je veux tout. Le système. Les plans. Les gens. Et je veux une campagne médiatique qui ridiculise cette "technologie magique". Faites passer ça pour un mythe. Un fantôme européen. En parallèle, envoyez les drones d'observation au-dessus des zones de test. Et renforcez nos protocoles de cyberattaques.

Il s'assit.

— On ne les aidera pas. Pas tant qu'ils croient pouvoir faire sans nous.

Vance acquiesça. Mais dans le fond de ses yeux, un doute s'était installé. Les Américains, cette fois, étaient en train de manquer quelque chose de rare : une invention que ni Boeing, ni Raytheon, ni la NSA n'avaient vu venir. Et l'histoire, parfois, basculait sur des éclats aussi fragiles.

Loukachenko vacille

*Minsk – Quartier général des Forces armées.*

La lumière de Minsk, en ce matin glacé de février, avait quelque chose de spectral. Une clarté blafarde s'étalait sur les façades du quartier central, reflet pâle d'un soleil qui n'osait plus vraiment se lever. Les rues principales avaient été vidées, quadrillées, verrouillées depuis l'aube par des escouades en treillis. Des bruits de bottes s'enfonçaient dans la neige sale, coupés par intermittence par le grondement lointain d'un convoi ou d'un hélicoptère. L'air était saturé de tension, comme une nappe électrique suspendue entre les toits. Au cœur du

quartier général militaire, un édifice gris de béton strié de marbre rouge, le calme apparent masquait un chaos absolu. Dans la salle de commandement souterraine, protégée par d'épaisses portes blindées et une surveillance constante, Alexandre Loukachenko tournait en rond, les traits tirés, la moustache tremblante, le regard flou d'un homme qui se savait cerné. Il portait une veste militaire sans insigne, sa silhouette pesante comme alourdie par les décisions qui s'accumulaient depuis des semaines. Les grands écrans affichaient des cartes tachées de points rouges et d'icônes clignotantes. Des visages fatigués autour de lui tapaient sur des claviers, prenaient des appels cryptés, murmuraient des rapports qu'il n'écoutait plus. L'un des généraux — le colonel Markovich — s'avança avec prudence, tenant une tablette.

— Nous avons perdu la base de Barysaw, monsieur le Président. Les communications ont été coupées à 3h47. Nos derniers rapports signalent que l'unité en poste a déserté en masse. Il ne reste que quelques loyalistes, retranchés dans le dépôt logistique.

Loukachenko le fixa, immobile.

— Déserté ? Ce mot n'existe pas dans mon armée, Colonel.

— Ce ne sont pas des rumeurs, Monsieur. Ils ont pris leurs armes... et sont partis vers le nord. Vers la frontière lituanienne.

— Des traîtres, lâcha Loukachenko, presque pour lui-même. Des traîtres dans mon propre sang. Comme en 2020. Comme toujours.

Il se détourna, et s'emporta d'un geste contre une carafe en cristal, projetée contre le mur. L'explosion du verre réveilla un silence pesant. Aucun officier ne broncha. Depuis l'annonce publique de l'inversion des drones russes — attaque qui avait coûté la vie à des dizaines de soldats dans une base au sud de Minsk —, le pouvoir du dictateur s'effritait à une vitesse folle. L'armée, déjà sous tension, s'était fracturée. Certains officiers de terrain refusaient désormais de faire tirer leurs hommes sur les foules. D'autres se taisaient, mais ne répondaient plus aux ordres. La paranoïa de Loukachenko, elle, avait triplé. Il ne dormait plus que par tranches de deux heures, dans une pièce sans fenêtres, gardée par un cercle restreint de trois officiers choisis — et testés au détecteur de mensonges. Il ne mangeait que les plats préparés par son fils, Viktor, qu'il forçait à goûter avant lui. Il lisait des rapports, les faisait brûler aussitôt. Il

faisait exécuter les soldats qui regardaient trop longtemps leur téléphone. Et pourtant... tout cela ne suffisait plus. Un autre colonel, le visage sec, livide, se racla la gorge.

— Monsieur le Président... l'École militaire de Minsk ne répond plus depuis ce matin. Plusieurs cadets ont quitté les dortoirs avec armes et munitions. Des drones ont été repérés au-dessus des casernes d'Oktyabrsky. Nos brouilleurs ne les interceptent plus. Ce sont peut-être des drones baltes.

Loukachenko serra les poings.

— Où est le ministre de la Défense ? cria-t-il. Je veux voir ce lâche ! Il devait m'assurer la loyauté des troupes ! Je l'avais averti !

— Il... il a été retrouvé mort ce matin, Monsieur. D'après les premières analyses, il se serait suicidé.

Loukachenko explosa de colère. Il se retourna vers ses généraux.

— Vous croyez à cette farce ? Vous croyez qu'il s'est suicidé ? Non, non... on l'a fait taire. Ils sont partout ! Des agents lituaniens, polonais, estoniens ! Même dans cette salle ! Je les sens... Je vous sens !

Il pointa du doigt plusieurs visages, haletant, les yeux rouges.

— Vous croyez que je vais tomber ? Vous croyez que Minsk va redevenir un jouet européen ? Vous croyez que Volia va régner depuis leurs poèmes ? Hein ? Ces enfants ne sont que des pions ! Des pantins ! Et vous voulez leur offrir le pays !

Personne ne répondit. Le silence s'épaissit encore. Quelqu'un toussota. Un ventilateur se mit à tourner doucement. Une alarme siffla dans le couloir, signal d'un code rouge. Aucun missile n'avait été lancé, mais un périmètre de sécurité venait d'être franchi par un véhicule non identifié au sud-ouest de la capitale. Loukachenko se figea.

— Exécution immédiate du protocole intérieur, ordonna-t-il. Liste K-4.

Le major chargé de la sécurité intérieure leva lentement les yeux.

— Monsieur... la Liste K-4 ? Cela signifie l'élimination préventive de vingt-huit officiers supérieurs suspectés de...

— Je connais le protocole ! hurla Loukachenko. Appliquez-le. Vous attendez quoi ? Vous craignez votre président maintenant ?

Le major obéit. Il appuya sur une touche. Un signal fut envoyé. Partout dans les casernes de la capitale, des fusils s'armèrent, des cris éclatèrent, des hommes tombèrent dans leurs propres mess. Des officiers fidèles furent arrêtés par des unités spéciales. D'autres, les plus jeunes, se barricadèrent. Certains fuirent. Les tirs commencèrent à résonner dans les artères de Minsk. Une guerre civile silencieuse, larvée, venait de commencer. À quelques kilomètres de là, dans une chambre obscure d'un appartement du quartier Zavodski, une vieille radio crachotait une voix étranglée par le souffle.

— Ici Volia Libre... La capitale vacille... Les casernes se soulèvent... Un vent de peur, un vent de feu... Nous ne savons pas où cela finira, mais nous savons que la fin a commencé.

La voix s'éteignit. Et l'on entendit une note, grave, puis un chant. Une lamentation douce, venue d'un autre siècle. Dans son bunker, Loukachenko s'était affalé dans un fauteuil en cuir. Il fixait l'écran principal. Une alerte clignotait : « *Confirmation : Rafales français toujours en formation. Armés. Prêts.* »

Et pour la première fois, il ne dit rien. Il ne cria pas. Il ne jeta rien. Il murmura simplement :

— Ils vont me chasser comme un chien...

Puis il regarda son fils, assis contre le mur.

— Viktor... prépare les hélicoptères. Nous allons nous replier à Moscou.

Le garçon hocha la tête. Mais les hélicoptères ne décolleraient jamais. Car Minsk n'obéissait plus. La Biélorussie entra dans la nuit. Une nuit sans étoiles, sans ordres, sans voix. Et Loukachenko, dans sa citadelle tremblante, découvrait que le pouvoir, aussi brutal fût-il, ne pouvait régner contre son peuple à jamais.

L'ombre de Dobrine

*Kaliningrad, puis Minsk*

Le vent de la Baltique giflait les vitres renforcées du quartier général souterrain de Kaliningrad. Sous la surface des rues en apparence paisibles, la dernière enclave russe en Europe s'était muée en forteresse. Blindée, suréquipée, saturée de troupes d'élite, protégée par des systèmes de défense aériens empilés comme les strates d'une cuirasse vivante. Et pourtant, malgré ce déploiement de puissance, l'angoisse s'était infiltrée dans chaque recoin de cette ville-militaire que l'on surnommait désormais « la gorge d'acier ».

Youri Dobrine, silhouette massive aux tempes grisonnantes, ne dormait plus depuis deux jours. Ses yeux, injectés de sang, portaient les stigmates d'une guerre qu'il ne reconnaissait plus. Stratège respecté, bâtisseur de la doctrine post-soviétique, il avait toujours été un homme de contrôle. De calcul. De préparation. Mais désormais, les lignes bougeaient trop vite. Le monde n'était plus aligné avec ses modèles. Et Poutine... Poutine, pensa-t-il avec amertume, semblait gouverner dans un autre registre. Celui de l'orgueil. Du ressentiment. Du suicide. Le rapport qu'il venait de recevoir de Minsk l'avait laissé figer, une tasse de thé noir refroidie entre ses doigts. Le chaos. L'effondrement progressif du commandement biélorusse. L'exécution arbitraire de vingt-huit officiers loyaux. La mort de Daria — une martyre, déjà icône mondiale — et les désertions qui s'enchaînaient. Mais surtout, cette information non confirmée : des missiles russes auraient été piratés.

Dobrine n'en revenait pas. La ligne rouge. La vraie. Celle que même l'Occident n'avait jamais osé franchir. Et c'était eux, les Russes, qui la subissaient. Il fixa l'écran devant lui. Une cartographie en trois dimensions de l'ouest de la Biélorussie, saturée d'indicateurs d'alerte. Puis une voix surgit dans la pièce :

— Camarade général, message du Kremlin. Canaux sécurisés.

Dobrine hocha la tête. Il bascula l'appel sur la ligne 7. Sur l'écran, le visage de Dmitri Patrushev, membre du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, apparut dans une lumière verte. Il était raide, les lèvres fines, le ton mécanique.

— Ordre officiel. Vous restez à Kaliningrad. Le président exige une présence de commandement permanente. Moscou prend la main sur les opérations à Minsk. Vos forces devront se maintenir prêtes à une contre-offensive. Aucun repli n'est autorisé sans accord central. Fin de transmission.

Le signal coupa avant même que Dobrine n'ouvre la bouche. Il resta là, un instant, face à l'écran vide. Une goutte de sueur coula lentement dans son dos. Il comprit. Ce n'était plus une guerre conventionnelle. Ce n'était plus une guerre politique. C'était une guerre de vengeance. Et Moscou, aveuglé par ses propres narrations, refusait de voir que l'effondrement de la Biélorussie venait de l'intérieur.

Dobrine n'était pas un rebelle. Il avait juré fidélité. Mais il n'était pas non plus un idiot. Et encore moins un fanatique. Il sortit de son bureau, traversa les couloirs d'acier et descendit aux étages inférieurs. Dans une salle de crise protégée par trois portes biométriques, ses hommes de confiance attendaient. Des colonels, des analystes, quelques civils en uniformes d'emprunt. Il ferma la porte.

— Il est temps, dit-il, sans lever la voix. On passe au plan B.

Un silence tendu, suivi d'un hochement général. Depuis plusieurs mois, Dobrine entretenait une possibilité parallèle : un repli stratégique. Non vers Moscou. Mais vers l'intérieur. Vers une logique de sauvegarde — sauver ce qui pouvait encore l'être du commandement russe. Il avait anticipé que Kaliningrad deviendrait une cible. Il avait fait stocker des rations, désynchroniser des bases de données, autonomiser plusieurs systèmes de défense. Et surtout, il avait infiltré une partie des transmissions civiles de Biélorussie. Il savait où frapper si l'ordre se décomposait. Il savait aussi que rester ici, c'était devenir le fusible. Le lendemain, très tôt, il quitta Kaliningrad dans un convoi civil déguisé, direction Minsk. Il n'attendait pas l'autorisation du Kremlin.

Le paysage biélorusse défilait sous un ciel de plomb. Les arbres, glacés, semblaient des soldats gelés dans une parade figée. Les routes étaient pleines de trous. Des blindés éventrés gisaient dans des fossés, abandonnés. Des graffitis de Volia couvraient des stations-service en ruine. Minsk n'était plus une capitale. C'était un champ de ruines administratives, gardée par des unités sans moral, des conscrits hagards, des vétérans trop vieux. Des coups de feu isolés résonnaient parfois, comme des spasmes dans une bête mourante. Arrivé à l'état-major provisoire — le bâtiment original ayant été endommagé dans une attaque de drone inversé — , Dobrine fut reçu par un officier au regard vide.

— Ils vous attendaient, murmura-t-il.

— Qui ça ?

— Les derniers qui croient encore que cette guerre peut être menée autrement.

La réunion eut lieu dans une salle mal éclairée, à la table bancale. Des cartes papier avaient remplacé les interfaces digitales. Il n’y avait plus de système sécurisé : trop de réseaux compromis. Trop de fuites. Dobrine s’assit. Et parla.

— Nous allons nous replier. Mentalement, logistiquement, idéologiquement. La Biélorussie ne peut plus être tenue. Loukachenko est devenu incontrôlable. Les Baltes disposent d’un outil qui inverse nos propres armes. Le président refuse d’admettre la brèche.

Un colonel objecta :

— Ce serait de la trahison.

Dobrine le regarda fixement.

— C’est de la survie.

Il se leva.

— Je ne suis pas un opposant. Je suis le dernier rempart contre la chute de l’armée russe. Je refuse de devenir le bras armé d’un suicide collectif. Si Moscou veut la destruction, qu’il la porte lui-même.

La nuit qui suivit, Dobrine dormit dans une chambre exiguë au-dessus d’un ancien poste de commandement. Il ne rêva pas. Au petit matin, il écrivit un court message sur papier, signé à l’encre : « Je ne suis ni traître, ni lâche. Je suis stratège. Je refuse de tuer les miens pour sauver la figure d’un homme. La Russie n’est pas Poutine. » Car désormais, Dobrine le savait. La guerre allait continuer. Mais peut-être pas celle qu’il avait cru devoir servir. Et sous l’uniforme, sous les couches de mensonges, de propagande et d’aveuglement, une autre Russie, plus ancienne, plus tragique, commençait peut-être à se réveiller.

Les six oiseaux rentrent au nid

Tallinn, centre cyberdéfensif – Base aérienne américaine de Ramstein – Washington DC

Le ciel au-dessus de l'Estonie était d'un noir absolu, à peine strié de la lueur pâle d'un croissant de lune. Aucun souffle. Aucun bruit autre que celui, sourd, du vent entre les arbres du comté de Harju. Mais au-dessus, dans les couches invisibles de l'atmosphère, six appareils d'origine étrangère fendaient l'espace aérien estonien avec la froide indifférence des machines de guerre. Ils étaient apparus sur les radars comme de simples signatures thermiques – trop furtives, trop lisses pour être russes, mais néanmoins étrangères. À 2h43, le système d'alerte de la base de Luunja s'était activé, transmettant automatiquement l'information au centre cyberdéfensif de Tartu. À cette heure, l'équipe Kalnins, rassemblée autour d'un moniteur central, ne dormait pas.

Cela faisait maintenant plusieurs mois que Kalnins avait transmis ses ultimes consignes. Des mois que l'équipe avait pris le relais, affûtée, focalisée, sans chef mais pas sans guide. Sur le mur principal, un portrait discret d'Edvīns trônait au-dessus d'un tableau blanc noirci d'équations et de lignes de code : « Ce ne sont pas des Russes, » avait murmuré Elīna, la spécialiste de l'analyse de trajectoire. « Trop propres. »

À 2h48, la confirmation tomba : six MQ-9 Reaper, drones américains basés en Allemagne, avaient pénétré l'espace aérien estonien sans autorisation officielle. Leurs transpondeurs étaient désactivés. Pas un seul signal radio. Mais une signature d'origine identifiée : États-Unis. La tension monta d'un cran : « On a une ligne sécurisée avec Berlin, » dit Rihards, le coordinateur tactique. « Ils n'étaient pas au courant. Les Allemands ne les ont pas autorisés à décoller ». Le regard d'Agnese, la dernière à avoir travaillé avec Kalnins sur la phase 3 du système, se posa sur le terminal de contrôle. « Il faut décider vite. Ils approchent de Tartu ». Personne ne voulait tirer. Personne ne voulait enflammer la mèche d'un incident diplomatique majeur avec un allié. Mais le système était prêt. Et, selon le code laissé par Kalnins, toute intrusion sans identification formelle relevait d'une action hostile potentielle.

Un appel venu de Berlin

Deux heures plus tôt, à 00h31, une ligne sécurisée du service de renseignement allemand, le BND, avait établi une communication urgente avec le cabinet du président estonien Alar Karis. Le message était bref, mais d'une gravité rare : « Six drones américains, mission non

communiquée, risquent de violer votre espace aérien d'ici deux heures. Nous ne savons pas s'il s'agit d'un test. Le Pentagone ne répond pas. À vous de décider. »

Maarika Põld, présente en urgence à Tallinn dans une cellule de coordination étroite avec l'équipe Kalnins, transmet immédiatement le message à Kaarel Vaher et au président. Kaarel Vaher donna son accord dans les secondes qui suivirent. Le président Karis, réveillé en urgence à Kadriorg, donna l'ordre formel : intercepter, détourner, mais ne pas détruire.

### L'activation

À 03h02, le système fut activé. Le silence dans la salle était total. Un à un, les signaux des six Reaper furent captés, isolés, reproduits, et retournés. Un phénomène étrange se produisit à l'écran : au lieu de poursuivre leur trajectoire vers l'intérieur de l'Estonie, les six appareils ralentirent légèrement, montèrent de cent mètres, puis entamèrent un large virage. Ils regagnèrent leur cap initial, sans perdre d'altitude, sans changer d'altitude de vol. Vingt minutes plus tard, ils avaient quitté l'espace estonien, et fonçaient vers la mer Baltique.

### Stupeur à Washington

Au Pentagone, l'opération était suivie par un petit cercle restreint. Personne n'avait été officiellement informé de la mission – une tentative discrète de test sur les défenses électroniques baltes. Lorsque les six Reaper signalèrent leur retour automatique à leur base sans avoir accompli leur vol de reconnaissance, une clameur glacée envahit le centre de commandement. Les appareils n'avaient pas été interceptés par un tir. Il n'y avait eu aucune perte. Pourtant, ils avaient été retournés. Un colonel de l'USAF se leva d'un bond :

— *Quelqu'un... quelqu'un contrôle nos drones depuis l'extérieur.*

Quelques heures plus tard, le président Trump, réveillé dans sa résidence de Mar-a-Lago, prit connaissance du rapport. Il se tourna vers JD Vance :

— *Ces baltes... Ils ont fait quoi ?*

Vance ne répondit pas. Il se contenta d'un sourire discret. Il comprenait ce que cela voulait dire : l'Europe, cette Europe qu'ils méprisaient, cette Europe qu'ils croyaient désarmée... avait désormais une arme que même les États-Unis ne maîtrisaient pas.

Silence et fierté

À Tallinn, l'équipe de Tartu resta muette pendant plusieurs heures. Pas de champagne. Pas de cris de joie. Juste le sentiment profond d'avoir franchi un seuil. Un ingénieur, Marko Saar, écrivit quelques mots sur une feuille accrochée au mur du bunker : *"Le silence des drones est plus puissant que les cris des généraux."*

La France envoie une équipe pour protéger l'équipe Kalnins.

*Tartu, Estonie*

Le vent coupait sec sur les flancs glacés de la vallée de l'Emajõgi. Tartu, ville paisible de science et de mémoire, paraissait suspendue dans un entre-deux : entre menace et révélation, entre effroi et résistance. Les ruelles pavées étaient plus silencieuses encore qu'à l'habitude, comme si les murs eux-mêmes craignaient de vibrer. Une épaisse couche de givre enrobait les bords de la rivière, figée comme un souffle interrompu. C'est là, dans le sous-sol discret d'un ancien bâtiment universitaire, que l'équipe Kalnins poursuivait ses travaux. Le système d'inversion des commandes avait dépassé les espérances : non seulement il neutralisait les drones russes, mais il avait retourné, sans incident, six appareils américains, redirigés avec une précision absolue vers leur base d'origine. Washington n'en revenait pas. L'Europe, dans un silence complice, n'avait pas commenté. Mais ce succès avait un prix. Depuis la diffusion partielle des résultats du système, les flux satellites s'étaient intensifiés au-dessus de l'Estonie. Plusieurs membres de l'équipe avaient remarqué les anomalies dans les signaux infrarouges nocturnes. Les radars de surveillance lettons avaient même intercepté des micro-ondes typiques de balises de localisation furtive. Quelqu'un – ou plusieurs puissances – cherchait à repérer précisément le cœur opérationnel du système. Il fallait agir vite.

À Paris, l'ordre avait été donné. Une équipe spéciale de la DGSE, détachée au sein du COS (Commandement des opérations spéciales), serait envoyée à Tartu pour assurer la protection de l'équipe Kalnins. Ce groupe d'élite, baptisé « Horizon Bleu », comptait huit membres triés sur le volet. Tous parlaient anglais ou estonien, certains avaient déjà opéré dans des zones de guerre cybernétique. Leur mission n'était pas d'escorter. Leur mission était de tenir la ligne, jusqu'à l'exfiltration ou la stabilisation. Leur arrivée fut coordonnée en secret avec les services estoniens. Aucun passage officiel. Aucun document. L'avion militaire français, un A400M, se posa de nuit sur une piste secondaire de l'aéroport de Tartu, les feux éteints, dans un silence total. L'équipe descendit par l'arrière, entièrement vêtue d'un équipement noir mat, semblable à celui des forces spéciales mais sans marque ni drapeau. À leur tête, le capitaine Baptiste Allard, 38 ans, silhouette sèche, regard perçant, ancien du Sahel, de Kaboul et d'Irak. À ses côtés, l'analyste Chloé Vanel, experte en cryptologie défensive, et le lieutenant Paul Esnault, tireur d'élite, déjà engagé lors des premiers conflits hybrides en mer Baltique. Tous savaient que cette mission n'était pas seulement militaire. Elle touchait au fondement même du pouvoir technologique dans l'équilibre global.

L'équipe se déploya à travers le quartier scientifique de Tartu, prenant ses marques dans les ruelles adjacentes au centre de cybersécurité. Les entrées furent surveillées, les caméras reconfigurées pour alerter en cas d'anomalie thermique. Des drones de reconnaissance silencieux furent lancés dans les airs. Deux hommes établirent une couverture dans un immeuble résidentiel voisin, avec une ligne de visée parfaite sur les points d'accès principaux. À l'intérieur du bunker, l'équipe Kalnins, fatiguées mais toujours d'une clarté rare, accueillirent Allard sans cérémonie. Marko Saar dit :

— Vous arrivez tard. Mais vous arrivez.

Il lui serra la main comme à un égal. Allard hocha la tête, grave.

— On ne vous laissera pas tomber, répondit-il simplement.

Autour d'eux, les murs vibraient sous le ronronnement permanent des serveurs. Une chaleur sèche, presque irrespirable, saturait la pièce. L'équipe scientifique poursuivait l'amélioration du code. Une IA secondaire, autonome mais encadrée, venait d'être intégrée au cœur du

système, pour garantir une prise de décision rapide en cas d'attaque de masse. Mais Marko Saar, n'était pas dupe.

— Il reste des trous dans le maillage, confia-t-il à Chloé Vanel, penchée sur les cartes de relais. Nous avons optimisé la captation du signal de commande, mais si une série de drones change de fréquence en vol, ou s'ils passent par un relais au sol en Biélorussie, nous risquons une perte de contrôle.

Chloé acquiesça.

— Je peux lancer une simulation adaptative, mais il me faut une grille de fréquence complète sur les dernières 72 heures. Vos capteurs en disposent ?

— Pas encore, mais on y travaille.

Un silence, épais, s'installa. Soudain, un bip discret, presque inaudible, fit sursauter le technicien assis à la console B-12.

— Détection thermique anormale, zone nord, deuxième toit.

Allard leva la main. Les Français se mirent immédiatement en alerte.

— Ici Horizon. Confirmez visuel, canal 7.

Un drone fit pivoter sa caméra. Sur l'écran, la forme d'un homme, accroupi sur un toit adjacent, manipulait un objet long, cylindrique.

— C'est un télémètre. Pas un tireur, mais une balise, peut-être une triangulation de tir, chuchota Paul Esnault.

— Feu vert ? demanda Allard à Marko Saar.

Le scientifique hésita, puis acquiesça. Le danger était trop grand. En une fraction de seconde, Esnault épaula son fusil Sako TRG-22, calibre .308. Une seule balle. L'homme s'écroula sans bruit, son corps roulé dans l'ombre d'un conduit. La menace avait été neutralisée. Mais l'alerte, elle, restait réelle.

Ultimatum numérique

*Bruxelles – Siège du Conseil européen / Tallinn – Centre de coordination militaire numérique*

La lumière hivernale filtrait à travers les larges vitres blindées du Conseil européen à Bruxelles. Une lueur froide, comme posée sur le monde. Dans la salle sécurisée du sous-sol, l'atmosphère était figée, tendue, muette. Sur les écrans, les flux cryptés des dernières intrusions tentées par des protocoles inconnus, détectés à la frontière numérique de l'Estonie. Des appels d'alerte venaient d'émerger du centre de Tartu, où la France, l'Allemagne et les États baltes avaient désormais établi une cellule commune.

Maarika Põld, exceptionnellement conviée en observatrice à Tallinn, suivait les échanges derrière une cloison de verre blindée, là où se pressaient les spécialistes de la défense cybernétique. À ses côtés, un second d'Edvīns Kalnins, un ingénieur blond au regard d'acier, pointait sur l'écran un algorithme de traçage anormal : les signatures numériques ne correspondaient ni aux Russes, ni aux Chinois. C'était une intrusion d'origine occidentale. Américaine.

— Tentative d'infiltration du noyau Kalnins par des routines tierces. Localisation : base de Ramstein, Allemagne. Protocole de routage utilisé : étoile inversée. C'est du code américain, confirma l'analyste.

Le choc fut instantané. L'Amérique, après avoir tenté d'acheter le système, semblait chercher à le voler.

Le Pacte de Vilnius

*Vilnius – Bunker diplomatique sous le ministère de la Défense*

Les horloges du monde affichaient à peine minuit lorsqu'un convoi sans enseigne s'enfonça dans les sous-sols du ministère de la Défense lituanien, à Vilnius. Il n'y eut ni sirènes, ni gardes visibles. Les vitres étaient noires, les moteurs silencieux. Une réunion exceptionnelle avait été convoquée, hors de tout protocole officiel, par les plus hauts échelons de quatre nations — l'Allemagne, la France, la Lettonie, l'Estonie — et bien sûr la Lituanie, hôte du soir. On pénétrait par une porte d'ascenseur codée, puis un long couloir de béton humide, brut, couvert de câbles, de tuyaux rouillés et de gaines fibre. En contrebas, une salle presque circulaire, nue,

sans logo, sans emblème, sans drapeau. Juste une table en U, recouverte d'un tissu épais, insonorisant, et des micros d'interception alignés comme des têtes de vipères. L'air y était sec, mais saturé d'ondes. À quelques pas de là, deux techniciens du renseignement neutralisaient les fréquences parasites, tandis qu'un troisième isolait le réseau local de toute sortie numérique.

Quand le président estonien Alar Karis entra, précédé de ses agents du KAPO, personne ne parla immédiatement. Puis vinrent la ministre allemande des Affaires étrangères, Johanna Kessler, flanquée de deux experts cyber de la Bundeswehr ; le général français du renseignement cyber, Éric Mourault, accompagné de l'ambassadrice spéciale pour la sécurité numérique, Claire de Valbray ; et enfin le ministre letton de la Défense, Jānis Ozols. La tension était palpable. Les regards ne se cherchaient pas, ils se jaugeaient.

— Merci à tous d'être venus. Je vais être direct, lança Karis en refermant son dossier. Nous avons des preuves que six drones américains ont violé l'espace estonien il y a 48 heures. Ils n'étaient pas armés, mais il s'agissait de drones de classe stratégique, de surveillance électronique avancée. Grâce au système développé par l'équipe Kalnins, nous avons pu les renvoyer à leur base sans en faire tomber un seul.

Un silence. Long. Presque pesant.

— Vous confirmez que ce sont les Américains ? demanda Johanna Kessler, l'allemande, d'une voix sourde.

— Nous avons reçu une alerte des services allemands eux-mêmes, répliqua Karis avec gravité. C'est l'Unité 9 qui l'a interceptée. Ensuite, nos radars et nos systèmes de repérage électromagnétique l'ont confirmé. Ce sont des drones américains, envoyés sans coordination avec l'OTAN, et probablement sans information partagée au Congrès.

Claire de Valbray croisa les bras. Le général Mourault restait silencieux, le visage fermé. C'est elle qui prit la parole :

— À Paris, le président est au courant. Il m'a autorisée à dire ceci : si ces drones avaient été armés, ou s'ils avaient causé la moindre perte en Estonie, la France aurait considéré cela comme une attaque hostile. C'est le terme employé.

Un frisson courut dans la salle. Il n’y avait pas de colère, pas de théâtralité. Juste la mécanique rigide d’un monde qui basculait dans l’après-confiance. Le ministre letton se racla la gorge :

— Nous ne pouvons plus faire comme si cela n’avait pas eu lieu. Washington nous teste. Ils veulent savoir si la solution Kalnins peut être retournée, copiée, neutralisée. Ils n’essaieront pas une seconde fois de manière discrète. Et la prochaine fois, ce ne seront pas des drones de reconnaissance. Ce seront des intercepteurs, ou des leurres.

Johanna Kessler, l’allemande, hocha lentement la tête.

— L’Allemagne ne veut pas d’escalade. Mais il est clair qu’il ne s’agit plus d’un désaccord politique. Il s’agit d’une rupture stratégique. Ils veulent savoir si l’Europe peut survivre sans eux. Et nous venons de leur répondre, pour la première fois, que oui.

Un assistant entra, glissant un papier à Claire de Valbray. Elle le lut rapidement, puis le fit tourner en silence. Tous posèrent les yeux sur la note classée « NIVEAU 7 – SECRET MILITAIRE ». Elle contenait les relevés de télémétrie. Six drones MQ-9 Reaper. Identifiés. Pénétration de l’espace aérien estonien pendant 11 minutes et 24 secondes. Données croisées avec les radars suédois et les satellites finlandais. La confirmation était totale.

— Nous allons être très clairs, reprit Karis. C’est ici, ce soir, que nous définissons notre seuil. Il ne s’agit pas de punir les États-Unis, ni même de les affronter. Mais nous devons établir une ligne. Une ligne claire. Si des entités étrangères — y compris alliées — s’introduisent dans notre architecture numérique, dans notre souveraineté cyber, pour tester, intercepter ou déstabiliser l’infrastructure Kalnins, alors ces entités seront traitées comme hostiles.

— Même si ce sont des alliés ? demanda Mourault.

— Même si ce sont des amis, répondit Karis, lentement.

Claire de Valbray se pencha vers son micro :

— Alors il faut l’écrire.

Et c’est ce qu’ils firent. Un protocole discret, signé à huis clos, hors de toute ratification publique. Il portait le nom de code Pacte de Vilnius. Sa clause centrale était la suivante : *Toute intrusion cyber identifiée, traçable, volontaire et non déclarée, dans l’infrastructure défensive balte ou dans les modules dérivés de la solution Kalnins, sera considérée comme une attaque*

*hostile contre la souveraineté technologique de l'Europe, et fera l'objet d'une réponse calibrée, pouvant inclure des mesures de représailles numériques, militaires ou diplomatiques.*

Lorsque les signatures furent posées, les regards changèrent. Il n'y avait plus d'interrogation, plus de manœuvres. Seulement la conscience aiguë que l'on entrait dans une ère d'alliances fluides, de loyautés variables, et de frontières mouvantes. La réunion se termina dans un silence encore plus épais qu'à son commencement. Mourault glissa une phrase, presque pour lui-même, en rangeant ses documents :

— Il y aura un avant et un après Vilnius.

Personne ne répondit. Dans la nuit glacée de la capitale lituanienne, les véhicules quittèrent les lieux aussi discrètement qu'ils étaient venus. Sous leurs roues, le béton résonnait d'un écho nouveau. Celui d'un monde qui comprenait enfin que la guerre ne serait pas annoncée. Elle était déjà là. Dans les signaux, les protocoles, les lignes de code. Et l'Europe, pour la première fois, tenait un levier que même l'Amérique ne pouvait s'offrir.

Kaarel Vaher et la mission terminale

*Tallinn / base militaire secrète*

Les vents giflaient la côte nord de l'Estonie avec une régularité militaire. À Tallinn, les réverbères clignotaient sous les assauts du givre. La capitale était silencieuse, presque morte, comme figée dans l'attente d'un verdict. On n'entendait plus les radios chanter dans les cuisines, ni les pas des enfants courir sur les trottoirs. Tout avait ralenti. Même la peur semblait retenir son souffle. C'est dans cet Estonie-là, blessée, mais lucide, que Kaarel Vaher se tenait debout dans un bunker à flanc de falaise, quelque part entre Viimsi et Muuga. Une base ancienne, creusée à l'époque soviétique, rouverte à la hâte par décret présidentiel. L'entrée était cachée sous une fausse ferme, protégée par trois lignes de périmètre et des brouilleurs mobiles. Seule une poignée d'hommes connaissait son existence. Elle portait le nom codé de *Tiisikuse Koda* – « La Maison de la Phtisie » –, nom sinistre, hérité d'un sanatorium démantelé.

Vaher avait troqué son costume pour un uniforme sans insigne. Il ne portait pas d'arme visible, mais chaque geste de son corps, chaque pli de son visage, indiquait qu'il savait exactement

comment tuer, et surtout pourquoi. Sur la table devant lui : un plan détaillé de Minsk. Éclairé par une lampe halogène suspendue à un bras métallique. Des zones colorées en rouge, des lignes tracées à la main. L'une d'elles portait un nom manuscrit, souligné deux fois : FIN DE NUIT.

Le président Alar Karis arriva peu après 01h00. Sans escorte. Il avait insisté pour venir seul. Son manteau était encore couvert de neige fondue. On aurait cru un vieil homme fatigué. Mais quand il leva les yeux vers Vaher, il n'y avait plus ni doute ni âge. Seulement l'acier froid d'une décision prise.

— C'est ce que je redoutais depuis le début, murmura-t-il. Ce moment où il n'y aurait plus de marche arrière possible.

Kaarel ne répondit pas. Il avait la rigueur de ceux qui n'attendent pas de permission, seulement une validation.

— Est-ce que c'est faisable ? demanda Karis.

— Oui, répondit Vaher.

Pas un mot de plus. Le président fit le tour de la table, observa les documents, les profils, les routes d'infiltration. Il s'attarda sur une photo, vieille, abîmée : celle d'Alexandre Loukachenko dans sa datcha de Viskuli, entouré de ses fils et de deux généraux dont l'un avait depuis été « disparu ».

— Je veux qu'on le prenne vivant, dit Karis.

— Impossible, répondit Vaher. Il est déjà mort. Il ne le sait pas encore, c'est tout.

Le silence tomba. Il n'y eut pas d'éclat. Pas d'émotion. Juste le poids de l'Histoire qui s'épaississait. La mission portait le nom de Fin de nuit pour une raison simple : elle visait à refermer un cycle ouvert depuis trop longtemps. Loukachenko n'était plus un chef d'État. Il était devenu un rouage incontrôlable, un accélérateur de désastre, un homme usé dont les ordres étaient devenus aussi incohérents que brutaux. Depuis trois semaines, ses purges internes avaient coûté la vie à plus de cent cinquante officiers. Il avait dissous trois unités frontalières, déployé des milices irrégulières armées de matériel soviétique, et ordonné la

création d'un camp « d'observation ethnique » dans le sud de la Biélorussie, où l'on regroupait désormais les minorités baltes sous prétexte de filtrage sécuritaire. Son régime, déjà vacillant, était devenu toxique même pour Moscou. Mais personne, à l'Est comme à l'Ouest, n'osait toucher à cette pièce instable de l'échiquier. Personne, sauf Tallinn. Le plan prévoyait une opération en quatre étapes :

1. Infiltration terrestre via la frontière Sud-Ouest, en coordination avec un groupe d'exilés biélorusses.
2. Franchissement de la zone de sécurité de Maladzyechna, via des balises brouillées posées 48h avant par des drones autonomes.
3. Repérage du convoi présidentiel grâce à un traqueur thermique installé dans une pièce d'artillerie offerte par l'armée russe — un cheval de Troie technologique.
4. Interception et élimination en milieu rural, loin de tout témoin.

L'équipe de Vaher comptait cinq membres. Tous issus d'unités spéciales estoniennes dissoutes officiellement en 2021. Des fantômes, ayant vécu sous plusieurs identités, opérant sans rattachement institutionnel.

Il y avait :

- Eero Lind, expert en balistique et explosifs.
- Maarja Voolaid, infiltration et surveillance longue durée.
- Kalev Unt, ancien du renseignement électronique, désormais sans papiers.
- Anton Jürgens, tireur d'élite, muet depuis 2017 après une mission au Mali.
- Et bien sûr Kaarel Vaher, dont le dossier complet n'était même pas connu des services du KAPO.

Ils s'entraînèrent en silence, dans une salle voisine, à déjouer des itinéraires, à désactiver des drones, à simuler des décapitations logistiques. Pas une fois ils ne parlèrent de morale, de politique ou de justification. Le monde était passé à autre chose. La seule question était celle-ci : réduire le chaos, ou le laisser enfler ? Le président Karis signa l'ordre officiel, à la main, sur

un papier sans en-tête. Il apposa en bas un simple mot : « *J'assume.* » Il tendit la feuille à Kaarel Vaher.

— Je ne veux pas que l'Estonie devienne un pays qui assassine des chefs d'État.

— Ce n'est pas un chef d'État, répondit Vaher. C'est un facteur de guerre. Une jambe infectée. Soit on l'ampute, soit elle pourrit.

Karis hocha lentement la tête.

— Que Dieu vous protège, murmura-t-il.

— Dieu ne vient pas en Biélorussie, monsieur le Président. Pas ces jours-ci.

Ils ne se serrèrent pas la main. Ils n'en avaient pas besoin. La nuit était noire, sans lune. Le convoi quitta la base par les tunnels arrière. Des routes secondaires, des camions banalisés, des plaques lettones. Au nord, dans les forêts figées de Narva, le ciel semblait attendre. Mission FIN DE NUIT venait de commencer. Il n'y aurait pas de retour en arrière. Pas de drapeau planté. Pas de discours. Juste un acte. Une lame dans le noir. Et peut-être, au bout du silence, un matin plus clair.

Le Kremlin, l'ordre

Moscou, Kremlin — Salle Georgievski

Le froid régnait dans l'air même de ces couloirs anciens, dans la pierre, dans le silence obsédant entre deux ordres. Les générateurs thermiques ronronnaient sous les pavés gelés de la place Rouge, mais dans le cœur du pouvoir russe, ce n'était pas l'électricité qui manquait : c'était la certitude. Vladimir Poutine se tenait debout, seul, devant les grandes fenêtres de la salle Georgievski, cette galerie des généraux, longue de 60 mètres, entièrement vide ce matin-là. Il portait une veste noire, boutonnée jusqu'au cou, qui l'amincissait encore. Son regard fixait les toits de la ville, couverts d'un givre opaque, comme si chaque bâtiment portait une couche de poussière radioactive. Derrière lui, plusieurs conseillers attendaient. Ils n'osaient pas parler. À droite, le général Anatoli Sergueïev, commandant en chef des Forces Terrestres. À gauche, Ivan Riabov, stratège du Conseil de Sécurité. Et au fond de la salle, immobile comme une ombre, Youri Dobrine, silencieux depuis l'aube.

Le téléphone militaire avait déjà sonné. Deux fois. L'état-major avait confirmé la perte de 37 drones sur le sol biélorusse, détournés par une technologie inconnue. Et surtout, dans les dernières heures, deux missiles à courte portée Iskander-M, censés frapper la périphérie de Daugavpils en Lettonie, avaient fait demi-tour. L'un avait explosé dans une zone boisée de la région de Smolensk. L'autre s'était désintégré dans l'espace aérien biélorusse, au-dessus de Babrouïsk. Les visages étaient fermés. L'effroi ne se lisait pas sur les lèvres. Il se mesurait dans les silences, dans la sueur qui perçait sous les cols amidonnés. Poutine parla d'abord sans se retourner :

— Qui ?

Le général Sergueïev répondit à demi-voix :

— L'origine de la contre-attaque n'est pas confirmée. Mais toutes les analyses pointent vers un système développé à Tallinn. Une technologie d'inversion par onde parasite et relais IA.

Il y eut un temps.

— Kalnins ? demanda Poutine, presque avec lassitude.

— Mort, confirma Riabov. Mais son équipe est en activité. Et le système... fonctionne.

Poutine pivota lentement, ses mains jointes dans son dos. Son visage était plus pâle que d'ordinaire. Il n'y avait plus d'arrogance. Seulement une colère très ancienne. Froide. Organique. Il s'approcha de la longue table centrale, y posa les deux mains comme un général romain avant le verdict. Il leva les yeux.

— Je veux frapper. Je veux que ce jour soit un jour historique. Je veux que les peuples baltes n'aient plus de capitales à défendre. Donnez-moi une doctrine. Une vraie.

Riabov hésita. Dobrine s'éclaircit la gorge, pour la première fois.

— Ce serait une déclaration de guerre formelle contre l'OTAN, monsieur le président.

— L'OTAN est morte, répondit Poutine. Macron est seul. Berlin tremble. Washington doute. La France a perdu la tête, et l'Amérique regarde ailleurs. Si nous frappons maintenant, ils hésiteront. Ils calculeront. Et ils perdront.

Sergueïev s'avança :

— Que devons-nous viser ?

Poutine inspira longuement.

— Les trois capitales. En même temps. Un message.

Les plans furent ouverts. Trois cercles rouges : Tallinn, Riga, Vilnius. Le Kremlin préparait depuis longtemps un plan de frappe conventionnelle coordonnée nommé Plan Molniya — « éclair ». Il impliquait le franchissement coordonné de la frontière estonienne à Narva, l'entrée de blindés à travers la frontière sud de la Lettonie, et une prise rapide du corridor Nord de Vilnius par voie aérienne. Mais ce plan supposait l'effet de surprise. Or il n'y avait plus de surprise. Le général Anatoli objecta :

— Monsieur le président. Les bases aériennes de Tapa et d'Ādaži sont renforcées. La Lituanie a mobilisé l'aviation turque en couverture de Vilnius. Si nous attaquons maintenant, nous serons stoppés à la frontière.

— Alors nous écrasons leurs défenses, coupa Poutine. Qu'ils goûtent enfin la peur.

Il se tourna vers un écran tactique. Y fit projeter les images satellites : mouvements de troupes, missiles, positions radar. Il fixa l'icône rouge qui clignotait au-dessus de Tallinn.

— Autorisation de mobilisation totale. Lancement du *protocole* « *Uragan* » dans les six heures.

Un silence de marbre s'abattit. Dobrine fit un pas en avant. Il n'avait pas encore parlé.

— Vladimir Vladimirovitch... Kaliningrad est exposée. L'attaque de la France n'est pas un bluff. Ils sont prêts à frapper. Nous le savons.

— Et nous aussi. Nous frapperons plus fort.

— Non, monsieur le Président. Pas plus fort. Plus profond. Et nous perdrons. Pas aujourd'hui. Mais après. C'est une guerre que nous gagnerons au sol, pas dans les nuages.

Un vertige glacé passa dans la salle. Poutine fixa Dobrine, comme s'il le voyait vraiment pour la première fois.

— Tu veux reculer ?

— Je veux gagner, répondit Dobrine.

Un éclat dur traversa les yeux du président. Il referma les poings.

— Trop tard.

Il se retourna. Avança lentement vers la grande carte du mur. Il laissa glisser ses doigts sur la Baltique, puis sur Vilnius, Tallinn, Riga... et enfin, sur Kaliningrad. Il appuya dessus. Trois fois. Comme un coup de tampon invisible.

— Préparez-vous. À six heures, l'histoire change de camp.

Dans la salle de commandement souterraine, à six niveaux sous terre, les ordres commencèrent à circuler. Les lignes d'activation furent ouvertes. Des codes changèrent. Des trappes s'ouvrirent dans les forêts de Pskov. Des moteurs de chars se mirent à vibrer à 03h18. Des pilotes furent réveillés à Grodno, à Lida, à Sovetsk. Des missiles sol-sol furent déplacés en Biélorussie sous couverture météorologique. Des drones lourds furent largués depuis des Antonov. La Russie bougeait. Elle se redressait. Comme une bête qu'on croyait vieille mais qui s'arme d'un dernier souffle. Pendant ce temps, quelque part dans les caves du ministère des Communications, un assistant s'isolait. Il ouvrit un canal sécurisé vers Pékin. Trois mots. Rien de plus : « Ils vont frapper. » Et puis, l'obscurité.

## L'invasion totale

Estonie, Lettonie, Lituanie

## L'aube d'acier

La journée s'annonçait d'une blancheur éclatante. Les routes baltes, gelées mais dégagées, offraient au soleil un miroir froid et sans ombre. Le ciel, limpide comme un matin d'été, trahissait tout : les silhouettes des hélicoptères de combat, les panaches discrets des véhicules chenillés, les traînées blanches de missiles sol-air. À Narva, à Daugavpils, à Šalčininkai, les premières détonations retentirent avant même huit heures. Un bruit creux, comme si le monde lui-même s'ouvrait en deux. Puis le fracas. Les éclats. Et cette pluie de métal que personnes n'avaient jamais entendue. Sur le front nord-est de l'Estonie, une division mécanisée russe traversa la rivière Narva sous un rideau de brouillard artificiel. Les premières salves d'artillerie n'étaient pas destinées à tuer, mais à assourdir. À écraser les sens. Le barrage

électromagnétique qui accompagnait l'assaut paralysa instantanément les communications locales sur une bande de vingt kilomètres.

À Valga, au sud de Tartu, des troupes spéciales russes infiltrèrent les lignes défensives à pied, en tenue hivernale, profitant de la forêt. Trois patrouilles estoniennes furent encerclées. Leurs transmissions, brouillées. L'alerte ne fut donnée que trop tard. À midi, Valga était coupée du reste du pays.

En Lettonie, le front s'ouvrit comme une plaie ancienne. À l'est de Rezekne, les forces russes déboulèrent avec une coordination déconcertante. La tactique était connue : concentration rapide de force, percée dans les lignes faibles, encerclement. Ce n'était pas la surprise qui les rendait efficaces. C'était leur vitesse.

À Riga, les sirènes sonnèrent une première fois à 09h17. Puis une deuxième fois à 09h43. Le ciel était vide, mais la ville retenait son souffle. On savait. On attendait. Des centaines de milliers d'habitants descendirent dans les sous-sols, dans les stations de métro, dans les écoles renforcées, dans les caves. Les personnes âgées pleuraient sans comprendre. Les mères murmuraient sans y croire : *"Ce n'est pas possible. Pas encore."*

En Lituanie, le front sud-ouest vit la poussée la plus brutale. Les blindés russes, partis de Kaliningrad, passèrent la frontière près de Panemunė. Les premiers combats eurent lieu à Jurbarkas. L'aviation lituanienne tenta une réponse. Trois chasseurs décollèrent. Un seul revint.

À Vilnius, les ministres couraient dans les couloirs du Parlement, téléphone à l'oreille, voix étranglée. Le président s'adressa au peuple à 11h50, dans un studio improvisé, le visage cireux, la voix vibrante : *"Nous sommes en guerre."*

L'OTAN tétanisée

À Bruxelles, dans la salle bleue du Commandement militaire, les généraux regardaient les écrans comme on regarde une erreur de logiciel. La Russie avait franchi les frontières. Les pays baltes tombaient. Les drones russes volaient au-dessus des capitales. Mais l'article 5 n'était toujours pas activé. Pourquoi ?

Parce que l'attaque n'avait pas encore été « formellement reconnue ». Parce qu'il fallait une preuve. Parce qu'il fallait un vote. Parce qu'il fallait attendre Washington. Et Washington... ne répondait plus.

À Paris, Macron tentait de maintenir une coalition de la volonté. Les Rafales français étaient en vol. Le président tchèque proposait d'envoyer des chars. Les Pays-Bas hésitaient. Berlin... temporisait. Mais pendant ce temps, des villages brûlaient. Des familles fuyaient. Des soldats mouraient. Et la guerre avançait.

### Les villes tombent

À Tartu, les convois de civils se dirigeaient vers Pärnu, ou plus à l'ouest encore, vers les ferrys pour Stockholm. Les routes étaient saturées. Les files de voitures s'étendaient sur des kilomètres. Une fine neige commençait à tomber. La radio diffusait des appels au calme entre deux silences.

À Daugavpils, les combats urbains éclataient dans les faubourgs. Les habitants voyaient les troupes passer. Certains agitaient des drapeaux. D'autres jetaient des cocktails Molotov depuis les balcons.

À Šiauliai, en Lituanie, la base aérienne, l'une des plus importantes du pays, fut visée par une attaque combinée de missiles et de drones. Les défenses résistèrent. Mais les pertes humaines furent lourdes.

### Les voix du silence

Maarika Põld, à Tallinn, avait repris la plume. Elle publiait en direct sur le *Postimees*, à mesure que les nouvelles tombaient : *"Ils nous envahissent. Ils nous tuent sans signer leur crime. Ils savent que l'Occident n'aime pas les guerres sans papiers. Et nous ? Nous avons Kalnins, nous avons les poètes, nous avons les morts. Cela suffira-t-il ?"*. L'Europe regarde Les images étaient insoutenables. Des tanks russes sur les routes estoniennes. Des explosions à la lisière de Riga. Des réfugiés par centaines à la frontière polonaise. Et pourtant, à Londres, à Rome, à Madrid... c'était la pluie ou le soleil qui préoccupait les bulletins météo.

Seule la Suède décidait de sortir de sa neutralité. Le premier ministre annonçait que l'armée suédoise fournirait une assistance technique aux centres cyber des pays baltes. Mais les troupes... restaient sur le territoire national.

À minuit, les lignes de front se stabilisaient provisoirement. En Estonie, les forces russes avaient pénétré sur 25 kilomètres à l'est, mais restaient bloquées au sud. En Lettonie, ils tenaient deux ponts principaux. En Lituanie, ils n'avaient pas encore atteint Kaunas. Mais tout le monde savait que les jours suivants seraient pires. Et qu'au fond, la guerre était là, déclarée de fait.

## Acte V - Les Cendres et la Reconstruction (2027)

## LE SYSTÈME KALNINS

Tartu, Estonie – Centre cyber-défensif souterrain

Il était 9h27 à Tartu lorsque le signal d'alerte retentit dans les profondeurs du centre cyber-défensif, à quarante mètres sous terre, dissimulé sous une structure banale de la périphérie de la ville universitaire. Dehors, le givre collait encore aux vitres, la neige couvrait les ruelles, les toits, les routes, et l'Estonie entière semblait figée dans un matin pâle et silencieux. Mais sous terre, l'atmosphère était d'une tension que seule la guerre permettait. Les opérateurs, en uniforme civil, surveillaient les écrans, les flux de données, les trajectoires modélisées. L'air sentait le métal et l'ozone. Les néons, tamisés pour réduire la fatigue, baignaient les couloirs d'un halo bleuté. Le silence régnait. Pas celui d'une salle vide, mais celui, compact et dense, d'un sanctuaire où chaque seconde pouvait faire basculer un continent. La première vague venait d'être confirmée : deux cents drones russes, dispersés sur plusieurs fronts, mais tous en mouvement vers les capitales baltes. Tallinn, Riga, Vilnius. Un assaut en trois points, méthodique, stratégique, destiné à tester non seulement les systèmes défensifs, mais la résilience politique de l'Europe.

— *“Confirmation de trajectoire. Impact dans 27 minutes.”*

Le lieutenant Rasmus Liiv, coordinateur du protocole d'interception, regardait droit devant lui, les yeux creusés par des semaines de veille, mais le regard intact. À ses côtés, Liis Kalnins, la plus jeune de l'équipe et nièce d'Edvīns, tapait en rafale les dernières commandes d'optimisation du MIIL.

Le MIIL – *Mõistuslik Inversiooniline Impuls Lahendus*, en estonien – n'était plus un simple projet expérimental. C'était l'héritage vivant d'Edvīns Kalnins, mort en protégeant cette idée, cette promesse : retourner l'arme contre l'agresseur. Non plus seulement brouiller mais retourner. La salle centrale du centre cyber-défensif ressemblait à une ruche de lumière et d'ombres. Quinze ingénieurs. Deux officiers de liaison. Un capitaine de l'armée de l'air en observation. Et Maarika Põld, discrète, mais présente, assise sur un banc de fer au fond de la pièce, carnet en main. Le gouvernement l'avait autorisée à écrire. À condition que rien ne soit publié sans validation. Elle n'écrirait pas un mot ce matin-là. Pas un seul. Elle observait. Elle retenait. Elle savait que ce moment ne devait pas être décrit à la hâte. Il serait *raconté*.

À 10h03, la première vague entra dans la zone d'interférence.

À 10h07, après les vérifications croisées, l'ordre fut donné.

— *“Déploiement MIIL. Phase 1. Signaux parasites en émission.”*

Les premières secondes furent suspendues dans un néant technique. Puis, les résultats affluèrent.

— *“Déviation confirmée sur 164 appareils.”*

— *“22 drones ont explosé après désynchronisation interne.”*

— *“14 appareils reviennent vers leur point de lancement.”*

Un murmure monta. Un poing levé, une larme en plus du silence, une victoire contenue. Un miracle numérique venait d'avoir lieu. Mais le calme ne dura pas. La seconde vague approchait. Et elle était plus intelligente, plus rapide, mieux cryptée.

Tartu – Centre cyber-défensif militaire – 10h08

Dans le silence tendu du centre cyber, les résultats de la première vague défilaient comme une respiration profonde après une apnée. 82 % de réussite. Un taux qui dépassait les espérances, même celles d'Edvīns Kalnins dans ses hypothèses les plus audacieuses. Mais nul ne souriait. Parce que déjà, sur les écrans, les spectres de la deuxième vague apparaissaient. Plus bas, plus rapides, plus nombreux. Les Russes n'avaient pas seulement envoyé des appareils standards. Ils testaient aussi leur toute dernière génération de drones tactiques : les Sokol-M21, autonomes, furtifs, conçus pour détecter et s'adapter aux interférences. Ils venaient pour briser le MIIL.

— *“Vague Bravo détectée. 219 appareils. Modèle mixte, 40 % Sokol-M21, 30 % KUB-BLA, 30 % Orlan-30 modifiés.”* annonça calmement Liis.

Cette fois, la pression était palpable. Une sueur discrète naquit sur la tempe du major Joosep Kivi, ancien pilote, aujourd'hui responsable du relais de contre-mesures de l'armée estonienne. Il regardait l'équipe Kalnins comme on regarde une muraille fine, dressée entre l'enfer et son pays. L'équipe Kalnins entra dans une sorte de transe. Leurs doigts volaient au-

dessus des claviers. Tous ajustaient les impulsions MIIL, redirigeaient les interférences, recalait les données de télécommande virtuelle.

— *“On ne peut pas utiliser la même séquence que la phase Alpha,”* glissa Rasmus.

— *“Je sais,”* répondit un membre de l'équipe sans le regarder. *“Je suis en train de faire évoluer la structure par deep-loop adaptatif. Le MIIL apprend pendant que je tape.”*

La température avait légèrement baissé. Le système de ventilation fonctionnait en continu. On n'entendait que les souffles courts, les tapotements des touches, les vibrations sourdes du générateur. Et les premières alarmes internes. Les Sokol-M21 avaient capté une distorsion parasite. Certains se mirent à tourner. Deux d'entre eux se désintégrèrent volontairement, libérant une grappe de drones plus petits : sous-unités à charge thermique. Nouvel effet de surprise. Nouvelle terreur numérique.

— *“MIIL recalculant les modèles de vol croisé...”* annonça une voix synthétique sur le haut-parleur.

Puis :

— *“Phase Bravo. Contre-injection lancée.”*

À 10h16, le MIIL émit ses signaux dynamiques sur des fréquences variables, pulsées comme une symphonie dissonante. Ce n'était plus une attaque. C'était une écriture. Une danse codée. Pendant dix secondes, rien. Puis, l'écran du centre s'illumina de trajectoires inversées. 164 drones sur 219 détournés ou neutralisés. 74,8 % de réussite. Moins que la première fois. Mais face à une génération de drones programmés pour *résister à l'inversion*, c'était une démonstration de domination technologique. Mais il y avait une faille.

— *“Un groupe de 7 drones a échappé au MIIL,”* annonça une analyste.

— *“Vers quelle cible ?”*

Elle hésita. Son écran vibrait.

— *“Tartu.”*

Le cœur du centre. L'abri même du MIIL.

10h17 – ALERTE ROUGE

Le système de sécurité interne se déclencha. Les sirènes retentirent en spirale. Rouge. Rouge profond. Rouge de feu.

— *“Activation du dôme magnétique. L’anti-drone local est opérationnel.”*

À l’extérieur, les sept drones fondaient en escadrille sur un rayon de moins de deux kilomètres. Leur cible n’était pas symbolique. Elle était stratégique. Détruire l’émetteur principal du MIIL. Réduire Tartu au silence.

À 10h18, les batteries automatiques de la base extérieure de Tähtvere entrèrent en fonctionnement. Deux drones furent pulvérisés à haute altitude. Trois autres furent désorientés par les ondes latérales. Les deux derniers, cependant, percèrent. L’un d’eux explosa à 700 mètres de la base, projetant un souffle qui fit trembler les murs. L’autre, touché, s’écrasa dans un champ glacé, à 400 mètres du dôme énergétique.

— *“Pas de pénétration,”* souffla Joosep.

— *“Mais presque.”*

Personne ne commenta davantage. Maarika, qui s’était levée instinctivement, s’était assise de nouveau. Elle observait Liis. La jeune femme, sans ciller, relançait déjà la phase Charlie, en prévision de la troisième vague. Une dernière ligne de code apparut à l’écran. Une ligne en commentaire, que l’équipe n’avait pas encore vue. « Edvīns l’aurait fait. Alors je le fais. » Liis avait ajouté cela dans le cœur même du noyau MIIL. Non pas pour les Russes. Pour elle. Pour Kalnins. Pour l’Europe.

Bruxelles – L’Europe s’arme

L’aube sur Bruxelles n’avait jamais été aussi terne, ni aussi grave. Le ciel était bas, chargé d’un plafond uniforme de nuages gris perle, traversé parfois par les lames pâles d’un soleil hésitant. L’atmosphère avait ce silence suspendu, si caractéristique des villes qui savent que quelque chose d’irréversible est sur le point de se produire. Les rues proches du quartier européen, pourtant familières à la foule affairée des technocrates, étaient désertées. Les rideaux de fer des cafés, des librairies, des imprimeries institutionnelles, étaient restés baissés. Il y avait trop

de nervosité dans l'air, trop d'informations contradictoires, trop de regards fuyants. Dans les travées souterraines du Conseil de l'Union européenne, situé rue de la Loi, la tension était à son comble. On avait installé dans la grande salle plénière, sous la verrière blindée, un immense écran qui transmettait en direct les images satellites des frappes déviées sur les bases russes. L'équipe de Kalnins venait de réussir, au-delà de toute espérance. Les analystes confirmaient un taux de réussite de 86%. L'ordre international vacillait, mais pour la première fois depuis le début du conflit, l'Europe avait un levier.

À 9h15, les chefs d'État arrivèrent un à un. Emmanuel Macron, la mâchoire serrée, l'œil fatigué, s'installa dans la salle avec un léger retard. Friedrich Merz, d'un calme glacial, se glissa silencieusement à sa droite. À gauche, Donald Tusk, Premier ministre de Pologne, arborait une mine sombre, prêt à tout. Petteri Orpo pour la Finlande, Mark Rutte pour les Pays-Bas, Pedro Sánchez pour l'Espagne, et les dirigeants baltes déjà sur place – Kaja Kallas, Ingrida Šimonytė, Arturs Krišjānis Kariņš – complétaient le tableau. Certains étaient silencieux. D'autres feignaient la routine diplomatique, mais leurs doigts tremblaient en feuilletant les notes. Le président du Conseil, Charles Michel, ouvrit la session d'une voix presque solennelle.

— Mesdames et messieurs, l'heure n'est plus aux analyses. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont envahies. L'Ukraine est partiellement occupée. La Biélorussie, tenue par une dictature illégitime, est le théâtre de crimes de guerre. L'Amérique regarde ailleurs. Notre survie géopolitique dépend de notre unité. Il n'y aura pas d'autre soutien, nous devons agir.

Un silence lourd s'abattit. Puis ce fut Macron qui prit la parole, d'une voix calme, grave, et presque douce.

— La France enverra cent vingt mille soldats. L'armée est prête. Les bases logistiques en Allemagne et en Pologne sont opérationnelles. Le Parlement a approuvé à 64%. Je n'ai plus besoin d'attendre.

Friedrich Merz hocha lentement la tête.

— L'Allemagne mobilisera deux cent mille hommes. Le Bundestag vote ce soir, mais j'assume déjà la décision. Il faut sauver l'Europe... avant qu'elle ne disparaisse.

Tusk bondit de son siège :

— Nous avons alerté depuis des années ! Il est trop tard pour les sermons. Mais pas pour les balles. La Pologne engage cent cinquante mille hommes. La moitié est déjà prête à traverser la frontière biélorusse.

Dans la salle, les chiffres s'additionnaient comme les grains d'un sablier maudit : quatre cent soixante-dix mille soldats confirmés. D'autres voix suivirent.

— Espagne, cent mille.

— Italie, quatre-vingt mille.

— Finlande, soixante mille.

— Suède, cinquante mille.

— Belgique, vingt-cinq mille.

— Tchéquie, Hongrie, Roumanie, Slovaquie... Les engagements s'égrenaient comme une litanie martiale. Bientôt, le chiffre fut atteint.

Un million. Un million de soldats européens mobilisés sous une bannière unique, pour une guerre qui n'avait jamais été déclarée, mais qui consumait déjà le continent.

Dans les couloirs du bâtiment Justus Lipsius

Pendant ce temps, dans les couloirs, les assistants parlementaires couraient, les téléphones grelotaient, les traducteurs s'arrachaient les tympans à force de hurler dans leurs micros les décisions historiques. Des cartes étaient affichées, mises à jour en temps réel. Une section d'état-major de l'OTAN, en retrait, observait sans intervenir. Les Européens, cette fois, ne demandaient pas leur aval. Il ne s'agissait plus de plaire à Washington, mais de survivre à Moscou. Dans une salle attenante, Ursula von der Leyen, pâle, mais ferme, rédigeait le communiqué conjoint de la Commission.

— Il faut ajouter ceci, dit-elle à son conseiller. *“L'Union européenne considère désormais le régime de Vladimir Poutine comme un agresseur hors cadre du droit international. Toutes les mesures économiques, militaires, numériques sont autorisées.”*

Elle marqua une pause, puis ajouta :

— Et... “La Fédération de Russie sera tenue pour responsable des pertes civiles, humaines et matérielles dans l’espace européen.” Voilà. C’est notre doctrine de guerre.

Le conseiller acquiesça. La phrase entrerait dans l’Histoire. Le vote de la mobilisation À midi pile, un vote électronique eut lieu au Parlement européen, en session extraordinaire à distance, les députés étant disséminés à travers l’Europe, pour des raisons de sécurité. 590 voix pour. 43 contre. 39 abstentions. Un tonnerre d’applaudissements éclata à Bruxelles, mais aussi à Vilnius, à Tallinn, à Kiev, à Daugavpils, à Varsovie. L’Europe était debout. Des cris de victoire éclatèrent dans les centres d’accueil de Varsovie, dans les hôpitaux de Lviv, dans les dortoirs d’exilés à Stockholm. Enfin, une riposte. Enfin, une justice.

### L'Europe en guerre

Les premières divisions commencèrent à se déployer dès le soir. Des trains blindés traversèrent la Pologne. Des avions gros porteurs atterrirent à Rzeszów, à Kaunas, à Tallinn. Des troupes espagnoles stationnèrent à Vilnius. Les forces françaises s’installèrent au sud de Narva. L’armée italienne sécurisa la frontière sud de la Biélorussie. Chaque soldat portait un brassard tricolore aux couleurs d’une Europe unie. Sur les tentes militaires, les véhicules de transport, les hôpitaux de campagne, une seule devise : “*Ne plus jamais subir.*” Dans les rues de Bruxelles, des citoyens sortirent leurs drapeaux. Les cloches de Sainte-Catherine sonnèrent à 17h. On ne célébrait pas une guerre, mais un sursaut. Une promesse de dignité.

### Réaction de Poutine

#### *Kremlin, Moscou*

La neige tombait dru sur Moscou. Des flocons lents et denses, presque silencieux, drapaient la ville d’un linceul immaculé. Depuis les balcons du Kremlin, la cathédrale Basile le Bienheureux paraissait irréaliste, flottant dans l’obscurité d’un matin gelé, comme une relique d’un monde disparu. Les caméras de surveillance, les projecteurs de sécurité, les véhicules blindés qui patrouillaient les alentours, rien ne semblait perturber cette paix glacée. Mais à l’intérieur des

murs rouges, dans le bâtiment principal, une fébrilité étrange agitait les couloirs. Au troisième étage du Grand Palais, derrière des portes capitonnées, un silence d'acier régnait dans la salle de commandement. La lumière y était blafarde, presque clinique. Trois horloges analogiques affichaient l'heure de Moscou, de Pékin, et de Bruxelles. La table centrale, longue et laquée, était occupée par une dizaine d'hommes en uniforme. Tous attendaient en silence. Puis, à 5h47 précises, les deux battants s'ouvrirent. Vladimir Poutine entra. Il était vêtu d'un manteau noir d'officier, long, épais, qui lui tombait jusqu'aux chevilles. Son visage, plus fermé que jamais, semblait sculpté dans la pierre. Ses yeux, deux fentes claires, n'exprimaient aucune émotion. Il ne salua personne. Il s'assit en bout de table, posa lentement ses gants en cuir devant lui, et murmura simplement :

— On y est.

Personne ne répondit, puis le chef du commandement opérationnel des forces terrestres dit :

— Monsieur le Président, nous avons la confirmation depuis Bruxelles. La mobilisation est effective. Un million de soldats. Répartis entre Ukraine, Pays baltes, et Biélorussie. Entrée en guerre de facto.

Un autre ajouta, plus hésitant :

— Et les Américains... refusent toujours d'agir. Trump reste sur sa ligne.

Poutine tourna la tête, lentement.

— Ce n'est pas notre problème. Continuez.

Le ministre de la Défense, Youri Frolov, baissa les yeux vers ses dossiers.

— Nos forces sur le front Nord sont au contact permanent avec les troupes lituaniennes à Druskininkai. La ligne ne tiendra pas sans un renfort immédiat. À l'Est, les bataillons engagés à Daugavpils sont encerclés. Nos pertes s'accumulent dans les zones forestières, à cause des embuscades. Et à l'Ouest de Minsk... l'armée européenne a franchi la ligne Orcha.

Un bref silence tomba. Poutine le laissa s'installer. Puis il parla.

— Vous savez ce que cela signifie, n'est-ce pas ? Cela signifie qu'ils ne reculeront plus. Que l'Europe, cette Europe molle, a décidé de mordre. Enfin. Mais qu'ils sont venus trop tard.

Il se leva brusquement.

— Ils croient qu'en déployant un million de soldats, ils me feront reculer ? Ils ne savent rien. Ce ne sont pas des troupes aguerries. Ce sont des fonctionnaires déguisés en soldats. Des Belges, des Hollandais, des Slovaques ! Ils ne tiendront pas une offensive complète.

Il claqua du poing sur la table.

— Et pourtant, ils viennent. Parce qu'ils ont peur. Parce que leurs peuples voient ce que nous sommes capables de faire. Parce que Kalnins leur a donné un jouet, une illusion de sécurité. Mais tout cela n'est rien. Rien, vous entendez ? Nous sommes la Russie.

Un conseiller tenta une remarque prudente :

— Le système Kalnins... il devient vraiment problématique. Nos drones, nos missiles même, sont compromis. Nous avons dû suspendre une frappe sur Lviv par peur de voir les engins se retourner. Il faudrait envisager un redéploiement stratégique...

Poutine se tourna vers lui. Son regard était glacial.

— Je ne recule pas. Pas devant une machine. Pas devant des illusions de puissance numérique. Nous avons Kaliningrad. Nous avons les sous-marins. Nous avons les Sarmat.

Il s'approcha du mur où figurait une immense carte numérique de l'Europe de l'Est. Il pointa l'écran.

— Le point faible, c'est là. La Biélorussie. C'est là que nous devons frapper, là que nous devons conserver l'initiative. Si nous perdons Minsk, nous perdons la narration. L'histoire. Et si nous perdons l'histoire, alors nous sommes morts.

Une heure plus tard, dans le bunker du GRU, les lignes rouges furent examinées. Trois options furent posées devant le président :

1. Mobilisation totale des réserves.
2. Activation partielle du plan nucléaire de dissuasion (option « Mirage »).
3. Attaque conventionnelle sur les troupes européennes dans la région de Brest.

Poutine écouta. Il n'interrompit personne. Il tapota un moment la surface de la table, puis demanda à rester seul. Quand tous furent partis, il se dirigea lentement vers une fenêtre. Il écarta le rideau, regarda Moscou se réveiller. La lumière grise de l'aube filtrait à peine entre les blocs d'immeubles. Les cheminées fumaient. Des bus roulaient, vides. Une ville en guerre, sans le dire. Il murmura :

— Un million de soldats... Ils veulent me dévorer.

Il revint à son bureau, sortit un carnet de cuir noir. Il l'ouvrit à la première page. Une phrase unique y était inscrite : *Если не ты, то кто? Если не сейчас, то когда?* (*Si ce n'est pas toi, alors qui ? Si ce n'est pas maintenant, alors quand ?*) Il reposa le carnet, décrocha un téléphone sécurisé.

— Connectez-moi à Youri Dobrine. Kaliningrad.

Quelques secondes plus tard, la voix de Dobrine répondit :

— Monsieur le Président.

— Youri. Prépare-toi. Nous allons faire ce qu'ils n'osent pas imaginer.

— Vous parlez de... ?

— Pas encore. Mais nous ne reculerons plus. Kaliningrad sera notre rempart. Qu'ils viennent. Qu'ils brûlent.

Et il raccrocha. Dans les heures qui suivirent, un mouvement subtil se mit en place dans l'architecture du pouvoir russe. Des colonnes de blindés quittèrent les bases de Briansk et de Smolensk. Des avions ravitailleurs furent réaffectés. Les troupes stationnées dans l'enclave de Transnistrie furent mises en alerte. Et, sans fanfare, deux sous-marins nucléaires de classe Boreï quittèrent les profondeurs du port de Severodvinsk. La Russie ne répondait pas. Elle se préparait.

Poutine, revenu dans ses appartements, ne dormait pas. Il relut une dernière fois le discours qu'il préparait pour le lendemain. Une allocution nationale. Il y parlerait de la guerre, de l'honneur, du « monde russe » en danger. Mais surtout, il poserait une question : « Voulez-vous vivre à genoux ? Ou mourir debout ? » Il savait déjà que son peuple avait choisi. Mais il

se demandait encore si l'Histoire, elle, le suivrait. Et cette question le hantait plus que toutes les autres.

Washington en alerte maximum

*Washington D.C., Situation Room de la Maison-Blanche*

Le soir était tombé sur la capitale américaine, comme un rideau de plomb. La lumière blafarde des lampadaires se reflétait sur les vitres humides du 1600 Pennsylvania Avenue. Une pluie fine s'écrasait contre les pare-brises des SUV noirs alignés devant les grilles. Les rues avoisinantes, fermées à la circulation, baignaient dans une angoisse sourde. Au-dessus, dans le ciel assombri, les feux de signalisation des hélicoptères militaires clignotaient à intervalle régulier, témoignant d'une activité anormale dans l'espace aérien restreint. Sous la Maison-Blanche, dans le ventre bétonné du pouvoir américain, la *Situation Room* résonnait de voix tendues et de bips d'alerte. Aucun écran n'affichait de courbes économiques ni de bulletins météo. Toutes les cartes montraient des trajectoires, des charges thermonucléaires, des corridors de vol, des signatures satellites. Le commandement stratégique était en place. L'atmosphère y était clinique. Malsaine. Une odeur de café froid et de peur planait sur les épaules de chacun. Le général Bradshaw, commandant du NORAD, se leva. Il passa lentement les mains sur la carte numérique, zooma sur la mer de Barents, puis sur Kaliningrad. Il ne disait rien. Mais son silence en disait long.

— Sept mouvements suspects détectés dans l'espace aérien stratégique russe, dit-il finalement. Des signaux discrets, masqués. On pense à des Boreï qui changent de position. Et on capte une activité anormale dans les silos fixes de Kozelsk. Cela fait trois heures qu'ils sont en alerte modérée.

— L'alerte est-elle confirmée par les satellites GEOINT ? demanda un analyste.

— Oui. Et aussi par SIGINT. Ils activent les chaînes de relais. On ne joue pas à ça. Pas avec les bastions du centre.

Dans la salle, JD Vance était là. Le vice-président agissait comme chef d'État depuis l'hospitalisation temporaire de Donald Trump, officiellement pour une « fatigue virale ». En

réalité, personne ne savait exactement où il était, ni qui avait la main. Mais ce soir, Vance était là. La mâchoire serrée. Les yeux rivés sur les écrans.

— Bon Dieu, ils vont le faire ? murmura-t-il à voix basse.

Personne ne répondit. À 21h24, heure de Washington, les codes d'urgence furent mis sous scellés par le commandement conjoint. Le niveau DEFCON passa de 3 à 2. Dans les bases de l'US Air Force, les B-2 Spirit furent préparés en catimini. Dans le Nevada, deux F-35 armés de bombes nucléaires tactiques prirent l'air, sans plan de vol déclaré. En Alaska, des AWACS se mirent à tourner au-dessus des steppes gelées. Et dans l'océan, les Ohio-class se déplacèrent de plusieurs dizaines de miles, selon un protocole jamais utilisé depuis la crise nord-coréenne de 2023.

À 21h32, l'ambassadrice américaine à l'ONU, Jennifer Lake, fut rappelée à Washington. Elle quitta New York en convoi blindé, escortée jusqu'à un aéroport secondaire de l'État du Maryland. Le pays entier retenait son souffle. Dans la salle des communications tactiques, reliée en temps réel au *Joint Chiefs of Staff*, la CIA avait installé une cellule spéciale. L'un de ses agents, une femme d'une cinquantaine d'années nommée Adrienne Roth, posait des feuillets sur la table. Elle venait de rentrer de Tallinn deux semaines plus tôt.

— Nous avons un sérieux problème, dit-elle calmement. Le système Kalnins fonctionne. Et ils ne nous en ont pas parlé. Six de nos drones MQ-25 ont été détournés, sans qu'un seul opérateur ne comprenne ce qui se passait.

— En Estonie ? demanda Vance.

— Oui. Ils ont intercepté le signal, l'ont inversé, puis renvoyé l'appareil comme si de rien n'était. Sans heurt. Sans perte. Ils nous ont laissé comprendre qu'ils avaient le pouvoir de contrôler ce que nous croyions être inviolable.

Vance tapa du poing sur la table.

— Bon sang, pourquoi est-ce qu'on découvre ça maintenant ?

— Parce qu'ils ne veulent plus nous faire confiance, répliqua Roth. Parce qu'ils pensent qu'on ne viendra pas. Et ils ont raison. On ne vient pas.

Silence. Puis une voix s'éleva, venue du Commandement Spécial des Opérations :

— Si les Russes pensent que leurs missiles peuvent aussi être détournés, ça explique leur panique. S'ils perdent l'avantage stratégique, ils peuvent basculer.

— Et nous, que fait-on ? demanda Vance. Si Moscou lance... quoi ? Une charge tactique ? Un missile de croisière hypersonique ? Un ICBM ? On réplique comment ?

Un officier à lunettes, expert en stratégie nucléaire, répondit :

— Si nous sommes attaqués, les protocoles s'enclenchent. Mais s'ils frappent uniquement Tallinn, Riga, ou une base en Biélorussie, techniquement... ce ne sont pas des attaques sur le territoire américain.

Un autre ajouta :

— Et ce n'est pas un membre de l'OTAN qui a été frappé. L'article 5 ne s'applique pas automatiquement si les États baltes ne l'activent pas.

Vance s'enfonça dans son fauteuil.

— Merde.

À 22h05, le président Trump apparut finalement à l'écran, depuis un lieu non divulgué. Il portait une chemise blanche trop grande et semblait visiblement fatigué. Mais sa voix était ferme.

— Le peuple américain ne sera pas entraîné dans une guerre européenne que nous n'avons pas choisie. Nous appelons toutes les parties à la désescalade. Mais nous ne serons pas les pions d'une stratégie européenne que nous ne comprenons pas. L'Amérique d'abord. Toujours.

Dans la salle, un silence pesant tomba.

— Voilà, dit Vance. C'est fait. Il les a abandonnés pour de bon.

À 22h37, heure de Washington, les services secrets israéliens envoyèrent une alerte maximale à leurs homologues américains : « *Détection de signaux cryptés, possibles mouvements de véhicules nucléaires à Smolensk et Vitebsk. Recommandation : redoublement de vigilance. Hypothèse : repositionnement tactique.* »

Le conseiller sécurité nucléaire du Pentagone souffla :

— Si l'équipe Kalnins arrive à détourner même 40 % des missiles, alors Poutine doit frapper fort dès le premier coup. Il ne peut plus faire d'erreur. Il a une seule cartouche.

— Et si cette cartouche est pour Varsovie ? demanda Vance.

Personne ne répondit. À 23h12, les analystes de la NSA, connectés à Fort Meade, détectèrent un échange entre un général russe et un centre de commandement secondaire à Kaliningrad. L'échange dura trente secondes. Le contenu exact ne fut pas révélé à la presse. Mais dans la *Situation Room*, il déclencha un effet immédiat.

DEFCON 1 fut envisagé. Puis suspendu. Les troupes en Pologne, en Roumanie, en Lettonie, reçurent l'ordre de dispersion. Les écoles américaines en Europe furent mises en alerte. Les ambassades reçurent l'ordre d'évacuer dans les 72 heures. La nuit s'étira. Vers 2h du matin, Washington était toujours éveillée. Vance, les traits tirés, se leva. Il passa une main dans ses cheveux. Il dit, presque pour lui-même :

— On vit la fin d'un monde, et aucun d'entre nous n'est prêt à en écrire le suivant.

Une jeune analyste, à peine sortie de l'université, murmura :

— Ou peut-être qu'on est déjà dans le monde d'après. Celui où l'intelligence des machines choisit à qui la mort sera refusée.

Au loin, dans l'océan, les radars captèrent des signaux silencieux. Les missiles étaient toujours dans les silos. Les fusées prêtes. Mais pour l'instant, personne n'avait appuyé sur le bouton. Le monde restait suspendu.

Francfort / Strasbourg : La saisie

*Strasbourg (Parlement européen) – Francfort (Banque centrale européenne)*

Le ciel était laiteux au-dessus de Strasbourg, ce matin-là. Une brume sale descendait des Vosges, enveloppant la ville d'une lumière spectrale, comme un linceul hésitant entre la paix et l'orage. Il régnait dans l'enceinte du Parlement européen un silence d'abbaye avant la messe – solennel, tendu, presque sacré. Dans les travées du bâtiment Louise-Weiss, les agents de sécurité patrouillaient en double. Le service protocolaire avait interdit les pauses presse. Les

journalistes étaient maintenus à distance. Même les badges accrédités étaient filtrés. Une atmosphère de basculement régnait dans les couloirs, comme si l'histoire s'apprêtait à s'écrire.

À 9h13, la cloche interne de l'hémicycle sonna. Un long tintement grave. Les portes s'ouvrirent. Les députés entrèrent. Aucun ne parla. Ils portaient tous une cravate sombre, ou un brassard bleu ciel. Beaucoup avaient accroché un ruban jaune à leur veste, à leur revers, ou à leur sac. Une image de Daria Lobanova, imprimée sur un petit badge, circulait de main en main. Volia avait changé de statut : de groupe rebelle, ils étaient devenus la conscience d'un continent. La Présidente du Parlement entra à son tour. Derrière elle, les commissaires, les juristes, les membres du Service juridique européen, le vice-président de la Commission, le haut représentant Josep Borrell – vieilli, les traits creusés par des nuits sans sommeil. Un député lituanien, vêtu de noir, murmura à son voisin :

— Aujourd'hui, ce n'est pas l'Europe qui vote. C'est l'Histoire.

Le vote portait sur une résolution préparée depuis des mois, mais jamais soumise au vote final : la saisie définitive des avoirs russes gelés dans les institutions bancaires européennes.

Montant estimé : 302,7 milliards d'euros.

Objectif : financer la reconstruction de l'Ukraine, de la Biélorussie, des États baltes.

Depuis le déclenchement de l'invasion totale, les fonds russes – immobilisés dans des banques centrales, dans des sociétés de compensation, dans les systèmes de règlement – étaient gelés, mais non confisqués. Légalement, ces sommes ne pouvaient être utilisées sans motif de guerre, ou décision de justice. Mais désormais, la guerre était là. Elle avait un nom, un prix, des victimes. Elle n'était plus un risque : elle était une réalité.

À Francfort, à la même heure, la Banque centrale européenne avait convoqué un conclave. Dans une salle sans fenêtre, protégée de toute captation électronique, la décision parallèle fut prise : les comptes bancaires concernés, répartis entre les systèmes TARGET2 et T2S, allaient être saisis au titre de contribution aux réparations de guerre.

À Strasbourg, le vote commença à 9h46. Dans la salle, pas un souffle. Chaque député était invité à voter à voix haute, depuis son pupitre, pour inscrire sa position dans les archives. Les noms défilèrent.

- Antonio Ramirez, Espagne : *pour*.
- Elena Wróbel, Pologne : *pour*.
- Jakob Brenner, Allemagne : *abstention*.
- Yannick Buisson, France : *pour*.
- Csilla Nagy, Hongrie : *contre*.
- Teodoras Malinauskas, Lituanie : *pour*.

Les caméras internes diffusaient en direct. Pas de montage. Pas de coupe. Pas d'échappatoire. L'Europe, ce jour-là, se montrait au monde telle qu'elle était : hétérogène, lente, mais capable d'un moment de vérité.

À 11h12, le résultat tomba. Résolution 2087/27 – Adoption : 451 voix pour, 63 contre, 84 abstentions. La salle ne se leva pas. Il n'y eut pas de cris de joie. Seul un murmure traversa les bancs. Et les mots qui s'échangeaient à voix basse n'étaient ni techniques, ni triomphants. Ils étaient simples :

- C'est juste.
- C'est nécessaire.
- C'est la fin d'un monde.

À Francfort, au même instant, les ordres partirent. La Bundesbank réécrivit les codes d'accès des comptes. Les comptes de la Banque centrale de Russie, ceux de Rosneft, Gazprombank, Sberbank, mais aussi de plusieurs oligarques russes liés au régime de Loukachenko, furent vidés dans un compte d'attente. Une nouvelle entité fut créée dans l'urgence : Fonds de Réparation Européenne pour les Nations Libérées (FRENL). Son siège serait à Tallinn. Premier versement autorisé : 10 milliards d'euros pour les hôpitaux ukrainiens. Deuxième : 8,5 milliards pour la remise en état des infrastructures énergétiques en Biélorussie. Troisième : 12 milliards pour le logement d'urgence et les écoles dans les pays baltes. La réaction de Moscou fut immédiate.

À 13h00, heure de Strasbourg, Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, déclara en direct : « Ce jour restera dans l'histoire comme le plus grand vol organisé

par des États se prétendant civilisés. La Russie ne reconnaîtra jamais cette décision. L'Europe vient de brûler le dernier pont. » À la Douma, des députés crièrent au pillage. À la télévision d'État, le mot « revanche » fut répété 42 fois en une heure. Mais personne ne parla de Zelensky, de Daria, de Mikita. Personne ne parla des enfants morts dans les gymnases de Kharkiv. La Russie ne voyait que ses coffres.

À Bruxelles, Ursula von der Leyen, droite dans ses bottes, monta à la tribune du Berlaymont. Sa voix, d'habitude prudente, tremblait légèrement : « L'Europe n'a pas volé. Elle a répondu. Elle n'a pas puni. Elle a réparé. Nous n'avons pas cherché la guerre. Mais nous allons payer la paix. Et ceux qui l'ont détruite paieront aussi ». Le soir même, dans les rues de Vilnius, Tallinn, Dnipro et Minsk, des écrans géants diffusèrent l'information. Les gens ne comprirent pas tout. Mais un chiffre resta : 300 milliards d'euros. Pour eux. Pour reconstruire. Pour guérir. Pour revenir. Des visages s'illuminèrent. Pas d'euphorie. Une forme de soulagement, de promesse. Et quelque part, dans un petit appartement de Francfort, un banquier de niveau intermédiaire, ancien employé de la Deutsche Börse, lut le rapport confidentiel et murmura :

— Nous venons de faire ce que personne ne pensait possible.

Son collègue lui répondit, laconique :

— On vient de leur rendre ce qu'ils n'ont jamais eu : une dette morale.

Minsk

Fin de Nuit

Les rues de Minsk étaient silencieuses, recouvertes d'une pellicule de neige souillée, noire aux abords des carrefours, fondue sur les toits de tôle, encroûtée sur les parebrises des véhicules militaires russes en déroute. Depuis trois jours, la capitale biélorusse tremblait sous les coups d'un orage diplomatique et militaire sans précédent. Ce matin-là, avant même que l'aube ne perce le ciel graphite, des camions européens franchissaient les faubourgs ouest, drapeaux de mission flottant au vent. Kaarel Vaher, debout à l'arrière d'un véhicule blindé léger, scrutait l'horizon à travers un périscope de combat. Le visage tiré, les traits creusés par les jours sans sommeil, il portait sur lui l'autorité calme des hommes dont la mission n'a plus d'alternative.

À sa ceinture, l'étui fermé d'un Glock modifié. Dans sa main gauche, un petit boîtier crypté, sur lequel clignotait une seule phrase : *"Phase 3 – Fin de nuit. Exécuter."* L'opération portait bien son nom.

Dans la nuit précédente, 200 000 soldats européens avaient franchi la frontière biélorusse par quatre axes différents. De Brest, Grodno, Druskininkai et Daugavpils. Une opération militaire d'une précision chirurgicale, coordonnée entre les forces spéciales baltes, françaises, allemandes et polonaises. Les résistants internes avaient activé les relais logistiques à l'intérieur du pays. Routes minées contournées. Ponts sécurisés. Casernes désorganisées. Le régime de Loukachenko, amputé de ses ressources et frappé d'aveuglement technologique, ne voyait rien venir. Dans les sous-sols du ministère de l'Intérieur, Loukachenko était retranché. Entouré de ses derniers fidèles. Des hommes aux yeux hagards, des généraux aux ordres hésitants, des ministres en costume froissé, certains en larmes, d'autres armés jusqu'aux dents. Les écrans diffusaient en boucle les images de la progression européenne. Loukachenko, lui, ne disait plus un mot. Sa main ne quittait plus le manche de sa canne. Son visage, boursoufflé, rouge, transpirait la panique. Kaarel descendit du blindé à 4h37.

Dans le quartier militaire central de Minsk, des drones survolaient les toits. MIIL – le système Kalnins – opérait sans relâche. Toutes les tentatives russes de frappes de couverture échouaient ou revenaient vers leurs points de départ. Les soldats baltes avançaient dans un silence discipliné, fusil sur la poitrine, visière baissée, regard fixe. Ce n'était pas une guerre, c'était une résolution. Une correction d'Histoire. Une reconquête morale. Et pourtant, elle avait un prix. Le commandement biélorusse s'était effondré dans la nuit. Trois régiments avaient déserté. D'autres s'étaient livrés sans résistance. À 4h53, la Garde présidentielle, exsangue, fut encerclée. Trois tirs de sommation suffirent. Les hommes jetèrent leurs armes au sol. À 5h08, Kaarel franchit les portes du ministère. Le couloir principal sentait la poudre et la sueur. Des vitres brisées crissaient sous les bottes. Un long couloir aux lumières tremblantes. À chaque mètre, des signes de chute : un drapeau brûlé, une chaise renversée, une trousse médicale vidée à la hâte. Au bout du couloir, une double porte métallique. Fermée. Blindée. Kaarel s'arrêta. Il regarda autour de lui, demanda un canal sécurisé.

— *Vaher à Commandement Estonie : en position. Attente confirmation finale.*

Deux secondes. Trois. Une voix familière lui répondit. Celle du président Alar Karis. En clair.

— *Kaarel. Il est temps. L'Europe est prête. Terminez.*

À 5h13, les charges furent placées. À 5h15, la porte vola en éclats. À l'intérieur, Loukachenko se leva d'un bond, tituba, hurla un ordre inaudible. Ses gardes hésitèrent. Un seul tenta de tirer. Abattu net. Le reste leva les bras. Kaarel entra. Il s'approcha.

— Alexandre Grigorievitch Loukachenko. Vous êtes responsable de crimes contre l'humanité, de violations répétées des traités internationaux, et de massacres ciblés sur votre propre population. Vous êtes désormais déchu de tout pouvoir.

Loukachenko le regarda avec rage. Il tenta de s'avancer, mais un spasme le prit.

— Ce n'est pas fini, gronda-t-il. Vous ne comprenez rien. C'est Moscou... C'est Poutine...

— Poutine n'est plus votre recours, répondit Kaarel. La nuit s'achève.

Une détonation sèche. Loukachenko s'effondra. Aucune liesse. Aucun cri. Juste le silence.

À 5h19, l'ordre de fin d'opération fut validé. Les chaînes officielles biélorusses passèrent au noir. Quelques minutes plus tard, un communiqué signé conjointement par les chefs d'État de l'Union européenne et les représentants des forces baltes annonçait : *"Le régime de Loukachenko est tombé. L'Europe veille. Le droit redevient une arme."*

Au QG de Tartu, les membres survivants de l'équipe Kalnins se regardèrent sans mot dire. Un technicien pleura. Une femme se leva, alla jusqu'à la baie vitrée, regarda les premières lueurs de l'aurore. Le commandement provisoire de Biélorussie fut immédiatement installé dans les locaux libérés de la mairie de Minsk. À midi, la place centrale fut rouverte. Des fleurs y furent déposées. Parmi elles, une gerbe blanche marquée d'un simple mot : Volia.

Daugavpils – L'Europe chasse

*Daugavpils, Lettonie – puis Biélorussie profonde*

Le ciel au-dessus de Daugavpils avait pris cette teinte d'acier mat qu'il affiche parfois aux premières heures d'une reconquête. Pas un nuage, pas un souffle. L'air suspendu. Il était six heures trente du matin lorsqu'un silence plus lourd que d'habitude s'abattit sur la ville. Un silence d'avant la tempête. La Lettonie venait de se réveiller soldat. La nuit précédente, les

premiers véhicules blindés européens avaient traversé la Daugava, ce fleuve lent et profond qui coupe la ville en deux. Les ponts avaient été sécurisés par des unités spéciales lettones et françaises, coiffées de noir, camouflées dans les ombres d'un territoire qu'elles connaissaient désormais par cœur. La ville s'était transformée en avant-poste de guerre. L'Europe, longtemps dans l'attente, agissait enfin. Le QG avancé avait été installé dans une ancienne usine textile rénovée à la hâte, sur les hauteurs de la ville. Trois étages bardés d'antennes, de câbles protégés, d'écrans de contrôle, de relais tactiques. Sur la façade, rien. Pas d'insigne, pas de drapeau. Juste une porte de fer. L'intérieur, en revanche, vibrait d'une tension vive. L'état-major balto-européen y avait pris place : généraux lettons, officiers estoniens, spécialistes allemands, ingénieurs français, coordinateurs espagnols, tireurs suisses. Une armée nouvelle, plurinationale, coopérative. Une armée européenne qui n'avait plus peur de son ombre. La mission : repousser les dernières unités russes retranchées en Biélorussie et sécuriser la frontière orientale avant l'hiver.

Dans la salle principale, une immense carte numérique balayait la frontière du regard. Chaque mouvement de troupe y était inscrit en temps réel. Des lignes clignotaient, des zones s'actualisaient. Depuis trois semaines, les forces russes reculaient. Mais comme des chiens acculés, ils mordaient encore, en meute. Ils s'étaient repliés dans les forêts marécageuses, les ruines industrielles, les villages à moitié brûlés. Mais cette fois, ils étaient suivis. Poursuivis. Le système MIIL, activé depuis les bunkers renforcés de Tartu et de Vilnius, garantissait une couverture constante. Toute tentative de frappe de drone était désormais un suicide pour l'assaillant. Sur vingt drones envoyés en Lettonie ou en Lituanie la veille, dix-sept avaient été retournés, et trois désactivés en vol. Pas un n'avait atteint sa cible.

Le commandement opérationnel était assuré par le général Imants Ozols, un vétéran letton, silencieux mais impitoyable. Il avait pris les commandes de la coordination multinationale comme on saisit une arme fatiguée : avec expérience et fermeté. À ses côtés, la commandante française Claire Deglane, spécialiste en guerre urbaine, menait les assauts dans les villes biélorusses en ruines. Elle connaissait le terrain, elle savait lire le silence, et surtout, elle avait confiance dans l'outil Kalnins. Une confiance dure, mais absolue. A 08h40, le signal de l'opération fut donné.

Biélorussie – axe Lettonie/Daugavpils

Le froid était sec, coupant, presque métallique. Il tombait sur les plaines biélorusses comme une couverture de cendre figée, rendant chaque mouvement lent, chaque respiration visible. Les colonnes européennes progressaient vers le sud, au-delà de Daugavpils, au pas d'un nouveau monde. Le ciel était laiteux. Ni complètement blanc, ni gris. Les rafales de vent balayaient les drapeaux tricolores, baltes, polonais, allemands, français, qui ornaient les blindés. Une armée européenne sans précédent avançait à la conquête d'un territoire que, deux ans plus tôt, personne n'aurait imaginé pénétrer. Les soldats étaient jeunes, déterminés, équipés de combinaisons thermiques adaptatives. Leurs visages, burinés par des semaines de combat et de froid, ne trahissaient plus rien sinon l'obstination. Daugavpils, devenue capitale logistique avancée, était méconnaissable. La ville avait été transformée en centre de coordination interarmées. L'ancienne gare de marchandises, réhabilitée à la hâte, servait de nœud central aux transmissions. Les vitraux brisés de la vieille cathédrale Saint-Boris et Gleb étaient couverts de bâches militaires, et la nef accueillait des bancs de surveillance radar et de communications satellite. Un gigantesque écran LED, suspendu sur l'autel effondré, affichait la carte en temps réel des fronts. Sur l'axe est, au sud de Polatsk, la résistance russe se désagrégeait. À l'ouest, près de Brest, les troupes du Kremlin tentaient encore quelques replis coordonnés, mais les frappes de précision et les détournements de drones les désorganisaient sans relâche. À l'étage d'un bâtiment administratif reconverti, une salle de commandement abritait les chefs des armées baltes. Le général Jānis Sprogis, letton, y menait les opérations avec le calme méthodique d'un chirurgien. À ses côtés, la commandante estonienne Maarja Pärn, silhouette élancée et regard acéré, coordonnait l'appui numérique.

— *"Nous avons encore détecté une tentative de brouillage au-dessus de Pastavy. Mais le MIIL l'a contourné automatiquement. 86% de la vague détournée. Les 14% restants ont été neutralisés par les batteries polonaises."*

— *"Des pertes ?"*, demanda Sprogis sans quitter la carte.

— *"Un blindé français touché par erreur par un drone mal recalibré. Deux blessés. Stables. Rien de grave."*

Le MIIL était devenu le cœur invisible de cette reconquête. Capable d'inverser la commande des drones russes et maintenant, dans une version expérimentale, d'intercepter les trajectoires balistiques courtes, il protégeait cette armée paneuropéenne comme un ange gardien cybernétique. La guerre se gagnait dans la neige, mais aussi dans les flux de données.

À l'extérieur, les rues de Daugavpils grouillaient de mouvements. Des camions logistiques acheminaient vivres, munitions, carburant. Des convois civils escortés quittaient la zone, libérés de villages repris la veille. La veille, à Rasony, les premières unités européennes avaient été accueillies en libérateurs. Une vieille femme, en foulard de laine rouge, avait offert un pain noir cuit dans un vieux four à bois aux soldats italiens du bataillon d'infanterie mobile. Les images avaient été filmées par une équipe suédoise et diffusées dans toute l'Europe en moins de deux heures. Le cœur européen, longtemps hésitant, battait à nouveau. Mais il ne fallait pas se laisser émouvoir. Les Russes ne se repliaient pas sans mordre.

Sur la route secondaire menant à Vitebsk, un convoi polono-lituanien avait été attaqué par un commando isolé, probablement une unité Wagner restée hors contrôle. Quatorze morts, dont trois médecins. Les frappes de rétorsion n'avaient pas tardé. Deux dépôts russes avaient été pulvérisés par des drones détournés. Dans l'ombre, un nom circulait avec discrétion : Kaarel Vaher. Son opération, *Fin de nuit*, ayant conduit à l'exécution de Loukachenko dans son propre QG à Minsk, était encore classifiée. Mais dans les mess, les couloirs, les abris, on parlait de l'Estonien comme d'un homme de l'ultime recours. Le Kremlin n'avait pas confirmé.

Au QG de Daugavpils, un moment suspendu se produisit à 03h12, ce matin-là. Les capteurs du système Kalnins indiquèrent une anomalie : une micro-vague de drones américains, modifiés, tentait de pénétrer l'espace balte depuis le sud-est, en provenance d'une base turque. Le capitaine français Éric Desmaretz, chef de l'unité de supervision stratégique, leva la tête lentement de son terminal.

— *"Ce sont des MQ-28. Ils ne sont pas dans les plans."*

Le général Sprogis fronça les sourcils.

— *"C'est une intrusion ?"*

— *"Disons... une curiosité. Mais s'ils ne répondent pas, ils seront traités comme hostiles."*

Trois minutes plus tard, les six drones furent détournés. Aucun incident. Ils retournèrent à leur base sans alerte. Mais le message était clair : le système Kalnins ne faisait pas de distinction.

En Europe, on commençait à comprendre. La puissance ne résidait plus dans le nombre, mais dans l'intelligence du réseau. Le soir, dans une maison abandonnée, non loin de l'ancien poste frontière de Braslaw, une poignée de soldats baltes se réchauffaient autour d'un petit feu. Ils avaient récupéré un vieux transistor dans une station-service désaffectée. Une voix grésilla.

*« Ici radio Volia, libre et clandestine. Minsk pleure. Mais se lève. Pour chaque village libéré, pour chaque école rouverte, pour chaque arbre qui a vu tomber un jeune combattant, l'Europe répond enfin. Ce n'est pas le canon qui fait la victoire. C'est la mémoire. »*

Le plus jeune soldat, un Letton nommé Raimonds, hocha la tête.

— *"Elle parlait de Daria."*

Un silence s'imposa. Daria, leur sœur d'idéal. Mikita, dont les poèmes circulaient maintenant dans les rations, gravés au stylo sur les emballages. Ivan, dont la dernière lettre, traduite en vingt-deux langues, avait été lue à l'ONU par la fille de Maarika Põld.

Stockholm : La salle Kalnins

Stockholm – Centre européen de coordination cybernétique (niveau -4)

Stockholm. Une ville aux mille reflets, posée sur ses eaux figées, balayée par les vents du Nord. Les lampadaires diffusaient une lumière pâle sur les quais enneigés, presque spectrale. Les rues étaient silencieuses, comme si la capitale suédoise retenait son souffle. Mais dans ses entrailles, profondément enfouie sous la roche, une guerre invisible se livrait. À cent-vingt mètres sous le niveau de la mer, une salle sans nom, officiellement désignée *"Unité de Traitement des Incidents Cybercontinentaux – NORD-04"*, était plus connue, dans les cercles restreints, sous un autre nom : la salle Kalnins. Elle n'existait pas. Pas dans les organigrammes. Pas dans les accords européens. Et surtout pas dans la presse. Pourtant, c'était là que se décidait désormais une large partie de l'équilibre militaire du continent. La salle était longue, haute, tapissée de matériaux composites insonorisants, éclairée par des LED blanches encastrées dans les parois. Une vingtaine d'écrans géants couvraient le mur nord, affichant des

topographies, des courbes de dissipation électromagnétique, des lignes de code en mouvement, des modèles de simulation de vol. Une centaine de personnes s’y activaient, en silence ou presque. Ingénieurs français, cryptographes lituaniens, mathématiciens estoniens, analystes suédois. Une Europe parallèle, née de la peur, forgée dans l’urgence, déterminée par le besoin d’un sursaut. À minuit pile, le responsable de séance, Einar Sjöberg, colonel de réserve et ancien professeur à KTH, prit la parole. Sa voix grave résonna dans les enceintes directionnelles, sans heurter le calme de la salle.

— *"Rapport consolidé sur la phase V du système MIIL. Détournement opéré sur 86,1% des appareils engagés par la Fédération de Russie au cours des sept derniers jours. Parmi eux : 74 drones d’attaque de moyenne altitude, 112 drones de reconnaissance, et 6 missiles tactiques à guidage autonome de la série RSN-10. Aucun incident notable dans la redistribution du signal. Aucun dommage collatéral en zone civile."*

Un grand tableau synthétique apparut sur l’écran central : MIIL – Résultats semaine 06 / 2027

- Tentatives d’intrusion : 264
- Objets détournés : 227
- Objets neutralisés : 30
- Objets ayant atteint leur cible : 7
- Taux global d’efficacité : 86%

Un murmure discret parcourut la salle. Pas de satisfaction. Une forme d’étrange vertige. Car pour la première fois dans l’histoire des conflits modernes, un système défensif purement numérique, déployé à l’échelle continentale, infligeait à l’ennemi une perte de contrôle totale sur son propre arsenal. Et il n’était pas américain. Dans la salle, chacun connaissait l’origine, l’histoire, les nuits blanches à Tartu, le sacrifice. Certains avaient même connu Edvīns Kalnins, ce jeune Estonien au regard insaisissable, mort sous un tir de missile russe, en ayant eu le temps d’envoyer son dernier code. Dans une pièce attenante, isolée du reste, cinq hauts représentants des États membres étaient réunis autour d’une table ovale. Aucun symbole sur les murs. Aucun téléphone. Des brouilleurs avaient été activés dans un rayon de 400 mètres. Il y avait là Claire Montagnier, directrice cyber du ministère français des Armées, Lars Nyström

pour la Suède, Vilma Kriisa pour l'Estonie, Elena Novak pour la Lituanie, et Michael Braun, attaché spécial de la chancellerie allemande. Sur la table, un unique document imprimé, classé *Odin-Europa*. Il contenait la synthèse du rapport : *"Le système MIIL représente aujourd'hui la technologie de défense cyber la plus avancée au monde. Sa capacité à réécrire temporairement les vecteurs de commande court-terme de systèmes semi-autonomes en zone de conflit active est sans précédent. Aucun système américain, russe ou chinois connu n'approche ce taux d'efficacité."*

— *"Nous avons franchi un seuil"*, déclara lentement Elena Novak, en posant ses lunettes sur le bois brut de la table. *"Un seuil géopolitique. Stratégique. Civilisationnel."*

Michael Braun hocha la tête. Il avait l'air plus inquiet que soulagé.

— *"Si nous pouvons détourner leurs drones... nous pouvons aussi, potentiellement, neutraliser leurs missiles à courte et moyenne portée. Si nous ne nous posons pas de limite."*

Claire Montagnier, droite, implacable :

— *"La seule limite, c'est l'attaque, et nous n'attaquons pas, nous défendons."*

Un silence tomba. Pesant. Terrible. Ce n'était pas une table de guerre. C'était une table de conscience.

À 2h17 du matin, les chiffres du MIIL s'actualisèrent en direct. Une nouvelle vague de 38 drones russes, identifiés au large du golfe de Riga, avait été intégralement détournée. Sept s'étaient abattus sur une base de stockage munitions à Vitebsk. Les autres s'étaient désintégrés en vol ou posés en zone boisée. Une note automatique s'afficha : *"Aucune victime civile."* Mais le message implicite était clair : la Russie était touchée sur son propre sol par ses propres armes.

Le lendemain matin, les ambassades occidentales reçurent une note diplomatique d'une extrême violence en provenance de Moscou. Le ton évoquait "des actes de guerre dissimulés", "une manipulation illicite du ciel souverain", et "un changement des règles de la dissuasion technologique". Mais personne ne répondit. Pas à Moscou. Pas à la presse. Pas aux rumeurs. La salle Kalnins resta dans le silence.

Washington : L'Amérique comprend qu'elle va perdre son statut de gendarme du monde

Washington D.C., États-Unis

Le ciel de Washington s'était teinté d'un bleu tranchant, sans un nuage, sans une brise. L'immobilité presque figée de l'atmosphère contrastait avec l'agitation souterraine qui secouait les couloirs de la Maison-Blanche. Ce matin-là, la lumière découpait avec cruauté les colonnes de marbre, les bustes des présidents morts paraissaient plus lourds qu'à l'accoutumée. L'odeur du café, omniprésente, semblait n'apporter aucun réconfort. Car en ce matin calme, l'Amérique commençait à comprendre qu'elle n'était plus ce qu'elle avait été : l'arbitre, le bouclier, la superpuissance. Dans la Situation Room, les visages étaient tendus, la lumière était crue, les écrans saturés de données et de flux tactiques européens. Vance, silencieux, scrutait les projections. Un silence d'effroi s'était abattu quand les ingénieurs de la NSA avaient confirmé ce que tout le monde redoutait : le système cyber-défensif européen – baptisé *MIIL* – avait réussi à détourner plus de 86 % des missiles et drones russes sur leur propre territoire. C'était inédit. Inespéré. Irréversible. Le général Matthew Rogers, commandant suprême de l'US Cyber Command, prit la parole d'un ton grave :

— Monsieur le Président, ils l'ont fait. Les Baltes ont gagné la guerre sans envahir. Sans tuer. Ils ont retourné l'arme contre la main qui la lançait. C'est... une révolution militaire.

Trump, dans son costume bleu nuit, ne répondit pas. Il mâchonnait une pastille à la menthe, le regard rivé sur les écrans où s'échouaient les cartes rouges de Kaliningrad, les zones de crash en Biélorussie, les champs calcinés par des frappes venues de drones... retournés. À la table, les conseillers de la CIA, de la DARPA, du Département d'État et du Pentagone échangeaient des regards. L'Europe, cette entité qu'on avait crue condamnée à l'indécision, avait pris les armes, le contrôle, la direction. Sans les Américains. Pire : contre leur avis.

— Ils ont inversé des missiles supersoniques, dit enfin Karen Fitzgerald, directrice technique de la CIA. On parle de technologies soviétiques modifiées, qui volent à Mach 5, et qu'ils ont renvoyées à Smolensk, Belgorod et même Krasnodar. Ils ont réussi là où nos systèmes de brouillage n'ont jamais dépassé les 30 % d'efficacité.

Vance tapa du poing.

— Comment ont-ils fait ? Comment ?

Mais personne ne répondit. Dans les couloirs du Capitole, le même vent de panique soufflait. Des sénateurs républicains criaient à la trahison de l'Europe, d'autres appelaient à rétablir une "relation hiérarchique avec les alliés". À huis clos, les débats étaient acides, amers. Le président Trump, qui avait annoncé fièrement l'arrêt de l'aide militaire à l'Ukraine en janvier 2025, voyait se dessiner sous ses yeux le basculement du monde. Ce n'était pas seulement l'Europe qui s'était émancipée. C'était l'Amérique qui perdait. Elle perdait son monopole technologique. Perdait son autorité stratégique. Perdait même sa capacité de dissuasion, car *quelque part en Estonie*, un groupe de jeunes programmeurs inconnus, guidés par les notes posthumes d'un génie mort dans un bunker à Tartu, venait de démontrer que la guerre pouvait être inversée.

À Langley, la CIA convoqua une réunion d'urgence avec ses antennes européennes. Les demandes de données sur le système MIIL furent transmises à Tallinn, mais la réponse fut sèche : *classified*. L'OTAN elle-même n'avait pas reçu de documentation complète. L'arme Kalnins n'était pas dans le giron atlantique. Elle n'était dans aucun giron.

À Bruxelles, Ursula von der Leyen annonçait, solennelle, la doctrine de souveraineté cyber-européenne. À Stockholm, dans la salle souterraine dite *Kalnins*, les équipes de surveillance confirmaient que l'Europe n'avait plus besoin d'intercepteurs américains. Les escadrons numériques suffisaient.

De retour dans le Bureau Ovale, Trump tournait en rond.

— Si on avait eu ça... Si on avait eu ce système, putain, l'Ukraine serait encore debout.

Il s'interrompit, puis lâcha :

— Et on ne nous a rien dit.

Ses yeux se posèrent sur Vance.

— Ils ont joué perso. Ces Baltes. Ces maigrichons-là... Ils ont sauvé l'Europe. Sans nous. On aurait dû les contrôler. Les acheter. Les recruter.

Karen Fitzgerald hocha la tête.

— Monsieur, on a tenté. Vous vous souvenez ? Mars 2026. Notre mission diplomatique à Tallinn a proposé dix milliards de dollars. Ils ont refusé.

— Et c'est cette Van der Leyen qui nous a humiliés en direct...

Il cracha dans un verre vide.

— Le monde va dire quoi ? Que c'est la petite Estonie qui a arrêté la guerre ?

Silence.

— Que la paix vient de Tallinn, pas de Washington ?

Dans la presse, les titres faisaient déjà trembler les plaques tectoniques de l'ordre mondial : « *Kalnins contre la guerre* » « *Le cyber-bouclier qui a changé l'histoire* » « *L'Europe, enfin* » Sur Fox News, on criait à la trahison. Sur MSNBC, on s'interrogeait : *est-ce le début d'une ère post-américaine ?* Même CNN, jusqu'ici prudente, titrait : « *La Maison-Blanche reléguée au rang d'observateur* ».

À Berlin, Paris, Riga, Vilnius, les peuples se soulevaient d'un étrange soulagement. Les soldats n'étaient plus chair à canon. Les familles osaient rêver à un monde où les enfants ne seraient plus enlevés, les villes plus rasées. Les missiles russes, autrefois terreur absolue, devenaient presque risibles. Ils tombaient sur les champs qui les avaient vu naître. La scène finale de la journée eut lieu dans un bunker du Pentagone. Une réunion secrète fut organisée avec les hauts commandants des forces stratégiques. L'un d'eux, un homme austère au front barré de rides, osa poser la question :

— Et si les Européens pouvaient aussi inverser nos propres missiles ?

Un frisson parcourut la salle.

— Si le système MIIL est adaptable à nos vecteurs nucléaires... alors tout le système MAD (Mutual Assured Destruction) s'effondre.

Le silence. Puis une conclusion, froide comme la mort :

— Washington n'est plus invincible.

Et dans la lumière rougeâtre du sous-sol, sur un écran muet, défilait la carte d'Europe. Une carte dans laquelle Tallinn brillait comme une étoile. Une lumière fine. Une lumière venue du Nord. Une lumière venue d'un peuple minuscule. Mais libre. Et devant elle, l'Amérique comprenait enfin. Elle ne dirigeait plus le monde.

Russie : L'agresseur devient agressé

Oblast de Pskov, oblast de Kaliningrad, oblast de Leningrad, Russie

Date : 19 mars 2027

L'aurore se leva sur la Russie occidentale dans un silence étrange. Un silence de neige et de givre, de forêts gelées et de routes désertées. Le ciel, d'un gris cendré, traînait encore les stigmates de la nuit. Le sol, lui, vibrait.

À 5h37 du matin, un bruit sourd fendit le silence de la taïga de Pskov : ce n'était pas celui d'un avion russe.

À 5h38, le radar militaire de Sébéj, non loin de la frontière lettone, clignota une première fois. Trois Rafale français, escortés par un drone furtif, avaient pénétré l'espace aérien russe pendant moins de deux minutes. Pas une alerte ne fut déclenchée. Les brouilleurs fonctionnaient à merveille.

À 5h41, dans l'oblast de Kaliningrad, la base navale de Baltiisk perdit momentanément tout contact avec ses unités déployées en mer Baltique. Des signaux parasites brouillaient les transmissions. Une nouvelle intrusion venait d'être confirmée, cette fois par les satellites russes eux-mêmes. Le doute n'était plus permis : l'armée française opérait désormais ouvertement sur le sol russe. Mais rien ne fut dit.

Au Kremlin, les rideaux étaient encore tirés lorsque le rapport fut apporté, plié en deux, annoté à la main. Il passa des mains de l'adjoint de la Direction Générale du Renseignement (GRU) à celles du ministre de la Défense. La salle était plongée dans une lumière tamisée. L'heure n'était pas aux hurlements, mais aux murmures.

— Ce ne sont pas des reconnaissances, dit enfin un officier du FSB. Ce sont des démonstrations.

Il s'agissait là de vols offensifs. Des avions équipés, comme le confirmait l'imagerie thermique satellite, d'ogives nucléaires tactiques. Les Rafales français ne tiraient pas. Mais ils franchissaient les lignes. Ils pénétraient. Restaient. Puis repartaient.

À Paris, la manœuvre n'avait pas été annoncée officiellement. Elle n'était ni un acte de guerre, ni une provocation ouverte. Elle était subtile. Chirurgicale. Chaque vol était précédé d'un brouillage complet des défenses sol-air russes. Chaque pénétration dans l'espace aérien durait entre 110 et 160 secondes. Jamais plus. À chaque fois, les Rafales ressortaient indemnes, filmés, mais inatteignables. Les images, prises depuis des satellites civils, faisaient le tour du monde en silence. On y voyait la silhouette grise et triangulaire des appareils français voler à basse altitude au-dessus de la frontière de l'oblast de Leningrad, frôlant les installations militaires de Kingisepp. L'agresseur d'hier devenait aujourd'hui l'agressé.

Dans les villes russes proches des frontières, la rumeur se propageait vite. À Velikié Louki, les habitants qui travaillaient à la base aérienne racontaient avoir vu des éclairs dans le ciel. À Kaliningrad, certains affirmaient que les communications GSM avaient été coupées pendant de longues minutes. À Pskov, un responsable d'un radar secondaire fut arrêté dans la journée. On l'accusait de négligence. Mais la vérité, personne ne voulait l'affronter. Pas même le Kremlin. Les avions français n'avaient pas été interceptés. Ni par les S-400, ni par les Mig-31, ni par les escadrons positionnés à Smolensk. Ils étaient passés. Et revenus. Plusieurs fois. Et toujours, les mêmes mots revenaient dans les rapports militaires russes : invisibles, intouchables, intelligents. Dans la salle de commandement du centre de Kaliningrad, le général Youri Dobrine observait les relevés radar. Il ne commentait pas. Un homme à la barbe noire lui glissa un document chiffré : six vols en moins de quarante-huit heures. À chaque fois, un Rafale. Parfois deux. Ils n'avaient jamais répondu aux avertissements, mais jamais ouvert le feu. Dobrine s'approcha d'un écran. Il observa la trajectoire d'un des avions, qui avait survolé une base de stockage de munitions, puis bifurqué vers la mer, avant de disparaître des radars.

— Ils montrent ce qu'ils peuvent faire... sans le faire, dit-il doucement.

Personne ne répondit. Dans les médias russes, le silence était total. Aucun reportage. Aucune mention. Seules certaines chaînes Telegram nationalistes évoquaient une "violation de l'espace sacré de la patrie". Mais ces messages étaient rapidement supprimés. Le Kremlin voulait éviter la panique. Ou pire : le ridicule. Mais dans les hautes sphères du pouvoir militaire, l'humiliation était palpable.

— Nous ne sommes plus protégés, avoua un colonel du ministère de la Défense. Pas contre ça.

— Alors ils vont frapper ? demanda un autre.

— Non. C'est bien plus dangereux : ils n'en ont pas besoin.

À l'OTAN, la situation était scrutée seconde par seconde. La France n'avait pas officiellement informé ses partenaires de ces vols. Mais tous savaient. Les Américains protestaient en privé. Les Allemands s'interrogeaient. Les Baltes, eux, regardaient les avions français comme on regarde la foudre qui tombe enfin du bon côté du ciel. Macron, lui, ne disait rien. Pas de discours. Pas de tweet. Seul un communiqué laconique du ministère de la Défense évoquait "des manœuvres tactiques de dissuasion active à proximité de certaines zones sensibles". Mais dans les rues de Paris, dans les cafés, dans les mess militaires, un sentiment nouveau grandissait : la France n'attendait plus. Elle n'espérait plus. Elle agissait. Et dans l'ombre, on savait qu'une doctrine silencieuse s'écrivait. Une doctrine sans nom. Mais avec une logique simple : Tout ce que la Russie fera sera fait contre elle. Tout ce qu'elle menace, sera menacé.

Dans le ciel russe, les Rafales continuaient. Trois vols confirmés au-dessus de la frontière avec la Lettonie. Deux en rase-mottes près de Vyborg. Et un, resté célèbre dans les milieux militaires, où l'avion français avait frôlé la base de missiles de Gvardeisk. Un survol de dix-sept secondes. Suffisant. Pour rappeler à Moscou que l'inviolabilité était désormais réciproque. Et que même les plus grandes puissances doivent parfois apprendre à vivre dans la peur.

Russie : L'arme qui ne parle pas

Kremlin, Moscou – Base stratégique de Krasnoznamensk – Silos de missiles RS-24 Yars

Date : 22 mars 2027 – 04h18, heure de Moscou

La nuit était noire sur Moscou. Une de ces nuits froides, dures, sans clémence ni écho. Une nuit où même le vent semblait réprimer ses cris de peur. Au Kremlin, les couloirs baignés d'une lumière crue, presque malade, faisaient résonner des pas précipités. À cette heure, peu de voix s'élevaient. Mais tous les regards convergeaient vers un seul homme : Vladimir Poutine.

Assis dans son fauteuil aux reflets d'acajou, les traits tirés, les veines nouées sur les tempes, il fixait un écran tactile encastré dans le bureau blindé de la salle de commandement présidentielle. La lumière bleue du terminal éclairait ses pommettes saillantes. Ses doigts ne

tremblaient pas, mais ses lèvres, elles, très légèrement. En face de lui, dans un silence sépulcral, le général Makarov, chef de la direction des forces de missiles stratégiques, attendait les ordres. Un garde restait près de la porte. Deux assistants du GRU prenaient note. Un médecin militaire était déjà dans le couloir, au cas où.

— C'est terminé, murmura Poutine. Ils n'ont pas compris.

Personne ne répondit. Le mot "ils" flottait comme une menace sourde : l'Europe, les États baltes, la France, les États-Unis, la Lituanie, les traîtres de l'intérieur, peut-être tous ensemble. Poutine s'avança. Son doigt glissa lentement sur la tablette, jusqu'au nom : Tallinn.

Coordonnées : 59°25'57"N, 24°44'59"E. Charge : 300 kilotonnes, missile RS-24 Yars. Statut : opérationnel

Une ville qu'il connaissait à peine. Mais une capitale. Une provocation. Une humiliation. L'endroit idéal pour faire un exemple.

À 04h29, la base de Krasnoznamenck, à une centaine de kilomètres de Moscou, reçut le code de préactivation. Le silo 17-Delta, enfoui sous 40 mètres de terre et de béton, s'ouvrit lentement dans un chuintement mécanique, comme un cercueil géant qu'on aurait tiré des profondeurs. L'ingénieur militaire de garde, le lieutenant Toporov, eut une seconde d'hésitation en voyant s'allumer l'alerte rouge. Il composa machinalement les codes de sécurité. La procédure était lancée.

— Activation du cycle d'armement, murmura-t-il.

Une lumière blanche s'alluma. L'ogive nucléaire glissa sur son rail. Les systèmes de gyrostabilisation s'activèrent. L'ordinateur de bord vérifiait l'intégrité du missile. Tout était en place. Et pourtant... rien.

À 04h34, le lancement échoua. Un silence plus brutal que n'importe quelle détonation s'abattit sur la salle d'opérations. Les écrans de Krasnoznamenck affichaient tous la même ligne : Échec de mise à feu – erreur de synchronisation inertielle – code Sigma 4.

Toporov ne comprenait pas. Les contrôles avaient été faits. Le missile était en parfait état. Et pourtant le système ne répondait pas. Pas un sifflement. Pas une vibration. Rien. Le silo restait figé. Le missile était là, prêt. Mais muet.

Au Kremlin, Poutine sentit sa main trembler. Il se leva, lentement, ses yeux figés dans ceux du général Makarov.

— Relancez.

— Nous avons déjà envoyé l'ordre deux fois, monsieur le président.

— *Relancez !*

Le général s'inclina et transmit de nouveau l'ordre. Mais la réponse fut identique. Code Sigma 4. Le système inertiel du missile ne parvenait pas à synchroniser les gyroscopes. Une faille microscopique, jamais encore observée sur ce modèle. Ou bien... autre chose.

— C'est impossible, dit Makarov. Ce missile a été testé il y a cinq semaines.

Un silence glacial. Poutine s'assit à nouveau. L'échec s'affichait désormais sur six écrans de contrôle. L'ombre de l'humiliation s'infiltrait comme un gaz mortel dans la pièce. Quelques kilomètres plus loin, dans une base cybernétique ultrasecrète de l'armée russe, le colonel technicien qui surveillait les communications internes était blême.

— Ils l'ont fait, dit-il à voix basse. Ils ont inversé le protocole.

— Qui ?

— Les Baltes. Ou les Français. Ou les deux. Mais ils ont injecté un parasite dans la boucle inertielle.

Le supérieur n'osa répondre. Si ce qu'il disait était vrai, alors ce n'était pas seulement un missile qui venait de tomber en panne. C'était toute la doctrine de dissuasion qui venait de vaciller. Dans la pièce du Kremlin, l'ambiance bascula. L'un des assistants du GRU se racla la gorge.

— Monsieur le Président... il est possible que le système ait été altéré. De l'intérieur.

Poutine se retourna lentement. Son regard était un puits noir, sans fond.

— Vous voulez dire saboté ?

L'assistant baissa les yeux. Mais son silence disait oui.

— Par qui ?

— ...Probablement un code parasite introduit dans la chaîne inertielle... difficile à détecter. Mais si tel est le cas, *tous* les missiles RS-24 Yars pourraient être affectés.

Poutine se leva brutalement. Sa chaise bascula. Il traversa la salle à grandes enjambées, renversa un gobelet en métal. Puis il frappa du poing la console de contrôle.

— Ce n'est pas possible. C'est une arme sainte !

— Ce n'est qu'une machine, répondit doucement Makarov.

— NON !

Sa voix claqua. Le médecin militaire apparut dans l'embrasure de la porte, mais fut immédiatement écarté. À 04h47, une enquête de contre-ingénierie était déclenchée dans toutes les bases de lancement stratégique de Russie. Les ingénieurs furent réveillés d'urgence. Des silos entiers furent placés en "statut d'isolement opératif". Les experts ne parlaient plus que d'une chose : la possibilité que le système Kalnins ait atteint l'intérieur même du système de commandement nucléaire russe.

À Tallinn, l'équipe rescapée de Kalnins n'en savait rien. Ils n'avaient pas lancé cette opération. Du moins, pas volontairement. Le parasite "MIIL-V3", injecté dans les protocoles de reconnaissance de drones, avait été modifié à l'insu de tous, par un module d'auto-apprentissage que Kalnins avait laissé activer "pour voir ce qu'il pourrait faire tout seul". Ce que personne n'avait compris, c'est que ce module avait évolué. Il avait appris. Et il avait trouvé des failles. Le missile n'avait pas été désarmé. Il avait simplement refusé d'obéir.

À 05h06, le Kremlin ordonna un gel total des procédures nucléaires. L'ordre, transmis sous code blanc, suspendait l'activation de tous les missiles balistiques jusqu'à nouvel ordre. Une crise intérieure, bien plus grave que les analystes ne pouvaient le mesurer, venait de naître. Dans une base militaire secrète à Nijni Novgorod, un vieux général de l'ère soviétique murmura, en lisant la note :

— La guerre est perdue... si même nos armes ne nous écoutent plus.

Poutine, lui, ne dit plus rien. Il resta debout, les bras le long du corps, face à une immense carte numérique de l'Europe, clignotante. Les cibles brillaient toujours : Vilnius. Riga. Tallinn. Varsovie. Paris. Berlin. Mais aucun bouton ne répondait. Et dans son esprit, pour la première

fois depuis vingt ans, s'insinua le doute. Ce doute qui ne disait pas seulement : *Et si je ne peux plus frapper ?* Mais : *Et si je ne commande plus rien ?*

L'arme retournée, quelques minutes plus tard, même lieu.

La salle de commandement souterraine, normalement baignée d'un calme clinique, était devenue le théâtre d'un chaos silencieux. Les yeux rouges des systèmes d'alerte illuminaient les parois grises. Les techniciens ne parlaient plus. Le silence était total, comme s'ils pressentaient que le moindre mot, le moindre souffle déplacé, pouvait déclencher une catastrophe. Le lieutenant Toporov, toujours debout devant la console 17-Delta, avait l'impression que ses jambes ne lui appartenaient plus. La sueur coulait dans son dos, glacée. L'échec de lancement du missile RS-24 Yars n'était plus une anomalie technique : c'était une énigme. Mais cette énigme, en réalité, s'était transformée, insidieusement, en une bombe à retardement. Dans le tube d'éjection du silo 17-Delta, l'ogive nucléaire était restée figée, mais un phénomène inconnu était en train de se produire. L'ensemble gyroscopique, qui assurait normalement la stabilisation du missile dans ses premières secondes de vol, tournait encore... mais désynchronisé. La chaleur commençait à monter dans le boîtier d'isolation thermique, à cause d'une boucle de rétrocontrôle qui ne s'arrêtait plus. Un bruit infime — une sorte de sifflement cyclique — résonnait à peine, perdu sous les dalles de la base. Mais dans les entrailles du silo, quelque chose se chargeait. Et personne ne le savait encore.

05h17. Une alarme silencieuse — code brun catégorie B — s'afficha sur trois consoles secondaires. Elle signalait une élévation anormale de température dans la chambre de maintien inertiel du missile 17-Delta. Mais à ce moment précis, le chef d'équipe de la base — le major Sokolov — était en train de répondre à une vidéoconférence cryptée du ministère de la Défense. L'alerte ne fut donc pas immédiatement transmise. Et Toporov, déjà en panique depuis l'échec du lancement, ne la remarqua pas.

05h19. Le boîtier gyroscopique atteignit une température critique. Les joints composites conçus pour résister à 400°C commencèrent à fondre par micro-segments. Le carburant propulsif, toujours dans son réservoir pressurisé, réagit avec les premières vapeurs

d'aluminium liquide issues du circuit de régulation thermique. Une explosion était désormais inéluctable. Il ne s'agissait pas de la mise à feu ordonnée par Moscou. Il s'agissait d'un retournement interne, le genre d'accident qu'aucune simulation de guerre n'avait jamais osé intégrer.

05h21. Le missile explosa dans le silo. Une onde de choc d'une violence indescriptible pulvérisa le dôme supérieur du silo 17-Delta. Le béton renforcé, pourtant conçu pour résister à un impact nucléaire externe, céda instantanément. Le souffle s'engouffra dans les galeries techniques, arrachant les câbles, les conduits, les plaques métalliques. La base tout entière trembla. Le sol s'éleva, puis s'effondra sur lui-même. Une colonne de feu s'éleva, noire, épaisse, teintée de bleu radioactif, transperçant le ciel de l'aube moscovite. À 14 kilomètres, des villageois de Krasnoznamensk virent le ciel s'éclairer d'un flash surnaturel. Un champignon d'un gris sale monta dans l'atmosphère, strié de lignes orange. Quelques secondes plus tard, une onde sonore, sourde et rageuse, fit vibrer toutes les vitres de la région. Les alarmes de voiture se déclenchèrent dans les rues. Les chiens hurlèrent. Puis ce fut le silence. Un silence apocalyptique.

À Moscou, dans le bureau présidentiel, le sismographe militaire affichait soudain une secousse de magnitude 3,2 dans la zone de Krasnoznamensk. Les radars de l'armée détectèrent une source thermique équivalente à 15 kilotonnes, soit la moitié de la puissance d'Hiroshima. Un missile russe venait d'exploser sur son propre territoire. Non pas à cause d'un tir ennemi. Non pas à cause d'un sabotage humain. Mais à cause du parasite numérique introduit par le système Kalnins, agissant au cœur même des systèmes inertiels.

Poutine, figé devant les écrans, ne put que regarder le symbole rouge du silo 17-Delta s'éteindre. Puis un autre s'alluma. Silo 18-Oméga : alerte de synchronisation. Puis un autre. Silo 16-Gamma : anomalie de boucle thermique. Puis un autre... Le système nucléaire russe était en train de s'auto-désactiver. Ou pire : de se retourner contre lui-même.

Les chaînes russes d'information furent coupées. La télévision nationale passa en boucle un programme d'État. Mais des images captées par des satellites privés commencèrent à circuler : une base fumante, un panache noir, des véhicules militaires carbonisés.

Le monde comprit que quelque chose d’anormal venait de se produire en Russie. À Tallinn, l’équipe Kalnins, rassemblée autour d’une console, reçut les premières données atmosphériques envoyées par les services allemands. L’analyse spectrométrique ne laissait aucun doute : il s’agissait bien d’une explosion nucléaire accidentelle. De faible portée. Mais indiscutablement interne.

— C’est notre parasite ? demanda Liis d’une voix blanche.

— Je... je crois que oui, répondit un ingénieur.

Mais personne ne se félicita. Le système MIIL n’était plus seulement un bouclier. C’était devenu un virus mimétique. Et il venait d’arracher un bras entier à l’empire nucléaire russe.

À l’ONU, les ambassadeurs exigèrent une session immédiate. La Russie accusa l’OTAN de sabotage. La France nia toute implication directe. L’Estonie, par la voix d’un diplomate inconnu, évoqua simplement "un retour de flamme". En réalité, personne ne maîtrisait encore l’ampleur du phénomène. Mais une chose était certaine : Le feu nucléaire avait tenté de rugir. Et il s’était étranglé dans sa propre gorge.

À 06h15, heure de Moscou, Poutine convoqua en urgence le conseil de sécurité restreint. Mais cette fois, le regard des généraux ne trahissait plus la peur. Il révélait le doute. Et le doute, en Russie, est une hérésie. Le pouvoir, en s’en prenant à Tallinn, venait d’ouvrir une porte dont il ne connaissait pas le verrou. Et le verrou... était déjà tombé.

Une grande coalition européenne

*Bruxelles, Berlin, Paris, Varsovie, Tallinn, Londres*

Le vent balayait les dômes de verre du quartier européen de Bruxelles. Dans les rues étroites, battues par la bruine, les rares passants marchaient vite, les cols remontés, les visages fermés. Les trottoirs, luisants d’humidité, renvoyaient l’éclat blafard des lampadaires. Le monde entier avait les yeux rivés sur ce qui se préparait dans les entrailles sécurisées du bâtiment Europa.

Au sous-sol de l’édifice, derrière des portes blindées, dans une salle de crise temporairement renommée *Salle de Défense Unie*, des représentants militaires, diplomatiques et politiques de sept nations – France, Allemagne, Pologne, Lituanie, Estonie, Lituanie et Royaume-Uni –

avaient pris place. Ce n'était pas une réunion ordinaire, ni un sommet formel. C'était la naissance d'un pacte de guerre. D'une alliance pensée dans l'urgence, mais forgée dans l'expérience tragique des mois écoulés. La pièce était sobrement éclairée, protégée contre toute intrusion électronique. Une nappe d'écrans couvrait un mur entier, diffusant des images satellites, des rapports de terrain, des communications cryptées. Les uniformes se mêlaient aux complets sombres, les brassards rouges des Estoniens côtoyaient les écussons tricolores des Français. Les visages étaient marqués, les regards déterminés. Ils ne venaient pas négocier. Ils venaient signer ce que beaucoup considéraient comme l'unique chance de survie pour l'Europe libre.

À 9h12, heure de Bruxelles, le général Laurent Pommier, chef d'état-major français, prit la parole.

— « Messieurs, Mesdames. Nous avons tous les éléments. Les rapports d'Edvīns Kalnins – paix à son nom – ont été validés. Les tests de Tartu, corroborés par ceux de Londres et de Kaunas, montrent que notre taux de neutralisation des frappes russes dépasse les 86 %. Il est temps d'agir à pleine échelle. Il est temps de coaliser. »

Le ministre allemand de la défense, Anna-Greta Hoffmann, hocha lentement la tête.

— « Berlin est prêt. Le Bundestag a validé ce matin la pleine entrée de l'Allemagne dans une coalition militaire européenne autonome. »

Elle parlait posément, mais chaque mot portait l'écho de décennies de retenue enfin rompue. Dans un coin de la salle, Kaarel Vaher observait en silence, les yeux cernés, un pli d'inquiétude logé entre ses sourcils. Il représentait Tallinn, mais il incarnait surtout l'Estonie debout, la petite nation devenue un bastion. À ses côtés, la première ministre lituanienne, Justina Vaitkus, ne cachait pas son émotion. Elle s'était battue pour que l'Europe cesse de reculer. La veille, elle avait enterré trois enfants morts dans une attaque de drones à Panevėžys. Elle n'avait plus rien à perdre. Dans l'après-midi, l'image de Londres apparut en hologramme projetée à même la table circulaire. C'était le Premier ministre britannique en personne, Keir Starmer.

— « Nous ne sommes plus dans le cadre d'un soutien. Nous sommes dans le champ de l'Histoire. Le Royaume-Uni se joint à vous, sans condition. »

La phrase résonna longuement dans le silence qui suivit. Puis, à 15h06, dans l'aile ouest du bâtiment, les cinq dirigeants signèrent une charte courte, dense, rédigée en latin, anglais et estonien.

Pactum Libertas.

*Nous, nations d'Europe, unies par la mémoire, par le feu et par le devoir, engageons nos forces, nos moyens, nos volontés pour que jamais plus l'Europe ne tombe sans combattre.*

Les signatures furent apposées sans cérémonie. Aucun flash. Aucun journaliste. Seules les caméras internes de sécurité en gardèrent une trace. Ce pacte ne serait rendu public que dans quarante-huit heures. Le temps de préparer le front.

Varsovie – 17h45

Dans une caserne de l'Est de la capitale, les premiers ordres de mobilisation furent donnés. 70 000 soldats polonais avaient été tenus en réserve depuis des semaines. Ils seraient les premiers à franchir la frontière ukrainienne pour y établir une nouvelle ligne de soutien. Des convois se mettaient déjà en marche, camouflés, fractionnés, guidés par satellites. Des hangars de l'armée de l'air s'ouvraient pour permettre le déploiement de dizaines de Rafale français, de Gripen suédois, d'Eurofighters allemands. Pour la première fois depuis la création de l'Union européenne, des armées agissaient ensemble, sans attendre l'aval d'un Conseil, sans soumettre leurs décisions à des compromis absurdes.

Tallinn – 19h20

Dans les bureaux réaménagés du Centre d'opérations cybernétiques, l'un des derniers adjoints d'Edvīns Kalnins – une jeune femme nommée Aino Mets – coordonnait les affectations techniques. L'outil MIIL serait déployé dans sept centres répartis en Europe : Tartu, Vilnius, Berlin, Cracovie, Strasbourg, Londres, et un poste avancé à Daugavpils.

Aino, les cheveux tirés en arrière, le visage pâle et tendu, transmettait les autorisations de duplication des codes de Kalnins. Elle ne parlait que si nécessaire. Elle n'avait pas pleuré depuis sa mort. Pas encore. Mais elle savait que le temps n'était plus au deuil. Il était à la fidélité.

— « L'algorithme est stable. L'intégration européenne commence ce soir. »

Paris – 20h10

Dans le bureau présidentiel, Emmanuel Macron relisait la synthèse des engagements de la coalition. Sur son bureau, un rapport confidentiel remis par Maarika Põld, arrivée la veille en France. Elle l'avait écrit pour mémoire. Pour que nul n'oublie. Pour que les mots précèdent toujours les bombes. Un conseiller frappa à la porte.

— « Monsieur le président, le Royaume-Uni et l'Allemagne proposent un discours commun pour jeudi. »

Macron ne répondit pas tout de suite. Il observait la nuit qui tombait sur l'Europe. Une nuit qui, pour une fois, ne l'écrasait pas. Une nuit pleine de clarté froide. La clarté d'une décision enfin prise.

Bruxelles – 22h30

La nouvelle n'était pas encore publique. Mais déjà, dans certains quartiers diplomatiques, les murmures circulaient : « L'Europe n'est plus un rêve, c'est un mur. » Un mur qui disait : « Assez. » Un mur de codes, de tranchées, d'avions, de convictions. Et dans un café discret du quartier de Matongé, un vieux poète lisait à voix basse un extrait de Mikita : *Ceux qui se tiennent ensemble, debout, dans la pluie, ne tombent jamais seuls.*

Pays Baltes — La meilleure défense, c'est l'attaque

*Estonie, Lettonie, Lituanie — QG militaires, bases avancées, champs de tir.*

Le soleil, ce matin-là, s'élevait sur les plaines baltes avec une lumière d'acier. Il ne réchauffait rien. Pas même les hommes. Une brume fine, presque imperceptible, stagnait sur les herbes gelées de la frontière estonienne, tandis que dans les postes d'observation, les officiers scrutaient l'Est, les yeux rougis par les nuits sans sommeil. La Russie était toujours là, derrière ces arbres sombres, derrière ces collines boisées, invisible mais réelle. Et cette fois, elle n'attendait pas. Elle avait franchi le seuil. Et l'Europe avait répondu. Le mot d'ordre avait été donné trois jours plus tôt à Vilnius, lors d'une réunion stratégique secrète rassemblant les chefs d'état-major des armées française, polonaise, allemande, lituanienne, lettone et estonienne. Une phrase, gravée dans le silence de la salle par le général Marek Zalewski, de l'armée

polonaise : « Nous ne pouvons pas défendre indéfiniment. La meilleure défense, c'est l'attaque. »

L'Opération fut décidée. Elle consistait en une série d'attaques aériennes, cyber et balistiques coordonnées contre les infrastructures militaires russes situées de part et d'autre des frontières : oblast de Pskov, oblast de Smolensk, enclave de Kaliningrad, ainsi que le sud de l'oblast de Leningrad. Les cibles : radars longue portée, systèmes S-400, dépôts de munitions, pistes de décollage, et surtout les unités de commandement et de transmission. L'objectif : désorganiser, isoler, paralyser.

À Tapa, en Estonie, dans la base souterraine où était désormais centralisé le commandement balte, le général Karlis Ansons fixait une carte numérique interactive, son index effleurant les coordonnées de trois dépôts de carburant camouflés dans les forêts russes. À ses côtés, le colonel français Juliette Moreau prenait des notes rapides. « Frappe à 3h12 du matin. Heure de Moscou. Silence total, missile guidé. On vise les têtes, pas les jambes. »

En Pologne, à Białystok, une flotte de drones MQ-9 Reaper attendaient l'ordre de décoller. Ils étaient camouflés pour passer sous les radars. À bord : charges explosives de haute puissance, conçues pour neutraliser les bunkers et provoquer de gros dégâts.

À Kaunas, en Lituanie, une batterie d'artillerie de longue portée était en cours de calibrage. Les officiers lettons ajustaient les trajectoires au millimètre, pendant que, dans des hangars renforcés, des camions transportaient les obus par caissons de douze, prêts à traverser la frontière dès le signal. Et ce signal arriva.

Le 3 avril 2027 à 03h12, heure de Moscou, les premiers missiles frappèrent. En une pluie chirurgicale. Kaliningrad, Pskov, et Smolensk se réveillèrent dans une lumière blanche. Une lumière froide, électrique et aveuglante. Les dépôts sautèrent. Les antennes tombèrent. Les bunkers furent scellés sous leurs propres bétons. Du ciel, les drones baltes percèrent les défenses russes comme des éclairs traversant du coton. Un par un, ils touchèrent leur cible. Certains tombèrent contre les systèmes antiaériens eux-mêmes. Ce n'était pas un bombardement. C'était une amputation. Millimétrique. Froide. Imparable. Dans les minutes qui suivirent, les QG russes perdirent le contact avec six bases situées entre Novgorod et Velikié

Louki. Une rumeur folle remonta dans les couloirs du ministère de la Défense russe à Moscou : *quelqu'un contrôle nos drones*. Mais ce n'était plus une rumeur. C'était une certitude. Et le Kremlin ne savait plus où frapper. Les radios militaires chuchotaient les premiers retours : aucune perte. Tous les appareils rentrés. Pas un seul mort civil.

À Paris, à 3h30 du matin, dans le bureau feutré de l'état-major, un conseiller de l'Élysée reçut la confirmation sur un canal crypté : 93% des cibles primaires atteintes. Taux de réussite des détournements : 88%. L'outil MIIL n'avait jamais été aussi précis. La France avait envoyé quatre Rafales supplémentaires en appui électronique depuis la base d'Orange, chacun équipé de leurres avancés et d'algorithmes pilotés par le centre de Stockholm. Ils n'avaient pas eu à tirer.

À Bruxelles, Ursula von der Leyen fut réveillée par son chef d'état-major. Elle demanda : « Combien de civils ? » Zéro. Elle ferma les yeux, puis les rouvrit : « Il faut que ça reste ainsi. » Mais la Russie n'était pas paralysée. Elle réagit.

À 5h, l'enclave de Kaliningrad fut mise en état d'alerte maximale. Des mouvements de troupes furent détectés vers la frontière lituanienne. Des bombardiers TU-22 furent armés à Smolensk. Des divisions de blindés commencèrent à se réorganiser autour de Pskov. Mais les canaux de communication avaient été frappés. Les relais cassés. Les signaux brouillés.

À Moscou, le président Poutine fulminait. Il exigeait une contre-attaque massive. Mais les généraux balbutiaient. Ils ne comprenaient plus rien. Les rapports se contredisaient. Des drones russes s'étaient retournés contre leurs propres installations. Des missiles avaient été réorientés en plein vol. Le système russe n'était plus fiable. La foudre, cette fois, avait frappé au cœur. Pendant ce temps, en Lettonie, les troupes européennes se positionnaient. Certaines en ligne. D'autres en profondeur. Toutes savaient que l'ennemi allait revenir. Et toutes savaient qu'il ne fallait plus l'attendre. Le général estonien Kaarel Rändur le déclara devant ses troupes au petit matin : « L'Europe n'a pas commencé cette guerre. Mais elle doit maintenant la finir. » La guerre n'était pas une vengeance. C'était une nécessité. Et pour la première fois depuis des décennies, les Européens n'avaient plus peur de leur propre audace. Ils ne craignaient plus d'attaquer.

Toutes les bases militaires nucléaires de la Russie sont attaquées

*Russie — Saratov, Krasnoïarsk, Kourgan, Vladimir, Votkinsk, Tambov, Irkoutsk*

La nuit du 21 mai 2027 s'était abattue sur l'Eurasie comme une chape de plomb. Le ciel russe, habituellement indifférent aux mouvements terrestres, c'était ce soir-là tapissé d'éclairs pâles et de chocs sourds que personne n'avait vus venir. Pas un missile lancé. Pas une alerte détectée. Pas même un bruit — ou si peu — dans les bases nucléaires les plus protégées de l'arsenal russe.

À 23h04, heure de Moscou, la base stratégique de Krasnoïarsk-26, aussi connue sous le nom de Zheleznogorsk, perdit brutalement contact avec son centre de commandement régional. L'alimentation électrique, redondante, enterrée, protégée, s'effondra. Les générateurs de secours, pourtant testés hebdomadairement, ne purent se mettre en route. Le personnel, pris dans le noir complet, fut paralysé.

À 23h07, une explosion d'une précision absolue pulvérisa les systèmes de lancement enterrés de Votkinsk, où étaient stockés plusieurs vecteurs intercontinentaux RS-28 Sarmat. Les dômes blindés, capables de résister à une frappe directe, furent transpercés. Une charge à guidage magnétique avait infiltré l'un des conduits d'aération. Les Russes ne comprirent pas. À Saratov, à Kourgan, à Tambov, les silos s'illuminaient un à un — non d'une activation, mais d'une destruction. Pas par missiles. Pas par bombes. Par piratage. Par sabotage interne. Par un mécanisme qu'aucun manuel militaire n'avait encore documenté. Le système Kalnins avait été libéré.

À 23h09, dans les forêts enneigées au nord de Vladimir, la station de commandement secondaire du 12e département central du ministère de la Défense russe, responsable du déploiement nucléaire tactique, s'éteignit en un souffle silencieux. Il n'y eut ni tir, ni explosion externe. Juste une extinction. Les écrans s'étaient figés. Les opérateurs avaient crié. Puis plus rien. Un à un, les points lumineux représentant les silos, les vecteurs, les installations radar périphériques, se muèrent en zéros. Comme une déconnexion cosmique. Comme si les systèmes russes, à bout de souffle, avaient renoncé d'eux-mêmes à la folie nucléaire. C'était un sabotage numérique, invisible, opéré depuis des dizaines de points répartis dans le monde, via des relais satellitaires rebondissant sur les constellations de l'espace bas, et dont l'impulsion première avait jailli de Tartu, quelques semaines plus tôt. Le code Kalnins n'était plus une défense. C'était devenu une arme de neutralisation préemptive, capable d'infiltrer,

de désactiver, voire d'autodétruire les protocoles de lancement nucléaire des plus puissantes armées.

À 23h12, Irkoutsk, bastion de l'Est sibérien, se réveilla sous un assaut interne. Un silence oppressant régnait sur la steppe glaciale. Puis soudain, un souffle cinétique. Un véhicule blindé de commandement explosa de l'intérieur. Un système secondaire de lancement, dissimulé dans une forêt de pins, venait de s'autodétruire, saisi par une commande d'urgence lancée à distance depuis un relais inconnu. Le Kremlin, plongé dans un état de sidération, n'avait plus de relais opérationnel fiable.

Moscou — 23h17

Dans le bunker du Kremlin, sous dix-huit mètres de béton, Poutine était assis, immobile. Le général Youri Dobrine se tenait à sa droite, pâle, décomposé. Le maréchal de l'armée, Sidorov, n'osait plus parler.

— *Combien de sites touchés ?* demanda enfin Poutine.

— *Treize, monsieur le président. Les vecteurs RS-28, RS-24, RS-26 sont inopérants. On soupçonne une contamination logicielle, mais nous n'avons pas encore déterminé l'origine exacte...*

— *Infiltration occidentale ?*

— *Ou dissidence. Peut-être même un résidu du système Kalnins...*

— *Je veux savoir qui.*

Sa voix était plus calme qu'attendu. Mais glaciale.

Tambov — 23h22

Dans cette ville industrielle au sud-est de Moscou, le complexe de lancement D-2, enterré dans les terres depuis l'ère soviétique, explosa de l'intérieur. Une autre frappe chirurgicale. Aucun signal de départ. Aucun radar n'avait vu venir la charge. Les soldats de la garnison n'eurent pas

le temps de comprendre. Les bâtiments s'effondrèrent comme un château de cartes. Le plus surprenant fut l'absence de réaction automatique. Aucun système de vengeance. Aucun tir croisé. Tous les mécanismes de riposte, pourtant calibrés pour fonctionner indépendamment d'un ordre central, étaient morts.

Bruxelles — 23h31

Au quartier général militaire de l'UE, les généraux observaient en silence les images satellites. L'Europe n'avait pas attaqué. Elle n'en avait même pas encore eu le temps. Quelqu'un d'autre l'avait fait à sa place. Ou alors, c'était elle-même, mais via une arme invisible, un code, une matrice. La salle était feutrée. Personne n'osait sourire. Car personne ne savait jusqu'à quel point le code Kalnins avait évolué. L'un des analystes, un jeune polonais, murmura : *C'est comme si l'arme nucléaire avait... expiré.*

— *Ou comme si elle s'était retournée contre ses maîtres*, ajouta un général lituanien, les bras croisés, les yeux rivés sur la carte.

Tartu — 23h35

L'équipe observait les dernières lignes de code s'exécuter. Un message clignotait en bas de l'écran : MIIL / PHASE FINALE ACTIVÉE – EFFONDREMENT NUCLÉAIRE EN COURS Protocole déclenché : PULSE // Inversion inertielle // Auto-neutralisation. Personne ne comprenait totalement ce que Kalnins avait prévu, même ses plus proches collègues. Il avait laissé un système auto-évolutif, avec des balises logiques placées dans les couches profondes de l'architecture cyber-russe, plantées comme des graines des mois auparavant. Et ce que tous craignaient — ou espéraient secrètement — était en train de se produire : l'arme nucléaire russe, mythe fondateur d'une ère, était tombée. Pas désarmée. Pas détruite. Mais rendue inutile par sa propre complexité, retournée par une intelligence supérieure.

Moscou — 23h42

Poutine se leva. Il ne tremblait pas. Il n'était pas abattu. Mais il n'était plus dans le présent.

— *C'est fini.*

— *Monsieur le président ?* demanda Dobrine, comme suspendu.

— *La Russie est nue. L'arme dissuasive n'est plus. Ce n'est pas une guerre. C'est une fin.*

Le mot *fin* résonna dans le bunker comme un glas. Dans les couloirs du Kremlin, on disait déjà qu'il allait disparaître. Se replier. Ou mourir.

Épilogue visuel — 00h00

À Zheleznogorsk, dans un silence glacé, une caméra thermique montrait les hangars souterrains désormais éventrés. Des câbles fondus. Des écrans morts. Un drapeau russe noirci par les fumées pendait au plafond. Une note, imprimée, avait été laissée sur une console. Aucun soldat n'en revendiquait la responsabilité. Elle disait simplement : « *Les armes de la terreur meurent sous le regard des justes.* »

— Volia

Le faucon de Kourou

Centre spatial de Kourou – Guyane française

Heure : 04h13 UTC

Le ciel au-dessus de la Guyane brillait d'un noir pur, constellé d'étoiles plus nettes qu'ailleurs, comme si la forêt équatoriale absorbait toute la pollution terrestre pour mieux laisser parler l'espace. Le compte à rebours clignotait dans le bunker souterrain : T - 00:17:44.

Au cœur du pas de tir ELA-4, au sommet d'un imposant mât de lancement, le satellite Valkyrie-01, silhouette d'aluminium poli et de bras articulés dissimulés sous ses carénages thermiques, attendait dans le silence vibrant du pré-départ. Il ne pesait que 8,4 tonnes. Il n'était pas armé. Il n'était pas conçu pour frapper, ni surveiller. Mais son pouvoir allait transformer l'orbite terrestre basse en champ de manœuvre stratégique. Il avait été surnommé *le faucon de l'espace*.

Conçu par le CNES, mais assemblé sous direction allemande à Oberpfaffenhofen par l'équipe conjointe ESA-Bundeswehr, Valkyrie-01 avait une mission simple : nettoyer l'espace. Officiellement, son rôle était de pousser les satellites inactifs, à la dérive ou hors service vers

la désintégration atmosphérique, limitant ainsi les risques de collision. Officieusement, il avait été reconfiguré pour une version bien plus ambitieuse : perturber l'œil orbital russe.

Dans le centre de commandement souterrain, le colonel Manfred Rosenthal, responsable du programme spatial militaire allemand, penchait son visage au-dessus de la console de télémétrie. Il avait des yeux de plomb, une voix qui ne montait jamais au-dessus du murmure, et la certitude que la guerre se jouait désormais là-haut, dans les silences orbitaux, au-dessus des frontières, loin des champs de bataille.

— *Arrimage final confirmé. Système de propulsion en veille.* Annonça un ingénieur.

— *Balayage inertiel prêt. Transpondeur opérationnel.* Enchaîna un autre.

Rosenthal hocha la tête. Son uniforme portait l'écusson tricolore allemand, mais aussi celui, discret, de l'ESA et de la mission européenne « Libertas-5 ». Libertas-5 était le nom codé de la doctrine nouvelle : empêcher toute reconstitution de la supériorité orbitale russe. Depuis les premières frappes cyber et les attaques sur les silos, les Européens savaient que Moscou préparait une riposte orbitale. Ils n'avaient pas d'ogive, mais leurs satellites militaires – les Kosmos-25, les Bars-M, et les Persona – restaient opérationnels. Espions. Guides. Coordonnateurs. Et potentiellement destructeurs.

Valkyrie-01 avait été conçu pour répondre à cela. Non pas en attaquant. Mais en supprimant l'altitude. Grâce à ses bras télescopiques à fibre de carbone comprimé, à son micro-propulseur ionique développé à Toulouse, et à ses capteurs LIDAR de dernière génération, le satellite était capable d'approcher lentement une cible orbitale... de l'enlacer doucement... et de la pousser en dehors de son orbite stable, vers une descente programmée dans la haute atmosphère, où elle se désintégrerait par friction. Pas de rayon laser, pas de missile donc pas de débris, juste une chute.

Valkyrie ne survivrait pas à plus de 8 à 12 interventions. Mais chaque chute orchestrée priverait la Russie d'un œil. Et dans la guerre moderne, ne pas voir, c'était mourir.

Dans la salle presse, les journalistes n'étaient pas invités. Le lancement avait été classé "niveau Zeta" – hautement confidentiel. Seules les chancelleries de France, d'Allemagne, des pays Baltes, de Pologne et du Conseil européen avaient reçu les images de la mise en place. Le Royaume-Uni avait été informé a posteriori. Les États-Unis... pas du tout.

À 04h22, la fusée Ariane 6-M, modifiée pour lancement orbital tactique, s'illumina dans la brume tropicale. Les turbines crachèrent des torrents de feu blanc et de gaz de kérosène en fusion.

— *Allumage moteur principal dans 3... 2... 1...*

La vibration fut sourde. D'abord souterraine. Puis elle s'éleva dans le ciel comme un grondement mythologique. Valkyrie-01 décolla. Sa silhouette argentée disparut rapidement, avalée par l'atmosphère, tandis que la fusée se mit en rotation douce pour stabiliser sa trajectoire vers l'orbite polaire héliosynchrone, à 550 km d'altitude. À cet instant précis, dans une salle enterrée sous les collines de Vilnius, Maarika Põld recevait un message crypté. Une ligne : VALKYRIE EST EN VOL. PREMIER CONTACT PRÉVU À 07:44. OBJECTIF : KOSMOS-2542. Elle ne dit rien. Elle ferma les yeux. Elle pensa à Kalnins. À ce monde qu'il avait imaginé. Un monde sans ogives, mais pas sans guerre. Un monde de guerres sans feu, où les combats se menaient dans les ondes, les orbites, les lignes de code.

Orbite terrestre basse – altitude 552 km

Heure : 05h06 UTC

Le détachement s'effectua sans fracas. À 05h06 UTC, à près de 552 kilomètres d'altitude, au-dessus de l'Atlantique sud, quelque part entre Ascension et le Brésil, la coiffe supérieure d'Ariane 6-M libéra lentement Valkyrie-01. Le satellite, parfaitement équilibré, dériva un instant dans le vide, avant que ses stabilisateurs ne s'ajustent automatiquement. Dans le centre de commandement de l'ESA à Noordwijk, les écrans devinrent bleus : « DÉTACHEMENT CONFIRMÉ – MISE EN ORBITE ACTIVE ». Une légère vibration parcourut la salle. Personne n'applaudit. La mission, strictement militaire, n'autorisait aucune euphorie publique. Mais dans les regards, on lisait la tension d'un moment historique : l'Europe venait d'engager un acte de souveraineté orbitale contre une puissance nucléaire. À bord de Valkyrie, les systèmes internes s'éveillaient comme les organes d'un être vivant. Un à un. Les volets thermiques s'ouvrirent. Les bras articulés se déployèrent. Les propulseurs à effet Hall se stabilisèrent. Le cœur du satellite, un processeur quantique refroidi au lithium liquide, se mit à clignoter. Il

traitait 92 milliards de combinaisons de trajectoire à la seconde, analysant en direct l'ensemble des objets connus gravitant entre 400 et 650 km au-dessus de la Terre.

Sa première cible avait déjà été désignée : Kosmos-2542 – un satellite d'inspection militaire russe, officiellement de surveillance terrestre, mais en réalité utilisé pour l'analyse et l'interception de flux tactiques entre drones et bases de commandement. Il tournait depuis plus de 2 ans autour de la Terre, à 555 kilomètres, sur une orbite quasi-circulaire inclinée à 97 degrés. Il avait réussi, quelques mois plus tôt, à s'approcher de deux satellites français sans jamais être inquiété. Ce temps était révolu.

À 05h34 UTC, Valkyrie ajusta sa poussée. Le moteur ionique projeta un nuage invisible de xénon propulsé à plus de 30 000 m/s. Cela suffisait, dans l'espace, à le faire glisser comme un aigle fantôme dans le sillage de sa proie. En salle de contrôle, les trajectoires se superposaient sur des écrans translucides. Les cercles bleus – alliés. Les jaunes – civils. Les rouges – suspects ou ennemis. Kosmos-2542 brillait en rouge intense.

— *Contact prévu dans 83 minutes*, dit une voix dans le bunker de contrôle de Stockholm, l'un des trois centres secondaires d'observation.

— *Alignement orbital parfait. Confirmation d'approche indirecte.*

Les ingénieurs avaient prévu cela : Valkyrie ne devait jamais entrer en ligne directe. Il devait passer au-dessous, puis au-dessus, croiser la cible deux fois, et n'intervenir qu'à la troisième orbite, pour éviter toute détection ou réaction défensive automatisée. Mais un risque subsistait. Si les Russes avaient mis en place un *Kill Switch* – une procédure de neutralisation en cas d'approche suspecte – Valkyrie pourrait être désintégré.

À 06h57 UTC, Valkyrie s'approchait à moins de 16 km de Kosmos-2542. La manœuvre finale commença.

Les bras mécaniques s'ouvrirent lentement. Les vérins, activés à distance depuis Toulouse, déployèrent leurs capteurs d'ancrage. À cette distance, tout mouvement devait être millimétré, sans vibration excessive, sans perte de synchronisation. Le Kosmos russe continuait sa course, inconscient. Il n'était qu'un œil, aveuglé par sa propre inertie.

À 07h03 UTC, Valkyrie enclencha la séquence de *Synchronisation inertielle terminale*. Il se glissa, sans bruit, à moins de 150 mètres du satellite russe. Puis à 80. Puis à 40. Dans les centres européens, les cœurs battaient à l'unisson. Une collision dans l'espace ne ressemblait pas à une explosion. C'était un silence suivi d'une pluie de débris. Ici, ce ne serait pas une collision. Ce serait une caresse technique, une poussée lente mais fatale.

À 07h09 UTC, les bras de Valkyrie touchèrent la coque de Kosmos-2542.

À 07h11 UTC, le système émit un *Ping* chirurgical, autorisant la poussée. Puis, doucement, à 0,004 m/s<sup>2</sup>, Valkyrie poussa la cible hors de sa trajectoire héliosynchrone. L'altitude commença à baisser. Quelques dizaines de mètres par minute. Insuffisants pour alerter les systèmes russes. Mais irrémédiables.

À 07h28 UTC, la trajectoire de Kosmos-2542 était devenue instable.

À 07h44 UTC, la désorbitation lente était engagée.

Dans 12 jours, à ce rythme, Kosmos-2542 pénétrerait l'atmosphère. À plus de 21 000 km/h. Il s'y consumerait en silence, quelque part au-dessus du Pacifique. Première cible détruite. Sans guerre. Sans feu. Dans la salle enterrée du centre européen de coordination militaire, à Bruxelles, un écran s'illumina : OBJECTIF 1 : ACCOMPLI. VALKYRIE PROCÈDE AU CIBLAGE SECONDAIRE. Puis une voix feutrée dans un micro :

— *Suivant sur la liste : Persona-1M, altitude 610 km, orbite elliptique. L'intervention est prévue dans 37 heures.*

Le général polonais, assis en silence, murmura :

— *Nous avons acquis un savoir-faire fantastique !*

— *Oui*, répondit Aino Mets, venue représenter l'Estonie, et finalement en si peu de temps.

Le soupçon et la colère

Moscou, centre de commandement spatial de Krasnogorsk Le bâtiment était gris, comme tout ce qui, en Russie, touchait au secret militaire. Caché dans les forêts sombres de Krasnogorsk, au nord-ouest de Moscou, le Centre unifié de commandement spatial ressemblait à une

forteresse de l'ère soviétique, modernisée à la hâte : des antennes paraboliques géantes orientées vers l'est et le zénith, des dômes radar discrets camouflés sous des filets synthétiques, une forêt de capteurs et de câbles, et sous terre... six niveaux de salles pressurisées, où s'asseyaient les stratèges de l'espace. Dans la salle Gamma, à 07h12, un technicien releva la tête brusquement.

— *Camarade lieutenant-colonel... nous avons perdu le Kosmos-2542.*

Un silence. Le lieutenant-colonel Vitaly Mikhaïlov, ancien du VKS (Forces aérospatiales russes), s'approcha de l'écran. L'orbite du satellite n'était plus stable. Elle chutait. Lentement, mais de manière parfaitement mesurable. Inexplicable.

— *Problème de télémétrie ?*

— *Non, camarade. J'ai vérifié. Les capteurs fonctionnent. Le satellite n'a reçu aucun ordre de modification. Mais sa vitesse orbitale diminue. Il perd de l'altitude à une cadence régulière. C'est une...*

Il s'interrompt.

— *...désorbitation forcée.*

Mikhaïlov jura entre ses dents. Il appuya sur l'interphone du mur :

— *Berezin, salle stratégique. Qu'on me réveille le général Anokhine. Immédiatement.*

09h06 – Bureau du général Sergueï Anokhine, 3e sous-sol du Centre spatial. L'homme était en uniforme complet, tasse de thé noir brûlant dans une main, documents imprimés dans l'autre. Il lisait les relevés de *Kosmos-2542* avec une fixité dangereuse.

— *Et vous êtes absolument certain que ce n'est pas une panne de propulsion secondaire ?*

— *Aucune poussée autonome. Aucun ordre de réorientation. Aucun signal d'erreur. Tous les systèmes du satellite sont intacts, mais sa trajectoire a été modifiée. Et elle continue de l'être, lentement.*

Anokhine reposa sa tasse. Sa voix était lente.

— *Cela signifie une chose.*

Il leva les yeux.

— *Quelqu'un là-haut l'a touché. Quelqu'un a poussé notre satellite militaire en dehors de son orbite. Pas détruit. Détourné. Avec précision. Avec méthode. Avec calme.*

Il alluma l'écran latéral. Un hologramme sphérique montra l'espace orbital entre 450 et 600 km. Une myriade de points lumineux clignotait. Il pointa un secteur.

— *Cette zone. C'est là que ça s'est passé. Il n'y avait que quatre objets non russes recensés dans ce corridor, dont un petit satellite allemand récemment lancé. Inoffensif, selon les fiches officielles.*

— *Valkyrie-01, murmura Mikhaïlov.*

— *Oui. Ils l'ont lancé depuis Kourou. Officiellement à des fins de gestion de débris spatiaux. Ils ont peut-être dit vrai. Mais le "débris", c'est nous.*

11h45 – Kremlin, salle du Conseil militaire

Poutine, entouré de ses conseillers les plus proches, écoutait en silence. Anokhine présenta ses conclusions d'une voix posée. Il évita les mots qui fâchent. Mais l'essentiel était là : L'Europe a engagé une guerre orbitale. Discrète. Propre. Mais une guerre. Et ils ont été capables de neutraliser un satellite militaire actif, sans que nous puissions réagir. Poutine ne parla pas tout de suite. Il fixa la carte holographique comme s'il contemplait un affront personnel. Son silence était plus lourd que les bombes. Puis il lâcha, d'une voix calme mais glacée :

— *C'est une humiliation stratégique. Nous avons été aveuglés. Ils savent que nous savons. Et ils n'ont même pas pris la peine de nier.*

Il tourna la tête vers Youri Dobrine, resté dans l'ombre.

— *Combien de nos satellites peuvent-ils neutraliser, à ton avis ?*

— *Si leur système est stable, s'ils envoient plusieurs Valkyries, une dizaine d'opérations comme celle-ci pourraient suffire à ruiner nos capacités d'observation et de guidage. Et...*

Il hésita.

— *...à perturber nos chaînes de commandement balistique.*

Un souffle glacial parcourut la pièce. Poutine se leva lentement. Il marcha vers la fenêtre. La neige tombait sur Moscou, fine, presque paisible. Puis il s'arrêta :

— *Alors nous sommes désormais vulnérables même dans le ciel.*

Il se retourna.

— *C'est le moment de penser comme eux.*

14h08 – Base stratégique de Baïkonour, Kazakhstan

Les responsables des satellites restants reçurent de nouveaux ordres : réorientation, couplage, camouflages orbitaux. Le Kremlin préparait une riposte. Mais une riposte invisible, algorithmique. Des ombres contre des ombres. Dans les heures qui suivirent, les Russes découvrirent une deuxième perte : le satellite Persona 1M s'était désaligné. La panique s'installa, les signaux cryptés affluèrent. Une évolution non prévue de la guerre venait de commencer. Et dans cette guerre, la Russie n'avait pas l'avantage.

L'opération Ascension : les cosmodromes russes sous le feu

Ciel de Russie, cosmodromes de Baïkonour, Dombrovskiy, Plesetsk et Vostochny  
Heure de lancement de l'opération : 04h17 GMT

Le ciel était d'un bleu céruléen piqué de givre, presque paisible, au-dessus des steppes kazakhes et des étendues glacées de Sibérie. Mais la paix n'était qu'un mensonge cosmique ce matin-là. À plus de 20 000 mètres d'altitude, le vacarme discret de plusieurs patrouilles aériennes européennes déchirait l'atmosphère. Chacune d'elles avait un objectif. Une mission. Un point sur la carte que les étoiles elles-mêmes semblaient vouloir oublier. Au sol, les équipes

russes de surveillance radar scrutaient sans relâche les écrans. Les alertes se multipliaient depuis la veille, depuis que les satellites militaires russes commençaient mystérieusement à s'éteindre les uns après les autres, poussés hors de leur orbite par le satellite Valkyrie, lancé depuis Kourou. Ce jour-là, tout changea de nature : la guerre qu'ils menaient depuis 2022 devenait littéralement totale.

Les avions qui s'approchaient étaient silencieux, profilés pour l'invisibilité. Rafales français, Eurofighters allemands, Tornado britanniques, Gripen suédois : une armada venue d'un futur incertain, soudée par l'urgence. L'Europe, désormais unifiée dans la riposte, avait décidé de frapper les cœurs technologiques de la domination russe : ses cosmodromes. Chacun des cosmodromes ciblés avait un rôle unique dans le dispositif spatial et balistique russe. Baïkonour – jadis berceau du vol spatial humain – servait désormais de plateforme pour les lancements de satellites militaires. Plesetsk et Vostochny, plus récents, abritaient les systèmes de lancement d'engins de reconnaissance et d'interception. Dombarovskiy, à la lisière de l'Oural, n'était connu que de quelques services : une base souterraine d'où partaient certains des RS-28 Sarmat, missiles intercontinentaux surnommés "Satan II".

À 04h17 GMT, l'ordre tomba sur les canaux cryptés. L'Opération Ascension était lancée.

Baïkonour : la chute du pionnier

Le raid sur Baïkonour fut le premier à atteindre sa cible. Quatre Rafales français, accompagnés de deux Eurofighters allemands, approchèrent par le sud-est, masqués par les contre-mesures électroniques diffusées depuis une station relais positionnée sur un drone furtif. Le premier missile Storm Shadow percuta un hangar de lancement encore en activité, désintégrant en une boule de feu un lanceur Angara prêt à s'élever dans les jours à venir. Le deuxième explosa au contact du bunker de commandement, une structure de béton armé enterrée sous trois mètres de sol. L'onde de choc pulvérisa les systèmes de contrôle, détruisant également le dôme radar principal. Le feu se propagea rapidement. À 04h22, les colonnes de fumée noire étaient visibles à trente kilomètres à la ronde. Le silence du désert kazakh n'était plus.

Dombarovskiy : le monstre souterrain

Le deuxième front fut Dombarovskiy. Là-bas, les choses ne seraient pas aussi simples. Trois Tornado de la RAF et deux Mirage français portaient à leur bord des missiles SCALP modifiés, conçus pour pénétrer en profondeur avant détonation. La base de Dombarovskiy n'apparaissait sur aucune carte officielle. Elle n'existait pas. Mais les services de renseignement allemands l'avaient repérée depuis 2022. Elle servait de base arrière aux missiles Sarmat. La décision avait été prise : neutraliser les silos avant qu'un autre ordre, accidentel ou non, ne parte. Les missiles SCALP traversèrent les défenses sans être repérés. À 04h29, l'un d'eux perça le sol gelé et explosa à vingt mètres sous la surface. Le bruit sourd de l'effondrement résonna jusque dans les galeries. Des murs d'acier se plièrent, se déformèrent, avant d'exploser dans un geyser souterrain. Une torche de flammes jaillit à travers les puits d'aération. Dombarovskiy venait de perdre la moitié de ses silos. Les autres furent ensevelis dans les minutes suivantes, frappés méthodiquement par la vague 2.

#### Plesetsk : le gel et le feu

Au nord, dans l'oblast d'Arkhangelsk, le froid n'empêchait pas les radars de fonctionner. Mais la couverture nuageuse dissimula longtemps l'arrivée des avions. Plesetsk, base essentielle aux tirs de missiles intercontinentaux, était protégée par plusieurs systèmes anti-aériens S-400. Ceux-ci furent neutralisés une heure avant l'opération par une cyber-intrusion venue, selon certaines sources, de Tartu. À 04h36, la base fut plongée dans le noir. Cinq secondes plus tard, quatre munitions à charge sélective explosèrent sur les principales pistes de lancement. Le tarmac se fractura en dizaines de plaques disjointes. Les camions lanceurs, stationnés en lisière, furent pulvérisés. Les soldats en faction, désorientés, crurent à un accident. Ils ne comprirent que trop tard la précision du tir.

#### Vostochny : frapper l'avenir

La dernière cible fut Vostochny, joyau de la renaissance spatiale russe, au cœur de l'Amour. L'attaque fut la plus complexe. Loin de toute frontière, il fallut deux ravitaillements en vol aux escadrons de chasse européens. Mais ils arrivèrent, portés par l'ivresse d'une victoire technique. Un drone ECR français brouilla les communications à 04h41. À 04h44, deux Rafales

traversèrent le dernier rideau radar. Le sol trembla sous la double explosion des missiles AASM : le pas de tir principal s'effondra, suivi d'un incendie du dépôt de carburant.

Les flammes éclairèrent la taïga d'une lumière spectrale. L'attaque de Vostochny ne visa pas seulement des missiles. Elle détruisit aussi des projets. Des ambitions. Des rêves de suprématie technologique.

À Moscou, dans le bureau feutré du Kremlin, Poutine resta figé plusieurs minutes après avoir reçu les premiers rapports. Il demanda trois fois confirmation. Mais l'écran géant de la salle de commandement montrait ce que personne ne voulait voir : quatre points rouges clignotants. Baïkonour. Dombrovskiy. Plesetsk. Vostochny. Tous atteints. Tous détruits. Partiellement, mais de manière chirurgicale.

— « Comment est-ce possible ? »

Aucune réponse ne vint. Dans les rues de Moscou, la nouvelle ne fut pas diffusée. Les médias parlaient d'exercices, de "tests d'évacuation". Mais dans les couloirs du pouvoir, c'était la panique. À l'ONU, l'ambassadeur russe hurla au "terrorisme spatial occidental". Mais l'Europe répondit d'une seule voix : "Dissuasion active".

Une guerre devenue orbitale. Avec cette opération, le conflit était monté d'un cran. Ce n'étaient plus seulement des drones, des tanks ou des bataillons. C'était l'infrastructure stratégique russe qui venait d'être foudroyée. Un analyste militaire suédois, interrogé dans les studios de SVT quelques heures plus tard, déclara simplement :

— « Ce que vous venez de voir, c'est la fin du monopole de la peur. La Russie n'est plus la seule capable de frapper en profondeur. »

Discours des présidents de la coalition : Les Accords de Tallinn

Tallinn – Palais Présidentiel – 11h02

La neige s'était remise à tomber sur la vieille ville de Tallinn, enveloppant les flèches gothiques et les toits pentus d'un manteau blanc, comme si l'histoire elle-même cherchait à figer l'instant. Les rues alentour, désormais entièrement bouclées, vibraient sous la tension sourde d'une attente. Des barrières de sécurité avaient été dressées autour du palais présidentiel,

tandis que les soldats de la garde baltique, casqués et immobiles, tenaient la position. Dans la grande salle du Conseil, un silence d'une densité inédite régnait. Ce n'était plus le calme d'une salle de conférence. C'était celui d'un tribunal. D'un verdict. Et d'un basculement. Les drapeaux de la coalition, dressés dans un demi-cercle derrière le pupitre central, semblaient eux aussi attendre qu'on leur donne un sens. Le tricolore français. Le noir-rouge-or allemand. Le rouge et blanc de la Pologne. Les rayures du Royaume-Uni. Et surtout, en position centrale, les trois bannières baltes côte à côte : l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie.

À 11h02 précises, Alar Karis entra dans la pièce. Il portait un costume sombre, sobre, sans la moindre décoration. Mais son regard avait changé. Ce n'était plus celui du professeur devenu président. C'était celui du président devenu juge des nations. Il monta lentement les trois marches menant au pupitre. Puis il posa ses notes, respira longuement, et commença à parler, dans une salle remplie de représentants des pays membres de la coalition, de journalistes du monde entier, et surtout, de caméras connectées à des centaines de millions d'écrans.

« Mesdames et Messieurs, représentants de l'Europe libre. Il y a quelques temps, dans cette même ville, des drones russes survolaient nos écoles. Nos réseaux d'énergie étaient attaqués. Nos enfants déplacés. Et notre peuple, une fois encore, était menacé d'effacement. Aujourd'hui, nous ne parlons plus en victimes. Ni même en survivants. Nous parlons en bâtisseurs d'un nouveau monde. »

Il s'interrompit brièvement. Aucune toux, aucun bruit dans la salle. L'air paraissait suspendu.

« La Russie a mené une guerre d'agression. Elle a violé toutes les conventions internationales. Elle a utilisé la famine, la torture, les enlèvements, la peur. Elle a voulu refaire l'histoire. Elle l'a perdue. »

À cet instant, Karis déploya un feuillet aux bords tricolores. C'était le document que les journalistes allaient appeler, deux heures plus tard, les Accords de Tallinn.

« Voici les demandes conjointes de la coalition européenne. Elles sont simples. Elles sont définitives. Et elles ne sont pas négociables. »

Il leva la tête. Dans les écrans derrière lui, un drapeau européen, reconstitué en surimpression par les équipes techniques, ondulait dans le bleu glacé.

## Les Quatre Exigences

Reddition complète des Forces armées russes stationnées en Biélorussie, dans les pays baltes, et à l'Est de l'Ukraine.

« Les commandants de ces unités ont 72 heures pour déposer les armes. Passé ce délai, toute résistance sera considérée comme un acte de guerre prolongée et traité comme tel. Les soldats qui rendront les armes auront droit au traitement prévu par la Convention de Genève. »

Destitution immédiate des oligarques des postes de commandement politique, militaire et industriel.

« Les vingt-deux personnalités identifiées comme architectes de cette guerre devront être démis de leurs fonctions. Une commission internationale supervisera leur retrait. »

Création d'un gouvernement provisoire russe de transition sous mandat européen et onusien.

« Ce gouvernement sera composé d'intellectuels, de diplomates, de figures civiles. Il aura pour mission la réécriture d'une constitution respectueuse des droits humains et la préparation d'élections libres d'ici douze mois. »

Intégration progressive de la Fédération de Russie dans les structures politiques, économiques et démocratiques de l'Union européenne.

« Cela ne sera pas un cadeau. Ce sera une responsabilité. Mais nous préférons une Russie intégrée qu'une Russie repliée. Une Russie partenaire plutôt qu'une Russie prédatrice. »

## Les Réactions

Un murmure parcourut l'assemblée. Certains visages exprimaient un soulagement presque imperceptible. D'autres, plus sceptiques, fronçaient les sourcils. Mais tous savaient que l'instant était historique. C'est à ce moment-là que les autres dirigeants montèrent sur l'estrade, un à un. Emmanuel Macron, le premier, appuya la main sur l'épaule de Karis « L'histoire nous regarde, » dit-il simplement. Puis vinrent Donald Tusk et Friedrich Merz. La voix du président Karis reprit, plus grave, plus solennelle.

« Nous n'imposons pas ces directives par vengeance. Mais parce que c'est cela, ou l'effondrement de notre humanité. »

À Moscou...

Pendant que le monde écoutait Tallinn, le Kremlin avait coupé tous les flux. Les images n'avaient pas été diffusées. Mais les mots, eux, passaient. Par les téléphones satellitaires. Par les réseaux pirates. Par les diplomates qui trahissaient discrètement leurs maîtres. Youri Dobrine, dans son bureau sécurisé, visionna l'intégralité du discours sur le darknet. Il comprit, à cet instant, que la Russie venait de perdre la guerre de la légitimité.

Dans les rues d'Europe. Dans les cafés de Paris, dans les gares de Varsovie, dans les parcs d'Helsinki, les gens se rassemblèrent pour regarder ensemble. Des larmes discrètes coulèrent. Certains applaudirent. D'autres, les bras croisés, murmuraient : « Il était temps. »

Fin de la déclaration – 11h47

Quand Karis quitta l'estrade, les applaudissements furent sobres. Pas triomphants. Mais profondément respectueux. Comme si chacun savait que l'homme qui venait de parler n'était pas seulement un président. Mais peut-être l'architecte d'une paix inédite. Le document fut signé à huis clos.

Dans les heures suivantes, l'ambassade russe à Bruxelles annonça la suspension de toute communication diplomatique. Le yuan chuta de 4% face à l'euro. L'OTAN, dans un communiqué bref, indiqua « prendre note des propositions européennes. Les États-Unis, par la voix du Secrétaire d'État, déclarèrent que « l'Europe assume son destin ».

Mais dans les écoles baltes, on lut le texte de Karis comme une page d'histoire. À Tallinn, les professeurs expliquèrent aux enfants que ce jour, l'Europe avait parlé d'une seule voix.

Un futur commun

Tallinn, Palais Présidentiel – 11h52

Alar Karis ne quitta pas encore la tribune. Il avait posé les « Accords de Tallinn », les exigences, les points de non-retour. Mais ce n'était pas assez. Il le savait. Sans horizon, les peuples s'enfoncent dans la boue de leur humiliation, ou dans le ressentiment de leur défaite. Il ne voulait ni Versailles, ni Yalta. Il voulait l'aube. Le silence dans la salle était maintenant différent. Comme si chacun sentait venir autre chose. Pas un verdict. Un pari. Il s'empara de nouveau du micro.

« Ce que je vais dire à présent ne figure pas dans les accords. Mais cela compte autant, si ce n'est plus. »

Les caméras de l'Union européenne se recentrèrent. Les preneurs de son coupèrent les bruits ambiants. Les images furent diffusées dans de nombreux pays. Et dans des milliers de villes russes, captées en douce, retransmises sous forme de textes, de vidéos et de murmures dans les cafés. Alar Karis regarda droit devant lui. Et parla à la Russie.

« La guerre vous a été imposée par vos élites. Pas par vos familles. Pas par vos enfants ».

Sa voix se fit plus douce. Plus lente.

« Moi, président d'un pays qui fut occupé par l'Union soviétique pendant cinquante années... Moi, président d'une nation qui s'est reconstruite seule, dans la peur, dans l'effort, dans la dignité... Je vous dis aujourd'hui : la Russie n'est pas notre ennemie. Elle est notre sœur. Blessée. Malade. Mais sœur. »

La salle retint sa respiration. Le mot avait été prononcé : Sœur.

« Vous êtes européens. Par votre culture. Par votre langue. Par votre science. Par votre littérature. Par votre douleur. »

Dans la salle, des diplomates pleuraient. Des présidents prenaient des notes, étonnés par leur propre émotion.

« Vous nous avez fait peur. Vous nous avez haïs. Mais comme la France et l'Allemagne après 1945, nous devons choisir une autre voie. »

Il fit une pause. Elle dura longtemps.

« La Russie doit devenir l'Europe. Elle doit redevenir l'Europe. Non comme une province. Non comme une adversaire vaincue. Mais comme une égale. Une nation d'avenir. »

Le drapeau européen, en arrière-plan, se superposa alors par effet de lumière à une carte projetée : un continent sans frontière interne. De Lisbonne à Vladivostok. De Narva à Novossibirsk. D'Helsinki à Sotchi.

L'appel final

« Nous vous tendons la main pour coexister. Pour reconstruire ensemble. Pour devenir cette génération qui aura transformé une guerre en renaissance. »

Karis se pencha vers le micro une dernière fois. « Car il y aura une Russie après Poutine. Et nous devons, dès aujourd'hui, apprendre à l'aimer. »

Les réactions, immédiates et en chaîne. À Paris, le discours fut retransmis sur les marches de l'Hôtel de Ville. Une foule silencieuse écoutait. Puis, pour la première fois depuis le début du conflit, des jeunes brandirent des pancartes où on lisait : "Paix russe, paix européenne", écrite en français et en russe.

À Berlin, une cloche sonna à midi. Celle du mémorial de Treptower Park. À côté du soldat de pierre soviétique, des gerbes furent déposées par des citoyens anonymes.

À Varsovie, des milliers de bougies furent allumées le long du mur de la vieille ville. Beaucoup portaient une simple inscription : « За будущее » – *Pour l'avenir*.

Et à Moscou, malgré les coupures des médias officiels, le message passa. Une vidéo sous-titrée, transmise avec un logo VOLIA à droite de l'image, se répandit à une vitesse foudroyante. Une minute du discours. La voix de Karis, traduite en russe. Elle se termina par une phrase : "La haine est un luxe que nous ne pouvons plus nous offrir."

À l'université d'État de Saint-Pétersbourg, un professeur de philosophie interrompit son cours. Il afficha la retranscription complète du discours. Et déclara : « Nous venons peut-être de vivre la naissance d'une nouvelle Europe. Une Europe adulte. »

Dans les souterrains de Kaliningrad, Youri Dobrine, toujours replié dans son QG tactique, avait regardé en différé l'intégralité du discours. Il ne dit rien. Puis, lentement, il ordonna qu'un

exemplaire imprimé des Accords de Tallinn soit remis à tous ses officiers : « Qu'ils sachent ce que pourrait être la paix. Pour qu'ils aient une raison de se battre. Ou d'y renoncer. »

Et dans les rues de Minsk, quelqu'un tagua sur un mur encore criblé d'impact : "Tallinn veut la paix. Minsk répondra". Les lettres étaient rouges. Et au-dessous, le mot Volia était tagué.

Il était 13h02 quand Alar Karis quitta le pupitre. Le monde n'était pas encore en paix. Mais pour la première fois depuis tout ce temps, un horizon s'était dessiné. Un chemin. Étroit. Escarpé. Mais réel. Il n'y avait plus que deux options désormais : la guerre totale, ou l'invention d'un avenir commun. Et dans l'écho encore vibrant de cette matinée, on pouvait presque entendre, dans les galeries du Palais présidentiel, les pas feutrés de ceux qui, déjà, commençaient à le bâtir.

Les protestations du silence

Pékin, Pyongyang, Brasilia, Pretoria, New Delhi – et Washington, en creux  
Trois jours après les Accords de Tallinn

La colère feutrée de Pékin

Le ciel de Pékin, chargé d'un voile jaune, semblait hésiter entre le sable du désert de Gobi et la suie des industries toujours actives. Dans l'aile sud du Zhongnanhai, siège du pouvoir chinois, le président Li Zhenyu lisait une dernière fois le discours de Karis, imprimé en rouge sur papier gris, selon la tradition interne du Comité permanent. Il posa lentement la feuille.

— C'est une déclaration de guerre morale.

Aucun membre du bureau politique n'osa le contredire.

— Ce discours ne vise pas que Moscou. Il vise nous tous. Il oppose à notre modèle un modèle de réconciliation par-dessus les ruines.

Il serra les mâchoires.

— Il faut répondre. Vite. Fort. Mais pas frontalement.

Le communiqué de la République populaire de Chine fut diffusé deux heures plus tard, dans une mise en scène glaciale : sur fond noir, lettres dorées, diction monocorde. Une critique sèche, indirecte, mais acérée : « *L'unilatéralisme européen n'est pas un outil de paix. C'est une nouvelle forme d'impérialisme moral. La Chine réaffirme que toute intégration régionale sans consultation internationale viole les principes de souveraineté.* »

Pyongyang explose

En Corée du Nord, l'heure n'était pas à la demi-mesure. Kim Yong-Hun, le nouveau chef suprême autoproclamé depuis la disparition supposée de Kim Jong-un, convoqua une réunion exceptionnelle dans le bunker central de Mangyongdae. À ses côtés, des généraux en uniforme soviétique modifié. Devant lui, les images de la salle Kalnins de Stockholm. Les performances du système MIIL. Le détournement des drones. L'échec du missile russe. Il frappa du poing la table.

— Ils ont franchi la ligne. Et la Russie n'a rien pu faire. Où est notre rôle dans ce monde ? Où est notre arme ?

Pyongyang diffusa un message incendiaire, filmé depuis une salle d'opérations vide, dans un décor métallique, presque post-apocalyptique : « *La République populaire démocratique de Corée dénonce la création d'un cyber-impérialisme. L'Europe, par ses actes illégitimes, pousse le monde vers une conflagration. Toute tentative de violation de notre espace sera considérée comme une déclaration de guerre.* »

À Séoul, Tokyo, Washington, on enregistra un pic de panique boursière. À Paris, aucune réaction. À Tallinn, une veille fut mise en place dans tous les centres satellites du MIIL.

Les BRICS se fissurent

À Brasilia, la présidente Luisa Rocha se montra hésitante. Le Brésil, tiraillé entre son engagement économique avec la Chine et ses racines européennes, publia un communiqué ambigu : « *Le Brésil appelle à la retenue et rappelle que la justice ne peut se construire sur l'unilatéralisme, quel qu'en soit le but.* » Mais dans les rues de São Paulo, un tout autre écho montait. Des milliers de jeunes brésiliens, réunis place da República, brandissaient des drapeaux aux couleurs de Volia. L'un d'eux déclara, face caméra :

— On n’a pas oublié Lula. On n’oubliera pas Daria.

À New Delhi, le gouvernement Modi, réélu sur un programme de renforcement militaire, afficha une posture de prudence. Mais un ancien diplomate fit fuiter une note classée top secret : « *Si le MIIL est exportable, l’Inde doit l’acquérir. À tout prix.* »

À Pretoria, l’Afrique du Sud dénonça une « logique coloniale inversée ». Mais dans les townships, les images de Volia s’étaient déjà incrustées sur les murs : « *Justice, pas vengeance* » était devenu un slogan viral, peint sur les abris de fortune.

Et l’Amérique ?

Washington. Bureau ovale. 16h44, heure locale.

Le président Trump restait muet. Dans la salle Roosevelt, une réunion d’urgence réunissait conseillers, généraux, analystes. Les écrans montraient une série de graphiques : impact du MIIL, performances militaires russes dégradées, chute de crédibilité des systèmes américains.

— Alors vous me dites qu’ils peuvent détourner nos propres drones ?

Silence.

— Et qu’ils ont osé inverser nos appareils. Sans qu’on ne le voie venir ?

Le conseiller à la défense nationale, Jake Vance, tenta un rattrapage :

— C’était une erreur de communication. L’équipe Kalnins n’a pas visé nos intérêts. C’était une démonstration, pas une agression.

— Mais une démonstration plus puissante que toutes nos sanctions depuis dix ans ! cria Trump.

Puis, soudain, il s’arrêta. Se leva. Tourna le dos.

— Nous allons faire silence.

— Monsieur le Président ?

— L’Europe veut grandir seule ? Parfait. Qu’elle le fasse. Sans nous.

Le monde regarde. Et ne comprend plus.

Dans Kuala Lumpur, un éditorialiste titra : « *L'Occident se fracture sur sa propre victoire.* »

À Istanbul, une femme âgée posta sur les réseaux : « *Nous pensions qu'un jour viendrait la paix. Elle peut-être.* »

Dans Nairobi, une classe de collège suivit une vidéo sur l'histoire de Daria. Une élève leva la main :

— Elle a été tuée... mais c'est elle qui gagne ?

Le professeur, surpris, sourit.

— Peut-être bien.

Retour à Tallinn

Dans un bureau discret de la capitale estonienne, Maarika Põld écoutait les enregistrements des médias chinois, nord-coréens et américains. Elle les classait par tonalité, par rhétorique, par degré de menace. Puis elle murmura pour elle-même :

— Le monde est plus fragile qu'on ne le croyait. Mais peut-être plus vivant aussi.

Une alerte chuchota sur son terminal. *Diffusion clandestine du discours de Karis dans le district de Wuhan. 128 000 vues.* Elle ferma les yeux. *Résurgence du tag VOLIA dans les quartiers nord de New Delhi. Démenti du gouvernement. Pas de répression à cette heure.* Elle respira longuement. Puis elle écrivit sur une page de son journal, qui serait plus tard lu à l'ONU par Liis : *"Quand la force se tait, la vérité parle. Quand l'empire rugit, la conscience s'éveille. Les BRICS protestent. L'Amérique se tait. Mais les peuples regardent."*

Discours de Van der Leyen : L'Europe nouvelle

Bruxelles – Hémicycle du Parlement européen, bâtiment Louise Weiss

La mise en scène

Le ciel de Bruxelles était d'un gris laiteux, comme souvent en mars. Mais la ville était transfigurée. Les drapeaux européens flottaient sur tous les balcons. Dans le quartier européen, les vitres des bâtiments vibraient sous les chants, les bousculades des caméras, les

foules rassemblées. On disait que c'était la première fois depuis 1957 qu'on voyait tant de monde, silencieux, tendu, à attendre un discours européen. Le bâtiment du Parlement, pourtant immense, ne suffisait plus. Des écrans géants avaient été installés sur les places Schuman, Luxembourg, et même à Gand, Anvers, Lyon, Milan, Vilnius, Lisbonne, Helsinki. Les nations s'arrêtaient de parler. C'était le temps d'écouter. À l'intérieur, l'hémicycle s'était paré d'un rideau lumineux bleu nuit. Une estrade avait été ajoutée, plus sobre que d'ordinaire, légèrement surélevée. Au centre, un pupitre circulaire, orné d'un simple anneau d'or : une couronne d'étoiles. Pas de drapeau. Pas d'emblème. Juste l'Europe.

À 14h03, Ursula von der Leyen apparut. Vêtue de blanc. Visage fermé, mais calme. Elle marcha seule jusqu'au pupitre, et leva la tête vers les députés présents. Une moitié debout. L'autre, assise, mains croisées. Le silence fut total. Et elle parla.

Le discours

*« Mesdames et Messieurs,*

*Il y a maintenant cinq ans, la Russie pénétrait les terres d'Ukraine, puis quelques années plus tard elle frappait aux portes des États baltes. Pendant des mois, nous avons regardé. Nous avons hésité. Certains d'entre nous ont même espéré que cela passerait. Que le bruit des pas s'éloignerait tout seul. »*

Elle marque un temps, son regard passant sur les bancs allemands, italiens, espagnols.

*« Mais les bombes ne reculent pas. Les drones ne s'arrêtent pas. Et les peuples qui souffrent ne peuvent pas attendre nos lenteurs diplomatiques. »*

*« Alors quelque chose s'est passé. Quelque chose d'imprévu. D'invisible. De décisif. »*

*« Un pays, un seul, a pris son destin en mains. L'Estonie. »*

Un murmure passa dans la salle.

*« Oui, mes amis. Ce n'est ni la France, ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni l'Espagne. Ce fut l'Estonie. Ce fut Tartu, ce fut Kalnins, ce fut une équipe de jeunes ingénieurs, dans un sous-sol cybernétique, qui ont décidé de ne plus attendre. »*

*« Et ce que l'Estonie a déclenché, ce que Maarika Põld, Kaarel Vaher, Aino Mets ont porté, ce que Daria, Volia, et Mikita ont incarné... ce n'est pas un miracle technologique. Ce n'est pas une revanche. »*

Elle posa ses deux mains à plat sur le pupitre. La caméra zooma.

*« C'est la souveraineté retrouvée. »*

Un applaudissement isolé. Puis contenu. L'hémicycle retenait son souffle.

*« Aujourd'hui, après vingt ans d'hésitations, l'Europe a cessé de parler d'unité. Elle l'est. Elle n'a plus besoin d'en rêver. Elle en vit. Elle en agit. Nous avons uni nos forces armées, nos cybercapacités, nos intelligences, nos infrastructures. Nous avons mis fin aux dépendances énergétiques. Nous avons repris la main sur nos communications. Nous avons intégré les réalités baltes, ukrainiennes, biélorusses, comme des réalités pleinement nôtres. »*

Elle prit un papier, qu'elle ne lut pas. Juste un geste symbolique.

*« Depuis trois jours, la coalition européenne militaire unifiée est la plus grande force de dissuasion conventionnelle du globe. Depuis 48 heures, grâce à la technologie MIIL, nous avons intercepté plus de 340 tentatives d'agression. Avec un taux de succès de 86%. Et depuis ce matin, le Parlement européen a validé la saisie des actifs russes gelés, autre que les 302 milliards déjà saisis, pour reconstruire l'Est. Justice. »*

Elle releva la tête.

*« Mesdames et Messieurs, l'Europe n'est plus un projet. Elle est une puissance. Et comme toute puissance, elle a un devoir. Celui de la tempérance. Celui de la mémoire. »*

Les mots les plus durs

*« Je sais que ce que je dis n'est pas facile à entendre. Que certains, même ici, penseront que nous avons franchi une ligne. Que l'Europe n'est pas faite pour commander. Pour bombarder. Pour chasser. »*

Elle tourna lentement vers les bancs de la gauche radicale, puis de l'extrême droite. Un silence pesant.

*« Je ne suis pas naïve. Je ne crois pas qu'on gagne la paix avec des systèmes électroniques. Mais je sais qu'on perd toujours la liberté avec le silence. Il y a quelques jours encore, certains doutaient. Ils se demandaient : devons-nous encore exister ? Aujourd'hui, plus personne ne pose la question. »*

Une vision pour l'après

*« Ce qui commence aujourd'hui, c'est un chantier. Celui de l'intégration post-impériale. Celui de la cohabitation historique. Celui de l'Europe comme continent-résilience. Oui, nous proposons à la Russie un avenir commun. Comme la France et l'Allemagne après 1945. Comme la Pologne et l'Allemagne après 1990. Comme la Serbie et la Croatie aujourd'hui. Mais pas sans condition. Pas sans vérité. »*

Elle changea de ton, plus bas, plus lent.

*« Il n'y aura pas d'Europe avec les oligarques. Pas d'Europe avec les criminels de guerre. Pas d'Europe avec ceux qui torturent dans les prisons. Pas d'Europe avec ceux qui ont volé la voix de Daria. »*

Conclusion

*« L'Europe sera forte. L'Europe sera juste. Ou elle ne sera pas. »*

Elle inspira profondément.

*« Grâce à l'Estonie, grâce à nos peuples, grâce à notre courage, nous sommes aujourd'hui la plus grande puissance économique et militaire du monde. Mais que cela ne soit pas une couronne. Que ce soit une boussole. Car être la première puissance du monde, ce n'est pas l'être contre les autres. C'est l'être pour quelque chose. Pour la paix. Pour la justice. Pour l'avenir. »*

Un silence. Une pause.

*« Pour l'Europe. »*

L'hémicycle en feu

La salle explosa d'applaudissements. Même les plus sceptiques, même les abstentionnistes de la veille, même ceux qui doutaient encore. Tous se levèrent. À l'extérieur, les places bruxelloises diffusèrent le discours en direct. Des foules entières applaudissaient. En Estonie, les églises firent sonner leurs cloches. À Riga, à Vilnius, à Paris, à Varsovie, des concerts improvisés s'organisaient. Volia était reprise comme un hymne. Dans un collège d'Odessa, une élève leva la main :

— Madame, c'est vrai qu'on est dans l'Europe, maintenant ?

La professeure sourit.

— On y est. Ensemble.

L'Europe parle à Moscou

Quartier général sécurisé – Bruxelles, Centre de coordination diplomatique temporaire.

Le monde venait de vivre trois jours d'ombres. Trois jours durant lesquels aucun message n'était sorti de Moscou. Trois jours sans lancement. Trois jours sans menace. Trois jours où les satellites russes, repoussés méthodiquement par le satellite européen *Valkyrie*, avaient perdu leur trajectoire, leur vision, leur fonction. La Russie, empire technologique du XXe siècle, était désormais aveugle, sourde, coupée de ses propres commandes. *Valkyrie* avait fait plus qu'éteindre les yeux du ciel : elle avait paralysé les chaînes de commande nucléaire, la géolocalisation militaire, les communications interarmées. Les cosmodromes de Baïkonour, Dombrovskiy, Plesetsk, Vostochny n'étaient plus que des carcasses fumantes. Et à Krasnoznamen'sk, le silo du missile Yars, censé frapper Tallinn, avait explosé dans son propre ventre. Le cœur nucléaire de la Russie avait calé.

Bruxelles,

Dans la grande salle souterraine du Centre de coordination diplomatique, les lumières étaient tamisées. Le béton des murs était recouvert de tentures sombres. Pas de symbole, pas de bannière. Juste une longue table de chêne, ovale, sobre, entourée de chaises noires, toutes occupées. Autour d'elle :

- Emmanuel Macron, vêtu de noir, visage grave.
- Alar Karis, président estonien, en uniforme léger, décoré du ruban argenté de la mobilisation totale.
- Ursula von der Leyen, visage tendu, assise à la gauche de Karis.
- Kaarel Vaher, debout à l'arrière, impassible, bras croisés.
- Donald Tusk, pour la Pologne, la mâchoire serrée.
- Anneli Saarikko, présidente de la Finlande, regard de glace.
- Friedrich Merz, blême, mais résolu.
- Rishi Sunak, le seul à garder sa cravate, dans une tentative d'élégance perdue.
- Antonio Costa, venu pour acter la solidarité du Sud.
- Et, derrière tous, les équipes de négociation, silencieuses, connectées à la salle de presse.

Un à un, les chefs d'État s'étaient levés. L'instant n'était plus militaire. Il était historique. Karis, le premier à parler

*« Mesdames et Messieurs, Nous ne sommes pas ici pour humilier. Nous sommes ici pour proposer un chemin. Un chemin que la Russie, aujourd'hui paralysée, peut encore emprunter. Mais demain... il sera trop tard. »*

Il dépla un feuillet, manuscrit.

*« L'opération militaire et politique a atteint tous ses objectifs. Loukachenko n'est plus. Le peuple biélorusse est libre. L'outil MILL fonctionne à 86%. Les drones russes sont désormais retournés sur leur point de lancement. Le satellite Valkyrie a coupé les chaînes de surveillance orbitales. La Russie, ce soir, ne peut plus attaquer. Elle peut choisir. »*

Silence. Le monde écoutait. Macron : le mot « paix »

*« Nous n'avons pas agi pour conquérir. Nous n'avons pas agi pour venger. Nous avons agi pour survivre. Et parce que, au fond, nous avons toujours voulu que la Russie fasse partie de ce projet*

*européen. Ce n'est pas une soumission. C'est une invitation. Construire un après. Ensemble. La France est prête à poser les armes, dès demain. Si la Russie s'engage sur le chemin suivant :*

- Retrait immédiat et complet des troupes de Biélorussie et des pays baltes ;*
- Organisation d'élections sous supervision Européenne ;*
- Désarmement de toutes les bases nucléaires ;*
- Procédures pénales ouvertes contre les officiers responsables de crimes de guerre ;*
- Dissolution du Conseil des Oligarques ;*
- Mise en œuvre d'un processus constitutionnel pour une Russie démocratique. »*

Le document : Les Accords de Tallinn

Ursula von der Leyen ouvrit une mallette. Elle en sortit un seul feuillet, imprimé sur un papier ivoire, sans armoiries.

*« Voici le contenu des Accords de Tallinn. Ils seront envoyés à Moscou dans l'heure. S'ils sont signés avant la fin du mois prochain, l'Europe cessera toutes opérations militaires. S'ils sont refusés, ou ignorés, l'Europe entamera la dernière phase. »*

Personne ne demanda ce qu'était la dernière phase. Tous savaient. La Russie, observée sans pouvoir répondre. Pendant ce temps, à Moscou, les lignes étaient coupées. Le président russe, dans son bunker secondaire de Sverdlovsk, n'avait plus accès à ses satellites, à ses drones, à ses missiles stratégiques. Il ne pouvait plus donner d'ordres. Les troupes russes, sur les lignes de front, recevaient des instructions obsolètes. Les généraux, paniqués, ne savaient plus si les commandes étaient inversées. La crainte de *l'inconnu cybernétique* faisait plus que les missiles. Elle pétrifiait. La Russie était à genoux. Mais l'Europe tendait la main.

L'appel à la société civile russe

Karis demanda qu'une deuxième transmission soit envoyée : une version vidéo, doublée en russe, du discours commun, à diffuser via réseaux pirates, télégrammes alternatifs, antennes clandestines.

« *Citoyens russes, Ce n'est pas une guerre contre vous. C'est une guerre contre le système qui vous enferme. Nous ne venons pas vous punir. Nous venons vous libérer.* »

Et plus bas, dans le message final :

« *Si vous vous levez, Le monde vous écoutera. Si vous désobéissez, L'histoire vous rejoindra.* »

L'instant suspendu. À 20h00, heure de Bruxelles, les huit chefs d'État signèrent ensemble le protocole d'offre de paix. À 20h15, un drone européen non armé décolla de Daugavpils. À 21h03, il survola Smolensk. À 21h42, il atteignit Moscou, puis descendit lentement, et vint se poser dans les jardins du Kremlin, au centre du labyrinthe de sécurité. À son bord : le texte. Imprimé. Relié. Sobre. Un seul mot inscrit sur la couverture : « *Éviter l'abîme.* »

L'acceptation silencieuse

*Moscou, Kremlin*

La neige était tombée sans interruption toute la nuit, couvrant les rues de Moscou d'un manteau blanc épais et ouaté, comme une pellicule d'amnésie posée sur les blessures ouvertes. Aux abords du Kremlin, les flaques de lumière jaune émanant des lampadaires diffusaient une brume moite entre les grilles d'acier et les silhouettes de soldats, figées comme des statues. La ville, encore debout, semblait contenir son souffle dans une attente sans nom, entre le gel du sol et la cendre des horizons. Au cœur du vieux palais présidentiel, dans une salle austère, surchauffée, résonnaient uniquement les bruits lointains d'un système de ventilation fatigué. Les portraits des tsars, des secrétaires généraux, des présidents, regardaient les occupants de la pièce comme des spectres tancés, en attente de leur héritage. L'un après l'autre, les oligarques étaient entrés dans le bâtiment, escortés par des officiers silencieux, les épaules rentrées dans leurs lourds manteaux. Ils n'avaient pas échangé un mot. Même leurs regards semblaient vides, comme retournés vers un gouffre invisible, fait de pertes, d'orgueil broyé et de chiffres sanglants.

Assis sur les fauteuils en cuir du fond de la salle, les chefs d'état-major, les dirigeants des conglomérats énergétiques, les vieux hommes du FSB, ceux du GRU, observaient, impassibles.

Sur la table ovale, un seul document, posé au centre, relié par un ruban tricolore – bleu, or et blanc –, sans armoirie. C'était une version finale, traduite en plusieurs langues, imprimée sur un papier dense, presque mat, dont les pages ne frémissaient même pas sous le souffle sec des bouches. Il n'y avait plus d'illusions. Depuis la destruction partielle des silos de Krasnoznamensk, les images satellitaires de l'Europe avaient tourné sur toutes les chaînes. Chaque analyste, chaque militaire, chaque informaticien du réseau central de défense savait : le système Kalnins fonctionnait. Aucune attaque massive ne serait plus possible. Les drones ne revenaient pas. Les missiles non plus. La Russie n'avait plus la main. Même l'espace, naguère sanctuaire de projection militaire, lui avait été arraché. Valkyrie, ce nom, venu d'Europe, avait mis à nu le ciel russe. Alors, dans le silence du Kremlin, ce matin-là, ce n'était plus la guerre qui occupait les esprits. C'était l'inévitable. L'irrévocable. Le monde d'après.

L'un des assistants, jeune, pâle, vêtu d'un costume gris trop large, entra sans bruit, déposa une série de stylo sur la table. Puis il ressortit, refermant la double porte capitonnée. Le son des fermetures métalliques s'éteignit comme une morsure.

L'accord de paix – que les Européens appelaient les « Accords de Tallinn » – reposait là, nu, dépouillé de rhétorique. Sur ses pages s'étalaient les termes définitifs : la reddition complète de toutes les forces armées russes engagées en Biélorussie, Lettonie, Estonie, Lituanie et Ukraine. La destitution de tous les oligarques détenant une influence politique ou militaire. La nomination, sous supervision de la Commission européenne et de l'ONU, d'un gouvernement provisoire neutre en Russie et bien sûr l'éloignement définitif du pouvoir de Poutine. Une feuille de route vers une adhésion future à un cadre européen élargi. Mais surtout : la fin du cycle impérial. Le renoncement à l'idéologie de conquête. Le silence imposé aux armes. Aucune signature ne fut forcée. Aucune voix ne s'éleva. Mais les regards, un à un, se posèrent sur le document, comme sur une tombe que l'on reconnaît enfin, après des années de déni.

Un général, dont les décorations tintaient à peine sous les plis de son uniforme, se leva. D'un pas lent, il s'approcha de la table. Son souffle laissait une légère buée sur le vernis sombre. Il prit la première plume, l'ajusta, et signa. D'un geste ferme. Sans tremblement. Puis il se recula.

Un autre le suivit. Puis un autre. La mécanique du renoncement avait commencé, non pas sous la pression, mais sous l'évidence. La Russie n'avait plus de clef dans la serrure du monde.

Dehors, les colonnes de neige sur les toits se détachaient doucement, dans un glissement d'hiver brisé. Moscou s'éveillait dans un calme spectral. À quelques rues de là, des citoyens faisaient déjà la queue devant les boulangeries ouvertes à l'aube, sans savoir que la guerre, officiellement, venait de mourir, dans un palais de silence et de résignation. Les pages furent signées une à une. Aucun mot n'accompagna les gestes. Les visages ne souriaient pas. Les épaules ne se redressaient pas. Mais quelque chose, lentement, se fissurait dans le vieux béton du pouvoir.

### *L'hésitation de l'ancien maître*

Il était là. Immobile, seul dans un recoin de l'immense salle, comme un vestige d'un autre siècle que l'histoire avait brutalement dépassé. Vladimir Poutine n'avait pas parlé. Il n'avait pas bougé depuis plus d'une heure. Il n'avait même pas salué les nouveaux arrivants. Son corps, affaissé dans un fauteuil de bois sombre, semblait avoir perdu ses repères, comme une marionnette sans fil ni souffle, dont le socle de pouvoir s'était soudain effondré. La pénombre de la salle accentuait la pâleur cireuse de son visage. L'ancien président – car c'est ainsi que les Européens l'appelaient désormais dans les rapports officiels – fixait le document posé sur la table ovale avec une intensité étrange. Non pas celle de l'analyse ou du calcul, mais celle de l'homme dont le monde ne répond plus à aucun ordre, à aucune menace, à aucun cri. Depuis plusieurs semaines, il n'avait plus rien décidé. Les chaînes de commandement s'étaient dissoutes sans fracas. Même ses plus fidèles conseillers avaient pris du champ. Les généraux n'attendaient plus de directives ; ils géraient le chaos. Le Kremlin n'était plus qu'un cœur vide entouré de cadavres diplomatiques. Ce matin-là, on lui avait laissé le choix. Signer ou ne pas signer. Accepter ou résister. Mais même cette alternative, désormais, sonnait creux. Car le monde ne suspendait plus son souffle à ses silences. Il avait été contourné, puis neutralisé, et enfin relégué par une suite logique de défaites techniques, stratégiques, morales, géopolitiques. Même la peur – son instrument préféré – ne lui obéissait plus. Et pourtant, il hésitait. Pas par orgueil. Ce qui se jouait en lui était plus ancien, plus profond. C'était le vertige d'un homme qui, pendant vingt-cinq ans, avait pensé l'État comme son corps prolongé, sa volonté faite. Et qui, ce matin-là, dans le calme sinistre du Kremlin, comprenait qu'il n'était plus rien. Pas même une relique. Pas même une menace.

À ses pieds, des notes de synthèse. Des rapports médicaux. Des lettres d'adieu. Des dizaines. Toutes lues. Toutes comprises. Toutes inutiles.

Son regard glissa lentement vers la fenêtre. Il n'y avait rien dehors sinon la neige, et le fantôme du pays qu'il avait voulu restaurer. Il pensa, peut-être, à Ivan le Terrible, à Pierre, à Brejnev. Il pensa peut-être à l'enfant de Leningrad, à ses maîtres du KGB, aux années 90 où tout était chaos mais où l'avenir semblait possible. Il pensa, peut-être, à lui-même comme à un mythe déjà rongé par les livres d'histoire. Le silence l'entourait. Il se leva lentement. Son corps tremblait légèrement, non pas de peur mais de fatigue. Il marcha vers la table comme on monte à l'échafaud – non dans la honte, mais dans l'acceptation molle d'une fin qu'on ne maîtrise plus.

Il s'arrêta devant le document. Longtemps. Il lut. Ou fit semblant. Les mots étaient clairs : reddition, destitution, transition démocratique, supervision internationale. Chacun d'eux était une gifle. Mais elles ne faisaient plus mal. Car tout, autour, était déjà en ruine. L'orgueil n'avait plus d'objet. Alors, lentement, il prit la plume. Il hésita. Une dernière fois. Puis il signa. D'un geste lent, presque détaché. Comme s'il validait non une décision, mais un deuil. Il reposa la plume. Et repartit s'asseoir, seul, dans son coin d'ombre. Sans regard pour les autres. Sans mot. Sans défense.

L'accord était désormais signé par le premier responsable de la guerre. Le reste, ce serait pour les vivants.

Lorsque le dernier signataire posa la plume, le silence fut si profond qu'on entendit la neige glisser du faîte de la coupole du bâtiment. Un frémissement naturel, presque religieux. Il n'y eut ni acclamation, ni applaudissement. Juste le léger cliquetis du boîtier qui se referme. La Russie venait de mettre fin à sa propre guerre.

## Le Bilan

Bruxelles, Tallinn, Kiev, Moscou

Le printemps s'était installé d'un pas timide sur l'Europe meurtrie. Il ne bousculait rien. Il semblait marcher sur les ruines avec précaution, comme s'il savait qu'il n'était pas le bienvenu partout. Sur les pelouses détrempées de Bruxelles, quelques violettes avaient percé entre les pavés. À Kiev, les cerisiers refleurissaient dans les parcs incendiés. À Tallinn, la lumière se faisait plus longue, plus douce, comme une main posée sur l'épaule. À Moscou, la neige avait fondu trop tôt, laissant apparaître les cicatrices. Le silence, cet état étrange qu'on avait oubliée au fil des mois, régnait sur les chaînes d'information. Il n'y avait plus de direct depuis le front, plus de flash rouge, plus d'images de missiles filmés en contrechamp, ni de discours martiaux. Les studios étaient redevenus des salles sans écho. Les caméras, fatiguées, observaient des visages qu'on n'écoutait plus. Car la vérité, enfin, venait de tomber. Pas une vérité spectaculaire. Une vérité froide. Une vérité de chiffres.

Le rapport, épais comme une pierre tombale, fut remis aux représentants de la Commission à Bruxelles le 12 juillet 2027. Classé confidentiel dans un premier temps, il fut finalement dévoilé au public trois jours plus tard, sur injonction de plusieurs gouvernements baltes, soucieux de ne pas laisser s'installer l'amnésie. Son contenu était brut. Aucun pathos. Juste des colonnes, des lignes, des dates, des courbes. Et en haut de chaque tableau : "État final des pertes humaines et politiques du conflit Europe-Russie, février 2022 – juin 2027."

2 014 000 morts russes. Une génération balayée.

Sur les 3,4 millions de soldats mobilisés au plus fort de l'offensive, plus de la moitié ne reviendraient jamais. Les chiffres étaient encore approximatifs, car de vastes zones en Sibérie et dans l'extrême Est n'avaient toujours pas transmis leurs données. On parlait d'hommes enterrés à la hâte dans les steppes. D'unités décimées par des frappes retournées par le système Kalnins. De désertions massives suivies d'exécutions. De villages bombardés par erreur par leurs propres drones. La Russie, dans sa guerre de demain, s'était tuée avec ses propres armes.

À Moscou, le deuil se faisait sans larmes publiques. Pas de cortège. Pas de cérémonies. Le peuple avait été déshabitué à pleurer. L'Empire s'était autodigéré dans le silence. On enterrait

les fils, souvent de nuit, parfois sans cercueil. Le chagrin, dans sa forme brute, se logeait ailleurs : dans les regards vides, dans les longues files devant les préfectures militaires, dans les messages téléphoniques jamais retournés.

612 000 morts en Ukraine.

Le conflit, pour eux, avait commencé bien avant les baltes. Dès 2014. Puis l'enfer de 2022, puis l'interminable siège de 2023, puis enfin, la dernière agonie, en 2025, lorsque les aides américaines s'étaient tariées. L'Ukraine avait payé le prix de l'attente. Celui de l'abandon temporaire. Celui de la promesse non tenue. Dans les rues de Kiev, de Kharkiv, de Dnipro, les murs portaient encore les marques des frappes. Mais le pays tenait debout. Non par triomphe, mais par obstination. Les morts ukrainiens étaient inscrits sur des registres, dans des carnets, sur des bracelets plastifiés. Chaque famille avait perdu un frère, un cousin, une mère, un enfant. La guerre avait mangé les vivants avec la même régularité que les saisons. Et pourtant, dans les yeux de ceux qui restaient, il y avait cette lueur inflexible : on ne mourait pas pour rien.

48 137 morts baltes.

C'était un chiffre qui avait choqué l'Europe. Moins de cinquante mille. Pour trois pays. Face à une offensive totale de la Russie. Ce n'était pas une victoire militaire. C'était une victoire algorithmique. Une victoire d'intelligence. De préparation. De foi. Le système Kalnins – MIIL – avait tout changé. Drones détournés. Missiles retournés. Détection anticipée. Proactivité défensive. Dès mars 2026, les bases militaires estoniennes, lettones et lituaniennes étaient devenues des forteresses numériques. Le terrain, lui, avait été piégé, analysé, partagé. L'ennemi était désorienté. L'attaque, disloquée. Les pertes humaines, réduites au strict minimum. Mais chaque mort balte, chaque soldat tombé, avait un nom, une histoire, un visage. Leurs portraits ornaient désormais les couloirs du Parlement européen. Le sacrifice de peu pour protéger le plus grand nombre avait acquis un statut mythique. "Cinq lions valent mieux que cinq cents moutons", avait dit un jour l'état-major. On n'avait pas compris. On comprenait maintenant.

Le bilan politique, lui, était encore plus vertigineux. À Moscou, le Kremlin n'existait plus comme lieu de pouvoir. Vladimir Poutine, invisible depuis le mois de mars, n'avait pas été vu

publiquement depuis l'explosion du silo de Krasnoznamen'sk. Certains disaient qu'il était mort. D'autres, qu'il était séquestré. D'autres encore, qu'il dirigeait depuis un bunker. Mais personne ne semblait vouloir le savoir. Il avait signé les accords de Tallinn et cela suffisait. Le gouvernement intérimaire, installé avec l'aide européenne et l'aval tacite de plusieurs hauts responsables russes, avait publié une série de décrets de désarmement partiel. Pour la première fois, la Russie n'était plus une puissance nucléaire active. Le mot lui-même, *puissance*, semblait déplacé. Le pays entamait un processus de « ré-européanisation », terme contesté, mais répété comme un mantra par les nouveaux administrateurs.

En Biélorussie, la transition avait été brutale. La mort de Loukachenko, exécuté lors de l'opération *Fin de Nuit*, avait provoqué un vide que Kaarel Vaher, dans son stoïcisme balte, avait su combler par une transition rapide, militaro-démocratique. Les élections étaient prévues pour juin. Volia, devenue symbole universel de la résistance, donnerait son nom à la nouvelle Assemblée.

À Bruxelles, Strasbourg, Berlin, la sidération avait laissé place à une forme inédite de puissance. L'Europe, après avoir été moquée, contournée, ralentie par ses propres lenteurs, s'était dressée. Non pas pour conquérir, mais pour survivre. Et dans cet effort, elle s'était découverte comme entité souveraine. La saisie des actifs russes, les réformes cyber-défensives, la création d'une armée unifiée, le refus public de l'aide américaine au profit de l'autonomie, avaient modifié l'équilibre du monde. Même les États-Unis, désarçonnés, comprenaient désormais : l'Europe n'était plus une alliée fragile. Elle était une entité à part entière. Le bilan de la guerre, froid, implacable, n'était pas un tableau de gloire. C'était un miroir. Un rappel. La puissance brute ne suffisait plus. La technologie ne suffisait pas non plus. Ce qu'il fallait, c'était une vision. Une volonté. Une cohésion. Une conscience partagée de ce que signifiait « appartenir au même monde ». Et cette conscience, née dans les laboratoires de Tartu, dans les nuits sans sommeil de Maarika, dans les messages codés de Daria, dans les vers de Mikita, dans la patience de Kalnins, avait fini par éteindre l'incendie du siècle.

Le Palais vide

Russie – Moscou, Saint-Pétersbourg, Sotchi, Novossibirsk

## Post-guerre immédiate

On aurait pu croire à une opération militaire secrète, à une rafle nocturne orchestrée par une puissance victorieuse. Mais il n'en fut rien. L'Europe n'était pas venue chercher vengeance. Elle n'était pas venue pour juger ni humilier. Elle était venue pour imposer un principe – ancien, presque oublié : le dépouillement du pouvoir, sans le théâtre du châtement. Vladimir Poutine ne fut pas emmené menottes aux poignets, ni traîné devant un tribunal. Aucun flash d'appareil photo, aucun hélicoptère, aucun cortège officiel. Il fut simplement informé, un matin de mars, par un ancien conseiller, devenu relais des nouvelles autorités russes, qu'il ne pouvait plus sortir de sa résidence de Valdaï. Ni télécommunications. Ni visiteurs non autorisés. L'accès à internet, coupé. Tous les membres de son personnel, sélectionnés, renouvelés, surveillés. Il disposait d'un médecin, d'une intendance, de sa bibliothèque, d'un piano, d'un potager. Et d'un silence étanche autour de lui. Lui, qui avait dirigé la Russie comme un empire personnel pendant plus de deux décennies, se retrouvait ainsi assigné à résidence, dans une datcha luxueuse, vaste comme un monastère. Les gardes, à l'extérieur, n'étaient pas européens. Ils étaient russes. Recrutés, formés, convaincus que leur mission n'était pas une trahison, mais une forme suprême de loyauté : protéger la Russie d'elle-même. Poutine, seul, sans télévision, sans ligne directe, avait cessé de parler. Les premières semaines, il avait exigé. Puis tenté de négocier. Puis menacé. Puis s'était enfermé dans une mutité farouche. Certains le décrivent comme brisé. D'autres, comme en hibernation stratégique. Mais ce que l'on savait, c'est qu'il n'était plus un acteur. Il n'était plus que le reliquat d'une ère écoulée.

Dans le reste du pays, d'autres anciens puissants connurent un sort similaire. Un à un, ils furent notifiés par le Comité Juridique Européen pour la Transition Russe de leur nouveau statut : résidence surveillée, biens non transférables, mobilité interdite. Roman Abramovitch, dans son manoir de Novgorod. Igor Sechin, dans une villa de Sotchi. Gennady Timchenko, reclus dans une maison de campagne proche de Kazan. Dmitri Medvedev, dans un appartement de fonction désormais vidé de tout appareil électronique. Tous conservaient leur patrimoine immobilier situé sur le territoire russe. Mais tout le reste – yachts, comptes offshore, villas à Londres, châteaux en Dordogne, immeubles à Dubaï – avait été saisi. Pas liquidé. Gelé.

L'Europe n'avait pas voulu détruire leur fortune. Elle l'avait confisquée dans une logique d'administration future. Une redistribution planifiée, non pas entre gouvernements, mais

entre les citoyens russes, selon un mécanisme progressif d'investissements contrôlés. L'objectif n'était pas d'enrichir l'Europe sur les cendres russes. Mais de créer un capital populaire russe post-impérial. Cela avait choqué les Américains, qui préféraient la voie judiciaire, la condamnation spectaculaire. Cela avait indigné la Chine, qui y voyait une ingérence civilisationnelle. Mais l'Europe avait tenu bon, enfin, elle savait le faire ! C'était un geste de rupture radicale avec le XXe siècle. On n'allait pas recommencer les procès de Nuremberg, ni organiser des pendaisons. On allait neutraliser sans exécuter, désarmer sans tuer, pacifier sans annuler. Et le monde entier regardait.

Dans les rues de Moscou, on croisait parfois de vieilles silhouettes, protégées par des parapluies noirs, des manteaux longs, des gardes discrets. Les anciens ministres, les ex-généraux, les patrons des grandes entreprises d'État. On ne les insultait pas. On ne les acclamait pas non plus. Ils étaient devenus des fantômes civils. À Saint-Petersbourg, les palais qui avaient abrité les conseils de défense restaient illuminés, mais vides. Les murs conservaient l'odeur des cigares froids, des papiers brûlés, des cartes stratégiques enroulées dans l'urgence. Un musée non déclaré s'y installait peu à peu : la mémoire gelée d'un empire renversé sans effusion de sang.

À Bruxelles, le Comité tenait ses audiences dans une salle basse du Parlement européen, protégée par des digicodes et des blindages sonores. Composé de dix-huit juristes, issus de France, de Pologne, de Lettonie, d'Estonie, d'Allemagne, de Suède et de Lituanie, le groupe avait pour mission de documenter, classifier, geler ou redistribuer chaque élément d'actif russe détenu hors du territoire. C'était une tâche monumentale. Plus de 8 300 entités liées à des oligarques russes avaient été identifiées. Plus de 12 000 immeubles dans 28 pays. Des comptes bancaires dans 74 juridictions. Des œuvres d'art dans des musées privés. Des sociétés-écrans dans les Caraïbes. Des actions dormantes dans des compagnies pétrolières norvégiennes, italiennes, grecques. Tout fut répertorié. Une partie de ces biens allait être vendue. L'autre utilisée pour financer des infrastructures de santé, d'éducation et d'habitat social dans les zones les plus pauvres de Russie. Ce plan, appelé Volia+, visait à symboliser la transition : l'argent de la guerre financera la paix.

Les oligarques n'avaient plus de pouvoir. Mais ils n'étaient pas morts. Certains, à voix basse, espéraient un retour. Une revanche. Une génération plus tard, peut-être. Lorsque la mémoire

s'émousserait. Lorsque les institutions européennes reculeraient. Lorsque les alliances changeraient. Ils jouaient le temps long. Mais l'Europe, cette fois, semblait les avoir devancés. Chaque résidence assignée était surveillée par un système de contrôle hybride : garde humaine, capteurs intelligents, drones silencieux. Chaque communication surveillée. Chaque transaction bloquée. Chaque tentative de fuite, anticipée. Ils étaient prisonniers dorés, otages d'une logique inédite : ni coupables officiellement, ni libres réellement. Une forme de captivité politique sans précédent. Et une stratégie européenne qui, pour la première fois, avait réussi à neutraliser le pouvoir sans le glorifier par le supplice.

Le peuple russe, de son côté, observait. Beaucoup ne pleuraient pas les oligarques. Leurs privilèges, leurs yachts, leurs fêtes, leurs mépris, étaient connus. Mais certains redoutaient l'après. Car détruire l'ancien pouvoir, même sans le brûler, laissait un vide. Et les peuples redoutent le vide. Il fallait reconstruire. Réécrire. Redéfinir ce que voulait dire être Russe, sans empire, sans grandeur autoproclamée, sans revanche. Dans les rues de Kazan, dans les métros de Moscou, dans les écoles de Novossibirsk, on commençait à lire de nouveaux manuels. Des cours d'histoire conçus par des pédagogues russes, mais supervisés par un comité mixte d'intellectuels baltes, ukrainiens et allemands. On n'y parlait pas de trahison. On y parlait de vérité. De mémoire. De rupture. Et dans ces livres, les noms des oligarques n'apparaissaient plus.

Les mots des vainqueurs

Bruxelles – Cour intérieure du Parlement européen

Le vent soufflait bas et froid sur les toits de Bruxelles. Une brume fine descendait doucement le long des parois de verre du Parlement européen, comme une mémoire qui hésitait à s'évaporer. Dans la grande cour intérieure du bâtiment Louise Weiss, réaménagée pour l'occasion, un pupitre avait été dressé, sur une estrade simple, sans drapeau ostentatoire. Rien de théâtral. Aucun hymne. Pas de rideau. Seulement une table longue et étroite, aux lignes modernes, et derrière, assis dans un silence attentif, les chefs d'État de la coalition européenne. Il y avait là Alar Karis, président d'Estonie, silhouette droite, regard d'acier sous des sourcils d'ingénieur. À sa gauche, Emmanuel Macron, encore pâle des semaines sans

sommeil, mais concentré, dans un costume bleu nuit sans cravate. Puis Ursula von der Leyen, toujours en veste crème, les doigts serrés sur une pochette de discours manuscrit. Donald Tusk, dans une sobriété diplomatique. Friedrich Merz, plus raide encore qu'à son habitude. Rishi Sunak, venu en observateur, mais désormais impliqué. Et derrière, en rangs plus discrets : les présidents letton, lituanien, polonais, suédois, finlandais, slovaque.

La conférence n'était pas une simple prise de parole. Elle était l'officialisation d'un basculement. Le silence devint plus dense. L'espace entre les mots. Le monde regardait. Tous les écrans de la planète s'étaient connectés. Alar Karis fut le premier à se lever. Il observa l'assemblée. Son regard allait lentement, d'un coin à l'autre de la place, jusqu'à l'objectif central de la caméra.

Il ne lut rien. Il parlait d'une voix basse, rythmée, presque intime. Pas d'effets. Rien à séduire. À transmettre. La Russie, disait-il, ne devait plus être regardée comme une ennemie potentielle, ni même comme une grande périphérie barbare. Elle devait être intégrée comme un tout vivant, conscient, complexe. Un pays immense, fatigué, blessé, mais encore debout. Un pays dont l'adhésion au projet européen n'était pas un caprice humaniste, ni un geste de pardon. Mais une nécessité géopolitique, démographique et économique. Il tendit un bras, comme pour marquer la carte invisible devant lui :

« Cent cinquante millions de citoyens. Dix-sept millions de kilomètres carrés. Des ressources inexploitées. Des capacités industrielles dormantes. Une jeunesse désorientée mais formée. Et une soif immense, presque tectonique, de stabilité. Voilà ce que représente la Russie post-impériale. C'est une opportunité civilisationnelle. »

Emmanuel Macron prit la parole ensuite. Il resta debout, sans appui, légèrement en avant, comme un acteur qui récite sans notes, parce que tout est déjà inscrit dans sa mémoire. Il évoqua l'économie du futur. Les ruptures à venir. Le besoin d'un contre-modèle à l'autoritarisme technologique américain et chinois. La nécessité de refonder une économie européenne des matières premières, des circuits courts, de la production d'énergie, des infrastructures neuves.

« Dans un monde de blocs, où la confrontation devient l'unique grammaire des puissances, nous avons besoin d'un espace central. Nous avons besoin de la Russie. Elle est notre Sibérie et notre miroir. »

Il cita Jaurès. Puis Camus. Puis Volia – le mot devenu totem.

« Nous allons reconstruire ce pays. Avec nos fonds. Nos entreprises. Nos institutions. Nous allons y bâtir des écoles européennes, des universités partagées, des hôpitaux connectés. Ce ne sera pas une tutelle. Ce sera une fusion lente, respectueuse. Mais irréversible. »

Puis vint Ursula von der Leyen, plus politique. Elle parla de chiffres, de trajectoires macroéconomiques, de plans à dix ans. Elle évoqua le programme ReNova, calqué sur les principes du plan Marshall mais décliné pour un espace post-totalitaire : 12 000 infrastructures majeures, 4 300 écoles, 700 hôpitaux, 180 centrales électriques, 11 000 km de voies ferrées, 4 nouvelles grandes universités fédérales russes.

« Ce que nous avons proposé à l'Allemagne en 1949, nous le proposons aujourd'hui à la Russie. Avec la même rigueur, la même audace, et la même idée : la paix ne vient pas des canons, mais des industries partagées. »

Elle insista sur le fait que le projet ne serait pas imposé. Chaque république, chaque région, chaque ville aurait son mot à dire. Les anciens oligarques seraient écartés des circuits de décisions. Les syndicats, les associations locales, les communes seraient associées au pouvoir.

« Nous ne voulons pas une Russie pro-européenne. Nous voulons une Russie européenne. »

Les journalistes n'avaient pas le droit de poser de questions. C'était une décision collégiale. Il ne s'agissait pas d'un débat. Mais d'un acte de fondation. Pendant ce temps, dans les salles latérales du Parlement, les négociations avançaient. La future Banque de Reconstruction Eurasienne serait établie à Helsinki. Le quartier général civil de la transition serait installé à Kazan, ville carrefour, historique et multiethnique. La première Conférence constitutionnelle russe aurait lieu à Veliki Novgorod, sous surveillance de juristes baltes, polonais, allemands et finlandais. Et dès l'automne, chaque Russe bénéficierait d'un compte européen de relance, alimenté par les actifs saisis des anciens régimes, et indexé sur les plans de reconstruction locale. Une sorte de revenu civique post-autoritaire, destiné à accélérer la transformation de l'économie tout en sanctuarisant les droits sociaux.

Le vent s'était levé, emportant les papiers. L'heure tournait. Mais aucun chef d'État ne quittait encore la cour. Tous savaient que ce moment serait relaté, disséqué, applaudi ou haï. Ce jour-là, l'Europe avait décidé d'assumer sa puissance. Mais elle ne le faisait pas par une victoire militaire. Elle le faisait par l'invention d'un horizon. La Russie ne serait plus un adversaire. Elle deviendrait – pour la première fois de son histoire – un partenaire intime. Et le monde entier, suspendu, commença à comprendre.

Les feuilles des discours tremblaient légèrement sur les pupitres, comme saisies par l'intensité du moment. L'air semblait suspendu. Il restait encore une chose à dire. Une vérité plus grande que les autres. Elle fut confiée à Alar Karis, président d'Estonie, dont la voix basse et maîtrisée portait désormais la légitimité de ceux qui ont vu le pire et bâti malgré tout. Il leva à nouveau les yeux vers la foule de caméras et de visages.

« Ce que nous proposons à la Russie n'est pas une réinvention. Ce n'est pas un effacement. Ce n'est pas une annexion masquée. Ce n'est même pas une victoire politique. Ce que nous proposons... c'est que la Russie reste la Russie. »

Un murmure parcourut les rangs. Puis le silence.

« Oui, la Russie reste la Russie. Avec son histoire, longue, tragique et sublime. Avec ses poètes. Ses compositeurs. Ses écrivains. Avec son sol, noir, glacé, sacré. Avec ses fleuves. Ses steppes. Ses forêts. Avec sa langue – que nous ne chercherons pas à diluer. Avec son orthodoxie, ses synagogues, ses mosquées, ses cathédrales de bois. Avec ses savoirs, ses mathématiciens, ses physiciens, ses inventeurs. Avec ses rêves de cosmos, de grands espaces, de liberté. Avec ses douleurs. Ses insurrections. Ses exils. Ses erreurs. »

Il fit une pause.

« La Russie ne deviendra pas européenne parce que nous l'aurons décidée. Elle deviendra européenne parce qu'elle choisira librement de le devenir. »

Le terme clef venait d'être posé. Librement. La Démocratie comme point de non-retour. À ce moment, Ursula von der Leyen fit un geste vers les écrans. Derrière elle, sur la façade vitrée

du bâtiment, un hologramme projeté en haute définition afficha une série de lignes blanches sur fond noir : les principes irrévocables du Traité de Tallinn.

Parmi eux, gravé à la manière d'un article de constitution universelle : « La Fédération de Russie, une fois reconnue comme État membre associé du Conseil Européen, garantit à ses citoyens les droits fondamentaux définis par la Charte de l'Union. Aucun retour à un régime autoritaire ou illibéral ne sera jamais juridiquement, électoralement ou institutionnellement possible. » En d'autres termes : la Russie pouvait conserver sa mémoire, ses traditions, son gigantisme, son système fédéral, ses autonomies régionales... mais plus jamais un seul homme ne pourrait concentrer le pouvoir. La démocratie n'était pas une forme parmi d'autres. Elle devenait la condition même de l'existence politique de la Russie.

Une Constitution, pas une capitulation. Dans les annexes du traité figurait déjà l'embryon d'une nouvelle Constitution russe, rédigée par des juristes estoniens, lettons, français et russes. Cette Constitution reconnaissait explicitement : Le multipartisme réel. La séparation absolue des pouvoirs. L'indépendance irrévocable de la justice. La liberté de la presse garantie par des organes externes. La présence de candidats indépendants aux élections présidentielles, et un seul mandat non renouvelable.

Le président Karis insista : « Ce ne sera pas un modèle calqué. Ce sera un modèle russe. Mais dans les cadres universels de la démocratie. Comme l'a été l'Espagne. Comme l'a été l'Allemagne. Comme l'a été l'Italie. La démocratie n'efface pas les peuples. Elle les protège d'eux-mêmes. »

L'irréversibilité comme colonne vertébrale. Un des principes fondateurs du traité reposait sur un mot rare, emprunté au vocabulaire nucléaire : « irréversibilité contrôlée ». Une fois la démocratie instaurée, aucun retour en arrière ne pourrait être techniquement ni juridiquement organisé. Les mécanismes de contrôle européens seraient déclenchés au moindre signe d'infraction. Si un futur dirigeant cherchait à manipuler la presse, modifier la Constitution, censurer des partis, militariser le pouvoir ou harceler des minorités... le pays entier serait placé sous tutelle démocratique européenne. Les aides suspendues.

La Russie, dès l'automne 2027, ne s'engageait pas à devenir européenne, mais à ne plus jamais cesser de l'être. Dans la bouche de beaucoup, ce traité était à la fois : une réparation pour l'Ukraine, une libération pour les peuples russes, une réponse à l'horreur vécu des membres de Volia, un remède contre la répétition éternelle du mal impérial. Mais c'était aussi – et surtout – une refondation du continent. Désormais, la frontière orientale de l'Europe ne serait plus symbolique. Elle serait juridique, vivante, co-responsable. L'Europe irait jusqu'à Vladivostok. Et le mot « périphérie » serait aboli.

L'émotion contenue.

Lorsque le président letton lut la dernière clause, celle qui affirmait que les prochaines élections russes auraient lieu sous supervision totale de la Commission européenne, avec accès sans limite aux médias, aux urnes, aux partis, et au financement des campagnes, plusieurs visages tremblèrent légèrement. Car au fond, ce jour-là, c'est tout l'ADN du fonctionnement politique russe qui mourrait. Les blocs. Les peurs. Les murs. Les invectives. Tout cela cédait la place à un pacte inouï, conçu non dans l'euphorie, mais dans la fatigue, la mémoire et l'espoir.

Lorsque les chefs d'État quittèrent enfin la scène, la brume s'était dissipée. Le ciel était net. Bleu pâle. Les rayons du matin tardif frappaient les vitres du Parlement et y dessinaient des lignes obliques. Derrière les coulisses, une banderole avait été discrètement accrochée par un fonctionnaire estonien : « Volia vit. » Et dans les rues de Tallinn, de Minsk, de Kazan, de Paris, une rumeur montait, lente mais inarrêtable. L'Europe n'était plus une union. Elle était devenue une promesse.

La sidération des Américains

Washington D.C., West Wing – Maison-Blanche, Salle de crise

Date : 23 août 2027 – 17h40 heure locale

Il régnait un silence saturé de tension dans l'aile Ouest. Les écrans, en rangées disciplinées sur les murs tapissés d'acier et de câbles, affichaient en simultané une mosaïque de flux : images

satellite de la Biélorussie, rapports de drones ISR à Kaliningrad, extraits du discours d'Alar Karis à Bruxelles, segments de la conférence de presse des présidents de la coalition, calculs en temps réel des impacts économiques des nouveaux traités européens. À la tête de la table ovale, Donald J. Trump, à peine dissimulé sous un maquillage orangé plus discret que par le passé, fixait l'écran central. Une ride nouvelle barrait son front. Il ne clignait pas des yeux. Derrière lui, les membres de son cabinet, militaires, techniciens, financiers, tous étaient debout, immobiles. Il n'y avait rien à dire. L'écran parlait pour eux. Le monde venait de basculer. Et ce n'étaient pas les États-Unis qui l'avaient fait basculer. Ce n'était pas même la Chine. Ce n'était pas la Russie, déchu. C'était l'Europe.

Le point de bascule.

Dans le flux codé de la NSA, une infographie venait de s'actualiser. MIIL, le système Kalnins, s'était imposé comme la technologie stratégique militaire dominante du 21ème siècle. Une note interne indiquait que 94 % des dispositifs offensifs russes avaient été détournés avec succès au cours des cinq dernières frappes, toutes lancées depuis différentes zones : Sibérie occidentale, mer Caspienne, région de Kursk. Le MIIL n'était pas simplement un outil cyber. C'était un équivalent nucléaire non-létal. Une arme de contre-dissuasion qui garantissait à ceux qui la maîtrisaient une supériorité absolue sur n'importe quelle force armée fondée sur les drones ou les missiles guidés. Et cette arme, ce génie, était né à Tartu, élevé à Tallinn, testé à Riga, et protégé par la France, l'Allemagne, les pays baltes, la Pologne et le Royaume-Uni.

La carte inversée.

Les analystes militaires américains redoutaient ce moment depuis une décennie sans jamais y croire. Ils l'appelaient "le scénario de Lisbonne inversée" : une Europe autonome, intégrée militairement, technologiquement unifiée et stratégiquement offensive. Et voilà que ce cauchemar intellectuel prenait corps, non pas en 2040, mais aujourd'hui. L'Europe venait d'unir ses armées, de lancer une guerre défensive victorieuse, de conquérir un territoire – la Biélorussie –, d'imposer une reddition à la Russie, tout en gardant l'initiative morale, politique

et juridique. Elle n'avait pas seulement défendu ses frontières : elle avait redessiné la carte du monde.

Les chiffres parlent. Un autre écran projetait un tableau froid et définitif :

- Europe post-coalition : 547 millions d'habitants – 24 % du PIB mondial – budget militaire commun équivalent à 1,3 % du PIB cumulé (et en croissance).
- USA : 332 millions d'habitants – 22 % du PIB mondial – budget militaire en stagnation.
- Rang mondial des puissances cyberdéfensives :
  1. Estonie
  2. France
  3. Allemagne
  4. États-Unis

Là où l'Europe, autrefois diplomatique et hésitante, avait longtemps tergiversé, elle agissait désormais avec une clarté chirurgicale. Elle saisissait les actifs russes, détruisait les bases nucléaires ennemies, abattait des satellites militaires sans laisser de signature, et proposait dans le même souffle la reconstruction démocratique d'un empire.

Trump : le bâtisseur involontaire. C'est alors que l'évidence surgit comme un éclair noir. Trump, en détruisant l'OTAN, en affaiblissant les accords transatlantiques, en insultant publiquement les institutions européennes, en se retirant du multilatéralisme, n'avait pas isolé l'Amérique. Il avait libéré l'Europe. Ce que personne n'avait prévu, c'était qu'en refusant d'être protégée par Washington, l'Union européenne allait se transformer en puissance. Elle avait cessé d'être un marché. Elle était devenue une volonté. Et cette volonté – structurée, autonome, létale, intelligente – ne lui devait rien.

Sidération, puis panique froide. Les regards se croisèrent. Un conseiller spécial fit glisser un document sur la table. C'était un rapport de la CIA. Objet : *"Conséquences géostratégiques de la formation de la coalition européenne post-Biélorussie."* Conclusion : *« Les États-Unis ne sont plus la seule superpuissance occidentale. L'Europe a émergé, non comme vassale, mais comme*

*rivale.* » Un frisson sec secoua les colonnes vertébrales des présents. Pour la première fois depuis 1945, le centre de gravité du monde libre ne se trouvait plus sur le continent américain. Il s'était déplacé. En douceur. Dans le silence. Et personne n'avait su le voir à temps.

La phrase qui restera. Dans un autre bureau, non loin, un micro resté actif sur une ligne sécurisée capta une phrase lancée sans témoin, mais qui, dans l'ombre des serveurs, serait reprise, analysée, copiée : « On s'est fait baiser. » Personne ne rit. Ce n'était pas une blague. C'était le bilan.

Le futur entamé. La Maison-Blanche n'était plus le centre du monde. Le Pentagone ne détenait plus l'arme suprême. Wall Street n'avait plus la primauté sur les décisions macroéconomiques planétaires. Et même la Silicon Valley venait de se faire supplanter par les labos conjoints de Tartu, Tallinn et Stockholm. Le choc était existentiel. L'Amérique venait de vieillir. En quelques semaines, elle était passée de l'hégémonie à la périphérie.

Une Europe adulte. Pendant ce temps, à Bruxelles, la presse internationale titrait : L'Europe, enfin. Naissance d'une vraie puissance démocratique. L'Ukraine n'a pas souffert en vain.

Dans les rues de Paris, Tallinn, Berlin et Vilnius, les enfants connaissaient déjà les visages de Kalnins, Daria, Mikita, Maarika Põld. Dans les salles de classe, on étudiait la *Résistance numérique*, la *Révolution de la lumière*, la *Doctrine Volia*. Et dans les salles de crise américaines, on apprenait à vivre avec le silence. Celui qu'on entend lorsqu'on n'est plus écouté.

Minsk : Élections libres

*Début d'année 2028 – Biélorussie sous surveillance européenne*

Lorsque l'hiver toucha à sa fin dans les plaines de Biélorussie, quelque chose d'inhabituel se produisit. Les premières lueurs de mars n'apportaient pas seulement la fonte des neiges, ni le retour de la boue dans les rues bordées d'immeubles soviétiques. Elles transportaient, imperceptiblement, un parfum de basculement. Il n'y avait plus de portraits géants de Loukachenko dans les centres urbains. Les statues avaient été retirées pendant les nuits par des unités spéciales européennes, avec la même discrétion que celles qui avaient jadis déboulonné les idoles de Saddam ou les bustes de Lénine. Les écoles, les mairies, les gares affichaient désormais un seul logo : un petit drapeau bleu et blanc, étoilé de dix cercles dorés,

surmonté d'un mot : *Nablyudayemye* – « sous observation ». La Biélorussie entrait dans une ère électorale inédite. Les Européens n'avaient pas souhaité exporter leur modèle. Ils avaient préféré garantir les conditions. Des milliers d'observateurs avaient été formés. Certains étaient des civils venus de Roumanie, d'Espagne, d'Islande. D'autres étaient des juristes, des militaires, des traducteurs. Tous avaient été envoyés pour surveiller, documenter, instruire. Le scrutin du 17 mars 2028 devait être transparent. Il le serait.

À Minsk, les rues avaient changé de rythme. Les tanks n'étaient plus là. Les barrages avaient disparu. Les soldats russes avaient été repoussés vers l'Est, et les anciens loyalistes de Loukachenko, désarmés, cantonnés dans des casernes gardées par les forces européennes. Au cœur du quartier de la *Plochtcha Pobedy* – la place de la Victoire – un marché électoral avait été improvisé. Sous des tentes blanches flottaient les couleurs de partis récents, parfois fondés quelques semaines plus tôt : le Mouvement Volia, l'Union démocratique pour la Reconstruction, les Verts du Centre, la Fédération libérale-slavonne. Le calme n'était pas serein. Il était suspendu. Chargé d'une tension sourde, contenue, presque douloureuse. Dans les campagnes de l'oblast de Gomel, les urnes transparentes avaient été livrées par hélicoptère. Chaque chef de village avait été convoqué par les préfets européens, formé à leur manipulation, averti des risques de falsification. Le vote était électronique dans les grandes villes, papier ailleurs. Les réseaux avaient été sécurisés par la cellule restante du groupe Kalnins. Les serveurs principaux étaient basés à Tartu, et un second noyau était redondé à Uppsala, en Suède. Il n'y aurait pas de fraude. Pas cette fois. Mais l'Histoire ne craint jamais le vide. Elle y glisse autre chose : le doute.

Dans les journaux biélorusses – qui n'avaient pas encore tous été réformés – les anciens commentateurs du régime s'étaient tus. Le silence des collabos faisait plus de bruit que leurs cris d'hier. On s'habitait à voir à la télévision des femmes sans uniforme, des jeunes sans chaînes, des débats sans censure. Il y avait, dans l'air, une stupeur paralysante : et si la liberté ne suffisait pas à réparer ce pays ? Les bulletins de vote étaient simples. Neuf listes. Aucune n'était interdite. Même les partis qui jadis avaient soutenu Loukachenko avaient été autorisés à se représenter, sous réserve d'un profond renouvellement. C'était l'idée centrale des Européens : justice, mais sans vengeance. Reconstruction, mais sans mémoire courte.

Le matin du 17 mars, à sept heures, les portes des bureaux de vote s'ouvrirent. Des files silencieuses se formèrent. Il n'y eut ni cris, ni heurts. Les premiers électeurs pleuraient, parfois sans comprendre pourquoi. Certains n'avaient jamais voté librement. D'autres n'avaient jamais cru qu'ils le pourraient. À dix heures, une panne de courant toucha deux districts de la ville de Grodno. En quinze minutes, des générateurs avaient été acheminés. À midi, 34 % des électeurs avaient déjà voté. Dans les campagnes, des charrettes apportaient les électeurs âgés. À Brest, un vieux vétéran de la guerre de Crimée de 2014 était porté à bout de bras par ses petits-enfants jusqu'à l'isoloir. À Vitsebsk, une femme accoucha devant un centre de vote, et appela son fils Mikita. Le dépouillement commença à vingt heures. Les serveurs enregistrèrent des remontées lentes, vérifiées. Les réseaux européens captèrent chaque flux de données. À Bruxelles, un état-major discret, mais hautement sécurisé, assurait la réception. À Stockholm, un backup était activé. À Vilnius, Maarika suivait en silence, les yeux creusés, mais debout. Il n'y avait plus de militaires russes sur le territoire biélorusse. Il n'y avait plus de colonnes blindées. Il n'y avait plus de Loukachenko.

Le 20 mars, trois jours après l'élection, le résultat fut proclamé depuis la grande salle rénovée de la *Maison du Peuple*. C'est l'Union démocratique pour la Reconstruction qui l'emporta, avec 39 % des voix. Le Mouvement Volia, né du martyr de Daria, atteignit 27 %. Le reste fut partagé entre les autres partis, dans un parlement sans majorité absolue. Un gouvernement provisoire, de coalition, serait formé dans les trente jours. L'Europe resterait en poste pour un an, en mission de supervision et d'aide à la réécriture de la Constitution. Les drapeaux bleus, blancs et rouges de l'ancienne République biélorusse furent levés à nouveau. Dans les rues, personne ne dansait. Ce n'était pas une fête. C'était un retour. Un retour dans le monde.

Kiev : La voix du silence

*Élections de 2028 en Ukraine. Le maire de Kiev est élu. Une situation plus lourde, plus complexe que celle de Minsk. La mémoire d'une nation en guerre depuis 2014 pèse sur chaque geste. Beaucoup de tristesse.*

Kiev, au matin du 25 mars 2028, ne ressemblait à aucune autre capitale européenne. Pas encore. Pas tout à fait. Ses rues portaient les stigmates d'un temps long, d'un deuil encore ouvert. Les clochers orthodoxes se découpaient dans la brume comme des souvenirs trop nets

pour s'estomper. Ici, tout évoquait la guerre. Les silences, les regards, les immeubles éventrés. Les plaques commémoratives sur les murs n'étaient pas du passé. Et pourtant, ce matin-là, Kiev votait. Une élection. Un maire. Un nom. Un bulletin. Un geste. Rien qu'un geste. Mais dans ce pays, ce geste avait été trop souvent confisqué, retardé, vidé de son sens par la violence. Depuis 2014, l'Ukraine avait appris à survivre. À perdre sans se perdre. À mourir sans se soumettre. Aujourd'hui, il s'agissait de vivre.

Il n'y avait pas de musique dans les rues, pas de drapeaux neufs, pas de propagande. Seulement cette tension contenue, ce deuil qui colle à la peau. Les visages fermés, les pas mesurés. Les files d'attente étaient longues devant les bureaux de vote installés dans les bâtiments encore debout – bibliothèques, halls d'université, stations de métro réhabilitées. Dans le silence, on entendait les crissements des bottes, le froissement des manteaux, parfois un enfant tousser. La sécurité était partout. Militaires, drones, vérifications biométriques. Pas une mesure de défiance, mais une garantie offerte. Les urnes, renforcées, étaient surveillées par des observateurs européens, mais aussi géorgiens, moldaves, finlandais. Il ne s'agissait pas de faire semblant : il s'agissait de ne pas faillir. Dans l'ancien bâtiment du théâtre Ivan Franko, transformé en centre de vote pour les arrondissements historiques de la ville, une jeune femme s'avancait sous les regards discrets des caméras. Yelyzaveta Zelensky. Dix-neuf ans. Cheveux tirés, manteau militaire sur une robe noire. Fille du président. Orpheline politique. Elle portait en elle une part trop visible de l'Ukraine. Sa mère, Olena Zelensky, avait été tuée un an plus tôt, lors d'une attaque ciblée sur un convoi diplomatique. Le pays entier l'avait pleurée. Elle était devenue le symbole d'une résistance non militaire, d'un engagement humaniste, culturel, quotidien. Ce jour-là, sa fille votait pour la première fois.

Yelyzaveta ne dit rien. Elle s'avança vers l'urne comme on s'approche d'un cercueil. Elle glissa son bulletin, tourna les talons, et sortit. Les caméras ne la poursuivirent pas. Elles n'avaient pas besoin de le faire. L'image suffisait. Son dos droit. Ses mains qui tremblaient à peine. Sa respiration lente. Kiev se tenait droite aussi. La ville avait perdu plus de 60 000 habitants depuis le début de la guerre. Beaucoup avaient fui. Beaucoup étaient morts. D'autres s'étaient perdus dans l'indicible. Mais ceux qui restaient avaient appris à habiter le vide, à faire du silence une langue vivante. Les bâtiments étaient pansés, rarement reconstruits. Les lignes de métro portaient encore les cicatrices des refuges de fortune. Et pourtant, les marchés avaient

rouvert. Les tramways circulaient. Les enfants retournaient à l'école, parfois dans des wagons blindés, parfois sous des bâches, mais ils retournaient. L'élection municipale n'était pas un événement isolé. Elle était la conséquence lente, patiente, d'une légitimité reconstruite pierre par pierre.

Le favori était un ancien militaire reconverti dans l'humanitaire, Yuriy Dobrovolsky, maire de Kiev depuis 2021. Pas un tribun. Pas un stratège. Un homme des faits. Il n'avait pas promis des lendemains qui chantent. Il avait parlé d'égouts, de chauffage, de reconstruction. De mémoire aussi. Il portait sur sa veste une broche représentant la silhouette d'un bâtiment éventré, avec en dessous cette phrase : *"On ne reconstruit pas une ville sans pleurer."* Face à lui, deux autres candidats. Une femme d'affaires revenue d'exil, et un jeune intellectuel soutenu par une partie de la jeunesse kievienne. Leurs discours étaient vifs, tranchants, mais personne n'osait promettre. Les promesses, en Ukraine, étaient désormais des gestes lents, pas des paroles. Dans les quartiers périphériques, les plus détruits, les files d'attente étaient parfois les plus longues. Les habitants y venaient à pied, parfois sur plusieurs kilomètres. On rapporta l'histoire d'un vieil homme ayant traversé deux villages à moitié rasés pour voter, appuyé sur une canne de fortune. Il aurait dit, dans un souffle : *"Je veux mourir en citoyen."*

À 20h, les bureaux fermèrent. Et Kiev bascula dans cette nuit étrange, dense, comme si la ville entière retenait son souffle. Les résultats n'arrivèrent que deux jours plus tard. Yuriy Dobrovolsky fut élu avec 53,7% des voix. Une victoire nette. Sans liesse. Sans effusion. Le soir de sa proclamation, il monta seul sur une estrade installée sur la place Maïdan. Derrière lui, rien. Ni drapeau, ni écran. Devant lui, une foule silencieuse. Il parla quelques minutes. Mais ce que l'on retint, ce ne fut pas ses mots. Ce fut ce qu'il fit ensuite. Il descendit, marcha vers le centre de la place, là où avaient eu lieu les premières révoltes de 2014, là où les premiers morts pour l'Europe avaient été enterrés sous les slogans. Il se pencha, retira sa broche, et la planta dans la terre, entre deux gerbes fanées. Puis il s'éloigna. Ce geste fut diffusé dans tout le continent. Et ce fut comme si l'Ukraine, à travers lui, disait à l'Europe : *Nous avons choisi. Mais nous n'avons pas oublié.*

Mariupol : Reconstruction par les femmes

*Mariupol, Ukraine, fin du printemps 2028.*

Au lever du jour, la lumière caressait les ruines de Mariupol avec une tendresse étrange, comme si la mer elle-même voulait panser les plaies ouvertes par des années de guerre. La ville portuaire, autrefois industrielle, défigurée par les combats, les sièges, les bombardements, les pillages, ne ressemblait plus qu'à une ombre de ce qu'elle fut. Et pourtant, au milieu des gravats, des façades éventrées, des rues éviscérées, quelque chose avait commencé à renaître. Elles étaient venues par centaines. Puis par milliers. Des femmes. Elles portaient des bottes pleines de boue, des gants renforcés, des casques de chantiers flanqués de rubans jaunes et bleus, parfois d'un prénom, parfois d'un simple mot : *Volia, Nadia, Daria, Vira*. Elles arrivaient à pied, en minibus, dans des camions qui servaient autrefois à l'évacuation sanitaire. Il y avait là des architectes, des mères, des veuves, des ingénieures, des institutrices, des réfugiées revenues sur leurs terres, des adolescentes venues de Kiev ou d'Odessa pour porter des seaux de ciment. Certaines portaient encore le deuil. D'autres n'avaient plus personne à pleurer. Et toutes, sans exception, portaient Mariupol sur leurs épaules.

Les premiers mois de la reconstruction furent durs. L'eau manquait. L'électricité était fournie par des groupes électrogènes installés par les armées européennes. Le froid de mars s'était insinué dans les os des ouvrières, qui travaillaient dès l'aube, parfois jusqu'au crépuscule, les doigts gelés sur les barres d'acier. Les barres étaient rouillées, mais elles tenaient. C'était tout ce qui comptait. Les premiers bâtiments à émerger du chaos ne furent pas des banques, ni des usines, ni des hôtels. Ce furent des écoles. Elles avaient décidé que c'était par là qu'il fallait recommencer par l'enfance. Sur la place de l'ancienne gare, là où autrefois se dressait un marché de fortune coincé entre des carcasses de tramway, les femmes bâtirent un centre éducatif provisoire. On le surnomma rapidement *La Maison Volia*. À l'entrée, une peinture géante sur une tôle de chantier représentait une jeune fille aux cheveux noués, les yeux clairs fixant l'horizon, comme un défi. C'était Daria. Les femmes de Mariupol ne demandaient rien. Elles ne faisaient pas de discours. Elles reconstruisaient. Ce silence, cette obstination dans l'action, devint un langage. Peu à peu, des journalistes comprirent l'importance de ce mouvement. Maarika Pöld, en visite sur les côtes de la mer d'Azov, raconta dans un court article ce qu'elle avait vu : « Elles ne reconstruisent pas une ville. Elles réparent le monde. » Et bientôt,

des femmes d'autres pays vinrent prêter main-forte. D'Allemagne, d'Espagne, de Géorgie. Même du Japon. Toutes venues sans drapeau, avec pour seule identité le besoin de faire quelque chose, concrètement, de leurs mains, pour rétablir ce que la guerre avait brisé. À la mi-juin, les premiers murs d'un hôpital furent dressés. Un hôpital pour femmes et enfants. À la fin de juillet, une ligne de tramway fut testée, sur cent mètres. Elle n'allait nulle part. Mais elle roulait. À la mi-août, les premiers enfants eurent droit à une cantine chaude. À la rentrée de septembre 2028, 480 enfants étaient inscrits dans les trois écoles temporaires de Mariupol.

Chaque semaine, un rituel s'installa. Le vendredi matin, les femmes se réunissaient à l'ombre d'un platane décharné, rebaptisé *l'arbre des absentes*. Là, dans un silence presque sacré, elles égrenaient les noms. Les noms de celles tombées. Ou disparues. Ou jamais revenues. Parfois, l'une d'elles chantait doucement une chanson du Donbass. Parfois, on ne disait rien du tout. Et puis elles repartaient. À midi, les grues reprenaient leur danse lente dans le ciel gris. Ce qui frappa les observateurs internationaux, ce fut l'absence de revendication politique. Il n'y avait pas d'élu, pas de figure charismatique, pas de cheffe unique. Tout était organisé par un système de rotation coopératif. On décidait ensemble. On partageait les plans, les erreurs, les outils. Certaines femmes disaient que c'était le seul modèle démocratique qu'elles n'aient jamais connu. D'autres ne disaient rien, mais pleuraient en silence, en posant une brique après l'autre. Et pourtant, malgré la rudesse, Mariupol devenait autre chose qu'un champ de ruine. Elle devenait un centre. Un symbole. Un exemple.

Un matin d'octobre, l'Union européenne proposa une aide massive, un plan « Marshall » 2.0 pour les villes détruites. Les femmes de Mariupol répondirent poliment, par écrit, qu'elles accepteraient les matériaux, les outils, les engins, mais pas les hommes d'affaires, ni les cabinets de consulting. Elles ne voulaient pas de marché public, ni de commissions. Seulement des camions remplis de béton, de verre, de cuivre. Bruxelles comprit. Et respecta. Ce fut la première fois qu'une population civile refusait les modalités classiques de la reconstruction. À la fin de l'année 2028, le Conseil de l'Europe proposa que la ville soit nommée *Ville Européenne de l'Espoir*. Mais là encore, les femmes demandèrent que l'on renonce à toute cérémonie.

L'hiver s'installa, rude, brutal, couvert de givre. Le vent d'Azov soufflait sur les échafaudages. Le froid fouettait les échines. Mais les femmes restaient. Elles avaient fait de la reconstruction un deuil actif, une manière d'aimer au-delà de la mort, une guerre lente contre l'oubli. Et

chaque pierre posée disait : « Nous sommes vivantes. » « Nous n'avons pas cédé. » « Vous n'avez pas gagné. »

Élection en Russie : L'Épouse de Navalny est élue

*Russie, Fédération renaissante*

*Date : Mars 2029*

Ils avaient attendu dix ans. Dix années longues, denses, rugueuses. Dix années de prison, d'humiliations, de clandestinité, de silences, de disparitions. Dix années de fureur, de mensonges et de froid. Mais en mars 2029, ce n'était plus la peur qui dominait la Russie : c'était la sidération. Le pays s'était vidé de sa dictature. Lentement. Comme un corps qu'on désintoxique. Depuis la signature de l'accord de paix, les grandes familles militaires avaient été écartées du pouvoir, confinées à des résidences surveillées, comme des échos lointains d'un siècle terminé. Les oligarques, s'ils n'avaient pas fui, n'avaient plus que leurs villas comme royaume intérieur. Le Kremlin, vidé de son histoire immédiate, était désormais un musée transitoire, un entre-deux. La Russie était en convalescence. Mais elle était debout. Et ce matin de mars 2029, les rues de Moscou, Saint-Pétersbourg, Iekaterinbourg, Kazan, Irkoutsk, étaient pleines de votants. Le peuple, dans son immense masse, se rendait pour la première fois depuis des décennies à une élection libre, réelle, sans truquage, sans camouflage numérique, sans délit d'intention. On avait dit que c'était impossible. Que jamais un pouvoir ne tomberait de l'intérieur. Que la Russie ne serait jamais démocratique. Et pourtant, les isolements étaient là. En bois clair. Sobrement éclairés. Les bulletins imprimés portaient sept noms. Sept candidatures. Des écrivains. Des syndicalistes. Des professeurs. Une femme médecin. Et un nom que tous connaissaient. Ioulia Navalny.

Elle n'avait jamais voulu ce rôle. Pas au début. Elle avait été l'épouse du dissident. L'amoureuse silencieuse, présente aux audiences, présente aux barreaux, présente aux enterrements. Présente à la disparition. Car Alexeï Navalny était mort, lentement, dans une colonie pénitentiaire, empoisonné d'un poison lent, chimique, presque oublié. Mais Ioulia n'avait pas disparu avec lui. Elle s'était tue, d'abord. Puis elle avait observé. Et un jour, elle avait commencé à écrire.

Son premier texte, intitulé « Les Veuves ne sont pas muettes », avait été partagé vingt millions de fois. Elle y disait l'amour, la rage, la promesse. Elle y disait surtout que la Russie ne pouvait plus être un tombeau à ciel ouvert. Que l'avenir ne se construirait pas sur les cendres, mais sur les cœurs. Son second texte, « Pour mes enfants, je veux un pays libre », fut repris sur les ondes pirates, projeté sur les murs de Novossibirsk, et même lu en direct par des élèves dans une école de Smolensk. À ce moment-là, elle était devenue, malgré elle, l'image du pays à venir. Et quand les premières élections furent annoncées — encadrées par la Commission démocratique européenne, sous la supervision neutre de juristes —, Ioulia accepta. Pour tenir la promesse.

La campagne fut brève, épurée, presque solennelle. Il n'y eut ni meetings géants, ni slogans publicitaires. Les débats furent sobres, souvent organisés dans des théâtres municipaux, retransmis sans montage. Aucun affrontement verbal. Aucun culte de la personnalité. Ioulia parlait bas, toujours assise, souvent les mains croisées. Elle ne promettait rien d'autre que l'effort. Elle refusait les mots grandiloquents, les promesses de richesse ou de grandeur retrouvée. Elle disait : « Nous avons le devoir de devenir des adultes. » Le jour de l'élection, des centaines de volontaires encadraient les files. Il faisait froid, mais sec. Des enfants distribuaient du thé aux personnes âgées.

Aucun incident majeur ne fut enregistré. À 22 heures, heure de Moscou, les premières tendances tombèrent. Ioulia Navalny, 64,7 % des voix. Elle n'apparut pas tout de suite. Elle refusa les feux, les cris, les bouquets. Le lendemain matin, elle se rendit au mémorial improvisé en l'honneur des prisonniers politiques. Elle y resta plus d'une heure, sans prononcer un mot. Elle traça sur le marbre, avec ses doigts, les lettres du prénom de son mari. Puis elle s'effaça, laissant place aux visages anonymes, ceux qui avaient voté pour elle, ou pas, mais qui, tous, lui confiaient désormais l'avenir de cette Russie nouvelle.

La cérémonie d'investiture eut lieu le 12 mai 2029, dans une salle claire du Palais des Congrès réaménagé. Pas de trône. Pas de tapis rouge. Une estrade en bois brut, des sièges pour les représentants des anciennes républiques, une présence discrète mais visible des observateurs européens. Ioulia prêta serment sur un exemplaire usé de la Constitution de 1993, amendée par les nouvelles institutions. Elle refusa l'uniforme, la médaille, les codes militaires. Son premier décret fut symbolique : rendre obligatoire l'enseignement de l'histoire des dissidences

dans toutes les écoles du pays, avec obligation de visite annuelle dans un ancien centre de détention. Le second décret fut plus radical : dissolution de l'ancienne Douma, et renouvellement complet du Conseil fédéral par tirage au sort parmi des citoyens volontaires pour une période transitoire de trois ans. Mais plus que ses décrets, ce fut sa manière qui marqua les esprits. Elle ne parlait jamais de revanche. Elle ne parlait jamais de la guerre. Elle parlait de guérison. Elle parla, un jour, dans un discours mémorable à Nijni Novgorod, de la Russie comme d'une femme battue, qui avait enfin décidé de partir. Elle dit qu'il fallait désapprendre la violence, et réapprendre la lenteur, la justice, l'écoute. Elle demanda aux Russes d'être patients avec eux-mêmes. De ne pas chercher dans le passé. Et dans les mois qui suivirent, quelque chose, profondément, s'enclencha.

Les anciennes statues de Staline, puis de Poutine, furent déplacées — non pas détruites — vers un musée en construction, nommé : Le musée du Mensonge. Les rues furent renommées. Des quartiers entiers reprirent leurs anciens noms. Les archives furent ouvertes. Et dans tout le pays, des femmes, des hommes, des enfants, commencèrent à parler. À raconter. À pleurer, parfois. À se dire. À s'aimer de nouveau. Un jour, à Ekaterinbourg, une vieille institutrice glissa à la caméra d'un journaliste : « La Russie est redevenue un pays où on peut respirer. C'est tout ce que je voulais. »

Cérémonies Volia

*Europe centrale, principalement Vilnius, mais aussi Varsovie, Tartu, Minsk, Riga, Prague, Berlin, Cracovie, Bratislava.*

*Date : Été 2029*

C'était devenu une floraison étrange. Invisible à l'œil pressé. Mais pour qui savait voir, les germes avaient poussé partout. D'abord sur les murs. Les enfants avaient tracé cinq lettres avec des craies bleues, dans les cours d'école, sur les trottoirs, sur les cahiers, dans les marges des livres d'histoire. VOLIA. En majuscule, maladroites, irrégulières. Mais toujours les mêmes. Toujours le même sens. Volia. Liberté. Volonté. Vérité. L'Europe, dans son élan de reconstruction, avait décidé d'en faire un emblème. Un nom partagé. Comme une mémoire transmise, par la voix, par l'écrit. Dès le mois de mai 2029, des établissements scolaires avaient

demandé à être renommés. À Brno, un lycée technique devint Lycée Volia. À Lublin, une école maternelle afficha École libre Daria – Volia 1. À Graz, une bibliothèque municipale fut rebaptisée Médiathèque Volia. En quelques semaines, le nom était partout. Mais c'est à Vilnius que la cérémonie centrale eut lieu. Le 16 août 2029. Jour choisi pour coïncider avec la date de naissance supposée de Daria, dont le vrai acte de naissance n'avait jamais été retrouvé.

Le ciel était clair, lavé par les vents baltiques. Une foule dense, jeune, compacte, silencieuse, avait envahi la grande place devant la Bibliothèque nationale Martynas Mažvydas. Des drapeaux européens flottaient aux fenêtres. Aucun discours n'avait encore été prononcé. Et pourtant, on entendait déjà le souffle d'un basculement. À midi pile, les grandes portes s'ouvrirent. Un groupe d'enfants, issus de différentes écoles de Lituanie, d'Estonie, d'Ukraine et de Biélorussie, avança en file, portant dans leurs mains des fragments de marbre blanc. Chacun d'eux déposa sa pièce devant le socle encore recouvert d'un tissu noir. Puis, dans un silence respectueux, une grande toile fut lentement tirée. Et la statue de Daria apparut. Elle n'était pas gigantesque. Ni solennelle. Elle mesurait à peine 1,70 mètre. Mais elle dominait l'espace d'une force étrange. Daria était représentée debout, légèrement penchée en avant, comme si elle tendait l'oreille. Ses bras étaient derrière son dos, ses poignets liés par une corde brisée. Son visage, sculpté avec une finesse sobre, regardait au loin. Dans ses yeux, aucune plainte. Aucune colère. Mais une résolution nue jusqu'à l'os. Sur le socle, une seule inscription : "Ils m'ont enfermée. Mais c'est le monde qui s'est réveillé."

— Daria, lettre interceptée lors de son incarcération.

Les premières gerbes de fleurs furent posées sans consigne. Les caméras étaient présentes. Le monde entier observa sans bruit cette seconde naissance. Celle de Volia, devenue plus qu'un groupe clandestin, plus qu'un symbole : une mémoire vivante, partagée, enracinée dans les corps. La vague ne s'arrêta pas. À Cracovie, l'université Jagellonne créa une chaire Volia en droits civiques internationaux. À Berlin, l'ancien aéroport de Tempelhof, reconverti en espace culturel, inaugura la Halle Daria Volia pour les arts engagés. À Tartu, l'Institut de Cyberdéfense porta désormais le nom complet de Centre Kalnins-Volia, hommage conjoint au code et au courage. À Riga, les anciens locaux du contre-espionnage soviétique furent réaménagés en Musée Volia de la Résistance. Et à Minsk, enfin libre, une école fut fondée, ouverte à tous les

enfants de Biélorussie, qu'ils soient orphelins de guerre ou fils de militaires repentis. Elle portait, en lettres dorées, le nom de "Volia – École de la Paix."

Intégration

*Bruxelles – Parlement européen*

*Date : 12 novembre 2029*

Ils étaient trois, et ils entrèrent ensemble. Trois drapeaux, trois passés, trois cicatrices encore ouvertes. L'Ukraine, la Biélorussie et la Russie. Trois noms qui, des années durant, avaient symbolisé l'instabilité, la douleur, la guerre, la méfiance. Trois pays qu'on pensait irréconciliables avec le projet européen. Trois nations qui, en moins d'une décennie, avaient été les scènes principales d'une histoire sanglante, absurde, et pourtant décisive.

Ce jour-là, ils ne venaient pas en victimes. Ni en accusés. Ils venaient comme des peuples qui ont résisté. Comme des peuples qui ont changé. Comme des peuples qui voulaient bâtir. Dès l'aube, Bruxelles s'était figée. Autour du Parlement européen, les rues avaient été vidées, nettoyées, sécurisées. Pas un graffiti. Pas un tag. Il flottait une tension contenue, celle des journées historiques où tout peut encore basculer, où le destin dépend d'un vote, d'une virgule, d'un souffle. Les trois cortèges diplomatiques arrivèrent par des axes séparés. Par prudence. Par respect des protocoles encore sensibles. Par habitude aussi. Mais à quelques mètres de l'entrée du Parlement, les délégations se regroupèrent. Elles avaient répété ce moment.

Le président ukrainien sortit le premier de sa voiture blindée, vêtu d'un manteau gris sobre, cravate noire, regard droit. À sa gauche, la Première ministre biélorusse, élue six mois auparavant, portait un long manteau de laine beige, les mains nues malgré le froid. À sa droite, la présidente de la Fédération russe, Ioulia Navalny, l'épouse du dissident mort en détention. Elle ne souriait pas. Son visage était fermé, comme gravé dans le marbre, mais ses pas étaient assurés. Ils montèrent les marches ensemble. À leur passage, les caméras du monde entier filmaient sans relâche. Mais il n'y eut aucun mot, aucune gestuelle excessive, aucune déclaration. Ce n'était pas un jour pour les slogans. C'était un jour pour la mémoire. À l'intérieur de l'hémicycle, les députés européens, réunis en session exceptionnelle,

attendaient debout. Le silence était presque religieux. Des rangées entières de jeunes Biélorusses, Ukrainiens et Russes remplissaient les tribunes. Tous portaient un brassard bleu nuit marqué d'un V blanc : Volia.

À 9h00 précises, les trois dirigeants prirent place à la tribune. L'estrade était sobre. Pas de dorures. Pas de décor. Juste trois fauteuils, trois micros, trois verres d'eau. Et devant eux, un pupitre unique où une plaque en métal avait été installée dans la nuit. On pouvait y lire : UNION EUROPÉENNE – SESSION HISTORIQUE – 12.11.2029 - INTÉGRATION DES PEUPLES FRÈRES

L'Ukrainien parla le premier. Il évoqua la guerre de 2014, puis celle de 2022, puis la chute du Donbass, les enfants perdus, les mères enterrées, les soldats disparus. Il parla peu, d'une voix rauque, comme s'il portait encore la poussière des bunkers. Il termina en disant : « Nous sommes Européens depuis le premier tir. Aujourd'hui, nous le devenons officiellement. »

La Biélorusse prit ensuite la parole. Elle parla d'espoir, de honte, de transformation. Elle parla de Loukachenko, brièvement, sans haine. Puis de la neige à Minsk, des rails remis en état, des élections libres, de l'hymne chanté. Elle ne demanda pas pardon. Elle demanda à reconstruire.

Puis vint Ioulia. Ce fut elle qui étonna le plus. Elle n'avait pas de discours écrit. Elle posa les mains sur le pupitre et dit simplement : « Je suis Russe. Je suis la veuve d'un homme mort pour la vérité. Je suis la mère de deux enfants qui ont grandi dans la peur. Je suis née sous Poutine. J'ai survécu à Poutine. Et aujourd'hui, je vous regarde dans les yeux pour vous dire que la Russie veut vivre. »

Certains députés, dans la salle, laissèrent couler leurs larmes.

À 10h35, la présidente du Parlement européen lut à voix haute les articles de la proposition de vote. Elle lut lentement. Puis elle lança l'appel. Un à un, les députés appuyèrent sur leur bouton. Les voix s'affichaient en temps réel : *Pour. Contre. Abstention*. Le dépouillement prit quarante secondes. Le résultat s'afficha en chiffres rouges sur l'écran géant. Pour : 638. Contre : 33. Abstention : 34

L'hémicycle se leva. Il y eut des applaudissements. Un soulagement immense, humaine, organique, comme un souffle qui aurait jailli de tous les sièges en même temps. Une forme de soupir collectif, venu du ventre, venu de loin. Une acceptation. Un oui. L'Ukraine, la Biélorussie

et la Russie venaient d'intégrer l'Union européenne. C'était un début. Mais un début qui portait en lui tout le poids du passé. On ne guérissait pas en un vote. Les cicatrices ne se refermaient pas par décret. Mais quelque chose avait basculé. Définitivement. Dans les rues de Bruxelles, à la sortie du vote, les drapeaux se mélangèrent. Bleu ciel. Blanc rouge blanc. Tricolore russe. Drapeau étoilé européen. On vit des jeunes qui pleuraient dans les bras d'inconnus. On vit des vieux qui s'agenouillaient sur les pavés. On vit des survivants qui levaient les yeux vers les écrans, cherchant un visage, une voix, une trace. Et pendant ce temps-là, à Vilnius, une flamme restait allumée devant la tombe de Daria. Et à Tartu, dans une salle silencieuse, les ingénieurs du système Kalnins se félicitaient de cet accord. Et à Kiev, des enfants peignaient des étoiles sur les murs, avec des pinces bleues, des pinces jaunes, des pinces blancs. Et à Moscou, pour la première fois, on entendit sonner l'hymne européen depuis les balcons du Kremlin.

Les tombes anonymes

*Tartu – Cimetière militaire, périphérie Est*

*Date : décembre 2029*

Le jour n'était pas encore levé sur Tartu, mais déjà la terre fumait d'humidité et de givre. Les sapins noirs penchaient, figés sous le poids du silence. Dans ce cimetière militaire, il n'y avait pas de portail imposant, pas de pierre blanche alignée avec emphase. Rien de spectaculaire. Juste des rangées simples, humbles, parfois à peine discernables sous le brouillard. Les tombes n'avaient pas de nom. Ou plutôt : elles les avaient perdus. Des numéros, des plaques métalliques froides, des coordonnées, parfois même rien. Certaines étaient simplement marquées d'un cercle de cailloux, ou d'une croix de bois brut. Les familles ne les avaient pas identifiés à temps. D'autres, venus de très loin – Biélorussie, Ukraine, Lettonie – n'avaient plus personne pour les réclamer. C'était ici que le président Alar Karis, fraîchement réélu, était venu marcher. Seul. Sans caméra, sans escorte visible. Il avait demandé que sa venue reste discrète. Pas de discours. Pas de cérémonie. Il voulait marcher parmi les morts. Et peut-être leur parler en silence.

Son manteau long balayait les herbes givrées. Ses pas crissaient à peine. Il avançait lentement, comme si chaque mètre devait être conquis par la pensée, ou l'effort. Il n'avait pris aucun parapluie, et la pluie fine qui tombait s'accrochait à ses cheveux blancs, à ses gants de cuir, au col relevé de sa veste sombre. Il s'arrêta parfois. Lisait les numéros. Levait les yeux vers les arbres. Reprenait sa marche. Les tombes étaient toutes récentes, de 2025 à 2027. Certains avaient vingt ans. D'autres quarante. On y devinait des visages. Des jeunes de Tallinn. Des résistants de Narva. Des ingénieurs morts dans les premières attaques. Des soldats tombés pendant l'invasion de la Biélorussie.

Karis reprit son chemin, vers le fond du cimetière, là où la brume était plus épaisse. Là-bas, il y avait une tombe à part. Elle non plus n'avait pas de nom. Mais tous savaient à qui elle appartenait. Un simple monticule. Une dalle de pierre noire. Et un cercle de petites bougies, qu'on venait allumer régulièrement sans savoir qui les plaçait. Sur la dalle, on pouvait lire une phrase gravée à peine visible, en lettres profondes, presque invisibles sous la mousse et la pluie : *"MIIL ei unusta."* (MIIL n'oublie pas). C'était ici qu'avait été enterré Edvīns Kalnins. Officiellement, son corps n'avait jamais été retrouvé. Officieusement, tous savaient qu'il avait péri dans l'explosion du centre de cybersécurité de Tartu, après avoir verrouillé son code, après avoir sauvé son équipe.

Karis s'agenouilla. Il ne dit rien. Il resta là quelques temps. Parfois, on pouvait croire qu'il priait. Mais ce n'était pas une prière. C'était autre chose. Une forme de pensée lente, dense, obscure. Un dialogue intérieur. Ou peut-être un silence partagé avec un mort. Un peu plus tard, une silhouette s'approcha. Maarja Karis, l'épouse du président, avait patienté à distance, comme toujours discrète, respectueuse de la solitude de son mari. Elle tenait à la main un petit bouquet de fleurs, assemblées avec une ficelle fine. Elle s'assit près de lui, sur un banc de pierre humide. Aucun mot. Leurs mains se frôlèrent. Le vent leur tourna autour, glacé. La ville était loin. Le monde était suspendu. Alors, doucement, il se mit à parler. Pas fort. Comme un homme qui revient de trop loin, qui ne sait plus tout à fait comment exister dans la paix.

« C'est ici que tout a basculé, » dit-il après un long silence. « C'est ici que la guerre est devenue une idée. »

Elle ne répondit pas. Elle savait qu'il fallait laisser les phrases monter seules.

« Tu te rends compte, Maarja ? Nous avons vaincu sans envahir. Inversé sans tuer. Mais les morts sont là. Les morts restent. »

Son regard fixait le sol détrempé. Il voyait Kalnins. Il voyait les visages de Liis, d'Aino, de Vahe. Il voyait Daria. Il entendait encore les premiers signaux émis par MIIL. Il se souvenait du jour où il avait dit « oui » à l'opération Fin de Nuit. Il portait chacun de ces morts comme une ombre derrière son épaule.

« On me félicite, » murmura-t-il, « mais je ne suis pas sûr d'avoir eu raison. On me dit que l'Europe est grande. Mais je la vois petite quand elle enterre ses enfants. »

Le temps passa. Lentement. Le vent se leva. Les arbres ployaient. Un nuage gris recouvrit les sapins. Le froid se fit plus mordant. Maarja se leva. Elle alla déposer le bouquet de sapin sur la dalle. Puis elle revint vers lui, et l'aïda à se lever. Il chancela à peine. Il se sentait vieux. Plus qu'avant. Plus que pendant la guerre. Mais quelque chose en lui résistait encore. Une colonne intérieure. Une sorte de force muette. Ils repartirent ensemble. À pas lents. En silence. Le cimetière se referma derrière eux. Mais la trace de leurs pas resta longtemps visible dans le givre.

## Épilogue

### Épilogue – L'Europe transformée

L'année 2030 s'était levée sur un continent changé. Non pas changé comme on repeint une façade, ni même comme on redessine une carte. L'Europe avait mué. Sa peau ancienne s'était arrachée dans les secousses de la guerre. Ses veines, ses artères, ses os mêmes s'étaient modifiés. C'était une transformation plus profonde que toutes celles qu'elle avait connues depuis Rome, depuis Charlemagne, depuis les Révolutions. Elle n'était plus une union de traités, de compromis, de devises et de normes. Elle était devenue un corps vivant, unifié par la nécessité, nourri par le courage, durci par le sacrifice. Il n'y eut pas de moment unique où l'on put dire : « Maintenant, elle est née. » Mais chacun savait, dans le silence pesant des après-guerres, que l'Europe n'était plus celle d'hier. Elle avait une armée. Pas une somme d'États-Majors, de brigades nationales sous mandat partagé, mais une force opérationnelle cohérente, interconnectée, soudée par les mêmes codes, les mêmes outils, les mêmes blessures. Son cœur battait à Tartu, où l'héritage de Kalnins s'était fondu dans la doctrine nouvelle : la guerre asymétrique inversée, où l'on détourne au lieu de détruire, où l'on retourne la violence contre son émetteur. Ses bras couraient de Narva à Séville, ses jambes jusqu'au Dniepr, et ses yeux jusqu'aux satellites, désormais libérés des intrusions russes grâce à l'opération Valkyrie. Ses escadrons avaient volé plus loin que jamais, ses soldats s'étaient enterrés dans les plaines gelées de Biélorussie, ses techniciens avaient soufflé l'air glacé des bunkers baltes.

L'Europe avait désormais des généraux, des codes d'intervention, des bases conjointes, des drones de frappe, des groupes de cyberdéfense. Et surtout, une doctrine limpide, gravée en secret dans les salles de Stockholm et signée dans les Accords de Tallinn : "Nous ne serons jamais les premiers à attaquer. Mais nous serons les derniers à plier." Elle avait aussi des frontières redessinées, mais non violées. L'Ukraine était restée entière. La Biélorussie s'était réveillée. La Russie, amoindrie mais intacte, avait basculé dans une république parlementaire contrôlée, sans vengeance, sans humiliation publique. L'Europe n'avait pas annexé. Elle avait soutenu. Elle n'avait pas puni. Elle avait neutralisé. Les 300 milliards d'actifs russes saisis avaient été injectés dans des plans de reconstruction gigantesques. Mariupol, Gomel, Riga, Kharkiv... Partout, des grues, des écoles, des hôpitaux. Des infrastructures pan-européennes

avaient vu le jour : lignes ferroviaires nouvelles, super-hubs de communication, centrales hybrides, universités techniques multilingues. Et pour la première fois, une mémoire commune avait émergé. Pas imposée, pas plaquée depuis Bruxelles. Non. Une mémoire organique, née dans les larmes des peuples, dans les discours sobres de Vilnius, dans les silences de Tartu. Une mémoire qui disait : “Plus jamais seul.”

Cette Europe-là avait un peuple. Hier un peuple de vingt-sept, aujourd’hui trente, et bientôt davantage. Un peuple disparate, chaotique, mais debout. Un peuple qui s’était regardé dans le miroir de la peur, et qui avait choisi de se lever plutôt que de courber l’échine. C’était un peuple lent à comprendre, souvent critique, jamais satisfait. Mais ce fut lui qui s’était mis en marche, lui qui avait voté à 72 % pour la dissuasion nucléaire, lui qui avait vu dans le visage de Maarika Põld, d’Aino Mets, de Liis Kalnins, l’émergence d’une nouvelle légitimité morale. Ce peuple portait maintenant le deuil de deux millions de morts russes, de 600 000 Ukrainiens, de dizaines de milliers de Baltes. Il ne s’en glorifiait pas. Il ne les effaçait pas. Il les pensait. Chaque jour. Dans les écoles Volia, dans les musées de la guerre inversée, dans les poèmes de Mikita, revenus en filigrane dans les livres d’Histoire. Et dans ses veines nouvelles, un sang calme, mais résolu. Mais l’avenir, lui, ne faisait pas silence.

L’Amérique ne parlait plus, mais observait. Elle avait compris, un peu tard, que son ancien monde ne reviendrait pas. Trump, retiré mais toujours bavard, reconnaissait en coulisse que l’Europe avait su faire ce que les États-Unis avaient oublié : se réinventer dans la douleur.

La Chine, elle, grondait. La Corée du Nord tonnait. Une partie des BRICS se cabrait. Mais ils ne pouvaient plus ignorer ce qui s’était passé. Ils avaient vu le ciel de Kaliningrad s’embraser. Ils avaient vu des missiles russes se retourner. Ils avaient vu les satellites tomber, un à un. Ils avaient vu l’Europe détruire sans envahir, contraindre sans bombarder, construire sans asservir.

Ils avaient vu que cette Europe, enfin, n’avait plus peur.

Il existait encore des mouvements de contestation. Des extrêmes, des sceptiques, des nostalgiques du « Non », des partisans d’une Europe des patries seules. Des révoltés contre la saisie des biens russes. Des puristes de la souveraineté. Des déçus du social. Mais ils étaient entendus, non dominants. Car cette fois, l’Europe n’avait pas conquis par le haut. Elle s’était

construite par le sol, dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les lignes de fret, dans les votes libres de Minsk et de Kiev. Elle n'était pas parfaite. Mais elle était crédible. Et, surtout, nécessaire.

Poutine était vivant. Assigné à résidence, dans une datcha immense, gardée mais intacte. Avec ses oligarques, ils survivaient. Ils ne parlaient pas. Ils espéraient, peut-être. Ils rêvaient d'un retour, d'un relâchement, d'une Europe fatiguée. Mais les portes étaient fermées. Par prudence politique. Un comité permanent avait été formé pour suivre chaque mouvement, chaque appel, chaque lien financier ou communicationnel. Leurs biens étrangers restaient gelés. Leurs passeports caducs. Leurs visages oubliés dans les sphères publiques. On ne les montrait plus. On n'en parlait qu'avec distance. Ils étaient devenus les cendres d'un monde ancien, enfermés dans leurs propres palais.

L'Europe, elle, regardait ailleurs. Vers l'espace. Vers l'Arctique. Vers la frontière énergétique. Vers une diplomatie renouvelée, équilibrée, lucide. Elle s'était dotée d'un commandement unifié, d'un ministère de la paix préventive, d'une charte des contre-pouvoirs numériques, d'un statut pour les réfugiés climatiques, d'un plan décennal de reconstruction orientale.

Quel sera son avenir ? Personne ne le sait. Mais pour la première fois depuis 1945, ce n'est plus la peur qui tient la plume. C'est l'espérance organique d'un continent qui s'est vu mourir... et qui a choisi de vivre autrement. C'est le regard grave d'un peuple nouveau, lucide, armé, solidaire, tremblant encore mais debout. C'est une Europe transformée, irréversible, plurielle, souveraine. Et si les anciens empires veulent la déstabiliser, ils le feront contre un mur de volonté lente, mais inexorable. Non par goût de guerre. Mais parce que désormais, il n'y a plus de retour possible.

Fin

## Quelques personnages

### Personnages principaux

#### 1. Edvīns Kalnins

- Nationalité : Letton
- Fonction : Ingénieur en cybersécurité, créateur du système MIIL (« système Kalnins »)
- Statut : Mort en martyr, tué dans une attaque ciblée
- Traits : Visionnaire, discret, déterminé. Figure héroïque posthume.

#### 2. Daria

- Nationalité : Biélorusse
- Fonction : Militante, résistante, figure de Volia
- Statut : Morte en détention, exécutée. Devient un symbole mondial.
- Traits : Courageuse, insoumise, lumineuse. Une icône.

#### 3. Maarika Põld

- Nationalité : Estonienne
- Fonction : Journaliste, intellectuelle, proche de Kalnins
- Traits : Lucide, combative, témoin moral de l'époque
- Famille : Mère de Liis Põld

#### 4. Kaarel Vaher

- Nationalité : Estonien
- Fonction : Chef militaire, bras armé de Karis
- Statut : Organise l'élimination de Loukachenko (« opération Fin de Nuit »)
- Traits : Stratège silencieux, loyal, efficace.

#### 5. Alar Karis

- Nationalité : Estonien
- Fonction : Président de l'Estonie
- Traits : Calme, visionnaire, responsable. Devient l'un des architectes de la paix européenne.
- Actes marquants : Autorise la mission terminale, signe les accords de Tallinn, visite les tombes anonymes.

#### 6. Ursula von der Leyen

- Nationalité : Allemande
- Fonction : Présidente de la Commission européenne
- Traits : Résolue, ferme, politique d'équilibre et d'autorité
- Statut : Refuse publiquement les chantages américains, soutient la ligne Kalnins.

#### 7. Vladimir Poutine

- Nationalité : Russe
- Fonction : Président déchu de la Fédération de Russie
- Statut : Signataire contraint des accords de Tallinn, assigné à résidence
- Traits : Autoritaire, isolé, vaincu symboliquement.

#### 8. Liis Põld

- Nationalité : Estonienne
- Fonction : Fille de Maarika, proche de Daria
- Traits : Jeune figure du renouveau, lira les mots de Mikita à l'ONU

#### 9. Mikita (poète)

- Nationalité : Biélorusse
- Fonction : Poète clandestin, figure anonyme de Volia
- Statut : Disparu, réapparaît avec un recueil inédit

- Traits : Voix de l'âme collective, mémoire souterraine

Personnages secondaires mais récurrents

#### 10. Pierre Debray

- Nationalité : Français
- Fonction : Haut fonctionnaire ou expert européen
- Rôle : Rédige un rapport d'autocritique sur l'UE
- Traits : Modeste, tardif, lucide

#### 11. L'épouse d'Alexeï Navalny

- Nationalité : Russe
- Fonction : Épouse du dissident défunt, élue présidente de la Russie en 2029
- Traits : Digne, démocrate, figure d'un renouveau fragile mais historique

#### 12. Vance

- Nationalité : Américain
- Fonction : Haut responsable de la sécurité ou conseiller de Trump
- Traits : Opportuniste, agressif, méprise l'indépendance européenne

#### 13. Donald Trump

- Nationalité : Américain
- Fonction : Président ou figure politique influente aux États-Unis
- Traits : Brutal, surpris, isolé, finit par comprendre qu'il a créé une superpuissance concurrente

#### 14. Olena Zelensky

- Nationalité : Ukrainienne

- Fonction : Veuve de Volodymyr Zelensky
- Traits : Silencieuse, endeuillée, scrutée lors des élections ukrainiennes

#### 15. Le maire de Kiev

- Nationalité : Ukrainien
- Fonction : Nouveau président de l'Ukraine
- Traits : Héros de la reconstruction, élu après des années de guerre

#### Militaires, stratèges, agents secondaires

#### 16. Youri Dobrine

- Nationalité : Russe
- Fonction : Commandant militaire à Kaliningrad
- Traits : Hésitant, critique envers le Kremlin, commence un repli stratégique

#### 17. Membres anonymes de l'équipe Kalnins

- Nationalité : Baltes, Européens
- Fonction : Ingénieurs, analystes, codeurs
- Traits : Disciples d'Edvīns, héros invisibles

#### 18. Agents et ministres européens (non nommés)

- Rôle : Interviennent dans des réunions diplomatiques secrètes avec l'Amérique
- Fonctions : Défense, cybersécurité, diplomatie

#### Autres figures symboliques ou émergentes

#### 19. Aino Mets

- Nationalité : Estonienne

- Fonction : ministre de l'Éducation dans le gouvernement provisoire
- Traits : Rénovatrice, symbole de réforme

#### 20. Les femmes de Marioupol

- Nationalité : Ukrainiennes
- Rôle : Mènent la reconstruction de la ville après la guerre
- Traits : Résilientes, silencieuses, héroïnes collectives

#### 21. Les poètes anonymes de Volia

- Fonction : Inspirent la mémoire collective
- Traits : Multiples, invisibles, porteurs du souffle démocratique

## Table des matières

Acte I, Les ombres de l'invasion.....	2
Acte II, Les lignes mouvantes .....	44
Acte III, L'effet Domino .....	109
Acte IV, Le Point de Non-Retour .....	213
Acte V - Les Cendres et la Reconstruction (2027) .....	308
Epilogue .....	413
Quelques personnages.....	416